ROLAND GAUCHER

LES TERRORISTES

INTRODUCTION

ust des Terrors

... Willem Iekennt, gemeinsam eine ... der Juirafrage ...

A LÉOPOLDVILLE

...ux attentats au plastic

... recueilli par une colonne des forces de l'ordre en route pour Lemera, où elle doit dégager les membres d'une mission scandinave apparemment encerclée et dont les membres ont demandé à être évacués. Il semble d'autre part qu'une certaine confusion règne parmi le commandement et les troupes congolaises au Kivu, les soldats refusant le contact avec les rebelles.

NOUVEAUX ATTENTATS A LA BOMBE AU MISSISSIPPI

Natchez (Mississipi), 26 septembre (A.F.P., U.P.). — Après McComb, c'est une localité distante d'environ 100 kilomètres, qui ... par la nouvelle réac... se mani...

Un chef terroriste du Haut-Adige arrêté avec seize suspects

Bolzano, 7 avril (A.F.P.). — L... professeur Guenther Andergassen, chef du groupement B.A.S. (Befreiungsausschuss Suedtirol) comité de libération du Tyrol du Sud, ainsi que vingt ... dans ...

O.A.S. ou « contre-révolution » ?

L'origine de l'attentat d'Alger demeure mystérieuse

De notre correspondant particulier

Alger, 11 juin. — Les cent trois ...

PROVINCE DE QUÉBEC

...es d'une importante cellule séparatiste ...e du terrorisme ni celui des rapports ...ontréal et Ottawa

...ondant particulier

... peines relativement bénignes. On avait ... dit dans certains milieux ... que le procureur général ... aurait pu exercer des ... pour que tout fût réglé et ... l'arrivée au Québec de Malraux.

... inculpés de l'A.L.Q. ... actes criminels qu'ils ... leur tour de justifier par ... politiques, pendant toute ... judiciaire prévue ... ... Ils réclament ... de prisonnier ... probable que le ... surgira de ... plusieurs ... ...ement sur ...

Deux attentats à la dynamite à Milan

Milan, 16 décembre (A.F.P.). — Deux fortes charges de dynamite ont fait explosion dans la nuit, à Milan, l'une devant un centre culturel communiste, l'autre devant le consulat yougoslave.

Les engins, qui avaient été déposés devant la porte des immeubles ont causé de sérieux dégâts. On ne signale aucun blessé.

Un appel téléphonique anonyme ... d'autre part, le siège du ... qu'une bombe ... dans les sous... ... spécia... ... et

Suisse

Les terroristes jurassiens soupçonnés d'avoir saboté une voie ferrée

Bienne, 4 mars (A.F.P.). — Des inconnus ont-ils voulu saboter la voie ferrée Bienne-Berne ? Samedi dernier, un mécanicien constatait la rupture d'un rail sur une longueur de trente centimètres ainsi que des dégâts causés au socle d'un pylône, près du village de Studen, non loin de Bienne, dans le Jura bernois. L'employé avertit ...

... « visitée », ...

...ques mètres ...U.

...urs estiment qu'il ... causé de grands dé... ... touché l'immeuble ... il aurait pu faire ... s'il avait pénétré et explosé dans ...

Au Venezuela

NOUVEL ATTENTAT A LA BOMBE A CARACAS

Caracas, 23 octobre (A.P.). — Un nouvel attentat à la bombe a été commis jeudi matin à Caracas dans une fabrique de sodas ... veille, une bombe à retard avait été découverte ... façade du même ... dissimulée dans ... Des ... démontrée ... moment ...

Les titres, manchettes, fragments d'articles, rassemblés ici donnent un aperçu de phénomènes qui affectent le monde moderne, et qu'on définit en général comme terroristes. Aucun continent n'échappe à ces violences. Les guerres classiques sont en régression, le conflit thermonucléaire semble écarté pour l'instant, car il risquerait de déboucher sur un vaste suicide collectif. Mais entre les puissances, ou à l'intérieur des États, les contradictions et les tensions subsistent. Quand elles prennent un tour aigu, un des moyens de les résoudre est de recourir à ces formes de combat mineures – par rapport à celles des conflits classiques – que sont les meurtres politiques ou les attentats contre les biens.

La terreur et la guérilla – qui, parfois, est aussi terreur – sont devenues ainsi des armes employées par des minorités pour faire triompher leurs revendications, voire simplement pour poser devant l'opinion un problème qu'elles jugent grave. Elles constituent des méthodes de lutte improvisées, ou mises au point par des spécialistes, qui peuvent être d'ailleurs étrangers au pays où l'action se déroule. Le trait commun de ces méthodes est de rechercher des décisions importantes – par exemple l'abolition d'une tutelle étrangère ou celle d'un régime haï – avec de très faibles ressources en hommes et en matériel.

Aujourd'hui, ce qu'on appelle terrorisme, frappe sous des formes anodines, spectaculaires ou sanglantes, s'éteint ici après une brève apparition, ou, là se prolonge, obligeant ceux qui veulent le vaincre à une lutte coûteuse et difficile. Ces phénomènes ne sont que la suite d'une déjà longue histoire. L'objet de ce livre n'est pas de retracer cette histoire d'une façon exhaustive, mais d'en détacher certains moments essentiels, d'en décrire les épisodes les plus vifs, d'en montrer les acteurs, de tenter d'en saisir les ressorts, d'en comparer les succès et les échecs. De décrire le mouvement qui, par étapes ou par sauts brusques, mène aux violences et aux troubles des temps que nous vivons.

Quand faut-il commencer cette histoire ? L'attentat politique date sans doute du moment où il y eut un pouvoir et des hommes qui lui étaient sérieusement hostiles. Mais si le terrorisme a recours à l'attentat, on ne saurait le réduire à l'emploi de celui-ci. Pas davantage ne peut-on qualifier tout meurtre politique de terroriste. L'histoire de l'humanité est jalonnée par les mises à mort concertées de souverains, d'hommes d'État, de personnalités diverses, sans que, pour autant, il soit justifié de parler à ce propos d'actes terroristes. C'est que l'attentat isolé peut être un expédient – utilisé par exemple pour un complot de palais – ou encore l'explosion d'une colère. Les meurtres de Brutus, ou de Charlotte Corday, ne relèvent point de la terreur. Ils visent à tuer un homme pour prendre sa place, ou à satisfaire une passion portée à son paroxysme : c'est tout. Le terrorisme va bien au-delà. Il constitue un système de lutte ouvertement déclarée, élaboré par un état-major, mis à l'épreuve par une petite armée secrète, sélectionnée et disciplinée. Il multiplie les coups, les ordonne, en calcule et en dose les effets, en escompte tel ou tel résultat, en corrige l'exercice. Seul le terrorisme anarchiste fait, semble-t-il, exception. Mais ce n'est qu'une apparence. Certes, ses fidèles agissent seuls. Ils ont toutefois l'espoir que leur acte isolé fera lever de nouveaux combattants, et que la répétition des gestes individuels ébranlera l'ordre social.

Bref, le terrorisme est – ou veut être – une stratégie.

L'exercice de la terreur, conçue comme telle, choisie délibérément après d'âpres controverses, et méthodiquement mise au point, commence ainsi véritablement en Russie vers 1879. C'est à ce moment qu'une poignée de jeunes gens tiennent congrès, affrontent leurs thèses, et que la majorité décide de riposter à la violence systématique de l'autocratie par une violence organisée. Auparavant, il y a eu quelques actes isolés, quelques coups de feu qui éclatent ici ou là, et qui annoncent l'orage. Et quelques ébauches, couchées par écrit, fruit de la rencontre à Genève entre

un vieux lutteur malchanceux et un jeune homme inquiétant qui ne reculera devant rien…

PREMIÈRE PARTIE

LA TERREUR RÉVOLUTIONNAIRE

Le terroriste est beau, terrible, irrésistiblement fascinant, car il réunit les deux types de la grandeur humaine : le martyr et le héros.

STEPNIAK.

… Une armée invisible, anonyme, omniprésente.

BAKOUNINE.

CHAPITRE PREMIER
LA PREMIÈRE VAGUE

Un manuel de la destruction : Le Catéchisme révolutionnaire. – Netchaïev et Bakounine. – La Vengeance du Peuple. – Meurtre d'Ivanov. – Comment l'échec du mouvement populiste mène à la terreur. – Vera Zassoulitch tire sur le général Trepov. – Le congrès de Voronej. – Stratégie de la terreur. – L'organisation de la Narodnaïa Volia. *– Quatre figures marquantes : Jeliabov, l'animateur ; Kilbatchiche, le technicien ; Mikhaïlov, l'organisateur ; Sophia Perovskaïa, la révolutionnaire intransigeante. – Premiers attentats contre le tsar. – L'explosion du Palais d'Hiver. – De sa prison, Netchaïev donne de ses nouvelles. – « Tuez le tsar ! » – Préparatifs de l'attaque. – Arrestations. – La Commission Exécutive maintient la date du septième attentat. – Sophia Perovskaïa dirige les lanceurs de bombes. – La mort d'Alexandre II. – Le peuple ne bouge pas. – Débâcle chez les terroristes. – Mort d'un Oulianov.*

> Le révolutionnaire est un homme voué. Il n'a ni intérêt personnel, ni affaires, ni sentiments, ni attachements, ni propriété, ni même un nom. Dans la profondeur de son être, non seulement en paroles, mais de fait, il a brisé tout lien avec l'ordre civil… Il ne connaît qu'une seule science, la destruction… Les sentiments ramollissants de parenté, d'amitié, d'amour, de reconnaissance, doivent être étouffés en lui par la passion unique et froide de l'œuvre révolutionnaire…

Ce portrait du révolutionnaire n'est emprunté ni à Staline, ni à Lénine, ni à Hitler, ni à Ho-Chi-Minh. On le trouve dessiné dans une brochure de quelques pages – *Le Catéchisme révolutionnaire* – introduite en Russie en 1809. Le manuscrit de cette brochure a disparu, sans doute détruit, et il n'en a guère été tiré que deux ou trois exemplaires. Ces pages qui n'étaient pas destinées à la publicité ont, à peine connues, suscité une violente réprobation, et aujourd'hui encore on ne sait trop qui en fut le véritable auteur. Mais les principes du *Catéchisme* ont plus ou moins imprégné les mouvements révolutionnaires qui lui ont succédé.

Le Catéchisme révolutionnaire définit une morale où la révolution, comme absolu, prendrait la place de Dieu. Mais c'est aussi *un système d'organisation :* les révolutionnaires doivent se grouper en cellules secrètes et disposer de quelques camarades de deuxième ou troisième catégorie qu'on utilisera comme un capital, en ne considérant que l'intérêt de la cause. On y découvre l'ébauche d'une *technique du noyautage :* il faut pénétrer dans tous les milieux, à la Cour, dans la police, dans l'Église, surprendre les secrets des puissants, et par là les asservir à ses desseins ; simuler des alliances, par exemple avec les Libéraux, pour mieux les manœuvrer et les compromettre.

Enfin, *Le Catéchisme* esquisse les grandes lignes d'une *stratégie*. Pour pousser le peuple à la révolte, il faut chercher à aggraver sa misère, utiliser comme levier les soulèvements paysans si

nombreux en Russie, dans l'attente d'une insurrection générale dont Pougatchev et Stenka Razine ont été les précurseurs. Et on ne dédaignera pas de s'allier aux bandits, « seuls révolutionnaires authentiques en Russie ».

Personne par la suite ne se réclamera ouvertement du *Catéchisme*. Pourtant celui-ci introduit en Russie quelque chose de neuf : *le sens de l'organisation dans la lutte contre le despotisme*. Les idées révolutionnaires ont commencé à se répandre, clandestinement, car la censure étouffe toute expression politique un peu libre. Mais les théoriciens d'un nouveau monde vivent pour la plupart, tel Herzen, à l'étranger. De là ils diffusent leurs libelles. On en discute dans les milieux de l'*intelligentzia* libérale, dans les universités, avec fièvre, avec ce goût prononcé des Russes pour les débats idéologiques. Mais les pensées ne débouchent pas encore sur des actes. La conjuration des Décembristes en 1825 n'a été qu'un complot militaire, sans lien véritable avec le peuple. Depuis lors, la Russie, où le prolétariat commence à se former, où la bourgeoisie peu nombreuse supporte de mauvais gré le lourd carcan de l'absolutisme, où les étudiants s'engouent pour le *nihilisme* de Pissarev, où les paysans se révoltent par spasmes, ici ou là, pour retomber aussitôt dans la torpeur, cette Russie n'a pas encore sécrété les cadres qui feront la révolution.

Un homme les cherche : Bakounine. Théoricien de l'anarchie, conspirateur, échappé des bagnes sibériens, cet extraordinaire bohème, qui dans ses écrits, dans ses interminables palabres avec le premier venu, rêve à un cataclysme universel, croit toujours que l'insurrection est pour demain. À chaque soulèvement populaire – Allemagne, Autriche, Bohême, France – il accourt, s'agite plutôt qu'il n'agit. Mais voici qu'à Genève, un jour de mars 1869, un jeune instituteur venu de Russie frappe à sa porte…

Des cheveux courts, un visage rond dont les traits n'offrent rien de remarquable, mais des yeux noirs à l'éclat minéral, tel est Netchaïev, qui passe pour l'auteur du *Catéchisme.* Est-ce bien lui qui le rédigea ? ou Bakounine, dont on croit reconnaître le style ? Est-ce le vieux révolutionnaire qui a mis au point le code de la destruction qu'un disciple plus jeune, plus énergique, purgé de tout scrupule, sera chargé de faire entrer dans l'Histoire ? Ou n'a-t-il fait que donner forme aux idées que l'autre lui souffle ? Il serait logique de croire que Bakounine est le maître à penser. Mais on parierait plutôt pour ce sombre garçon que Bakounine, dans sa correspondance, nomme, trop affectueusement « son cher boy » ou « son jeune tigre ». Le mensonge, la duplicité, le bluff systématique, l'utilisation sans vergogne des autres, simple matériel révolutionnaire, toutes ces armes, Netchaïev ne les a-t-il pas déjà essayées avant sa rencontre avec le théoricien de l'anarchie ? En 1868, dans les cercles révolutionnaires de Saint-Pétersbourg, il affichait son mépris de toute idéologie, ne s'intéressait qu'à l'efficace, pensait que pour faire d'étudiants bavards de vrais révolutionnaires, il convenait de les compromettre et de les exposer aux coups de la répression. Avant de gagner Genève, il a pris soin de faire courir le bruit qu'il avait été arrêté, puis, la frontière franchie, qu'il s'était évadé. À vingt-deux ans, il connaît déjà le prix des légendes.

Et la mystification continue. À Bakounine conquis, il fait croire qu'il est le délégué d'un puissant Comité Secret, et du vieux révolutionnaire il obtient sans peine un précieux certificat ainsi libellé : « Le porteur de ceci est un des représentants accrédités de la section russe de l'Alliance révolutionnaire européenne, nº 2771. (Signé) Michel Bakounine. » Cette Alliance est un mythe, tout comme le Comité Secret de Russie. Tout s'édifie à partir de rien. Mais Netchaïev calcule juste, quand il juge que le nom prestigieux de Bakounine aura un effet magique.

À partir de ce double bluff, il peut agir. En quelques semaines chez les étudiants de Moscou et de Saint-Pétersbourg, il met sur pied une organisation secrète, la *Narodnaïa Rasprova* (la Vengeance du Peuple, appelée aussi « Comité de la Hache »), cloisonnée en sections de cinq ou

six membres. Entre ces deux villes, Netchaïev va et vient, changeant de pseudonyme et de déguisement, exigeant de ses associés des procès-verbaux minutieux qu'il est censé transmettre au « Comité Central ». Un jour, il surgit à une réunion en tenue d'officier : « Je viens de prendre part, raconte-t-il, à une conférence secrète chez les militaires. »

Tout ceci ressemble à un gigantesque canular. Mais il n'y a pas trace de la moindre parcelle d'humour chez ce fanatique, qui servira de modèle au Verkhovensky des *Possédés.* Au reste, une seule chose est à même de le déconcerter : l'ironie à ses dépens. Mythomane ? Mais non. Il ne veut pas jouer à la révolution, mais, c'est certain, la faire. Imposteur ? Oui, par ses méthodes. Mais l'imposture n'est ici qu'une technique, parmi d'autres, au service d'une entreprise qu'il poursuit avec un acharnement sans mesure. La clé de ce personnage ? Peut-être le mépris pour ceux qui l'entourent, à commencer par ce gâteux de Bakounine : tous des rêveurs, des bavards, des timorés. Avec du mensonge, par le chantage, par la ruse, par l'esbroufe, par le meurtre, il fera lever cette pâte révolutionnaire qui ne veut pas prendre. Et il ne reculera devant rien. On ne va pas tarder à le voir avec l'étudiant Ivanov.

Dans son *Catéchisme,* Netchaïev avait dressé une liste de personnes à abattre. Mais le destin voulut que le meurtre prît pour cible non pas un des potentats du régime haï, mais un des membres de la conjuration. À peine née, celle-ci épurait ses rangs. Histoire qui s'est répétée bien des fois.

Ivanov était-il un mouchard ? Cela semble douteux. Il est plus probable qu'il fut à l'intérieur de l'organisation ce que nous appellerions aujourd'hui un adversaire de tendance. Il discutait les ordres de Netchaïev, multipliait critiques et récriminations. Entre les deux hommes, les querelles se firent de plus en plus violentes. Chaque contestation était transmise par Netchaïev au « Comité Central ». Et comme le « Comité Central », c'était lui, ses verdicts donnaient toujours tort à Ivanov. Celui-ci en vint à mettre en doute l'existence du fameux Comité, puis à menacer de partir et de fonder une autre organisation.

Ce genre de conflit est fréquent dans un parti légal. Il se règle par une scission ou une exclusion, assortie d'éclat public ou de calomnies chuchotées. Dans la clandestinité, le partage des secrets donne à toute rupture un caractère aigu : c'est que la police rôde aux alentours. Netchaïev décida de supprimer Ivanov.

Mais il lui fallait l'accord de ses camarades. Il était sûr de Nicolaïev. Bon psychologue, il connaissait assez le caractère d'Ouspensky pour deviner que celui-ci appartenait à ce type d'hommes qui, une fois admis le bien-fondé d'un raisonnement, n'hésitent pas à en tirer les conséquences pratiques. Il lui demanda donc si l'organisation avait le droit d'anéantir les obstacles qui se présenteraient sur sa route. « Certainement », répondit Ouspensky. Mais Ivanov, justement, n'était-il pas cet obstacle ? Il parlait déjà beaucoup. Que ne dirait-il après son départ ? Ouspensky se rallia.

Restait Kouznetzov, un vieil ami d'Ivanov, mais que Netchaïev subjuguait[1]. Effrayé, il tergiversa, tenta de démontrer que l'exécution était impossible. Mais il se trouvait seul face aux trois autres. Quand Netchaïev, menaçant, lui demanda s'il n'avait pas l'intention, lui aussi, de s'opposer au Comité, il n'osa plus rien dire.

On attira Ivanov dans la grotte d'un parc, sous prétexte qu'y était enfouie une imprimerie clandestine. Sans méfiance, Ivanov s'y rendit, ne prenant pas garde à l'émotion de Kouznetzov qui le guidait. Et comme celui-ci se trompait de chemin, ce fut Ivanov qui retrouva la bonne route. Dans la grotte, Netchaïev et Ouspensky l'attendaient.

Le meurtre débuta dans la farce et s'acheva dans l'horreur. En raison de l'obscurité, Netchaïev se trompa, empoigna à la gorge Nicolaïev, qui eut un certain mal à se faire

reconnaître. Ivanov comprit enfin, voulut fuir. Netchaïev bondit à sa poursuite, le rattrapa à l'entrée de la grotte, le terrassa. Ivanov se débattait, mordait ces mains qui voulaient l'étrangler. Pétrifiés par la peur, les trois autres regardaient. Nicolaïev enfin finit par intervenir et, sur l'ordre de Netchaïev, lui passa un revolver. Quelques secondes plus tard, l'« obstacle » était supprimé.

On ligota le cadavre avec des cordes, on le lesta de briques, on le jeta dans l'étang voisin. Quelques jours plus tard, le corps remonta. L'enquête policière parvint rapidement à démasquer toute la conjuration. Netchaïev put s'enfuir à Genève. Mais le récit de son crime ne tarda pas à l'y rejoindre. Le scandale fut tel dans les milieux émigrés que Bakounine finit par rompre avec ce dangereux disciple. « Ses moyens d'action sont parfois répugnants, écrivit-il, mais en même temps c'est une force, parce qu'il possède une énergie extraordinaire. Je me suis séparé de lui avec beaucoup de regret… »

Ici, Bakounine ne s'abuse pas sur le compte de Netchaïev. Ce jeune homme offre un surprenant alliage de cynisme absolu et d'énergie sans limites. Il est de ceux que rien ne brise, qui ne désarment jamais. Voici venir pour lui le temps des épreuves, qui ne finira plus qu'avec sa mort. Son crime avait déjà révolté. Le « lâchage » de Bakounine achève de faire le vide autour de lui. Seul, un étudiant polonais partage sa solitude. C'est pour le livrer à la police suisse. La justice du tsar le réclame : on l'extrade. En 1873, un tribunal le condamne à vingt ans de travaux forcés. Les portes de la célèbre prison Pierre-et-Paul se referment sur lui. Au cœur de cette bastille, un bâtiment de forme triangulaire ceinturé de douves et auquel on n'accède que par un seul pont : c'est le ravelin Alexis, geôle humide, la mieux protégée de toutes, la plus secrète, la plus terrible. Ceux qui séjournent dans cette enceinte, les gardiens ignorent leur identité, le monde leur présence. Ils n'en sortiront que pour être enterrés et sous un faux nom. C'est là que Netchaïev mourra dix ans plus tard. Mais c'est de là qu'intraitable, en dépit des murs et du secret, il va renouer les fils d'une nouvelle conjuration. Pour l'instant, il n'a pour voisin de cellule qu'un fou qui crie et sanglote toutes les nuits…

Netchaïev voulait avant tout organiser une insurrection. Mais *Le Catéchisme* accordait pourtant une certaine place à l'exercice de la terreur :

> Toute cette société immonde doit être divisée en plusieurs catégories, la première composée de ceux qui doivent être condamnés à mort sans délai. Que les compagnons dressent des registres de ces condamnés, dans l'ordre de leur malfaisance relative, eu égard au succès de l'œuvre révolutionnaire… En premier lieu doivent être détruits les hommes les plus pernicieux pour l'organisation révolutionnaire et dont la mort violente et subite peut effrayer le plus le gouvernement et ébranler sa puissance, en le privant d'agents énergiques et intelligents{2}.

On a là le schéma d'un terrorisme qui procède moins du désir de la vengeance, ou de l'éclat d'un attentat spectaculaire, que de la volonté systématique d'entreprendre des actions efficaces, propres à affaiblir l'appareil gouvernemental{3}.

Le terrorisme qui va naître quelques années plus tard, sera moins, à l'origine, une théorie froidement élaborée, que la conséquence d'un échec : celui de la propagande pacifique.

Herzen, théoricien du populisme, qui voyait dans la vieille association paysanne du *mir* l'embryon d'une future société socialiste, avait déjà lancé le mot d'ordre « d'aller au peuple ». Son idée fut reprise par son disciple Lavrov, partisan d'un socialisme évolutif. Suivant ses conseils, des milliers de jeunes gens appartenant à l'*intelligentzia* ou à l'aristocratie, abandonnèrent leurs études, leur situation ou leur fortune. Ils allèrent s'installer dans les villages pour y travailler de leurs mains, y lutter contre l'analphabétisme, y prêcher le socialisme.

> Le travail manuel, écrit Lavrov, est reconnu comme la condition nécessaire du succès de la propagande socialiste dans le peuple, en même temps qu'il devient un moyen d'existence personnel. Aller au peuple, cela signifiait rompre tous les liens avec le passé, quitter parents, amis, études, situation sociale, et se consacrer au service des masses.

Mais ce généreux mouvement d'évangélisation se heurta à une répression rapide. Isolés dans

les villages, les missionnaires étaient vite repérés. Les paysans parlaient : les gendarmes survenaient. En moins de six ans (1873-1879), deux mille huit cent quatre-vingt-quatre personnes furent, selon Stepniak[4], poursuivies pour des faits politiques ; les arrestations, les condamnations, les déportations en Sibérie, décimèrent les rangs des populistes. L'action par la propagande ouverte aboutissait à une impasse.

La répression conduisait donc les révolutionnaires à s'organiser secrètement et à faire l'apprentissage de la clandestinité. Elle justifiait l'organisation de chaînes d'évasion, et l'autodéfense contre les espions de la police. S'y ajoutait la colère devant les mauvais traitements dont les camarades arrêtés faisaient l'objet. Des prisons, des nouvelles filtraient, de brefs messages s'échappaient. Commentés fiévreusement dans les cercles révolutionnaires, ils semaient les germes de la révolte[5].

Une étape mena ces jeunes gens déçus, et de plus en plus révoltés, à la terreur.

Avant même que ne soit créée la première organisation terroriste, la *Narodnaïa Volia* (Volonté du Peuple), la *Zemlia I Volia* (Terre et Liberté. 1877-1879) comptait dans ses rangs un groupe dit *de désorganisation*. Celui-ci limitait l'emploi de la violence au châtiment des traîtres et aux représailles contre les auteurs de sévices.

À ce premier stade, la terreur est purement défensive.

Mais la pratique entraînait déjà certains dépassements. Si pour faire évader des camarades, on attaquait un convoi et que l'escorte se défendait, ne fallait-il pas faire usage des armes ? Et devait-on d'autre part se limiter à l'exécution du mouchard, alors que celui-ci n'était que l'agent d'un pouvoir corrupteur ?

Le terroriste Stepniak montre bien dans *La Russie souterraine* le mécanisme qui conduisit à une systématisation de la terreur :

> Si l'on se résignait à tuer un espion, pourquoi donc laisser impuni le gendarme qui encourage son ignoble métier et qui profite de ses dénonciations pour opérer des arrestations ? Ou même le chef de la gendarmerie qui dirige tout ? Devait venir ensuite la pensée du tsar lui-même, dont le pouvoir fait agir toute cette horde. La logique des choses devait obliger les révolutionnaires à franchir, l'un après l'autre, tous ces degrés. Ils ne pouvaient pas ne pas les franchir, *car il n'est pas dans le caractère russe, quelques défauts qu'il puisse avoir, de manquer de courage et de ne pas être conséquent jusqu'au bout*[6].

Ces problèmes, on en discute fiévreusement dans le petit monde des cercles révolutionnaires. À Saint-Pétersbourg, sur la rive droite de la Neva, des jeunes gens qu'on appelle les « Troglodytes », parce qu'ils se cachent, s'entassent dans la chambre de l'un d'eux ou dans une cave, s'affrontent toute la nuit dans des joutes passionnées. Un de ces garçons, Kablitz, visage étroit, barbiche rousse, lunettes cerclées d'or, proclame d'une voix sèche qu'il faut porter « le coup à la tête ». La tête, c'est le tsar, et même toute la famille impériale, qu'il ne faut pas craindre d'exterminer. Quelques années plus tard, Kablitz est redevenu monarchiste. Mais l'idée du régicide chemine dans les esprits. « Il devenait étrange, écrit Vera Figner, de frapper les serviteurs sans toucher au maître[7]. »

Déjà en 1866 un étudiant, Karakosov, a tenté de tuer le tsar Alexandre II. Geste isolé qui n'a pas encore d'écho.

Douze ans plus tard (1878), tout est changé. On apprend que le général Trepov, préfet de police de Saint-Pétersbourg, a fait passer par les verges un détenu politique. La peine du fouet, courante chez les droit-commun, avait été épargnée jusqu'alors aux politiques. Cette sanction infamante, c'est le geste de trop qui précipite les colères. Déjà le groupe de « désorganisation » prépare une riposte. Une jeune fille le devance, Vera Zassoulitch. Elle se fait recevoir au milieu d'autres solliciteurs par Trepov, tire sur lui, le blesse grièvement. Il s'agit encore d'une entreprise solitaire, décidée par une conscience et non dictée par les consignes d'une organisation. Mais ce

coup de feu est comme le signal d'une lutte sans merci. Il « donna au terrorisme, écrit Stepniak, une impulsion puissante ». Quelques mois plus tard, le même Stepniak (de son vrai nom Kravchinstkii) poignarde un général de gendarmerie, Mezentzev[8]. Dans le Sud, Ossinsky, jeune, beau, intrépide, partisan du régicide, est passé à l'action avec quelques amis, Lisogoub, Kovalsky, etc. Le procureur de Kiev, le gouverneur de Kharkov, sont assassinés. Comme on vient arrêter Kovalsky et ses camarades, ils se défendent les armes à la main. Dans le Nord, le chef de la gendarmerie de Saint-Pétersbourg est abattu et les tentatives d'évasion se multiplient. En représailles, voici les pendaisons : Ossinsky, Lisogoub…

La terreur rayonne. Elle n'est pas encore un système de lutte. Les terroristes sont nés, le parti de la terreur reste à faire. Au sein de *Terre et Liberté*, les esprits demeurent partagés sur l'opportunité de cette méthode. Plekhanov, le futur théoricien marxiste de la social-démocratie russe, reste fidèle aux principes de la propagande pacifique.

En 1879, Soloviov, renouvelant le geste de l'étudiant Karakosov, tire cinq balles sur le tsar, qui toutes manquent leur cible. Son acte avait été précédé d'un débat houleux à *Terre et Liberté*. Un des partisans de la non-violence, Popov, s'est écrié : « S'il se trouve parmi vous un nouveau Karakosov, ne se trouvera-t-il pas un nouveau Komissarov (nom du passant qui avait détourné le bras du régicide) qui refusera de compter avec votre décision ? » La réplique vient aussitôt : « Si c'est toi, ce Komissarov-là, je te tuerai ! » s'écrie un de ses amis. Quand on en est là dans un parti, la rupture est proche.

Le choix décisif eut lieu dans un bois, au congrès clandestin de Voronej, en juillet 1879. Une vingtaine de délégués, tous très jeunes, étaient présents. Adossé à un arbre, Plekhanov combattit avec acharnement les thèses terroristes. Un de ses camarades avait, dans un article, préconisé le meurtre politique. Plekhanov exigea qu'on en fît la lecture publique. Quand ce fut fait :

— Avez-vous entendu ? Est-ce bien là votre programme ? demanda Plekhanov.

Il comptait peut-être que la parole donnerait aux outrances de l'écriture un relief désastreux. Pendant une minute ce fut le silence. Un des congressistes le rompit. Il se leva et dit : « Voilà l'article digne d'un journal révolutionnaire. »

— Êtes-vous d'accord ? insista Plekhanov, très pâle.

Mais personne ne désavoua l'article. Plekhanov s'éloigna lentement.

La rupture fut complète en octobre. Les pacifiques fondèrent *Le Partage général*, les terroristes La *Narodnaïa Volia*. Moment capital dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe. Au début du XXe siècle, la *Narodnaïa Volia* se prolongera avec la création du parti socialiste-révolutionnaire. Quant à Plekhanov, qui émigrera en même temps que l'ancienne terroriste Vera Zassoulitch, il sera le premier grand marxiste russe, le principal théoricien du parti social-démocrate.

Avec l'adoption de la terreur comme méthode de combat, c'est toute la stratégie du mouvement révolutionnaire qui se modifie. Les « propagandistes » comptaient agir chez les paysans. Le terrorisme trouvera son champ d'action dans les villes. Les propagandistes pensaient éveiller les masses par une lente conquête des esprits, avant de passer à l'insurrection. C'est la violence, disent les terroristes, qui jouera ce rôle de ferment et qui accélérera l'Histoire. Ainsi les habitudes de dix ans de lutte sont bouleversées.

Nous avons dit que le groupe de désorganisation ne s'assignait qu'une tache de défense et de représailles contre l'arbitraire. La terreur désormais est chargée d'ébranler tout le système, voire de l'abattre. Un an environ après la création de la N.V., le programme de l'organisation définit ainsi le rôle du terrorisme :

> L'action terroriste consiste dans la suppression des hommes du gouvernement les plus nuisibles, dans la défense

> du parti contre l'espionnage, et dans le châtiment des actes les plus saillants de violence et d'arbitraire, commis par le gouvernement et l'administration. Elle a pour but de compromettre le prestige de la force gouvernementale, de donner une preuve constante de la possibilité d'une lutte contre le gouvernement, de fortifier ainsi l'esprit révolutionnaire du peuple et sa foi dans le succès de la cause, et enfin de former des cadres capables et entraînés à la lutte{9}.

Plus loin, un autre passage prête à la terreur un objectif encore plus ambitieux. Les dirigeants de la N.V. pensent qu'elle éveillera les masses, c'est-à-dire « amènera le moment propice pour l'attaque ».

La terreur doit être en quelque sorte le détonateur d'un soulèvement général. Et quel est l'acte qui peut le mieux précipiter les hommes dans la lutte, sinon l'attaque concertée contre le symbole même du despotisme : le tsar ?

> En portant le coup au centre même de l'organisation gouvernementale, affirmait déjà un texte antérieur, il (le meurtre politique) fait trembler tout le système… Une force souterraine inconnue appelle devant son tribunal les criminels, si haut placés qu'ils soient, leur dicte leur arrêt de mort, et les puissants de ce monde sentent que le terrain glisse sous eux, qu'ils tombent de la hauteur de leur puissance dans un abîme sombre, inconnu. Contre qui lutter ? Contre qui se défendre ?… Autour, personne. Autour, tout est calme. Parfois le cadavre seul témoigne que la catastrophe fut{10}.

Cette stratégie, nous l'avons dit, n'avait pas été adoptée sans débat. Elle reste inséparable d'une atmosphère fiévreuse de discussions, typiquement russe. Avait-on le droit de tuer pour le bonheur du peuple ? Les terroristes répondaient par l'affirmative. Le meurtre se justifiait à leurs yeux par le sacrifice : ils se savaient condamnés. Et, après la victoire dont ils ne doutaient pas, l'ère de la violence devait déboucher sur la Terre promise.

La lettre d'un condamné à mort à ses amis est toute imprégnée de ce mysticisme où s'affirment et l'acceptation du sacrifice et la certitude de toucher au but. Dans sa cellule, Vittenberg, voué à la pendaison pour complot contre le tsar, écrit :

> Mes amis, il est certain que je ne tiens pas à mourir. Ce serait un mensonge que de dire que je suis heureux de mourir. Même le Rédempteur, qui donna le plus haut exemple d'amour et de sacrifice, priait : « Que cette coupe me soit retirée… » Mais je me dis : Si on ne peut pas faire autrement, si le triomphe du socialisme exige ma vie ainsi que celle de mes compagnons, si le passage du régime actuel à un état meilleur ne peut s'accomplir que sur nos cadavres, eh ! bien, qu'il en soit ainsi, et que notre sang expiatoire coule pour l'Humanité… De nouveau, je me souviens des paroles de Jésus : « Et je vous dis que beaucoup d'entre vous seront à peine morts lorsque le règne du Ciel viendra sur la terre. » J'en suis aussi convaincu que du mouvement de la terre. Et lorsque je monterai sur l'échafaud et sentirai la corde autour de mon cou, ma dernière pensée sera : « *E pur si muove !* » Et pourtant elle tourne ! et il n'y a rien au monde qui pourrait arrêter le Destin{11}.

C'est implicitement la phrase que les communistes répéteront bien des fois : On ne fait pas tourner en arrière la roue de l'Histoire. C'est la foi dans la révolution imminente et le progrès. Mais dans ce dernier message on découvre aussi l'expression d'une religiosité et un certain accent, qui vient de l'homme lui-même, toutes choses que le bolchevisme effacera.

La N.V. était dirigée par une commission administrative qui contrôlait un Comité Exécutif. Mais, pratiquement, ce fut ce Comité qui eut la haute main sur toutes les entreprises importantes. Ses membres étaient tenus de prendre une part active aux opérations, de consacrer au parti leur temps, leur fortune et leur vie. Les statuts excluaient toute idée de démission. L'engagement était sans retour.

Il y a peu de traits communs entre ces hommes et Netchaïev, calculateur glacé. Mais certains principes d'organisation qui figuraient dans *Le Catéchisme* trouvent leur emploi. Comme la Vengeance du Peuple, la N.V. sera une société cloisonnée, hiérarchisée, dont les membres sont tenus au secret. Et ceux-ci s'efforcent, comme Netchaïev l'avait préconisé, de chercher des complicités dans les milieux libéraux, de noyauter l'administration, de créer des cellules chez les ouvriers, dans l'armée. Un des adhérents de la N.V. réussira même à pénétrer dans la 3e Section (police politique). De là il transmet des renseignements précieux à ses camarades, les avertit des arrestations et des perquisitions imminentes.

Toutefois, l'esprit qui règne dans cette mince phalange de combattants, n'emprunte rien à l'utilitarisme cynique de Netchaïev. Pour celui-ci, les révolutionnaires ne sont que les rouages d'une mécanique que sa volonté organise. Entre les militants de la N.V., règnent la ferveur, l'enthousiasme, la fraternité la plus chaude.

C'étaient des hommes et des femmes d'un dévouement exceptionnel, jeunes pour la plupart, entre vingt et trente ans, prêts à prendre tous les risques, surmontant les échecs. De leur état-major quatre figures se détachent.

Jeliabov fut le grand animateur de cette petite armée secrète qui, à peine formée, vint engager contre le tsar Alexandre II une lutte sans merci. Il était né en Crimée d'une famille de serfs. À force d'intelligence et de volonté, il avait réussi à faire des études au lycée, puis à l'université d'Odessa. Là débuta sa carrière d'agitateur. En 1869, il adhéra aux cercles créés par Netchaïev et se tourna ensuite vers le mouvement populiste. À son procès, il devait expliquer que c'était l'échec des méthodes pacifiques qui l'avait convaincu que seul le recours à la violence restait possible.

C'était un homme grand et vigoureux, excellent orateur, l'agitateur par excellence. Il exerçait sur ses compagnons un ascendant énorme. Du parti il fut l'élément combatif, celui qu'on trouve au centre des complots contre le tsar.

Ingénieur de son métier, le flegmatique et silencieux Kilbatchiche fut le technicien du groupe. Il mit au point dans son laboratoire les engins destinés à tuer l'empereur. Les premiers attentats terroristes avaient eu lieu au poignard et au revolver. La dynamite succéda à ces moyens primitifs, et il n'est pas douteux que les révolutionnaires virent en elle l'arme qui survenait à point pour régler la question du despotisme. À partir de 1879, Kilbatchiche et trois camarades s'enferment dans une chambre. Là, ils manient, au risque de sauter, les redoutables ingrédients du régicide. Arrêté, Kilbatchiche dessine sur les murs de sa cellule, faute de papier, les plans d'une machine volante, en attendant la mort.

Aux *Narodniki*, A.D. Mikhaïlov apporte quelque chose d'essentiel : *le sens de l'organisation et la technique de la vie clandestine*. Moins connu que les autres, son influence sur l'avenir du mouvement révolutionnaire est sans doute plus profonde.

La passion d'organiser est née chez lui de bonne heure. Au lycée, où, avant de devenir un révolutionnaire, il se montre déjà rebelle à la lourde discipline de ses maîtres, il gère une revue, un petit cercle d'études, une bibliothèque. « Il n'y eut pas, écrit-il dans ses brefs mémoires, de période de ma vie où je n'aie organisé quelque chose au nom de quelque chose[12]. » Mêlé aux étudiants à Saint-Pétersbourg et à Kiev, s'il subit l'attraction des idées d'avant-garde, il montre peu de goût pour les interminables controverses qui accaparent ses compagnons. Il y voit un gaspillage de temps et de forces, et ce qui le frappe, c'est la contradiction entre un idéal ambitieux et l'insignifiance des méthodes et des moyens. « Je voyais, d'une part, les buts grandioses et les tâches immenses : de l'autre des poignées de gens sans organisation, sans cohésion, sans plan d'ensemble unique, sans tâches pratiques déterminées[13]… » La moindre besogne lui paraît préférable à l'exercice de la rhétorique révolutionnaire.

Faute de pouvoir encore imposer des idées qui paraissent jacobines et dictatoriales aux jeunes révolutionnaires de l'époque (1875), « je me mis, écrit-il, à me former moi-même ». Discipline, méthode, souci du détail le plus minutieux, sens de la petite tâche quotidienne à remplir, ponctualité, prudence et maîtrise de soi, voilà les qualités qu'il cultive en lui, servi par une volonté de fer, et qu'il voudra inculquer avec une obstination maniaque à ses camarades, quand la *Narodnaïa Volia* sera constituée. Attitude qui lui vaudra bien souvent sarcasmes, injures, réactions exaspérées. Car ce tatillon ne fait grâce de rien à personne. De l'aveu d'un de ses

camarades « il scie le dos aux gens » (nous dirions aujourd'hui qu'il leur « casse les pieds »). Mikhaïlov, impassible, encaisse les répliques exaspérées, ne cède sur rien. Il a affronté d'autres épreuves. N'a-t-il pas en trois mois, quand il séjournait dans le district de Saratov, réussi à se faire accepter dans une secte extraordinairement fermée, les *Raskolniki* (Vieux Croyants) et à assimiler parfaitement leur esprit et leurs pratiques complexes, ceci dans le dessein de propager dans ce milieu les idées révolutionnaires ? Et là nous découvrons un autre trait de son caractère : le goût du noyautage et l'attirance pour les sociétés secrètes : « Déjà, écrit-il, je pouvais pénétrer dans les monastères secrets de Sibérie, les communautés d'Astrakhan (communistes)[14]… »

Pour cet homme, la conspiration est une entreprise qui exclut l'improvisation et le hasard. C'est lui qui choisit les emplacements des permanences clandestines de la N.V. et il le fait en fonction de critères précis : disposition de la cour de l'immeuble, issues possibles, présence de murs assez épais pour étouffer le bruit de conversations, voisinage, emplacement des fenêtres, de façon que les « signaux » qu'on y dispose puissent être distingués par les initiés. Ce dernier point retient toute son attention : il faut que les visiteurs évitent de tomber dans une souricière. Un de ses camarades affirme, ironiquement, que l'Histoire écrira plus tard : « Et vint le concierge (surnom de Mikhaïlov) et instaura le signe. »

Il est passé maître dans l'art de se grimer et d'échapper aux filatures. Un jour, Khaltourine s'amuse à le filer. Mikhaïlov le remarque aussitôt. Au reste, cet homme connaît Saint-Pétersbourg comme sa poche, sait par cœur trois cents adresses de cours et d'immeubles à double issue, évite les lieux publics et, s'il rend visite à un conjuré, ne reste chez lui que le temps nécessaire à la mission qu'il doit remplir. Le soir, sur son carnet, il note en code les rendez-vous du lendemain.

De ses compagnons il est excellent juge et sait utiliser chacun selon ses capacités. Mais ils n'ont de sens pour lui que dans et pour l'organisation. Quittant celle-ci, ils cessent à ses yeux d'exister. Tout ce qui est faiblesse, laisser-aller, négligence l'indigne. Il n'a pas de mots assez durs pour flétrir la conduite d'un camarade qui a commis l'imprudence d'aller voir sa femme, surveillée par la police. Comme tel, nous voyons en Mikhaïlov le prototype de l'*apparatchik* (homme de l'« appareil »).

Avoir une bonne organisation : pour lui tout le secret de la réussite est là. Là aussi est sa faiblesse, sur le seul plan de l'efficacité. Pour renverser le tsarisme, il faudra tout de même autre chose que l'application scrupuleuse de certaines recettes. Mais son importance dans l'histoire des partis révolutionnaires clandestins ne saurait être niée. *Il apporte un code de la conspiration.* Les socialistes révolutionnaires et les bolcheviks en tireront profit, reprendront, adapteront ou perfectionneront ses méthodes.

Dans son « testament » écrit en prison (car ce crack de l'illégalité sera tout de même pris), Mikhaïlov a légué à ses compagnons quelques conseils, fruits de son expérience. Deux passages de ce texte doivent être ici cités.

« Je vous lègue, Frères, le conseil d'établir une forme unique de déposition à faire avant le procès, et vous recommande de refuser toute explication à l'instruction, si nets que soient les dénonciations ou les renseignements de police ; cela vous épargnera beaucoup d'erreurs…

« Je vous lègue, Frères, le conseil de vous contrôler les uns les autres dans toute votre activité pratique, dans tous les détails, la manière de vivre. Cela vous épargnera des erreurs, inévitables pour chacun individuellement, mais funestes pour toute l'organisation. *Il faut que le contrôle entre dans la conscience* et devienne un principe ; qu'il cesse d'être vexant, que l'amour-propre personnel se taise devant les exigences de la raison… Étudiez-vous les uns les autres, là est la force, là est la perfection du fonctionnement de l'organisation[15]. »

Se taire devant la police : les bolcheviks adopteront cette tactique[16]. Quant au contrôle de tous par tous, préconisé par Mikhaïlov, on peut y voir l'ébauche de la critique et de l'autocritique. L'étroite subordination de la partie (l'individu) au tout (l'organisation) est déjà nettement établie et, par-là, il y a quelque ressemblance entre ces principes et ceux du *Catéchisme révolutionnaire*. Mais il n'y a pas chez Mikhaïlov l'idée d'une utilisation cynique des membres les moins utiles ou les moins initiés par les dirigeants du premier degré. Le contrôle est conçu comme une sorte de service réciproque que les conjurés doivent se rendre. Dans cette police intérieure, chacun peut être tour à tour observateur et observé, censeur et réprimandé (du moins en principe). Chez les bolcheviks, on verra apparaître au contraire, un « appareil » spécialisé dans cette fonction, qui impose et fait respecter la loi dictée par le groupe dirigeant[17].

Le quatrième mousquetaire de la terreur, est une jeune fille : Sophia Perovskaïa. Elle est née dans une famille aristocratique. Son père avait été gouverneur général de Saint-Pétersbourg. C'est contre l'autorité despotique de ce père que Sophia, toute jeune, entre en révolte. En dépit de l'affection profonde qu'elle portait à sa mère, elle quitta à seize ans le domicile familial, revêtit la blouse des paysannes, milita dans le mouvement populiste, puis organisa les chaînes d'évasion.

Un visage ingénu, une âme de fer. Quand elle meurt, à vingt-six ans, elle en paraît dix-huit avec son visage rond, ses joues enfantines, ses yeux gris bleu, son rire cristallin. Mais cet aspect juvénile, cette douceur, abritent un jugement ferme, un esprit méthodique, une volonté implacable qu'elle tient peut-être de son père. Dans les discussions elle montre une dialectique toute masculine, apprend vite à deviner les qualités et les défauts de chacun, veille dans l'action au moindre détail, connaît le prix du silence. « On pouvait vivre avec elle des mois entiers dans les meilleurs termes d'amitié, écrit Stepniak, sans rien connaître de ses gestes et de ses actions[18]. »

Deux épisodes de sa vie permettent de mesurer et sa résolution, et son intransigeance. Comparaissant seule devant la justice, elle trouva d'instinct l'attitude juste : le refus de répondre. Après le procès des cent quatre-vingt-treize, elle accueillit dans son logis de Saint-Pétersbourg les révolutionnaires libérés, mais uniquement ceux qui avaient refusé, comme elle, de reconnaître l'autorité du tribunal : « Tendre et maternelle pour les gens du peuple, écrit Vera Figner, elle était exigeante et sévère pour ses camarades et elle savait être impitoyable pour ses ennemis politiques[19]. »

Tels sont avec Morosov, Baronnikov, Trigoni, Tikhomirov (qui plus tard se ralliera à la monarchie), Vera Figner et quelques autres, les dirigeants d'une petite armée qui, munie de quelques kilos de dynamite, déclare la guerre au plus puissant empereur de l'époque.

À partir de l'automne 1879, toutes les forces sont concentrées contre Alexandre II. Cette lutte dure deux ans. Elle étonnera le monde. Elle fera trembler le tsar. Elle finira par l'abattre.

Il n'y eut pas moins de six tentatives infructueuses. Le Comité Exécutif envisagea d'abord de s'attaquer au train impérial. Alexandre II séjournait, en effet, en Crimée d'où l'on savait qu'il devait revenir vers la mi-novembre. En conséquence, une cinquantaine de terroristes furent répartis en trois groupes, et la voie sur le chemin du retour minée en trois endroits différents.

Près d'Odessa, un membre du parti s'était fait attribuer un poste de garde-voie. Depuis sa guérite, une sape fut creusée jusqu'au ballast. Mais le train impérial n'emprunta pas ce trajet.

Le 18 novembre, un second groupe, dirigé par Jeliabov, avait miné la voie près de Kharkov. Par suite d'une défaillance du matériel, la mine ne fit pas explosion.

Le lendemain, un troisième groupe était à l'affût près de Moscou. Les terroristes, parmi lesquels Perovskaïa, avaient loué une maisonnette dans la banlieue. Dans la boue et l'eau glacée,

ils avaient creusé une sape. Mais à l'heure fixée pour le passage d'un convoi, ce furent deux trains que l'on vit apparaître. Le tsar ne se trouvait pas dans celui qui dérailla.

Après ces échecs, les terroristes adoptèrent un autre plan. Un des leurs, l'ouvrier Khaltourine, avait réussi à se faire embaucher au Palais d'Hiver, siège de la famille impériale. Il remarqua que la salle à manger était située juste deux étages au-dessus du sous-sol où il travaillait. De cette constatation naquit un nouveau projet. Chaque jour, Khaltourine introduisait un peu de dynamite. Quand on jugea la quantité suffisante pour faire sauter la salle à manger, l'attentat fut fixé au 5 février 1880. Ce jour-là, le tsar devait recevoir le prince de Hesse et sa suite et donner en son honneur un grand dîner. L'explosion fut minutée pour l'heure prévue. Un retard sur l'horaire sauva Alexandre. Au moment où, avec sa suite, il s'apprêtait à se diriger vers la salle à manger, une terrible explosion secoua le Palais d'Hiver. Au milieu des décombres, on releva onze soldats tués et cinquante-huit blessés.

En Russie, dans le monde entier, l'impression fut terrible : les terroristes avaient réussi à pénétrer au cœur de l'enceinte impériale. Ils avaient déjoué toutes les surveillances. Ils étaient insaisissables. Alexandre II, l'empereur tout-puissant, n'était plus qu'un souverain traqué.

Il multiplia les précautions. Il évitait de dormir dans le lit où il avait couché la veille. Il se méfiait de son entourage et des personnes chargées de sa sécurité. À table, il redoutait de manger des mets empoisonnés. Se déplaçait-il ? Le wagon impérial vide était placé en tête du convoi, et le tsar prenait place dans un wagon que rien ne distinguait des autres. Un contemporain pouvait alors déclarer : « Alexandre II ordonne comme un despote et tremble comme un esclave. »

Réformer ou réprimer ? Entre ces deux politiques il hésitait, assailli par les opinions contradictoires qui s'exprimaient à la Cour. La puissance de la N.V. l'inquiétait, et il fut un moment tenté de négocier avec elle.

En février 1880, Alexandre fit un geste, il créa une Commission Exécutive, placée sous les ordres du général Loris-Melnikov, muni de pouvoirs dictatoriaux. Était-ce l'annonce d'une libéralisation du régime ? Dans cet espoir, les *Narodniki* suspendirent leur action.

Par un manifeste, ils se déclaraient prêts à renoncer à la violence, si le tsar accordait l'amnistie, les libertés politiques, la convocation d'un parlement. En même temps, ils s'efforçaient d'atténuer la réprobation que les victimes du Palais d'Hiver leur avaient value. La Commission Exécutive déclarait à ce sujet :

> Avec une grande douleur, nous déplorons la perte des malheureux soldats de la Garde Impériale… Mais tant que l'armée restera le rempart du despotisme impérial… de pareils chocs tragiques seront inévitables.

Il n'y eut pour ainsi dire pas de réformes. Et la répression se fit plus dure. Elle se traduisit par de nouvelles arrestations et par l'ordre d'enfermer au bagne de Kara, tête rasée et fers aux pieds, les condamnés politiques qui bénéficiaient d'une liberté relative après plusieurs années de détention.

Au début de l'été 1880, la N.V. reprit la lutte. Un cinquième projet d'attentat prévu à Odessa fut abandonné, le tsar ayant renoncé à partir en villégiature. Un sixième, organisé par Jeliabov, à l'aide de charges explosives placées sous un pont de Saint-Pétersbourg, échoua le 16 août 1880.

Et le Comité Exécutif commença à préparer le septième attentat.

À la fin de l'année, il chargea Vera Figner de louer à Saint-Pétersbourg un appartement de trois pièces, sur la perspective Voznessenski, afin d'y organiser ses réunions. Ce fut là que le Comité se mit à élaborer un nouveau plan d'attaque. Et ce fut là qu'un soir de janvier 1881 un des membres de ce comité, Issaiev, entra, retira son bonnet couvert de neige et fit tomber sur la table un petit rouleau de papier, en disant d'une voix négligente :

— Une lettre de Netchaïev… du ravelin Alexis.

> Le mensonge entourant la personnalité révolutionnaire de Netchaïev, écrit Vera Figner, le sang d'une innocente victime, les extorsions de fonds, la recherche de documents compromettants à des fins de chantage, tout ce qui avait été fait sous la devise « la fin justifie les moyens », tout disparaissait. Il ne restait qu'une intelligence demeurée claire en dépit des années de réclusion, qu'une volonté que le châtiment n'avait point brisées[20].

Sept ans s'étaient écoulés depuis la condamnation de Netchaïev. Ni la solitude ni les épreuves n'avaient pu venir à bout de cet homme dont l'énergie n'avait d'égale que l'insensibilité. Il avait frappé le général Popov, qui venait dans sa cellule lui proposer d'entrer dans la police. Ce coup, une lettre insolente adressée là-dessus au tsar, lui valurent deux ans de chaînes, mais plus tard la considération des gardiens. À ces derniers, il était interdit de lui adresser la parole. Alors Netchaïev se mit à monologuer à haute voix, entreprit par une propagande soliloquée de semer le doute dans ces esprits naïfs, d'y glisser les germes de la révolte et, l'un après l'autre, les subjugua. Il étudia le caractère de chacun, leur arracha des confidences, les compromit et, toujours fidèle à ses méthodes, mi par persuasion, mi par chantage, finit par tenir une quarantaine de geôliers à sa discrétion. Il en obtint du papier, des crayons, des journaux. Une brèche venait de s'ouvrir dans sa terrible solitude. Et les nouvelles du monde extérieur lui révélaient que les révolutionnaires étaient à l'œuvre, que le tsar avait failli succomber. Par un terroriste qui vint le rejoindre au ravelin, il connut bientôt toute l'histoire de la *Narodnaïa Volia.* Et c'est par l'intermédiaire des gardes qu'il avait réussi à faire parvenir un premier message à la Commission Exécutive.

La lettre de Netchaïev était bien à l'image de cet irréductible. Elle ne traitait ni de la situation présente, ni du passé. Elle était essentiellement pratique : « Aidez-moi à m'évader. » Au Comité elle posait un dilemme. Netchaïev était une force. Mais on ne disposait point des moyens nécessaires pour préparer son évasion et mener en même temps l'attentat contre le tsar. Il fallait choisir. On soumit la question à Netchaïev. Et celui-ci répondit : « Tuez le tsar ! »

Le plan est prêt. Averti que l'empereur se rend chaque dimanche vers midi dans un manège, le Comité a arrêté son dispositif. On a loué, rue Petite-Sadovaïa, sur le trajet de l'empereur, une crémerie. Deux terroristes gèrent ce petit commerce. Le jour, ils s'occupent de la clientèle. La nuit, ils creusent une sape. La terre extraite est entassée dans des tonneaux.

Au passage de la voiture impériale, une mine explosera. En cas d'insuccès, des lanceurs de bombes, surgissant des deux extrémités de la rue, attaqueront le souverain de face et de revers. En dernier ressort, Jeliabov lui-même, armé d'un poignard, portera, si nécessaire, le coup de grâce. Le tsar sera pris dans une nasse où il a toutes les chances de succomber.

Toutes les chances, si la police entre-temps ne dérègle pas ce piège. Mais dans le moment même où la N.V. s'apprête à lancer l'assaut décisif, elle est tout près de la chute. En octobre 1880, Mikhaïlov a été arrêté. Et le 26 janvier 1881, c'est le tour de Baronnikov, de Kletotchnikov (l'agent de la N.V. à la 3e Section) et de Morosov.

Cependant, l'ingénieur Kilbatchiche met au point un nouveau type de bombes, qui offre l'avantage d'éclater dans toutes les positions. Les lanceurs sont prêts. Quarante-huit volontaires se sont présentés. Jeliabov en a retenu quatre.

Mais un plan qui exige de multiples concours évite difficilement les indiscrétions. Chez les écrivains favorables aux idées libérales, le bruit qu'un attentat se prépare a commencé à se répandre. Des lettres anonymes parviennent à la police. Elles signalent, sans plus, la rue Petite-Sadovaïa comme dangereuse. On perquisitionne à la crémerie. On ne trouve rien : la mine est établie sous la chaussée. On ne pense pas à sonder les tonneaux. Police indolente ! Elle se perfectionnera.

Encore quelques jours et le tsar ne sera plus ! Mais Jeliabov ne mènera pas l'assaut. Le 27 février, la police le découvre dans l'appartement de Trigoni et arrête les deux hommes.

C'est dans cette atmosphère de désastre, que le Comité Exécutif se réunit le lendemain, un samedi, à 15 heures, dans l'appartement de Vera Figner. Là, se débat la question décisive : Faut-il maintenir l'attentat à la date du 1er mars, c'est-à-dire au lendemain ? Chacun a conscience qu'entre la police et la N.V. une terrible lutte de vitesse est engagée. Tout retard voue la conjuration à la ruine. Mais il s'en faut que tout soit au point. La mine n'est pas en place. Une certaine quantité de dynamite est restée en réserve au domicile de Jeliabov. N'est-ce pas très risqué d'aller l'y chercher ? Et, pire, on apprend qu'aucune des quatre bombes n'est encore prête.

Faut-il agir néanmoins, et même si le tsar ne suit pas son trajet habituel ? Sophia Perovskaïa pose la question.

— Agir ! Agir à tout prix ! telle est la réponse.

La nuit qui suivit, la lumière brûla toute la nuit dans l'appartement de Vera Figner. Elle et Sophia aidèrent Kilbatchiche et trois autres terroristes à préparer les armes, tantôt déversant les explosifs, tantôt découpant les bidons de pétrole qui serviraient d'enveloppes aux bombes. À 8 heures du matin, le dimanche 1er (13) mars, après quinze heures de travail, les quatre bombes étaient prêtes. On les porta au domicile d'une conjurée, Hessa Helfmann, chez qui les lanceurs, Grinieivetzky, Ryssakov, Timothée Mikhaïlov, Emelianov, vinrent les prendre.

Vers 10 heures, Frolenko survint. C'était lui qui, dans la crémerie était chargé de faire sauter la mine. S'il n'était pas déchiqueté par l'explosion, il avait une toute petite chance de s'échapper. En attendant, il sortit d'un paquet une bouteille de vin rouge, du saucisson et du pain et il entreprit tranquillement de se restaurer. Vera le considérait avec effroi : « Et vous avez le courage de manger ? – Pour ce que j'ai à faire, répondit Frolenko avec un rude bon sens, je dois être en pleine possession de mes moyens. »

Mais le tsar ne devait pas passer devant la crémerie. Cédant aux supplications de son épouse morganatique, il accepta de modifier son itinéraire.

Ainsi, tout le dispositif de combat était à revoir. Les lanceurs de bombes auraient attendu en vain le passage d'Alexandre II, sans l'intervention décisive de Sophia Perovskaïa. Déjà, c'était elle qui à la réunion du Comité Exécutif avait dessiné le plan d'attaque sur le dos d'une vieille enveloppe et assigné à chacun son poste. Et, sur place, elle dirigeait les opérations.

Tout va dépendre à présent de la volonté et du sang-froid de cette jeune fille. Elle aimait Jeliabov. Ses camarades l'avaient vu trembler quand elle avait connu son arrestation. Mais elle ne faiblira pas. Avertie par des messagers du changement d'itinéraire, elle ordonna aux lanceurs de se déplacer vers le quai du canal Catherine que le tsar devait emprunter en revenant du manège. Elle-même se posta de l'autre côté du canal. Le mouchoir agité par son poing frêle serait le signe que la voiture impériale approchait.

Il est maintenant 14 h 15. Depuis plus d'une heure, les lanceurs arpentent la chaussée, mêlés aux passants. Sous leur bras, un paquet qui recèle la bombe. Qu'ils attirent l'attention d'un passant, qu'ils fassent un faux pas sur la chaussée couverte de neige, et ce sera un septième échec, irréparable cette fois. Ils vont et viennent dans l'air froid de cette journée de mars. L'attente s'éternise. Le tsar a peut-être encore une fois modifié sa route… Mais au-delà du canal, voici soudain le mouchoir qui s'agite, et voici la voiture de l'empereur avec son escorte de cosaques.

Ryssakov, le premier, s'avance, jette vers la voiture une masse sombre qui explose en touchant le sol. Sur la neige, au milieu des flaques de sang et des débris de toute sorte, gisent un cosaque tué et des blessés. Alexandre II est sauf. Il surgit de la voiture en morceaux, demande si l'on a arrêté l'assassin. Déjà, policiers et soldats ont empoigné Ryssakov.

Deux ou trois minutes s'écoulent, le temps qu'on fasse venir un traîneau où l'empereur

s'apprête à monter. Il s'est signé. Il s'exclame à haute voix : « Eh bien ! grâce à Dieu, je suis vivant ! »

On prétend que Ryssakov murmura quelque chose comme : « Nous allons bien voir !… » Il apercevait les lanceurs qui marchaient vers le tsar et, à leur tête, Grinieivetzky, qui, dans la nuit, a rédigé son testament. « Moi, ou un autre, porterons le coup décisif qui aura un retentissement formidable dans toute la Russie… Il (le tsar) mourra et avec lui nous, ses ennemis, ses meurtriers. » Grinieivetzky ne laissera pas à Alexandre la plus petite chance d'échapper. Il vient jusqu'à deux pas du souverain, lève les bras très haut, projette la bombe dans cet étroit espace qui les sépare… L'explosion le fauchera avec sa victime.

Quand la fumée se fut dissipée, on vit au milieu des débris, des blessés et des morts, un homme qui, au milieu d'une boue rouge – neige et sang – rampait sur les mains. C'était le tsar qui cherchait encore à se dresser. Au-dessous de la ceinture, le corps n'était plus qu'une masse informe. Il expira dans son palais.

Grinieivetzky était blessé à mort. Il mourut à 9 heures du soir, peu après sa victime. À l'hôpital où il avait été transporté on manda le juge d'instruction pour tenter de lui arracher quelque aveu. Le juge se pencha au-dessus du lit : « Quel est votre nom ? – Je ne sais pas. »

Les cosaques, la troupe, la police prirent position dans Saint-Pétersbourg. On craignait l'insurrection. Les révolutionnaires l'espéraient. Ils avaient tout misé sur elle. Ils pensaient que la mort du souverain ébranlerait tout l'Empire, réveillerait les masses. Rien ne bougea. Le terrorisme avait atteint son objectif. Mais il échouait.

Avec le meurtre du tsar, la *Narodnaïa Volia* était parvenue à son plus haut sommet, mais dans le même moment sa débâcle avait commencé, Sophia fut arrêtée le 8 mars et Kilbatchiche quelques jours plus tard. Ils furent condamnés à mort et exécutés en même temps que Jeliabov, T. Mikhaïlov et Ryssakov. On les pendit, revêtus d'une cagoule noire, lis ne faiblirent pas, sauf Ryssakov qui se débattit au moment du supplice. Hessa Helfmann fut graciée parce qu'elle était enceinte. À sa naissance, l'enfant lui fut retiré. Elle devint folle. Seul parmi les participants directs de l'attentat, Emelianov parvint à s'enfuir à l'étranger.

Le jour de l'exécution, le 3 avril, le ciel était clair, le dégel avait commencé dans les rues, le printemps s'avançait. Quand Vera Figner quitta son domicile, l'exécution était déjà consommée, mais c'était le sujet de toutes les conversations. Dans un tramway bondé, Vera se trouva mêlée à la foule qui revenait du lieu du supplice, le terre-plein Semenovski. Les visages reflétaient l'excitation née de ce spectacle, à peu près comme aujourd'hui ceux des sportifs qui viennent d'assister à un grand match à Colombes. Assis en face de Vera se trouvait un beau jeune homme, brun, à la barbe soignée, au bel habit bleu. Ses yeux brillaient d'une animation joyeuse. « La passion déformait ce beau visage, ce visage d'exécuteur des hautes œuvres[21]. »

La *Narodnaïa Volia* s'efforça de poursuivre son action, mais elle n'était plus en mesure de résister aux coups d'une police de mieux en mieux organisée. Sur trente-six membres du premier Comité Exécutif, dix-huit furent condamnés à mort (cinq exécutés) ; vingt-deux totalisèrent quatre cent quatre-vingt-douze années de bagne ; quatre seulement échappèrent aux représailles, dont trois trouvèrent asile à l'étranger. Le quatrième devint fou.

Netchaïev, lui, mourra en prison, en novembre 1882, de tuberculose, ou, selon certains, exécuté par le régime qui redoutait les initiatives de ce captif. L'extraordinaire chez lui, c'est que tel il était quand il vint trouver Bakounine, tel il resta jusqu'à sa mort. Le temps, la prison, les souffrances, la méditation n'eurent pas de prise sur cet homme et glissèrent sur sa personnalité comme des gouttes d'eau sur une bille de métal.

La trahison d'un des membres de la N.V., Degaïev, passé au service de l'Okhrana, acheva de

semer la confusion dans les rangs des révolutionnaires. Pour racheter sa faute, Degaïev attira le chef de l’Okhrana, le général Soudeikine, dans un guet-apens où les terroristes l’abattirent. Mais le coup porté au système policier fut sans commune mesure avec la panique que la révélation de la trahison provoqua chez les révolutionnaires. Les rangs s’éclaircirent.

Quelques années plus tard, un certain nombre d’étudiants mirent au point un nouveau projet d’attentat contre Alexandre III. Celui-ci n’avait fait que renforcer la tutelle absolutiste et ainsi les dispositions libérales de son prédécesseur étaient désormais complètement étouffées. Le nouveau complot, qui avait peu de chances de réussir, étant donné son improvisation, fut découvert par hasard. Les principaux conjurés furent pendus, et, parmi eux, un jeune homme grave et silencieux, qui lisait Marx, étudiait la chimie, et occupait ses loisirs à fabriquer des bombes : Alexandre Oulianov.

Son frère, Vladimir, le futur Lénine, a dix-sept ans. Ce n’est pour le moment qu’un élève très doué qui, au lycée, rafle tous les prix[22].



1. - Sophie Perovskaïa. *Phot. Roger-Viollet.*



2. - A.D. Mikhaïlov.



3. - Grinievietzky.

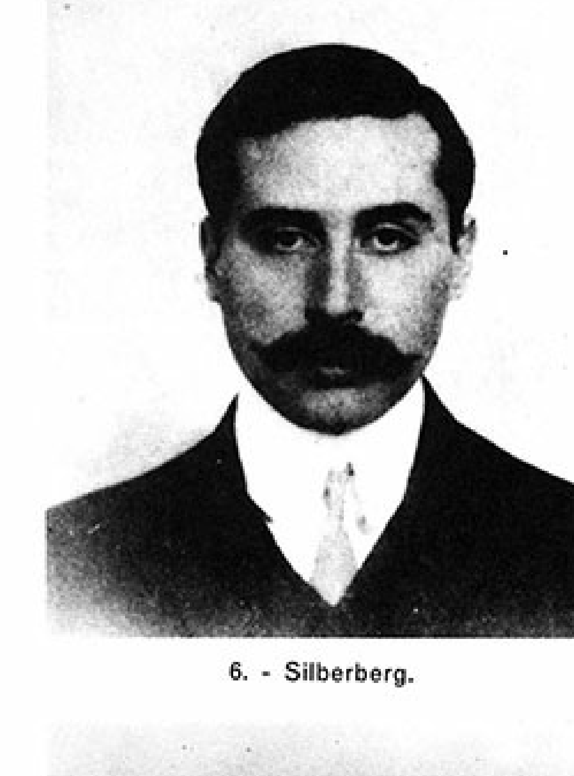


4. - Netchaïev.

LA PREMIÈRE GÉNÉRATION DE TERRORISTES RUSSES



5. - Lydia Sture.



6. - Silberberg.



7. - Igor Sergueievitch Sazonov. *Phot. Roger-Viollet.*



8. - I.P. Kaliaev, exécuté en 1905 après l'attentat contre le Grand Duc Serge. *Phot. Roger-Viollet.*

LES TERRORISTES DU PARTI SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Pour une police politique un nom a son importance : il permet de retrouver l'homme ; tout est là, ou presque.

GUERASSIMOV.

Dressés un instant, voués à l'éclatement, témoins rapides et inoubliables d'une révolte de plus en plus déchirée.

CAMUS.

CHAPITRE II
OKHRANA CONTRE TERRORISTES

Attentat contre Plehve. – Le parti socialiste-révolutionnaire héritier de la Narodnaïa Volia. *– Nouvelles conceptions sur le rôle de la terreur. – L'Organisation de Combat, fer de lance du terrorisme. – Son fondateur : Guerchouni. – Azev lui succède. – L'Okhrana, première police politique de l'Europe. – Ses fiches. – Ses agents « fileurs ». – Ses indicateurs. – Technique de l'interrogatoire policier. – Technique de la provocation. – Azev, agent n° 1 de l'Okhrana : un maître du double jeu. – Portrait de Savinkov. – Comment Azev dupa l'Okhrana en organisant l'attentat contre Plehve. – Prestige de l'Organisation de Combat. – Psychologie du terrorisme. – Revers de l'Organisation de Combat dus à Azev. – Série d'attentats en province. – Scission des Maximalistes. – Les terroristes polonais organisent l'attentat contre le général Skalon. – Le travail antimilitariste. – Le Comité Central décide de préparer un attentat contre Nicolas II.*

Le 15 juillet 1904, vers 9 h 30 du matin, la voiture du ministre de l'Intérieur Plehve, tirée par ses rapides chevaux noirs, encadrée par une escouade de cyclistes, et précédant les fiacres où s'entassaient policiers et agents en civil, s'engagea dans la perspective Ismaïlovski, en direction de la gare Baltique. Les lanceurs marchaient à sa rencontre. En tête venait Borichanski, puis Sazonov, Kaliaev et Sikorski, chacun à quarante pas de distance l'un de l'autre.

Un peu plus tôt, dans le square d'une église, Schweizer leur avait remis les bombes qu'il avait fabriquées la nuit précédente ; en forme de cylindre pour Sazonov, qui devait frapper le premier ; rondes pour les trois autres. Borichanski était comme d'habitude silencieux. Assis sur un banc, Sazonov conversait avec Sikorski. Kaliaev, qu'on appelait « le poète », debout près de la porte de l'église, se signait devant les icônes. Le soleil brillait sur Saint-Pétersbourg. La matinée serait belle.

À 9 h 20, Boris Savinkov leur fit signe : « Il est temps. » Ils se levèrent sans hâte et se mirent en route. Kaliaev ne bougeait pas et, doucement, Savinkov dut l'arracher à ses prières. Il embrassa son ami, et pressant le pas, alla reprendre dans la file la place qui lui revenait derrière Sazonov.

Savinkov, qui dirigeait sur place l'*Organisation de Combat*, les laissa s'éloigner, puis rejoignit à son tour la perspective Ismaïlovski. Un instant, il aperçut au loin le maigre et roux Sazonov qui marchait, son paquet sous le bras, la tête rejetée en arrière. Puis la foule se referma sur lui. Savinkov remarqua que les agents dispersés le long des trottoirs rectifiaient soudain leur tenue. Presque aussitôt, il entendit le bruit rapide des sabots frappant le pavé. Et le coupé de

Plehve, les cyclistes, les fiacres, tout cela défila à sa hauteur et s'éloigna.

Borichanski, lui aussi, se laissa dépasser par l'attelage. Son rôle était de se rabattre et de couper la retraite de Plehve en cas de besoin. Il n'eut pas à intervenir. L'étudiant Sazonov, descendit sur la chaussée, vint tout près de la voiture, lança sa bombe de douze livres à travers la glace. Quelque temps plus tôt, au cours d'une conversation, Savinkov lui avait demandé : « Dites, Sazonov, quel sera votre sentiment après… après le meurtre ? » Et Sazonov, sans hésiter, de répondre : « Un sentiment de fierté et de joie. – Seulement ? – Mais, bien entendu, seulement ! » Cependant, plus tard, au bagne, quand ses camarades lui demanderont de raconter comment cela s'était passé, il évoquera la seconde où son regard et celui du vieillard s'étaient accrochés. Une terrible petite seconde, juste le temps de lire dans les yeux de l'ennemi la peur de l'homme qui voit sa mort…

Dans la rumeur uniforme de la rue, Savinkov perçut soudain, étrange et lourd, quelque chose comme le bruit d'un marteau abattu sur une enclume de fonte. Des vitres se brisèrent. Devant lui, une colonne en forme d'étroit entonnoir, gris-jaune, noirci sur les bords, monta du sol jusqu'à la hauteur d'un cinquième étage, et se dissipa aussi vite qu'elle s'était levée.

Plehve avait-il succombé ? Savinkov se hâta. Se mêlant à la foule et aux policiers accourus qui s'affairaient autour des débris de la voiture, il vit Sazonov, gisant sur la chaussée, le visage livide et maculé de sang. Il le crut mort et que Plehve était sauf. Ce ne fut que le soir, en sortant d'un établissement de bains où il était allé tromper son attente, qu'il apprit par les journaux que le ministre du tsar avait péri.

Azev, qui avait monté toute l'affaire, attendait à Varsovie. Il dut accueillir la nouvelle avec des sentiments mêlés. Il avait réglé les longs et minutieux préparatifs de cet attentat, il en avait maintenu l'ordre quand les autres parlaient de renoncer. Il était, au-dessus de Savinkov, le chef de cette *Organisation de Combat* qui venait de porter au tsarisme un coup retentissant. Dans quelques jours, à Genève, auprès d'un petit cercle d'initiés, il serait reçu en héros. Mais il faudrait bien fournir quelques explications à d'autres hommes qui connaissaient un côté tout différent des secrets de l'ingénieur Evno Azev. Il prit le train pour Vienne et se prépara à mentir, une fois de plus.

Les uns après les autres les terroristes rallièrent Genève, sauf Sikorski qui s'était fait prendre. Ils furent fêtés par le Comité Central du parti socialiste-révolutionnaire, par Tchernov[23] , géant verbeux à la crinière rousse, au regard bigle, par Gotz, fiévreux, malingre, cloué par la maladie sur son fauteuil roulant, par Brechkovskaïa, qu'on surnommait la « grand-mère de la Révolution ».

Du jour au lendemain, l'*Organisation de Combat* était célèbre. Elle avait abattu le terrible ministre de l'Intérieur qui avait la haute main sur l'Okhrana, la plus redoutable police politique de l'Europe. Elle s'attaquait au centre même du système absolutiste. Elle marchait hardiment sur les traces de la *Narodnaïa Volia.* Le monde entier s'étonna du coup porté par les socialistes-révolutionnaires, l'admira ou s'en indigna. À Paris, la Bourse se mit à baisser.

Le terrorisme avait repris, après le coup de revolver d'un étudiant, Karpovitch, tiré en février 1901 sur le ministre de l'Instruction publique. L'agitation régnait alors dans les cercles étudiants. Beaucoup avaient été chassés de l'Université – Karpovitch était de ceux-là – et ils devenaient ainsi disponibles pour une action violente. Les progrès de l'industrialisation avaient drainé vers les grandes villes un prolétariat misérable. Dans les dernières années du XIXe siècle les grèves, accompagnées parfois de manifestations violentes, commençaient à se multiplier. Cette fièvre succédait à des années de torpeur, car l'absolutisme pesait de tout son poids sur toutes les classes sociales. Non seulement la mort d'Alexandre II n'avait pas répondu aux espoirs de la *Narodnaïa*

Volia, mais son successeur, Alexandre III n'avait fait que renforcer l'oppression. Les choses n'avaient guère changé avec Nicolas II.

Cependant les hommes comme Plekhanov, Axelrod, Deutsch, adversaires des méthodes terroristes, poursuivaient de l'exil leur effort de propagande. La jeunesse universitaire, l'*intelligentzia*, lisaient et commentaient Marx[24]. Ceux qui devaient devenir les leaders du parti social-démocrate voyaient dans l'accroissement de la classe ouvrière le levier qui permettrait de renverser le régime despotique. La grande vague de grèves des années 1895 paraissait leur donner raison. Les intellectuels s'initiaient aux théories marxistes. Les ouvriers commençaient à s'organiser. Bientôt ces deux colonnes se rejoindraient. Les premiers apporteraient aux seconds l'outil idéologique qui leur faisait défaut ; ceux-ci fourniraient le nombre et la force, sans quoi on ne pouvait vaincre. Au congrès de fondation de l'Internationale socialiste, en 1889, Plekhanov proclamait déjà avec assurance : « En Russie, la liberté sera conquise par la classe ouvrière, ou elle ne sera pas. »

Mais les partisans du terrorisme, les héritiers des *Narodniki*, n'avaient pas désarmé. Aux thèses « propagandistes » des sociaux-démocrates, ils continuaient à opposer la nécessité de la violence. Ils fondaient aussi l'essentiel de leurs espoirs non sur la classe ouvrière, mais sur les paysans, prolongeant en cela les idées du populisme. Déjà plusieurs cercles révolutionnaires agitaient ces pensées à l'extrême fin du XIXe siècle, heurtant leur opinion à celle des sociaux-démocrates, engageant une controverse qui se prolongerait jusqu'en 1917. En 1901, ces cercles fusionnèrent. Le parti socialiste-révolutionnaire était né, doté d'un Comité Central qui siégeait à l'étranger. La recrudescence en 1902 chez les paysans de sérieux désordres, engendrés par la famine et succédant à une longue période de passivité, leur rendit l'espoir. Et le coup de feu de Karpovitch relança la terreur.

Dès le no 3 de *La Russie révolutionnaire* (janvier 1902), organe du parti S.R. on admit que la lutte par la terreur était « inévitable » et le parti se réserva le « droit de recourir à cette lutte au moment où il le trouverait opportun, en tenant compte de toutes les conditions respectives ». Et d'ailleurs, puisque les actes isolés avaient recommencé, n'était-il pas préférable d'organiser la terreur ? Contrôlée, disait-on, elle ferait moins de victimes et serait plus efficace.

Quel rôle les socialistes-révolutionnaires assignaient-ils à la terreur ? S'agissait-il d'une reprise pure et simple des méthodes utilisées par la *Narodnaïa Volia* et qui avaient rapidement abouti, comme on l'a vu, à la lutte directe contre le tsar ? Le mieux est ici de citer les principaux passages d'un article intitulé *Éléments terroristes de notre programme* et publié dans le no 7 de *La Russie révolutionnaire :*

> Nous sommes partisans, lisait-on, de l'application de la terreur dans beaucoup de cas. Cependant, dans notre esprit, l'action terroriste *ne représente pas un système indépendant de lutte, susceptible de briser par son propre volume intrinsèque la résistance de l'ennemi et de le forcer à déposer les armes.* Les actes terroristes ne doivent point constituer une série d'entreprises isolées monopolisant la lutte immédiate contre l'ennemi. Tout au contraire, dans notre conception, ils ne représentent qu'un élément de cette lutte, intimement lié aux autres, *et c'est justement dans cette liaison constante et suivie qu'ils prennent toute leur valeur et leur vigueur…* Les entreprises terroristes doivent être intercalées à tous les autres moyens de lutte contre le Gouvernement, effectués par des masses ou par des partisans isolés, avec système ou non. Nous considérons la terreur comme l'une des armes détenues par l'une des unités de notre armée révolutionnaire… Car la terreur n'est qu'un des moyens techniques de la lutte et c'est seulement en action commune avec d'autres moyens qu'il peut se montrer efficace dans la mesure voulue. *Il ajoute de l'importance à toutes les autres méthodes de lutte appliquées parallèlement, et sa propre importance s'accroît grâce à l'influence de ces dernières…* C'est ainsi que nous protestons les premiers contre le terrorisme boiteux *(sic)* qui prétend à l'exclusivité. Ces coups hardis de notre avant-garde de combat ne doivent pas supplanter la lutte en masse, mais ils doivent la compléter et la renforcer et les coups seront dirigés au cœur même du camp ennemi…
>
> … Les coups de la terreur doivent être sérieusement organisés. *Ils doivent être appuyés par le parti dirigeant leur action et qui en assumera la responsabilité morale*. Cela assurera aux lutteurs héroïques la tranquillité d'esprit indispensable qui serait impossible si l'on agissait pour son propre compte… *Le contrôle et la direction exercés par le*

parti auront pour résultats d'aplanir le danger de la rupture entre la lutte terroriste, d'une part, et les autres formes de la lutte révolutionnaire[25].

Les hommes de la *Narodnaïa Volia* avaient fini par concentrer toutes leurs forces sur un coup unique, pareils à un boxeur qui fonde tous ses espoirs sur un *punch* qu'il espère décisif. Les socialistes-révolutionnaires, eux, voient dans la terreur un moyen d'action parmi d'autres. La *Narodnaïa Volia* pensait abattre le despotisme avec la personne du despote. Les socialistes-révolutionnaires conçoivent une stratégie échelonnée dans le temps, dont la terreur n'est qu'un aspect. Le texte que nous avons cité suppose en outre une sorte d'échange permanent entre les différentes formes d'action. L'acte terroriste exploité par la propagande permettra par son éclat de susciter un mouvement de masse. Une grève, une émeute, une manifestation de rues peuvent en revanche être utilement appuyées par l'attentat contre un gouverneur de province. Enfin, le Comité Central entend conserver un contrôle absolu sur l'emploi de cette arme. Il fixe le moment de l'action, choisit l'« objectif », décide de l'interruption des hostilités.

Du point de vue pratique, le terrorisme se diversifie. Le parti socialiste-révolutionnaire s'attache à répartir les terroristes dans des organismes spécifiques, qui mènent la lutte à des niveaux différents. Les comités régionaux constituent des détachements de combat, chargés de préparer les attentats, dans les limites de leur territoire géographique : ils seront en général dirigés contre des policiers, des gendarmes, des indicateurs. Ils se multiplieront dans la période qui précède immédiatement la Révolution de 1905 et, après l'échec de l'insurrection de Moscou, prendront une grande extension au cours des années 1906-1907.

Les actes plus importants, ou plus compliqués, seront confiés à des détachements volants. (Un des plus célèbres fut celui du Nord, dirigé par Trauberg.)

Enfin, dès l'origine, fut créée l'*Organisation de Combat*. C'était le fer de lance du parti. Rattachée directement au Comité Central et soumise, en principe, au contrôle de Gotz, l'*Organisation de Combat* devait porter la lutte au cœur même du dispositif ennemi : ministres, grands-ducs, gouverneurs de provinces, hauts fonctionnaires et, sur la fin, le tsar. Elle bénéficia assez vite d'une quasi-autonomie, le Comité Central se bornant à lui transmettre des directives sur le moment où il convenait de commencer ou de suspendre la terreur.

Guerchouni fut le véritable créateur de l'O.C. D'origine juive, ex-préparateur en pharmacie, il avait une trentaine d'années à l'époque où il rédigea les statuts de l'Organisation. Le général Spiridovitch, un des principaux chefs de l'Okhrana (police politique) a tracé de lui ce portrait : « … Intelligent, rusé, doué d'une volonté de fer, Guerchouni possédait des capacités surprenantes pour dominer la jeunesse inexpérimentée, facile à entraîner, qu'il rencontrait dans les sphères révolutionnaires. Son regard hypnotiseur et sa parole puissante impressionnaient vivement ses interlocuteurs[26]. »

Guerchouni sélectionna avec soin une quinzaine de membres, leur imposa des règles, une discipline. Sous sa direction, les hommes de l'O.C. abattirent le ministre de l'Intérieur Sipriaguine, tirèrent sur le prince Obolinski, tuèrent le gouverneur Bogdanovitch, responsable de la dure répression d'une grève.

Après chaque opération, les terroristes se dispersaient, voire passaient la frontière. Mais peu après le meurtre de Bogdanovitch (en mai 1903), Guerchouni tomba, à Kiev, aux mains de la police.

Succédant à Sipriaguine, Plehve avait été nommé ministre de l'Intérieur en 1902, après avoir été directeur de la police, de 1881 à 1884. Homme énergique qui ne s'embarrassait pas de scrupules, mal vu en général des hauts dignitaires de la Cour, Plehve sut obtenir de l'empereur les pleins pouvoirs pour lutter contre le terrorisme.

Un an environ après la nomination de Plehve, l'ingénieur Evno Azev remplaçait Guerchouni à la tête de l'O.C., sur la recommandation même de ce dernier. Azev avait été chargé par Tchernov de réorganiser le Comité de Saint-Pétersbourg. Il s'occupa ensuite de faire passer la frontière à la littérature clandestine et aux armes destinées à l'O.C. Ce fut ainsi que Guerchouni eut à le connaître et apprécia ses qualités de clandestin.

C'était un gros homme au visage bouffi, au teint jaune, avec des lèvres épaisses, des yeux sombres à fleur de tête, d'une laideur monstrueuse. Son corps contrastait avec ses jambes minces et ses mains presque féminines. Il parlait d'une voix lourde, qui devenait violente dans la contradiction. Tout dans son aspect inspirait l'antipathie. Pourtant ce monstre fascinait, et lorsqu'il devint clair que le camarade Evno Azev, dit « Valentin » dans la clandestinité, ne faisait qu'un avec « Vinogradov », *alias* « Philippovitch », *alias* « Raskine », pseudonymes sous lesquels il était bien connu des services de l'Okhrana en qualité d'agent grassement appointé, oui, alors même, certains hésitèrent à croire, en dépit des preuves, et lui conservèrent une sorte d'affection. Car le chef de la terrible *Organisation de Combat*, célèbre dans le monde entier par ses spectaculaires attentats, appartenait bel et bien à la police politique, depuis 1893.

L'étonnant ne s'arrête pas là. Azev ne dupa pas moins l'Okhrana que le parti socialiste-révolutionnaire, jouant pendant plusieurs années un extraordinaire double jeu.

Par Azev, l'histoire du terrorisme socialiste-révolutionnaire est étroitement liée à l'activité de la police. Par Azev et par bien d'autres indicateurs. Et il est indispensable d'exposer ici les méthodes d'organisation et d'action de l'Okhrana, la première police politique du monde à cette époque, héritière de la 3e Section, chargée du renseignement politique.

Sous l'impulsion d'hommes comme Plehve, comme Zoubatov, comme Lopoukhine, comme les généraux Spiridovitch et Guerassimov, l'Okhrana organisa d'une manière scientifique la lutte contre les partis d'opposition et avant tout contre le terrorisme. Ce duel acharné revêtit la forme la plus violente, les terroristes ripostant aux arrestations et aux emprisonnements par une longue guérilla qui prenait pour cibles policiers et indicateurs. Mais elle fut surtout une lutte d'intrigues et de menées secrètes, où chaque camp s'efforçait de s'infiltrer chez l'ennemi afin de capter ses secrets et de le désarticuler de l'intérieur. Dans la lutte qui va du début du siècle à la Révolution de 1917, révolutionnaires et policiers s'espionnent, se coudoient, se mêlent, vivant parfois dans une fraternité trompeuse, jusqu'à ce que le traître soit démasqué.

La base de toute police, ce sont d'abord les fiches. Celles de l'Okhrana, compte tenu des moyens de l'époque, étaient tenues à jour avec une extraordinaire minutie. Au 1, quai Fontanka, à Saint-Pétersbourg, siège du Département de la Police, s'entassaient plusieurs dizaines de milliers de fiches, qui ne concernaient pas seulement les révolutionnaires, mais les sympathisants, leurs familles, leurs amis. La curiosité de l'Okhrana, alimentée par ailleurs par le célèbre Cabinet Noir (qui décachète chaque jour trois mille à quatre mille lettres) ne se limite pas aux seuls opposants. La Cour n'échappe pas à ses investigations et le prince Yossoupov, cousin du tsar, n'est pas épargné. Ministres, conseillers d'État, membres de la famille impériale, voient leurs grands et leurs petits secrets consignés dans les archives, à la discrétion du seul directeur du Département de la Police. Celui-ci dispose ainsi d'un pouvoir énorme. Bien mieux que le tsar, il connaît les faiblesses et les tares du régime.

Il arrive que ce formidable pouvoir se retourne, de façon assez comique, contre celui qui l'emploie. Certaines lettres saisies par le Cabinet Noir apportent au directeur du Département de la Police, Dournovo, la preuve incontestable de son infortune : sa maîtresse, une dame de la société, le trompe avec l'ambassadeur du Brésil. Dournovo fait une scène à l'infidèle. Elle nie. Dournovo est furieux : il jette les lettres révélatrices à la face de la traîtresse. La dame est

furieuse : elle va se plaindre à son Brésilien. Le Brésilien est furieux : il va se plaindre à l'empereur. Et celui-ci ordonne : « Qu'on me débarrasse de cet imbécile de Dournovo ! »

En 1917, le gouvernement provisoire commit un acte sans précédent. Il nomma une commission d'enquête sur les activités de l'Okhrana. Il rendit publiques les archives, ouvrit les armoires aux dossiers et aux secrets. Alors, pour la première fois (et sans doute pour la dernière) furent livrés, avec les mécanismes occultes du pouvoir répressif, les compromissions, les défaillances, les lâchetés, les turpitudes, les vices et leur utilisation pour la défense d'un régime. Ce déballage est une extraordinaire descente dans l'enfer policier ; il en révèle la puissance, les ruses, les pièges, et les leçons qui s'en dégagent ne se limitent ni à un pays ni à une époque. Peu ou prou toutes les polices ressemblent à celle-là.

Identifier les principaux chefs révolutionnaires était un des premiers soucis de l'Okhrana. Avoir une idée précise de leurs relations, c'était connaître leur champ d'action. Celles-ci étaient soigneusement répertoriées sur des tableaux synoptiques.

Prenons celui de Savinkov, par exemple. Son nom occupe le centre d'un rectangle haut de 40 centimètres et large de 70 centimètres. De là partent des rayons qui rejoignent des cercles de différentes couleurs. Cercles rouges : ce sont les relations de combat – en tout vingt-trois personnes. Cercles verts : ses amis politiques (trente-sept personnes). Cercles jaunes : ses parents (neuf personnes). Un grand nombre de cercles bruns se rapportent aux personnes qui, à des titres divers, sont en relations avec les précédentes. On apprend ainsi que Savinkov est en relations avec Varvara Vakhovskaïa, qui connaît elle-même douze personnes à Saint-Pétersbourg et cinq à Kiev. Chaque cercle est doté d'un numéro d'ordre qui renvoie à des fiches. Par ce système, l'Okhrana possède une vue globale des relations directes ou indirectes du révolutionnaire. Il est probable que Savinkov ignore l'existence de certaines personnes, connues seulement de ses amis. Mais l'Okhrana, elle, les a recensées sur ses fiches{27}.

D'autres tableaux concernent, non les individus, mais les organisations. On y recense les militants, les sympathisants. Des graphiques permettent de savoir que X… s'est rendu tel jour dans telle ville, y a vu Un Tel. Si X… est impliqué dans un attentat, l'Okhrana n'aura pas trop de peine à retrouver ses complices.

Second pilier : les indicateurs. On distinguait parmi eux les collaborateurs *externes* et *internes*. Les premiers avaient une mission essentielle : la filature. Selon un des chefs de l'Okhrana, Vassiliev{28}, ils n'étaient pas plus d'une centaine à Saint-Pétersbourg (d'autres sources donnent des chiffres beaucoup plus considérables) : tout comme les conjurés qui se griment à l'occasion, ils adoptent les déguisements les plus divers, domestiques, soldats, officiers, employés de chemin de fer, cochers surtout. L'Okhrana possède d'ailleurs un magasin spécial où l'on fournit des tenues et des uniformes à la demande. Une partie de ces agents opèrent à l'étranger, où leur mission est très importante, car c'est là que se nouent les fils de la prochaine conjuration. Certains ont fini par acquérir dans leur métier une véritable virtuosité. Ils opèrent souvent à deux, prennent le suspect en sandwich, l'un le précédant, l'autre le suivant ; savent rompre la filature dès qu'ils se sentent repérés. Faut-il prendre le train pour poursuivre l'enquête ? Ils trouvent dans les gares des caisses spéciales où on leur remet l'argent nécessaire à leur voyage.

Les terroristes de leur côté mettent au point une contre-filature. Ils se font suivre dans leurs déplacements par un ou deux camarades, chargés de repérer les « fileurs ». On cherche alors à les attirer dans un quartier désert, et là, on les abat.

Mais la force principale du service, ce sont les agents « internes » ; ceux qui se sont glissés dans les rangs des partis d'opposition ou qui, un jour, ont trahi.

Comment, pourquoi devient-on un « indic » ? Par appât du gain ? Certes, l'argent joue un rôle important, mais rien n'est plus faux que de se contenter de cette explication sommaire. Même quand l'argent constitue le mobile principal on est surpris de constater que la délation recrute un nombre considérable de gagne-petit. Le policier Vassiliev affirme[29] que la plupart de ses agents se contentaient de très modestes sommes : vingt, cinquante roubles, et sur ce point il n'y a pas de raison de ne pas le croire.

Les archives de l'Okhrana constituent une source étonnante de renseignements et sur cette besogne, et sur les hommes qui en vivent, y succombent ou s'y adonnent.

On constate d'abord que l'« indic » se recrute dans tous les milieux : ouvriers, paysans, petit-bourgeois, prostituées, étudiants, intellectuels. Un écrivain polonais était pour cent cinquante roubles par mois agent de l'Okhrana et rédigeait, pour ce tarif, avec beaucoup de soin, d'excellents rapports… L'agent peut être occasionnel et travailler, en quelque sorte, « à la pige ». Son mobile, alors, c'est un besoin pressant d'argent, mais aussi le désir d'une faveur (pension, dispense du service militaire, place qu'on sollicite, grâce, etc.). La police est la petite providence des gens qui n'ont pas de grandes relations. En général, point n'est besoin « d'offres d'emploi ». Les demandes viennent de partout, et même de l'étranger. Un « honorable » charcutier allemand, propriétaire d'un immeuble, a loué un appartement à des émigrés russes qui reçoivent beaucoup de visites. « Voilà, écrit-il, qui intéressera sans doute Sa Majesté le Tsar » (en échange d'un petit pécule qui complétera ses autres ressources). Toujours en Allemagne, une artiste est devenue la maîtresse d'un attaché de l'ambassade japonaise. Comme on est en pleine guerre russo-japonaise, elle pense qu'elle peut faire quelque chose pour la Sainte Russie.

Mais tous ces gens, volontaires pour le service de Judas, ne forment guère qu'une piétaille dont l'utilité pour la police n'est qu'accidentelle, et qui épuisent assez vite leur petit stock de secrets. Le véritable agent « interne », l'auxiliaire précieux, c'est celui qui est membre d'une organisation. Aussi on le ménage, on le gâte, on l'entoure de précautions, on ne l'utilise qu'à bon escient. Aux fonctionnaires placés sous ses ordres, Zoubatov, un des plus remarquables dirigeants de l'Okhrana, disait : « Messieurs, vous devez considérer l'informateur politique comme une maîtresse que vous voyez en secret. Un faux pas, une imprudence, et vous la déshonorez. »

Ici, l'agent peut spontanément proposer ses services. Mais le plus souvent, c'est la police qui guette et provoque les défaillances des révolutionnaires. L'arrestation, la prison, la déportation, sont de dures épreuves qui fortifient ou brisent les caractères. L'homme est seul. Les liens avec l'extérieur sont coupés ou distendus. Le prisonnier subit le joug de l'ennemi et connaît l'amertume de la défaite. Si la cohabitation avec d'autres détenus est une occasion de renouer des solidarités et de poursuivre la lutte, elle peut être aussi la source d'aigres querelles où les êtres se dévoilent, s'affrontent, se pourrissent. La police sait tout cela. Elle sait que le temps travaille pour elle, que l'intimidation est parfois efficace, l'espoir d'une libération tentateur, la peur de la mort un atout.

Et avant tout, il y a l'interrogatoire.

C'est une technique que les policiers de l'Okhrana maniaient habilement et que redoutaient tous les révolutionnaires. On en trouve une description précise dans une brochure de Tchernomordik, intitulée *L'Attitude des bolcheviks devant les juges*[30].

S'agissant de révolutionnaires professionnels, la technique de l'interrogatoire comprenait plusieurs phases[31] :

1. On étudie la personnalité du détenu, on cherche éventuellement à faire pression sur la famille pour qu'elle l'incite à fléchir.

2. « L’entre en » débute très courtoisement. Le policier s’apitoie sur la situation du captif. Les charges sont lourdes, seul un aveu total et sincère… Petit couplet du genre « j’ai vu votre pauvre mère (ou : votre malheureuse femme…), elle est folle de douleur, etc. ».

3. Ces préliminaires restent sans effet ? Alors on « cause politique » à bâtons rompus. L’interrogateur fait souvent preuve d’une grande connaissance de ces questions ; il a à sa disposition l’ensemble de la littérature illégale, que le détenu ne connaît pas toujours d’une façon aussi complète. Cet échange de propos permet au policier de définir l’état d’esprit de son sujet, ses conceptions idéologiques, le parti auquel il appartient, l’état des effectifs. Si prudent qu’on soit, on laisse toujours échapper quelque chose.

4. On aborde enfin « le fond de la question » avec quelqu’un qui est déjà « entré dans le jeu ». L’offensive est lancée sur la base d’un « Inutile de nier, nous savons tout. » Quelques exemples à l’appui : « Tel jour, à telle heure, vous avez été à tel endroit, porteur d’un colis de telle dimension, enveloppé de papier journal ; vous êtes sorti en compagnie d’Un Tel, à telle heure… » Souvent, l’effet de surprise est brutal, c’est le moment de poursuivre l’avantage et d’affirmer : « Ces informations, nous les tenons de vos propres camarades. »

5. À ce stade, quelle est l’attitude du détenu, quels sont ses moyens de défense ? Ou bien, démoralisé, il entre dans la voie des aveux et livre de précieux renseignements sur lui-même et ses camarades ; ou bien, il fournit des « explications » pour réfuter les charges qui pèsent sur lui. Il ne tarde pas alors à s’embrouiller dans ses tentatives, à se contredire. « Dans les deux cas on aboutit à tirer des renseignements complémentaires devant élucider l’affaire et alimenter le procès[32]. »

6. Les éléments obtenus par l’interrogatoire vont être utilisés contre un autre militant. « Voici ce que X a déclaré dans sa déposition. Expliquez-vous… »

« La déposition *franche*, écrit Tchernomordik, a souvent été le commencement de la mort politique de son auteur[33]. » Comme quoi la franchise, dans une enceinte de police, est le contraire d’une vertu.

Il restera à l’Okhrana à transformer éventuellement le détenu en « informateur ». On lui représente qu’en dépit de ses aveux on ne pourra lui éviter un châtiment sévère. D’un autre côté ses camarades ne manqueront pas de le tenir pour un traître. « Oui, votre situation est bien délicate… Mais il existe une issue. Il suffit que vous acceptiez de devenir notre collaborateur… Nous ne vous demanderons pas beaucoup[34]… »

L’enrôlement dans les rangs de l’Okhrana est ainsi beaucoup moins un reniement que la conséquence d’une défaite. Le vainqueur dicte sa loi au vaincu. C’est pourquoi Tchernomordik conclut : « L’erreur de ceux qui sont tombés dans le piège a été d’avoir pris un ennemi implacable pour un homme avec lequel on peut « causer », d’avoir laissé s’éteindre un instant la flamme de la haine et du mépris pour l’ennemi. C’est le premier pas vers la déchéance morale du révolutionnaire[35]. »

Aussi les bolchevicks adoptèrent une parade : *le refus systématique de déposer*. Ils suivirent ainsi le conseil donné par Mikhaïlov, l’organisateur de la *Narodnaïa Volia*, dans son « Testament ».

Non sans une pointe d’admiration, le général Zavarzine cite le cas d’un jeune étudiant bolchevik, Petrov, déjà deux fois arrêté : « Ainsi avait-il acquis une certaine manière de se tenir aussi bien à l’Okhrana qu’au cours des interrogatoires. Après avoir inscrit dans le procès-verbal les données relatives à son identité, il écrivit dans la rubrique : “Je réponds aux questions posées” les mots : “Je refuse de répondre aux questions posées.” Puis, s’étant levé, il demanda sur un ton sarcastique : “Puis-je m’en aller ?” Cette manière de se tenir et de répondre est à peu près celle

de tous les arrêtés politiques[36]. »

En revanche, devant le tribunal, le militant bolchevik avait pour consigne de défendre ses idées et d'exposer le programme du parti. Un procès est une tribune politique. Même tenu à huis clos, il filtre toujours quelque chose à l'extérieur que la propagande utilisera.

Le désir d'échapper à une peine sévère joue évidemment un grand rôle dans les défaillances des révolutionnaires arrêtés. Okladski, un des compagnons de Jeliabov, n'avait que vingt ans quand il accepta de passer au service de l'Okhrana. La fiche qui le concerne est ainsi conçue :

> Révolutionnaire d'un caractère faible, *vivant dans la misère, sans famille.* Relations nombreuses et intéressantes. On pourrait à la rigueur se servir de lui sans qu'il renonçât à ses convictions politiques. Il suffirait qu'il consentît, *pour éviter la mort, à accepter quelques missions.*

Okladski s'évade, grâce à l'Okhrana, en compagnie de quelques détenus qui, eux, ne sont au courant de rien (procédé que l'Okhrana utilisera souvent pour égarer les soupçons). Sept ans plus tard (1888), les « quelques missions » sont devenues une profession. La fiche d'Okladski, à cette époque, apprécie ses services en ces termes :

> Okladski, agent merveilleusement doué. Flair, intelligence, culture. Connaît tous les militants de la Narodnaïa Volia. Nous lui devons maintes arrestations importantes. *S'est pris d'une véritable passion pour les recherches.* Traitement : 230 roubles par mois. *Demande peu de crédits supplémentaires*, mais on doit les lui accorder chaque fois en raison des services rendus.

Le passage dans le camp de l'ennemi, provoqué par la misère et la peur, a engendré peu à peu une totale mutation psychologique. Le zèle révolutionnaire s'est transformé en appétit de duplicité. L'exercice du « métier » a façonné l'homme[37].

Mais là encore, les mobiles sont multiples. Pourquoi Joutchenko, ancienne élève de l'Institut Smolny, a-t-elle choisi de devenir une informatrice de l'Okhrana (une des plus habiles) ? Par amour du mystère, pense Zavarzine, par goût du risque. Et tandis que dans son bureau cette grande femme maigre de trente-cinq ans, au regard intelligent derrière les lunettes à monture dorée, à la prodigieuse mémoire, lui rappelait ses « succès » et les procédés qui lui avaient permis de détourner les soupçons « … ses yeux s'animèrent et j'y lus la satisfaction qu'elle éprouvait au souvenir de ces ruses qui lui permirent de sortir indemne de plus d'une situation difficile[38] ».

Un autre agent, Salto, est un ancien acrobate qui, à la suite d'une fracture, ne peut plus exercer son métier. Mais il a gardé le goût du vagabondage. La police le fera voyager de ville en ville, pour les besoins de son service.

Et cette petite brune, maigre, nerveuse et sanglotante, qui à Rostov se fait recevoir par le même Zavarzine, vient aussi livrer quelqu'un : une militante révolutionnaire qui lui a pris son amant. Ses révélations feront arrêter tout un groupe de conjurés. Celle-ci n'aura servi l'Okhrana qu'une seule fois. Peu après, elle se tue.

Voici l'« informateur » en exercice. Il est lié à un supérieur et à lui seul. Les plus grandes précautions sont prises pour assurer sa sécurité. On lui attribue un pseudonyme sous lequel il sera toujours désigné. En cas de besoin, on en change. Les rencontres ont lieu dans des appartements loués en ville par l'Okhrana, le gardien de l'immeuble étant lui-même un policier en civil. Parfois les révolutionnaires repèrent les endroits où ont lieu ces rendez-vous. Ils postent alors aux alentours des observateurs. Si ceux-ci voient l'un des leurs pénétrer dans l'immeuble, on ne tarde guère à l'abattre. Les « informateurs » vivent ainsi une existence doublement clandestine. Policiers et révolutionnaires adoptent des méthodes et des précautions qui finissent par se ressembler… Grâce à ses agents, l'Okhrana pénètre largement les organisations révolutionnaires : les socialistes-révolutionnaires, comme nous le verrons, étaient très efficacement noyautés et les sociaux-démocrates n'étaient pas mieux partagés[39].

Les informateurs occupent donc des postes responsables, parfois haut placés dans la hiérarchie de l'appareil clandestin. La police les aide d'ailleurs dans leur ascension. La technique est relativement simple. Elle consiste à faire le vide, grâce à de judicieuses arrestations, dans la branche où l'agent milite. Le poste étant vacant, l'homme occupe naturellement la place de celui qui est en prison. Bien entendu, des précautions ont été prises pour détourner les soupçons.

L'Okhrana par ailleurs se garde bien de procéder à des arrestations prématurées. Un de ses principes consiste à ne détruire un centre clandestin qu'au moment de sa plus grande activité. Tout le travail des révolutionnaires est à refaire, et la démoralisation des membres qui ont échappé à la rafle est considérable. C'est ainsi qu'en 1897 Zoubatov démantela les organisations de Plekhanov, et qu'en 1907 l'Okhrana liquida cent trente-neuf groupes de diverses tendances et détachements de combat.

Mais le rôle des informateurs est nécessairement ambigu. Chargés de contrecarrer les plans des révolutionnaires, ils doivent aussi les servir, sous peine d'être démasqués. Ils permettent à la police de procéder à des arrestations, mais facilitent aussi l'écoulement d'une brochure, prononcent des discours, recrutent des adhérents. Et s'ils s'infiltrent dans un groupe terroriste, ils contribuent, directement ou non, à la terreur. Tôt ou tard, l'informateur devient par nécessité un agent provocateur. Au besoin, la police l'y incite.

Vassiliev le nie, mais reconnaît lui-même qu'à une certaine période on jugeait l'activité des polices locales à l'importance des rapports. Il arriva donc que dans des secteurs tranquilles ce fut la police elle-même qui suscita des agitations, déposant dans des locaux des tracts ou des armes qu'elle n'avait alors aucune peine à découvrir. Dans une autre circonstance, l'étudiante Joutchenko, zélée informatrice, avertit la police qu'elle devait participer à un attentat. Pour lui éviter d'être démasquée, l'Okhrana laissa l'attentat se dérouler, en prenant soin toutefois de désamorcer les bombes.

Mais ailleurs les bombes éclatent bel et bien. Le policier Ratchkowsky a pour mission de surveiller les émigrés à Paris et de chercher à négocier une convention internationale pour la répression des menées terroristes et anarchistes. Paris, Londres, Bruxelles hésitent. Sur quoi la Sûreté française découvre un véritable arsenal chez des émigrés russes. Et comme les hésitations se prolongent, survient un providentiel attentat à la dynamite sur le maître-autel de la cathédrale de Liège. Hasard ? En tout cas l'indignation est générale, les dernières hésitations balayées. Ratchkowsky est décoré de presque tous les grands ordres étrangers. Seul, peut-être, Alexandre III ne se fait pas trop d'illusions sur le compte de son féal sujet. Sur un des rapports du policier, il écrit en marge, de sa main, un petit mot : « crapule ».

Si l'on ajoute que la police est, par nécessité, un organisme ténébreux aux rouages multiples et complexes, que des intrigues parfois féroces s'y nouent, que des manœuvres s'y dessinent, qu'elle a *sa politique* et que sous un régime comme le tsarisme elle a conscience d'être une force essentielle, on admettra que la provocation puisse rendre des services, y compris contre certains serviteurs de l'État assez impertinents pour contrarier ses desseins. Le meurtrier du ministre Stolypine fut un agent de l'Okhrana, et il est vraisemblable qu'il n'a agi que sur ordre.

Azev débuta de bonne heure dans la carrière d'espion. Le 8 avril 1893, les services de l'Okhrana reçurent une lettre postée de Karlsruhe. L'expéditeur y indiquait qu'il terminait ses études d'ingénieur-électricien, se disait bien introduit dans les milieux de l'émigration, où il connaissait Tchernov, et offrait de dénoncer ses camarades. Deux mois plus tard, il était engagé au tarif de cinquante roubles par mois, plus les primes. Dès cette époque, il s'efforça d'engager les émigrés qu'il connaissait dans la voie du terrorisme.

La police ne tarda pas à remarquer la qualité de cette nouvelle recrue, et s'employa activement

à faciliter son ascension selon la technique que nous avons décrite. Son salaire progressait aussi, récompense de ses dons : en 1899 : quatre-vingts roubles, en 1902 : deux cents roubles, en 1903 : cinq cents roubles, auxquels s'ajoutaient, bien sûr, des primes, cadeaux, frais de déplacement (les chiffres figurent dans la comptabilité de la section financière des archives de l'Okhrana).

Quand le Comité Central des socialistes-révolutionnaires lui proposa de prendre la tête de l'*Organisation de Combat*, il demanda à réfléchir. Cette circonspection fut bien appréciée. On avait affaire, pensait-on, à un homme qui ne prenait pas de dispositions à la légère. Et en effet, ses décisions étaient mûrement pesées : le révolutionnaire Evno Azev, dit « Valentin », exigea du Comité Central une autonomie complète pour l'*Organisation de Combat :* mais l'agent « Raskine » se garda bien de prévenir ses patrons de sa promotion clandestine. Il les avertit simplement qu'il était à même de suivre désormais de fort près les péripéties de l'O.C. On le félicita. On l'augmenta.

Peu après, Azev décida de tuer Plehve, c'est-à-dire le ministre qui, par intermédiaires, le rétribuait. Comme adjoint à la tête de l'O.C., il choisit Boris Savinkov.

Fils d'un juge de paix, Savinkov était d'origine noble. Après avoir fait ses études à Saint-Pétersbourg, puis à Berlin et à Heidelberg, il adhéra au parti socialiste-révolutionnaire, fut arrêté, déporté, s'évada, parvint à Genève où il s'engagea dans la voie terroriste.

C'était un homme petit et mince, aux yeux bridés, élégant, doué pour la littérature, les arts, les paradoxes et le complot. Churchill, qui l'a vu de près, alors que Savinkov chassé par la révolution bolchevik était de nouveau un émigré, conspirant toujours, mais contre le nouveau régime cette fois, a tracé de lui un portrait saisissant :

> De petite taille, bougeant aussi peu que possible, et cela silencieusement et avec aisance ; des yeux vert-de-gris remarquables dans un visage d'une pâleur mortelle ; s'exprimant d'une voix égale, calme, presque monotone, Boris Savinkov alliait à l'expérience d'un homme d'État les qualités d'un chef, le courage d'un héros, l'endurance d'un martyr… Ses traits étaient agréables, mais bien qu'il eût seulement atteint la quarantaine, son visage montrait tant de rides et de pattes d'oie que, par places, en particulier autour des yeux, sa peau rappelait un parchemin craquelé. Dans ses yeux impénétrables flamboyait un regard fixe{40}…

La vie de Savinkov ne fut qu'une suite d'aventures, de luttes ténébreuses, de tentatives tantôt réussies, tantôt avortées, toujours reprises, partagées avec une poignée d'hommes que le danger enfermait dans une orgueilleuse solitude. Et pendant des années, l'intrépide Savinkov ne vit en Azev qu'un compagnon sûr, un révolutionnaire énergique au-dessus de tout soupçon.

Sous leur commandement, la mort de Plehve fut une longue chasse, un guet tenace et minutieux, coupé d'alertes et de fuites. Le sombre jeu d'Azev s'y déploya avec maîtrise.

La surveillance de Plehve commença dès novembre 1903, à Saint-Pétersbourg, sous les ordres directs de Savinkov. Les allées et venues du ministre étaient étudiées par deux terroristes déguisés en cocher de fiacre et en marchand ambulant, mais le projet fut ajourné. Le groupe se dispersa. Savinkov partit pour Genève, en revint avec Kaliaev, un étudiant qu'il avait connu autrefois et dont il appréciait le courage, et Sazonov.

L'attentat fut fixé au 18 mars 1904. À cette époque, Azev adressa à l'Okhrana un avertissement très vague, expliquant qu'on était en train de préparer un attentat contre le ministre.

Le 18 mars, Pokotilov et Borichanski, armés de bombes, Sazonov déguisé en cocher, un engin sur ses genoux, Matzeivski en cocher également et qui devait donner le signal, Kaliaev et Savinkov, prirent position. Mais Pokotilov s'aperçut qu'il était suivi ; le groupe se dispersa aussitôt.

On prit date pour le 1er avril. Sur quoi Pokotilov sauta sur ses bombes à l'Hôtel du Nord. Il fallut fuir à nouveau. Les terroristes se retrouvèrent à Kiev, très déprimés. Ils parlaient

d’abandonner le projet, de préparer un autre attentat contre le gouverneur Kleigels. Azev survint, tempêta, maintint que c’était Plehve qu’il fallait abattre et personne d’autre.

— Qu’est-ce qui vous rend si perplexes ? Il n’y a pas d’hommes ? Il faut en trouver. Vous n’avez plus de dynamite ? Il faut s’en procurer, mais il ne faut pas renoncer. Plehve doit être tué, coûte que coûte… Si vous ne le tuez pas, personne ne le fera.

On remit en chantier un nouveau plan. Savinkov regagna Saint-Pétersbourg, y loua un riche appartement où il se faisait passer pour un sujet britannique, Mac Cullogh. Il s’y installa en compagnie d’une jeune femme exaltée, Dora Brilliant, qui tremblait en préparant ses bombes, mais poursuivait sa tâche. Dans la revue *Byloie* (Le Passé)[41], Savinkov a raconté ainsi sa première entrevue avec Dora :

> Rares étaient alors ceux qui osaient lutter. Elle était de ceux-là… Elle était debout en face de moi, silencieuse et triste, telle que je l’ai connue durant toute sa vie si courte.
>
> — Savez-vous qu’il faudra tout quitter, votre famille ?…
>
> — Oui.
>
> — Vivre clandestinement, sans avoir même un coin à vous ?
>
> — Oui.
>
> — Peut-être mourir ?
>
> — Oui.
>
> — Peut-être tuer ?
>
> Un silence, puis, d’une voix à peine perceptible :
>
> — Oui.

Sazonov leur servait de domestique. Ils sortaient souvent, allaient au spectacle, paraissaient mener la vie oisive de riches touristes.

Pendant ce temps Kaliaev, déguisé en ouvrier, partageait une chambre avec cinq autres travailleurs qui ignoraient tout de lui. Ses logeurs le tenaient pour un homme sobre et pieux. Il se levait tous les matins à 6 heures, ponctuellement, allait déambuler sur le trajet que devait suivre le ministre, ne revenait qu’à la nuit.

Peu à peu il fut en mesure de savoir, d’après le nombre et l’attitude des policiers qui jalonnaient l’itinéraire, si la voiture du ministre était ou non passée. Il put également identifier tous les policiers en civil qui rôdaient dans les environs. Quant à la voiture, il était capable de la décrire en détail, pièce par pièce. Toutes ces observations furent rassemblées, analysées, et les conjurés décidèrent d’opérer sur le trajet de la villa à la gare Baltique.

Azev, jugeant que le mécanisme qui devait tuer Plehve était au point, quitta Saint-Pétersbourg et écrivit le 19 juin au policier Rataiev que le projet était différé à cause du manque de bombes, et que les socialistes-révolutionnaires préparaient un autre attentat contre le gouverneur d’Irkoutsk. Là-dessus, il élabora à Moscou avec les conjurés le plan de l’attentat, distribua les rôles des lanceurs, fixa la date au 8 juillet, et partit pour Vienne. Ce fut pour lui l’occasion d’écrire, le 7 juillet, une nouvelle lettre à Rataiev, pleine de faux renseignements sur les socialistes-révolutionnaires et muette sur le projet de l’*Organisation de Combat*.

Dans le même moment Schweizer, installé au Grand-Hôtel, préparait les engins qui devaient être remis le matin suivant aux lanceurs. Mais par suite d’un malentendu dans l’établissement des rendez-vous, seul Kaliaev reçut sa bombe. Il s’abstint de toute tentative, n’étant pas sûr du succès.

Il fallut encore une semaine pour que l’opération si longuement préparée par Azev réussît. Le 15 (28) juillet, la bombe de Sazonov mettait fin aux jours de Plehve. Une fois de plus Azev était à l’étranger, d’où il continuait à « renseigner » l’Okhrana. Chaque fois, il avait pris soin de se créer un alibi.

Ni à l’Okhrana, ni chez les socialistes-révolutionnaires, personne ne le soupçonna. La mort de Plehve, avec le retentissement qu’elle avait provoqué, donnait à l’*Organisation de Combat* un

immense prestige, à « Valentin » le premier rôle dans cet exploit. L'*Organisation de Combat* lança aussitôt une proclamation, rédigée en français et intitulée « Appel aux Citoyens du Monde civilisé ». Dans un autre appel, « Le 15 juillet 1904 », elle affirma avec une orgueilleuse assurance : « La mort de Plehve n'est qu'un pas en avant dans la voie de la libération du peuple… »

En même temps, l'*Organisation de Combat* en profita pour renforcer sa puissance. Elle pouvait se le permettre. Des fonds importants venus de l'étranger étaient mis à sa disposition, et c'était Azev qui en possédait le contrôle. Par ce moyen, le Comité Central dépendait de lui et son autorité se trouvait amoindrie. Aussi, de nouveaux statuts de l'*Organisation de Combat* furent-ils rédigés, qui lui assuraient une autonomie plus grande. À cette époque, selon Savinkov, ses membres étaient tous persuadés que « la terreur centralisée était la tâche primordiale du moment historique ; que devant cette tâche s'effaçaient tous les autres buts du parti… et que l'O.C., tout en étant une section du parti socialiste-révolutionnaire… remplissait une tâche d'intérêt général pour le parti, se plaçant même au-dessus du parti, puisqu'elle servait non pas tel ou tel programme et tel ou tel parti, mais la révolution russe dans son ensemble[42]. »

On était assez loin des conceptions affirmées quelques années plus tôt, qui ne voyaient dans le terrorisme qu'un outil parmi d'autres. Déjà, en avril 1902, après l'attentat contre le ministre Sipriaguine, l'*Organisation de Combat* s'était désignée dans une proclamation comme une « minorité consciente » chargée d'un « devoir sacré ». La minorité était devenue de plus en plus consciente d'elle-même. Les membres de ce mince corps de bataille se tenaient pour des élus, placés à la pointe du risque, séparés de la masse amorphe, et constituant au sein même de leur parti comme une aristocratie du courage et de l'action.

Leur mode de vie les prédisposait à revendiquer ce rôle d'avant-garde qui entendait faire l'Histoire à coups de bombes. Le terroriste est projeté hors de sa famille, de son métier, de sa classe, de l'univers familier de ses relations. Il vit dans le guet et l'alerte, traqueur et traqué, hanté par la perspective de la mort : la sienne, celle de l'ennemi. Soumis aux précautions rigoureuses de la vie clandestine, il a pour seule société celle de ses camarades de combat. Ici, les liens sont très forts, mais se limitent à une poignée d'hommes, soudés par les risques et le secret. « Dans ce temps-là, écrit Savinkov, tous les membres de l'Organisation se connaissaient bien, et certains d'entre eux étaient très amis. *Le passé même constituait un lien très fort*, notamment l'échec du 18 mars et la mort de Pokotilov… On ne discernait plus depuis longtemps supérieurs et inférieurs, ouvriers et intellectuels… » À ce niveau, en effet, les différences sociales ou de culture ces actes. Le programme adopté à son Premier Congrès, tenu en Finlande en 1906, approuve le renforcement de la terreur politique centralisée et souhaite la voir complétée par « la lutte des partisans en masse » qui « présente par les temps qui courent une importance toute particulière[43] ».

La résolution envisage encore la possibilité d'un soulèvement paysan pour le printemps, et demande qu'on examine un plan de mesures pratiques « telles que : destructions de voies ferrées, et de ponts, bris des lignes télégraphiques, etc.[44] » C'est ce que nous appellerions aujourd'hui du sabotage.

Mais la résolution rejette le recours à la terreur agraire. Elle n'admet ni les exactions dans les campagnes, ni le sabotage dans les usines. Les raisons invoquées pour écarter ces actes sont essentiellement doctrinales. Le parti socialiste-révolutionnaire préconise la « reprise organisée des terres » ; ce n'est pas en détruisant les récoltes qu'on y parviendra. En outre, la terreur agraire, tout comme la terreur industrielle, ne peut servir à éduquer les masses. Derrière ces arguments, on discerne sans peine la peur des forces incontrôlées. Sans doute, les dirigeants

socialistes-révolutionnaires ont-ils assez de fil à retordre avec leurs groupes de combat sélectionnés pour refuser un blanc-seing à des entreprises anarchiques[45].

Une minorité désapprouvait ces reculs. Dès 1904, à Genève, un groupe de jeunes S.R., dont le plus remuant était Sokolov, dit l'« Ours », préconisait contre l'avis du Comité Central, l'organisation de détachements de combat dans les campagnes. Cette minorité ne tarda guère à considérer que la lutte ne devait pas seulement être dirigée contre l'autocratie, mais contre l'ensemble des possesseurs : capitalistes, propriétaires, etc. En novembre 1904, Sokolov – qui devait jouer un rôle important dans les combats de Moscou – publiait à Minsk une proclamation dans laquelle il affirmait : « Nous ne sommes pas des bourreaux du tsar, nous sommes des travailleurs et nous sommes prêts à tordre le cou de tous ceux qui nous courbent sous leur poigne… À bas les fonctionnaires du tsar, les capitalistes, les propriétaires terriens[46] ! » Conception assez voisine de celle des anarchistes.

Les partisans de cette tendance en vinrent bientôt à la scission et créèrent en 1906 le groupe dit des *Maximalistes*, formant leurs propres détachements terroristes. Ils se procurèrent des fonds en s'emparant des recettes de l'État ou des biens des particuliers, et commirent une série d'attentats. Le plus célèbre fut dirigé contre le premier ministre Stolypine. En avril 1906, déguisés en gendarmes, les Maximalistes envahirent sa villa, un jour de réception, et y jetèrent des bombes. Stolypine ne fut pas touché, mais il y eut vingt-quatre morts et vingt-deux blessés. L'opinion s'indigna. Le Comité Central des socialistes-révolutionnaires désapprouva l'attentat. Les Maximalistes, au contraire, ripostèrent : « Ce qui fait la douleur profonde et générale, c'est que Stolypine lui-même, contre lequel le coup était dirigé, est resté vivant. »

Ces années 1906 et 1907 sont lourdes de violences. Les attentats et les exactions se succèdent. La répression fait rage dans les campagnes. Les tribunaux sévissent. Les convois de condamnés s'éloignent vers la Sibérie. Le territoire russe n'est pas le seul touché. Tout l'Empire a été secoué par la révolution. Les nationalités qui aspirent à l'indépendance participent largement à cette lutte : Bund juif ; combattants lettons ; géorgiens ; socialistes finlandais ; socialistes polonais de Pilsudski, très proches des socialistes-révolutionnaires.

Dans cette guérilla, les *boieviki*, détachements de combat de Pilsudski, se montrèrent fort actifs. Ils multiplient les attaques isolées contre soldats et policiers russes, pillent les trains postaux. Un de leurs attentats les plus célèbres fut dirigé contre le général Skalon, gouverneur de Varsovie. Il témoigne d'une ingéniosité assez remarquable.

En 1906, Skalon était installé dans sa résidence d'été aux environs de Varsovie. Il sortait peu, était très protégé et la voie qu'il empruntait pour se rendre en ville se prêtait mal à une embuscade. L'attentat fut jugé impossible dans de telles conditions.

Les terroristes en tirèrent cette conclusion : il fallait contraindre le général à suivre un itinéraire choisi par eux. Partant de cette idée simple, ils dressèrent un plan fort subtil.

Trois femmes du parti louèrent dans Varsovie un appartement muni d'un balcon, à proximité du Consulat d'Allemagne. Elles étaient censées exercer le métier de modistes et ni la police ni le voisinage ne leur prêtèrent attention.

Peu de temps après, Varsovie fut le théâtre d'un grave incident diplomatique. Le consul d'Allemagne reçut la visite d'un homme qui portait la tenue d'un officier russe. Le visiteur sollicita un service que le consul ne pouvait lui rendre. Devant le refus, prévisible, qui lui était opposé il insista de la façon la plus grossière puis, feignant l'exaspération, gifla l'honorable consul et s'enfuit.

En un instant, ce scandale fit le tour de Varsovie. Il ne restait plus à Skalon qu'à faire ce que les terroristes avaient calculé. Dès le lendemain, il fit atteler sa calèche découverte et, entouré

d’une solide escorte de cosaques, alla offrir ses excuses à la victime. À son retour, comme la voiture passait sous la maison des trois femmes, celles-ci, du balcon, jetèrent plusieurs bombes. Les bombes étaient de qualité médiocre, et les lanceuses qui n’avaient pas osé agir à l’aller, manquaient d’assurance. Le gouverneur de Varsovie se tira indemne de cet attentat. Seul, le fils du concierge fut sérieusement blessé.

« Il est arrivé, écrit à ce propos Zavarzine, à plus d’un combattant de se sentir complètement épuisé au moment de commettre l’acte terroriste, de ne retrouver en lui aucune énergie pour accomplir le geste décisif. Nombre d’entreprises échouèrent pour cette seule raison. Dans la vie courante, cet état est qualifié, à tort d’ailleurs, de lâcheté[47]. »

Ce serait une erreur de croire que leurs nerfs rendent les femmes inaptes aux attentats. Perovskaïa, Vera Zassoulitch sont loin d’être des exceptions. Dans toutes les organisations révolutionnaires russes, les femmes jouèrent un rôle considérable, non seulement dans le domaine de la propagande, de l’organisation, des liaisons, du renseignement, de l’entraide mais pour certaines d’entre elles en participant de la façon la plus directe aux entreprises terroristes. Tatiana Léontiev, fille du vice-gouverneur de Yakoutsk, riche et belle, va être nommée dame d’honneur de la tsarine. En accord avec les S.R., elle projette d’offrir à un bal de la Cour un bouquet au tsar, et de profiter de cette circonstance pour décharger sur lui un revolver dissimulé dans les fleurs. On l’arrête. Sa famille réussit à la faire passer pour folle et l’expédie en Suisse. Là, dans l’hôtel où elle réside, elle abat à coups de revolver un vieillard de soixante-dix ans, en qui elle a cru reconnaître le ministre de l’Intérieur Dournovo. Tragique méprise : il s’agit d’un rentier parisien du nom de Muller. Par une coïncidence extraordinaire, non seulement il ressemblait à Dournovo mais celui-ci, pour ses voyages à l’étranger usait du pseudonyme de Muller.

Tatiana Léontiev, qui n’avait guère plus de vingt ans, fut condamnée à une longue peine d’incarcération. Tel fut aussi le sort de Marie Spiridonova, vingt-trois ans, qui, à Tambov, en 1907, tira cinq balles sur le conseiller Loujanovski, parce qu’il avait dirigé une expédition punitive dans les campagnes. Violée, dit-on, par les gendarmes, Marie Spiridonova jouera un rôle assez important après la Révolution de 1917, puis connaîtra les prisons bolcheviks après celles du tsar.

À vingt-deux ans, Lydia Sturé, elle, sera pendue. En même temps que neuf camarades elle est prise dans une rue de Saint-Pétersbourg. Le corps de l’un d’eux, Lébédintsev, astronome connu, est ceinturé de cartouches de dynamite et on ne conduit le terroriste à l’Okhrana qu’avec les plus grandes précautions. Lydia Sturé au moment où on l’arrête sort un revolver et tire sur l’agent qui veut se saisir d’elle. Elle sera, avec la vieille terroriste Anna Raspoutine, au nombre des sept qui marcheront au supplice et qui fourniront à l’écrivain Léonide Andréiev le sujet d’une célèbre nouvelle : *Les Sept Pendus*.

Ces terroristes appartenaient au détachement volant du nord du parti S.R. dirigé par Trauberg. Le détachement avait remporté une série de succès spectaculaires en abattant des généraux et des gouverneurs. Ces exploits furent cause de sa perte. Le groupe passa sous le contrôle du Comité Central, et comme Azev y siégeait les échecs commencèrent aussitôt. En novembre 1907, Trauberg dont la base était installée en Finlande, fut arrêté et exécuté par la suite.

Au cours de cette année-là, la plupart des organisations S.R. et S.D. (sociaux-démocrates) furent démantelées par la police. Les tentatives faites pour noyauter l’armée échouèrent aussi. Ces deux partis avaient tiré des conclusions voisines de l’échec de l’insurrection de Moscou : l’intervention de l’armée avait permis au gouvernement de l’emporter. Ils s’efforcèrent donc de s’infiltrer dans ses rangs et de la noyauter[48]. Les bolcheviks devaient retirer plus tard les fruits

de ce patient travail de sape. C’est dans cette période en effet que furent découvertes, expérimentées, corrigées, les méthodes du noyautage antimilitariste, reposant sur une articulation étroite entre ouvriers et soldats révolutionnaires.

À partir de 1906, les S.R. s’efforcèrent de provoquer des mutineries, notamment à Cronstadt et à Sébastopol, entreprises que les S.D. jugeaient en général prématurées. Mais dans ces deux villes les réseaux clandestins furent assez tôt découverts par la police et détruits.

Cette débâcle des organisations de masse fut une des raisons qui décidèrent le Comité Central des S.R. à relancer la terreur centralisée et à frapper l’autocratie au sommet, c’est-à-dire dans la personne du tsar. L’*Organisation de Combat* fut reconstituée.

Une fois de plus, Azev en prit la tête.



9. - Azev jeune un des plus célèbres agents doubles de l'Histoire.



10. - Meurtre de von Plehve, ministre de l'Intérieur russe. 28 juillet 1904. Caricature. *Phot. Roger-Viollet.*



11. - Procès de Savinkov (1924). *Phot. Keystone.*



12. - Krassine (à droite) en compagnie de Kamenev et de sa femme Olga (sœur de Trotsky). *Phot. Roger-Violet.*

Lui. — Un indicateur, c’est très difficile à manier…

M. X à JEAN CAU.

D’un saut, je passais d’un monde à un autre.

Un indicateur à Bourtzev.

CHAPITRE III
LA CHUTE D’AZEV

Guerassimov fait arrêter « Philippovitch », alias Azev. – Un adversaire de l’Okhrana, Bourtzev. – Comment il en vient à soupçonner Azev. – Ses entretiens avec le Policier Bakaï. – Bourtzev accuse publiquement Azev. – Est traduit devant un jury d’honneur révolutionnaire. – Bourtzev sort ses preuves. – L’entretien avec Lopoukhine. – Enquête à Saint-Pétersbourg. – Azev démasqué, s’enfuit à Berlin. – Le mystère des mobiles d’Azev. – Effet désastreux des révélations sur le parti socialiste-révolutionnaire. – Tchernov et Savinkov tentent en vain de relancer la terreur. – Bilan du terrorisme socialiste-révolutionnaire.

Il faut revenir un peu en arrière et raconter dans quelles singulières circonstances Azev était passé sous le contrôle du général Guerassimov. Celui-ci avait reçu, en février 1905, en pleine vague d’agitation révolutionnaire, la difficile mission de réorganiser l’Okhrana de Saint-Pétersbourg. Un an plus tard, alors qu’il dépouillait des rapports concernant la filature de trois terroristes déguisés en cochers de fiacre, son attention fut attirée par un nom qui, dans ces pages, revenait à plusieurs reprises : Philippovitch. L’auteur du rapport désignait ainsi un quatrième personnage, qui venait parfois s’entretenir avec les faux cochers.

Guerassimov convoqua ce policier : « Qui est ce Philippovitch ? Comment le connaissez-vous ? » Il fut très surpris d’apprendre que le Philippovitch en question avait été cinq ou six ans plus tôt au service de la police. Guerassimov n’avait jamais entendu parler de cet agent, dont le nom ne figurait pas non plus au fichier de l’Okhrana. Il finit par questionner son collègue Ratchkovsky, qui répondit à peu près : « Philippovitch ? Connais pas. »

Guerassimov et Ratchkovsky se détestaient cordialement, et le premier flaira que le second lui dissimulait quelque chose. Pour en avoir le cœur net, il prit la décision de faire arrêter le mystérieux Philippovitch.

Mis en présence du général, Philippovitch tempêta, affirma qu’il était un honorable ingénieur, qu’il possédait de hautes relations, et que cette affaire n’en resterait pas là.

— N’avez-vous pas travaillé pour la police ? lui demanda Guerassimov.

Interloqué, l’autre nia, sans trop de conviction. Guerassimov lui conseilla de réfléchir, et lui procura une cellule pour ses méditations solitaires. Au bout de deux jours, Philippovitch avait réfléchi.

— Je me rends, dit-il. Oui, j’ai été au service de la police, mais je ne m’expliquerai qu’en présence de mon ancien chef, Ratchkovsky.

L’explication fut orageuse. Philippovitch, après avoir donné sa véritable identité – Evno Azev – déversa un flot d’injures sur Ratchkovsky, très embarrassé.

— Vous m’avez laissé « choir », criait Azev hors de lui. Vous m’avez laissé sans instructions, sans argent. Toutes mes lettres sont restées sans réponse. À cause de vous, j’ai dû me lier aux terroristes et accepter leurs missions.

— Allons, allons, disait Ratchkovsky, calmez-vous, cher Eugène Philippovitch…

Guerassimov buvait du petit lait. Ratchkovsky était humilié en sa présence, il l’avait pris en flagrant délit de mensonge, et il se disait qu’Azev ferait un excellent agent.

Une des facultés les plus remarquables d’Azev était « son habileté à s’orienter rapidement dans les situations les plus compliquées[49] ». Il devina sans peine l’hostilité qui divisait ces deux hommes. Le moment était venu de faire l’étalage de ses dons. Comme Ratchkovsky lui proposait de reprendre du service, il explosa :

— Comme Gapone ? Vous savez où il est, Gapone ? Pendu au plafond dans une villa inhabitée, à la frontière de Finlande… Vous, Ratchkovsky, vous auriez connu le même sort, si vous aviez continué à avoir affaire à lui.

« C’était la première fois, dit Guerassimov, que nous avions des nouvelles de Gapone – dont le sort nous était resté inconnu[50]. » Grâce à Azev l’Okhrana retrouva en effet son corps, après un mois de recherches le long de la frontière de Finlande. Mais ce que Guerassimov ne soupçonnait pas, c’est qu’Azev avait largement contribué à faire pendre Gapone. Ce que Ratchkovsky ne pouvait deviner, c’est qu’Azev avait fait de son mieux pour que le policier qui lui avait « coupé les vivres » fût exécuté en même temps que le pope. Ayant été à la source du meurtre, il pouvait se permettre d’être à la pointe de l’information[51].

C’est ainsi qu’Azev rentra en grâces auprès de l’Okhrana, passant sous le contrôle du général Guerassimov. Celui-ci se méfiait de lui, et Azev n’avait plus la même liberté de manœuvre qu’autrefois. Dans cette période il accumula les dénonciations. Mais, peu à peu, il devenait indispensable. Jamais le général Guerassimov n’avait eu un agent aussi doué et aussi bien informé. Lorsqu’en 1907 le préfet de police von der Launitz fut abattu à coups de revolver par un inconnu qui se suicida aussitôt, la police se montra incapable d’établir l’identité du meurtrier. Sur décision des autorités judiciaires, on coupa cette tête, trouée à la tempe par la balle mortelle, et marquée par la blessure sanglante d’un coup de sabre. Puis cette tête d’inconnu fut déposée dans un bocal plein d’alcool et « exposée aux yeux du public aux fins d’identification[52] ». En vain. Azev était en voyage. Quand il revint : « Mais c’est l’« amiral » Eugène Koudriavstsev ! dit-il, il appartient au groupe Silberberg. » On conçoit que Guerassimov ait apprécié les services d’un tel homme à une époque où le président du Conseil Stolypine était constamment menacé.

Et ce fut le même Azev qui proposa au Comité Central des S.R. d’organiser un attentat contre le tsar à Revel. Fidèle à ses habitudes, il avertit en même temps l’Okhrana qu’un groupe installé en Finlande préparait le régicide.

Des précautions extraordinaires étaient prises pour assurer la sécurité de Nicolas II. L’itinéraire de celui-ci était minutieusement surveillé. À chaque déplacement, le protocole communiquait cet itinéraire au directeur du Département de la Police. Celle-ci procédait à une enquête, maison par maison, de façon à savoir quelles personnes logeaient le long du parcours. Si l’un des locataires figurait déjà sur un des graphiques de la « Chambre Secrète », on prenait aussitôt des mesures contre lui : haute surveillance ou arrestation préventive. L’Histoire toutefois ne rapporte pas que des précautions spéciales aient été prévues contre les pots de fleurs.

Averti, Guerassimov renforça les précautions. Mais ainsi qu’il ressort de ses Mémoires, il se fiait aveuglément à son indicateur.

Azev fit échouer le projet de Revel par un procédé bien dans sa manière. On ne savait si le tsar viendrait à Revel, port militaire, sur son yacht ou par la voie ferrée. Mais un complice haut

placé dans l'Administration des chemins de fer avertit Azev que c'était ce second itinéraire qui avait été retenu. Taisant le nom de son informateur, Azev fit savoir à l'Okhrana qu'il connaissait l'itinéraire choisi. Il communiqua la même information aux membres de l'*Organisation de Combat*, mais avec un retard suffisant pour que le train impérial eût déjà atteint Revel.

C'était un habile coup double. Auprès des socialistes-révolutionnaires, Azev confirmait l'importance des renseignements qu'il était capable d'obtenir. Guerassimov n'était pas moins stupéfait : Azev connaissait avant lui l'itinéraire adopté.

Un autre attentat fut aussitôt préparé : il offrait cet intérêt de prévoir la jonction entre l'organisation terroriste et le travail de masse chez les militaires. En effet, le tsar devait procéder au lancement d'un croiseur qui était en construction à Glasgow. Or, à bord de ce bateau, un cercle révolutionnaire avait été constitué ; Savinkov, qui avait accepté de reprendre du service, et Karpovitch vinrent sur place prendre contact avec les marins. Azev vint à son tour, et le matelot chargé de l'attentat fut désigné.

Il semble que cette fois Azev ait eu réellement le désir de réussir. Sans doute sentait-il la nécessité de ruiner par un coup d'éclat les soupçons qui à présent s'attachaient à lui.

Car déjà l'enquête qui permettrait de démasquer le plus célèbre provocateur de l'histoire révolutionnaire était sur le point d'aboutir.

C'était le fruit d'un lent, minutieux, obscur travail, mené par un seul homme : Bourtzev.

Bourtzev était un solitaire. Ce petit homme à tête grise, aux épaules étroites, dont le sourire découvrait des dents proéminentes, avait dans sa jeunesse pris part au mouvement révolutionnaire. Déporté en Sibérie pour quatre ans, il s'était réfugié à l'étranger après son évasion en 1888. Il y créa une revue où il défendait alors l'idée de faire revivre la *Narodnaïa Volia*.

Sympathisant du parti socialiste-révolutionnaire, il resta toutefois en marge de celui-ci. Il était hanté par l'étendue des ravages que l'activité policière provoquait dans les rangs des partis de l'opposition. Dans son journal *Byloie* (Le Passé), édité à Paris et un moment en Russie, il s'attacha à démasquer les provocateurs, accumulant sur les uns et sur les autres les observations et les renseignements.

Il devint ainsi l'as du contre-espionnage révolutionnaire. Il ne négligeait aucun contact, entretenant des intelligences avec des policiers révoqués, ou même avec des agents de l'Okhrana.

Quand il pensait avoir réuni assez d'indices contre quelqu'un, il l'accusait publiquement dans son journal. Il réussit ainsi à démasquer un assez grand nombre d'agents provocateurs. Dans cette recherche tâtonnante, où les preuves formelles étaient difficiles à établir, il n'était pas à l'abri de l'erreur. Une fois au moins cela tourna au drame : une femme injustement soupçonnée par lui se suicida.

Devant les succès remportés par l'Okhrana dans sa lutte contre les socialistes-révolutionnaires, les arrestations en masse, le démantèlement des organisations, Bourtzev acquit la conviction que le parti S.R. comptait un provocateur installé au Comité Central, ou très proche de lui. Gotz ? Azev ? Savinkov ? Guerchouni ? Bourtzev hésitait.

Malgré toute son habileté et ses précautions, les activités d'Azev n'avaient pas été sans provoquer des soupçons et des accusations. Déjà, en 1903, un étudiant l'avait accusé. Un jury d'honneur balaya ces « calomnies ». En 1905, après la liquidation du groupe S.R. de Pétersbourg, une lettre anonyme parvint à Genève au Comité Central, dénonçant comme policiers Azev et un nommé Tatarov. Le Comité ne retint que les accusations (justifiées) contre ce dernier, s'indigna qu'on pût soupçonner un « héros » tel qu'Azev. Et Savinkov fit abattre, à Varsovie, Tatarov par un terroriste qui, du même coup, blessa grièvement la vieille mère de

l'indicateur.

Découvertes, les activités de Tatarov servaient le jeu d'Azev. Son exécution le débarrassait d'un concurrent et lui assurait un nouveau répit contre les soupçons. Cependant, ici et là, les arrestations continuaient. En automne 1906, le Comité Central recevait une nouvelle lettre que lui adressait un policier d'Odessa. Celui-ci affirmait qu'un traître opérait au sommet du parti et demandait un entretien. Cette requête fut écartée.

L'année suivante, ce fut l'organisation S.R. de Saratov qui signala l'existence d'un traître, connu à la police sous le nom de Philippovitch. Elle donnait du personnage des caractéristiques physiques qui permettaient d'identifier Azev. Tchernov, Guerchouni et un troisième membre du Comité Central eurent connaissance de cette lettre. Pas plus que les précédentes, elle ne les ébranla. De tous, le plus indigné était Guerchouni : « Si tout cela se produit, – déclara-t-il –, c'est parce qu'Azev n'a jamais été arrêté. » On décida d'étouffer l'affaire.

Cependant, Bourtzev poursuivait ses recherches, aidé par le groupe S.R. de Paris, opposé au Comité Central. Et ses soupçons devinrent certitude après son entrevue avec un fonctionnaire de l'Okhrana, Bakaï.

Bakaï lui révéla qu'un provocateur haut placé chez les S.R. travaillait avec le général Guerassimov, sous le pseudonyme de Raskine. Bourtzev, après de longs recoupements, acquit la conviction que Raskine ne pouvait être qu'Azev. Il demanda alors à Bakaï (qui entre-temps avait quitté l'Okhrana) s'il connaissait Azev. Bakaï n'avait jamais entendu prononcer ce nom. Il connaissait en revanche très bien Savinkov, Tchernov et la plupart des chefs socialistes-révolutionnaires dont les photos et le signalement figuraient dans les fichiers de l'Okhrana. D'Azev, il ignorait tout.

— Comment ! s'exclama Bourtzev, – Azev est le véritable chef de l'*Organisation de Combat* !

Bakaï en doutait :

— S'il était le chef, je connaîtrais sûrement son nom, son signalement !

Et comme Bourtzev insistait :

— Dans ce cas, – dit-il, comme à la police il n'existe aucun document sur lui, qu'on ne possède pas sa photographie, qu'on ne le recherche pas, c'est que c'est sûrement un « collaborateur » de nos services.

Bourtzev n'avait plus de doutes. En mai 1908, il avertit le Comité Central qu'Azev était un provocateur. Le scandale, la colère lui répondirent : Bourtzev cherchait à discréditer le parti tout entier. Savinkov était parmi les plus indignés. On nomma toutefois une commission d'enquête qui rejeta les arguments de Bourtzev et des opposants de Paris.

Il en fallait davantage pour décourager Bourtzev. Il porta l'affaire devant l'opinion publique, en répétant ses accusations dans son journal *Byloie*. Le conflit prenait une tournure aiguë. L'affaire agitait tous les milieux émigrés. Elle éclaboussait le Comité Central, solidaire d'Azev. Le Comité décida de traduire Bourtzev devant une commission d'arbitrage et le somma d'y répondre de ses « calomnies ».

Un lundi d'octobre 1908, de bonne heure, une voiture s'arrête devant la porte d'un immeuble de la rue La Fontaine, à Paris, où loge Savinkov. Deux vieillards et une femme âgée, à la mine sévère, en descendent. Les deux hommes sont le prince Kropotkine, un des plus célèbres théoriciens de l'anarchie, et Lopatine, vieux militant révolutionnaire. La femme est Vera Figner, dans l'appartement de qui, près de trente ans plus tôt, les terroristes de la *Narodnaïa Volia* avaient mis au point le plan d'attentat contre Alexandre II. Ce sont les vétérans de la Révolution. Ils forment le tribunal qui va juger Bourtzev.

L'enjeu est grave. Bourtzev est en posture d'accusé. S'il ne peut faire la preuve de ses dires, il quittera l'appartement de la rue La Fontaine déshonoré. Et la suite ne fait de doute pour personne : tôt ou tard, il sera abattu.

Kropotkine, qui préside, assis dans le bureau de Savinkov derrière une petite table, entre Vera et Lopatine, déclare la séance ouverte. Devant le tribunal, Bourtzev fait face à Tchernov, Savinkov et Natanson, qui représentent l'accusation.

Tour à tour, Tchernov et Savinkov prennent parole. Le premier énumère les faits d'armes du chef de l'*Organisation de Combat* : les attentats qui se succédèrent tour à tour contre Plehve, contre le grand-duc Serge, contre le gouverneur de Moscou Doubassov, contre le ministre de l'Intérieur Dournovo, contre le général Milne, contre le traître Gapone, contre bien d'autres. Et en ce moment même, à l'heure où il était lâchement accusé, l'héroïque « Valentin » préparait l'attaque décisive contre Nicolas II.

Savinkov, qui a partagé avec lui bien des dangers, se porte garant de l'honneur d'Azev. En vérité, y a-t-il dans toute la Russie, révolutionnaire plus glorieux ? Comment croire après cela aux misérables calomnies d'un Bourtzev ?

Quand celui-ci prend à son tour la parole, il est évident qu'il aura une terrible pente à remonter pour convaincre le jury.

Il sort ses fiches. Il commence à parler dans un silence hostile et tendu. Il accumule les faits, les dates. Il dit comment dans son esprit, peu à peu, la certitude s'est faite sur l'existence de la provocation au centre même du parti, comment il a acquis la conviction que le traître ne peut être que le chef de l'*Organisation de Combat.* Il raconte par le menu ses entretiens avec Bakaï. Haussant le ton, il attaque. Pourquoi l'activité criminelle d'Azev a-t-elle été rendue possible ? À cause de la négligence criminelle du Comité Central. Citant toute une série de faits troublants, il montre que le C.C. s'est systématiquement refusé à toute vérification. Le Comité ne voulait rien voir, rien entendre. Pourquoi ? Parce qu'Azev lui rendait trop de services. Il recevait, de riches sympathisants étrangers, des subsides importants dont le Comité profitait.

Peu à peu, Bourtzev sent que le tribunal commence à être troublé par l'accumulation des charges qu'il a réunies. Il provoque alors un coup de théâtre :

— J'ai une révélation capitale à faire. Mais je demande que les socialistes-révolutionnaires ici présents donnent leur parole d'honneur qu'ils n'utiliseront pas ce que je vais dire sans le consentement du tribunal.

On le lui accorde.

— J'ai eu, dit-il, récemment un entretien avec l'ancien directeur du Département de la Police, Lopoukhine. Par lui, j'ai obtenu confirmation qu'Azev était un agent de l'Okhrana.

Lopoukhine était un adversaire de la révolution, mais ses tendances libérales lui avaient valu de connaître une certaine disgrâce dans les hautes sphères du régime. On le tenait pour un homme honnête et il bénéficiait dans les milieux de l'opposition d'un certain crédit[53] .

Bourtzev avait compris qu'à l'échafaudage d'indices rassemblés par lui il manquait l'élément décisif, le témoignage capital qui ferait éclater la vérité. Et il avait pris la résolution téméraire de l'obtenir de Lopoukhine. Apprenant que celui-ci voyageait dans le rapide de Berlin, il s'introduisit en gare de Cologne dans son compartiment, se fit connaître. Il lui exposa tout ce qu'il savait d'Azev, en ne citant que ses pseudonymes, lui révéla le rôle joué dans le meurtre de Plehve. Lopoukhine, qui avait été l'ami du ministre, pâlit. Bourtzev poursuivit son avantage en énumérant tous les attentats que Raskine ou Philippovitch avait inspirés, n'hésitant pas à lui révéler qu'en ce moment même l'agent n° 1 de l'Okhrana se préparait à tuer le tsar.

— Cet homme conclut-il, a causé autant de préjudice à l'Empire qu'au parti socialiste-

révolutionnaire. Sa vie n'est qu'un tissu de crimes et de trahisons. Aussi je vais vous poser une question. Je ne vous demande pas d'y répondre. Vous n'aurez qu'à me détromper si je suis dans l'erreur : Raskine, c'est Evno Azev, n'est-ce pas ?

Et Lopoukhine garda le silence.

Quand Bourtzev achève son récit devant le tribunal, il n'a pas encore gagné la partie. Mais il a créé le doute, disloqué un bloc hostile. Si Vera Figner reste méfiante, Lopatine est ébranlé. Tchernov et Natanson ne veulent rien entendre. Mais Savinkov commence à se poser des questions. En fin de compte, un point capital est acquis : on décide de suspendre l'enquête et de dépêcher un délégué du parti S.R. auprès de Lopoukhine, à Saint-Pétersbourg, pour obtenir confirmation.

Azev apprit cette démarche par Savinkov, sans que celui-ci, fidèle à sa parole, lui ait révélé l'identité de la personne qui en était l'objet. Mais il était assez subtil pour deviner qu'il ne pouvait s'agir que de Lopoukhine. L'inquiétude le tenaillait. Avant même que ne s'ouvrît l'enquête du jury il avait adressé une longue lettre à Savinkov pour se justifier des accusations portées contre lui. Cette lettre – monument de duplicité que nous ne pouvons reproduire ici en entier – était en fait une dernière tentative pour éviter la réunion du tribunal[54].

Azev prétexta un voyage urgent à Munich, fila à Saint-Pétersbourg, vit Guerassimov, le supplia d'intervenir auprès de Lopoukhine. Celui-ci fut inébranlable. Quelques jours plus tard il recevait un envoyé des socialistes-révolutionnaires, Argounov, confirmait son entretien avec Bourtzev, révélait les démarches que Guerassimov et Azev venaient de faire auprès de lui.

Plus rien ne pouvait empêcher Azev d'être démasqué. Ce qui l'avait protégé jusqu'alors, ce n'était pas seulement, comme le soutenait Bourtzev, l'indulgence du Comité Central, mais la contradiction qui est au cœur de toute activité clandestine. Celle-ci réclame entre les conspirateurs une confiance mutuelle. Les soupçons et la méfiance sécrètent dans leurs rangs un poison terrible. Mais si la confiance s'égare, elle constitue pour le provocateur un merveilleux écran.

C'est cet écran que Bourtzev avait eu tant de mal à déchirer. Ses démarches, d'ailleurs, présentaient nécessairement un caractère ambigu. Il accusait. Mais de qui tenait-il ses preuves ? D'un policier, comme Bakaï. Pour démasquer un provocateur il devait avoir recours à des sources suspectes, à des confirmations puisées chez l'ennemi. C'était de sa part une démarche logique, car la police, pas plus que la conspiration n'est un bloc rigoureusement monolithique. De même que la première exploite les divergences de la seconde, les faiblesses, les rancœurs ou la turpitude de certains de ses membres, de même la logique de l'action pousse les révolutionnaires à s'infiltrer au cœur de l'appareil ennemi, à surprendre ses secrets, à jouer des rivalités et des intrigues qui s'y déroulent, à profiter des amertumes et des haines que provoquent les blâmes, les disgrâces, les ambitions déçues[55]. Mais la valeur de ces renseignements reste souvent entachée par le caractère suspect de la source. Celui qui en fait état n'est-il pas lui-même victime d'un piège, ou complice d'une machination ?

Dans le cas d'Azev, ses exploits, sa renommée, lui servaient d'armure. La police pouvait difficilement soupçonner qu'il était le premier des terroristes ; les révolutionnaires, qu'il était leur plus perfide ennemi. À chaque partie, il fournissait ce qu'elle attendait : à l'une, un flot de renseignements, à l'autre, une moisson d'attentats. Pour décrypter ce personnage, il manquait une clé essentielle : savoir qu'il dupait les uns et les autres.

Mais à partir du moment où la méfiance s'attachait à lui, Azev était perdu. On vérifia son emploi du temps lors de son prétendu voyage à Munich. On s'aperçut qu'il avait menti, qu'il mentait encore lorsque, interrogé, il prétendit avoir séjourné à Berlin. Et comme Lopoukhine

était de passage à Londres, Savinkov et Tchernov allèrent le voir. Ils sortirent de cette entrevue convaincus de la culpabilité d'Azev. Savinkov commença à prendre des mesures pour le faire abattre.

Mais le Comité Central commit l'erreur de convoquer Azev pour un ultime interrogatoire. Azev promit de venir, s'éclipsa la nuit suivante, se réfugia à Berlin auprès de sa maîtresse, voyagea dans différents pays pour brouiller les pistes. Il finira par mourir à Berlin, le 24 avril 1918, d'une néphrite. On n'inscrivit pas de nom sur sa tombe : seulement un numéro – 446.

À ceux qui doutaient encore, sa fuite apporta la preuve irréfutable.

Aujourd'hui ne subsiste sur son compte qu'un mystère : le secret de sa prodigieuse duplicité. Était-il poussé par le seul esprit de lucre ? Mais pourquoi cet acharnement contre Plehve ? Juif, voulut-il lui faire payer les pogroms dont on le rendait responsable ? N'était-il dans cette affaire – comme le pensait Bourtzev – que l'instrument d'un autre policier, Ratchkovsky, qui désirait se venger de Plehve ? A-t-il agi poussé par un désir sadique de jouer avec les uns et les autres et de s'enivrer de sa propre puissance ? Ou bien fut-il pris au piège de son infâme métier, dupant la police pour ne pas éveiller les soupçons des révolutionnaires, et ceux-ci pour garder la confiance de la police, frôlant sans cesse la catastrophe, n'y échappant qu'à coups de mensonges, englué lui-même dans les toiles qu'il avait tissées ?

Qu'au début de sa « carrière », il ait savouré ce jeu, c'est possible. Mais à sa fin, il n'est plus qu'un joueur d'échecs poussé vers le mat, et dont les coups sont « forcés ». L'attentat contre l'empereur n'est sans doute qu'une parade désespérée pour éteindre ces rumeurs mortelles qui s'attachent à lui : que le succès couronne cette tentative et le voici invulnérable !

Dans son livre, Guerassimov dit de lui qu'il méprisait les hommes. Et de même Netchaïev. Paradoxalement, le traître absolu et le lutteur irréductible se rejoignent sur ce point. C'était le mépris des hommes qui incitait Netchaïev à mentir ; mais, dans son esprit, le mensonge n'était qu'un moyen au service d'une cause qui le dépassait. Azev ne ment que pour lui-même. Pour assurer ses intérêts et sa sécurité personnelle ? Ou pour trouver dans l'exercice de cette duplicité quelle trouble jouissance ? Peu avant de mourir, il accepte d'entrer au service de la Wilhelmstrasse. À la même époque, il note sur un carnet ses états d'âme : « Après la prière, je me sens réconforté… J'ai eu un malheur, le plus terrible des malheurs que puisse supporter un homme innocent. » Qui veut-il encore duper ? Sa maîtresse, lui-même, la postérité ?

Avec lui la police perdait son meilleur agent[56].

Le parti socialiste-révolutionnaire, lui, était perdu. Jusqu'à la guerre il ne se relèvera pas de ce scandale. Le Comité Central en sortit déconsidéré. La commission d'enquête constituée sur cette affaire par le parti porta dans ses conclusions, en 1911, un dur jugement :

> Azev grandit et devint un homme irremplaçable, providentiel, qui seul était capable de réaliser la terreur… Les rapports des chefs du parti avec Azev étaient empreints d'une sorte d'hypnose collective, qui s'était développée sur le terrain de cette idée que la lutte terroriste devait être, non seulement quelque chose de nécessaire, mais encore devait dominer l'activité du parti.

Toutes les organisations du parti socialiste-révolutionnaire en Russie et à l'étranger furent secouées de durs remous, qui précipitèrent leur désagrégation.

C'est en vain que Savinkov voulut prendre la tête d'une nouvelle organisation terroriste. Il ne fit rien. On l'accusa de dilapider les fonds du parti, et au bout d'un an d'inaction le Comité Central lui coupa les vivres. Pourtant au Ve Conseil du parti, Tchernov affirmait encore que la terreur était indispensable :

> La terreur, disait-il, c'est une espèce de lutte armée, une espèce de guerre… Nos méthodes pour conduire la guerre terroriste doivent être vues au niveau de la technique moderne de la guerre. Or cette technique ne reste pas immobile (Tchernov parle ici des progrès techniques de l'armement)… La terreur sera la terreur, au véritable sens du mot, au

> cas seulement où elle équivaudra à l'application révolutionnaire de la plus haute science technique au moment donné[57].

Ce n'était plus que du verbiage. Les attentats sont de plus en plus rares. Un envoyé du parti en Russie, Zenzinov, constate que les organisations se décomposent. Les rencontres avec les vieux militants sont les plus décevantes. L'accueil est froid, méfiant. Les interlocuteurs invoquent toute sorte de prétextes pour se dérober aux tâches qu'on leur propose. Il devient difficile d'obtenir un logement, et même une simple adresse, « on a le sentiment manifeste, note Zenzinov, que la trahison d'Azev a creusé un sillon profond dans la psychologie des travailleurs du parti[58] ». Désormais on vit des traîtres partout. Ainsi, la terreur S.R. s'achevait sur une faillite. Elle avait certes porté au régime des coups très durs, mais plus spectaculaires qu'efficaces. Elle n'avait que rarement été cette arme qui devait s'articuler, selon un plan établi, aux autres formes d'actions. Elle fut plutôt une succession de coups violents, mais décousus, d'entreprises d'une grande audace, servies par d'éminents courages mais qui n'aboutissaient pas. Dans le duel acharné qui avait opposé les terroristes à l'Okhrana et qui dans les années 1905-1907 avait pris la forme d'une véritable guérilla, les bombes et les coups de revolver s'étaient montrés en définitive moins redoutables que le cauteleux système de la délation. Dans les provinces, il restait toujours des policiers, des gendarmes et même des indicateurs pour assurer la défense de l'Empire.

C'est une erreur de croire que les policiers des services spécialisés ne sont pas courageux. S'ils n'ont pas la flamme des révolutionnaires, ils sont tenus par l'esprit de corps. Face à l'assaut révolutionnaire, l'Okhrana tint bon. Elle pouvait se permettre de perdre des hommes, dans la mesure où les survivants n'étaient pas démoralisés par la terreur et gardaient confiance dans la survie du régime[59]. Un seul espion lui permettait de neutraliser ou de liquider tout un comité. Et quand le traître principal eut enfin été découvert, ce succès même entraîna la déroute des révolutionnaires.

Quand en 1905, l'Empire avait tremblé sur ses bases, les socialistes-révolutionnaires n'avaient joué qu'un rôle de second plan. C'est que le terrorisme pratiqué par un petit noyau, voué à d'infinies précautions, isolait en définitive celui-ci des masses combattantes. L'*Organisation de Combat*, à cet égard, représentait la pointe extrême de cet isolement. Elle formait un commando d'élite qui ne quittait sa base à l'étranger que pour porter un coup rapide, se disperser et se replier aussitôt. C'était le tsarisme qui faisait figure d'assiégé, exposé à des attaques difficilement prévisibles. Mais c'étaient en réalité les terroristes qui n'effectuaient que de brillantes « sorties », selon le mot de Plekhanov.

Et quand les S.R. avaient compris la nécessité d'organiser l'action à l'intérieur de l'armée, d'aménager les liaisons entre le terrorisme et les cercles militaires, de transformer les actes isolés en guerre de partisans, il était trop tard. La vague de 1905 retombait, le parti allait vers son déclin. Il faudrait la guerre pour redonner ses chances à la révolution.

Vera Zassoulitch, passée aux sociaux-démocrates, avait en 1890 porté ce jugement sur l'action de la *Narodnaïa Volia :*

> La terreur était un orage violent, mais dans un espace enfermé. Les vagues montaient haut, mais l'agitation ne pouvait pas se répandre.

Cette image pouvait encore s'appliquer au terrorisme socialiste-révolutionnaire.

Cependant, Lénine ne partageait pas tout à fait, ni le jugement de Plekhanov, ni celui de Vera Zassoulitch.

Souvenez-vous que le jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée.

LÉNINE.

CHAPITRE IV
LÉNINE ET LE « SOUTERRAIN »

Lénine et le « Dimanche Rouge ». – Instructions à ses partisans : des armes ! – Débuts d'un conspirateur. – Un parti de révolutionnaires professionnels. – Trotski condamne la terreur. – Le point de vue de Lénine. – L'insurrection de Moscou : consignes aux combattants. – Plekhanov : « Il ne fallait pas prendre les armes ! » – Réplique de Lénine. – Les détachements de combat bolchevik. – Une « troïka » terroriste : Lénine, Bogdanov, Krassine. – Les « ex- ». – Opérations au Caucase. – Un terroriste prudent : Staline. – Un combattant exceptionnel : Kamo. – L'« ex- » de Tiflis. – Où Litvinov se fait pincer. – Fausse monnaie. – Le scandale de la succession Schmitt. – Lénine renonce au terrorisme. – La carrière d'un provocateur : Malinovski. – L'Okhrana fait élire Malinovski à la Douma. – Lénine refuse de croire que Malinovski est un traître. – Terrorisme léniniste et terrorisme S.R. – Importance de la phase terroriste dans le parti bolchevik.

Conduits par le pope Gapone, deux cent mille travailleurs de Saint-Pétersbourg marchèrent vers le Palais d'Hiver. Ils étaient sans armes, ils chantaient *Dieu protège le Tsar*. Gapone, qui avait organisé la manifestation, avait préparé une requête, ou plutôt une supplique : « Nous ne demandons pas grand-chose, la réduction de la journée de travail à huit heures, la fixation de salaire quotidien à un rouble… Ne refuse pas d'aider ton peuple… Détruis le mur qui se dresse entre toi et ton peuple[60] … »

Mais le tsar avait quitté Saint-Pétersbourg. L'ordre était entre les mains des généraux, des chefs de la police et de son oncle le grand-duc Vladimir. Les troupes chargèrent, dispersèrent l'énorme foule, la fusillèrent à bout portant, abattant femmes et enfants au hasard des coups de feu :

> Refoulée légèrement, écrit l'anarchiste Voline, par chaque salve, comme par une rafale de vent, en partie piétinée, étouffée, écrasée, elle se reformait aussitôt après sur des cadavres, sur des mourants, sur des blessés, poussée par des masses nouvelles qui arrivaient toujours par derrière… Et de nouvelles salves secouaient de temps en temps cette masse vivante d'un frisson de mort[61] …

Il y eut, dit-on, jusqu'à cinq cents morts et trois mille blessés.

Lénine vivait à Genève. Le lundi matin, il se rendait à la bibliothèque en compagnie de sa femme quand ils furent hélés dans la rue par le couple des Lounatcharski qui, très ému, leur apprit les événements de la veille. Tous quatre se rendirent dans un restaurant, où ils savaient pouvoir retrouver d'autres bolcheviks. Chacun était bouleversé par la soudaineté dramatique de cette manifestation. Pour saluer les victimes, on chanta la *Marche funèbre révolutionnaire*, admirable chant au rythme lent et profond.

Lénine, toutefois, n'était pas homme à s'attarder dans le pathétique. Du Dimanche Rouge, il retint deux choses : *primo :* de grands événements approchaient ; *secundo :* les masses du 9 (22)

janvier 1905 s'étaient heurtées sans armes aux fusils et aux baïonnettes du pouvoir.

Il rentra chez lui et commença à rédiger son prochain article : « L'armement du peuple, écrivit-il, est devenu une tâche immédiate. » Il délaissa quelque peu ses habituelles statistiques économiques et commença à traduire en russe *Du combat de rues*, ouvrage du général communard Cluseret, se plongea dans Clausewitz, relut ce que Marx et Engels avaient écrit sur l'art de l'insurrection. Quelques mois plus tard il expédiait à ses partisans en Russie lettres sur lettres, toutes pleines de recommandations pressantes les invitant à s'armer.

> Je vois avec horreur, avec une véritable horreur que voilà plus d'un an que nous parlons de bombes sans qu'aucune ait été fabriquée… Ne faites pas de formalités, pour l'amour de Dieu. Crachez sur tous les plans, envoyez toutes les *fonctions*, les droits, les *principes* au diable. Ne demandez pas aux gens de s'inscrire au Parti. Dans un soulèvement armé, c'est une demande absurde… La seule condition, c'est qu'on puisse leur faire confiance contre la police ; et qu'ils soient prêts à combattre les troupes du tsar…

Et à la même époque :

> Donnez à chaque groupe des formules de bombes courtes et simples… Ils doivent commencer leur entraînement militaire immédiatement, en liaison directe avec des actions de combat pratiques. Quelques-uns, sans tarder, tueront sur place un espion ou feront sauter un commissariat de police ; d'autres organiseront une attaque contre une banque, afin de s'emparer de fonds pour le soulèvement…
>
> … L'indispensable est de commencer tout de suite l'instruction par l'action. Ne craignez pas ces tentatives d'agression. Elles peuvent naturellement dégénérer. Mais ce sera le mal de demain ; notre inertie, notre doctrinarisme, voilà le mal d'aujourd'hui. Que chaque détachement fasse lui-même l'apprentissage, ne serait-ce qu'en assassinant les agents de police{62} …

Et quelques jours plus tard c'est un nouveau flot d'instructions pour la formation des détachements de combat. Qui les composera ? Ces hommes habitant à proximité les uns des autres et qui peuvent ainsi se joindre rapidement. Ils doivent prévoir tout de suite signaux aux fenêtres, cris ou coups de sifflet conventionnels pour se reconnaître dans la foule, signes de reconnaissance pour les rencontres nocturnes. Ils n'ont pas d'armes ? Qu'ils s'en procurent en s'attaquant à un agent ou à un cosaque isolé ! En attendant l'insurrection armée, ils doivent « s'atteler » à toutes sortes de travaux préparatoires : recherche de munitions, de logements propres aux combats de rues ou à l'hébergement ; tentatives pour se procurer les plans des prisons, des postes de police, des ministères, pour nouer des contacts avec le personnel de la police, des banques, des postes télégraphes, etc…, pour reconnaître l'emplacement des dépôts d'armes. « Il y a là », écrit Lénine « du travail à foison et du travail où chacun peut être d'une immense utilité, même sans avoir la moindre aptitude pour le combat de rues, même les gens débiles, les femmes, les adolescents, les vieillards… » Ceux-ci peuvent toujours porter un pli, ou même, d'une fenêtre, projeter sur l'ennemi des pavés ou de l'eau bouillante.

Ainsi, Lénine n'est pas de ceux qui se contentent de dessiner les grandes lignes d'une stratégie, et s'en remettent aux lieutenants et aux caporaux pour le soin d'élaborer les détails. Il n'y avait pas pour lui de petits détails.

La carrière de Lénine comme conspirateur débuta assez tôt mais jusqu'en 1905 elle se borna à la diffusion de propagande illégale. Il avait environ vingt-deux ans quand il prit dans ce domaine ses premières leçons auprès des « anciens » de la *Narodnaïa Volia*. C'était en 1892, à Samara, ville sans étudiants, sans prolétariat, donc paisible, et où pour cette raison, le pouvoir expédiait en résidence forcée les détenus politiques libérés du bagne. Le jeune Oulianov, lui, y faisait ses premières armes comme avocat, métier qu'il troquera assez tôt contre celui de révolutionnaire professionnel.

C'est à Samara que Vladimir Oulianov lut pour la première fois un ouvrage de Plekhanov *Nos Différences* et se rallia au marxisme. Mais, en même temps, il rendit fréquemment visite aux vieux militants de la *Narodnaïa Volia*. Ces hommes, qui formaient une communauté fermée,

ressassant leurs souvenirs, accueillirent volontiers ce jeune homme sérieux, frère du célèbre Alexandre qui avait péri sur l'échafaud.

La nostalgie de la révolution manquée n'attirait pas ce garçon pratique qu'était déjà Lénine. Il venait là avec un but précis : acquérir la technique de l'illégalité auprès de ceux qui en avaient l'expérience. Il bombardait ses hôtes de questions sur tout ce qui concernait le « souterrain » (faux passeports, mots de passe, encre secrète, recrutement des illégaux, cloisonnement, lutte contre les provocateurs). Et quand il jugea que sa moisson était faite, il cessa, vers la fin de son séjour, de fréquenter ces vieux combattants, héroïques, mais rejetés par l'Histoire, et qui ne pouvaient plus rien lui donner.

Trois ans plus tard, à Saint-Pétersbourg, Lénine et sa future femme, Kroupskaïa, s'efforçaient de diffuser les idées révolutionnaires chez les travailleurs que secouait une vague de grèves. En même temps, il transmettait aux émigrés les leçons apprises chez les « vieux » de la *Narodnaïa Volia.* C'est ainsi qu'il écrivait à Axelrod :

> Mélangez des cristaux de bichromate de potassium ($CR^{2}O^{7}K^{2}$) à l'encre ; utilisez du papier plus fin ; utilisez une colle liquide, pas plus d'une cuillère à café d'amidon pour un verre d'eau, ou de la fécule – la farine ordinaire est trop épaisse[63]…

À Saint-Pétersbourg, un de ses camarades, le docteur Mikhaïlov, écoutait ces leçons avec autant d'intérêt que Lénine lui-même en avait montré pour les propos des proscrits de Samara. Puis le docteur rentrait chez lui et adressait un rapport circonstancié à l'Okhrana. Évidemment, la manière de se défendre contre les provocateurs n'était pas tout à fait au point. Du reste, comme nous le verrons, Lénine manque toujours sur ce plan de réussite.

Aussi, en décembre 1895, Lénine et la plupart des membres de son groupe se retrouvèrent en prison. Mais les murs n'étaient pas faits pour interrompre complètement ses activités. Dans les reliures des livres qu'il recevait et retournait à ses expéditeurs, il dissimulait des messages, ou, en marquant certaines lettres de ces ouvrages, correspondait en langage chiffré. Il avait recours aussi à l'écriture sympathique, en utilisant comme liquide du lait. Des petits godets de pain dur lui servaient d'encrier. À la moindre alerte, il avalait l'encre et son récipient. « Aujourd'hui, j'ai mangé six encriers », écrit-il dans le *post-scriptum* d'une de ses lettres secrètes[64].

C'est après cette « pause » forcée que Lénine partit pour Genève, où il retrouva le brain-trust des sociaux-démocrates : Plekhanov, Axelrod-Deutsch. Il arriva, précédé de sa réputation de théoricien, auréolé par la prison, mais aussi avec – ce qui le distinguait de ses camarades – le sens aigu de la conspiration et la volonté de faire du parti social-démocrate, une minorité secrète, disciplinée, hiérarchisée.

Dès le premier numéro de l'*Iskra* (L'Étincelle), il exposa les tâches, urgentes selon lui, du mouvement : pour guider la classe ouvrière, il fallait une avant-garde socialiste et celle-ci devait être constituée de gens qui « consacreraient à la révolution non seulement leurs soirées libres, mais leur vie tout entière ».

C'était amorcer la définition du révolutionnaire professionnel, développée plus largement dans son ouvrage *Que faire ?* Conçu par Lénine, le parti était une société secrète dirigée par un Comité Central, qui communiquait ses directives aux Comités régionaux ou locaux. L'armature de ce parti était formée par des gens qui faisaient de la révolution un métier.

Dans cette petite armée, chargée d'entraîner les masses au combat, Lénine pensait que s'abolirait toute distinction entre ouvriers et intellectuels. À ceux qui lui objectaient que ce parti étroitement centralisé risquait d'être décapité et liquidé par la police, il ripostait qu'« il est beaucoup plus difficile de se saisir d'une dizaine de bonnes têtes que d'une centaine d'imbéciles ». Réponse qui ne manquait pas de logique, mais d'une logique que la police devait à

plusieurs reprises réfuter.

Qu’est-ce qui différenciait l’organisation social-démocrate de cette époque (les années 1900) de la *Narodnaïa Volia* ou du parti socialiste-révolutionnaire ? Le sens de la conspiration, la technique clandestine, la centralisation étaient, à des nuances près, les mêmes. Ce n’était pas non plus la première fois qu’une organisation illégale assurait la subsistance de ses cadres. Mais Lénine, ici, codifiait en quelque sorte une pratique et, par-là, lui attribuait une importance nouvelle. Et à cette date, la conspiration léniniste se distinguait des socialistes révolutionnaires en écartant le recours à la terreur.

Les marxistes de la social-démocratie repoussaient la terreur et nous avons déjà cité à ce sujet les jugements de Plekhanov et de Vera Zassoulitch. C’est toutefois chez Trotski que nous trouverons plus tard la réfutation la plus élaborée du terrorisme :

> L’attentat terroriste, écrit Trotski, même réussi, provoque-t-il un trouble dans les cercles dominants, ou non ? Cela dépend des circonstances politiques concrètes. En tout cas, ce trouble ne peut être que de courte durée ; l’État capitaliste ne s’appuie pas sur des ministres et ne peut être détruit avec eux. Les classes au service desquelles il est, trouveront toujours des hommes nouveaux, le mécanisme reste entier et continue son travail. Mais le trouble que l’attentat terroriste apporte dans les rangs des masses ouvrières elles-mêmes est beaucoup plus profond. S’il suffit de s’armer d’un revolver pour arriver au but, pourquoi donc les efforts de la lutte de classes ? Si l’on peut intimider de hauts personnages par le fracas d’une explosion, pourquoi donc un parti{65} ?

Pour le marxiste Trotski, la terreur est donc une arme qui prend pour objet l’effet et non la cause. Elle détruit des capitalistes, non le capitalisme qui sécrète aussitôt des remplaçants. Elle se retourne contre ceux qui l’emploient et ne fait que retarder l’organisation des masses, outil véritable de la révolution.

Lénine n’a jamais adopté un point de vue aussi systématique. S’il rejette l’emploi de la terreur au début du siècle, c’est simplement que cette méthode de lutte lui semble inopportune. Dès mai 1901, il écrivait :

> Nous n’avons jamais rejeté le principe de la terreur et nous ne le ferons jamais. La terreur est une forme d’opération militaire qui peut être utilement employée, ou qui peut être essentielle à certains moments de la bataille ; mais le problème est que la terreur est à présent recommandée non point comme l’une des opérations que la troupe en campagne doit accomplir en contact étroit avec le gros de l’armée et en harmonie avec le plan général de la bataille, mais comme attaque individuelle, complètement isolée de toute armée… C’est pourquoi nous déclarons que, dans les circonstances présentes, une telle méthode de combat est inopportune et hors de saison ; elle distraira les combattants les plus actifs de leur tâche présente… et brisera non point les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires{66}. »

Il est remarquable de constater que c’est cette conception que Lénine applique dès qu’il constate, après la manifestation de Saint-Pétersbourg, que les masses se mettent en mouvement. C’est alors qu’il presse ses partisans de se procurer d’urgence « fusils, revolvers, bombes, couteaux, gourdins, chiffons trempés d’huile pour allumer des incendies, cordes ou échelles de corde, pelles pour dresser des barricades, cartouches de dynamite, fils de fer barbelés, clous contre la cavalerie »… Bertram Wolfe écrit avec raison que « nul autre leader, ni Trotski – qui devait organiser l’Armée Rouge, ni Rosa Luxembourg – qui devait diriger le soulèvement Spartacus en Allemagne, ni à coup sûr aucun porte-parole menchevik, n’aurait pu rédiger de telles instructions[67] ».

Si Lénine, à l’époque, donne tant d’importance à ses instructions « techniques », c’est qu’il ne doute pas que l’insurrection soit proche, et que l’événement l’a surpris. La manifestation de Gapone, les grèves qui ont suivi dans une centaine de villes, l’agitation dans les villages, les émeutes, les tentatives de soulèvement de certaines garnisons, la mutinerie du *Potemkine*, la misère engendrée par la guerre russo-japonaise, la lassitude qu’elle provoque, tout révèle que l’Empire chancelle. Mais pour tous les émigrés, cette révélation est une surprise. Coupés de la réalité russe par l’exil, empêtrés dans leurs querelles, leurs luttes de tendances, de fractions, leurs

interminables controverses, ils ont été pris de court par la grande vague de 1905, Lénine comme les autres. Il pense qu'il faut mettre les bouchées doubles.

Pourtant, Lénine ne jouera aucun rôle dans le cours des événements de 1905. Il s'attarde à Genève, tandis que Trotski, revenu en Russie, s'impose et devient le leader des Soviets qui se constituent. Et dans les Soviets, ce sont les mencheviks qui dominent. Ce sont eux, en définitive, qui auront la charge principale de diriger l'insurrection de Moscou en décembre.

Cette insurrection emprunte son style à la fois au terrorisme et à la guérilla. Elle relève du terrorisme dans la mesure où les opérations sont menées par des équipes de quelques hommes (trois, cinq, dix, parfois deux) qui n'abattent qu'un petit nombre d'adversaires, de la guérilla parce que ces coups de mains, au lieu d'être des actes isolés, sont commis simultanément et obéissent plus ou moins à un plan d'ensemble. Pour mieux en juger, il convient de citer ici les instructions qui furent diffusées aux combattants :

Aux ouvriers insurgés.

Camarades,

Les combats de rue entre les ouvriers insurgés et la police soutenue par les troupes ont commencé. Si vous ne vous conformez pas à certaines règles, de nombreux camarades combattant pour la liberté peuvent périr dans cette lutte. L'*Organisation de Combat* près le *Comité Moscovite du Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe* s'empresse de vous indiquer ces règles et vous prie de vous y conformer rigoureusement :

1° *Règle principale : N'agissez pas en foule.* Groupez-vous en petits détachements de trois ou quatre personnes, pas plus. Mais il faut que ces détachements soient aussi nombreux que possible et que chacun d'eux apprenne à attaquer rapidement et à disparaître aussi rapidement. La police voudrait avoir devant elle une foule compacte pour la faire fusiller et sabrer à loisir par un détachement d'une centaine de cosaques. Il est plus difficile de tirer sur une personne que sur une centaine, surtout lorsque cette personne, après avoir déchargé son arme sur l'ennemi, disparaît aussitôt. Dans ce cas, la police et les troupes sont impuissantes, et il faut que toute la ville de Moscou soit remplie de ces petits détachements insaisissables ;

2° *Autre règle : N'occupez pas de positions fortifiées.* Les troupes arriveraient toujours à s'en emparer ou à les démolir par le feu de l'artillerie. Que vos forts soient les cours des maisons et tous les lieux d'où l'on peut facilement tirer et où l'on peut facilement disparaître. Si les troupes s'emparaient d'un tel lieu, elles n'y trouveraient rien, tout en perdant beaucoup de monde. Il leur est impossible de s'emparer de tous ces lieux, car il faudrait pour cela placer des cosaques dans chaque maison ;

3° Par conséquent, camarades, si quelqu'un vous invite à vous rendre en foule dans un lieu quelconque, ou à occuper des positions fortifiées, considérez-le comme un fou ou comme un agent provocateur. Si c'est un fou, ne l'écoutez pas ; si c'est un provocateur, tuez-le. Dites-vous bien, et dites aux autres qu'il est plus avantageux d'agir isolément ou par groupes de deux ou trois personnes, que seule la police a intérêt à nous voir groupés en foule pour pouvoir nous exterminer en bloc ;

4° Évitez également de vous rendre maintenant aux grands meetings. Des meetings, nous en organiserons bientôt dans un État libre, mais actuellement il nous faut combattre, et seulement combattre. Le gouvernement le comprend très bien et il se sert de nos meetings pour nous frapper et nous désarmer ;

5° Rassemblez-vous plutôt *par petits groupes pour pouvoir tenir conseil sur l'action à mener dans votre rayon* et dispersez-vous, enfuyez-vous dans les cours à la première apparition des troupes. Une fois dans la cour, tirez, lancez des pierres sur les cosaques et ensuite passez dans les cours voisines et disparaissez ;

6° Faites soigneusement la distinction entre vos ennemis conscients et vos ennemis inconscients. Exterminez les premiers, ménagez les seconds. Tant que cela est possible, *ne tirez pas sur l'infanterie.* Les soldats sont les enfants du peuple et ce n'est pas de leur gré qu'ils marchent contre le peuple. Ce sont les officiers et le haut-commandement qui les excitent contre le peuple. *C'est contre les officiers, contre les chefs que vous devez diriger vos efforts.* Chaque officier conduisant ses soldats contre les ouvriers est l'ennemi du peuple et se met hors la loi, et il ne faut pas hésiter à le tuer ;

7° *Ne ménagez pas les cosaques.* Ils sont couverts du sang du peuple ; ils sont les ennemis jurés des ouvriers. Qu'ils s'en aillent dans leur région, où ils ont leurs terres et leurs familles, ou qu'ils restent dans leurs casernes. Mais dès que vous les verrez dans la rue, à pied ou à cheval, armés ou non, traitez-les en ennemis du peuple et exterminez-les sans pitié ;

8° En ce qui concerne les dragons et les patrouilles : attaquez-les et exterminez-les ;

9° Dans la lutte contre la police, agissez de la façon suivante : *exterminez tous les gradés supérieurs, jusqu'au commissaire de quartier.* En ce qui concerne les agents, désarmez-les, et arrêtez-les ; il ne faut tuer que ceux qui sont connus par leur cruauté et leur ignominie. Quant aux autres, obligez-les à nous servir au lieu de servir la police{68} ;

10° *Défendez aux Dvorniks* (concierges) *de fermer les portes cochères.* Cela est très important : veillez à ce que cette disposition soit observée. Les Dvorniks qui n'obéissent pas à vos ordres doivent être punis ; *en cas de récidive, tuez ceux qui vous résistent.* Obligez les Dvorniks à vous servir au lieu de servir la police. Dans ce cas, chaque cour

pourrait vous servir de refuge et d'embuscade.

L'Organisation de Combat près le Comité Moscovite
du Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe.

Diffusez ce tract, collez-le sur les murs, donnez-le aux passants[69].

Pour l'essentiel, ces instructions prescrivent des opérations de harcèlement et des actes de terrorisme *sélectif* (officiers, cosaques, gradés de la police…). Tentatives de neutralisation de certaines fractions de l'armée (l'infanterie, à cause de son recrutement populaire), mobilité, effets de surprise, éparpillement après l'action, refus du combat en masse où les révolutionnaires seraient écrasés, tels sont les traits caractéristiques de cette tactique. On trouve là en germe les méthodes de lutte insurrectionnelle des bolcheviks, appliquées dans les diverses tentatives insurrectionnelles de l'Internationale communiste, et poursuivies sous l'occupation, à partir de 1941.

Il fallut de rudes batailles de rues – notamment dans le quartier ouvrier de Presnaïa, pour que le général Doubassov réussisse à venir à bout des insurgés. On compta un millier de morts et de blessés, beaucoup plus que lors de l'insurrection victorieuse d'octobre 1917. De cet échec, les mencheviks tirèrent cette leçon : l'insurrection avait été prématurée. « Il ne fallait pas prendre les armes ! affirma Plekhanov. – Au contraire, répliqua Lénine, il fallait prendre les armes plus résolument, plus énergiquement et avec plus d'agressivité. » Et il entreprit de démontrer pourquoi l'entreprise avait échoué. On ne pouvait rien contre l'armée ? Mais justement, les insurgés n'avaient pas fait les efforts nécessaires pour faire passer l'armée de leur côté. Sans doute, il y avait eu des exemples de fraternisation. Mais quand le général Malakhov avait fait cerner des troupes hésitantes par ses dragons… « nous, nous n'avons pas fait cerner Malakhov et ses gens par des lanceurs de bombes. Nous aurions pu et dû le faire, et depuis longtemps déjà, la presse social-démocrate avait dit que l'extermination impitoyable des chefs civils et militaires est un devoir en temps d'insurrection. » En dépit des « ricanements » de certains sociaux-démocrates la nouvelle tactique des petits détachements mobiles composés de quelques hommes était parfaitement adéquate. « Moscou a fait apparaître cette tactique, mais ne l'a pas développée, ne lui a pas donné une extension assez large, n'en a pas fait une véritable tactique de masse… [70] »

Loin d'être découragé par l'échec, Lénine pense que la voie à suivre consiste à préparer les conditions de la nouvelle insurrection : « Nous devons rattraper le temps perdu… en propageant cette expérience dans les masses… Et la guerre de partisans, la terreur générale qui se répandent partout en Russie presque sans interruption depuis décembre, contribueront incontestablement à enseigner aux masses la juste tactique de l'insurrection.

« *La social-démocratie doit admettre cette terreur exercée par les masses et l'incorporer à sa tactique*, tout en l'organisant et en la contrôlant, en la subordonnant à l'intérêt et aux exigences du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire…[71] »

Dans un autre article, paru également en 1906 et intitulé « La guerre des partisans », Lénine complète cette conception. Il pense que le prolétariat se trouve engagé dans « une guerre civile prolongée » embrassant tout le pays… cette guerre ne peut être conçue autrement que comme une série de grands combats peu nombreux, séparés par des intervalles assez grands, *et une masse de petites escarmouches dans l'intervalle.* S'il en est ainsi, la social-démocratie doit absolument se proposer de créer des organisations aussi aptes que possible à conduire les masses à la fois dans ces grands combats et, si possible, dans ces petites escarmouches[72]. »

C'est à diriger ces petites escarmouches que Lénine va s'attacher dans les années qui vont suivre. Les mencheviks ont une autre conception. Ils préconisent le noyautage des syndicats

ouvriers, le travail dans les grandes organisations de masse, un parti largement ouvert à tous ceux qui veulent y entrer. Ces points de vue s'affrontent au congrès de Stockholm (1906). Lénine est battu. La terreur est condamnée. Toutefois, un amendement autorise le recours à la violence *pour des opérations défensives contre la police, ou contre les organisations réactionnaires, comme les « Cent Noirs »*[73]. Pour Lénine, cette concession est bien suffisante. Il trouvera toujours le moyen d'expliquer que ses hommes n'ont fait que se défendre.

Lénine s'employa donc à constituer et à animer des détachements de combat bolcheviks et se trouva ainsi engagé dans la même lutte que les Socialistes-Révolutionnaires ou les Maximalistes, avec lesquels les équipes bolcheviks conclurent à plusieurs reprises des accords de fait.

Au point de vue du nombre des opérations terroristes, les années 1906 et 1907 représentèrent un sommet. L'agitation, nous l'avons dit, avait gagné la périphérie de l'Empire. En Russie proprement dite, après l'échec de la grève générale de Saint-Pétersbourg et de l'insurrection de Moscou, quantité de gens avaient intérêt à ne pas reparaître à leur domicile ou chez leur employeur ; grévistes mis sur la liste noire ou recherchés comme meneurs, combattants des barricades, soldats et marins déserteurs, évadés, insurgés d'un jour qui avaient pris goût à l'aventure révolutionnaire ; sans compter tous ceux qui, pour une raison ou une autre, n'avaient pas comme on dit, la conscience tranquille. Tous ces hommes se cherchèrent, se trouvèrent, vinrent grossir les équipes de combat des socialistes-révolutionnaires, des Maximalistes ou des Bolcheviks, ou choisirent de se liguer pour les hasards du pur banditisme.

Pour diriger cette guerre « d'escarmouches » Lénine organisa à l'intérieur de la fraction bolchevik un comité secret chargé des affaires militaires et financières. Trois hommes le composaient : Lénine, Bogdanov et Krassine.

Bogdanov, médecin, sociologue, philosophe, économiste, est le type même de ces intellectuels russes qui apportèrent une contribution importante à la conspiration révolutionnaire. On ne peut en effet comprendre l'activité clandestine des partis d'opposition, si on néglige l'appui que leur apporta l'*intelligentzia* russe. Cet appui fut tantôt moral, tantôt financier, tantôt se traduisit par une participation effective à l'action révolutionnaire. Même quand l'*intelligentzia* réprouvait la terreur, elle se refusait à la stigmatiser ouvertement. Des intellectuels, des financiers, des industriels libéraux fournirent leur obole aux caisses clandestines des socialistes-révolutionnaires ou de la social-démocratie. D'autres procuraient aux clandestins des lieux de refuge, servaient d'intermédiaires pour certaines opérations, ou prêtaient leur appartement pour des rendez-vous secrets.

Bogdanov, lui, qui avait été un des deux délégués bolcheviks au Soviet de Moscou, ajoutait à ses activités littéraires le contrôle des équipes bolcheviks dans l'Oural.

Quant à Léonide Krassine, futur ambassadeur du gouvernement soviétique à Londres, il fut le véritable homme-orchestre de l'action clandestine. Ingénieur, sa qualité de technicien lui permettait de fréquents voyages et il usa largement de ces facilités pour organiser l'action souterraine. Dès 1900, il vint au Caucase, où il fut l'un des principaux animateurs de l'imprimerie clandestine de Bakou. En même temps, il s'occupait de la contrebande de brochures clandestines, des faux passeports, de la collecte des fonds chez les riches libéraux.

Gorki qui le rencontra vers 1903 a tracé de lui ce portrait :

> … Maigre et osseux, un air subtil… Quand on le voyait, les lèvres serrées, les narines dilatées et le front carré, creusé par une ride profonde, révélaient un homme doué d'un charme russe, en même temps que d'une énergie qui n'avait rien de russe…

Cet homme sut pousser très loin l'art du secret. Pendant quatre ans, ni ses collègues du Caucase, ni les travailleurs de l'usine qui l'employait, ni la police, ne soupçonnèrent que

l'ingénieur Krassine devenait, à ses heures de loisir, l'agitateur Nikititch. Il donnait si bien le change qu'au cours d'une grève les ouvriers qu'il avait sous ses ordres allèrent jusqu'à réclamer son déplacement. À cette époque, étant donnée la vigilance policière, quatre années d'action continue sans attirer l'attention constituaient un exploit assez rare.

Aujourd'hui encore toute une partie de son activité secrète reste inconnue. Dans son *Staline*, Boris Souvarine souligne qu'à la mort de Krassine, un de ses compagnons, l'ingénieur Krijanovski, écrivit : « Même à présent, l'heure n'est pas venue de déchiffrer complètement le travail souterrain de Léonide Borissovitch{74} … » Mais on sait qu'il organisa un laboratoire de bombes (qui fournit en particulier celle que les Maximalistes utilisèrent pour leur attentat à la villa de Stolypine) ; qu'il s'occupa de l'achat et du transport d'armes ; qu'il mit sur pied un cours d'instructeurs pour les détachements de combat. Employé plus tard en Allemagne par la firme Siemens-Schuckert, il y poursuivit ses activités illégales. Un de ses rêves était de mettre au point une bombe de poche « de la taille d'une noix », qui pourrait être une arme redoutable pour le combat de rues. Sur ce point, il devait échouer.

Lénine appréciait de tels hommes, dont le comportement et la psychologie offraient peu de traits communs avec ceux des mencheviks. Leur style de vie, leur conception du parti, les distinguaient au moins autant que leurs interminables controverses idéologiques.

La « troïka » Lénine-Bogdanov-Krassine choisissait des agents qui organisaient les liaisons avec la Russie et la contrebande. Ceux-ci, à leur tour, désignaient des délégués régionaux, qui sélectionnaient sur place les hommes des équipes de combat. Ce cloisonnement rigoureux était destiné, dans l'esprit de Lénine, à contrarier les entreprises de la police. Mais comme la sélection s'opérait du sommet vers la base, elle imposait avec sa discipline rigide, un type d'organisation qui n'avait que de lointains rapports avec la structure démocratique.

Si les détachements de combat avaient pour but de harceler l'ennemi, en attendant le retour de l'incendie révolutionnaire, ils avaient aussi une autre mission, qui devait bientôt devenir leur tâche principale : se procurer des fonds.

La conception même des révolutionnaires professionnels supposait un budget minimum susceptible de les faire vivre. Bien qu'en général leur rétribution ait été fort modeste, l'activité illégale, avec ses achats d'armes, ses faux passeports, ses déplacements multiples en Russie et à l'étranger, ses opérations de contrebande, la diffusion de la propagande, ne pouvait se satisfaire des simples cotisations{75}. La partie principale des fonds fut pendant longtemps fournie par les dons des riches sympathisants de Russie ou de l'étranger. L'industriel millionnaire Morozov versait chaque mois, par l'intermédiaire de Krassine, 2 000 roubles au parti social-démocrate. Maxime Gorki collectait chez les intellectuels. Ziliacus, de son côté, avait procuré aux socialistes-révolutionnaires, après l'attentat contre Plehve, des subventions importantes venues d'Amérique. Les bolcheviks recevaient encore de l'argent d'une source restée mystérieuse et qu'ils désignent dans leur correspondance comme « la mine d'or de Californie{76} ».

Ces sources finirent par se tarir, soit parce que les donateurs se lassèrent des éternelles luttes de fractions entre bolcheviks et mencheviks, soit que la défaite de 1905 les ait découragés. Puisqu'on ne donnait plus rien, ou du moins puisqu'on ne donnait plus assez, Lénine pensa qu'il fallait chercher l'argent là où il était, c'est-à-dire chez l'ennemi. Ce fut la période des « expropriations », les « ex- », par abréviation.

À vrai dire, ces actes s'organisèrent spontanément, sur place, sans directives. Lénine ne les ratifia qu'après coup, fidèle à sa formule célèbre selon laquelle « le marxisme ne repousse aucune forme de lutte », qui lui avait déjà servi à justifier le terrorisme.

Pour subsister, les bandes illégales attaquèrent des banques, des trains, des fourgons postaux,

voire des particuliers (industriels ou riches commerçants). Tous les groupes terroristes, socialistes-révolutionnaires, maximalistes lettons, socialistes polonais, socialistes fédéralistes, anarchistes, bolcheviks, y eurent recours. Les « expropriations » se déroulèrent dans ce climat de désordres qui suivit la Révolution de 1905. En Lettonie, le parti social-démocrate, assez formaliste, délivrait des quittances après chaque opération{77}. À Moscou, en 1906, vingt socialistes-révolutionnaires pillèrent une banque et raflèrent 875 000 roubles. À Pétersbourg, leurs rivaux maximalistes, pour ne pas être en reste, réussissaient un coup de main retentissant sur une société de Crédit Municipal. En Pologne, les hommes de Pilsudski totalisaient une centaine « d'ex- » petites ou grandes, et, en 1908, une équipe de *boieviki* investissait une gare sur la ligne Pétersbourg-Varsovie, s'emparait du train-poste et emportait, dit-on, 2 400 000 roubles…

Les expropriations étaient une suite logique de la lutte illégale. On était en guerre avec le régime, on le tenait pour un pouvoir d'usurpateurs et d'exploiteurs. N'était-il pas conséquent, pour continuer la bataille, de le déposséder d'une partie des ressources détenues par lui ? Ainsi devaient raisonner ces hommes. Déjà, en 1878, un groupe de « mercantilistes » avait décidé de se procurer de l'argent par ce moyen. Le groupe, utilisant la compétence technique de cambrioleurs, dévalisa en 1879 la banque de Kherson.

Le terme même « d'expropriation » montre le souci des révolutionnaires de justifier ces coups de main et de les distinguer du simple banditisme. Peu à peu, par abréviation, on se contenta de parler d'« ex- ». On distinguait les grandes « ex- », destinées à alimenter les caisses centrales des organisations, et les petites « ex- » qui permettaient aux équipes d'assurer leur propre financement.

« Ils (les bolcheviks) employaient ce mot avec gravité, sans plaisanter le moins du monde… », écrit Bertram Wolfe{78}. Les groupes bolcheviks opéraient surtout en Oural – région que contrôlait Bogdanov, aidé par un guérillero audacieux : Lbov – et au Caucase. Le Caucase se prêtait particulièrement bien à ce genre d'activités. Le banditisme y était de tradition et la population accordait volontiers son soutien aux « brigands », tout comme la contrebande va de soi pour certaines populations frontalières.

En outre, ces coups de mains s'effectuaient dans un contexte de semi-révolte. Selon le bolchevik Makharadzé{79}, 1 150 actes de terrorisme furent commis au Caucase de 1904 à 1908. Et, sur l'ensemble du territoire russe, les années 1906 et 1907 furent prodigues en actes terroristes et en « ex- ». Au seul mois d'octobre 1906, on compta 121 actes terroristes, 47 combats avec la police et 362 « ex- ». En quatre mois, 2 118 fonctionnaires ou employés de la police furent tués ou blessés{80} .

Au Caucase, les mencheviks étaient nettement majoritaires mais les bolcheviks, peu nombreux, leur étaient nettement supérieurs en matière de conspiration : Staline, Enoukidzé, Tsintadzé, Kamo…

Le rôle terroriste et expropriâtes de Joseph Djougachvili, dit Sosso, puis Koba, avant de devenir célèbre sous le nom de Staline, est certain, mais reste encore enveloppé de mystère. Celui que Lénine appelait alors « le merveilleux Géorgien » était un homme d'une extrême prudence, déjà « tapi dans ses secrets et dans sa ruse ». Il n'apparaît pas sur l'avant-scène du terrorisme. À l'arrière-plan, on devine sa présence occulte, derrière une série d'exécutants. Par éclairs on le surprend donnant un conseil ou un ordre. Dans ses Mémoires, un bolchevik du Caucase, Tsintadzé, le montre ordonnant l'exécution d'un général : « Si dans la semaine Djordjachvili ne met pas à exécution le meurtre de Giraznov, nous t'en chargerons et il te faudra, à cette fin, grouper quelques terroristes sélectionnés{81}. » C'est là un bref aperçu de ses

capacités. Puis le voile retombe.

Un socialiste-révolutionnaire, Verechtchak, qui le connut en prison dans la province de Vologda, au nord de Moscou, note chez lui une « aptitude « à frapper secrètement par les mains d'autrui tout en passant inaperçu… Jamais il ne fut impliqué dans les poursuites, bien que faux-monnayeurs et expropriateurs fussent emprisonnés avec lui. Par surcroît, il vitupérait de la plus insolente manière les socialistes-révolutionnaires pour leur action terroriste et expropriatrice{82} ».

Koba-Staline trouva dans la personne de Kamo un prodigieux homme de main, prêt à affronter les périls que lui-même préférait esquiver – non par lâcheté, mais par souci de se garder disponible pour des tâches plus importantes. Kamo (de son vrai nom Ter-Petrossian) était le fils d'un marchand arménien de Gori, ville natale de Staline. Celui-ci devint son précepteur et le convertit au socialisme.

Kamo était un grand gaillard, doué d'un courage à toute épreuve, à la fois simple et rusé, généreux, mais implacable. Il devint très vite un conspirateur irremplaçable. En 1906 et 1907, il accomplit plusieurs voyages à Saint-Pétersbourg et en Finlande, où Lénine s'était installé, pour y recevoir les missions (en général des transports d'armes) que lui confiait la « Troïka ». Kroupskaïa a relaté dans ses *Souvenirs* une de ses pittoresques apparitions :

> Vêtu d'un costume caucasien, ceint d'une cartouchière, il portait dans une serviette un objet d'une forme ronde. Chacun dans le restaurant s'arrêta de manger… « Il a apporté une bombe !… » Mais c'était une pastèque et des noisettes sucrées comme cadeau à Vladimir Ilitch et à moi. « C'est ma tante qui les a envoyées », expliqua-t-il plutôt timidement{83} .

La première « ex- » de Kamo rapporta 15 000 roubles. Mais ses compagnons et lui-même n'en continuaient pas moins à vivre de sommes infimes, de l'ordre de 50 kopecks par jour. Avec six camarades il formait une communauté très étroite qui occupait à Tiflis deux pièces dans une grande maison géorgienne. Tous étaient fort peu érudits en matière de marxisme. Mais ils vouaient un culte à Lénine, toujours prêts à se sacrifier pour la cause, ou l'un pour l'autre, impitoyables si le parti l'exigeait. Et le parti, c'était souvent Staline.

La vie de Kamo forme un extraordinaire roman et on a pu le comparer tantôt à Robin des Bois, tantôt à Rocambole. Après plusieurs succès, il est pris, s'évade, va retrouver Lénine en Finlande. Celui-ci l'expédie en Belgique où il doit aider « Papacha », c'est-à-dire Litvinov, futur ministre des Affaires étrangères de Staline, à faire de la contrebande d'armes. Ce petit Litvinov, dès cette époque, n'est pas dépourvu d'aplomb. Il commande des armes aux fabriques d'État du Danemark en se faisant passer pour officier équatorien. Puis Kamo et lui achètent un yacht à Fiume, et entreprennent la traversée de la mer Noire pour gagner le Caucase. Malchance : le yacht s'échoue, des pêcheurs roumains raflent les armes, les deux compères se retrouvent en prison à Constanza (Roumanie).

Dans la vie d'un conspirateur, la prison, surtout étrangère, n'est guère qu'une mauvaise case sur ce jeu de l'oie dont le terme est le pouvoir. Voici Kamo de nouveau au Caucase utilisant les bombes fournies par Krassine, et nul, certes, ne saurait supposer que le distingué ingénieur et le rude Arménien sont liés par les nœuds de la conspiration. C'est là que Kamo va accomplir, en 1907, son plus célèbre exploit, l'« ex- » de Tiflis.

À vrai dire, l'opération elle-même fut menée non par les bolcheviks mais par un autre groupe clandestin : les socialistes-fédéralistes. Mais Kamo y joua un rôle décisif.

En juin 1907 un matin, à Tiflis, sur la place Erivan pleine de monde, un brillant officier circule au milieu de la foule. D'un air mystérieux, il chuchote aux passants qu'ils auraient intérêt à ne pas rester là. Cet officier, c'est Kamo qui, en prévision de ce qui va se passer, cherche à éviter qu'il y ait trop de victimes. D'autres *boieviki* – et parmi eux deux femmes – sont répartis

tout autour de la place. Ils savent par Kamo que ce jour-là 315 000 roubles doivent être convoyés de Saint-Pétersbourg à la Banque de Tiflis dans une voiture escortée de deux gardiens et cinq cosaques.

Un des conjurés contourne la place en déployant un journal. C'est le signal : « La voiture est en vue ! » La voici qui, entourée de cavaliers et dans un nuage de poussière, aborde la place. Les *boieviki* lancent leurs bombes. Deux explosions. Deux autres encore. Des portes sont arrachées, des vitres se brisent. Accroissant le tumulte, coups de fusil et de revolver éclatent. Dans la foule de ceux qui n'ont pas écouté les sages conseils du « Capitaine » Kamo, c'est la panique. Les gens se bousculent, crient, se réfugient dans les boutiques. Sur le pavé gisent les corps des cosaques tués ou blessés. Mais la voiture, dont l'attelage s'emballe, poursuit sa route, traverse la place, emportant le trésor convoité.

Le coup serait manqué, si, au dernier moment, un des conjurés, au risque d'y laisser la vie, ne jetait sa bombe sous les jambes des chevaux. Un de ses camarades surgit, saisit dans les débris de la voiture le sac où l'argent est entassé. Pendant ce temps Kamo, grimpé sur sa propre voiture, profère cris et jurons, tire des coups de revolver comme un vrai capitaine résolu à faire face aux bandits. Ce numéro cesse dès que le sac aux 315 000 roubles lui est apporté. Il fouette ses chevaux et disparaît.

Par les soins de Kamo l'argent fut caché, à l'intérieur d'un divan, dans le bureau du directeur de l'Observatoire de Tiflis. Pourquoi cette cachette ? On doit se rappeler ici qu'un rapport de police signalait que Staline avait été employé à cet Observatoire. Bien que ce point n'ait pas été éclairci, il est plausible de croire qu'il ne fut pas étranger au choix de ce lieu de recel. Une fois de plus, l'ombre de Koba apparaît furtivement.

Les socialistes-fédéralistes, qui avaient fourni les troupes, furent les dindons de cette rafle. Les bolcheviks empochèrent l'argent et opérèrent une seconde « ex- », cette fois au détriment des premiers expropriateurs. Toutefois la suite de l'affaire fut pour eux moins heureuse.

Pas plus que les socialistes-révolutionnaires, ils n'étaient à l'abri des provocations policières. Kamo, le premier, en fit l'expérience quelques semaines plus tard quand, déguisé une fois encore en officier, il eut franchi la frontière, emportant avec lui une boîte à chapeaux bourrée de billets de 500 roubles. Il débarqua à Berlin chez un homme de confiance de Lénine, le docteur Jitomirski. Malheureusement, le docteur était aussi un agent de l'Okhrana. Il avertit à la fois la police russe et la police allemande, et Kamo fut arrêté.

En même temps, Lénine avait chargé plusieurs de ses partisans de changer les billets de 500 roubles dans diverses banques d'Europe et, pour superviser cette opération délicate, c'était encore le fidèle « docteur » qu'il avait choisi. Celui-ci s'empressa de communiquer aux banques et aux diverses polices les numéros des billets et le signalement des futurs démarcheurs. On les arrêta les uns après les autres, et parmi eux, Litvinov, qui se fit « pincer » à Paris avec une très grosse somme.

Il y eut pire : une histoire de fausse monnaie dont l'infatigable docteur vendit la mèche. Des stocks de papier à billets furent, en effet, saisis par la police. On identifia l'acheteur : c'était l'honorable ingénieur Krassine, représentant à l'époque de la firme allemande bien connue Allgemeine Elektrische Gessellschaft. Une partie de ce papier avait déjà été expédiée à Lénine en Finlande par l'intermédiaire du quotidien social-démocrate allemand *Vorwaerts*. La direction de ce journal croyait faciliter l'expédition de littérature clandestine. On se doute qu'elle n'apprécia guère d'être mêlée à une affaire de fausse monnaie.

L'« ex- » de Tiflis, les faux billets, les arrestations des démarcheurs, provoquèrent un affreux scandale dans les milieux socialistes européens. Les mencheviks criaient plus fort que tout le

monde, et d’autant plus qu’ils en voulaient à Lénine de s’approprier des sommes considérables grâce auxquelles il renforçait sa fraction.

Sur la question des « ex- », les partis d’opposition avaient toujours été divisés. Les S.R. ne les admettaient que sous le contrôle du Comité Central, contrôle assez inopérant. Les mencheviks, y étaient résolument hostiles. Ils invoquaient l’effet désastreux sur l’opinion publique, le parti que tirait le gouvernement de ces actes qui lui permettaient de multiplier les jugements sommaires et de faire figurer, sur les même bancs, politiques et droit-commun. En outre, les « ex- », la terreur, compromettaient l’action légale à l’intérieur des syndicats dont les mencheviks étaient partisans.

Et, par-dessus tout, attisant les rancœurs, le produit des « ex- » permettait aux bolcheviks d’assurer leur propagande, de rémunérer les révolutionnaires professionnels, et même de payer les voyages des délégués pour les congrès.

Selon le menchevik Dan, le Centre Bolchevik fournissait chaque mois 1000 roubles au Comité de Petrograd, et 500 au Comité de Moscou. Mais le Comité Central du parti S.D. ne disposait guère que de 100 roubles par mois[84].

D’après un autre témoin de cette époque, Soulimov, qui participa aux « ex- » de l’Oural, les équipes de combat de cette région envoyèrent, en 1906 et 1907, 40 000 roubles au Comité de District Bolchevik, et 60 000 environ au Comité Secret. Avec ces ressources, les bolcheviks publiaient trois journaux pour le seul district, payaient les frais de voyage des délégués au Congrès de Londres, finançaient l’école des instructeurs militaires de Kiev et des lanceurs de bombes de Lemberg, assuraient le passage des frontières pour la propagande et les fugitifs.

Effectivement, les délégués bolcheviks se trouvèrent plus nombreux que les mencheviks à Londres, en 1907.

Ce fut à ce congrès que l’écrivain Maxime Gorki, qui s’employait à trouver chez les intellectuels des subventions pour les sociaux-démocrates, rencontra Lénine pour la première fois et l’entendit s’exprimer à la tribune « de son ton guttural » :

> Il me parut, écrit Gorki, qu’il parlait mal, mais au bout de quelques secondes je fus, comme tout le monde, tout entier à ce qu’il disait. C’était la première fois que j’entendais traiter si simplement ces questions politiques si compliquées… Il fut interrompu par des cris de haine… Un grand individu barbu bondissait sans arrêt de son siège et bégayait : « P-petites intrigues… Il joue à de p-petites intrigues ! Blanquiste ! » Cette explosion d’hostilité ne paraissait guère avoir d’effet sur lui[85].

Mais ce tumulte – tout le Congrès se déroula d’ailleurs dans un houleux climat de controverse – avait une raison précise : on discutait justement des bandes armées et des « ex- », condamnées déjà l’année précédente à Stockholm, et Lénine était sur la sellette.

La situation pouvait être pour lui incommode. Elle ne pouvait guère entamer sa résolution. Il savait que pour une organisation le contrôle des fonds est capital. Et il n’était pas homme à reculer devant les moyens pour les obtenir. Contre cela, les cris de ses adversaires ne pouvaient rien. Ni tout ce que l’on disait ou écrivait sur le côté « sordide » de ces affaires. Il n’était pas emprunté non plus pour tourner les résolutions adoptées contre lui dans les congrès. C’est ainsi qu’il trouvera un moyen bien simple pour poursuivre les « ex- » quand le scandale sera devenu trop grand : avant de faire une opération, les bolcheviks des détachements de combat donnaient leur démission du parti. On peut voir là l’amorce de la fameuse section « hors-cadres » des différents partis communistes.

Puisque l’argent joue un grand rôle dans ces querelles, il convient de raconter ici une pittoresque histoire de détournement de fonds qui devait envenimer un peu plus les rapports.

Un des industriels qui avaient subventionné le parti social-démocrate, un certain Schmitt, fut arrêté après l’insurrection de Moscou et se suicida en prison. Avant de se tuer, il avait légué par testament sa fortune au parti social-démocrate. Lénine, toujours bien informé, apprit l’existence

de ce testament avant les mencheviks et jugea que cette somme serait plus utile s'il en disposait entièrement que s'il la partageait avec des incapables.

Il y avait toutefois une difficulté. Schmitt laissait deux filles, qui devenaient après sa mort ses héritières légales. Lénine dépêcha auprès d'elles un avocat, membre de sa fraction, qui séduisit l'ainée et l'épousa. La première partie de sa mission était remplie. Il n'accomplit pas tout à fait la seconde, ne versant à la caisse du Comité Secret qu'un tiers de l'héritage de l'ex-Mlle Schmitt. Lénine ne l'entendait pas ainsi. Il fit appel à un autre bolchevik, un certain Taratouta, dit « Victor ». Celui-ci jugea que puisque l'aînée était prise il fallait s'occuper de la cadette, dont il devint l'amant. Les affaires du parti n'en étaient guère plus avancées, car Victor, étant illégal, ne pouvait contracter mariage. C'est pourquoi *il* appela à la rescousse un autre bolchevik dévoué, Ignatiev, qui avait la chance de posséder un casier judiciaire vierge. Et un mariage fictif fut bel et bien conclu entre ce dernier et Mlle Schmitt cadette. Après quoi, la part d'héritage qui revenait à celle-ci passa entre les mains du Comité Secret.

Victor, toutefois, n'était pas satisfait. Il alla trouver l'avocat, qui était en quelque sorte son beau-frère de la main gauche, et lui fit entendre que les détachements de combat pourraient bien s'intéresser à lui s'il ne restituait pas l'argent dont il était le détenteur. C'est à ce moment que les mencheviks eurent vent de la chose. Ils portèrent plainte devant l'Internationale socialiste, qui constitua un Comité d'Honneur secret. Lénine dut rendre une partie du « sale » argent, selon l'expression employée par Clara Zetkin, future cofondatrice de l'Internationale communiste. Il réussit toutefois par la suite à se débrouiller pour le « récupérer ».

Lénine finit cependant par renoncer au terrorisme et aux « ex- », mais pour des considérations tout autres que morales. Il avait cru qu'une nouvelle insurrection était proche. Plus le temps passait, plus cette perspective s'éloignait. Il décida alors de se prononcer pour une participation au travail de la Douma, combinant ainsi les activités légales et les activités clandestines. Krassine et Bogdanov, partisans de la poursuite du terrorisme, rompirent avec lui.

Cette scission dut coûter à Lénine. Mais quand il avait décidé qu'il fallait renoncer à telle ou telle tactique, aucune considération de sentiment ou d'amitié ne pouvait le faire changer d'avis. Il se mit donc à polémiquer contre Bogdanov avec autant d'ardeur qu'il en avait montré contre Plekhanov, Martov ou Trotski.

Ce qui ne l'empêcha pas d'ailleurs d'expédier le brave Kamo, en 1912, sur une route du Caucase afin de procurer, par la bonne vieille méthode des « ex- », quelques roubles au parti alors désargenté. Le coup rata, Kamo se fit prendre, faillit y laisser la vie[86].

En créant sa fraction de révolutionnaires professionnels, Lénine pensait éviter ainsi les provocations de l'Okhrana. Sur ce point, son échec fut total et on ne peut passer sous silence cet aspect de l'action clandestine.

Nous avons déjà vu le rôle joué par le docteur Mikhaïlov, qui fit arrêter Lénine, puis par le docteur Jitomirski. Ce ne furent pas les seuls agents que l'Okhrana réussit à placer dans son entourage. Déjà l'éditeur qui finança le premier organe marxiste légal, *Natchalo*, l'avait fait avec les fonds de la police. Par la suite, on retrouve partout des indicateurs. À un congrès bolchevik secret réuni par Lénine à Prague on compta, sur vingt-huit délégués présents, quatre provocateurs. En dépit des précautions prises, l'Okhrana ne lâche pas Lénine.

Le plus célèbre de ses agents auprès de lui fut Roman Malinovski.

C'était un ouvrier d'origine polonaise, robuste, le teint coloré, buvant sec, violent orateur, et sachant par là en imposer à son entourage. Et comme il avait quelques besoins d'argent, et quelques condamnations sur son casier judiciaire pour délits de droit commun commis dans sa jeunesse (dont une pour vol avec effraction), l'Okhrana jugea que ce garçon, qui s'était en 1902,

engagé dans le mouvement ouvrier, avait toutes les aptitudes requises pour faire un excellent indicateur.

Avec l'aide de ses « patrons », Malinovski (dit le « Tailleur ») devint secrétaire des ouvriers métallurgistes de Saint-Pétersbourg. Puis, en 1911, il reçut la consigne d'entrer en contact avec Lénine, afin de contrecarrer les tentatives d'unification entre mencheviks et bolcheviks.

Dans un milieu où les intellectuels étaient plus nombreux que les ouvriers, ce rude prolétaire avait de quoi séduire Lénine. Pour favoriser son ascension, l'Okhrana eut recours à sa méthode habituelle : arrêter les hommes qui pouvaient gêner son avancement.

Lénine avait tellement confiance en Malinovski qu'il lui proposa d'être le candidat du parti à l'élection de Moscou. Ce fut une singulière campagne électorale qui s'effectua sous le double patronage, déclaré des bolcheviks, clandestin de l'Okhrana. En définitive, ce fut l'appui de l'Okhrana qui fut décisif. Grâce à elle, le candidat obtint le certificat de bonne vie et mœurs indispensable à tout candidat, et se vit débarrasser de ses plus dangereux rivaux, opportunément coffrés. Tout faillit cependant échouer, par la faute d'un fâcheux contremaître, qui s'était mis en tête de chasser Malinovski de l'entreprise où il travaillait. Or, pour être candidat ou électeur, il fallait justifier de six mois de présence chez le même employeur. L'Okhrana para ce coup imprévu que les bolcheviks n'auraient sans doute pu empêcher. On arrêta le contremaître ; on le relâcha après les élections, avec des excuses pour cette « regrettable erreur ».

Malinovski fut élu triomphalement. Son salaire fit un bond : de cinquante roubles à cinq cents roubles. L'Okhrana exultait. Lénine de même :

> C'est la première fois, écrivait-il, qu'il y a parmi les nôtres, à la Douma un leader ouvrier de premier plan. Il lira la Déclaration[87] . »

Il s'employa aussitôt à effectuer la scission du groupe parlementaire social-démocrate. C'était exactement ce que souhaitait l'Okhrana. Le directeur adjoint de la police écrivait au ministre de l'Intérieur : « La situation de la fraction est désormais telle qu'il paraît possible d'amener les bolcheviks à scinder la fraction en bolcheviks et mencheviks. Lénine est un partisan de cette scission. Voyez sa lettre. »

L'Okhrana cherchait à maintenir les adversaires du régime dans le plus grand état de division possible. Lénine de son côté, pour d'autres motifs, était partisan de cette division. La scission eut lieu.

Il s'ensuivit une situation paradoxale. Malinovski renseignait la police. Il connaissait tous les secrets du parti, puisqu'il devait finir par siéger au Comité Secret en compagnie de Kroupskaïa, Zinoviev et Kamenev, ces deux derniers ayant remplacé Bogdanov et Krassine. En Russie, il visitait les centres bolcheviks et les arrestations suivaient son passage, après le délai convenable pour égarer les soupçons. Trésorier de la *Pravda*, organe bolchevik, il transmettait à la police les comptes du journal, noms et adresses des souscripteurs, et quand il lui arrivait de verser quelque obole au parti, il n'omettait pas de présenter sa note de frais quai Fontanka.

Mais, d'un autre côté, il lisait à la tribune les discours rédigés par Lénine, ou du moins soigneusement corrigés par lui. Tout était parfait, quand Lénine-Malinovski se déchaînaient contre les libéraux ou les mencheviks. Mais quand l'orateur apostrophait le pouvoir, dénonçait les tares du régime, ces messieurs de la police grimaçaient devant certains passages subversifs. On disait à l'homme aux cinq cents roubles qu'il fallait faire des coupures. Celui-ci rétorquait que Lénine ne l'admettrait pas. Insistait-on ? On l'exposait aux pires dangers, etc. Le plus souvent le discours passait tel quel.

Tout comme Azev, Malinovski servait ainsi les desseins de l'Okhrana et les desservait, mais plutôt du fait de sa situation que de son propre mouvement. Et, comme Azev, il finit par être

démasqué.

Un haut fonctionnaire de la police était hostile au rôle qu'on faisait jouer au provocateur : il avertit les mencheviks. Boukharine de son côté[88], qui avait été arrêté à Moscou juste après une entrevue avec Malinovski, s'ouvrit de ses soupçons à Lénine.

Il s'attira une furieuse réplique : une « immonde » campagne était organisée contre le « merveilleux » Roman. Si Boukharine avait le malheur de s'y joindre, lui, Lénine, n'hésiterait pas à le dénoncer publiquement comme un traître. Boukharine se le tint pour dit.

Mais, un beau jour, ce fut le scandale. En mai 1914, brusquement, sans avoir averti ni le Comité Central ni la fraction parlementaire bolchevik, Malinovski démissionna de la Douma et s'enfuit à l'étranger. Peu avant, il avait prononcé à la tribune un virulent discours, accusant avec audace le régime d'employer des agents provocateurs.

Pourquoi se livra-t-il à cet éclat ? Voulait-il exercer sur l'Okhrana une sorte de chantage ? Celle-ci en tout cas réagit aussitôt en avertissant le président de la Douma que son honorable collègue avait été l'employé de la police. L'agent était « grillé ».

Il peut paraître incroyable que les yeux de Lénine ne se soient pas enfin ouverts. Il n'en fut rien. Malinovski, qu'il vit après sa fuite, lui expliqua qu'il avait été condamné dans sa jeunesse pour tentative de viol, et que la police l'avait menacé de rendre la chose publique s'il ne donnait pas sa démission. Au lieu de tenir l'individu au moins pour suspect, Lénine en conçut seulement une violente indignation contre un régime capable de tels procédés à l'égard d'un « brave travailleur ». Malinovski ne fut exclu du parti que pour indiscipline et, par la suite, pendant la guerre, alors qu'il était prisonnier des Allemands, Kroupskaïa lui fit parvenir des colis et de la propagande. Il fallut attendre 1917 pour que Lénine admît la trahison de son porte-parole, quand l'armoire aux secrets de l'Okhrana fut enfin ouverte.

Déjà Lénine avait refusé d'écouter Bourtzev qui avait démasqué le docteur Jitomirski[89]. On trouvera qu'il fut en ces affaires singulièrement jobard et cette naïveté semble mal s'accorder avec la lucidité et le jugement dont il fit preuve en tant de circonstances. Mais il n'est pas incompatible de bien juger des situations et de se tromper sur le compte des hommes. En outre, la clé du comportement de Lénine réside ici dans son esprit partisan. Il fut toujours l'homme qui défendait les siens, quoi qu'ils eussent fait, contre les attaques portées par les « étrangers ». Et qui accusait le brave Roman ? Les mencheviks que, dans ses polémiques, Lénine traitait précisément « d'auxiliaires de la police », « d'insectes qui se défendent en sécrétant un liquide puant »… Si des doutes le visitèrent, il les écarta pour cette seule raison que tout ce qui venait de ses adversaires ne pouvait être que mensonge. « Une fois seulement, écrit Kroupskaïa dans ses *Souvenirs*, un doute lui passa par l'esprit. Je me souviens que nous revenions de chez Zinoviev… Tout à coup, Ilitch s'arrêta sur le petit pont que nous traversions et s'écria : « C'est peut-être vrai ! » et l'inquiétude se peignit sur son visage. « Que dis-tu ? C'est absurde ! » répondis-je. Ilitch se calma, et se mit à injurier les mencheviks[90]. »

On peut voir par-là que les querelles entre fractions, exacerbées par les divergences tactiques, les polémiques, les rivalités entre les hommes, servaient à merveille les desseins policiers. Elles rendaient plus difficile l'identification des provocateurs, car plutôt que d'examiner la valeur des accusations, on s'empressait de condamner ceux qui les formulaient. Mais toute conjuration suscite des schismes, nourrit les méfiances et, dans un tel climat, il n'est pas commode de juger avec sang-froid.

Devant les entreprises de l'Okhrana, Lénine échoua, tout comme les S.R. et, à première vue, on peut estimer aussi qu'il ne fut pas plus heureux que ses rivaux dans l'emploi de la terreur. C'est là toutefois une vue beaucoup plus contestable qui se fonde sur les seuls résultats

immédiats.

Qu’est-ce qui distingue le terrorisme bolchevik du terrorisme des S.R. ou des maximalistes ? Apparemment, rien ne les sépare. La technique est la même et les divers détachements de combat, de quelque étiquette politique qu’ils se parent, mènent des opérations assez identiques.

Faut-il considérer alors que la terreur léniniste s’insère dans une stratégie politique dont elle n’est qu’un élément ? Mais nous avons vu que les S.R. lui assignaient sensiblement le même rôle.

Les différences sont ailleurs. Chez Lénine, l’usage de la terreur n’apparaît qu’après la manifestation de Gapone. Chez les socialistes-révolutionnaires, elle est contemporaine de la fondation du parti et lui donne en quelque sorte son style. La démarche de Lénine part d’une foule prête, croit-il, au soulèvement général, et au sein de laquelle il s’agit de trier des révolutionnaires en armes. Les socialistes-révolutionnaires, eux, pensent éveiller ces foules par la terreur. Chez l’un, le terrorisme procède des masses ; chez les autres, il entend les précéder.

Quand, en octobre 1905, le tsar publie le manifeste par lequel il promet une Douma, Lénine, face aux mencheviks, tout comme Savinkov devant les décisions du Comité Central des S.R., ont exactement la même réaction. Tous deux interprètent la décision de l’empereur comme un recul. Donc, c’est le moment de renforcer l’attaque, au lieu de la suspendre, de lancer (ou de relancer) l’offensive terroriste.

Mais la terreur, ils n’en conçoivent pas de même l’exercice. Pour Savinkov et ses compagnons, le terrorisme est une aristocratie du courage et du sacrifice. On n’entre à l’*Organisation de Combat* que coopté par des hommes et des femmes qui ont fait leurs preuves, on est accepté au sein d’une élite profondément convaincue du caractère sacré de sa mission. « Pour elle (Dora Brilliant), écrit Savinkov l’action terroriste incarnait la révolution, et l’univers entier était enfermé dans l’*Organisation de Combat*[91] ». Cet isolement dédaigneux est totalement étranger aux conceptions de Lénine. Outre qu’il ne croit pas à la terreur centralisée – ce serait faire dépendre le destin du capitalisme de la mort d’un homme, conception non marxiste – il tient le « terrorisme individuel » pour le « fruit de la débilité des intellectuels ». À l’attentat contre le grand-duc Serge « qui avait peut-être fait plus que bien des révolutionnaires pour révolutionner Moscou »…, il oppose une tout autre forme de violence : l’attaque de la prison centrale de Riga par un groupe de partisans[92]. À la phalange intrépide qui s’attaque aux grands de l’autocratie, il préfère la multiplicité des détachements de combat, jaillis de la masse, embryons de la future armée du peuple. « La bombe a cessé d’être l’arme du terroriste livré à lui-même. Elle devient un élément nécessaire de l’armement du peuple[93] . »

Ce qu’il propose, c’est que « les héros du terrorisme », renonçant à leur orgueilleuse solitude, se mêlent à la masse et lui apportent le renfort de leur expérience et de leur courage. « Les pionniers doivent en fait disparaître dans la masse, appliquer en d’autres temps, avec abnégation leur énergie à s’attacher effectivement, indissolublement à la masse insurgée, non seulement au sens figuré, symbolique du mot, mais au sens littéral… Il serait souhaitable et à notre point de vue indispensable… (que) l’objectif des actions communes fût nettement et clairement déterminé comme étant le fusionnement immédiat et effectif du terrorisme et de l’insurrection des masses[94] . » Aux terroristes triés sur le volet de l’*Organisation de Combat*, Lénine oppose en somme les terroristes pris sur le tas. À l’orgueilleuse chevalerie de la terreur, il préfère les archers de Crécy et d’Azincourt[95].

Savinkov est toujours prêt à répondre par la violence au défi jeté par les abus du despotisme. Mais le jour où Lénine se convainc que la terreur s’épuise en assauts dispersés, que les perspectives d’insurrection s’éloignent, il ordonne de dissoudre les détachements de combat. Les

masses sont redevenues apathiques. Sans leur concours, la terreur est vouée à l'échec. Lénine renonce à une arme qui ne peut, selon lui, s'exercer efficacement que dans une phase aiguë de la lutte des classes. Tout au plus servira-t-elle comme expédient, pour se procurer des fonds.

De ces divergences sur l'importance et le rôle de la terreur, il résulte que le terroriste S.R. et le terroriste bolchevik, s'ils accomplissent parfois les mêmes actes, et si les tribunaux les confondent, sont au fond des hommes d'un type différent. Pour protester contre les châtiments corporels infligés à un de ses camarades, Sazonov se suicide au bagne de Nertchinsk. Dans sa dernière lettre, il donne les raisons de son geste :

> Cette nuit, je tenterai d'en finir. Si jamais la mort de quelqu'un peut racheter la vie des autres, c'est certainement la mienne. Je souffre de n'être pas mort à temps pour sauver les deux victimes d'aujourd'hui. Je prie et supplie les camarades de ne pas m'imiter… Si je n'avais pas le petit espoir de payer de ma vie tout le prix qu'exige le Moloch, j'attendrais certainement encore. Mais attendre un jour de plus, c'est peut-être causer une nouvelle victime. Salut cordial, amis, et bonne nuit{96}.

Il n'y a pas de contradiction entre le terroriste Sazonov et le Sazonov qui se suicide. Qu'il tue ou qu'il se tue, ses actes sont autant de défis, autant de protestations solennelles. Dans un cas comme dans l'autre, ils résultent d'un libre choix, et non de la soumission à la discipline imposée par un « appareil ». On peut concevoir qu'un bolchevik participe en prison à une manifestation, à une révolte, à une grève collective, mais non qu'il s'engage dans la voie solitaire choisie par Igor Sazonov.

Dans l'histoire du bolchevisme, la période terroriste fut relativement, brève. Mais son importance pour l'avenir ne peut être méconnue. Elle contribua à creuser une rupture définitive entre mencheviks et bolcheviks et à donner à ceux-ci leur style véritable de parti de combat. Elle sélectionna des hommes qui se retrouveront côte à côte en 1917. Ce sont les terroristes polonais Dzerjinski et Menjinski qui deviendront les dirigeants de la Tchéka. Ce sont les tireurs d'élite lettons qui fourniront aux bolcheviks leurs troupes de choc ou un homme comme le futur général Berzine{97}. Ce sont les maximalistes qui rallieront Lénine au moment de l'insurrection contre les S.R. et les mencheviks.

La terreur ne fut pas autre chose pour les bolcheviks qu'un moment tactique. Mais c'est à travers une série de phases, action illégale pacifique, terrorisme, mélange d'action légale ou illégale, que la petite minorité bolchevik fit son apprentissage révolutionnaire, explorant des voies différentes, passant d'une méthode à une autre, ne craignant pas de rejeter ceux qui refusaient de se plier à ces tournants. Il manquait pour la réussite une grande occasion, un rendez-vous donné par l'Histoire. Quand elle se présenta, en 1917, le parti bolchevik avait, sous la direction de Lénine, expérimenté assez de formes de combat pour la saisir.

Il y a dans cette histoire un côté paradoxal. La stratégie de la lutte de partisans élaborée par Lénine fera école dans le monde entier. Aux détachements de combat bolcheviks, succéderont les partisans de la guerre civile en Russie, ceux de Chine et du Viêt-minh, ceux de la résistance communiste dans les pays occupés. Comme Lénine l'enseignait, ils s'arment comme ils peuvent, tuent un soldat ou un gendarme, opposent à la force et au nombre des armées classiques leurs harcèlements éparpillés, puis disparaissent pour porter ailleurs un autre coup rapide. De cette stratégie, Lénine fournit les éléments, les inventa, enfermé dans sa chambre de Genève, piochant quelques bouquins, sans jamais prendre part aux combats. Il ne joua aucun rôle direct dans les événements de 1905. « Il ne serait jamais, écrit Valentinov, qui l'a bien connu en exil, descendu dans la rue pour se battre, allé sur les barricades s'exposer aux balles. C'était bon pour les autres, mais pas du tout pour lui. Dans ses écrits, il perce, tranche, frappe ; sa plume est pleine de haine et de mépris pour les poltrons et l'on est en droit de penser qu'il est homme à montrer comment il faut défendre ses convictions au corps à corps, "dans le sens le plus propre, le plus physique du

terme”. Erreur ! même dans les réunions de l’émigration, il fuyait à toutes jambes dès qu’il sentait poindre la bagarre[98]. »

Trotski donne une tout autre explication de cette attitude : selon lui, Lénine songeait avant tout à rendre le commandement invulnérable, ayant conscience d’être irremplaçable à la tête du parti. C’est ce qui expliquerait qu’en 1905 il soit revenu trop tard en Russie pour pouvoir y jouer un rôle.

Savinkov était un homme d’une tout autre trempe. Sans cesse présent sur le champ de bataille, il ne voyait pas seulement dans l’action un moyen de transformer l’Histoire. Il y goûtait une certaine fièvre, il y trouvait un moyen de se réaliser.

Lénine et Savinkov, ces deux hommes, l’aristocrate et le plébéien de la terreur, se retrouveront face à face, en 1918 engagés l’un contre l’autre dans un duel sans merci.

Les ouvriers ont assez de dynamite à leur disposition pour faire sauter la bourgeoisie tout entière.
C'est ce que l'on verra bientôt.

REINSDORFF

CHAPITRE V
ANARS, BOURGEOIS, « EN BOURGEOIS »

La bagarre de Clichy allume la colère. – Anarchistes et terreur : des projets terribles qui restent sans suite. – L'ère des attentats. – Ravachol : la vengeance. – Vaillant : la révolte. – Émile Henry : la théorie des représailles. – Comparses. – Un préfet de police fait sauter la statue de Thiers. – L'attentat de Vaillant fut-il machiné par la police ? – Étroites surveillances. – Le procès des Trente, banc d'essai manqué de l'amalgame. Acte individuel et organisation terroriste. – Échecs de la terreur révolutionnaire. – L'attentat de Sarajevo : à l'origine de la guerre, deux balles mortelles.

Les attentats anarchistes en France sont nés d'une bagarre. Le 1er mai 1891, une vingtaine de personnes arborant un drapeau rouge défilèrent en direction de Clichy. Au moment où le groupe s'arrêtait chez un marchand de vin et s'apprêtait à rouler dans son étui le drapeau séditieux, des sergents de villes survinrent et voulurent s'en emparer.

Ce fut le début d'une échauffourée sanglante. Les compagnons résistèrent, tirèrent des coups de feu, blessant des agents. Avec des renforts, on finit par maîtriser les trois « anars » les plus combatifs, Decamps, Dardare et Léveillé. Désarmés, ligotés, menés au poste de Levallois, ils furent là, selon un rite policier bien connu, passés à tabac, le crâne martelé à coups de crosse de revolver.

Au procès, on ne put nier ces violences, que le juge d'instruction avait constatées et que le commissaire ne sut empêcher, car il était allé, dit-il, se laver les mains juste au moment où elles furent commises. L'avocat général Bulot n'en prononça pas moins un réquisitoire impitoyable : Decamps fut condamné à cinq ans de prison, Dardare à trois. Seul, Léveillé fut acquitté.

En ce même 1er mai, les forces de l'ordre avaient ouvert le feu à Fourmies sur des manifestants, et tué neuf personnes, dont trois enfants. Mais la bagarre de Clichy, sanctionnée par les brutalités policières et la rigueur des juges, souleva bien plus de colère dans les milieux « anars » que la fusillade. Une sanction, fût-ce de principe, infligée à ce commissaire si opportunément distrait de ses devoirs par le souci de l'hygiène, et il n'y aurait peut-être jamais eu d'attentats. L'impunité exaspéra les esprits. Ici et là, chez les compagnons, on parla de représailles.

L'un d'eux, qui se faisait appeler Léon Léger, déclara : « Ne parlez pas tant. Agissez ! »

Le 11 mars 1892, la maison du boulevard Saint-Germain habitée par M. Benoît, qui avait dirigé le procès, sautait. Le 27 mars, c'était le tour de l'immeuble de la rue de Clichy où résidait l'avocat général, M. Bulot. Entre-temps, le 18 mars, une cartouche de dynamite avait fait explosion à la caserne Lobau.

L'ère de la bombe commençait. En quelques semaines ce fut la panique. La moindre boîte jetée au rebut parut suspecte. La presse exigea des mesures. On fit garder les domiciles des

magistrats. On perquisitionna dans toute la France.

On respira un peu après l'arrestation du faux Léon Léger, Ravachol (de son vrai nom Kœnigstein), auteur des attentats contre les résidences du président et de l'avocat général. N'avait-on pas affaire à un isolé, à un détraqué, à une sorte de furieux, qui ne pouvait avoir d'imitateurs ? Mais le matin même du procès, au restaurant Very, à ce restaurant où Ravachol avait tenu au garçon Lherot des propos imprudents qui l'avaient fait arrêter, une bombe explosait. Elle tua deux personnes, en blessa plusieurs autres. Il fallut se rendre à l'évidence. Le terroriste faisait école. Quelque part, des hommes qui en voulaient farouchement à l'ordre social, installaient dans une chambre, dans un grenier, des laboratoires de fortune, assemblaient des explosifs et se préparaient à frapper, au gré de leur inspiration, non seulement les traditionnels défenseurs de la société, mais tout bourgeois qu'ils prendraient pour cible. Sans doute, on plaisantait, on rimait des chansons. Mais aussi, on avait peur. La presse publiait des informations peu faites pour rassurer l'opinion, témoin celle-ci entre dix autres :

> Fontainebleau. Hier soir, à la levée de 6 h 35, on a trouvé dans la boîte du bureau de la poste un billet ainsi conçu : « Je vous averti *(sic)* que sous peu de temps vous sauterez. Tas de salauds qui vous nourricez *(re-sic)* aux dépens des pauvres. » Signé : « Un anarchiste[99]. »

Parfois, le soir, en rentrant chez eux, les paisibles « salauds » croisaient des compagnons, sortant d'un meeting et ils les entendaient, à leur effroi, chanter sur l'air de *La Carmagnole* ce terrible refrain :

Danse, dynamite ┐
Danse, danse vite, | bis
Dansons et chantons, ┘
Dynamitons ! Dynamitons !

Ils pressaient le pas. Le péril venait de ces forcenés. Et aussi des voisins les plus exposés à leurs coups. Le commissaire qui avait arrêté Ravachol reçut congé de son propriétaire. Son secrétaire le quitta et se réfugia dans le commerce. Le voisin du juge qui instruisait l'affaire déménagea. Certains immeubles qui affichaient des pancartes « appartements à louer » s'ornèrent d'une seconde inscription où l'on précisait qu'il n'y avait pas de magistrat dans la maison. Piquant retour de fortune, qui vouait à l'interdiction de séjour ceux qui la distribuaient ! Le garçon de restaurant, qui avait dénoncé Ravachol, chercha un asile. Seule la prison lui sembla sûre. Il se fit « gaffe » à la centrale de Melun, puis à la Santé. Dix ans plus tard, il y était encore.

Pourtant la pratique du terrorisme avait dix bonnes années de retard sur la théorie. Dès 1881, le congrès tenu à Londres par les associations anarchistes avait préconisé la « propagande par le fait » et recommandé aux compagnons d'étudier les « sciences techniques et chimiques… comme moyen de défense et d'attaque ». Un peu avant, un article du *Révolté*[100] affirmait : « C'est donc, de l'action qu'il nous faut, de l'action et toujours de l'action… » Mais quelle action ? « La révolte permanente, par la parole, par l'écrit, par le poignard le fusil, la dynamite, voire parfois le bulletin de vote, lorsqu'il s'agit de voter pour Blanqui ou Trinquet, inéligibles. »

Le théoricien anarchiste Jean Grave raconte ses laborieux efforts à cette époque – il était alors tout jeune – pour mettre au point de la nitroglycérine… qui ne devait jamais servir. Autour de lui on envisageait, on rêvait plutôt, de faire sauter le Palais-Bourbon, le Palais de Justice, la Préfecture de Police… Les journaux anars donnaient quelques conseils, très sommaires, pour mettre au point des engins. Mais on ne trouve le précis de fabrication que dans une petite brochure imprimée avec soin et qu'on appelle *L'Indicateur anarchiste.* Là, figurent toutes sortes de recettes, avec le coût des ingrédients, divers croquis, etc. L'auteur (anonyme) avertit gentiment le camarade-lecteur qu'il ne doit pas se faire un monde de la confection des engins : « … Un enfant de douze ans ferait tout aussi bien que toi… » La bombe sphérique est plus

spécialement recommandée à l'usager. Mais on propose aussi bien d'autres moyens d'action, adaptés aux possibilités ou aux goûts de chacun : bombe incendiaire, balle explosive, produits pour empoisonner les armes, etc. Pour ceux qui voient grand, il y a le gaz, qui « au point de vue révolutionnaire, peut rendre de grands services… on peut faire sauter un quartier entier ». Mais si le camarade se contente d'un objectif plus modeste, alors, il peut toujours organiser le « suicide » d'un bourgeois, en remplaçant la poudre de ses cartouches par du fulminate de mercure ou autre poudre brisante.

Voilà pour la technique. Quant à la stratégie de *la propagande par le fait*, on en découvre des fragments plutôt qu'une théorie très élaborée dans les feuilles de l'époque. L'anarcho-terrorisme repousse toute action politique collective, préconise une série d'actes isolés et menés exclusivement sur le plan économique. C'est ainsi qu'on peut lire dans *L'Affamé*{101} : « Les petits faits conduisent souvent aux grandes choses, c'est pourquoi nous applaudissons de tout cœur quand nous apprenons de-ci, de-là qu'un bourgeois, un patron vient de rouler dans la poussière, un poignard au flanc. » Un peu plus tard, *La Lutte sociale*{102} recommande : « La suppression d'un exploiteur quelconque ou la mise au feu d'une usine en temps de grève… » Ces actes ne peuvent évidemment modifier à eux seuls l'état économique et social, et les anarchistes en ont bien conscience. Mais ils pensent qu'ils auront pour les travailleurs une valeur éducative et leur montreront que le vrai terrain d'action n'est pas politique.

Bien que les attentats terroristes en Russie aient exercé un attrait incontestable, la plupart des anarchistes français ne conseillent pas en effet de s'attaquer aux représentants politiques de la bourgeoisie, mais bien à cette classe elle-même frappée dans ses personnes ou dans ses biens. Les propos tenus à cet égard sont d'une « affreuse » virulence, et annoncent à grand fracas un terrible festival de meurtres, d'incendies et d'explosions. *La Lutte sociale*, en 1886, recommande de faire « flamber ou sauter les églises, d'empoisonner les légumes, les fruits et en faire cadeau aux curés, d'agir avec les mêmes procédés envers les propriétaires. Que les servantes assaisonnent la cuisine des bourgeois avec du poison ; que le paysan tue le garde-champêtre avec son fusil… ». L'année suivante, *L'Action révolutionnaire* propose toute une gamme de moyens : « … que chacun de nous agisse selon sa manière de voir, par le feu, le poignard, le poison, que chaque coup porté dans le corps social bourgeois y fasse une plaie profonde… » Et en 1888, un placard affiché dans les rues du Havre, sous la signature d'un mystérieux Comité Exécutif, lance l'appel aux armes de l'anarchie : « Sortez de vos poches le couteau libérateur ! Pillez ! Incendiez ! Détruisez ! Anéantissez ! Purifiez ! Vive la révolte ! Vive l'incendie ! Mort aux exploiteurs ! »

Mais en dépit des conseils « techniques » et des proclamations flamboyantes – qui laissent pourtant aux compagnons toute latitude pour que chacun assaisonne le bourgeois à sa manière, – on ne peut dire que les volontaires se pressent en foule pour mener la guérilla de la bombe, du poison ou du poignard. De 1880 à 1888, Jean Maitron, dans son *Histoire du Mouvement anarchiste en France*, ne retient guère que quatre actes de propagande par le fait. Et le seul véritablement notable est celui de Gallo, qui projette une bouteille d'acide dans l'enceinte de la Bourse de Paris et tire trois balles sur les employés sans atteindre personne. À son procès, il apostrophe le président, revendique son acte dont il expose la théorie et regrette de n'avoir pu « malheureusement tuer personne… Citoyens jurés, s'écrie-t-il, je n'ai pas préparé l'acide prussique dans les conditions les meilleures, faute de temps et d'argent. Comme mes convictions me recommandaient d'agir, j'ai voulu me battre comme un soldat se bat quand il n'a pas l'espérance de vaincre, par pur sentiment du devoir. – Certainement, citoyen président, j'espérais que c'était le commencement d'une longue série. Voilà le seul moyen pour le prolétaire de

s’affranchir. »

Mais le prolétaire boude ce mode radical d’affranchissement. Nous sommes décidément assez loin des actes « éclatants » qu’espéraient les théoriciens de l’anarchie comme Kropotkine et le jeune Jean Grave. Nous dirons qu’il y a une distance considérable entre l’expression d’une théorie apocalyptique et sa pratique. La guerre impitoyable à la société bourgeoise s’épuise vite en imprécations vengeresses.

L’ère des attentats (1892-1894) résulte donc d’une circonstance fortuite et non de l’application d’une doctrine. Et, bien que chaque porteur de bombes justifie son acte par des considérations qui lui sont propres, c’est, plus ou moins, l’esprit de vengeance qui le guide.

Ce règne de la bombe sème la terreur, mais il est bref. Le 25 avril 1892, une bombe explose au restaurant Very, déposée, croit-on, par Meunier, qui est déjà l’auteur de l’attentat à la caserne Lobau et qui ne sera arrêté que plus tard. Le 8 novembre, un engin explose au commissariat de la rue des Bons-Enfants : cinq morts. Un an s’écoule, le 13 novembre 1893, un cordonnier de dix-neuf ans, Léauthier, frappe d’un coup de tranchet le ministre de Serbie à Paris. La victime a été choisie au hasard, pour ses vêtements cossus. Le 9 décembre, c’est au tour de Vaillant de jeter dans l’enceinte du Palais-Bourbon un engin qui blesse légèrement quelques députés. Il paiera de sa tête ce précieux sang parlementaire. Une semaine après cette exécution, le 5 février 1894, un jeune homme quitte le Café Terminus en lançant une bombe qui fait un mort et une vingtaine de blessés parmi les consommateurs. On l’arrête après une poursuite mouvementée. C’est un ancien admissible à Polytechnique, Émile Henry, qui avoue spontanément être l’auteur de l’attentat de la rue des Bons-Enfants. Puis viennent, quelques jours plus tard, les explosions du faubourg Saint-Jacques (un mort) et de la rue Saint-Martin. Le 15 mars, l’anarchiste belge Pauwels saute dans l’église de la Madeleine avec sa bombe. On le soupçonne d’être l’auteur des attentats précédents. Le 4 avril, bombe au restaurant Foyot, Laurent Tailhade y perd un œil. Un peu plus tôt, il avait déclaré à propos de l’attentat de Vaillant : « Qu’importe de vagues humanités, si le geste est beau ! » Enfin, l’ouvrier Caserio poignarde le 24 juin, le président Carnot. C’est l’acte le plus « éclatant » accompli par le terrorisme anarchiste. C’est aussi le dernier.

Au total une demi-douzaine d’hommes auront, pendant deux ans, fait trembler la France. Ils ont agi sans se connaître, sans se concerter, sans plan établi, bénéficiant peut-être de quelques complicités pour la fabrication des bombes, plus ou moins façonnés par les colères qui les environnent et auxquelles ils mêlent leur voix, mais ne tirant la décision finale que d’eux-mêmes. Un jour, ils quittent leur logis un paquet sous le bras, et ils frappent.

Il y a peu à dire sur Léauthier, sur Meunier et même sur Caserio, gamin déséquilibré, gagné par la contagion anarchiste. Seuls, Ravachol, Vaillant, et surtout Émile Henry, permettent par certains traits de camper le personnage du terroriste « anar ».

Il y a du fauve dans le premier, gaillard athlétique qu’une demi-douzaine d’hommes auront peine à maîtriser à son arrestation. Les débats le montrent prêt à sortir à tout propos le revolver ou le poignard. La propagande anarchiste en fera un héros et un martyr ; et un écrivain de l’époque ne craindra pas de le comparer au Christ. Mais avant de semer ses bombes au nom de la « Cause », le « héros » a étranglé pour le voler un vieillard de quatre-vingt-treize ans. Il a forcé une tombe pour tenter de dérober sur le cadavre d’une comtesse les bijoux dont il la croyait parée. Comme à son second procès on le lui reproche, il affirme : « Il faut du courage pour agir ainsi ! » On le soupçonne en outre de trois autres crimes, dont il nie être l’auteur.

Chez Ravachol, le bandit a précédé l’anar, et l’on peut se demander si la théorie qu’il revendique n’est pas l’excuse commode de ses appétits de violence. Il est vrai qu’il a eu une enfance malheureuse, qu’à huit ans il a commencé à louer ses services, qu’il est capable d’un

grand dévouement pour ceux qu'il aime, de générosité pour ceux qui souffrent, et qu'il ignore la peur. On peut le tenir pour sincère quand il affirme devant le tribunal qu'il a été indigné par le traitement infligé aux compagnons de Clichy, qu'il ne connaît pas. Mais ce trait résume le personnage : tout Ravachol tient dans l'esprit de vengeance d'un hors-la-loi.

En commun avec Ravachol, Vaillant a une enfance misérable. À douze ans, il est livré seul à Paris, où il vit de mendicité et de quelques inévitables larcins, qui lui valent de connaître quatre ou cinq fois la prison. On imagine qu'il aurait pu suivre la même voie que Ravachol : le vol, le crime. Mais il découvre l'anarchie, et cet être doux, au regard pensif, s'instruit comme il peut au hasard des lectures. Dans l'anarchie, Ravachol trouvait une justification à ce goût du meurtre qu'il portait sauvagement en lui ; Vaillant y voit l'espoir d'une société juste, où les malheureux de son espèce trouveront enfin leur place.

S'il en vient au terrorisme, c'est à l'instigation d'une vieille complice qui l'accompagne toute sa vie : la misère. Il l'a connue dans son enfance, elle l'a suivi en Amérique, où il est allé tenter sa chance et où il n'a trouvé qu'exploitation. Elle colle à lui quand il débarque en France, et il est incapable d'assurer la subsistance de sa compagne et de sa fille, Sidonie. Alors, les théories qu'il a plus ou moins assimilées offrent à son désespoir une issue : la révolte. Ravachol voulait tuer ses ennemis directs : policiers, magistrats. Pour le studieux Vaillant, l'acte doit atteindre le système dont il est la victime, dans la personne de ses représentants les plus notoires : « Je suis revenu en France, où il m'était réservé de voir souffrir les miens d'une manière atroce. Ce fut la goutte qui fit déborder le vase. Las de mener cette vie de souffrance et de lâcheté, j'ai porté la bombe chez ceux qui sont les premiers responsables des souffrances sociales. » Sa déclaration n'est d'ailleurs qu'un long réquisitoire contre la société.

Les intentions d'Émile Henry sont d'un autre ordre. Et ses origines sociales toutes différentes. Né dans une famille bourgeoise, brillant élève, il a été admissible à l'École Polytechnique. Il n'aurait pas de mal à « se caser », – mais le mot et la chose lui font horreur. Soudain, à dix-neuf ans, il abandonne ses études, vagabonde, fréquente comme son frère aîné, les compagnons, chez qui celui-ci s'est déjà fait remarquer comme orateur. Selon le témoignage de l'anarchiste Malato, il a commencé par désavouer le geste de Ravachol. Et puis, c'est la bombe du Café Terminus, précédée par celle du commissariat des Bons-Enfants. En tout six morts, sans compter les blessés. Mais devant le tribunal ce terroriste de vingt et un ans regrette de n'avoir pu faire mieux.

Ce mince et blond jeune homme se campe dans le défi, l'arrogance, les sarcasmes. Il est sans pitié. Il n'en attend pas. D'où lui vient cette passion froide ? On invoque tantôt un amour déçu pour une femme mariée, tantôt un sentiment de frustration à l'égard de son frère Fortuné, le brillant orateur – car Émile est peu doué pour la parole. À vrai dire ces explications ne sont guère convaincantes.

Il faut plutôt voir en lui l'incarnation d'un certain fanatisme : celui de la vingtième année, qui porte une seule idée jusqu'à ses conséquences extrêmes. L'idée centrale d'Émile Henry, c'est qu'une guerre sans merci se livre entre la société bourgeoise et ses seuls ennemis authentiques : les anarchistes. Dans cette guerre, la bourgeoisie exerce une répression indistincte contre tous les anarchistes, qu'ils soient ou non coupables d'actes terroristes. Les arrestations, les perquisitions multiples sont là pour en témoigner. Donc la riposte doit s'exercer contre la classe bourgeoise prise dans son ensemble. On ne peut régner innocemment, disait Saint-Just. On ne peut être bourgeois et innocent, proclame Émile Henry. Voilà pourquoi il a « frappé dans le tas, sans choisir (ses) victimes ». Mais pourquoi s'en être pris aux paisibles consommateurs du Terminus ? C'est que « ces employés à trois cents et cinq cents francs par mois haïssent le peuple plus encore que les gros bourgeois »… Il s'agit… « d'une masse bête et prétentieuse qui se range

toujours du côté du plus fort… ». Ici, on voit poindre un sentiment violent : le mépris. Plus que l'injustice de la société, c'est sa laideur, sa lâcheté qu'Henry condamne, et ce jugement englobe aussi bien les bateleurs du socialisme et certains bavards de l'anarchie, incapables d'action.

En somme, Henry s'affirme comme le théoricien des représailles collectives. Conception qui sera reprise et appliquée sur une vaste échelle par des régimes qui ne se réclament vraiment pas de l'anarchie.

Les autres inculpés qui comparaissent dans ces procès ne sont guère que des comparses. On peut leur trouver, dans la diversité des tempéraments, un certain nombre de traits communs. Leurs conceptions de la société sont en général aussi déclamatoires que brumeuses, voire puériles. La plupart du temps, c'est le bistro qui s'installe au prétoire, avec la belle simplicité de ses solutions. Mais les compagnons ne manquent ni d'insolence, ni d'esprit de repartie, ni de la gouaille du gavroche. En général, ils ne font rien pour atténuer les peines qui les menacent, se taisent si le président cherche à savoir qui fut leur complice, crient « Vive l'Anarchie ! » à l'énoncé du verdict qui les frappe lourdement. On peut déceler chez eux un souci un peu trop vif d'épater le bourgeois, d'épater les copains, de s'épater soi-même, mais ils prennent leurs risques. À l'adresse des juges, les brocards fusent, et désarçonnent plus d'une fois des magistrats balourds qui n'ont pas l'habitude qu'on leur tienne tête[103].

Ces inculpés sont aussi des garçons généreux, désintéressés, qui pratiquent l'entraide, partagent ce qu'ils possèdent. Le milieu « anar » facilite ces tendances. Un local anarchiste ne ressemble guère à la section d'un parti organisé. C'est un lieu de discussion et de passage. Vient qui veut, qui repart quand il en a envie. Au compagnon, on ne pose pas de questions ; on n'exige pas de lui une discipline, mais simplement qu'il partage certaines idées, ou plutôt témoigne d'un certain état d'esprit libertaire. Il y a plutôt « des anars » qu'un anarchisme. La porte est toujours ouverte pour qui veut la franchir. La police ne s'en prive pas.

Son contrôle s'est exercé de bonne heure. Un des premiers journaux anarchistes, *La Révolution sociale*, eut en effet pour gérant un indicateur, Serreaux, et fut fondé avec des subventions que le préfet de police Andrieux avait, par intermédiaire, procurées. C'est à l'instigation de Serreaux que fut accompli un des premiers attentats, limité il est vrai à la destruction d'une statue – celle de Thiers – à Saint-Germain-en-Laye. « Je connaissais, écrit dans ses *Souvenirs*, Andrieux, qui ne manquait pas d'esprit, le nom des conspirateurs. J'avais voyagé avec eux. Du moins par procuration… *Il fallait que l'acte fût consommé pour que la répression fût possible.* Je n'hésitai pas à sacrifier le Libérateur du territoire pour sauver le Palais-Bourbon[104] ».

Mais la provocation échoua. L'engin explosif se révéla à l'usage de qualité médiocre et suffit tout juste à faire une tache sous le fauteuil de M. Thiers. « Ce cas, écrit Andrieux, n'était pas prévu par le Code pénal… Les compagnons ne pouvaient être inquiétés ; tout au plus aurais-je pu les faire condamner à quinze francs d'amende pour tapage nocturne[105]… » Le jeu, évidemment, n'en valait pas la chandelle.

Toutes les provocations ne furent sans doute pas aussi anodines. Dans différents procès, des compagnons chez qui on a saisi des explosifs se plaignent que ceux-ci aient été déposés par de faux frères, qui leur auraient ainsi tendu un piège. Sont-ils victimes de leur imagination, ou d'un complot ? On ne pourrait répondre que si le gouvernement rendait publiques *toutes* les archives de la Sûreté à cette époque. La police peut compter sur sa discrétion.

Le problème de la provocation s'est particulièrement posé à propos de Vaillant. L'engin qu'il a jeté ne pouvait guère causer que des blessures. Mais l'explosion faisait assez de bruit, étant donné le lieu, pour justifier le vote des « lois scélérates ». Ce qui fut fait avec diligence.

Si l'on se fie aux déclarations de Vaillant, il a agi seul. Mais aurait-il bénéficié, pour la préparation de la bombe, du concours d'un éventuel complice que la police aurait pu « manipuler », qu'il aurait assurément gardé le silence. Quand, au procès, on lui demande avec quelles ressources il a pu acheter les éléments nécessaires à la confection de la bombe, il reste vague, parle d'une somme de cent francs que lui aurait remise un cambrioleur. Bien entendu, il ne donnera pas son nom. Le silence que lui dicte sa loyauté interdit de savoir s'il a été attiré dans un piège.

Les soupçons viennent d'ailleurs. Et d'abord des Mémoires d'un ancien commissaire de police, Ernest Raynaud. Dans ses *Souvenirs de Police*, il relate les confidences d'un anarchiste nommé Jacot. Selon ce dernier, la police aurait fait remettre à Vaillant, dont elle connaissait les intentions, par un compagnon devenu indicateur, les éléments d'une bombe qui ne pouvait faire grand mal. Jacot, qui eut à l'époque la langue trop longue, fut enfermé comme aliéné à Bicêtre dont il eut beaucoup de mal à sortir « en dépit de l'attestation favorable des médecins ».

Il n'est guère possible de fonder une opinion sur un témoignage de seconde main. Toutefois, *certaines* archives de la police qu'un historien de l'anarchie, J. Maitron, a pu consulter, révèlent chez celle-ci de bien curieuses négligences.

La police n'ignorait pas que l'idée d'un attentat contre l'Assemblée, dans cette période troublée, était dans l'air. Plusieurs rapports d'indicateurs l'avaient signalé. Le 17 mars 1893, la Direction de la Sûreté Générale avait alerté à ce sujet la Préfecture de Police. Et le 7 décembre, soit l'avant-veille de l'attentat, la Sûreté Générale avisait encore le préfet de police que le ministère de la Justice « … estime qu'en l'état actuel, le Parquet ne pourrait ouvrir utilement une information judiciaire, *et qu'il y a lieu de se borner à prendre les mesures de police pour prévenir toute tentative de ce genre*[{106}] ».

Quant à Vaillant, avant son départ pour l'Amérique et depuis son retour, il était l'objet d'une étroite surveillance. Le dernier en date des rapports parvenus sur lui est également du 7 décembre.

On peut admettre que ses intentions n'aient pas été discernées. Cependant, nous sommes à une époque où l'on redoute tout de ceux qu'on surveille. Il reste étrange que dans les propos de Vaillant, ses démarches, ses activités, quelque chose n'ait pas donné l'alerte. Ce l'est d'autant plus que le contrôle policier est d'ordinaire, dans ces milieux, très étroit. Ainsi, quand Sébastien Faure part pour une tournée de propagande en province, la police ne le quitte pas d'une semelle. On sait l'heure de son départ, celle de son arrivée, le wagon dans lequel il voyage, les propos qu'il tient autour de lui. Entre Agen et Toulouse, le commissaire spécial de la gare de Montauban s'assure de son passage. Quand il regagne Paris, on signale qu'il a pris le train 40/48, voiture 4831 à Troyes, et, à la gare de l'Est, le commissaire note son arrivée.

Sébastien Faure est une vedette de l'anarchie. Vaillant, avant son attentat, n'est guère qu'un lampiste. Peut-on faire grief à la police de ne pas l'avoir serré d'aussi près ? Sans doute pas. On se contentera de dresser le constat de ses malchances : le 9 décembre, en dépit des avertissements qu'elle avait reçus, elle oubliera en même temps et de surveiller le Palais-Bourbon, et de faire filer Vaillant. Ces défaillances simultanées nous ont valu du moins un mot célèbre : « la séance continue », prononcé, il est vrai, après un petit quart d'heure de suspension, répit *nécessaire* pour rameuter la troupe des élus éparpillés par l'émotion. Si bien que, provocation ou négligence, c'est de toute façon à la police que le président Dupuy doit d'être resté dans l'Histoire.

Au moment où les attentats s'achevaient, on trouva, en vertu des lois scélérates, quelques-uns des principaux intellectuels de l'anarchie mêlés à une bande de cambrioleurs. Ce fut le procès dit des « trente ». Au banc d'infamie comparurent donc, en août 1894 : Jean Grave, Sébastien Faure,

le critique d’art Félix Fénéon, Matha, gérant de l’*En Dehors*, et quelques autres assez oubliés. L’acte d’accusation les tenait pour coupables de s’être « affiliés à une association formée dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés, ou d’avoir participé à une entente établie dans le même but ».

On pouvait certes admettre que la plupart de ces hommes avaient par leurs paroles ou leurs écrits approuvé les attentats ; qu’ils avaient prêché l’illégalisme, justifié parfois le vol ; qu’ils n’avaient pas été sans liens avec des anars illégalistes ou avec des terroristes. C’est ainsi que Matha aurait fait disparaître de la chambre d’Émile Henry le matériel qui s’y trouvait ; que Léauthier s’était adressé à Sébastien Faure ; que Vaillant s’était vanté de connaître Paul Reclus (jugé par contumace).

Mais on ne pouvait établir aucun lien de *complicité directe* entre ces hommes et les cambrioleurs qui les côtoyaient et qui ne les connaissaient pas. La justice française utilisait donc le procédé de l’amalgame, auquel auront largement recours par la suite les justices d’exception. Sans doute le procédé n’était-il pas encore au point (le président fit d’ailleurs figure d’un prodigieux benêt que la moindre objection laissait pantois). Les inculpés présents furent acquittés – exception faite, bien sûr, des cambrioleurs.

La presse anarchiste chanta victoire. Mais l’ère des attentats était morte. Pourquoi cette flambée, jaillie soudain, s’éteignit-elle aussi vite ? Sans doute, les arrestations, les perquisitions multiples, la surveillance étroite dont les compagnons étaient l’objet, la législation qui interdisait désormais l’apologie du crime, eurent leur part dans cette retombée brutale. Il est possible également, comme le croit Jean Maitron, que les anarchistes aient renoncé à la propagande par le fait parce qu’un nouveau courant s’amorçait chez les compagnons : l’anarcho-syndicalisme.

On ne peut négliger ces facteurs. Mais la véritable raison de la fin brutale des attentats est autre, à notre sens.

Le terroriste de la *Narodnaïa Volia*, du parti S.R., des maximalistes, du parti bolchevik, appartient à une organisation qui l’enserre de toutes parts. Il est solidaire de ses compagnons, exécute des ordres, se plie à une stricte discipline, n’agit que selon un horaire minuté. Il est à tout instant responsable devant lui-même *et devant les autres*.

Dans les *Souvenirs d’un terroriste*, Savinkov rapporte qu’au cours d’une tentative manquée contre Plehve, N… qui devait lancer la bombe, s’était enfui. Peu après, Savinkov le rencontre :

> — Écoutez, lui dis-je, vous vous êtes enfui ?
> Il leva sur moi ses grands yeux clairs et garda le silence. Je répétai ma question.
> — Oui, fit-il, je me suis enfui.
> — De quel droit ?
> Il ne me répondit rien. Longtemps, je fixai son visage calme, d’un calme de pierre. Enfin je demandai :
> — Mais pourquoi vous êtes-vous enfui ?
> — Drôle de question. Que feriez-vous si vous étiez filé ?
> — Vous étiez filé ?
> — Si je ne l’avais pas été, je ne me serais pas enfui !
> — Écoutez, des camarades peuvent penser que vous êtes un lâche.
> Il garda un long silence. Puis :
> — Je ne suis pas un lâche. J’ai dû m’enfuir. N’importe qui à ma place se serait enfui. Et était-il nécessaire de me faire arrêter sans profit pour personne{107} ?

Le terroriste anarchiste, lui, est seul. Il n’a de comptes à rendre qu’à lui-même. Il reflète sans doute les émotions et les impressions du milieu qui l’entoure. Il bénéficie parfois, pour accomplir son acte, de certaines complicités. Mais en définitive, seule sa conscience lui dicte d’agir, d’ajourner ou de renoncer. Il n’a pas à se justifier devant le tribunal de ses camarades. Personne ne sera là pour lui reprocher d’avoir déserté un combat, qu’il n’a tenu qu’à lui d’engager. La race des vengeurs isolés s’épuise assez vite. La pente naturelle de l’individu, c’est de sauver sa vie,

non de la perdre, fût-ce dans l'éblouissant tonnerre des explosions.

Le terrorisme anarchiste ne fut pas, on s'en doute, le privilège de la France. Un peu partout dans le monde, la même fièvre destructrice se manifesta, aux États-Unis, en Russie, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en Italie… Les caractéristiques de ce phénomène ne diffèrent guère de celles que nous avons relevées.

Et toutes ces entreprises se soldent par les mêmes répressions, aboutissent aux mêmes échecs.

*
*   *

Jeliabov disait : « L'Histoire marche trop lentement. Elle a besoin d'un coup de pouce. » Tous les terroristes – ceux de la *Narodnaïa Volia*, ceux du parti S.R., ceux de l'anarchie, pourraient dire qu'ils ont eu le même dessein. Tous ont voulu faire violence à l'Histoire, accélérer l'heure de la liberté, ou de la Révolution. Ont-ils réussi ? Un observateur de cette seconde décade du XXe siècle conclurait par la négative. Et c'est un anarchiste, lui-même partisan de la violence dans sa jeunesse, le prince Kropotkine, qui écrira : « On ne changera pas la société avec quelques kilos d'explosifs. » En définitive, le terrorisme révolutionnaire est partout vaincu.

Mais déjà le terrorisme a trouvé un autre champ d'action : celui des nationalités tenues en tutelle par une puissance étrangère. Au début du XXe siècle, chez les Polonais, les Lettons, les Finlandais, les Géorgiens, terrorisme révolutionnaire et terrorisme nationaliste se confondent, se nourrissent l'un l'autre, pour tenter de briser le joug du tsarisme. Et déjà, le terrorisme macédonien a précédé ces violences séparatistes. À l'intérieur de l'Empire ottoman, l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (O.R.I.M.) constitue un outil de combat d'une puissance bien supérieure à celle des S.R., des maximalistes ou du parti bolchevik. Discutant avec Savinkov, Kaliaev constate que le terrorisme russe n'est encore qu'un phénomène d'avant-garde, tandis que les Comitadjis pratiquent le terrorisme de masse. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Et la rencontre entre les méthodes de lutte mises au point par les révolutionnaires, et la passion nationale qui les utilise à ses fins propres, va avoir une terrible conséquence que les théoriciens n'ont pas prévue.

En 1911, se crée en Serbie, sur le modèle des *Carbonari* une société secrète, la Main Noire. À sa tête un Comité mi-civil mi-militaire ; à sa base, des cellules de trois hommes. L'âme de cette organisation est le colonel Dragutin Dimitrijevic, dit « Apis », qui dirige le service de renseignements de l'état-major général serbe.

La Main Noire possède des ramifications en Bosnie-Herzégovine qui fait alors partie de l'Empire austro-hongrois. Elle y est animée par Vladimir Gracinovic.

Patriote, adversaire farouche de la Couronne autrichienne, Gracinovic est aussi en liaison avec certains révolutionnaires russes, en particulier, avec Trotski et Lounatcharski. Il a lu et relu les œuvres de Bakounine et *La Russie souterraine* de Stepniak. Pour lui, la lutte contre l'occupant et le combat contre l'autocratie ne font qu'un. L'idéologie révolutionnaire et la technique du terrorisme alimentent les ressentiments contre l'Empire austro-hongrois.

Le 28 juin 1914, l'archiduc d'Autriche et son épouse morganatique sont reçus à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine. L'archiduc passe pour slavophile. Raison de plus pour l'abattre : s'il pratique une politique modérée, il retardera d'autant l'union de tous les Serbes dans une grande Yougoslavie.

Le temps est splendide. Les rues sont pleines de monde. La foule acclame le cortège. Dissimulés dans la foule, les conjurés sont prêts à frapper.

Les conjurés : des adolescents pour la plupart. Cabrinovic, Grabetz, Princip, n'ont pas vingt ans. Ces combattants du nationalisme serbe sont nourris de doctrine anarchiste. « Quel est votre point de vue ? demandera plus tard, au cours du procès, le président à Cabrinovic. — Mon point de vue est anarchiste. — Avez-vous jamais été nationaliste ? — Oui, mais j'ai conservé mes idées anarchistes[108]. »

Princip, lui, a lu Kropotkine et Bakounine. De l'anarchie, Cabrinovic et lui ont retenu l'utilisation de l'attentat comme moyen d'action et l'idée de vengeance. « Le mobile principal, déclare Princip, était encore la vengeance pour toutes les souffrances que l'Autriche fait endurer au peuple. »

Mais ces jeunes gens servent en fait les desseins d'une société secrète qui s'est organisée à l'intérieur d'un État, et qui possède pour agir les moyens de cet État. Et c'est la Main Noire qui arme les futurs meurtriers.

Cabrinovic frappe le premier. Sa bombe manque l'archiduc, blesse un officier de l'escorte et quelques spectateurs. L'attentat a échoué. Mais l'archiduc veut, après la réception à l'Hôtel de Ville, prendre des nouvelles de l'officier blessé. Par suite d'une erreur de parcours, la voiture où il a pris place avec sa femme s'immobilise le long d'un trottoir.

Princip est là, mêlé à la foule, à quatre ou cinq pas de distance du cortège. Le hasard lui offre cette cible. Il tire deux (peut-être trois) balles, au jugé. Une chance sur mille, dira un expert, de faire mouche. Ces coups de feu sont mortels. Il est 11 h 15. Encore quinze minutes et l'archiduc et son épouse sont morts.

À cette heure, le terrorisme révèle sa terrible puissance. À cette heure, la mécanique implacable qui conduira à la guerre s'est mise en route. Personne, ni les conjurés, ni les chancelleries, ni l'opinion mondiale, ne soupçonne encore les conséquences incalculables du drame qui vient de se jouer.

Le coup de pouce dont parlait Jeliabov vient enfin d'être donné. Et il fera bien avancer l'Histoire, car la Bosnie-Herzégovine sera en effet libérée de la tutelle autrichienne, quelque quatre ans plus tard.

Mais quatre années d'une tuerie mondiale. Au soir du 28 juin, les peuples n'ont plus qu'un mois de répit devant eux. L'Europe s'émeut, puis s'alarme, puis s'ébranle. Elle sera bouleversée. Le terrorisme est le détonateur d'une immense explosion qui ravage les pays et les peuples, et des deux balles tirées par un adolescent dix millions d'hommes vont mourir.



13. - 1893. L'explosion à la Chambre des Députés de la bombe déposée par l'anarchiste Vaillant. *Phot. Roger-Viollet.*



14. - Attentat de Ravachol au restaurant Véry, boulevard Magenta. *Phot. Roger Viollet.*



15. - Arrestation de Ravachol. *Phot. Roger-Viollet.*

DEUXIÈME PARTIE

TERREUR ET CONTRE-RÉVOLUTION

Entre Lénine et moi, c'est une guerre à mort.

SAVINKOV.

Tout nous est permis car nous avons été les premiers dans le monde entier à lever le glaive, non pour asservir et opprimer, mais au nom de la liberté universelle.

Le Glaive rouge
(18 août 1919).

CHAPITRE PREMIER
LE RETOUR DE BORIS SAVINKOV

Savinkov contre les bolcheviks. – Vainqueurs aux élections, les S.R. n'osent pas recourir à la terreur. – Dissolution de la Constituante. – Savinkov fonde une organisation clandestine. – Famine et chaos. – La bataille de Iaroslav. – Les S.R. de gauche veulent poursuivre la guerre contre l'Allemagne. – Marie Spiridonova défie Lénine. – Attentat contre le comte Mirbach. – Une mission terroriste en Ukraine occupée. – Attentat contre le général von Eichorn. – Nouvelle mission contre le général Denikine, chef des Armées blanches du Sud. – Nouveaux attentats contre les bolcheviks Volodarsky et Ouritzky. – Dora Kaplan blesse Lénine. – Représailles bolchevik. – Terreur rouge et terreur blanche. – Polémique avec Kautsky : Trotski justifie la terreur. – Savinkov poursuit la lutte. – Rencontre avec O'Reilly. – O'Reilly projette de faire arrêter le Comité Central. – Échec et fuite. – Entrevue de Savinkov avec Lloyd George. – Amères désillusions – Savinkov regagne la Russie : arrestation et procès. – Le rôle du « trust ». – Dernières images d'un prisonnier. – Mort de Savinkov.

> Un petit homme au sourcil haut placé, au front en auvent, ayant de petits yeux, un menton fuyant, qui prenait des attitudes devant la cheminée… Il posait pour un côté de son profil, puis pour l'autre. Par moment, dans l'attitude chère à Napoléon, il passait une main dans son gilet, puis la retirait pour la promener en l'air d'un geste théâtral. Chacune de ses poses était soigneusement étudiée et cela avec tant de soin qu'il avait dédaigné de jeter seulement un regard vers son public pour juger du degré de son approbation{109}…

Quel est donc cet insupportable cabotin dessiné d'un trait impitoyable ? Boris Savinkov. L'auteur de cette charge ? Mrs O'Reilly, épouse d'un célèbre agent de l'Intelligence Service. À quelle date a-t-elle rencontré Boris ? Vers 1923, c'est-à-dire un an environ après Churchill. L'homme d'État anglais, nous l'avons vu, avait été entièrement conquis par la personnalité de l'ancien terroriste. Mrs O'Reilly, elle, l'exécute en quelques lignes. Ce venin s'explique : elle était la veuve d'un homme qui, ayant mené avec Savinkov un combat sans merci contre les bolcheviks, avait durement stigmatisé la « trahison » de celui-ci.

Savinkov était en France lorsqu'éclata la guerre de 1914. Le conflit divisa les révolutionnaires. Lénine se prononça aussitôt pour le défaitisme. Mais il était à peu près le seul à soutenir ce point de vue. Certains, comme Trotski et Martov, tout en refusant d'admettre la nécessité de la défense nationale, adoptèrent la thèse d'une paix sans vainqueurs ni vaincus. Mais beaucoup d'autres, mencheviks, socialistes-révolutionnaires, et même bolcheviks rallièrent la cause des Alliés.

Savinkov était du nombre. En février 1917, il regagna la Russie, comme beaucoup d'émigrés,

mais pour s'y faire le champion de la poursuite des hostilités. Les socialistes-révolutionnaires avaient formé avec les mencheviks un gouvernement provisoire que dirigeait l'un des leurs, l'avocat Kerenski. Celui-ci nomma Savinkov commissaire politique près de la VIIe Armée. La grande débâcle des troupes russes commençait. On manquait de munitions, d'équipement, de ravitaillement. Des régiments se mutinaient, tuaient leurs officiers, désertaient en masse[110]. La propagande bolchevik exerçait ses ravages. Dans ce chaos, Savinkov tenta de faire front. Dès ce moment, il était persuadé qu'il fallait unir toutes les forces contre les bolcheviks. Nommé délégué à la Défense nationale, il soutint le coup de force du général Kornilov en septembre 1917. Kerenski réprima cette tentative avec l'aide des bolcheviks, et Savinkov fut exclu du parti S.R. Quelques semaines plus tard, c'était Kerenski qui était exclu du pouvoir par Lénine.

Les socialistes-révolutionnaires formaient, plutôt qu'un parti, un assemblage hétéroclite d'idéalistes, de théoriciens, d'intellectuels, de terroristes. Ils n'avaient guère de programme, si ce n'est qu'ils entendaient exprimer les aspirations des masses paysannes. Mais le gouvernement de février s'était montré incapable d'adopter une loi agraire, et ce furent les bolcheviks qui plus opportunistes, donnèrent la terre aux paysans, quitte à la leur reprendre plus tard en instituant les kolkhozes. Dès le coup de force bolchevik, la majorité des S.R. entra dans l'opposition, à l'exception de l'aile gauche du parti, dirigée par l'ancienne terroriste Marie Spiridonova, par Natanson, Kamkov et Kareline. Ceux-ci formèrent le parti S.R. de gauche qui apporta aux bolcheviks un soutien d'ailleurs réticent.

Après que les bolcheviks eurent repoussé la tentative de Kerenski pour reprendre Petrograd, les S.R. (de droite) reportèrent leurs espoirs sur les élections à l'Assemblée Constituante (décembre 1917). Et celles-ci leur furent en effet largement favorables[111].

Les bolcheviks se souciaient peu du résultat des élections. Ils tenaient le pouvoir. Ils n'avaient nulle intention de le lâcher. Leur situation n'était cependant pas tellement solide. Les S.R. n'avaient pas seulement pour eux une masse énorme de suffrages, ils disposaient aussi de quelques forces. Encore fallait-il avoir assez de résolution pour s'en servir.

Qui se souvient aujourd'hui du nom d'Onipko ? Onipko était le chef de l'organisation de combat terroriste du parti S.R., qui comptait alors une trentaine d'hommes. L'organisation de combat préparait l'enlèvement (ou le meurtre) de Lénine et de Trotski. Ses hommes avaient réussi à s'introduire à l'Institut Smolny, siège du gouvernement bolchevik. L'un d'eux était devenu le chauffeur de Lénine. Un autre était le portier d'une maison à laquelle, nous dit Victor Serge, Lénine rendait fréquemment visite. Trotski, de son côté, était l'objet d'une surveillance identique[112]. L'organisation militaire du parti S.R. pouvait également compter sur les régiments Semenovski et Preobrajenski. Le (18) 5 janvier 1918, date de l'ouverture de la Constituante, tout était prêt pour un coup de force. Treize autos blindées devaient marcher sur Smolny, et les régiments S.R. soutenir leur action. La fédération des fonctionnaires et des employés proposait d'appuyer les opérations par une grève générale.

Onipko aurait pu devenir célèbre et la carrière de Lénine tourner court. Mais les dirigeants du parti S.R. paralysèrent toute action. « Ils étaient, – écrit Victor Serge, – dominés par une sorte de psychose parlementaire, dont nous ne connaissons pas d'autre exemple[113]. » On ne les voyait guère dans les casernes ou les usines. Ils organisaient commissions, sous-commissions, préparaient des projets de loi, élaboraient des thèses, le tout sous l'œil vigilant des bolcheviks qui espionnaient leurs conversations téléphoniques.

Par crainte de représailles, ils s'opposèrent à tout attentat contre leurs adversaires. « Pas une goutte de sang russe ne doit être versée », proclama noblement Tchernov. À ceux qui redoutaient la dissolution de la Constituante, il dit : « Ils n'oseront pas. »

On se contenta d'organiser pour le 18 janvier, jour de l'ouverture de la Constituante, une manifestation politique. Elle ne fut imposante que par le nombre. Mais les bolcheviks osèrent parfaitement tirer sur cette foule désarmée, qui décampa. « Ce fut absurde et ridicule », écrivit plus tard le S.R. Sokolov.

C'est dans ce climat, que l'Assemblée Constituante se réunit pour une unique séance. Tchernov y obtint un succès flatteur : il fut élu président. Comme il haranguait interminablement l'Assemblée sous les quolibets des tribunes, un des marins qui gardaient la salle, l'anarchiste Jelezniak, vint chuchoter à l'oreille de ce prolixe. On n'entendit que la réponse de Tchernov : « Mais les membres de la Constituante sont, eux aussi, fatigués. » Et il voulut poursuivre.

Cette fois, la voix du marin fut entendue de toute l'Assemblée :

— Le corps de garde est fatigué. Je vous prie de quitter la salle des séances…

Déjà les marins faisaient claquer les gâchettes de leurs fusils. Tchernov n'insista guère. « On vit, écrit Victor Serge méprisant, s'en aller la barbiche présidentielle[{114}]. » Le reste de l'Assemblée s'égailla. Ainsi commença, ainsi finit la Constituante.

Débarrassé de la tutelle du Comité Central S.R. Savinkov, de son côté, ne restait pas inactif. Il n'éprouvait pas les scrupules des dirigeants S.R. qui voulaient s'opposer à la fois aux bolcheviks et à la réaction, et qui finalement ne faisaient rien. Lui, pensait que contre des adversaires aussi redoutables que Lénine et Trotski, il fallait unir toutes les forces. Dès le lendemain du coup d'État, il était entré dans la clandestinité. Au général Niessel, chef de la mission militaire française, qui le rencontra au cours de cette période dans un restaurant, il expliqua qu'il présentait à toute réquisition des papiers qui le mettaient à couvert : c'était un homme qui savait « s'organiser ».

Au début de 1918, il constitua sa propre formation *L'Union pour la Défense de la Patrie et de la Liberté*, et, fidèle à ses méthodes, lui donna une structure clandestine. *L'Union* se composait de cellules de quatre ou cinq hommes, cloisonnées, et hiérarchisées de manière à offrir le moins de prise possible à la répression. Elle ne groupait que quelques centaines d'adhérents, mais ceux-ci étaient recrutés parmi les éléments les plus combatifs – anciens S.R., ou, plus souvent, officiers « blancs ». Elle s'efforça de noyauter les institutions soviétiques, plaçant ses hommes dans les services du ravitaillement de la milice ou de l'Armée Rouge qui était en train de s'organiser, en attendant le moment décisif pour agir.

Savinkov n'envisageait pas seulement de recourir au terrorisme, mais d'organiser une insurrection. Il était entré en contact avec l'ambassade de France et la mission militaire française, cherchant de ce côté un appui. Les Alliés étaient terriblement inquiets. Ils voyaient que les bolcheviks étaient prêts à conclure la paix et que la masse des armées allemandes retenues en Russie allait pouvoir déferler sur le front occidental. Ils s'efforçaient donc – d'une façon assez incohérente d'ailleurs – d'encourager la résistance au bolchevisme et envisageaient des interventions militaires. L'ambassadeur français, Noulens, était un des partisans les plus résolus de l'intervention.

Pour autant qu'on puisse parler d'un plan, il semble qu'on ait envisagé une série de coups de main dans les villes qui entouraient Moscou, opérations qui devaient coïncider avec l'avance de la Légion tchèque[{115}] vers la Volga, et le débarquement des troupes britanniques à Arkhangelsk.

Mais la police politique des bolcheviks, la redoutable Tchéka (Commission extraordinaire panrusse du Conseil des Commissaires du Peuple pour la lutte contre la contre-révolution, le sabotage et la spéculation), créée en décembre 1917, réussit, bien qu'elle fût encore peu nombreuse (moins de cent cinquante hommes, selon Victor Serge) à démasquer l'organisation de Savinkov à Moscou et à Kazan[{116}]. Des arrestations en masse eurent lieu (fin mai) et la capitale

fut mise en état de siège. Savinkov fut introuvable.

Il n'était plus possible de réaliser le plan initial, qui aurait eu pour effet d'isoler Moscou et de la couper de ses bases de ravitaillement, déjà très insuffisantes. De novembre 1917 à janvier 1918, les stocks de grains dans les entrepôts d'État tombent de 641 000 tonnes à 41 000. Dans les grandes villes, c'est la famine. On a réparti la population en quatre catégories, auxquelles on attribue des rations alimentaires selon le degré de leur utilité. Voici les rations pour ces catégories les 3 et 4 juillet, à Petrograd :

1re catégorie (travail de force) : 200 gr de pain. 2 œufs, 400 gr de poisson, 5 harengs ;
2e catégorie (travail manuel, travail intellectuel intense) : 100 gr de pain, 2 œufs, 400 gr de poisson, 5 harengs ;
3e catégorie (travail intellectuel) : 100 gr de pain, 400 gr de poisson, 5 harengs ;
4e catégorie (oisifs) : 50 gr de pain, 5 harengs.

Dans les campagnes, les paysans refusent de livrer des produits alimentaires. Alors, les bolcheviks constituent des colonnes et réquisitionnent les vivres par la force. À la militante bolchevik Eugénie Bosch, envoyée dans la région de Penza pour briser la résistance des « koulaks », Lénine adresse le 11 août 1918 la dépêche suivante :

> En réprimant révolte cinq districts, prenez toutes mesures pour réquisitionner l'excédent de blé. À cette fin désignez parmi les koulaks, les riches, les pauvres, des otages tenus de livrer et transporter le blé… ils répondent sur leur vie du versement rapide et ponctuel des contributions imposées.

Par tout le pays, c'est le chaos. Le commerce est devenu à peu près inexistant, la production tombe, l'inflation progresse. À Petrograd les chevaux morts encombrent les rues. Dans les grandes villes, la nuit, des bandes se livrent au pillage. Selon une statistique de la *Gazette Rouge*, pour la période du 15 décembre 1917 au 20 janvier 1918, il y aurait eu à Petrograd : 15 600 vols dans les appartements, 9 370 vols dans les magasins, 203 000 vols à la tire, 135 assassinats. Si le régime tient dans de pareilles conditions, il le doit surtout à l'extraordinaire faiblesse de ses adversaires.

Avec peu d'hommes, de faibles moyens, Savinkov tenta de forcer le sort. Faute de pouvoir appliquer son plan primitif, il décida de frapper à Iaroslav, à 200 kilomètres de Moscou. Il pensait que ce coup de main coïnciderait avec un débarquement allié à Arkhangelsk, et il est vraisemblable que, du côté français, on le lui avait fait espérer. Mais les Anglais ne débarquèrent qu'un mois plus tard.

Iaroslav (100 000 habitants) était célèbre pour la beauté de ses églises. C'était aussi un centre industriel d'une certaine importance, mais les bolcheviks y étaient peu nombreux (200 à 300). Les mencheviks avaient déjà réussi à y provoquer plusieurs grèves et Savinkov escomptait sans doute leur appui. Au début de juillet, il arriva secrètement dans la ville en compagnie du colonel Pervoukhov, qui devait prendre le commandement des forces locales.

Dans la nuit du 6 au 7 juillet, les hommes de Savinkov se concentrèrent aux environs de Iaroslav. Ils n'étaient guère qu'une centaine. Leur armement : une douzaine de pistolets. Ils firent ce que Lénine avait conseillé à ses troupes : – « Les armes ? Allez les prendre chez l'ennemi… » – et s'emparèrent du dépôt où elles étaient stockées. La milice locale se rendit. Un régiment rouge se laissa désarmer. On surprit les dirigeants bolcheviks Nakhimson et Zakheim au saut du lit et on les abattit séance tenante. La ville se réveilla aux mains des partisans de Savinkov.

Intellectuels, étudiants, lycéens, se rallièrent par centaines. Mais les mencheviks décidèrent de rester neutres. Du même coup, les ouvriers ne bougèrent pas. Quant aux paysans des environs, qui avaient constitué des groupes d'autodéfense, ils ne voulaient pas quitter leurs villages.

Les bolcheviks concentrèrent leurs forces autour de Iaroslav. Ils avaient le nombre. Ils possédaient de l'artillerie. Ils martelèrent la ville. Pendant douze jours, les insurgés combattirent jusqu'à la limite de leurs forces. Quand ils capitulèrent, le 21 juillet, ils n'avaient plus de pain.

2 000 maisons, sur 7 600, avaient été détruites, 9 écoles sur 10, 20 édifices publics sur 47 ; 40 000 personnes étaient sans abri. Chiffres qui en disent long sur l'âpreté de cette bataille.

Tous les habitants reçurent l'ordre de se rassembler hors des limites de la cité. S'ils n'obéissaient pas, le bombardement reprendrait avec, cette fois, des obus asphyxiants. Au point de rassemblement des tables avaient été dressées. Derrière ces tables siégeaient des tchékistes. Et le défilé commença : 350 combattants furent identifiés (?), arrêtés et fusillés sur place, et 57 officiers passés par les armes. Savinkov et le colonel Pervoukhov avaient réussi à s'échapper.

Dans le même temps, les bolcheviks devaient faire face à d'autres périls provoqués à la fois par les S.R. de gauche et par certains S.R. (de droite).

Comme nous l'avons dit, les S.R. de gauche s'étaient ralliés aux bolcheviks, bien que leurs divergences fussent sensibles. Mais, partisans de la guerre révolutionnaire, ils étaient franchement hostiles à la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Ils comptaient que les paysans dans les territoires occupés par les Allemands mèneraient contre eux la guérilla. Dès la fin de juin 1918, ils prêchèrent la résistance, réclamèrent le départ de Moscou de l'ambassadeur allemand le comte Mirbach, et s'efforcèrent d'organiser l'agitation dans l'Armée Rouge.

Le 24 juin, le Comité Central des S.R. de gauche prit « dans l'intérêt de la Russie et celui de la Révolution internationale » la résolution de « se livrer à une série d'actes terroristes contre les principaux représentants de l'impérialisme allemand{117} ». Le terrorisme, officiellement suspendu depuis la chute du tsarisme, renaissait.

Le 4 juillet, pour l'ouverture du Ve Congrès panrusse des Soviets, les S.R. de gauche déclenchèrent publiquement leur offensive. Le théâtre de Moscou, où se déroulaient les débats, était comble ; l'atmosphère fut tout de suite électrique. Au délégué des paysans d'Ukraine, les S.R. firent une formidable ovation. On criait : « Vive l'Ukraine insurgée ! À bas Brest-Litovsk ! À bas Mirbach ! À bas les valets de l'Allemagne ! » les poings se tendaient vers la loge où, impassibles, les diplomates allemands suivaient ces houleux débats, tandis que le bolchevik Sverdlov, dit « Ferme-Gueule », faisait planer sa voix de basse sur ce tumulte{118}.

Tour à tour, Kamkov, au nom des S.R. – dont la violence, rapporte Sadoul{119}, surprenait – Zinoviev et Trotski, parlant au nom des bolcheviks, s'affrontèrent au milieu des cris, des applaudissements et des huées.

Le 5 juillet, Marie Spiridonova, qui avait déjà pris la parole la veille, lança une nouvelle attaque, que Trotski qualifia « d'hystérique ». C'était une petite femme frêle, pâle, d'aspect insignifiant, qui parlait sans gestes, d'une voix sourde. Elle ne dénonçait pas seulement une politique, elle s'en prenait personnellement à Lénine et à Trotski. Quand elle annonça que, s'il le fallait, elle reprendrait « le revolver et la bombe », la salle houleuse ne tint pas ces propos pour de vaines menaces.

Mais Lénine, lui, y répondit par le rire. Il allait et venait sur la scène, goguenard, son visage de faune plissé par l'hilarité, exaspérant l'adversaire par ses rires insultants. Parfois, un mot plus dur que les autres l'atteignait. Il serrait les lèvres. Une lueur dure jaillissait entre ses paupières bridées. Et il éclatait de plus belle en sarcasmes. Quand il eut fini, les bolcheviks l'acclamèrent. Ici, il n'avait rien à craindre. Sa majorité était faite.

Le lendemain, deux jeunes gens qui se disent membres de la Tchéka sont reçus par le comte Mirbach. Ils viennent l'avertir qu'un complot a été tramé contre lui. L'un deux feint de chercher un papier dans sa poche, en sort un revolver et abat l'ambassadeur. Les deux « tchékistes » s'enfuient, en sautant par la fenêtre. Au-dehors, une auto les attend.

Les meurtriers, Blumkine, alors âgé de dix-huit ans, et Andréiev{120} appartenaient bien à la Tchéka, mais ils étaient également membres du parti S.R. de gauche. Par leur acte, ils comptaient

raviver les hostilités entre la Russie et l'Allemagne. Ce meurtre était en même temps le signal d'une insurrection.

Les S.R. de gauche disposaient de quelques centaines d'hommes, de mitrailleuses, de quelques autos blindées. Un de leurs détachements, formé de tchékistes, occupa la poste centrale. Le chef de la Tchéka, Dzerjinski, qui s'était rendu au siège du parti, fut mis en état d'arrestation. Mais les bolcheviks brisèrent facilement cette tentative, avec l'aide des fusiliers lettons et d'un détachement de volontaires hongrois commandé par Bêla Kun. Plusieurs centaines d'arrestations et quelques dizaines d'exécutions s'ensuivirent. Les journaux S.R. furent interdits et leurs délégués expulsés du Congrès des Soviets.

Le terrorisme des S.R. de gauche s'exerça également en Ukraine contre l'occupant allemand. Un groupe terroriste, composé en particulier de la révolutionnaire Kachowskaia et d'un jeune marin de Cronstadt, Boris Donskoï, partit de Moscou au mois de mai 1918, muni de dynamite et de faux passeports. Déjouant la surveillance des douaniers soviétiques et des espions allemands, il réussit à s'installer aux environs de Kiev (en territoire occupé). Leur mission était d'abattre le commandant en chef allemand Von Eichorn, dont le Q.G. était installé dans cette ville. Le groupe terroriste, renforcé sur place par des militants S.R., eut beaucoup de mal à établir un réseau de surveillance. Et plusieurs circonstances obligèrent les conjurés à ajourner leur tentative. Donskoï, qui devait être l'exécutant de l'attentat, avait fait par avance le sacrifice de sa vie, et les *Souvenirs* de Kachowskaia nous renseignent à la fois sur son état d'esprit et sur la signification que les S.R. de gauche entendaient donner à leur geste :

> Nous avions décidé au début que notre action devrait produire le maximum d'agitation. Dans ce but, il était nécessaire qu'il y eût procès, que le terroriste divulguât son nom, expliquât devant le monde entier la signification de son geste et rendît évidente, en mourant, la justice et la sainteté de son Idée. Outre ce point de vue politique, Boris avait sur toute l'affaire une conception particulière… *Quand le blé tombe en terre et n'y meurt,* répétait-il après l'Évangile, *il reste seul ; mais s'il meurt, il apportera une riche moisson*{121}.

Le 30 juillet 1918, Donskoï jeta sa bombe. Eichorn fut tué. Le meurtrier fut arrêté sur-le-champ, Kachowskaia quelques jours plus tard. Tous deux furent condamnés à mort. Mais seul Donskoï fut pendu. En effet, la sentence concernant Kachowskaia avait été transmise au Kaiser, et, entretemps, celui-ci abdiqua. En janvier 1919, la prisonnière fut remise en liberté.

Pour peu de temps. Les bolcheviks l'arrêtèrent à leur tour. Ils la libèrent pour lui permettre de remplir une nouvelle mission terroriste.

Cette fois, il s'agit de commettre un attentat contre le général Denikine, qui dirige avec succès les armées blanches dans le Sud. Et les bolcheviks ne voient que des avantages à être débarrassés d'un redoutable adversaire. Voici Kachowskaia de nouveau à Kiev. Mais le groupe terroriste ne peut accomplir sa mission, en raison même du désordre que crée la guerre civile. Les Rouges évacuent. Les Blancs de Petlioura occupent la ville, puis voici ceux de Denikine. Les Rouges contre-attaquent, sont repoussés, reprennent l'offensive. Le pouvoir change sans cesse : arrestations, épurations menées par les uns ou par les autres, chasses à l'homme, exécutions, pogroms se succèdent. Dans cette ville en proie aux factions, aucune sécurité n'existe pour personne, d'autant que des bandes incontrôlées se livrent à un pillage permanent. Les terroristes passent le plus clair de leur temps à déménager, à dissimuler leur matériel et à échapper aux coups des uns ou des autres. Leur projet avorte faute d'un minimum d'ordre public.

Un autre problème se posait pour ce groupe terroriste. Ses membres voulaient abattre Denikine, parce que celui-ci était difficilement remplaçable. Mais sa mort n'allait-elle pas entraîner de terribles représailles, et pouvaient-ils assumer pareille responsabilité ? Kachowskaia signale dans ses *Souvenirs* que cette inquiétude était particulièrement vive chez les terroristes venus de Moscou. Ceux qui avaient été recrutés sur place étaient en revanche partisans d'agir :

« Les camarades de Kiev, par contre, et M.S. lui-même, qui est originaire de l'Ouest, qui a vu des douzaines de pogroms, qui a perdu des amis et des parents dans des pogroms, éliminent catégoriquement cette question. « Le pogrom a en fait commencé, disent-ils, il existe, et, de façon ou d'autre, aujourd'hui ou demain, il atteindra son plein développement… Notre venue peut aussi bien être considérée comme une mesure de protection des juifs contre les pogroms. Il ne s'agit pas de savoir si, aujourd'hui, cent personnes de plus seront tuées, mais si l'inspirateur véritable, l'organisateur, l'animateur des pogroms, à savoir le corps armé des volontaires, doit être frappé. Denikine est irremplaçable… Outre l'agitation qu'entraînerait l'acte et sa signification pour l'étranger, il aurait un effet de désorganisation et sauverait en fin de compte la vie de centaines de Juifs. » L'argument des Ukrainiens paraissait irréfutable, pourtant nous ne l'acceptions qu'à contrecœur[122]… »

Si Denikine était irremplaçable chez les Blancs, que dire pour Lénine et Trotski ? Dans la personne de ces deux hommes – le premier surtout – le bolchevisme était terriblement vulnérable. Le parti était loin d'être cette machine monolithique qu'il deviendra par la suite. Des luttes de tendance s'y livraient, et, sur la question de la paix notamment, les communistes de gauche partageaient à peu près le point de vue des S.R. de gauche. Ni Zinoviev, ni Kamenev, ni Boukharine n'étaient de taille à mener le parti. Staline n'était encore qu'un « second plan ». L'avenir du bolchevisme tenait vraiment à la vie de son leader.

Déjà, fin juin, un bolchevik de Petrograd, Volodarsky, avait été victime d'un attentat. Des terroristes S.R. (de droite), agissant en cachette de leur Comité Central, se préparaient également à frapper à Petrograd et à Moscou.

À Petrograd, ils surveillaient de près les déplacements d'Ouritzky, chef de la Tchéka dans cette ville, et de Zinoviev. À Moscou, ils avaient divisé la ville en quatre secteurs. Dans chacun d'eux un *observateur* et un *exécutant* suivaient assidûment les meetings dans lesquels Lénine prenait la parole.

Le 30 août, Ouritzky fut tué par un étudiant S.R., Kaneguisser. Le même jour, Lénine prit la parole dans un meeting où il tonna contre les ennemis de la Révolution. Comme il quittait la salle et s'apprêtait à remonter dans son auto, Dora Kaplan, une ancienne anarchiste, s'approcha de lui et tira trois balles, dont deux l'atteignirent à l'épaule et au cou.

La riposte des bolcheviks fut terrible. Ils ne se contentèrent pas d'exécuter Kaneguisser et Dora Kaplan. À Petrograd, ils fusillèrent cinq cents prisonniers, environ autant à Cronstadt, une soixantaine à Moscou. La *Krasneia Gazetta* (la Gazette rouge) de Petrograd écrivit (31 août 1918) « … que les sentimentaux qui ont peur de verser le sang innocent débarrassent le chemin ! Que de vies perdues, de femmes et d'enfants de la classe ouvrière chaque bourgeois n'a-t-il pas sur la conscience ! Il n'y en a pas d'innocent. Chaque goutte de sang de Lénine doit coûter aux bourgeois et aux blancs des centaines de morts[123] ».

La terreur rouge, qui s'était déjà manifestée avec le premier soulèvement de Iaroslav, s'affirmait. Elle n'allait pas cesser. Désormais s'ouvre une période de fureur où, tantôt les Blancs, tantôt les Rouges, paient leur tribut sanglant à la guerre civile. En fait, dans le Sud, les exactions ont déjà commencé. Dans la seule région du Don, selon le général Denissov, les soldats ont massacré, entre le 13 février et le 14 avril 1918, 14 généraux, 23 colonels, 292 officiers de carrière. À Sébastopol, les marins rouges occupent la gare. Tous les officiers de marine sont passés au crible. Malheur à celui qui a servi en 1905-1906, années de révoltes et de répression. On le colle au mur dans l'instant. À Moscou et à Petrograd, les journaux publient les listes des fusillés de la veille, aristocrates, hauts fonctionnaires du tsarisme, officiers, constitutionnels-démocrates, S.R. Un jour, dans une prison de Moscou, un détenu en fait la

lecture publique à ses compagnons. Il s'agit d'un colonel letton du nom de Bredis, arrêté parce qu'on le soupçonne d'appartenir à l'organisation de Savinkov. Les noms se succèdent. Soudain, c'est le sien que le colonel prononce à haute voix. Silence. « Eh bien ! quoi, dit le colonel, c'est la fin ! » Pendant cinq jours, ce mort-vivant erre dans la cellule. Un matin, on l'appelle : « Bredis, en ville avec les bagages ! » C'est la formule habituelle pour les exécutions.

Les Blancs ne sont pas en reste. Ils arrêtent, fusillent, torturent. Capturé en Sibérie, le cosaque Boutine, vieux bolchevik, renonce au poison qu'il porte sur lui et le cède à deux camarades de cellule. On le voit quitter la prison de Tchita avec quarante détenus, pour être brûlé, croit-on, dans la chaudière d'une locomotive[124]. Malraux n'a rien inventé. À travers la Sibérie circule le train-prison de l'ataman Semenov. Dans un compartiment où la nagaïka s'abat sur le dos des prisonniers, des rigoles ont été prévues de chaque côté pour l'écoulement du sang. Et le train poursuit sa route, traçant derrière lui, dans la neige, parallèles aux rails, deux sombres sillons.

La terreur rouge, à laquelle celle de l'Okhrana ne peut vraiment se comparer, permit de briser les tentatives contre-révolutionnaires. Polémiquant avec Kautsky, Trotski, en des pages célèbres, en a exposé le mécanisme et présenté la justification. Dans la terreur – c'est-à-dire dans la répression – il voit une suite logique de la guerre. L'une et l'autre poursuivent le même but : intimider l'adversaire. « L'armée victorieuse, écrit Trotski, ne détruit généralement qu'une infime partie de l'armée ennemie ; elle terrifie et brise la volonté de ceux qui subsistent. La révolution agit de la même façon : elle supprime des personnes isolées et en terrifie des milliers. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas d'une insurrection armée, dont elle est la suite logique[125]. »

Qui peut nier l'efficacité de cette terreur ? Qui peut la condamner *d'un point de vue moral ?* Seuls, répond Trotski, ceux qui s'opposeraient à toute violence, c'est-à-dire à toute guerre ou à tout soulèvement. « Des quakers hypocrites seuls soutiendraient pareilles thèses. »

Et comme Kautsky demandait en quoi la terreur bolchevik pouvait se distinguer de celle du tsarisme, Trotski riposte avec sarcasme :

> Ne le saisissez-vous pas, saint homme ? Nous allons vous l'expliquer. La terreur du tsarisme était dirigée contre le prolétariat. La gendarmerie tsariste étouffait les ouvriers luttant pour le régime socialiste. Nos Commissions Extraordinaires, à nous, font fusiller des propriétaires de terres, des capitalistes, des généraux, qui font tout pour la restauration du régime capitaliste. Saisissez-vous toute la différence ? Pour nous, communistes, elle suffit à notre justification[126].

Terreur de classe donc, qui ne se justifie, selon Trotski, que parce qu'elle est celle de la classe ouvrière ; qui n'est efficace que parce qu'elle est l'arme d'une classe montante et qui ne se veut qu'efficace. D'autres textes précisent ces conceptions. « Ne cherchez pas, au cours d'une instrumentation, écrit le tchékiste Latsis, des documents et des preuves témoignant que le prévenu ait agi, en actes ou en paroles, contre les Soviets. La première question que vous devez lui poser est de savoir à quelle classe sociale il appartient. Quelle est son origine, son éducation, son instruction, ou sa profession. Ce sont les questions qui doivent décider du sort du prévenu[127]. » À tout prendre, les questions peuvent se ramener à cette injonction : « Fais voir tes mains ! » C'est encore Latsis qui, dans un ouvrage sur les « Commissions Extraordinaires », publié par la Librairie de l'État à Moscou, en 1921, explique que « les Commissions ne sont ni une commission d'instruction, ni un tribunal… C'est un organe de combat, agissant sur le front intérieur de la guerre civile… Elle (la Commission) ne juge pas l'ennemi. Elle le frappe. »

Il n'est pas douteux que la violence de la répression a contribué puissamment à briser rapidement toute tentative de lutter par les moyens du terrorisme sur le front intérieur. *La terreur de masse vint à bout de la terreur sélective.*

Si, selon Victor Serge[128], les Commissions Extraordinaires n'exécutèrent pendant les six

premiers mois (depuis décembre 1917) que 22 personnes, le second semestre vit plus de 6 000 exécutions. De 1918 à 1920, selon le même auteur, 12 733 personnes furent exécutées, mais ces chiffres sont considérés comme incomplets[129].

Si l'on ajoute que les forces de l'opposition étaient profondément divisées, que leurs chefs étaient incapables d'élaborer une stratégie, qu'à l'exception des S.R. de gauche, ils désavouèrent toutes les tentatives faites pour abattre les leaders bolcheviks, l'emploi de la terreur ne pouvait, sauf hasard, qu'aboutir à un échec.

Pris dans ces débâcles, Savinkov ne renonçait pas à la lutte. Pendant les années de la guerre civile, il fut en quelque sorte, un ambassadeur des Blancs auprès des Alliés, s'efforçant de leur représenter le péril auquel le triomphe des bolcheviks exposait l'Europe entière. Mais ces tâches diplomatiques ne pouvaient tromper très longtemps sa fringale d'action. Aussi, en 1920, il s'installa à Varsovie et, de là, organisa une force de quelques milliers de partisans qui se livraient en territoire soviétique à des actions de guérilla, de terrorisme et de sabotage. Il bénéficiait pour ces entreprises du soutien matériel du maréchal polonais Pilsudski, lui-même ancien terroriste. Mais l'offensive de l'Armée Rouge sur la Pologne avait été repoussée avec l'aide de la mission militaire française conduite par le général Weygand. Et quand le traité de paix de Riga mit fin à la guerre russo-polonaise, la raison d'État prévalut sur l'opportunité du combat contre le bolchevisme. Savinkov dut transporter ailleurs son quartier général. Il s'installa à Prague, au cours de l'été 1921, et, avec le concours du général Rudolf Gayda (un des anciens chefs de la Légion tchèque), il organisa un autre groupe terroriste : « La Garde Verte », qui opéra en Ukraine.

Entre-temps, il avait fait la connaissance d'un extraordinaire aventurier, Sidney O'Reilly, un des meilleurs agents de l'Intelligence Service.

Né, dit-on, d'un père irlandais et d'une mère russe, polyglotte parlant sept langues, O'Reilly avait commencé sa carrière en Russie dans le négoce, puis, au début de la Grande Guerre, passa au Japon et aux États-Unis. On pense que c'est dans cette période qu'il devint un agent de l'I.S. En tout cas, il accomplit pour elle plusieurs missions en Allemagne. Au début de 1918, il fut envoyé en Russie.

D'une audace stupéfiante, agissant tantôt sous l'identité de M. Constantin, négociant turc, tantôt sous celle de M. Massimo, négociant grec, tantôt avec les papiers du commissaire Relinsky, de la Tchéka de Petrograd, O'Reilly noua des complicités, organisa des réseaux, et se mit en tête de renverser le régime bolchevik. Il était convaincu que quelques hommes énergiques, agissant au moment opportun, pouvaient modifier le cours de l'Histoire.

Il conçut entre autres, avec la « complicité » de deux officiers lettons, les colonels Berzin et Smidchen, de faire arrêter les leaders bolcheviks. Le Comité Central Exécutif du parti communiste devait se réunir le 28 août 1918 à l'Opéra de Moscou. Le plan conçu par O'Reilly prévoyait que la garde de la salle serait assurée par des fusiliers lettons ; un détachement commandé par Berzin et Smidchen prendrait la scène d'assaut, arrêterait Lénine et ses principaux collègues. Puis on les promènerait dévêtus à travers la ville pour leur faire perdre tout prestige, et un gouvernement provisoire serait constitué.

Le plan se retourna contre O'Reilly. Avertie[130], la Tchéka envahit le siège de l'ambassade d'Angleterre à Petrograd, où le commander Cromie fut abattu les armes à la main, perquisitionna à Moscou au siège du Deuxième Bureau, procéda à une série d'arrestations. Traqué, sa tête mise à prix, O'Reilly joua pendant quinze jours à cache-cache avec les tchékistes lancés à ses trousses et réussit enfin à passer en Finlande.

Sidney O'Reilly était bien fait pour s'entendre avec un homme comme Savinkov. Malgré les

revers, malgré les échecs successifs des armées blanches, ils n'étaient pas décidés à abandonner la lutte.

Ce fut O'Reilly qui présenta Savinkov à Churchill. Celui-ci, qui avait été manifestement conquis par la personnalité de l'ancien terroriste, l'introduisit à son tour auprès de Lloyd George, alors Premier Ministre. Savinkov vint plaider auprès de lui la cause antibolchevique.

C'était un dimanche. Ce jour-là, aux Chequers, Lloyd George recevait d'éminents pasteurs et des chanteurs gallois. Pendant plusieurs heures, la demeure du Premier Ministre retentit de cantiques en langue gaélique. Savinkov, vêtu d'une stricte redingote, chaussé de souliers vernis, le cou serré dans un col raide, d'aspect aussi peu terroriste que possible, attendait. Enfin, l'audience lui fut accordée.

L'homme d'État britannique dut penser que ce Russe venait l'entretenir de projets obscurs, qui ne présentaient vraiment aucun intérêt pour Sa Majesté ou l'Empire. Il y avait eu, en effet, une époque où le bolchevisme était redoutable, car en signant la paix, il libérait du même coup d'importantes forces allemandes. Mais aujourd'hui ? L'offensive de l'Armée Rouge sur l'Europe avait été stoppée. Chacun ne songeait qu'à la paix et il n'était pas question d'engager « les boys » dans une aventure. Il suffisait de laisser faire le temps. Tous ces bolcheviks ne tarderaient pas à se dévorer entre eux. Et en attendant la dislocation prochaine du régime, il n'y avait vraiment aucune raison de ne pas faire un peu de commerce avec ces gens-là{131} . Mr Lloyd George pour sa part était disposé à en faire même avec des cannibales.

Savinkov encaissa avec flegme cette leçon de « réalisme » politique. Il dit seulement : « Monsieur le Président, permettez-moi de vous faire remarquer qu'à la chute de l'Empire romain ont succédé des âges obscurs. »

Il sortit. Il était las, découragé. Les États capitalistes n'avaient soutenu la cause des Blancs que dans la mesure où leurs propres intérêts étaient menacés. Les émigrés ne valaient guère mieux. Ses anciens camarades des milieux révolutionnaires le tenaient pour un renégat qui s'était compromis avec la réaction. Les partisans du régime tsariste ne lui pardonnaient pas son passé. Les fonds dont il avait pu disposer s'épuisaient. Il n'y avait plus d'espoir pour lui en Europe.

Il connaissait le sort des hommes qui, dans une phase de lutte aiguë, s'efforcent de rassembler contre un ennemi commun des partis rivaux. Préconisant l'union, ils ne tardent pas à devenir suspects aux uns et aux autres, et la solitude est leur lot.

Lockhart, qui le rencontra à cette époque à Prague, déclare que « ce n'était plus qu'un paquet de nerfs »… « De grands cernes entouraient ses yeux et son teint blafard était devenu presque jaune. Il était accompagné de deux ou trois Russes qui m'inspiraient peu de confiance et, bien que je me sois efforcé de lui parler et de l'égayer, je sentais qu'il n'était plus que l'ombre vague de l'homme qu'il avait été{132}. »

Au début de 1924, Savinkov décida de retourner en Russie. Il avait reçu un message d'un de ses agents, le colonel Pavlovski, qui, d'U.R.S.S., lui faisait savoir qu'un soulèvement était en préparation. La révolte éclaterait d'abord en Géorgie. Il fallait que Savinkov fût sur place pour prendre le commandement des opérations.

Savinkov flairait-il le piège ? Était-il décidé à rentrer de toute façon en Russie ? Croyait-il vraiment à une insurrection imminente ? Ou bien, las de tout, était-il, comme il l'a soutenu à son procès, décidé à se livrer ? Ces points n'ont jamais pu être éclaircis.

Le 10 août 1924, accompagné de son secrétaire et de la femme de celui-ci, il se mit en route muni d'un faux passeport. Le 28 août, une révolte menchevik éclata en Géorgie, qui fut promptement réprimée. Le lendemain, la presse soviétique publiait le communiqué suivant :

> Le 20 de ce mois, ou aux alentours de cette date, nos services de sécurité ont arrêté en territoire soviétique le citoyen B.V. Savinkov, le plus irréconciliable et le plus acharné des ennemis du gouvernement russe des travailleurs

et paysans.

Le procès se déroula quasi à huis clos, en tout cas la presse étrangère en fut exclue. Mais, à l'ultime séance, trois correspondants furent admis pour entendre la dernière déclaration de Savinkov. Walter Duranty en a rendu compte dans le *New York Times :*

> Il se leva lentement de son banc de bois, et ses regards parcoururent l'assistance… Au moment où l'émotion devenait presque insupportable, il se mit à parler d'une voix basse, faible, mais que l'on entendait dans toute la petite salle du tribunal :
>
> — Je n'ai pas peur de mourir, commença-t-il, je connais déjà votre jugement, mais il m'est indifférent. C'est moi, Savinkov, qui ai toujours nargué la mort, Boris Savinkov, révolutionnaire et ami des révolutionnaires, jugé présentement par votre tribunal révolutionnaire{133}…

Il dit ce que furent sa vie, ses espoirs, sa carrière de terroriste, les raisons qui l'avaient conduit à une lutte acharnée contre le bolchevisme. Mais, à présent, il devait s'incliner devant l'évidence. La Russie n'était pas mûre pour le gouvernement qu'il avait souhaité. Brest-Litovsk ? Il l'avait dénoncé comme une paix honteuse. C'était un répit nécessaire. Quant au régime, au fur et à mesure que les années passaient, sa solidité devenait de plus en plus évidente. Enfermé dans ses entreprises de conspirateur, les vrais sentiments du peuple soviétique lui avaient échappé.

Il affirmait qu'il était venu librement sur le territoire soviétique, sans armes. Ses yeux s'étaient ouverts sur les véritables desseins des impérialistes, qu'il exposa longuement. Et ce fut la capitulation finale :

> … Je dis que je reconnais sans réserve votre droit de gouverner la Russie. Je ne vous demande pas de grâce. Je vous prie seulement de laisser votre conscience révolutionnaire seule juger un homme qui n'a jamais rien ambitionné pour lui-même, qui s'est dévoué toute sa vie à la cause du peuple russe. Mais j'ajoute ceci : avant de venir ici dire que je vous reconnais, j'ai traversé de pires souffrances que les pires que vous puissiez m'infliger.

Savinkov s'assit, ouvrit un étui à cigarettes, demanda du feu à un garde et se mit à fumer. Le juge Ulrich leva la séance.

Les aveux de Savinkov, ce ralliement d'un ennemi implacable, provoquèrent en Europe une stupeur profonde. O'Reilly refusa d'y croire. Il prétendit que Savinkov avait été tué en passant la frontière, que tout le procès n'était qu'une comédie montée avec la complicité d'un acteur qui tenait le rôle de l'accusé. Mais après la publication des comptes rendus des observateurs étrangers, il dut s'incliner devant l'évidence.

O'Reilly adressa alors au *Morning-Post* une lettre où il jugeait durement la conduite de son ami : « Par son acte, Savinkov a effacé pour toujours son nom du tableau d'honneur du mouvement anticommuniste. » Après cela, on comprend mieux l'acerbe portrait du révolutionnaire tracé par Mrs O'Reilly.

D'instinct, Churchill voyait plus juste : « Je ne pense pas que vous deviez juger Savinkov trop sévèrement, écrivit-il à O'Reilly. Il était dans une situation terrible, et seuls ceux qui ont supporté victorieusement une pareille épreuve ont pleinement le droit de le censurer. En tout cas, j'attendrai de connaître la fin de l'histoire avant de changer d'opinion sur Savinkov. »

La fin de l'histoire, quarante ans plus tard nous continuons de l'ignorer. Du moins, le recul nous autorise à soupçonner les dessous du drame. Le cas Savinkov nous apparaît aujourd'hui dans la lumière des grands procès de Moscou, de ces comédies sinistres où l'accusé n'est plus qu'un homme écrasé par une machine à fabriquer des mensonges. Avec Savinkov la technique des aveux n'en est qu'à ses débuts, à ses premiers balbutiements. L'accusé se soumet, rend hommage au régime qui le condamne, renie son passé ; mais il y a place encore pour quelques compromis. Dans ses aveux, le « coupable » conserve une certaine dignité. Ses motifs ne sont pas infâmes et on lui laisse – pour peu de temps – la vie sauve. Dix ans plus tard, il clame son ignominie, débite d'absurdes fables – dont se gavent en Occident des pelletées d'intellectuels –,

se prosterne devant Staline, génie éclatant.

Mais sur les conditions mêmes de l’arrestation, bien des mystères subsistent. Il paraît établi que Pavlovski fut utilisé par le régime comme un agent provocateur. Il est possible que l’insurrection du Caucase ait été « inspirée ». Dans ce domaine, la technique de la Tchéka, puis du Guépéou, n’avait pas tardé à surpasser celle de l’Okhrana. Celle-ci avait montré beaucoup d’habileté pour introduire ses agents dans les milieux révolutionnaires. Les bolcheviks firent mieux : ils créèrent une organisation, *le Trust*, qui n’était qu’une gigantesque provocation et qui servit d’appât aux milieux émigrés. Ceux-ci crurent que *le Trust*, groupe soi-disant clandestin, disposait de moyens puissants, que l’heure était proche où il réussirait à renverser le régime. Et il est possible, en effet, que *le Trust* ait compté dans ses rangs des opposants sincères. Mais, au sommet, l’organisation était entre les mains d’hommes qui, spontanément ou par contrainte, ne servaient que les ruses du régime.

Bien des émigrés iront se prendre dans ce piège. O’Reilly tout le premier. En septembre 1925, il franchit la frontière finlandaise, disparaît. Peu après, un agent particulièrement actif dans les milieux blancs, Maria Schulz, ne revient pas d’une mission terroriste montée par l’organisation du général Koutiépov. Et *le Trust* réussit à neutraliser la plupart des intrigues des émigrés blancs.

Quelque temps après la condamnation de Savinkov[134] , une délégation de journalistes étrangers fut autorisée à visiter la prison du Guépéou et à y voir le célèbre captif. Le régime se permettait encore de ces libéralités, que Staline allait abolir. Un des journalistes, William Reswick, a relaté cette visite. Il décrit Savinkov accueillant la presse étrangère « comme un hôte aimable, riche, recevant des visiteurs », dans une pièce très élégamment meublée : épais tapis, bureau d’acajou, tableaux, divan recouvert de soie bleue. Voilà certes une captivité confortable, plus confortable encore si l’on sait que « l’hôte » du Guépéou pouvait recevoir des invités, et même circuler en voiture (sous bonne garde) dans Moscou et hors de la ville.

Ces bonnes impressions semblent se confirmer au fur et à mesure que l’entretien se déroule. « Nous le pressions de questions. Il eut pour chacun une réponse rapide, pleine de tact, brillante, s’exprimant en russe comme en français avec une aisance égale. »

Mais il suffit d’un léger incident pour faire surgir dans cette prison dorée l’inquiétude et la peur. Soudain, la question, incroyablement maladroite, d’un journaliste français rida cette sérénité :

> — Les horreurs dont on accuse le Guépéou sont-elles vraies ou fausses ?

Dans l’instant, Savinkov fut sur la défensive :

> — *En ce qui me concerne*, répondit-il, elles sont évidemment inexactes…

Réponse évasive, qui esquivait le mensonge, qui laissait la porte ouverte à toutes les suppositions. Savinkov ne pouvait en dire davantage en présence de Trilisser, un des hauts fonctionnaires du Guépéou qui escortait les journalistes. Mais c’était déjà trop. « Je regardai Trilisser, écrit Reswick, … ses yeux sombres étincelaient de colère. Le prisonnier, comme chaque personne présente dans la pièce, ne put se défendre de remarquer la fâcheuse impression faite sur le tchékiste par ces mots : « pour ma part… » Cependant Savinkov continua à parler comme un homme libre, jusqu’à ce que Trilisser eût lancé le mot « Para ! » (Il est temps !), mettant ainsi fin à l’entretien. L’effet de ces mots fut instantané : Savinkov pâlit et se tut. Il souriait toujours en nous raccompagnant jusqu’à la porte, mais c’était un sourire forcé[135]. »

Ce sourire, c’est la dernière image que nous possédions de Savinkov. Il masque des secrets. Il dissimule les aveux indicibles d’un captif aux mains de ses ennemis.

Le 7 mai 1925, le prisonnier Savinkov, terroriste célèbre, écrivain de talent, voué aux

complots dès sa vingtième année, personnage pour roman de Malraux, renonça définitivement au luxe de sa belle cellule. Il se fit conduire en voiture jusqu'à Iaroslav, théâtre de sa plus dure bataille. Ramené dans sa prison, il vit, donnant sur l'escalier, une fenêtre ouverte. Du quatrième étage son corps vint s'écraser sur le pavé.

Telle fut du moins la version officielle. Aucune délégation étrangère ne fut autorisée cette fois à voir la dépouille du prisonnier. Et nul ne peut dire si Boris Savinkov choisit d'échapper à sa manière à ses geôliers, ou s'il finit ses jours comme tant d'autres, au fond d'une cave, avec une balle dans la nuque.



6. - Walter Rathenau, Ministre des Affaires Étrangères de la République de Weimar, abattu par les nationalistes Kern et Fischer. *Phot. Roger-Viollet.*



17. - Le comte Arco-Valley, meurtrier de Kurt Eisner, chef de l'État Populaire de Bavière. *Phot. Roger-Viollet.*



18. - Cornelius Codreanu et ses partisans. *Phot. Keystone.*

Notre tâche est non pas de gouverner mais de donner l'impulsion.

KERN.

CHAPITRE II
LES COMPAGNONS DE LA SAINTE-VEHME

Échec d'un putsch. – l'Allemagne d'après la défaite : chaos et guerre civile. – Les corps francs reconquièrent le Reich. – Les réprouvés de la Baltique. – Associations secrètes et dépôts d'armes. – L'espionnite. – Une exécution manquée. – « La Sainte-Vehme punit les traîtres. » – Terrorisme russe et activisme allemand. – Attentats politiques. – Un homme détesté des nationalistes : Rathenau. – Attentat contre Rathenau. – La mort de Kern et de Fischer. – Le rôle mystérieux d'Ehrardt et de l'Organisation Consul. – Hitler contre le terrorisme. – Derniers combats dans la Ruhr occupée.

Sombres et silencieux sous l'interminable pluie, les hommes de la brigade Ehrardt abandonnaient Berlin. La foule massée sur les trottoirs saluait leur départ de huées et de coups de sifflet. La troupe avançait toujours *Unter den Linden,* quand des coups de feu partirent d'un immeuble. Emportés par la rage, une dizaine de soldats sortirent des rangs, ouvrirent le feu sur les civils qui s'enfuyaient. Il fallut un certain temps aux officiers pour reprendre en mains les soldats furieux. Déjà plusieurs cadavres gisaient dans le hall de l'hôtel Adlon.

Ainsi s'acheva dans le sang le putsch de Kapp déclenché cinq jours plus tôt, le 13 mars 1920. Ce matin-là le soleil brillait quand les six mille hommes d'Ehrardt, répondant à l'appel du général Lüttwitz, occupèrent la capitale sans coup férir. Dans *La Contre-Révolution en Allemagne,* Louis de Brouckère décrit en ces termes l'impression produite par ces guerriers :

> Ils sont jeunes, tout jeunes, pour la plupart. Ils ont le teint terreux des hommes qui ont longtemps fait campagne. Ils sont sveltes et souples, entraînés. Ce sont de beaux soldats. Ceux qui ne sont pas de service se promènent déjà par la ville… Ils examinent la richesse et la beauté de la géante cité avec une curiosité où parfois l'on sent jouer comme une sauvage convoitise… Les Gaulois devaient être comme cela aux premières heures de la conquête de Rome{136}.

Le président du Conseil Ebert et le ministre de l'Intérieur Noske s'étaient enfuis à Dresde, puis à Stuttgart. Un gouvernement insurrectionnel, dirigé par un haut fonctionnaire, Kapp, fut installé. Succès facile, mais sans lendemain. Les parlementaires de droite du Reichstag refusèrent leur appui. Dès le 14, les partis de gauche et les syndicats ripostèrent par une grève générale, massivement suivie dans toute l'Allemagne.

Kapp règne sur la Chancellerie. Au-delà des murs, ses pouvoirs cessent. Il n'a même pas à sa disposition un journal pour faire connaître sa proclamation. Le 17, il renonce, transmet ses pouvoirs à von Lüttwitz. Et à celui-ci, ce sont ses pairs, les officiers supérieurs de la Reichswehr, qui vont porter le coup de grâce. Ils lui remontrent qu'une partie des troupes est prête à lutter contre lui. Peut-il prendre la responsabilité d'une lutte fratricide, alors que son entreprise est vouée à l'échec ? Lüttwitz démissionna.

> La plupart des officiers se tournèrent soudain contre Lüttwitz, écrit Rudolf Mann, et se découvrirent soudain une âme constitutionnelle… Ce jour-là fut pour nous le jour noir… On ne conquiert pas un pays avec des officiers opportunistes. À nous autres, jeunes, on transmit cette nouvelle accablante avec une brutalité toute militaire. On nous dit laconiquement : « Les généraux se sont mutinés{137}. »

Ce jour-là, dans l'âme des jeunes activistes allemands, bien des espoirs s'écroulèrent : l'espoir que l'armée allemande rétablirait l'État, briserait définitivement les partis de gauche, refuserait les traités qui consacraient la défaite de l'Allemagne. Chez les plus acharnés, une décision est prise : puisque les chefs militaires sont incapables d'agir, ils agiront par eux-mêmes. Ils vont entrer dans l'ombre des associations secrètes, des menées occultes, du sabotage et de la terreur.

Sans doute, ils n'en viendraient pas à ces partis extrêmes si l'Allemagne que ces jeunes hommes ont connue, l'Allemagne d'après la défaite, n'était celle du chaos : chaos des luttes politiques, avec leur cortège d'émeutes, de grèves, d'insurrections, de répressions ; chaos des frontières incertaines et d'un Reich qu'écartèlent les séparatismes ; et bientôt le chaos économique provoqué par l'inflation galopante. Au milieu de ces tumultes, seule la Reichswehr, qui tente de se reconstituer, a été pour les jeunes nationalistes allemands, officiers, sous-officiers, étudiants, qui n'ont pas admis la défaite, la seule armature solide dans une Allemagne livrée aux convulsions.

Ces convulsions ont commencé avec l'écroulement de l'Empire. Des soldats se mutinent. Des *Conseils*, inspirés des Soviets, surgissent partout et font retentir sur le sol allemand leurs clameurs. Le Reich se disloque. À l'Est, l'Armée Rouge s'avance, s'installe dans les Pays Baltes, menace bientôt Varsovie. Les partis conservateurs ne tarderaient pas à être submergés par la vague révolutionnaire qui déferle, si un socialiste, un « social-traître », Noske, ministre de l'Intérieur, n'entreprenait avec les tronçons d'une armée brisée de rétablir l'ordre. Avec son accord et son appui, quelques officiers rassemblent des volontaires, les groupent dans des corps francs. Ce sont eux qui, sous le commandement principal du général Maerker, vont reconquérir le Reich, dans d'impitoyables batailles civiles. À Berlin, la révolution spartakiste est écrasée et ses chefs, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, sauvagement abattus. En janvier 1919, les corps francs reprennent Brême, en février, Halle ; en mars, ils brisent une deuxième insurrection spartakiste dans la capitale. À peine en a-t-on triomphé qu'il faut combattre ailleurs : à Magdebourg et à Brunswick, en avril ; puis les corps francs se tournent vers Munich et la Bavière livrée à la République des Conseils et à une Armée Rouge de 20 000 hommes. Le 2 mai, les troupes de la contre-révolution brisent dans la ville les dernières résistances. Quelques semaines plus tard, Dresde et Leipzig sont occupés. Le séparatisme saxon a vécu, après le séparatisme bavarois.

C'est ainsi que le Reich a reconquis son unité. Non sans payer le prix du sang. Il a fallu une semaine de durs combats pour venir à bout de la deuxième insurrection spartakiste, et la répression a fait 1 200 morts. Avant l'arrivée des corps francs, la Bavière a été le théâtre de désordres sanglants. Le socialiste Kurt Eisner, qui avait pris le pouvoir, a été abattu par un nationaliste, le comte Arco-Valley. Le même jour, tandis qu'on prononce au Landstag l'éloge funèbre d'Eisner, un garçon boucher pénètre dans la salle, sort son pistolet et, en représailles, blesse le ministre Auer, tue un député. Puis il s'en va, tranquillement. Le 1er mai, comme leur défaite apparaît certaine, les Rouges fusillent cent prisonniers. Entrés dans Munich, les corps francs abattent sans jugement des centaines de communistes et de gardes rouges.

Les corps francs n'ont jamais été très nombreux : ici 10 000, là 20 000 ou 30 000 hommes, parfois moins. Mais ils constituent des formations redoutables, bien encadrées, rompues à toutes les formes de combat.

> Ces hommes, écrit Benoist-Méchin, ont pris racine dans la guerre et y restent enracinés. Ils ramènent avec eux une sorte d'exaltation funèbre où se combinent le désespoir, le goût de la violence et une soif d'héroïsme désormais sans emploi{138}.

Ce sont eux, et eux seuls, qui ont vaincu la révolution. Dans un discours que le général

Maerker prononce le 24 mai 1919, à l'Université de Leipzig, celui-ci ne cache pas le mépris que lui inspire la bourgeoisie allemande :

> J'ai acquis, dit-il, peu d'estime pour la force d'organisation de la bourgeoisie allemande, tandis que j'ai pu me former une très haute opinion de celle de la classe ouvrière… Alors que la classe ouvrière, hostile au gouvernement, a produit une pléiade de chefs résolus, tenant leurs troupes bien en main, dans vingt villes d'Allemagne centrale je n'ai pas rencontré un seul chef digne de ce nom parmi les nombreux bourgeois[139].

On peut penser que les combattants partagent ce mépris, et qu'ils ne comptent que sur eux-mêmes pour restituer au Reich sa grandeur passée.

Les corps francs n'ont pas seulement brisé les tentatives révolutionnaires. Certains d'entre eux sont allés combattre aux lisières à l'Est, pour y protéger les frontières de l'Allemagne, pour y faire front contre l'avance des troupes soviétiques. Cette lutte débute le long de la côte baltique, dans les plaines sablonneuses de Courlande. Elle rassemble sous le commandement du général von der Goltz, Baltes, Lettons, volontaires allemands, puis des Russes blancs. Au début, bien des intérêts y trouvent leur compte. Les Lettons, qui détestent les Baltes, souhaitent avant tout se libérer de l'emprise soviétique ; les Alliés ne voient pas d'un mauvais œil que la menace bolchevik soit endiguée par d'autres forces que les leurs ; en Allemagne, les pangermanistes considèrent qu'à travers ces combats se poursuit la lutte séculaire pour la défense des marches de l'Est ; quant aux socialistes à la Noske, ils ne sont pas mécontents que des volontaires exaltés aillent faire à présent le coup de feu hors des frontières, plutôt que de se dépenser à l'intérieur en agitations et en complots ; car les victoires qu'ils ont remportées sur les Rouges les rendent dangereux. Aussi le gouvernement prussien incite les jeunes gens « à aller chercher fortune en Lettonie, et à contracter un engagement qui leur assurera plus tard la possession de terres et de droits nationaux[140] ».

Mais les troupes soviétiques repoussées, les contradictions éclatent. Lettons et Baltes s'affrontent. Il s'ensuit une série de furieux combats qui mettent aux prises les Baltes renforcés de volontaires allemands avec les Lettons et les Estoniens. Il est impossible d'en rapporter ici les péripéties multiples. Le fait essentiel pour la suite de cette histoire, c'est que, sous la pression des Alliés, le gouvernement du Reich doit rappeler les troupes allemandes. Les volontaires regagnent le territoire national, la rage au cœur. On leur a promis des terres, ils reviennent plus pauvres qu'avant. Ils sont partis pour oublier la défaite. Ils n'ont connu que des humiliations, dont l'obligation, imposée par leur propre gouvernement, de rendre leurs armes en franchissant la frontière[141]. Ils disent qu'on les a dupés. Entre eux, ils parlent avec colère du nouveau « coup de poignard dans le dos ». Ils méprisent et haïssent ce gouvernement de « lâches ». Ils refusent cette Allemagne lasse de quatre ans de guerre, des désordres qui ont suivi l'armistice, et qui soupire après la paix. Dans *Les Réprouvés*, Ernst von Salomon raconte avec quelle stupéfaction, les combattants de la Baltique apprirent la signature du traité de paix :

> Brusquement, le lieutenant Kay pénétra dans le réduit et lâcha ces mots, au milieu d'un épais nuage de fumée : « L'Allemagne a signé le traité de paix. »
>
> Pendant quelques instants, ce fut le calme absolu, tellement absolu que rien qu'en se levant de sa place Schlageter emplit la pièce d'une rumeur. Il avait la main sur le bouton de la porte et il murmura : « Ah ! Ah ! L'Allemagne a signé… » puis il s'arrêta, le regard droit devant lui, et, brusquement, avec son accent mauvais dans la voix : « Je pense… – et puis, qu'est-ce que cela peut bien nous faire, à nous ? » Et là-dessus, il claqua la porte derrière lui et s'en alla.
>
> Nous restions abasourdis… Subitement, nous sentions le froid d'un isolement indicible. Nous avions cru que le pays nous retiendrait toujours, que nous étions attachés à lui par des liens indissolubles… Maintenant, tout était fini. La signature de la paix nous rendait notre liberté[142].

Revenus au pays, les hommes des corps francs vivent d'une « vie écartée ». Ils attendent une occasion. Elle leur est donnée par l'application du Traité de Versailles. Celui-ci prescrit en effet que les effectifs de la Reichswehr provisoire, maintenant reconstituée, se limiteront à cent mille

hommes. Officiers et soldats se disent qu'on s'est servi d'eux pour des besognes mercenaires et que maintenant on fait bon marché de leur sort. C'est de cet état d'esprit que naîtra le putsch de Kapp.

Après l'échec, le fossé se creuse entre les officiers qui acceptent de servir sous les ordres de Von Seekt dans la nouvelle Reichswehr, et ceux qui sont rendus à la vie civile. Quant aux jeunes hommes des corps francs, ils englobent désormais dans le même mépris politiciens, bourgeois, officiers légalistes. « À partir de 1920, écrit Benoist-Méchin, l'armée allemande prend l'aspect d'un fleuve qui se divise en deux bras : d'un côté, l'armée légale, c'est-à-dire la Reichswehr proprement dite, de l'autre l'ensemble des formations illégales ou secrètes[143] … »

Dissous, dispersés, les corps francs se reconstituent sous la forme d'associations plus ou moins clandestines. Certaines eurent un caractère paragouvernemental : telles les gardes civiques, les troupes de secours technique et les gardes d'habitants. Ces formations permettaient au gouvernement de conserver des troupes militarisées en dehors du contingent prévu par le Traité de Versailles. Sous la pression des Alliés, elles finirent par être dissoutes.

La plupart des corps francs (Rossbach, Oberland, Aulauck, Arnim, etc.) tentèrent de se maintenir en se camouflant derrière les apparences d'associations de travail ou à but culturel. C'est ainsi que le corps franc Rossbach se transforma en communauté du travail, et ses membres furent hébergés chez de grands propriétaires terriens dont ils gardaient les domaines. La communauté est dissoute. Rossbach fonde alors une Association d'Épargne Mutuelle. Nouveau camouflage. Nouvelle dissolution.

Un peu partout le processus est le même. Des associations naissent. Elles sont interdites. Elles se reforment en changeant d'appellation, de but, de résidence. On voit ainsi naître et disparaître à Berlin et dans le Brandebourg : le Bismarckbund, le Sport Klub Olympia ; à Hambourg, le Jungdeutsche Bund ; en Prusse-Orientale, la Ligue Alt-Preussen, la Ligue Jung-Preussen, etc.

À travers tous ces avatars, les forces s'émiettent, s'éparpillent en factions qui se jalousent et se querellent. Elles possèdent leurs secrets, dont le plus précieux est l'existence de dépôts d'armes clandestins, soigneusement enfouis en vue d'un nouveau putsch, ou de toute occasion qu'offrira l'Histoire. Les armes constituent le capital de ces foyers de conjuration, et il faut à tout prix le protéger.

Or ces dépôts sont à la merci d'une imprudence, d'un bavardage, et surtout des espions de la police, ou du parti communiste. C'est dans ce climat de fièvre et de méfiances que commencent les premiers meurtres. De ces exécutions pour cause de sécurité, on ne tardera pas à glisser au terrorisme proprement dit.

Salomon a pris part à une de ces tentatives de meurtre et il en a donné un récit hallucinant. Le « traître » avait participé avec leur groupe à une tentative pour faire évader des officiers de marine qui devaient être livrés aux Alliés comme criminels de guerre. Il cherchait à faire chanter ses camarades. On décida de sa mort. Salomon et son ami Kern invitèrent l'homme à dîner, le firent boire, et revinrent la nuit, par un parc désert qui bordait un lac. Là se déroula une tentative de meurtre qui évoque l'exécution d'Ivanov par Netchaïev ; c'est la même maladresse hagarde, la même atroce et confuse mêlée.

> Weigelt criait et chacun de ses cris excitait notre rage. Nous bondîmes sur lui, il se démenait, nous frappait, et ses coups portaient ; puis Kern lui attrapa la jambe au vol, la souleva, poussa, et le corps de Weigelt glissa, tomba. Avec un floc, l'ombre s'enfonça dans l'eau et des gouttes giclèrent sur nos figures… Il avait la moitié du corps hors de l'eau ; à mon approche, il leva les deux bras. Me penchant en avant, je saisis son veston et posai lentement le canon sur la tempe. Il eut un profond soupir, leva sa figure ensanglantée vers moi, l'appliquant presque humblement contre la bouche froide du pistolet. Il parlait à voix très basse, les mots se formaient difficilement dans sa bouche brisée. À peine il leva les paupières, me fixa d'un regard atone et leva des mains tremblantes. Il gémissait, c'est à peine si je le comprenais. Il dit : « Par pitié, par pitié ! » Il murmura : « Vivre… Vivre…[144] »

Et finalement, Salomon renonce à appuyer sur la détente ! Avec un bras cassé et une fracture du crâne, Weigelt survivra.

Dans une autre circonstance, un ancien instituteur, Kadow – qui a adhéré au détachement Rossbach, – a commis diverses indélicatesses (emprunts non remboursés, petites escroqueries…). On le soupçonne d'être un espion communiste. On l'exécute.

On voit apparaître dans cette affaire le nom d'un homme qui, bien plus tard, deviendra le second personnage du parti nazi. Il s'agit de Martin Bormann. Bormann n'est alors (en 1923) que le modeste trésorier de la section d'un parti raciste. Son rôle est à vrai dire ici assez effacé : il a aidé les meurtriers à se cacher. Lorsque ceux-ci seront jugés, en 1924, Bormann sera condamné à une peine inférieure à un an de prison.

Parfois les exécutions ne sont qu'une conséquence indirecte des tentatives faites par le gouvernement pour maintenir en dehors de la Reichswehr des effectifs camouflés. C'est dans ce dessein que fut organisée ce qu'on appela la « Reichswehr Noire ». Il s'agissait en principe de détachements de travailleurs qui étaient censés rassembler du matériel de guerre pour le détruire. Mais, en réalité, ces hommes formaient une troupe auxiliaire. Là encore, on était à la merci d'une dénonciation, et cet état d'esprit entraîna des exécutions sommaires. Licencier les gens douteux, c'était s'exposer à les voir révéler l'existence des détachements secrets, et provoquer ainsi les protestations de la commission militaire interalliée. Et, les attendus d'un verdict rendu à l'occasion d'un de ces meurtres éclairent le mécanisme psychologique des conjurés :

> La méfiance contre le monde extérieur se devait aussi d'éveiller la méfiance, à l'intérieur des détachements. Les hommes qui voyaient partout l'ennemi arrivèrent, très rapidement, à se suspecter entre eux d'être des espions et traîtres. Ils s'espionnaient donc les uns les autres, et chaque homme vivait dans la crainte perpétuelle de passer lui-même pour un traître. C'est aussi la raison pour laquelle aucun homme n'osa jamais refuser d'exécuter les ordres de ses supérieurs de punir un traître présumé, si bestiaux, si horribles, si injustes que ces ordres aient pu lui paraître, car lui-même s'exposait au danger d'être considéré à son tour comme un traître, et de partager le sort du supplicié{145}.

Aux exécutions dirigées contre les espions réels ou supposés des Associations, s'ajoutèrent bientôt celles des Allemands qui, en Rhénanie ou dans la Ruhr, étaient accusés de se mettre au service de l'occupant. Qu'il s'agisse de séparatistes ou d'Allemands qui, contre finances, renseignent les autorités françaises et plus particulièrement le Deuxième Bureau, des tribunaux secrets rendent des verdicts implacables.

Cette justice sommaire engendrée par l'action clandestine – que celle-ci se développe hors du gouvernement, au besoin contre lui, ou dans les zones marginales de la Reichswehr – cherche sa justification dans le passé germanique : « *La Sainte-Vehme punit les traîtres* », telle est la rumeur qui circule à travers l'Allemagne. Le tribunal de la Sainte-Vehme, né au début du XIVe siècle, avait été institué par les seigneurs, dans une période de désordres. Ce tribunal entendait châtier ceux qui avaient trahi ou failli à l'honneur. Ses juges rendaient la sentence et l'exécutaient eux-mêmes, et il n'y avait que deux verdicts : l'acquittement ou la mort.

Depuis des siècles, la Vehme ne rendait plus guère que des verdicts symboliques, et son dernier tribunal avait été dissous par Napoléon. La ressusciter, ou plutôt en ressusciter la crainte, c'était renouer avec quelque chose d'essentiellement germanique, c'était une façon de s'affirmer contre ces Français qui occupaient la Rhénanie et dont l'empereur avait autrefois aboli cette juridiction féodale ; c'était semer l'effroi chez tous ceux que les activistes allemands accusaient de conspirer contre le Reich.

Nous avons vu que le terrorisme en Russie avait débuté sous la forme d'un groupe « de désorganisation », dont la mission était de châtier les mouchards et ceux qui les utilisaient. Puis, de cette autodéfense, la *Narodnaïa Volia* était passée à l'offensive proprement terroriste contre le tsarisme, par une sorte d'enchaînement logique. Les voies de la terreur sont ici étrangement

semblables. Puisqu'on tue les espions qui ne sont guère que des *effets*, pourquoi ne pas remonter *à la cause*, c'est-à-dire aux hommes politiques qui ont accepté l'« abomination » de Versailles ?

Cette idée s'impose à un groupe de jeunes gens qui appartiennent à la brigade Ehrardt, ou qui ont participé aux combats de la Baltique. Derrière ces garçons exaltés, on discerne le rôle encore mal défini aujourd'hui d'une association illégale l'« Organisation Consul », et l'ombre du commandant de marine Ehrardt, qui a pris une part décisive dans le putsch de Kapp et qui, après l'échec, s'est réfugié sous un faux nom en Bavière.

La terreur politique fut une brève période, couronnée par un attentat qui provoqua en Allemagne et dans le monde une énorme réaction. Les animateurs de cette lutte sont pour la plupart très jeunes : Kern a vingt-quatre ans, Plaas vingt et un, Salomon lui-même dix-neuf. En Rhénanie, dans le Palatinat, ils ont déjà participé à des coups de main, à des attentats contre les autorités d'occupation. Ils organisent la contrebande d'armes. Ils ont fait évader le lieutenant de marine Ditterman. Ils sont entrés dans dix-huit associations, pour y recruter des garçons prêts à l'action directe.

Ils n'ont pas de programme précis, leur vision de l'avenir est très floue. S'ils ont un guide, ce ne peut être qu'Ehrardt, mais le lien qui les unit à lui est plutôt du type féodal que politique. C'est la fidélité des compagnons d'armes à leur chef. Parfois, le soir, dans une chambre d'hôtel, sur une caisse bourrée de dynamite ou remplie de fusils, ils entament de fiévreuses discussions, dont Salomon nous a laissé le tableau pathétique et confus. Pourquoi en viennent-ils au terrorisme politique ? Parce qu'il ne reste plus pour eux d'autre moyen d'agir, à partir du moment où la tentative de restaurer l'État a échoué avec le putsch. Les partis démocratiques comptent sur les masses. Eux les refusent. « Nous voulions éviter, écrit von Salomon, qu'on chassât un mal par un autre, *que le mouvement national arrivât au pouvoir en utilisant les moyens des adversaires, en devenant un parti, une organisation créée en vue d'élections… Nos moyens devaient donc être également différents*. Je crois que ce fut Kern lui-même qui, dans une discussion enflammée, exprima l'idée, que dans ce cas chaque politicien partisan du respect des traités devait être « supprimé ». Supprimé, cela voulait évidemment dire tué. Quels autres moyens y avait-il[146] ? »

Mais à quoi peuvent aboutir ces attentats ? Les conjurés n'en ont qu'une idée très vague. Ils ne semblent pas envisager la prise du pouvoir. *L'attentat aura la valeur d'un signal.* Il sera l'expression éclatante du désespoir de ses auteurs, « un avertissement brutal aux partisans du respect des traités, un moyen de stimuler les énergies nationales[147] ».

> L'atmosphère, écrit von Salomon, a dû être semblable à celle où les révolutionnaires socialistes russes préparaient leurs attentats, avec la seule différence, importante, que les décisions prenaient naissance dans la croyance à la victoire d'une idéologie, d'une structure politique et économique bien définie, tandis que les nôtres procédaient plutôt d'un sentiment vague… En tout cas, là-bas, comme ici, les listes surgissaient[148].

À vrai dire, l'absence de programme chez les terroristes allemands de droite n'est pas la seule différence. La terreur des révolutionnaires russes apparaît toujours comme un système codifié, dont le rôle historique a été discuté, défini, délimité par écrit.

Ces différences procèdent pour une large part du milieu sociologique qui a engendré les uns et les autres. Les terroristes russes proviennent des cercles de discussions où figurent en majorité des intellectuels. Ils *doctrinent* tout naturellement l'exercice de la violence. Le terroriste « de droite » sort des corps francs, des commandos, des associations militarisées. Les liens qui l'unissent aux autres conjurés ne se nouent pas après l'adoption d'un programme ; ils prolongent la fraternité de combat. Les uns poursuivent leur dialectique à coups de bombes ; les autres continuent la guerre par des coups de main, faute de pouvoir agir en unités constituées.

En outre, le terrorisme des révolutionnaires, réduits à des entreprises minoritaires, compte déboucher, dès que les circonstances le permettront, sur les masses. Les activistes allemands veulent, par ce mode de lutte, se distinguer de ces dernières. Chez les premiers, un centre directeur entend, en principe du moins, élaborer un plan d'action que les cellules de base sont chargées d'appliquer. Il ne semble pas qu'il en ait été de même chez les amis de von Salomon. Entre les activistes une liste circule : celle des futures victimes. « Elle consistait dans un petit bout de papier où étaient écrits des noms à tort et à travers, quelques-uns biffés ; d'autres rajoutés[149]. » C'est dans ces conditions que Salomon biffe le nom de Wassermann, croyant qu'il s'agit de l'acteur Jacob Wassermann, alors que c'est un banquier qui est visé. « Le tout, conclut Salomon, était vraiment fait avec une légèreté incroyable. »

Le lien commun entre les divers attentats, c'est qu'on y retrouve en général des hommes de la brigade Ehrardt. Le 26 août 1921, Erzberger, chef du centre catholique et détesté des nationalistes pour avoir signé l'armistice, se promenait dans les environs de Griesbach, en Forêt-Noire, quand il fut assailli et tué à coups de revolver par deux inconnus. Déjà, en janvier 1920, un étudiant avait tiré deux balles sur lui sans l'atteindre. L'enquête révéla que les meurtriers étaient deux officiers de marine, Schultz et Tillesen, qui avaient appartenu tous deux à l'état-major de la brigade. Ils s'enfuirent en Hongrie. On retrouva leur malle chez leur supérieur Von Killinger, trésorier de l'O.C., qui plus tard fut élu en 1920 député national-socialiste.

Le 4 juin 1922, le député social-démocrate Gareis, qui avait menacé de faire des révélations sur les milices locales de droite, fut abattu à Munich, la nuit, en rentrant à son domicile. On ne retrouvera jamais les meurtriers.

Mais l'attentat le plus retentissant sera celui qui entraînera la mort de Rathenau.

Walter Rathenau est un dirigeant du monde capitaliste. Son père lui a laissé en héritage un trust gigantesque, l'A.E.G. (Allgemeine Elektrische Gessellschaft : 307 succursales, dont 188 à l'étranger), qui déverse la lumière électrique sur Berlin et les principales villes allemandes. Mais l'A.E.G. éclaire aussi quantité de villes étrangères : Moscou, Odessa, Madrid, Milan, Mexico, Rio de Janeiro, Buenos Aires, etc.[150].

Chez ce seigneur de l'industrie allemande, il y a aussi l'étoffe d'un homme d'État aux ambitieux projets. Pourtant, en dépit de son énorme fortune, sa carrière s'annonce difficile. La droite n'oublie pas qu'il est juif. Pendant les hostilités, il peut bien diriger le service des matières premières du ministère de la Guerre, il se heurte à tout moment au mépris de ses collègues. « Un jour, écrit le comte Kessler, il trouva ses bureaux entourés d'une palissade qu'on avait élevée durant la nuit pour les séparer des autres services du ministère, comme s'il se fût agi d'un département de pestiférés[151]. »

Il faut les défaites, les désordres de l'Allemagne vaincue pour que l'étoile politique de Rathenau puisse commencer à briller. Le futur homme d'État se révèle dans les conférences internationales et s'affirme comme un partisan du respect des traités. Ministre des Réparations dans le Cabinet Wirth, il est enfin nommé ministre des Affaires étrangères, en janvier 1922. C'est lui qui, dès le mois d'avril, signe le fameux Traité de Rapallo entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Dans le temps même où les Alliés s'inquiètent de ce rapprochement germano-soviétique, les nationalistes l'accusent de pactiser avec le bolchevisme. Au reste, ce sont les conceptions mêmes de Rathenau qui leur semblent haïssables. Il rêve d'une organisation économique à l'échelle mondiale au sein de laquelle les nations, perdant leur personnalité, se transformeraient en sociétés anonymes, où le droit de propriété serait réglementé et qui aurait pour fin dernière de satisfaire les besoins matériels des individus. Nous dirions aujourd'hui que Rathenau voulait

instituer le règne de la technocratie à l'échelle mondiale.

Cet homme fascine et révolte tout à la fois les jeunes nationalistes allemands. Cet homme, par ses ambitieux projets, est dangereux. Cet homme est un symbole, celui d'une société matérialiste qui fera table rase du passé national. Cet homme, il faut l'abattre.

Selon von Salomon, l'idée du meurtre naquit chez Kern. Dans *Les Réprouvés* comme dans *Le Questionnaire*, Kern apparaît vraiment comme l'élément moteur de ce petit groupe. C'était un garçon trapu, vigoureux, au visage ouvert, qui avait commencé son travail d'agitateur dans la Ruhr. Il tint Salomon à l'écart des préparatifs, lui gardant rigueur d'avoir manqué de décision dans l'affaire Weigelt. Un jour, cependant qu'ils discutaient, assis sur un banc au Tiergarten à Berlin en compagnie du calme et silencieux Fischer, ingénieur en Saxe, Kern déclara qu'il fallait frapper à la tête et qu'il avait pris la décision d'abattre Rathenau. « Le sang de cet homme, déclara-t-il, doit séparer irréconciliablement ce qui doit être séparé à jamais. »

Les préparatifs commencèrent. Il fallait se procurer une voiture, des armes, trouver un garage. Enfin, tout est prêt. Le samedi 24 juin 1922, vers 10 h 30, la voiture, une grosse torpédo grise à six places, munie d'une capote, stationne dans une rue latérale de la Kœnigsallee, non loin de l'appartement de Rathenau. Il y a là Kern, Techow, qui s'affaire auprès du moteur, et von Salomon. On n'attend plus que Fischer. Kern enfile un vieux manteau de cuir, recouvre sa tête d'un capuchon, extrait du fond de la voiture un pistolet qu'il place sur le siège de devant, à portée de la main.

> Il se pencha et saisissant ma veste, il dit tout bas : « Tu ne peux pas deviner combien je suis heureux d'en avoir fini avec tout. » À ce moment, Fischer arriva et sans mot dire monta dans la voiture. Techow était assis au volant ; son visage prit soudain une teinte grise et parut comme taillé dans du bois. Kern me donna rapidement la main, puis je le vis debout dans la voiture, grand, le manteau flottant. Le moteur commença à trépider. Je me précipitai et tendis la main à l'intérieur. Personne ne la prit. Kern s'assit, l'auto démarra.
>
> L'auto démarra, j'essayai en vain de la retenir. Elle glissa avec un léger sifflement. Je voulus crier. J'essayai de courir après, mais je restai paralysé, vidé, pétrifié, complètement abandonné dans la rue grise. Une fois encore Kern se retourna, une fois encore je vis son visage. Puis la voiture, ronronnante, tourna le coin{152}.

Et quelques instants plus tard, un témoin aperçoit dans la Kœnigsallee une grosse torpédo qui rejoint une autre voiture, plus petite, dans laquelle ont pris place un monsieur bien habillé et son chauffeur. La torpédo dépasse légèrement cette voiture, l'oblige à se serrer le long du trottoir. Alors, du premier véhicule, un homme se penche au-dehors, braque un pistolet-mitrailleur et les balles partent en rafales. Puis un second homme se lève, jette une grenade. Rathenau s'est affaissé sur son siège et il s'écoule un moment avant que la grenade n'éclate, secouant de son souffle la voiture et soulevant le corps affalé. Déjà la torpédo a disparu. Rathenau aura cessé de vivre quelques minutes plus tard.

Kern et Fischer voulaient faire de leur acte quelque chose de décisif. Ils ne mobilisèrent que leurs ennemis. Les syndicats proclamèrent la grève. Des foules gigantesques suivirent le cercueil de Rathenau. Et la répression commença. Partout dans le Reich, les conjurés furent traqués, identifiés, arrêtés. Des récompenses énormes furent promises à qui permettrait d'arrêter Kern et Fischer.

Ceux-ci erraient à travers l'Allemagne. Ils n'avaient pu passer à l'étranger. Ils finirent par trouver refuge à Saaler (Hanovre), dans un château dont le propriétaire était absent. Leur présence fut découverte et dénoncée. La police cerna le château.

La nouvelle s'était répandue. Dans la vallée, les habitants du village et les touristes suivaient les péripéties du siège, sous un ciel lourd, où la tempête, levée deux jours plus tôt, charriait des nuages déchiquetés. C'est dans ce décor d'un sombre romantisme que moururent Kern et Fischer.

> On les vit apparaître en haut de la tour de l'Est. À la vue de cette foule incompréhensive, leur fierté, indomptable

comme la tempête déchaînée, explosa dans un dernier défi. « Nous vivons et nous mourons pour nos idées ! » crièrent-ils à ces gens qui attendaient, et puis : « D'autres suivront ! » Ils poussèrent un hourra en l'honneur de l'homme qu'ils avaient vénéré comme leur chef et qui, comme eux, était un réprouvé. Ils prirent des pierres qu'ils enveloppèrent de papiers sur lesquels ils avaient sans doute écrit leurs derniers messages et les lancèrent de la tour. Mais la tempête était si violente que, malgré les recherches, on ne réussit pas à en retrouver un seul[153].

L'assaut commença. Au cours de la fusillade, Kern fut tué d'une balle dans la tête. Fischer étendit le corps sur un lit, lui joignit les mains, lui ferma les yeux, prenant soin de disposer sous ses pieds un journal afin de ne pas salir la couverture. Puis il s'allongea à son tour sur un lit voisin, leva son pistolet, l'appuya sur sa tempe au même endroit où Kern avait été frappé et pressa la détente.

En octobre 1922, les complices du meurtre furent jugés en vertu d'une loi sur la protection de la République adoptée après la mort de Rathenau, donc rétroactive[154]. Techow, qui avait conduit la voiture, fut condamné à quinze ans de détention ; l'étudiant Günther, qui avait établi le plan de l'attentat, à huit ans, Salomon et Niedrig à cinq ans ; le frère de Techow à quatre ans, etc. En outre, les condamnés furent déclarés déchus de leurs droits civils[155] .

Les partis démocratiques allemands estimaient en général que ces jeunes gens n'avaient été que des instruments et que la série d'attentats politiques avait été préparée par un poste de commandement unique : l'Organisation Consul, dont Ehrardt aurait été le véritable chef.

Il est vrai que la plupart des auteurs ou complices des attentats appartenaient à l'O.C. On peut relever aussi que dans les statuts de cette Organisation, l'article 11 stipulait que « les traîtres seront punis par la Vehme » et que l'article 5 comportait une formule de serment impliquant le secret le plus absolu sur toutes les affaires de l'Organisation. Ehrardt enfin était resté en relations étroites avec le député nationaliste Helferrich qui, à la tribune, avait prononcé un violent réquisitoire contre Rathenau quelques jours avant l'attentat.

Toutefois, le procès de l'Organisation Consul, où comparurent vingt-six membres accusés d'avoir constitué une association illégale, ne permit pas de faire la lumière. L'accusation abandonna la question de leur participation au meurtre de Rathenau.

Von Salomon pour sa part a toujours soutenu qu'Ehrardt ignorait tout des préparatifs des activistes, et que leurs menées ne pouvaient que contrarier ses plans. Dans *Le Questionnaire* (publié en 1951), il décrit le « savon » qu'Ehrardt lui « passa » lorsqu'il vint le trouver en Bavière, peu après la mort de Rathenau.

Les premières minutes furent terribles. Il « me passa un savon », il me réduisit en miettes, et je ne fis que bégayer : « Oui, mon Commandant », et lui offrir de me tirer une balle dans la tête, jusqu'à ce qu'il tonnât, furieux :

— Ne dites pas toujours « mon Commandant ». Appelez-moi M. le Consul, ou M. le Professeur.

Je claquai les talons, et bredouillai :

— Oui, mon Commandant[156] !…

Salomon explique ensuite que le rôle véritable de l'O.C. était de permettre des opérations que la limitation de la Reichswehr interdisait désormais. Aucun budget n'était prévu pour l'Abwehr – le service de renseignements de l'armée : « La Marine du Reich se chargea alors de ce secteur… L'O.C. n'était ni plus ni moins qu'un secteur de l'Abwehr qui se reconstituait… Lorsque je l'appris, mes illusions s'effondrèrent. J'avais vu dans le Commandant une sorte de sauveur de la patrie, un rebelle héroïque ; j'appris qu'il était un homme en service commandé, un pion dans la lutte des puissances[157]. »

Mais, en certaines circonstances, cette lutte ne se limitait pas au simple renseignement. Les missions de l'O.C. avaient parfois pour but de constituer des dépôts d'armes clandestins ou de déclencher des opérations brèves et violentes contre les puissances de l'Entente dans les territoires occupés de la Rhénanie. « Cette atmosphère d'activité clandestine donnait un élan particulier aux différentes entreprises, *mais elle effaçait les frontières entre ce qui était vraiment*

voulu et ordonné, et ce qui pouvait résulter d'une initiative individuelle. C'était une atmosphère extrêmement dangereuse, dont je n'ai pas perdu le goût[158] . »

En somme, Salomon, Kern, Tillesen, etc. seraient d'eux-mêmes allés au-delà des consignes. Ce n'est pas impossible. Les organisations clandestines engendrent parfois leurs propres extrémistes, partisans de mesures plus radicales. Le parti socialiste-révolutionnaire russe n'a pas toujours été en mesure de contrôler ses organisations terroristes. La rébellion en Algérie est née d'une dissidence au sein du M.T.L.D.

Mais on peut aussi penser que trente ans après ces événements, von Salomon continue à observer l'article 5 de l'O.C. et qu'il respecte le serment qu'il a dû prêter. Il s'agit là, sans doute, de vieilles histoires. Sauf pour les hommes qui y furent directement mêlés. Pour eux, elles restent toujours présentes, et elles conservent des aspects qui ne méritent d'être connus que des seuls initiés. Il est probable que les secrets de la Sainte-Vehme et de l'O.C. ne seront jamais totalement élucidés.

Quelques instants après l'explication orageuse entre Ehrardt et von Salomon, celui-ci vit entrer, vêtu malgré la chaleur d'un imperméable et d'un chapeau de velours gris vert, un homme à la moustache « bizarre » qui, d'une voix gutturale, demanda à voir le commandant :

— Vous ne me connaissez pas, dit-il à von Salomon. Je suis Adolf Hitler.

Ce n'est encore qu'un petit agitateur parmi cinquante autres, mais qui s'impose déjà par ses qualités oratoires, et dont l'étoile ne cesse de monter. Pour l'instant, son attention se tourne vers les préparatifs d'un nouveau putsch, tactique qu'il rejettera d'ailleurs après l'échec de Munich, pour celle de la prise légale du pouvoir par la conquête électorale des masses. Les complots ourdis par de petits groupes occultes, et les attentats terroristes ne l'ont jamais séduit. Sans doute parce qu'il est avant tout un tribun et qu'il accorde à la parole un rôle capital dans le combat politique.

On ne manque pas en général de signaler que, s'il habille ses troupes de choc d'une chemise brune, c'est dans un but de propagande. On oublie que c'est également par souci de se distinguer des nationalistes allemands, qui opèrent dans le secret. Les directives pour la constitution des sections d'assaut (S.A.) rédigées par lui sont, à cet égard, explicites :

> Les sections d'assaut doivent porter un uniforme qui les rende immédiatement reconnaissables, *pour leur enlever tout caractère d'associations secrètes et couper court aux légendes qui courent à ce sujet.* Pour leur retirer toute velléité de satisfaire leur « activisme » par de petites conspirations, il faut leur inculquer dès leur formation la grande idée dont le mouvement poursuit la réalisation. Le premier devoir des instructeurs est d'élargir l'horizon de chaque individu, de lui montrer que sa mission consiste à servir cette idée, non à supprimer tel ou tel de ses adversaires. Il s'agit dès à présent d'élever le combat au-dessus de l'atmosphère mesquine des conjurations privées et des vengeances personnelles, pour lui donner la grandeur d'une guerre d'extermination contre le marxisme[159].

On se doute que ce n'est pas par sentimentalité (la dernière ligne de cette citation, à elle seule, le prouverait) qu'Hitler rejette le terrorisme. Mais ce mode d'action est, à ses yeux, une diversion qui éparpille et égare les forces.

Plusieurs membres des associations secrètes entrèrent par la suite au parti national-socialiste. D'autres resteront à l'écart et seront même victimes du régime. Ehrardt, finalement, s'enfuira en Suisse. Plaas, compromis dans le complot du 20 juillet 1944 avec Canaris[160], sera pendu.

Si, avec la mort de Rathenau, la période du terrorisme politique s'achève, ses méthodes continuèrent à être employées pour la résistance à l'occupation de la Ruhr[161].

Le 10 janvier 1923, les troupes françaises et belges occupaient la Ruhr à l'instigation de Barthou, et sous prétexte que l'Allemagne n'avait pas livré la quantité de poteaux télégraphiques qu'elle s'était engagée à fournir. Le chancelier allemand, Cuno, encouragea la résistance passive (ordre aux fonctionnaires de n'avoir aucun contact avec les autorités d'occupation, grève de

chemins de fer, des administrations, abandon des mines, etc.). Les nationalistes allemands participèrent à la lutte à leur manière : sabotage des voies ferrées, des ouvrages d'art, assassinat des officiers du corps d'occupation. Au mois de mars, cette action atteignit son paroxysme. On compta soixante-six attentats dont vingt par engins explosifs. « Certains d'entre eux, écrit Paul Tirard, furent particulièrement graves, comme la destruction du pont de Düren avant le passage de l'express Bruxelles-Cologne, qui put heureusement être arrêté à temps, et le 30 juin l'attentat du pont de Duisbourg, où une bombe à retardement, déposée dans une voiture d'un train de permissionnaires belges, causa la mort de douze soldats et en blessa vingt{162} . »

Le noyau de cette résistance active était constitué par l'organisation d'Hauenstein. Celui-ci avait organisé dans les territoires en litige entre la Pologne et l'Allemagne une police spéciale qui participa aux combats de Haute-Silésie. Parmi les hommes d'Hauenstein opérant dans la Ruhr figurait Léo Schlageter, déjà volontaire pour les combats de la Baltique. Schlageter finit par être pris par les Français et fusillé. D'autres Allemands furent emprisonnés à l'île de Ré.

Les terroristes allemands ne s'attaquèrent pas seulement aux ouvrages d'art et aux troupes d'occupation. Ils menèrent une lutte d'extermination contre les séparatistes dont la présence française encourageait les tendances. C'est ainsi que le chef de ceux-ci, Heinz Orbis, fut abattu dans un restaurant.

Cette lutte sans merci atteignit son point culminant à Pirmasens. Ce jour-là, le 12 février 1924, une trentaine de séparatistes furent assiégés dans l'Hôtel de Ville qui leur servait de quartier général. À coups de bombes et de grenades, les nationalistes leur donnèrent l'assaut. Puis ils mirent le feu au bâtiment.

> Nous lançâmes des objets enflammés dans les salles, écrivit à Von Salomon, alors détenu, un des acteurs de cette journée, et une provision de munitions explosa. Nous cognâmes contre la porte jusqu'à ce qu'elle se brisât ; nous escaladâmes les escaliers et sortîmes les séparatistes l'un après l'autre et ceux qui nous échappèrent furent lynchés par la foule sur place{163}.

Au-dehors, les Français regardaient monter les flammes et les cris sans bouger.

Il fut supprimé en Roumanie comme Roehm avait été supprimé en Allemagne, et comme lui-même sans doute eût supprimé ses adversaires…

GAFENCO.

CHAPITRE III
TERREUR AU NOM DE L'ARCHANGE

Le « Capitaine ». – Codreanu tue son insulteur. – Fonde la Garde de Fer, – Bagarres avec la police. – Les Macédoniens de Codreanu abattent le président du Conseil. – Acquittement triomphal de Codreanu. – Scission. – Michel Stelescu accuse Codreanu de lâcheté. – Huit légionnaires criblent de balles Stelescu. – Ascension de la Garde de Fer : une manifestation monstre. – Succès aux élections. – Le roi Carol manœuvre pour diviser ses adversaires. – Calinescu, l'homme au monocle noir, contre la Garde de Fer. – Jugé par une cour martiale, Codreanu est condamné à dix ans de travaux forcés. – Duel sauvage où succombent Codreanu et Calinescu. – Après la guerre, échec du coup de force de la Garde de Fer. – Les légionnaires en prison.

Dans la pièce où le « Capitaine » reçoit un des frères Tharaud, les murs sont tapissés d'images de saint Michel. Codreanu est un homme de quarante ans, vêtu de bure comme les paysans de son pays. Il a de beaux traits qui semblent sculptés dans du buis, des yeux d'un bleu de glace. Par instants, un sourire aussi gelé que son regard glisse furtivement sur son visage. Il parle d'une voix claire et lente, en cherchant ses mots. Derrière lui, un immense saint Michel déploie ses grandes ailes peintes, si bien que, le corps du Capitaine masquant celui de l'archange, « les ailes de lumière semblent attachées à ses épaules ».

Les jeunes légionnaires de la Garde de Fer font quelque tapage dans la pièce voisine. Alors Codreanu se lève sans hâte, se dirige vers une porte vitrée qu'il entrouvre, et, d'une voix paisible et froide, jette ces mots très peu « archangéliques » :

— Taisez-vous ou je vous sors tous à coups de bottes dans le c…{164}.

On lui obéit, bien sûr. On obéit toujours au Capitaine. Jusqu'au meurtre, jusqu'à la prison, jusqu'au sacrifice de la liberté ou de la vie. D'où vient l'ascendant de cet homme ? Ce n'est pas un orateur. Au Parlement, il fait piètre figure. À son procès, qui verra sa condamnation à dix ans de travaux forcés, il est à peu près muet. Les Tharaud en sont réduits à exposer les arguments que le Capitaine aurait dû invoquer pour sa défense. Pas davantage n'est-il écrivain. Sa pensée ? Le procureur donne lecture d'extraits de son carnet de route. On y trouve des conseils de ce genre : « Essuie-toi les pieds après les avoir lavés, pour ne pas tomber malade. » Les hommes politiques qui l'ont approché le trouvent peu intelligent.

Et pourtant, on ne peut nier son pouvoir. Il est né de son regard, d'une mystique confuse mêlant la religion et la violence, de ses talents d'organisateur, de son sens de la mise en scène, des serments qu'il fait prêter, du secret qu'il impose, du silence même qu'il observe. Au restaurant universitaire créé par la Garde de Fer, on voit parfois Codreanu apparaître. Il va s'asseoir à une table en compagnie de deux ou trois camarades, ne dit rien, reste cinq minutes,

s’en va. Sa présence marque. La Garde de Fer, ce sont des fidèles voués à un homme par un pacte.

Le pacte, Codreanu le scella à peine sorti du lycée. Au lendemain de la guerre il rassembla quelques camarades dans un bois et leur fit jurer de lutter jusqu’à la mort contre les communistes et les juifs. Plus tard, à l’Université, il créa une association d’étudiants qui ne comptait guère que quarante-six membres. D’innombrables bagarres, les opposèrent à leurs adversaires politiques. Dès cette époque, Codreanu et les siens envisagèrent le recours à la « terreur contre les banquiers juifs et les politiciens vendus ». Après quoi, treize d’entre eux furent arrêtés sur la dénonciation d’un des leurs, Vernicescu. Le programme de terreur s’en trouva sans doute ajourné, mais Vernicescu connut le sort de ceux qui livrent les secrets d’un groupe clandestin. Peu avant l’ouverture du procès des étudiants, il fut abattu.

Tous les inculpés furent acquittés, à l’exception du meurtrier de Vernicescu.

Après cela, Codreanu et ses amis construisirent un local pour servir de foyer à leurs partisans. Mais les étudiants qui le suivaient se heurtaient souvent à la police, laquelle témoignait à leur égard de beaucoup moins d’indulgence que les magistrats. Arrêtés, ils étaient souvent maltraités dans les commissariats. Les frères Tharaud relatent qu’on leur plongeait la tête dans des baquets d’eau.

Un jour, ce fut à Codreanu d’être appréhendé et ligoté. Conduit devant le procureur Manciu, celui-ci l’insulta. Codreanu le prévint que s’il levait la main sur lui, il le paierait de sa vie. Manciu ne tint nul compte de cette menace et gifla le futur « Conducator ».

Codreanu fut finalement libéré avec d’autres étudiants. Mais quelque temps plus tard, trouvant Manciu sur son chemin, il sortit son revolver et l’abattit.

On enferma Codreanu dans une cellule glaciale à Galata où il fit la grève de la faim. Vint le jour de son procès, le 25 mai 1925. Devant une salle bondée d’étudiants, Codreanu et ses défenseurs firent le procès des méthodes policières. Si la police traquait volontiers le futur chef de la Garde de Fer et ses compagnons, la magistrature roumaine, elle, était plutôt antisémite. Elle acquitta l’inculpé. Une formidable ovation accueillit le verdict. Ce meurtre, cet acquittement triomphal, le firent connaître de toute la Roumanie. Il dut penser, sans doute, que la violence payait.

Au point de vue politique, Codreanu avait subi jusqu’alors l’influence du professeur Cuza, vieil antisémite qui avait correspondu autrefois avec Drumont, et qui dirigeait la « Ligue Nationale Chrétienne ». Mais Cuza ne concevait l’action que sous sa forme parlementaire. Codreanu, lui, voulait fonder *un ordre*, dont les membres seraient liés par un serment qu’ils ne pourraient plus dénouer. Les deux hommes finirent par se brouiller. Codreanu partit pour la France. À son retour, il fonda, avec douze compagnons, son propre groupe : le *Ligue de Saint-Michel Archange*.

Il se trouvait qu’un autre jeune homme, du nom de Michel Stelescu, avait de son côté constitué une petite formation : *Les Frères de la Croix*. Les deux groupes avaient sensiblement les mêmes tendances. Ils fusionnèrent. La *Garde de Fer* était née.

Au cours des années qui suivirent, la Garde de Fer devait recruter ses hommes surtout chez les étudiants et les paysans. Pour expliquer son succès, il faut tenir compte d’une situation propre à la Roumanie. Au lendemain de la guerre, le pays manquait de cadres. Le gouvernement encouragea les paysans à envoyer leurs enfants dans les lycées et les universités en leur accordant des bourses substantielles. Mais, vers les années 1930, les postes vacants se trouvèrent tous à peu près pourvus. Il n’était pas question toutefois de revenir en arrière et de mettre fin à la démocratisation des études. En conséquence, les fils de paysans entrés à l’université

s'inquiétèrent de plus en plus des perspectives d'un avenir incertain. On leur délivrait des diplômes : ils exigeaient des postes. Peut-être, dans la partie occidentale de l'Europe, se seraient-ils tournés vers le communisme. Mais en Roumanie, le parti communiste était pratiquement interdit. En outre, la paysannerie roumaine passait brusquement de l'époque féodale à la vie moderne. La Garde de Fer lui offrait deux choses : un mysticisme religieux accordé à ses habitudes, des perspectives d'action violente qui convenaient bien à de jeunes mécontents, arrachés à leur milieu social et condamnés à végéter en dépit de leur instruction. Et comme ils avaient conservé des attaches avec leurs familles, ils devinrent tout naturellement les porte-parole de la Garde de Fer dans les campagnes.

Parfois, des jeunes gens à cheval entraient dans un village. Ils criaient : « Il arrive ! — Qui ? demandaient les paysans. — Le Capitaine ! » Codreanu suivait de près ces messagers. Il descendait de sa monture, silencieux comme toujours, allait embrasser un bœuf entre les cornes, remontait en selle, disparaissait. On parlait longtemps dans les chaumières de ces apparitions théâtrales. Les propagandistes de la Garde de Fer faisaient le reste.

Quant aux tendances terroristes de l'organisation – qui existaient en germe chez les premiers compagnons de Codreanu –, elles furent renforcées par l'entrée dans la Garde de Fer d'éléments macédoniens. Codreanu – écrivent les frères Tharaud – « apprécia comme il convient la froide résolution avec laquelle ils étaient prêts à sacrifier leur vie, et, naturellement, celle des autres. Et, à partir de ce moment, il aima à s'entourer de ces hardis garçons qui allaient apporter dans la Garde de Fer les habitudes de violence des *Comitadjis* macédoniens[165] ».

Les progrès du mouvement permirent à la Garde de Fer d'obtenir, aux élections de 1932, cinq sièges, dont l'un revint à Michel Stelescu. Codreanu lui-même avait été élu antérieurement, lors d'une élection partielle.

Ce n'était pas un triomphe. Mais il faut tenir compte de la nature un peu particulière de la démocratie instituée par la constitution du roi Ferdinand Ier. À condition d'obtenir 40 % des suffrages, le parti gouvernemental disposait de 70 % des sièges ; les autres formations se partageaient le reste.

L'année suivante, Hitler vint au pouvoir. La séduction du national-socialisme commença à s'exercer sur la Roumanie, et la propagande nazie trouva vite des échos dans des régions comme le Bannat et la Transylvanie, où étaient installées de vieilles communautés germaniques. En outre, dans le succès du national-socialisme ou du fascisme italien, une partie de la jeunesse roumaine salua le triomphe des jeunes générations sur les gens en place. Tous ces phénomènes servaient admirablement la Garde de Fer.

Mais au même moment, elle devait faire face à l'assaut d'un rude adversaire. Petit, énergique, cachant son œil borgne sous un monocle noir, aussi peu scrupuleux sur le choix des méthodes que Codreanu, le ministre de l'Intérieur, Calinescu, entendait mener la vie dure aux légionnaires en chemise verte. Sur son ordre, brimades et arrestations se multiplièrent. Les étudiants soupçonnés d'appartenir à la Garde de Fer se virent systématiquement écartés des places. Et dans les commissariats, policiers et gendarmes bastonnaient durement ceux qu'ils arrêtaient.

Pour ranimer l'enthousiasme ébranlé de ses adhérents, le Capitaine créa *l'équipe de la mort*, composée de quinze hommes. Juchés sur une camionnette, ils parcouraient les campagnes, chantant des hymnes religieux. Ils se heurtèrent une fois de plus aux gendarmes. On les arrêta. La magistrature, systématiquement, les acquittait.

Codreanu lança un nouveau mot d'ordre : il mobilisa ses légionnaires pour la construction d'une digue : une fois de plus, ses partisans se heurtèrent aux gendarmes. De nouveau des bagarres, des blessés, des arrestations. Ces violences permanentes préparaient le terrain pour le

recours au meurtre, dès que la répression franchirait une nouvelle étape.

Là-dessus le ministère tomba. Le nouveau gouvernement, formé par Duca, n'était pas mieux disposé à l'égard de la Garde de Fer. Le 11 décembre 1933, il prit contre elle un décret de dissolution. À Bucarest et en province, on arrêta les légionnaires en masse. Dans cette période, une dizaine d'entre eux auraient été tués. On ferma les permanences du mouvement, on saisit ses archives.

La riposte fut la terreur.

Le 30 décembre, Duca se rendit à Sinaïa (dans les Carpathes) pour conférer avec le roi Carol. Dans la soirée, il vint prendre le train du retour. Comme il franchissait la porte de la salle d'attente, un jeune homme cria : « Halte-là ! », l'empoigna au collet et l'abattit de quatre balles. Le meurtrier se laissa arrêter sans résistance. Deux de ses complices furent appréhendés dans les environs. Membres de la Garde de Fer, ils appartenaient à une équipe de cinq hommes qui observaient les principes de lutte des *Comitadjis*. Avant d'accomplir leur acte, ils avaient tiré au sort pour désigner le meurtrier.

Certains affirmèrent que le roi avait facilité cet attentat. Ils firent observer qu'aucune surveillance n'avait été exercée à la gare de Sinaïa, où les meurtriers attendirent le passage du ministre de 11 heures du matin à 8 heures du soir. La seule chose sûre, c'est que Carol s'abstint de paraître aux obsèques[166].

Le successeur de Duca, Tatarescu, qui passait pourtant pour un homme énergique, n'entreprit rien contre la Garde de Fer. Codreanu avait disparu. Deux jours avant l'ouverture du procès, il sortit de sa retraite clandestine et vint se constituer prisonnier. Devant la Cour, il jura qu'il ignorait tout du projet d'attentat. Les accusés, fidèles à leur serment, confirmèrent ses dires.

En fin de compte, ce fut la victime qui fit figure d'accusé. Les chefs de partis défilèrent à la barre des témoins pour déclarer que la dissolution de la Garde de Fer avait été une faute. Les trois principaux inculpés furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité. L'impunité dont bénéficiait Codreanu ne faisait que renforcer le prestige de la Garde de Fer. Son acquittement fut accueilli par les ovations de la salle.

On a là un bon exemple d'un acte terroriste dont le but est de donner un coup d'arrêt à la répression. Il ne s'agit pas seulement de liquider un adversaire particulièrement redoutable, en l'espèce Duca, mais d'adresser un avertissement à son successeur. Dans cette lutte, le procès constituait une seconde épreuve de force. En pareil cas, ce qui compte, c'est moins l'importance de la peine, que son interprétation par l'opinion publique. Or, l'acquittement du Capitaine était un incontestable succès pour la défense.

Dissoute, la Garde de Fer s'était reconstituée sous l'appellation de *Tout pour le Pays*. Le chef officiel en était le général Cantacuzene, mais Codreanu continuait à la diriger en coulisses. Dans la rue, ses partisans chantaient l'hymne des *Nicadors :*

Nous sommes partis trois dans la même pensée
Liés par le même serment
De venger nos camarades et de sauver le pays.
L'Archange Michel nous a aidés.
Punissons les coupables…

Au Parlement, dans l'opinion, tout ceci donnait à réfléchir. Jamais le prestige du Capitaine, triomphalement acquitté, n'avait été aussi grand. La mort de Duca montrait qu'il valait mieux ne pas s'attaquer à sa Garde.

Mais à l'intérieur de l'organisation, les choses allaient moins bien. Entre Codreanu et son principal lieutenant, Michel Stelescu, une lutte à mort se préparait.

Stelescu était à peu près le seul à ne pas obéir aveuglément au Capitaine. Il discutait, il

affirmait son point de vue. Habile orateur, il éclipsait sans peine au Parlement Codreanu, peu à l'aise devant un auditoire. Un mouvement aussi hiérarchisé que la Garde de Fer ne pouvait longtemps s'accommoder de deux têtes. Et toute rupture, dans une organisation fondée sur la violence et le secret, implique logiquement la mort.

Aux ambitions affrontées s'ajoutèrent bientôt des divergences politiques. Stelescu était hostile à une entente avec Hitler. Et pour montrer qu'il restait fidèle au souvenir d'une Roumanie qui avait combattu l'Allemagne, il alla déposer une gerbe sur la tombe du Soldat Inconnu. Ce même jour, Codreanu quitta Bucarest. La rupture était proche.

Stelescu en prit l'initiative alors qu'il était en prison. Il avait été arrêté à la suite d'une manifestation au cours de laquelle les légionnaires profanèrent la plaque érigée à la mémoire de Duca, et que la Garde de Fer considérait comme injurieuse pour elle.

De sa cellule, le 12 octobre 1935, il rédigea son « testament », et le rendit public.

> Si je suis assassiné, écrivait-il, vous saurez que c'est Cornélius Codreanu qui en a donné l'ordre… C'est bien lui qui a donné l'ordre d'assassiner Duca. Cet ordre, je l'ai lu de mes yeux. Les légionnaires doivent se donner un autre chef, car l'actuel est un infatué et un farceur. Publiez ce que j'écris là, ainsi que mon livre sur la Garde{167}.

Les partisans de Codreanu ripostèrent en accusant Stelescu d'avoir été acheté par le gouvernement. Sorti de prison, Stelescu renouvela ses accusations et fonda un nouveau parti, qui rejetait l'alliance avec l'Allemagne et répudiait le racisme : *La Croisade roumaine*. Le célèbre écrivain Panait Istrati donna son adhésion au mouvement.

Dans son journal, Stelescu multipliait les attaques contre son ancien chef, réquisitoires véhéments qui mêlaient à de graves reproches d'assez puériles critiques. « Partout, écrivait Stelescu, les légionnaires se sont battus pour vous, et vous arriviez ensuite pour recevoir les ovations ou assister à leur procès… ou leur enterrement. À Teius, nos camarades tombaient comme des mouches, à Milsalazi également. Moi, je passais à travers la mitraille et vous, vous vous teniez à l'abri dans une maison… Où est votre courage, Capitaine ? »

Mais Codreanu était aussi accusé d'être un corrupteur de la jeunesse. Ne recommandait-il pas à ses légionnaires de lire les ouvrages… « de Dumas père, et autres bouquins de même sorte » *(sic) ?* N'était-il pas naturel que la jeunesse se mît à l'école de ces tristes héros ?

Stelescu ne pouvait ignorer les risques qu'il affrontait. Il connaissait les secrets de la Garde de Fer, le fanatisme de ses membres. Ceux-ci étaient inébranlablement dévoués à leur chef. Groupés en cellules *(les nids),* ils formaient de petites communautés repliées sur elles-mêmes. À l'université, les étudiants « Garde de Fer » ne se mêlaient guère aux autres. Ils donnaient toujours l'impression de vivre *à part*. On pouvait néanmoins discuter avec eux, critiquer leurs opinions. Mais mieux valait s'abstenir de tout propos injurieux, voire simplement ironiques sur le compte du Capitaine. La riposte était immédiate : le légionnaire sautait à la gorge de l'impudent.

La mort du « traître » fut décidée par un Conseil légionnaire. Stelescu n'en ignora rien. Il imprima dans son journal qu'il allait être assassiné. Mieux, il publia les noms des hommes chargés de l'abattre.

Leur projet, leurs noms rendus publics, on pouvait croire que les conjurés hésiteraient, qu'ils abandonneraient leur dessein meurtrier, l'ajourneraient du moins, ou céderaient la place à d'autres exécutants. Mais tout se passa comme si Stelescu en personne avait ordonné sa propre mort et choisi ses bourreaux.

Il s'était fait hospitaliser pour une banale opération de l'appendicite. Quelques jours plus tard, le 16 juillet 1936, huit jeunes gens se présentent à l'entrée de l'hôpital. Huit braves garçons qui viennent rendre visite à leur ami. On les laisse passer. Ils s'engagent à travers les corridors, où leurs pas résonnent. Ils traversent une cour. Dans un coin, sous un hangar, une hache. Ils s'en

saisissent. Ils n'ont pas besoin de cette arme, sinon comme luxe du massacre… La chambre de Stelescu. Ils poussent la porte et, tout de suite, leurs cris jaillissent : « Traître ! Tu vas mourir ! » Et puis les coups de feu en rafales. Et puis la hache, qui s'abat sur le corps que trente-huit balles ont déjà transpercé. Et, sur le lieu du supplice, ils mènent la sarabande de la vengeance, s'embrassent, dansent, exultent. Ils sortent, vont jusqu'au commissariat le plus proche se constituer prisonniers.

Ces huit-là, ce sont ceux dont Stelescu avait donné les noms.

Ils furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; deux autres, qui avaient été mêlés à l'affaire, s'en tirèrent avec des peines de prison. La Garde de Fer en fit des martyrs, et exalta le sacrifice des « Decemvirs ». Codreanu, lui, ne fut pas poursuivi.

Un peu plus tard, l'ingénieur Stonescu, qui était le secrétaire général de la Croisade roumaine, fut assailli en pleine rue, à Galatz, par des légionnaires, et laissé pour mort sur le carreau. Ses agresseurs furent bien arrêtés, mais remis en liberté.

Pourquoi le gouvernement montrait-il une telle indulgence ? Tatarescu craignait-il de subir le même sort que Duca ? Peut-être, mais des motifs politiques le poussaient aussi à ménager la Garde de Fer. À ses yeux, les ennemis les plus dangereux du pouvoir étaient les nationaux-paysans de Maniu. Or, Codreanu les combattait implacablement. On disait que la Garde de Fer avait condamné à mort les principaux leaders des nationaux-paysans. En tout cas, certains légionnaires allèrent trouver le secrétaire général et le vice-président de ce parti à leur domicile pour les avertir qu'ils seraient supprimés dans les vingt-quatre heures, si l'on touchait à un cheveu de leur chef.

S'appuyant sur l'intimidation et sur la terreur, le prestige de la Garde de Fer ne cessait de monter. La situation internationale lui fournissait de sérieux motifs d'espoir. En 1936, Hitler réoccupait la Rhénanie, sans rencontrer d'opposition. En Espagne, Franco se dressait contre les républicains. Une douzaine de légionnaires allèrent combattre dans les rangs des franquistes. Deux d'entre eux, Motza et Marine, furent tués. Leurs camarades ramenèrent leurs corps à Bucarest.

Ce retour fut pour la Garde de Fer l'occasion d'une manifestation monstre. Codreanu savait admirablement régler ce genre de spectacle. Sur les cercueils, ses légionnaires et lui prêtèrent serment de lutter jusqu'à la mort pour la résurrection de la patrie. Et par les rues de la ville, derrière la dépouille des combattants, un immense cortège s'ébranla. À sa tête, le Capitaine, vêtu, à la mode hitlérienne, d'un imperméable qui lui battait les chevilles, suivi de ses légionnaires en chemise verte. Ces hommes avançaient en vagues profondes, de leur pas lent et lourd, naturellement accordé à la solennité des funérailles. Puis venaient quatre cents prêtres et évêques, de hauts fonctionnaires, des officiers en uniforme, les représentants diplomatiques de l'Allemagne et de l'Italie, des étudiants vêtus du costume national et portant des icônes et des bannières. Sur les trottoirs, aux fenêtres, deux cent mille personnes saluaient, le bras tendu.

Ce jour-là – le 11 février 1937 – il y avait si peu de députés au Parlement que le président se résigna à lever la séance.

La Garde de Fer s'imposait. Le gouvernement pourrait-il lui barrer la route aux élections ? Il avait pour lui l'arme, fort peu démocratique en son principe, des 40 % de voix qui, comme nous l'avons dit, lui assurait 70 % des sièges. Pour faire tomber ce pourcentage fatal, Codreanu n'hésita pas à conclure une alliance électorale avec ses vieux ennemis, les nationaux-paysans. Cette tactique se révéla payante. Les gouvernementaux n'obtinrent que 38 % des suffrages ; les nationaux-paysans 19,40 % ; la Garde de Fer obtint 16,09 % ; le parti antisémite de Goga et Cuza, 9,70 %.

Par un curieux paradoxe, ce fut Goga, leader du parti qui avait le moins de suffrages, que Carol chargea de former le ministère. Mais l'Intérieur était aux mains de Calinescu. Tandis que Goga s'empressait d'appliquer un programme antisémite, le ministre au monocle noir accumulait patiemment les pièces pour un réquisitoire contre la Garde de fer. Quand il jugea que la moisson était suffisante, il demanda audience au roi et ouvrit son dossier : violences contre les personnes, pillages des boutiques juives, désordres organisés, tel était le bilan de la Garde de Fer. Mais Calinescu accusa aussi Goga. Les mesures prises par celui-ci contre les juifs avaient contribué à désorganiser la vie économique. Désordre dans la rue et dans l'État, voilà ce que le ministre fit valoir.

Mais l'argument décisif fut que Goga et Codreanu avaient conclu un pacte secret. Carol avait formé un ministère de transfuges afin de diviser les forces de l'opposition. Il avait confié l'Intérieur à un ex-national-paysan : Calinescu. À la tête du gouvernement, il avait placé un antisémite, dans l'espoir que les rivalités entre les partisans de Goga et ceux du Capitaine en seraient exacerbées. Ce jeu semblait réussir. Le Parlement avait été dissous. De nouvelles élections se préparaient, qui, pensait Carol, lui donneraient une majorité stable. Et, en effet, la campagne avait débuté par des combats violents entre les équipes de la Garde de Fer et celles de Goga. Jusqu'au jour où, en secret, Goga avait proposé à Codreanu un pacte de non-agression, que celui-ci avait accepté. Les révélations de Calinescu montrèrent au roi qu'il n'avait plus intérêt à conserver son président du Conseil. Il le congédia, nomma à sa place le patriarche Miran Christian, et suspendit la Constitution. Les défilés en uniformes furent interdits, ainsi que les hymnes et chants politiques. La censure fut rétablie. Tout fonctionnaire fut tenu de déclarer s'il appartenait à un parti politique et, dans l'affirmative, invité à s'en retirer sans délai. L'état de siège fut instauré.

Effectivement, sur plus de quatre millions de suffrages les nouvelles élections ne donnèrent aux opposants que cinq cent mille voix. Et dans le nouveau gouvernement, l'ennemi juré de la Garde de Fer, le terrible Calinescu, occupait toujours l'Intérieur.

Intelligent, au plus haut point ambitieux, Calinescu n'avait pu néanmoins faire la carrière politique qu'il souhaitait. Il n'était pas populaire. Le seul moyen, pour lui, de s'imposer, était de montrer une énergie implacable dans la lutte contre la Garde de Fer. On se doute qu'après le sort de Duca, peu d'hommes politiques revendiquaient cette tâche.

Sans tarder, il frappa à la tête. Il prit le premier prétexte, en l'espèce une lettre virulente adressée par Codreanu au ministre Iorga, le fit arrêter et juger pour outrage. Deux cent cinquante légionnaires, pris parmi les plus importants, furent incarcérés en même temps que leur chef.

Pour la première fois, la réaction de la Garde de Fer parut faible. Elle se limita à des menaces. Cinquante légionnaires firent savoir qu'ils iraient se suicider sous les fenêtres de Calinescu. Celui-ci se contenta de ricaner : « Cinquante ? C'est bien peu ! » Passant en jugement, Codreanu fut condamné à une peine minime, mais ce n'était qu'un lever de rideau. Calinescu tenait le Capitaine sous les verrous et il n'entendait pas le lâcher. Il fit aussitôt organiser un nouveau procès, mais cette fois pour espionnage, sous prétexte qu'au cours de perquisitions, des documents importants avaient été saisis dans les archives de la Garde de Fer.

Codreanu comparut donc devant une cour martiale. Les débats étaient en principe publics, mais à plusieurs reprises on fit évacuer la salle, si bien que le procès se déroula semi à huis clos. Les avocats se plaignirent que sur vingt dossiers, six ne leur aient pas été communiqués. Sur cent dix-sept témoins cités, vingt-sept seulement furent entendus. Les autres étaient en prison, ou n'avaient pas été convoqués. Le verdict : dix ans de travaux forcés dans les mines de sel. Codreanu était tuberculeux. Pour lui, cette peine équivalait à la mort.

Cette fois, les hommes de la Garde de Fer eurent recours à la terreur. À Temisodra, une bombe jetée dans un théâtre où chantait une actrice juive fit plusieurs victimes. Des sabotages furent organisés contre une usine à gaz et le siège d'une société pétrolière, à Cluj. Le recteur de l'Université d'Iaski fut grièvement blessé, ainsi que les deux policiers qui l'escortaient, par un étudiant membre de la Garde de Fer.

D'autres meurtres sans doute se préparaient. Soudain, une brève nouvelle montra que le gouvernement ne reculerait devant aucun moyen pour briser ses ennemis : en quelques lignes, un communiqué révélait que Codreanu et dix-sept membres de la Garde de Fer, parmi lesquels le meurtrier de l'étudiant Vernicescu, ceux de Duca et de Stelescu, avaient trouvé la mort, dans la nuit du 29 au 30 novembre 1938. Selon la version officielle, les détenus avaient été transportés *en auto découverte*, de la prison de Ramnicul à celle de Jilava. À la lisière d'une forêt, le convoi avait été attaqué. Et comme les détenus cherchaient à s'enfuir, ils avaient été abattus par leur escorte.

Singulier transport de détenus, qui s'effectuait en voiture découverte ! Assaillants fantômes, qui n'avaient été eux ni tués, ni blessés, ni capturés, et dont on ne devait jamais retrouver la trace. Il était clair qu'on avait froidement abattu les prisonniers. Cette exécution sommaire rappelait celles de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Elle préludait à celle de Thierry de Ludre, en France au moment de l'exode de 1940, à celles de Mandel et de Jean Zay sous l'occupation.

Ainsi périt le chef de la Garde de Fer. L'homme au monocle noir put penser que sa justice du coin du bois avait été efficace. La Garde de Fer parut brisée. Jusqu'au jour où la voiture de Calinescu fut stoppée dans une rue de Bucarest par une charrette de foin, qui barrait le passage. Des jeunes gens surgirent, tirèrent. Calinescu périt sous leurs balles.

Les meurtriers se rendirent sur-le-champ au siège de la radio. Faisant irruption dans la salle des émissions, ils s'emparèrent du micro et annoncèrent au peuple roumain que le Capitaine avait été vengé. Quelques heures après, ils étaient passés par les armes.

C'était en 1939. Dans ce duel sauvage, la répression parut l'emporter sur le terrorisme. Elle fut implacable. Le gouvernement donna l'ordre aux préfets de fusiller dans chaque département les principaux chefs légionnaires. L'ordre ne fut pas intégralement exécuté. Une quarantaine de préfets, sur soixante-dix, l'auraient appliqué. La Garde de Fer cessa de riposter.

Mais la guerre approchait. Après la défaite de la France, la Garde de Fer put croire que son heure était venue. Son chef, Horia Sima, qui avait succédé à Codreanu, était vice-président du Conseil. Pendant un certain temps, les légionnaires multiplièrent les exactions. Puis l'épreuve de force s'engagea entre le chef de l'État roumain, le maréchal Antonescu, et les hommes d'Horia Sima. Une puissance l'arbitrait : l'Allemagne. Hitler, qui préparait son offensive à l'Est, avait besoin d'une Roumanie où régnerait l'ordre. Il jugea que le maréchal était mieux à même de l'assurer que la turbulente Garde de Fer. Lorsque celle-ci tenta le putsch à Bucarest, les troupes allemandes manifestèrent par leur attitude qu'elles appuyaient le gouvernement. Horia Sima donna l'ordre de cesser la lutte et passa à l'étranger. Il fut un certain temps détenu dans un camp de concentration, mais Hitler, en fait, le gardait en réserve afin de faire pression sur le gouvernement d'Antonescu.

En 1937, après sa victoire électorale, il avait paru que la Garde de Fer allait l'emporter. La dictature de Carol et de Calinescu lui avait barré la route. Au lendemain de la victoire de l'Axe sur la France, elle semblait assurée du succès. Pour la seconde fois, elle échoua. Incontestablement, elle était une force, servie par des énergies fanatiques. Mais la terreur se révéla une arme insuffisante pour s'emparer du pouvoir. Ni Codreanu, ni Horia Sima n'avaient

les capacités politiques d'Hitler ou de Mussolini.

De toute façon, son règne eût été bref. Quand les troupes soviétiques occupèrent la Roumanie, partisans d'Antonescu et légionnaires se retrouvèrent dans les mêmes camps et les mêmes prisons. Et le national-paysan Maniu ne tarda pas à les y rejoindre. Il n'était plus question, pour longtemps d'espérer renverser le cours de l'Histoire. On affirme pourtant que l'esprit de la Garde de Fer subsiste encore derrière les barbelés et les verrous de la démocratie populaire. Parfois, des commissions visitent les prisons et demandent aux détenus pour quels motifs ils ont été arrêtés. La plupart disent qu'ils ont été victimes d'une erreur. Mais les hommes de la Garde de Fer claquent les talons et répondent : « Parce que je suis légionnaire ! »

*
* *

Sous le terme de contre-révolution, nous avons groupé ici un certain nombre d'entreprises terroristes ou simili-terroristes. En les qualifiant de contre-révolutionnaires, nous entendons dire par là qu'elles ont répondu à une situation de fait plutôt qu'à un programme. Il n'est pas besoin de préciser qu'entre les socialistes-révolutionnaires, par exemple, et les activistes allemands, il existe des différences considérables, politiques ou psychologiques. La propagande communiste, elle, ne s'embarrasse pas pour si peu. Elle ne se gêne pas pour confondre les uns et les autres. Pour ne prendre que le seul exemple de la Révolution en Russie et des réactions qu'elle a suscitées, les communistes ont toujours cherché à ramener les différentes oppositions aux aspects d'un même et unique complot : celui de la bourgeoisie impérialiste contre le pouvoir des Soviets. S.R. de gauche ou de droite, anarchistes, mencheviks, officiers blancs, constitutionnels-démocrates, partisans de Boris Savinkov, agents de renseignements français ou anglais, sont toujours dépeints comme liés entre eux par une complicité profonde et comme agissant *sciemment* pour restaurer le nouvel ordre bourgeois. Dans cette mythologie, ils forment un bloc cohérent de renégats, de traîtres et d'espions, que viendront rejoindre plus tard les « hitléro-trotskistes », les zinoviévistes, les droitiers comme Boukharine, les militaires comme Thoukhatchevski. Il est inutile de réfuter ces fariboles. Au contraire, si quelque chose se dégage de la période qui succède immédiatement à la prise du pouvoir par les bolcheviks, c'est bien le caractère incohérent et anarchique de la lutte menée par les oppositions. Leurs divisions sont bien plus éclatantes que leurs accords, toujours fragiles et circonstanciels.

Il n'en reste pas moins qu'avec le recul de l'Histoire on peut parler d'une lutte contre-révolutionnaire, inspirée d'une façon ouverte ou sous-jacente par la crainte du bolchevisme que ce soit au nom d'un idéal démocratique, ou inspirée par une idéologie de « droite ». Et si le terrorisme des activistes allemands et de la Garde de Fer ne fut pas dirigé contre les communistes, ces mouvements furent à l'origine une réaction contre la grande vague révolutionnaire qui secoua l'Europe à la fin de la guerre.

Le terrorisme avait été l'outil de combat des révolutionnaires contre l'autocratie tsariste. Il était logique de déterrer cette arme contre la dictature bolchevik qui lui succédait.

Mais cette lutte fut loin d'être menée avec la même résolution que sous l'Ancien Régime. Elle eut un caractère hésitant et sporadique. C'est que la conscience des combattants était profondément troublée et divisée.

Les plus résolus furent les S.R. de gauche. Chez eux du moins, la reprise du terrorisme résulte d'une décision de leur Comité Central. Elle est publiquement annoncée par Marie Spiridovna. Les exécutants, comme Blumkine, agissent en plein accord avec le milieu politique où se nourrit leur idéologie. Mais ce terrorisme est essentiellement dirigé, non contre les bolcheviks, mais

contre l'impérialisme allemand. Il est dicté par le souci de mener une guerre révolutionnaire contre l'occupant, dans l'espoir que cette lutte éveillera les forces démocratiques en Allemagne. À partir du moment où les hostilités s'interrompent, les S.R. de gauche perdent leur principale plate-forme d'opposition au régime. Au reste, l'échec du coup de force de Moscou les a profondément disloqués. Une partie d'entre eux conserve théoriquement le droit à une opposition légale, d'ailleurs inefficace. Les autres sont en prison ou traqués. Inversement, le terrorisme des S.R. (de droite) s'attaque directement aux dirigeants bolcheviks. Mais ces entreprises furent le fait de petits groupes, désavoués par leurs dirigeants. Dans de telles conditions, la démoralisation des éléments les plus décidés ne tarde pas. Il suffit de quelques échecs pour que les cellules clandestines soient démantelées, ou n'aient plus le ressort indispensable pour agir. Il en fut de même pour les opérations de la guerre civile. Schapiro écrit justement à ce sujet : « Avant tout, leur action a souffert tout le temps de la crainte qu'ils avaient, en luttant contre les communistes, d'aider sans le vouloir une dictature réactionnaire à prendre le pouvoir[168]. »

Savinkov était parmi les rares opposants qui avait une claire conscience de la nécessité d'unir toutes les forces, quelles que fussent leurs étiquettes politiques, contre le bolchevisme. Mais cette conception même le séparait de ses anciens amis et faisait de lui une sorte de franc-tireur isolé.

Quant aux autres entreprises terroristes menées par ce qu'il est convenu d'appeler les forces de « droite » (activistes allemands, Garde de Fer) elles eurent, pour d'autres raisons un caractère aussi incertain. En Allemagne, la phase proprement terroriste fut, somme toute, assez brève. Elle résulte à la fois de l'échec d'un putsch et de la volonté de lutter contre l'occupant (la France). Elle révèle un esprit de révolte, mais ne semble pas avoir été menée avec des objectifs très précis. Le terrorisme de la Garde de Fer apparaît plus systématique. C'est qu'il est soutenu par un parti, ordonné par un chef, et que la résolution dont font preuve leurs auteurs procède indirectement des *Comitadjis.* Se prolonge ici une certaine tradition balkanique de la lutte, dont nous allons parler au chapitre suivant.

Mais en définitive, le terrorisme de « droite » dans la période de l'entre-deux guerres n'est comparable ni en ampleur ni en intensité, au terrorisme révolutionnaire. À quoi tient cette différence ?

Le terrorisme des révolutionnaires russes a été préparé par une longue phase secrète ou semi-secrète. Le recours aux bombes est survenu dans un climat de dissimulation et de complots, il en fut la conséquence logique. Les nationalistes n'avaient guère vécu d'expérience semblable. Les activistes allemands passent pour ainsi dire sans transition des formations armées aux groupes secrets. Ils improvisent la clandestinité et la terreur. Or, ce sont là des activités qui ne souffrent pas l'à-peu-près, et la moindre erreur entraîne une liquidation rapide. Seuls les partisans de Codreanu font, dans une certaine mesure, exception. Ils ont été plusieurs fois dissous, soumis à des perquisitions et à des arrestations fréquentes, sans disparaître pour autant.

Les révolutionnaires russes élaborèrent toute une stratégie de la lutte terroriste. On n'en trouve guère la réplique chez les nationalistes. C'est que le terroriste de « droite » est, bien davantage, lié à un homme dont il est prêt à exécuter les consignes. Même si on admet qu'Ehrardt n'avait pas ordonné les attentats commis en Allemagne, il n'en reste pas moins que Salomon et ses amis pensaient que leurs actes avaient l'accord tacite du commandant de marine. Quant aux terroristes de la Garde de Fer, ils exécutent aveuglément les ordres de Codreanu.

Dans d'autres cas, les nationalistes hésitent à recourir au terrorisme en raison de leurs sentiments religieux. Le capitaine britannique Hill rapporte à ce propos un curieux entretien avec Savinkov :

> J'eus avec lui une longue discussion sur le thème des assassinats et je lui demandai pourquoi les bolcheviks, si haïs dans toute la Russie, et si peu nombreux, semblaient plus à l'abri des attentats perpétrés par des fanatiques que ne

> l'avaient été les fonctionnaires de l'ancien régime. Savinkov soutint qu'il avait toujours été facile de gagner des hommes simples et d'en faire des fanatiques : il était facile de les persuader qu'ils accomplissaient un dessein de Dieu en abattant les représentants de l'oppression. Mais c'était une tout autre affaire d'amener des révolutionnaires conscients, quelle que fût leur haine à l'encontre d'adversaires politiques, à manier l'arme de l'assassinat, car ils conservaient la mémoire attendrie de longues années de collaboration avec les bolcheviks. Savinkov avoua qu'il avait par deux fois estimé absolument nécessaire pour le bien de la Russie de tuer son collègue et chef, le premier ministre Kerenski. Mais il n'avait pu se résoudre à saisir son revolver et il avait, depuis, amèrement regretté cette faiblesse. *Il était d'autre part fort difficile de faire agir les soi-disant* « *Russes blancs* », *anciens officiers de l'armée impériale qui haïssaient les bolcheviks. Ces hommes avaient appris dès leur enfance que le meurtre est un péché et un crime ; tuer un homme de sang-froid était à leurs yeux un acte criminel*{169}.

La première partie de ce texte explique les hésitations des révolutionnaires, désormais déconcertés parce que l'ennemi d'aujourd'hui n'est autre que l'allié de la veille. Quant à la seconde, elle fait état de l'obstacle religieux. Sans doute les choses ne sont-elles pas aussi simples. Certains terroristes révolutionnaires n'étaient-ils pas croyants ? D'autres, adversaires de la peine de mort, pouvaient-ils sans hésitation décider de la vie d'un homme ? Ces débats de conscience, les révolutionnaires les ont connus.

Mais il reste quelque chose d'exact dans le jugement de Savinkov. Il serait naturellement simpliste de répliquer que les officiers du tsar ne se posaient pas tant de problèmes, quand il s'agissait de tuer leur prochain pendant la guerre ou dans les affrontements sauvages de la guerre civile : pour un homme formé au métier des armes, tuer à la guerre ne pose aucun problème de conscience. L'officier ou le soldat exécute l'ordre de ses supérieurs. Il agit avec l'approbation de la nation. Souvent son Église a béni ses drapeaux. Si on ne trouve pas toujours ces motivations dans le cas d'une guerre civile, du moins toutes les structures d'une armée subsistent et recréent un univers familier. L'atmosphère d'un petit groupe terroriste est fondamentalement différente. La décision de tuer cesse d'avoir l'allure d'un réflexe de discipline, pour y prendre la dimension d'un acte de conscience. L'homme qui accepte de tirer sur un ministre a peu de traits communs avec celui qui égorge une sentinelle. Et si l'homme est croyant, il y a nécessairement conflit entre les préceptes de la foi et la nécessité d'abattre un adversaire.

Ce fut ce conflit qui se posa au jeune Bonnier de La Chapelle, meurtrier en 1942 de l'amiral Darlan. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'un acte terroriste, mais d'un complot de palais destiné à éliminer un homme qui gênait pour en mettre un autre à la place. Mais pour l'exécutant, les problèmes psychologiques et moraux étaient les mêmes.

Nous savons que Bonnier, de formation monarchiste, ne tira qu'après s'être confessé et avoir reçu l'absolution *anticipée* de son acte. Le 23 décembre 1942, dans une ruelle déserte d'Alger, à 10 heures du matin, un prêtre, l'abbé Cordier, reçut la confession du jeune conjuré. La nuit de son exécution, Bonnier déclara aux officiers de la Garde Mobile chargés de sa surveillance : « Je suis croyant, je me suis confessé avant l'attentat et j'ai dit au prêtre que j'allais tirer ; évidemment, le Décalogue interdit de tuer, mais il y a des moments où il faut aller tellement vite que la mort de celui qui s'oppose au bien général est nécessaire. Le moment actuel en est un[170] … » Faut-il obéir aux Commandements de Dieu ou aux impératifs de l'Histoire ? Bonnier ne s'engage dans cette voie qu'après avoir mis sa conscience en règle, et absous de tout péché quelques minutes avant qu'il tue. Vingt ans plus tard, les mêmes problèmes de conscience se reposeront pour le colonel Bastien-Thiry.

TROISIÈME PARTIE

LA LUTTE POUR L’INDÉPENDANCE

Sans scrupule ils ont versé le sang d'autrui ; mais sans hésitation ils ont donné le leur.

VICTOR BÉRARD.

Le Colonel. — Je puis vous assurer que les soldats font de leur mieux, mais ils ont affaire à forte partie, croyez-moi… Lorsqu'un détachement turc croit avoir atteint une bande, il constate soudain qu'il n'a devant lui que des paysans labourant consciencieusement la terre.

GASTON ROUTIER
(Enquête du *Petit Parisien*)

CHAPITRE PREMIER
MACÉDOINE
Les précurseurs malchanceux

*L'O.R.I.M., prototype de la subversion. – La Macédoine : puzzle d'ethnies et de religions. – La base bulgare. – Macédoine autonome ou Macédoine bulgare ? – Les intellectuels prennent la tête d'une révolte paysanne. – Une organisation complexe « quadrille » la population. – Objectifs politiques d'une stratégie. – Les « chahuteurs » de Salonique, – Quelques livres explosifs. – Cinq ans de travail souterrain. – Le serment de l'*Équipage. *– Quatre jours qui ébranlèrent Salonique. – Mort des conjurés. – L'insurrection d'Inlinden. – Hécatombe des cadres. – La phase « Jeune Turc ». – Reprise de la Terreur. – La guerre et la question macédonienne. – L'O.R.I.M. reprend la lutte contre la Yougoslavie. – Barrage sur la frontière. – Exactions, terreur, règlements de comptes. – La fin de l'O.R.I.M.*

Les premières émissions « pirates » du XXe siècle eurent lieu en 1903, près de Monastir, ville yougoslave aujourd'hui, mais soumise alors au joug ottoman. Dans certaines chapelles, des phonographes dissimulés derrière des images pieuses appelèrent le peuple à l'insurrection :

> Frères ! L'heure du combat contre notre ennemi séculaire est arrivée. Le jour fixé où le peuple de Macédoine et de Thrace doit se lever est le 20 juillet. (2 Août) Suivez, frères, vos chefs. Rassemblez-vous sous l'étendard de la liberté. Que Dieu vous bénisse. À bas la Turquie, la tyrannie ! Hurrah !

De montagne en montagne, des feux s'allumèrent, propageant le signal de la révolte. L'insurrection d'Inlinden (Saint-Élie) dirigée par l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (O.R.I.M.) commençait.

Un demi-siècle plus tard, le souvenir des luttes menées par les Macédoniens s'est singulièrement estompé. Pour la plupart des gens, seul le mot de *Comitadjis* conserve quelque pouvoir évocateur. Il fait lever l'image de guerriers farouchement barbus, plus brigands que patriotes, ceinturés de cartouchières, retranchés dans leurs montagnes, d'où ils ne descendent que pour la rapine et le meurtre.

Mais ceux qu'on appelle les *Comitadjis* furent tout autre chose que des acteurs d'escarmouches et d'embuscades. Ils furent les inventeurs d'une technique de lutte complexe, qui s'est imposée un peu partout dans le monde, et dont nous avons vu les applications par les résistants dans les pays occupés, par le Viêt-minh, par le F.L.N., par les castristes… Des maquis, des unités qui occupent une petite ville pour quelques jours ou quelques heures, puis s'éclipsent

avant d'être encerclées ; un pouvoir occulte qui double le pouvoir officiel, lève des impôts, frappe ceux qui enfreignent ses consignes ; des complices qui, installés dans les administrations renseignent l'organisation secrète et minent l'appareil gouvernemental ; une structure politique et administrative qui quadrille la population et cherche à l'utiliser comme masse de manœuvre ; des paysans qui font le coup de feu pour venir en aide aux guérilleros, puis dissimulent leurs armes dans des cachettes pour redevenir de paisibles citoyens ; un pays qui, le jour appartient aux forces gouvernementales, et la nuit aux insurgés ; voilà des méthodes et des situations qui nous sont devenues familières. À la charnière du XIXe et du XXe siècle, dans les montagnes et les villages du Pirin, bastion de l'insurrection macédonienne, l'O.R.I.M. c'était cela, c'était déjà cela.

Pourtant, ce n'était pas une mince entreprise que d'éveiller et d'organiser les populations chrétiennes de Macédoine et de les lancer dans la lutte contre le colonialisme turc. Depuis des siècles, seul le Turc porte l'épée. Et d'où les secours pourraient-ils venir ? Située dans la péninsule balkanique, la Macédoine est enfermée entre des montagnes au Nord et à l'Ouest, et la mer Égée au Sud. C'est un territoire sans fenêtres sur l'Europe. La Roumanie est trop loin. L'Albanie, avec ses populations musulmanes fanatiques, offre un renfort au despotisme ottoman. Seuls des hors-la-loi, les *Haïdouks* vivent en état de révolte permanente. Ils se battent davantage pour préserver leur liberté que pour restaurer celle du pays.

Quel pays, d'ailleurs ? La Macédoine est un puzzle d'ethnies et de religions : Bulgares, Grecs, Serbes, Koutzo-Valaques, Juifs, s'y mêlent, tous soumis au même joug, mais rivaux à mesure que la lutte se développera.

L'espoir de la libération naît avec le traité de San Stefano (1878) qui, après la guerre victorieuse de la Russie contre la Turquie crée une Bulgarie indépendante. Il s'évanouit aussitôt au Congrès de Berlin, qui rétrocède la Macédoine bulgare à la Turquie.

Mais il reste que la Bulgarie, même réduite à une principauté, ouvre une brèche pour des populations captives. Ce pays fournira un foyer de formation intellectuelle pour les Macédoniens d'origine bulgare, et plus tard une base d'opérations.

Car tout commence avec les intellectuels, comme en Russie. Vers la Bulgarie, terre chrétienne, émigrent les plus doués des Macédoniens. Ils ne tarderont guère à y occuper des places et à y exercer leur influence. Ils sont avocats, médecins, fonctionnaires, juges, officiers, journalistes[171]. La plupart des journaux et revues bulgares passent rapidement aux mains des Macédoniens. En Macédoine occupée, au contraire, le seul débouché pour la jeunesse intellectuelle, c'est le professorat. Ceux qui y vivent peuvent comparer la triste condition qui leur est faite avec celle de leurs frères émigrés. Ceux-ci, à leur tour, songent aux moyens de délivrer leur patrie d'origine. Il y a là une double poussée et en même temps l'amorce de futures divergences.

À la fin du XIXe siècle, les conditions sont réunies pour l'effervescence des idées. Celles-ci viennent par le chemin de fer qui apporte désormais à Salonique les journaux, les livres, les nouvelles. Elles viennent des universités allemandes et russes, où de jeunes Bulgares vont poursuivre leurs études, ou encore de Genève, où des étudiants macédoniens coudoient des émigrés révolutionnaires. L'idéologie socialiste commence à se répandre, apportée par un homme comme Blagaiev, qui a fréquenté à Odessa et à Saint-Pétersbourg, les cercles du *Partage Noir* ou de la *Narodnaïa Volia.* Salonique, où vit une importante minorité juive, ne tarde guère à refléter ces courants. Dès 1885, elle est un centre d'agitation. Divers cénacles intellectuels s'y créent. En outre, chaque communauté ethnique y vit repliée sur elle-même, et forme comme une franc-maçonnerie. Conditions propices pour élaborer une conspiration.

Le gouvernement bulgare, de son côté, rêve de retrouver les territoires perdus. L'armée brûle de fournir des armes et des hommes pour cette reconquête. L'Église – l'Exarchat bulgare – nourrit en même temps la foi religieuse et la passion nationale[172]. Tout concourt à alimenter la révolte.

La minorité bulgare de Macédoine était donc spirituellement armée pour fournir le gros de l'insurrection.

Mais qui prendra la tête de ce combat ? Des Macédoniens vivant sous la domination turque, avec l'appui des émigrés, ou des Macédoniens de Bulgarie profitant des concours et des ressources que ce pays peut leur fournir ? Et quel sera leur objectif final ? Une Macédoine autonome ? Ou un État bulgare retrouvant ses frontières « naturelles » après avoir libéré les frères asservis ? C'est en pays occupé qu'est née l'O.R.I.M., dès 1893, à Ressen près d'Ochrida. Mais, dès l'année suivante, des cercles se créent chez les militaires bulgares de souche macédonienne. Des agents s'infiltrent en Macédoine. Des brochures « techniques » commencent à circuler pour préparer l'insurrection. Une première tentative, en 1895, est un échec complet. Les « intérieurs » en tirent la leçon. Il faut éveiller le sentiment patriotique dans une population asservie, s'enraciner dans les forces vives du pays, se préparer à une lutte longue et opiniâtre.

L'idée de la révolte est née chez des instituteurs : Grouev, Tachev, Deltchev[173]. Mais elle ne trouve guère ses premières recrues que chez les *Haïdouks* (alliance qui eût comblé Bakounine). À ces bandes qui combattent en ordre dispersé, les intellectuels apportent un but de guerre (la libération), et un système d'organisation. Puis les renforts pour les bandes *(tchétas)* viennent des paysans des zones montagneuses, des villages où l'administration turque est particulièrement faible. À la haine du Turc s'ajoute chez eux le sentiment d'être exploités. Dépouillés de leurs terres, soumis au bon plaisir des beys, accablés d'impôts, parfois victimes de brigands turcs, les paysans macédoniens n'ont guère à perdre à se lancer dans la lutte. Ils ne combattront pas seulement pour l'émancipation, mais pour la réforme agraire. Peu à peu, l'organisation secrète étend ses réseaux vers la plaine, gagne en dernier les villes. Dans les ultimes années du XIXe siècle, l'O.R.I.M. est structurée sur toute l'étendue de la Macédoine.

Organisation solide, ramifiée, diversifiée, qui *contrôle* déjà l'ensemble des populations chrétiennes. Sa cellule de base c'est le groupe, qui comprend dix hommes. Plusieurs groupes forment une organisation locale (de village, de ville) et celle-ci est coiffée par un comité (de village, de ville, de district ou de département). Au sommet de cette pyramide règne le Comité Central, qui siège « partout et nulle part », mais réside en réalité à Salonique. Les représentants de l'organisation à l'étranger, qui ont mission d'alerter l'Europe sur la situation tragique de leur pays, n'y ont droit qu'à voix consultative. En principe, l'O.R.I.M. est une société démocratique et des congrès clandestins qui se réunissent d'année en année fixent la ligne du mouvement et prennent les grandes décisions. Mais, comme dans toute société dont la sécurité repose sur le secret, il est avec la démocratie des accommodements. Le Comité de village est élu par les membres de l'organisation locale et confirmé par le Comité de district. Les membres des Comités de districts sont élus par ceux des Comités de villages et confirmés par le Comité de département avec l'accord du Comité Central. Les Comités de districts élisent le Comité de département qui est confirmé par le Comité Central. Ainsi à chaque échelon la démocratie est sérieusement tempérée par le centralisme.

Cette machine de guerre qui a l'ambition d'entraîner dans la lutte une population asservie, possède encore ses agents de liaison, ses codes secrets, sa presse clandestine, sous forme de bulletins hectographiés, *La Liberté ou la Mort*, *Le Journal*, *La Lutte*[174], sa police et ses tribunaux qui sanctionnent avec rigueur les trahisons ou les défaillances. Chaque Comité est doté

d'une police secrète et doit fournir en outre un rapport mensuel détaillé sur toutes ses activités. Peu à peu, la population prendra l'habitude de soumettre ses différends (ou y sera contrainte) aux tribunaux de l'organisation, désertant du même coup ceux de l'occupant.

Les finances tiennent naturellement une place importante. Les *Comitadjis* (hommes des Comités) taxent chacun en fonction de ses revenus. Il est préférable de faire bon accueil au « percepteur ».

Enfin, le fer de lance de l'O.R.I.M., ce sont les *tchétas* (bandes) commandées par des *voïvodes* (chefs) qui tiennent la montagne d'où elles effectuent des raids audacieux. La *tchéta* agit en liaison étroite avec le village. Elle n'est pas seulement un organe de combat, mais de propagande : elle doit, en effet, expliquer à la population les buts de la lutte et l'inciter à y prendre part. La *tchéta* assure la formation militaire des nouvelles recrues, aide à la collecte de l'argent, exécute les condamnations à mort, poursuit les bandes ennemies, tout cela sous le contrôle du Comité. Ces bandes ne se groupent que pour les opérations importantes.

Les *tchétas* trouvent des renforts dans les milices de villages qui constituent des forces de réserve, et interviennent parfois pour permettre à une *tchéta* encerclée par les forces turques de se dégager. Au reste, chaque paysan doit observer les manœuvres de l'ennemi et alerter le village en cas d'attaque. De leur côté, les *tchétas* ne doivent pas trop s'éloigner d'un village, afin d'y maintenir leur influence.

Mais quelle stratégie adopter ? On ne peut vaincre les forces turques dans un combat classique. Mais les puissances occidentales ont de nombreux intérêts en Turquie. Tout ce qui trouble la paix les dessert. Il faut donc entretenir sur place le maximum de désordres et d'agitation, afin d'éveiller l'attention des puissances et les contraindre à exercer sur l'Empire ottoman affaibli les pressions nécessaires pour que celui-ci entre dans la voie des concessions. Les opérations militaires ne seront donc que des moyens au service d'une stratégie politique, dont la carte maîtresse est le trouble qu'elle suscite chez les pouvoirs étrangers… Conception tout à fait moderne, dont les grandes lignes sont exposées dans l'ouvrage des Bulgares Thomov et Bajdarov, *Le Mouvement révolutionnaire en Macédoine :*

> L'Organisation devait soigneusement diriger ses efforts sur la ligne de moindre résistance, c'est-à-dire devait se fixer un tel but et donner un tel caractère à la lutte que les résistances extérieures et intérieures soient amoindries, sinon complètement paralysées : elle devait ensuite tendre à devenir un facteur puissant, capable de créer en Macédoine et dans les Balkans un état tel *qu'il ne restât aux grandes puissances qu'une voie pour garantir leurs intérêts : celle de la pacification de la Macédoine par l'application des réformes demandées par l'Organisation.* Il fallait se préparer à une lutte difficile, sanglante et longue{175} .

À partir de là se développent les conséquences logiques, et surgissent les problèmes d'organisation et de tactique qui seront plus tard le lot des mouvements subversifs au cours de leur développement. L'extension même du mouvement, en dépit des précautions prises, éveille l'attention de l'adversaire. Des dépôts d'armes sont découverts, des hommes arrêtés et torturés. La répression répond aux progrès du mouvement. Le nombre des hommes contraints à une existence illégale augmente. Ce sont les plus courageux et les plus actifs. Assurer leur fuite à l'étranger, c'est se priver d'éléments précieux. Il vaut mieux les utiliser sur place. Ces hommes traqués se transforment tout naturellement en combattants, que la configuration tourmentée du pays rend difficiles à saisir. Ils viendront renforcer les *tchétas*, dont l'existence sera sanctionnée vers la fin de 1899 par une circulaire du Comité Central.

L'agitation, les combats, les troubles qu'on entretient, les exactions qui leur succèdent{176}, n'ont, nous l'avons dit, d'autre but que d'obtenir l'attention des puissances, d'éveiller des sympathies, et de provoquer les interventions. Mais, au début du siècle, le moment est peu favorable. L'Angleterre est accaparée par la lutte contre les Boers, la Russie redoute les

répercussions révolutionnaires sur ses propres nationalités, l'Allemagne cultive l'amitié turque, tandis que la diplomatie française cherche à obtenir des concessions du côté de Constantinople. Et puis, des combats qui se déroulent dans des régions montagneuses peu accessibles sont assez aisément passés sous silence, ou minimisés par le pouvoir. Leur écho reste faible. Au sein d'une petite minorité autonome, l'idée naît alors d'accomplir des actes assez spectaculaires pour forcer l'attention et l'émotion. Et c'est ici que la terreur trouve son emploi et son terrain de prédilection : la grande ville, qui offre un écho idéal aux bombes et aux fusillades. Salonique fut choisie comme théâtre des opérations. Cinquante-quatre ans plus tard, les dirigeants du F.L.N. feront le même calcul.

La genèse des attentats de Salonique est une extraordinaire aventure vécue par une poignée d'adolescents, menée à son terme en dépit d'obstacles incessants et qui, pour les conjurés, débouche sur la mort.

En 1898, une dizaine de lycéens originaires de Veles, près de Salonique, formaient ce que nous appellerions aujourd'hui une bande de copains. Ils ne songeaient guère qu'à se signaler à l'attention par leur turbulence et leurs actes d'indiscipline, s'appelant eux-mêmes les « chahuteurs ».

Peu à peu les chahuteurs furent gagnés par la contagion révolutionnaire. Ils voudraient bien faire quelque chose pour la Macédoine. Quoi ? Ils ne savent pas au juste. Ils ont quelques contacts avec l'O.R.I.M. et notamment avec un des membres du Comité Central, Deltchev. Celui-ci était un rude gaillard qui, comme maître d'école, employait des méthodes pédagogiques un peu particulières. Ainsi avertissait-il ses élèves que ceux qui seraient incapables de franchir d'un saut les bancs de l'école, ne seraient pas admis dans la classe supérieure. Quant à celui qui ne rendrait pas le coup reçu d'un camarade, Deltchev lui promettait de le rouer lui-même.

La résolution des « chahuteurs », qui s'intitulaient désormais l'« Équipage », n'était pas pour lui déplaire. Mais le Comité Central se méfiait de ces impulsions juvéniles et refusa tout net d'encourager par quelque argent la soif d'action de ces garçons démunis.

Là-dessus passe à Salonique un certain Merdzhanov, qui arrive de Genève, où il est allé poursuivre ses études, et de Sofia. À Genève, il a fréquenté des émigrés russes de la *Narodnaïa Volia* et des anarchistes, et l'idée de l'attentat s'est emparée de son esprit. À Sofia, il est entré en contact avec Sarafov, qui seconde le général Tzontchev à la tête du *Comité Suprême Macédo-Andrinopolitain*, de stricte obédience bulgare, et à ce titre rival de l'O.R.I.M.[177]. Merdzhanov veut entreprendre un attentat contre le sultan, et il obtient de Sarafov les fonds nécessaires.

Dans sa valise, Merdzhanov transporte, non des bombes, mais des livres : aux membres de l'*Équipage* avec qui il a pris contact, il distribue *La Russie souterraine* de Stepniak, *L'Anarchie et la Société moribonde* de Jean Grave, les œuvres de Lavrov, de Kropotkine et de Tchernichevski. Les principes du terrorisme russe, mêlés aux théories anarchistes, pénètrent dans la péninsule balkanique après avoir fait escale à Genève. Les bombes de Salonique vont faire écho à celles de Saint-Pétersbourg et de Paris. Et comme Merdzhanov a de l'argent, il en cède un peu aux membres de l'*Équipage*. Puis ce commis voyageur du terrorisme gagne Constantinople.

Il comptait commettre un attentat contre le sultan, le jour où celui-ci va prier à la mosquée. C'est impossible : la garde tient les curieux à distance. Qu'à cela ne tienne ! On fera sauter la Banque Ottomane. Et comme Merdzhanov a gardé des liens avec les jeunes gens de Salonique, il leur soumet un projet : pourquoi, le même jour, à la même heure, l'*Équipage* ne ferait-il pas sauter la Banque Ottomane de Salonique ? Quel retentissement dans le monde entier ! Projet ratifié avec enthousiasme : de part et d'autre, on se met à l'œuvre.

À Constantinople, Merdzhanov loue à proximité de la Banque la remise qu'un papetier utilise

pour ses stocks. À Salonique, le patron de l'*Équipage,* Youri Yordanov, qui, aîné de la bande, n'a pas vingt ans, fait de même avec une boutique de coiffeur. Et commence un inlassable travail de taupe. Les conjurés sont quatre dans la première ville[178], neuf dans la seconde. Les deux groupes creusent leur sape, dix centimètres par dix centimètres, avec des instruments de fortune.

À Salonique, où sans cesse, des clients vont et viennent dans la boutique du coiffeur, les conjurés prennent des précautions infinies. Le tunnel s'amorce dans la cave de l'arrière-boutique qui n'est séparée du salon, où l'un des jeunes gens manie ciseaux et rasoirs, que par l'étoffe d'un rideau. Yordanov fait régner une discipline de fer. Chacun se relaie pour des heures de quart. Le moindre bruit, la plus minime imprudence sont sanctionnés. Constatant un jour qu'un de ses camarades a, de la rue, regardé avec trop d'insistance en direction du soupirail de la cave, Yordanov le « passe à tabac ».

Comme la sape avance, il faut bientôt alimenter en air l'équipe au travail. Un soufflet et un tuyau de caoutchouc feront l'affaire. Quant à la terre, elle est évacuée le soir dans des sacs en papier. Le même système est employé à Constantinople.

Mais il est difficile de vivre à neuf sur un seul salaire, même si les affaires sont bonnes. Les jeunes gens se débrouillent comme ils peuvent. Et le jour où l'argent vient à manquer on n'hésite pas à le prendre là où il est. Un des conjurés vole les bijoux de sa tante. Puis on négocie avec l'oncle, qui rachète les bijoux.

À Salonique, au bout de deux ans, le tunnel est achevé.

Le groupe de Constantinople, moins nombreux, en a encore pour six mois d'efforts.

Le gros problème maintenant, c'est de faire venir la dynamite de l'étranger. Un premier envoi est attendu à Constantinople. Le « colis » franchit la frontière bulgare, échappe aux contrôles de la douane. Déjà l'Arménien Kazakov en a pris possession. Il est sur le point de parvenir à son domicile quand la lourde valise, confiée à un porteur, attire l'attention d'un policier turc. Les suspects sont interpellés et arrêtés.

Kazakov ne parle pas. Mais l'alerte est donnée à Constantinople comme à Salonique, et, dans la crainte que leur tentative ne soit découverte, les conjurés évacuent et la remise du papetier et la boutique du coiffeur. Là-dessus, le groupe de Constantinople est pris dans une rafle policière, puis expulsé en Bulgarie, sauf Shatev, qui rallie Salonique. Quelque temps plus tard, deux conjurés viennent vérifier si le tunnel de Constantinople a été découvert. Par chance, il n'en est rien. Par malchance, l'un d'eux s'empresse de relater cette heureuse nouvelle dans un message chiffré qui est intercepté par les Turcs. Cette fois, plus d'espoir d'entreprendre quoi que ce soit dans cette ville.

Yordanov, pourtant, n'abandonne pas. Ce qui lui manque, c'est une fois de plus l'argent. Il se rend à Genève où il prend à son tour contact avec des terroristes et des anarchistes et avec Sarafov. Les premiers l'encouragent à poursuivre ses projets mais à les diriger surtout contre les intérêts étrangers qui sont investis à Salonique. S'attaquer aux biens des capitalistes d'Europe c'est, pensent-ils, le meilleur moyen d'obliger les puissances à faire pression sur la Porte pour obtenir des réformes[179].

Quant à Sarafov, qui reçoit des fonds d'un « mystérieux Anglais », il donne deux mille dollars à Yordanov, lequel, en contrepartie souscrit une police d'assurance en faveur de son donateur. On peut en inférer que Yordanov avait déjà fait le sacrifice de sa vie.

À son retour, l'*Équipage* loue une nouvelle boutique, une épicerie cette fois, mais toujours à proximité de la banque et l'on se remet à creuser. Puisqu'on doit renoncer à toute entreprise à Constantinople, on ne se contentera pas de faire sauter un immeuble. On tirera un extraordinaire feu d'artifice en semant des bombes par toute la ville.

Pour cela, il faut faire entrer de la dynamite, beaucoup de dynamite. Mais Garvanov, qui dirigeait à cette époque le Comité Central, était hostile à ce projet. Apprenant qu'un contrebandier devait livrer aux jeunes terroristes un chargement de dynamite, il réussit à le soudoyer et intercepta la livraison.

Les jeunes gens ne se découragèrent pas. La dynamite leur parvenait malgré tout, dans les bagages d'une danseuse ou dans des boîtes de sardine. Elle s'entassait dans le nouveau tunnel, long de treize mètres, enfin achevé, et le stock des bombes, fabriquées sur place, s'accroissait. Le moment était venu, après cinq ans d'efforts et de contretemps, d'agir. Ce fut en vain que Deltchev supplia Yordanov de renoncer. Au début de 1903, le Congrès de l'O.R.I.M. avait décidé de lancer une insurrection générale dans le courant de l'année et l'organisation attendait une importante fourniture d'armes. Or, l'action terroriste ne manquerait pas d'entraîner une mobilisation policière dans tout le pays, avec le risque que l'envoi fût saisi.

Tout ce que Deltchev put obtenir, contre un versement de deux cent cinquante dollars, ce fut un délai. Yordanov et ses amis patienteraient un peu. Mais ils furent intraitables, quand une nouvelle démarche du Comité Central réclama un second ajournement.

— Cela fait cinq ans, dirent-ils, que nous attendons. Toute prolongation de l'attente risque d'entraîner la découverte du tunnel. L'humidité menace cette dynamite que nous avons eu tant de mal à obtenir. Et puis, nous en avons assez des atermoiements. Le Comité Central n'est pas d'accord avec nous ? C'est son affaire. Qu'il évacue la ville, car il est inutile que ses membres se fassent prendre dans la rafle qui suivra les explosions.

Seul du Comité Central, Garvanov resta sur place, bien qu'il ne fût pas d'accord avec cette tentative. Et il sera, en effet, arrêté.

La date des opérations fut fixée. Elles débuteraient le 28 avril 1903. Ce jour-là, plus de cinq ans d'efforts aboutiraient à la plus formidable offensive terroriste que le monde ait jamais connue. Ce jour-là, les peuples d'Europe qui suivaient avec indifférence le drame sanglant de la Macédoine ne pourraient plus faire semblant de l'ignorer, et les capitalistes commenceraient à trembler pour leur argent. Ce jour-là, l'*Équipage* entrerait dans l'Histoire. Les jeunes Macédoniens avaient choisi ce titre parce qu'ils voulaient ainsi exprimer qu'ils étaient embarqués sur un frêle esquif, qui arriverait au port, à moins qu'il ne se brisât sur les récifs. Ils allaient atteindre leur but. Ils décidèrent qu'en même temps ils se briseraient. Ils se réunirent aux environs de Salonique et la question fut posée : feraient-ils le sacrifice de leur vie, ou devraient-ils, au contraire, s'efforcer d'échapper à la répression afin de poursuivre la lutte ? Sur ce point, les avis s'opposèrent. Le nombre des mains levées les départagea : il fallait mourir.

Pendant quelques jours Salonique va être livrée aux bombes, aux raids de la terreur, aux déchaînements de la répression.

Le 28 avril, le navire français *Guadalquivir*, qui venait de débarquer des munitions pour l'armée turque, leva l'ancre vers 10 heures du matin. Un peu plus tard, une violente explosion fut entendue à son bord, et le navire commença à brûler. Des quais, on vit le paquebot empanaché de fumée virer de bord et revenir vers la terre. Cinq hommes d'équipage bloqués par les flammes furent légèrement brûlés, mais purent être dégagés à temps. Un peu plus tard, on arrête à la frontière un jeune homme de vingt-deux ans dont la véritable identité est Shatev. Il a pris un billet de première classe, déposé la bombe, est redescendu à terre. On l'arrête parce qu'il est le seul, contrairement à l'avis diffusé, à ne pas avoir réclamé le remboursement de son billet à bord du *Guadalquivir*.

C'est tout pour la première journée. Le lendemain soir commencent le feu d'artifice et la panique. Depuis vingt-quatre heures, Yordanov s'est installé dans le tunnel, afin d'être sûr

qu'aucun contretemps ne l'empêchera de faire exploser la mine. Il attend le signal. Le voici. Brusquement toute la ville s'éteint. Salonique est plongée dans les ténèbres. À 20 heures, Kirkov a mis le feu à sa bombe avec sa cigarette et fait sauter la conduite principale de gaz. Au même instant, Arsov, le plus jeune de la bande, pénètre au Casino, dépose son engin sur une table, s'esquive, et Yordanov, sa mèche allumée, quitte le tunnel. Prévenu par téléphone, le directeur de la Banque Ottomane a juste le temps d'évacuer le bâtiment, et une terrible explosion secoue les ténèbres.

Partout, c'est l'affolement. Les terroristes, certains à pied, d'autres, dit-on, à bord de voitures à chevaux, se répandent dans toute la ville, projettent ou déposent des bombes à la porte des cafés, des brasseries, des restaurants fréquentés par les Européens. Une poignée de jeunes gens font lever sur leurs pas la panique. Bientôt, à l'écho de ces explosions, répondent les fusillades. Les troupes turques, rendues furieuses, se déploient dans les rues, tirent sur tout ce qui bouge. Malheur à tout chrétien qu'elles rencontrent. Il est abattu sur-le-champ. Cette tuerie continuera de jour et de nuit et ne cessera qu'avec l'arrivée de la flotte autrichienne dans le port.

Cette nuit-là, deux des terroristes, Metchev et Tirtchikov succombent. Ils ont manqué l'usine à gaz. Se séparant, ils ont répandu à profusion sur leur chemin les bombes dont ils sont munis. Ils se retirent à leur domicile commun, où la troupe les assiège. Ils se défendent au revolver et à la bombe jusqu'à épuisement des munitions. Puis ils apparaissent à la fenêtre, où les abat la fusillade.

Dès le lendemain, à l'aube, c'est au tour de Yordanov et de Hassan-Arab Bimbashi d'être assiégés. Et la même scène se répète : bombes sur les soldats et, au bout de cette résistance sans espoir : la mort.

Le quatrième jour, l'*Équipage* compte deux morts de plus : Kirkov et Tsvetkov. Kirkov s'habille avec soin comme s'il se rendait à une réception – canne, haut-de-forme. Il veut faire sauter le service télégraphique de la Poste. Trop de précautions sont prises. Il sera tué avant d'avoir pu faire exploser son engin.

Tsvetkov, lui, a conçu un autre projet : tuer le gouverneur en déposant une bombe dans sa voiture. Au moment où le gouverneur quitte son domicile, il s'approche. Mais la garde veille. On l'interpelle. Alors il allume sa bombe, la pose à terre, s'assied dessus. Et attend…

Quatre rescapés seront jugés plus tard par une Cour martiale : Shatev, Bogdanov, Boshnakov et Arsov. (D'autres sans doute ont pu échapper aux recherches.) Garvanov, qui n'est pour rien dans l'affaire, fait partie de la charrette. Les quatre sont condamnés à mort, puis voient leur peine commuée en dix ans de prison. On les expédie au Fezzan. Le climat y est atroce. Deux n'y résistent pas. Seuls Shatev et Bogdanov, amnistiés en 1908, pourront revoir la Bulgarie. Ce sont les rescapés de l'*Équipage*.

Cette offensive terroriste précédait d'une cinquantaine d'années celle que le F.L.N. livrera à Alger. Mais à Salonique, le groupe terroriste avait jeté toutes ses forces simultanément dans la bataille, au lieu d'échelonner dans le temps ses actions. Son offensive-éclair fit parler d'elle dans le monde entier. Mais c'était une opération-suicide. Et ces premiers « kamikaze » n'auraient pas de successeurs.

Cette vague d'attentats n'eut pas les répercussions politiques qu'en attendaient ses auteurs. Si l'Europe fut secouée, ce fut surtout d'indignation. Le coup porté aux intérêts économiques avait été soudain et brutal, mais négligeable dans ses effets, dès l'instant qu'il avait passé comme un orage, et que la mise hors de combat des terroristes donnait à croire qu'il ne serait pas redoublé.

Cependant, les chefs de l'O.R.I.M. poursuivaient les préparatifs de leur propre offensive. Au début de l'année, ils avaient dû trancher un dilemme. Dès la fin de 1902, leur mouvement avait

atteint une sorte de plafond. L’autorité du gouvernement était battue en brèche, les impôts rentraient mal, les salles de tribunaux se vidaient au bénéfice de la « justice » des comités. L’esprit de sédition était partout. Fallait-il dans ces conditions poursuivre la tactique de la guérilla, ou concentrer les forces pour une insurrection générale ? Pour celle-ci, on manquait d’armes en nombre suffisant. Mais de toute façon, le déséquilibre entre les forces d’occupation et celles des rebelles existerait toujours. Pouvait-on, d’autre part, maintenir la population dans un état de tension aiguë ? Ne risquait-on pas au contraire de voir peu à peu, sous les coups de la répression, s’amoindrir les énergies combattantes, et les espérances se lasser devant les perspectives d’une lutte dont on ne voyait pas la fin ? Soixante ans plus tard, ces mêmes problèmes se poseront aux dirigeants de l’O.A.S.

Au début de 1901, ceux de l’O.R.I.M. avaient choisi l’offensive. Mais ils étaient encore divisés sur la façon de la mener. La gauche, dont le principal leader était Gotzé Deltchev, ne souhaitait pas jeter toutes ses forces dans la bataille. L’aile droite répliquait que, volontairement ou non, dès l’instant où l’O.R.I.M. lancerait une offensive générale, toute la population armée serait happée par la lutte, et que de toute façon la répression ne choisirait pas ses victimes. Finalement, on aboutit à un compromis. Dans le vilayet de Bitolin, tous les moyens d’action seraient engagés et il en serait de même dans une partie de celui d’Andrinople ; dans ceux de Skopje, Serres et Salonique, on se limiterait à des entreprises de diversion.

Le secteur de Bitolin, proche de l’Albanie avait été choisi parce que les forces turques y étaient relativement peu nombreuses, le gros des troupes étant concentré dans le Nord, près de la frontière bulgare, secteur où les Turcs pouvaient craindre que les insurgés ne bénéficient de renforts. Afin de mieux surprendre l’ennemi, les dirigeants de l’O.R.I.M. ralentirent volontairement le rythme de leurs opérations dans les mois qui précédèrent l’insurrection d’Inlinden (août 1903).

Celle-ci, après des succès initiaux dus à l’effet de surprise, fut brisée en quelques mois et les combats cessèrent pratiquement avec l’arrivée de l’hiver. Il n’est pas question d’en rapporter les divers épisodes, qui n’ont plus guère d’intérêt pour nous. Mais certaines phases méritent d’être rappelées car elles préfigurent les opérations de la guerre subversive moderne.

Dans le vilayet de Bitolin, l’objectif des insurgés fut d’attaquer et d’anéantir les petites garnisons, en même temps qu’on sabotait les installations militaires (fils télégraphiques, ponts, voies ferrées, routes), afin de paralyser ou de retarder l’arrivée des secours. Quelques centres furent occupés, mais on ne chercha pas à s’y maintenir. Dans ce secteur, le succès principal fut ainsi l’occupation de la ville de Krouchevo. Attaquée le 3 août par sept cent cinquante hommes, elle ne fut évacuée que le 12. Entre-temps, les insurgés y avaient proclamé un pouvoir insurrectionnel « le gouvernement des bois » qui évoque par avance les préfets du maquis, et procédé à des élections municipales. On voit là l’embryon du pouvoir révolutionnaire qui conteste les autorités.

Les Turcs hésitaient à dégarnir les grands centres, de peur de les voir à leur tour attaqués. Les choses changèrent à partir du moment où ils purent concentrer des forces importantes. Alors, les *tchétas* et les milices de village, pour éviter les encerclements, furent contraintes au repli sur leurs bases de départ : les montagnes. La répression menée par les forces turques et les gendarmes *(bachi-bouzouks)* fut terrible. Selon Thomov et Bajdarov, (ouvrage cité plus haut) 41 villages furent incendiés les dix premiers jours, 69 du 13 août au 13 septembre, 12 du 13 septembre au 13 octobre. Selon une autre source (Strezov), plus de 12 000 maisons furent incendiées, 3 000 femmes violées, 4 600 personnes tuées hors combat[180] et 70 000 paysans se trouvèrent sans abri en plein hiver. 30 000 Macédoniens cherchèrent refuge en Bulgarie.

Militairement, l'insurrection avait été un échec. Politiquement, ce fut un demi-succès. L'Europe s'émut devant l'étendue de la répression. Les Comités pro-macédoniens en Angleterre et en Italie, les cercles slavistes en Russie, la presse française, dénoncèrent les atrocités turques. L'action des puissances finit par aboutir à l'acceptation de principe de la part du sultan des réformes dites de Murzteg, mais qui ne portaient guère que sur les impôts et le système judiciaire. Dans le pays, on les appela par dérision, les « réformes du garde-champêtre ».

L'O.R.I.M. sortit terriblement affaiblie de cette redoutable épreuve. Tout d'abord, les cadres forgés par dix années de lutte succombèrent en masse, dans la période de l'insurrection ou dans celle qui lui succéda aussitôt. Deltchev avait déjà péri au printemps 1903, Grouev, lui, fut tué en 1906. Entre ces deux dates, quantité de *voïvodes* tombèrent, après avoir lutté à la tête de leurs *tchétas* jusqu'à la dernière cartouche. D'autres, comme Garvanov et Sarafov furent victimes des dissensions intérieures, séquelles classiques de l'échec. Beaucoup de ces cadres, nous l'avons dit, étaient des maîtres d'écoles. À un courage éprouvé, ils joignaient les qualités politiques qu'apporte la formation intellectuelle. Un mouvement révolutionnaire supporte mal une telle hémorragie.

L'O.R.I.M. avait été puissante par le soutien populaire. Or c'était cette population qui avait fait essentiellement les frais de la répression. Un témoin de ces événements, Maurice Gandolphe, par ailleurs assez superficiel, note sa lassitude[181]. Il serait d'ailleurs inexact de croire que l'O.R.I.M. ait toujours suscité une adhésion sans réserves. Prétendant rassembler dans la lutte des ethnies différentes (Macédoniens, Valaques, Serbes, Grecs, Juifs), elle devait à chaque instant réprimer les divergences, et maintenir les objectifs de l'autonomie, seul principe unificateur, face aux convoitises des États balkaniques (bulgare, serbe ou grec). Cela n'allait pas sans violences ni exactions[182] . La rançon de l'échec ne pouvait être que l'affaiblissement brutal du soutien populaire.

Ainsi diminuée, l'O.R.I.M. entre dans une phase où la prépondérance bulgare va s'affirmer à la place de l'autonomie macédonienne. Beaucoup de membres de l'O.R.I.M. pensaient qu'on n'arriverait à rien sans un appui extérieur. Et seule la Bulgarie était à même de fournir les cadres et les moyens pour la poursuite de la lutte.

En attendant une éventuelle intervention, le combat ne pouvait plus être mené qu'avec de faibles forces.

La révolution *Jeune Turc* (1908) donna aux insurgés bien des espoirs. Le nouveau régime s'affirmait favorable aux réformes. Un certain nombre de chefs de l'O.R.I.M. sortirent de la clandestinité, et on vit se constituer des clubs constitutionnels qui poursuivaient dans la légalité le programme de l'organisation secrète, substituant la politique à la lutte armée : gouvernement autonome, suffrage universel et proportionnel, libertés essentielles, réforme agraire, telles étaient les revendications principales. Ces espoirs furent déçus. L'année suivante, la loi sur les Associations entraîna la dissolution des clubs. La répression reprit, brutale. Plusieurs chefs de *tchétas* furent abattus. Des cours martiales s'installèrent.

L'O.R.I.M. face à cette nouvelle épreuve ne pouvait mener une lutte de grande envergure. Sa faiblesse lui imposait le recours à l'arme favorite des terroristes de ce temps : la dynamite. « Ces sortes d'actions exigent peu d'hommes, ce qui facilitait les mesures prises pour garder le secret. Puis, l'effet des attentats à la bombe contre les voies ferrées, les établissements publics, les postes de police, etc., était bien plus considérable à l'étranger que celui des combats entre bandes et escouades de poursuite… les attentats, et surtout ceux dirigés contre les voies ferrées, portaient atteinte aux intérêts capitalistes des négociants européens[183]. »

Mais cette fois, les terroristes de l'O.R.I.M. échelonnaient leurs coups, au lieu de réaliser

comme à Salonique un feu d'artifice sans lendemain. Pendant deux ans (de 1910 à 1912), les attentats se succèdent dans les vilayets de Skopje et de Salonique. Et finalement, la terreur provoqua l'intervention étrangère par les armes. À Chtip (décembre 1911) une bombe éclatant près de la mosquée avait suscité la fureur des musulmans : vingt Macédoniens furent tués, trois cents blessés. Au cours de l'été 1912, un autre attentat, à Kotchani, entraîna un nouveau massacre. L'indignation en Bulgarie fut à l'origine de la guerre contre les Turcs.

L'O.R.I.M. avait, par les moyens d'une terreur répétée, atteint son but. Mais les conséquences du conflit furent tout autres que ce qu'en attendaient ses chefs. Les Serbes et les Grecs, qui s'étaient unis aux Bulgares contre les Turcs, en profitèrent pour occuper la plus large partie de la Macédoine, et une nouvelle domination se substitua à la précédente, provoquant une seconde guerre entre les Serbes et les Bulgares, où ceux-ci furent vaincus. Les Macédoniens de Bulgarie pensèrent prendre leur revanche avec le conflit mondial, et sous leur pression Sofia entra en guerre aux côtés des puissances centrales, en 1915. Mais le gain des succès militaires obtenus par la Légion macédonienne contre les Serbes fut anéanti par la victoire des Alliés. Une large partie des populations macédoniennes furent intégrées au royaume yougoslave.

Pendant plus de quinze ans (jusqu'en 1934), l'O.R.I.M. va s'acharner à poursuivre la lutte, cette fois contre le gouvernement yougoslave qu'elle accuse d'opprimer la minorité macédonienne. Ses hommes franchissent la frontière, sèment la terreur sur le territoire yougoslave[184]. Ces raids obligèrent les autorités de ce pays à établir un barrage (barbelés, pièges à loups, miradors) tout au long de la frontière (450 km).

Mais il ne semble pas que les frères séparés, las sans doute de tant de tribulations, répondent volontiers aux appels de la violence. Et cette fois l'Europe est hostile à tout révisionnisme, qui risquerait de déclencher un conflit entre la Yougoslavie et la Bulgarie, et mènerait peut-être à une nouvelle guerre entre les puissances. La cause macédonienne bute sur le Traité de Versailles.

Dès lors, l'O.R.I.M. n'est réellement efficace qu'à l'intérieur de la Bulgarie. Officiellement clandestine, elle entretient cependant de nombreuses intelligences à l'intérieur des gouvernements, de l'armée, de l'administration. Elle forme un État dans l'État. Comme le gouvernement Stambouliski préconise une réconciliation avec la Yougoslavie, de concert avec l'armée elle provoque sa chute, et Stambouliski est abattu par ses hommes, non sans avoir été affreusement torturé. Au vu et au su de tout le monde, l'O.R.I.M. tire ses ressources du contribuable bulgare. Commerçants, fonctionnaires, propriétaires des plantations de tabac, sont taxés en fonction de leurs revenus. Il n'est pas recommandé aux intéressés de prétendre que l'« impôt » est trop lourd pour leur bourse. Les Macédoniens sont partout et l'O.R.I.M. connaît parfaitement l'état des comptes en banque.

Mais en dépit de ses ressources, l'O.R.I.M. d'après-guerre constitue une dégénérescence par rapport à l'organisation qui luttait contre les Turcs. Elle a cessé d'être l'outil de combat forgé par une population asservie, pour devenir un instrument de pression à l'intérieur d'un État indépendant. Et elle est ravagée par de féroces luttes intestines. Elle se partage en fractions violemment opposées. À l'étranger comme en Bulgarie, fédéralistes, partisans de Protoguerov et de Mikhaïlov s'affrontent et s'abattent. Les meurtres se succèdent et les motifs des exécutions restent le plus souvent obscurs[185]. À l'occasion, ministres, journalistes, députés deviennent des cibles. Quand les habitants de Sofia voient passer dans les rues un homme politique escorté d'une dizaine de gaillards, l'œil aux aguets, la main dans la poche, ils se disent que cet homme-là a dû déplaire à M. Mikhaïlov.

Cette situation dure jusqu'au moment où l'armée bulgare exécute un coup d'État, en mai 1934. Pour l'O.R.I.M., c'est la fin, et elle est rapide : perquisitions, arrestations se succèdent. Il

ne reste à Mikhaïlov qu'à sauter dans l'avion et à se réfugier en Turquie.

L'écroulement brutal de l'organisation révéla sa faiblesse. Elle tenait par la tolérance des autorités bulgares.

Ainsi finit la plus puissante organisation terroriste d'Europe, qui avait prolongé son action pendant près de quarante ans.

Il n'y a pas de justice en Histoire. Les *Comitadjis* avaient été des précurseurs. Ils avaient inventé les formes de la lutte subversive pour l'émancipation des minorités. Mais leur dévouement, leur courage, leur ingéniosité, leur acharnement, aboutirent à un formidable échec. La Macédoine libre ne vit jamais le jour. Une entreprise hardie s'enlisa dans d'affreuses convulsions. Le terrorisme était condamné à partir du moment où il se heurtait à l'hostilité de l'opinion internationale.

Peu avant la chute de l'O.R.I.M., Albert Londres a décrit dans un reportage rapide et brillant ce monde étrange et obscur du terrorisme. Il promène sur lui un œil mi-ironique, mi-effaré. Que cette question macédonienne est donc complexe ! Que ces gens qui tuent à tous les coins de rues sont donc bizarres ! Et comme nous sommes loin de Paris, et des lieux civilisés où l'on dialogue au lieu de sortir la bombe, le revolver ou le couteau ! Dieu merci, de telles absurdités sont chez nous impossibles ! C'est que la France est tranquille, puissante, encore prospère, qu'elle n'a pas connu la défaite ni l'occupation, ni plus tard la dislocation de son empire. Il ne faut pas trop se moquer des mœurs macédoniennes. Depuis le temps où écrivait Albert Londres, elles ont quelque peu déteint sur nous.



19. - Un groupe de " Comitadjis ". Le troisième de gauche à droite : général Protoguerov. *Phot. Roger-Viollet*



20. - Mort de Sean Tracy. *Phot. Anvil Books.*



21. - Obsèques de Sean Tracy, un des premiers insurgés irlandais, abattu dans les rues de Dublin. *Phot. Anvil Books.*

Dans le grand silence de cette ville bâillonnée, un cri, une détonation parfois, ou la chute de quelque chose dans le canal. L'État libre est sorti de là.

PIERRE FRÉDERIX.

Mais nous qui avons hérité leur nom et leur esprit
Nous marchons sous la bannière de la liberté
Nous leur rendons coup pour coup, douleur pour douleur,
En avant ! Place pour les intrépides Fenians !

Chanson irlandaise.

CHAPITRE II
Irlande
Insurgés contre l'Angleterre

Les Pâques sanglantes. – Comment Tom Barry apprit ce qui s'était passé à Dublin. – Famine, émigration, rébellion. – Une société secrète : les Fenians. – L'embuscade de Soloheadbeg. – Les « activistes » traqués. – Daniel Breen et Sean Treacy. – Un homme à abattre : Mike Collins. – Le planificateur de l'I.R.A. – Stratégie de Collins. – Le Dimanche sanglant. – Succès de la guérilla. – Représailles anglaises. – Mort de Treacy. – Terreur en Angleterre. – Valera ameute l'opinion américaine. – Lloyd George propose la trêve. – Un compromis douloureux.

Le 3 mai 1916, les Anglais fusillèrent Thomas J. Clarke, Patrice Pearse et Thomas Mac Donagh. Le lendemain, ce fut le tour de Plunkett, quatre heures exactement après son mariage en prison. Ceannt tomba sous les salves le 8 mai, et le 12 ce fut le tour de Sean Mac Diarmada et de James Connolly. On dut porter ce dernier sur une chaise devant le poteau d'exécution : ses blessures lui interdisaient de se tenir debout.

Ces sept hommes avaient apposé leur signature quelques jours plus tôt, le 24 avril, au bas d'un manifeste placardé dans les rues de Dublin, qui proclamait : « à la face du monde la République irlandaise, État indépendant et souverain… » La République tint six jours, six jours pendant lesquels, à la stupeur de tous, – Irlandais aussi bien que Britanniques – moins de trois mille hommes défendirent dans le centre de la ville la cause d'une insurrection vouée à l'échec. Ils n'en attendaient rien, si ce n'est qu'elle traçât entre la Grande-Bretagne et leur patrie une frontière de sang.

Ce but fut atteint. Le peuple irlandais dans son ensemble avait considéré l'insurrection comme une folie, et les affiches de l'éphémère République furent saluées le premier jour par des brocards. Puis, comme les insurgés se retranchaient et accueillaient à coups de fusil les premiers détachements anglais, l'inquiétude succéda aux haussements d'épaules : que d'ennuis en perspective, et pour rien ! Mais la résistance acharnée de cette poignée d'hommes, les barricades, les incendies, les flammes qui rongeaient l'Hôtel des Postes, dernière redoute, la centaine d'hommes qui, le 29 avril, descendirent Sackville-street précédés du drapeau blanc, vaincus par quarante mille hommes, les trois cents tués et les mille blessés de ces Pâques sanglantes, les quinze fusillades qui sanctionnèrent la révolte, la pendaison pour trahison de Sir Roger Casement, tout cela remua profondément l'âme d'un peuple asservi depuis des siècles. Les

« fous » commencèrent à devenir des martyrs.

Quelques semaines plus tard, à plusieurs milliers de kilomètres de Dublin, l'écho de cette insurrection, retardé par la censure, parvint à un jeune soldat irlandais de dix-huit ans qui combattait en Irak, sous les ordres du général Townsend, contre les troupes germano-turques. Rôdant près de la tente d'où étaient diffusés les communiqués de guerre, Tom Barry apprit qu'une rébellion avait éclaté à Dublin, que des centaines d'hommes avaient péri, que les « meneurs » avaient été exécutés. Tom Barry relut trois ou quatre fois ce texte surprenant. Il connaissait très bien l'Histoire d'Angleterre. Il ne savait rien de celle de l'Irlande. Qu'était-ce que cette République dont il entendait parler pour la première fois, et ces Pearse, ces Clarke, ces Connolly ? Ces questions entrèrent dans sa tête et n'en sortirent plus. « Ce fut, écrit-il, un brutal réveil que ces coups de feu tirés sur des gens de ma propre race par des soldats de la même armée que celle où je servais[{186}]. » Revenu au pays, Tom Barry, loyal soldat de Sa Majesté, deviendra un des plus célèbres chefs de la guérilla irlandaise.

Entre-temps, la rébellion écrasée s'est muée en force politique. Aux élections de 1918, le parti de l'Indépendance, le *Sinn Fein*, triomphe, alors même qu'un grand nombre de ses candidats sont en prison. Encore deux ans et sur l'ensemble du pays les troupes britanniques sont harcelées par celles de l'I.R.A., l'armée républicaine irlandaise : embuscades, coups de main, attentats, sabotages, casernes incendiées, convois attaqués. L'Irlande est en guerre.

Ce n'est pas la première fois dans l'Histoire que la rébellion vaincue réveille un peuple, stimule les énergies, suscite une révolte plus profonde que celle qui vient d'échouer. Toutefois, si la ferveur populaire a joué son rôle, si le souvenir des Pâques sanglantes a agi comme un levain, il faut se garder de croire que ces motifs suffisent à expliquer la reprise du combat par les armes. Celui-ci n'a été rendu possible que par l'existence de structures clandestines et par plus d'un demi-siècle d'un labeur secret.

« Les plus grands avantages politiques ne valent pas une goutte de sang humain », déclarait au milieu du XIXe siècle le grand tribun catholique O'Connell. À quoi un des leaders de *La Jeune Irlande*, Meager ripostait : « Qu'il s'agisse d'affirmer la liberté d'une nation ou de la défendre, je regarde l'épée comme une arme sacrée. »

Cet échange de répliques dessine le partage entre adversaires et partisans de la violence pour obtenir l'indépendance de l'Irlande. Parnell, puis John Redmond succédèrent à O'Connell à la tête des pacifiques qui réclamaient à la Couronne au moins un statut d'autonomie. Ils bénéficièrent de l'appui de l'Église, atout important dans un pays essentiellement catholique. Et jusqu'en 1913 cette tendance eut la faveur de l'opinion.

Cependant, les partisans de l'action directe s'engageaient dans la voie des complots et des menées occultes. Ils gardaient le souvenir des multiples insurrections du passé, noyées dans le sang, toujours renaissantes. Et, surtout, la Grande Famine de 1845 avait fait d'eux des ennemis irréductibles de la puissance anglaise. Près d'un million de personnes avaient péri de faim ou victimes d'épidémies. La population comptait huit millions de personnes à la veille du fléau. Elle tomba à six millions et demi en 1851.

L'émigration massive vers les États-Unis commença, et cette hémorragie se poursuivit pendant des décennies, au point de réduire la population de l'île à quatre millions. Fort des doctrines libérales, le gouvernement britannique avait froidement laissé dépérir un peuple. Les gens mangeaient de l'herbe, mais les céréales et la viande prenaient le chemin de l'Angleterre, les contrats et les marchés étaient exécutés impitoyablement. Ceux qui échappaient à la famine se voyaient dépossédés de leurs terres. Le colonialisme, tant décrié aujourd'hui, a en général, dans les pays d'outre-mer, permis l'essor démographique en arrachant des populations aux épidémies,

mais le colonialisme britannique fit plus que décimer la population irlandaise.

C'est sur ce fond de misère que se greffent les premières manifestations du terrorisme irlandais. En 1858, se fonde une société secrète, l'Irish Republic Brotherhood (Fraternité Républicaine Irlandaise), connue aussi sous le terme gaélique de *Fenians.* Les révoltes précédentes avaient été essentiellement dirigées par des nobles. Cette fois, l'Irlande rebelle recrute ses troupes surtout chez les paysans, si durement éprouvés. Chez les émigrés d'Amérique, qui cultivent la haine de tout ce qui est britannique, elle trouve des concours, qui ne cesseront plus. Aux conjurés qui s'organisent sur place viendront se joindre les Irlandais qui ont pris part à la Guerre de Sécession. Ils apportent avec eux leur expérience militaire. Il en faut davantage pour détruire la puissance de la Couronne, en dépit des efforts de l'I.R.B. pour porter la guerre sur le territoire ennemi : quelques attentats, des tentatives pour libérer des détenus dont l'une, destinée à faire sauter une prison de Londres, se solde par un grand nombre de victimes. Sur quoi, pleuvent les condamnations des tribunaux et la réprobation du clergé irlandais. Chronologiquement, le terrorisme irlandais précède le terrorisme russe, mais il n'en a ni l'ampleur, ni l'aspect systématique, ni le rayonnement.

Mais l'important, en dépit des échecs, c'est que l'I.R.B. se perpétue comme appareil clandestin. Ses membres sont liés par serment. Un serment qui jouera un rôle tragique dans l'Histoire de l'Irlande :

> … En présence de Dieu, moi… jure solennellement que je ferai tout mon possible pour l'établissement de l'indépendance nationale de l'Irlande et que je demeurerai soumis au Conseil Suprême de la Fraternité Républicaine Irlandaise et au Gouvernement de la *République* Irlandaise, que je me soumettrai au règlement de la Fraternité et que j'obéirai à tous mes officiers supérieurs et garderai inviolés les secrets de l'organisation. Que Dieu me garde !

Les Fenians tissent des réseaux clandestins, reçoivent d'Amérique fonds et encouragements. Pourtant, au début du XXe siècle, ils ne sont guère plus de deux mille membres, tant en Angleterre qu'en Irlande. Leur force vient de ce qu'ils s'infiltrent dans les sociétés légales pour les noyauter. Ainsi ils entrent au *Sinn Fein*, créé par un journaliste, Arthur Griffith, lui-même ancien membre de l'I.R.B., mais qui préconise désormais la désobéissance civile, plutôt que l'exercice de la violence. Ils ont déjà pénétré dans la Ligue Gaélique, fondée en 1893 pour la résurrection de la langue nationale, et dans une société sportive, l'Association Athlétique Gaélique. En 1902, des I.R.B. vont combattre au sein de l'*Irish Brigade* de John Mac Bride aux côtés des Boers, tandis que des régiments irlandais sont mobilisés par la reine Victoria pour mater la révolte des Afrikanders. Près de vingt ans plus tard, l'exemple des Boers sera mis à profit. Ils ont enseigné une tactique : celle de la guérilla.

Mais pour tirer l'épée, il manque une occasion historique. Elle paraît se présenter alors que la Grande-Bretagne est sur le point de donner satisfaction aux partisans des méthodes constitutionnelles, en accordant l'autonomie avec le vote du Home Rule (1912), mais qu'elle se heurte à la farouche opposition de l'Ulster, où la majorité presbytérienne hait les catholiques. L'Ulster menace de s'opposer par la force au Home Rule, voire de chercher l'appui de l'Allemagne. Elle lève des milices solidement armées. La riposte de l'Irlande du Sud fournit des Volontaires. Voilà l'occasion tant guettée ! L'I.R.B. noyaute l'organisation des Volontaires, cherche à se procurer des armes en Allemagne. Un de ses membres, le poète Pearse, celui que les Anglais fusilleront en 1916, est l'organisateur général de ce corps. Là-dessus éclate la guerre mondiale. Elle rend caduque la guerre intestine qui couve.

À l'appel du constitutionnaliste Redmond, de nombreux Irlandais s'engagèrent. Et ces hommes combattirent avec vaillance sur les champs de bataille européens. Mais les dirigeants de l'I.R.B. restaient farouchement hostiles à ces engagements. Cette guerre, menée au nom de la liberté, n'était qu'un leurre pour le peuple irlandais, puisque celui-ci restait soumis à une

domination étrangère. L'ennemi véritable, ce n'était pas l'Allemagne, mais la Grande-Bretagne, et puisque celle-ci devait mobiliser toutes ses forces pour vaincre, l'occasion était propice pour secouer le joug qu'elle imposait au pays. En conséquence, le Conseil Supérieur de l'I.R.B. décréta dès *1914* « qu'une insurrection armée contre l'Angleterre s'imposait avant la fin de la guerre européenne »… C'était aller non seulement contre l'opinion des députés irlandais, mais contre celle de l'ensemble du pays. Et en effet, les effectifs des Volontaires, qui étaient en 1914 de cent vingt mille hommes, tombèrent rapidement à douze mille. Griffith, Pearse, Casement, avaient beau écrire que l'Irlande n'était pas concernée par cette guerre, ils n'étaient pas entendus. « Tout le monde arborait les couleurs britanniques… Il fallait du courage pour s'affirmer sinn-feiner ou antianglais[{187}] . » Ce climat ne s'était guère modifié quand le Comité militaire secret décida l'insurrection de Pâques. Ne fût-ce que pour cette raison, elle était vouée à l'échec.

Les régiments irlandais, en débarquant sur le continent, chantaient… « It's a long way to Tipperary… » C'est dans ce comté de Tipperary que des garçons qui n'avaient eu que sarcasmes pour la guerre « du droit et de la civilisation contre l'Allemagne » décidèrent de commencer la leur. Par une glaciale journée de janvier 1919, ils sont neuf couchés dans un fossé, le long d'une route, près du village de Soloheadbeg. Se relayant, ils sont à l'affût depuis cinq jours. Et voici qu'apparaît enfin sur la route un fourgon traîné par des chevaux. Dans ce fourgon, de la gélignite dont il s'agit de s'emparer. Derrière le fourgon, deux policiers irlandais du R.I.C. (Royal Irish Constabulary), c'est-à-dire au service de la Couronne. Les garçons ont des pistolets ; les policiers des fusils. Les garçons n'ont jamais eu l'occasion de tirer à balles réelles ; les policiers sont gens exercés. Les premiers comptent sur l'effet de surprise pour que l'escorte se rende sans combat. Le convoi approche. Les hommes sont à portée de revolver. On les entend converser.

« Haut les mains ! » L'effet de surprise est raté. Les policiers couchent en joue le petit groupe qui vient de jaillir derrière le talus. Ils ne se laisseront pas désarmer. « Ils étaient Irlandais eux aussi, écrit Dan Breen, un des principaux acteurs de cette embuscade et de bien d'autres, et ils mourraient plutôt que de se rendre[{188}]. » Se rendre, ou tirer, tel est le dilemme qui se pose aux guérilleros et qui doit être tranché aussitôt. Quelques instants plus tard, les deux policiers sont morts.

C'est là un des tout premiers actes de la guérilla. Aucun état-major ne l'a ordonné. Il est né de la fièvre de quelques jeunes gens hardis qui prennent sur eux d'engager le combat. À cette époque, après la victoire du *Sinn Fein* aux élections de 1918, les députés refusant de siéger à Londres se sont réunis à Dublin (ceux du moins qui ne sont pas en prison). Là, ils ont proclamé la République, prêché la désobéissance civile. Une nouvelle armée de Volontaires, l'I.R.A. (Armée Républicaine Irlandaise) a été recrutée. Elle s'entraîne au nez et à la barbe des autorités britanniques. Elle n'a pas encore engagé les hostilités. Le Dail (le Parlement irlandais) se trouve plutôt en état de rupture morale avec l'Angleterre qu'en état de guerre. Griffith, qui est l'âme de cette résistance, n'est du reste guère partisan de méthodes de violence. Le Dail a bien proclamé que l'état de guerre existe entre l'I.R.A. et l'Angleterre, mais il n'entend utiliser une force fragile, à l'armement précaire, qu'en dernier recours. Si les Britanniques cherchent à détruire par la force les institutions scissionnistes qui viennent de se créer, alors l'I.R.A. devra les défendre. Elle agira comme l'armée d'un gouvernement issu des élections, sanctionné par la volonté populaire. Elle combattra au nom de la nation, avec son appui.

Les jeunes gens de l'embuscade, Dan Breen, Sean Treacy, Hogan, etc., membres de la brigade de Tipperary, ne sont guère sensibles aux raisons des politiques. Ils pensent qu'un bon fusil vaut mieux qu'un méchant bulletin de vote, qu'on ne se débarrassera pas des britanniques sans combat, et que la meilleure façon d'y entraîner le peuple irlandais, c'est de commencer à tirer. Ils

constatent que, tandis qu'on discute à Dublin, les jeunes paysans du comté de Tipperary désertent de plus en plus les exercices de la brigade. Devant les consignes de discipline de l'état-major, ils réagissent en hommes de la base. Aux spéculations des politiques, ils opposent leurs réactions d'activistes, nourris par la tradition des Fenians[{189}] . À une réunion de la brigade, Sean Treacy, garçon nerveux aux traits fins et durs, intraitable sur les principes (il exige de sa fiancée qu'elle apprenne le gaélique) déclare brutalement qu'il suffira de tuer quelqu'un et que « les Anglais se chargeront de nous réorganiser » (par la répression).

Mais le meurtre des deux policiers irlandais, dont l'un était père de sept enfants, souleva d'abord une réprobation à peu près unanime. Presse, corps constitués, notables, clergé, en dénoncèrent les auteurs comme des criminels. Un prêtre, en chaire, les déclara marqués du signe de Caïn. Traqués – le Sud-Tipperary a été proclamé zone militaire – les fugitifs ont le plus grand mal à échapper. Ils connaissent le froid et la faim. Rares sont les fermes amies où l'on consente à les accueillir. Les chefs de l'I.R.A. leur font grise mine. Tout ce qu'on leur propose, c'est d'organiser leur fuite aux États-Unis, ce qu'ils refusent avec indignation. Et comme ils ne doutent de rien, ils rédigent une proclamation ordonnant aux troupes britanniques d'évacuer le Sud-Tipperary, mise en demeure qui provoque plus de quolibets que d'effroi.

Ce hors-la-loi de Dan Breen qui erre avec ses amis à travers toute l'Irlande, condamné ou désavoué, sa tête mise à prix, n'en deviendra pas moins un des plus redoutables combattants de la guerre d'indépendance et, après de nouvelles vicissitudes… député. Le mieux pour se faire une idée de l'homme est de reproduire la fiche signalétique diffusée par les autorités, avec la promesse de mille livres de récompense pour qui mettrait la main sur ce mauvais sujet :

Recherché pour meurtre en Irlande
DANIEL BREEN
(s'intitule Commandant de la 3e Brigade de Tipperary).
Âge : 27 ans. Taille : 5 pieds 7 pouces (1,695 m). Teint : bronzé. Cheveux : noirs (longs par-devant). Yeux : gris. Nez : court et retroussé. Fortement bâti : pèse environ 12 stones (76,200 kg). Entièrement rasé. Extérieur maussade de bouledogue. Ressemble à un forgeron revenant du travail. Porte une casquette bien baissée sur la figure.

On peut ajouter à ce portrait un trait de caractère que la fiche n'indique pas, car il n'offre guère d'intérêt pour l'identification policière : le sens de l'humour. Humour qui apparaît à maintes reprises dans son récit *Mon Combat pour l'Irlande.* Commentant cette fiche, Breen ajoute qu'il lui est arrivé plus d'une fois, ainsi qu'à ses compagnons, de croiser des policiers qui les avaient sans doute reconnus, mais qui passèrent leur chemin. « Plus d'un policier, en de telles circonstances, était persuadé qu'il rendrait un mauvais service à sa femme et à ses enfants en essayant de nous arrêter{190}. »

Pour le reste, à le lire, on découvre que Sean Treacy et Dan Breen appartiennent à ce type d'hommes que sécrètent dans les périodes brûlantes les partis extrêmes : courageux au possible, prêts à foncer, comptant sur leurs armes et sur leur chance, étroitement liés au petit groupe de camarades qui vivent les mêmes équipées, hargneux à l'égard des chefs. Ce sont les circonstances historiques qui décident que de tels hommes doivent être tenus pour des cerveaux brûlés ou pour d'audacieux précurseurs.

Pendant quelques mois, les dissidents de la brigade de Tipperary ne sont que des « fous dangereux ». Et puis, peu à peu, ils font école : « Une attaque isolée de temps en temps sur une caserne de police et par-ci par-là la capture d'un ou deux fusils sur un soldat[{191}]. » Les coups de main se font plus nombreux, les perquisitions plus fréquentes. Elles précipitent d'autres gens dans la révolte. La guérilla commence. Breen et ses compagnons, qui ont regagné Dublin, – ils

sont rentrés en grâce auprès de l'I.R.A. sur l'intervention de Michael Collins – conçoivent alors un projet dans le plus pur style terroriste : abattre le lord-lieutenant de la Couronne en Irlande, le célèbre maréchal French.

Ce n'est pas qu'ils aient contre French une haine particulière. Ils respectent en lui le combattant. Mais ils pensent que cette mort attirera sur la situation irlandaise l'attention du monde entier :

> Au cours de l'automne, nous eûmes, mes camarades et moi, de longues discussions au sujet de la politique qui consistait à supprimer des policiers et des soldats. Nous estimions que cela ne suffisait pas. Nos victimes n'étaient que les instruments de gens haut placés. Leur perte ne gênait pas beaucoup l'Angleterre, qui trouvait toujours de nouvelles dupes pour les remplacer. Pourquoi ne pas frapper à la tête même du gouvernement britannique en Irlande ? Cela eût bien mieux éveillé l'intérêt du monde entier au sujet des affaires irlandaises ; cela porterait la terreur dans le cœur des hommes d'État anglais et serait bien plus efficace pour rendre impossible à l'avenir le régime de la loi britannique en Irlande. L'Angleterre pouvait fort bien se passer de quelques policiers, mais il lui serait beaucoup plus difficile de se passer de vice-roi. De plus, les policiers étaient des milliers, mais il y avait bien peu de gens susceptibles de devenir lord-lieutenant et ils y regarderaient à deux fois, s'ils couraient le risque d'être tués{192}.

Il n'y eut pas moins de douze embuscades dressées contre French, qui ne sortait que sous bonne escorte. L'une d'elles évoque par son cadre les scènes du terrorisme russe. C'est l'hiver. La température est glaciale. Breen et ses camarades font les cent pas dans une avenue de Dublin, dissimulant, dans l'attente du passage de French, des bombes sous leur imperméable. Soudain des rafales de neige. Mais chacun demeure à son poste sous les flocons serrés. Passe un ami qui lance cette remarque ironique : « Drôle d'endroit pour se mettre à l'abri ! » Il est temps qu'ils disparaissent en effet. Cinq minutes plus tard, des patrouilles surgissent, alertées par leur présence insolite.

L'attentat finit par avoir lieu, près de Phoenix Park, à quatre miles du centre de Dublin. Grâce à son remarquable service d'information, l'I.R.A. fut avertie que French, qui se reposait à la campagne, regagnerait Dublin en empruntant le chemin de fer jusqu'à la petite gare d'Ashtown, puis accomplirait le reste du trajet en voiture, jusqu'à sa résidence de Phœnix Park.

La gare n'était pas située sur la grand-route, mais sur un petit chemin de traverse. Lorsqu'on se tenait à leur croisement, en tournant le dos à Dublin, on avait la gare sur la droite et la porte d'entrée de Phœnix Park, à moins de cent yards sur la gauche. À proximité du croisement se trouvait une auberge où Breen, Treacy, Hogan et sept de leurs camarades décidèrent de tendre leur embuscade, le 19 décembre 1919.

Ils arrivèrent à l'auberge vers 11 heures du matin, par groupes de deux ou trois, à bicyclette (la bicyclette joue un rôle considérable dans cette guerre), armés de revolvers et de bombes, et s'attablèrent en compagnie d'ouvriers agricoles qui parlaient pâturages et bestiaux. Leur plan était simple. Ils savaient que French occuperait la seconde voiture dans le cortège qui déboucherait de la route d'Ashtown, vers 11 h 40. Près de l'auberge, ils avaient remarqué une charrette. Le moment venu, ils la feraient rouler sur le chemin de traverse, fort étroit, entre le passage de la première voiture et celui de la seconde, de façon à immobiliser celle-ci. Puis ils attaqueraient ses occupants au revolver, à la bombe et à la grenade.

Mais les plans les mieux ourdis se heurtent souvent à quelque imprévu. Devant la porte du parc apparaît un policier qui ajuste soigneusement sa tenue. French ne va pas tarder. Et en effet, on entend le sifflet de la locomotive qui entre en gare, puis au loin le bruit des moteurs qu'on met en marche. Il est temps de s'occuper de la charrette. Breen et deux de ses amis commencent à la manœuvrer, mais elle est beaucoup plus lourde que prévu. Et voici maintenant que le policier de garde les interpelle :

> — Attendez donc, Son Excellence va passer dans quelques instants !

« Je savais beaucoup mieux que l'agent de police, écrit Breen, qu'on attendait Son

Excellence, mais je ne pouvais pas lui expliquer que j'avais rendez-vous avec Elle[193]. »

Comme l'agent s'avance, Breen l'engueule. Plus nerveux, un de ses camarades dégoupille une grenade et l'expédie vers l'importun, risquant de blesser tout le monde, ami ou ennemi. Il ne reste qu'à se jeter à terre pour éviter les éclats. Au même moment le cortège surgit, précédé d'un motocycliste.

Les terroristes ont juste le temps de se relever, de tirer sur la première voiture, dans le seul but de l'inciter à accélérer – ce que le conducteur s'empresse de faire –, de pousser la charrette et déjà la seconde voiture est sur eux. S'engage alors une violente fusillade au cours de laquelle Dan Breen est blessé, et un de ses camarades, Savage, tué. Finalement, les assaillants s'enfuient à bicyclette. Ils pensent que French a dû succomber. Ils n'apprendront que plus tard que celui-ci – hasard, ou prescience ? – *avait pris place dans la voiture de tête* et qu'il est indemne. « Ces nouvelles, écrit Breen, firent empirer l'état de ma blessure. » La lecture de la presse n'est pas de nature à améliorer son humeur. Même l'*Irish Independent* traite les agresseurs d'assassins, parle d'« outrage » et de « folie criminelle ». Cloué sur son lit, Breen ne peut rien faire. Ses amis agissent à sa place. Une trentaine de partisans pénètrent dans les locaux du journal et saccagent les linotypes. Par la suite, lorsque les journaux rendront compte d'attentats contre un policier ou un soldat, ils substitueront le mot de tragédie à celui d'assassinat.

Quelqu'un qui n'est pas moins furieux que Breen, c'est le grand Mike Collins. Celui qui est en fait le généralissime de l'I.R.A. déteste les échecs. Il a approuvé le principe de l'attentat contre French, bien que sa tactique, nous le verrons, soit assez différente. Pour l'heure, Breen, Treacy et les autres ne sont à ses yeux que de sacrés maladroits.

Collins était le dernier des huit enfants d'un fermier du comté de Cork. Il perdit son père à sept ans, sa mère à quinze. Comme beaucoup de jeunes Irlandais, il ne trouva pas de travail dans son pays. Il s'exila à Londres, où il travailla comme employé des postes, puis comme employé de banque. Le soir, il allait suivre les cours de la Ligue Gaélique. Il y apprenait la langue et l'histoire de son pays. En 1916, il prit part à l'insurrection de Pâques, fut arrêté, puis relâché. Les Anglais ne se doutaient guère que ce grand gars jovial et costaud, au visage bien en chair couronné de mèches rebelles, allait être quelques années plus tard leur plus redoutable ennemi.

La lutte contre les Anglais trouve en lui un extraordinaire organisateur. Il n'a que trente ans, mais il cumule de formidables pouvoirs. Membre du Conseil Suprême de l'I.R.B., il est également ministre des Finances du Dail, et à ce titre c'est lui qui lancera dans tout le pays un emprunt illégal qui permettra de financer la rébellion. Mais il est également l'organisateur général de l'I.R.A. – c'est-à-dire son chef d'état-major – et le responsable de son service de renseignements, qui jouera un rôle essentiel dans le déroulement des opérations.

Pour les Britanniques, il devient vite le *laughing gunman*, le *glamourous gunman,* l'ennemi n° 1 qu'il faut coûte que coûte arrêter ou abattre. Sa tête est mise à prix, et la somme, augmentant de mois en mois, finit par atteindre vingt mille livres. Les meilleurs limiers du Royaume sont lancés à ses trousses. Il échappe toujours, et toutes sortes d'histoires, vraies ou fausses, volent de bouche en bouche à travers l'Irlande, célébrant les prouesses de ce Fantômas de la rébellion. On lui prête quantité de déguisements – y compris la robe d'une sœur de charité – pour échapper à ceux qui le traquent.

Collins ne s'est jamais déguisé. Sa ruse audacieuse fut d'avoir l'allure et le comportement d'un employé de banque, d'aller tranquillement dans les restaurants ou les pubs, d'engager à l'occasion la conversation avec les Auxiliaires qui le recherchaient, de se comporter en toute circonstance en citoyen qui n'a rien à craindre. Un soir, dans la rue, un agent l'interpelle : « Votre nom ? Vos papiers ? – Collins ! » est la réponse, donnée dans un sourire « Et même, si

vous voulez Mike Collins ! – Ne faites donc pas le malin, dit l'agent. Allez, filez ! » Cette tactique provocante, qui écarte le danger en le frôlant sans cesse, servie par un parfait sang-froid – et par la chance – mit en échec policiers et mouchards.

Ceci, c'est le côté sportif de Collins, qui n'est pas l'essentiel. Le véritable Collins est un formidable planificateur de la rébellion, et son biographe (anglais) Rex Taylor a raison d'écrire que son « arme la plus redoutable… fut un stylo[194] ». Ses principales performances, il les accomplit, non en glissant entre les doigts des argousins, mais à sa table de travail. C'est là qu'il amasse et trie les renseignements précieux, reçoit les rapports, donne ses directives, commande, tempête, stimule. C'est là que se déploie son génie de l'organisation, qui joint le souci minutieux du détail à une lucide vision du combat à mener.

Le souci du détail apparaît dans les questionnaires dont Collins bombarde ses commandants de brigade. Témoin celui-ci :

1. Liste des maisons qui devaient être l'objet de raids.
2. Liste des casernes qui devaient être démolies.
3. Nombre de raids couronnés de succès.
4. Nombre de casernes démolies.
5. Motifs de l'échec des raids.
6. Motifs pour lesquels des casernes n'ont pas été démolies[195].

Une seule chose compte à ses yeux : le résultat obtenu. À une demande de munitions, il répond brutalement :

> Quand on me demande des munitions pour des fusils ou des revolvers qui n'ont jamais tiré un coup, ma réponse est claire : tirez sur des cibles qui en vaillent la peine, ou allez vous faire voir[196].

Innombrables sont les sujets qu'il aborde dans cette correspondance, jusqu'aux plus petits détails. Ainsi, il vitupère parce que des lettres ont été adressées à « Miss Murphy » au lieu de « Mrs Julia Murphy ».

Quant à sa stratégie, elle peut se résumer en deux points : dislocation du service de renseignements ennemi et guérillas systématiquement dirigées contre les points les plus faibles de son dispositif.

Collins avait compris qu'une des principales forces du Royaume britannique en Irlande était le service de renseignements de Dublin Castle. Grâce au R.I.C. l'Angleterre disposait d'une machine redoutable, en mesure de prévenir et de réprimer toutes les entreprises dirigées contre elle. Du fond des villages les plus éloignés, des rapports parvenaient à Dublin Castle. En outre, à Dublin, un corps de détectives en civil, la *Division G*, surveillait tous les endroits susceptibles d'être fréquentés par les républicains, prenait les leaders en filature, et communiquait aux troupes les renseignements qui leur permettraient d'effectuer leurs perquisitions. Et, bien entendu, les indicateurs ne manquaient pas.

À ce système d'espionnage, Collins opposa le contre-espionnage de masse et la terreur. Toutes les classes de la société, tous les corps de métiers lui fournirent des agents bénévoles : l'armée, la police, la fonction publique, les équipages des navires, les cheminots, les postiers, les femmes de ménage, déversèrent un flot d'indications qu'il ne restait plus qu'à trier. Dans cette longue bataille du renseignement le service des Postes joua un rôle essentiel ; grâce au concours d'innombrables postiers, l'organisation de Collins put identifier des mouchards, détourner des lettres, déchiffrer des communications militaires, faire distribuer à domicile par des télégraphistes des messages de l'I.R.A. Les coffres de la Poste servirent à stocker des documents clandestins, et les sacs postaux furent parfois utilisés pour le transport des munitions.

La terreur, elle, eut pour objet de désorganiser l'appareil ennemi, et de démoraliser ses hommes. Dans un article publié par la presse américaine, Collins en a donné une justification qui

dénote chez lui une remarquable intelligence des conditions de la lutte clandestine :

> L'Angleterre pouvait toujours renforcer son armée, remplacer chaque soldat tombé. Mais il en était d'autres qui étaient indispensables à ses desseins et qu'il n'était pas aussi facile de remplacer. Pour paralyser la machine britannique, il fallait frapper les individus. Sans ses espions l'Angleterre était désarmée. C'était seulement grâce aux renseignements qu'elle avait accumulés et qu'elle ne cessait d'accumuler qu'elle pouvait agir. Sans la police qui opérait à travers tout le pays, comment les Anglais auraient-ils pu trouver l'homme qu'ils cherchaient ? Sans leurs agents opérant dans la capitale, comment pouvaient-ils mener à bien l'élimination des leaders ? Les espions ne peuvent du jour au lendemain chausser les sandales des collègues qui les ont précédés, avec la même aisance que le soldat qui prend la place du camarade disparu. Et même si le nouvel espion chausse les sandales de l'ancien, il ne peut chausser son savoir. Les plus capables d'entre eux étaient des Irlandais enrôlés dans le service militaire britannique, et qui provenaient de la classe des petits fermiers et des travailleurs agricoles. Tout Irlandais est à même de voir aujourd'hui si nous étions dans l'erreur en nous débarrassant d'un système responsable d'avoir conduit ces hommes dans le camp des ennemis de leur propre race. *Nous avons frappé les individus et ce faisant nous avons coupé leurs lignes de communications et ébranlé leur moral*{197}. Nous avons conduit la guerre, si difficile que cela fût, étant donné le rapport de forces inégal imposé par « l'ennemi », en respectant dans la mesure du possible les lois de la guerre. Seuls furent l'objet de nos attaques les forces armées, les espions et les agents criminels du gouvernement britannique. Les prisonniers de guerre ont été traités avec honneur et considération et relâchés après avoir été désarmés{198}.

On peut comparer cette conception de la lutte terroriste avec les raisons données plus haut par Breen pour justifier l'attentat contre le maréchal French. Dans le cas de French, la terreur vise avant tout au retentissement mondial. On peut dire que son ressort essentiel, c'est la propagande. L'argument de Breen selon lequel le remplaçant éventuel de French aurait été difficile à trouver est secondaire, et d'ailleurs très contestable. Au contraire, la terreur utilisée contre un système policier cherche avant tout l'efficacité. Elle pose en principe qu'un policier (ou ses indicateurs) constitue un capital de connaissances difficilement remplaçable.

C'est en application de ces principes que l'équipe spécialisée de Collins commit une série d'attentats, dont les plus célèbres furent ceux du Dimanche sanglant.

Les Anglais, conscients de l'échec de leur chasse à Collins, rassemblèrent en secret, au Caire, seize officiers. Ceux-ci, habillés en civil, arrivèrent à Dublin à des dates différentes et se firent passer pour des voyageurs de commerce. Leur mission était simple : venir à bout de Collins, par tous les moyens.

Cette fois, le service de renseignements de l'I.R.A. n'avait pas été averti. Les officiers marquèrent les premiers points. En quelques jours, trois hommes de l'entourage de Collins furent pris au piège et sévèrement questionnés. Mais les Anglais commirent la faute de les relâcher. Averti de ce qui se tramait, en mesurant tout le danger, Collins prit aussitôt des contre-mesures : interception des correspondances, double clé des appartements, surveillances étroites des déplacements de l'adversaire. Puis il frappa un coup terrible.

Le dimanche 21 novembre 1920, huit groupes d'hommes de la Dublin Brigade entrèrent en action. Treize officiers du service secret sur seize, furent abattus à leur domicile. Il y eut une quatorzième victime, tuée par erreur.

Le même jour, plusieurs centaines de soldats britanniques et de *Black and Tans*[199] se rendirent dans l'après-midi à Croke Park, où dix mille personnes suivaient le déroulement d'un match de football, cernèrent le terrain et, sans sommation, ouvrirent le feu sur la foule. Il y eut dix-sept morts et une cinquantaine de blessés. C'étaient les représailles. Ce Dimanche sanglant souleva la colère des Irlandais et des Britanniques. Les premiers ne parlaient que des morts du stade. Les seconds du sauvage assassinat d'officiers, en omettant toutefois de préciser que ces gentlemen agissaient en espions.

En même temps que les attentats cherchaient à décimer les forces de police, la guérilla s'étendait rapidement à travers le pays. Au début, les coups de mains avaient pour objet de se procurer les armes dont l'I.R.A. manquait cruellement et il était recommandé d'éviter de faire

des victimes. Ces consignes ne furent pas toujours observées. Puis, dans la seconde moitié de l'année 1919, la tactique préconisée par Collins fut appliquée. L'I.R.A. eut pour mission de s'attaquer aux casernes dans lesquelles étaient concentrées les forces du R.I.C. et de les détruire. Organisées sur la base territoriale du comté, les brigades, vite rassemblées, connaissaient parfaitement le terrain où elles devaient agir. Elles livraient un bref et violent assaut, souvent couronné de succès, puis s'égaillaient. L'effet de surprise, l'imagination, l'audace furent les traits de ces harcèlements inspirés de l'expérience des Boers. On créa ensuite les célèbres *Flying Columns* (Colonnes Volantes). Elles étaient composées d'hommes disponibles en permanence, alors que ceux des Brigades ne pouvaient être mobilisés qu'après leur travail, c'est-à-dire le plus souvent de nuit. La création des Colonnes Volantes permit de récupérer beaucoup de garçons qui étaient *on the run* (hors la loi) et dont le nombre, phénomène classique, allait grandissant à mesure que la répression se développait. Les *Flying Columns*, toujours disponibles, purent également être engagées dans des comtés peu actifs en matière de rébellion.

Fin avril 1921, huit cents postes de police, casernes et palais de justice avaient été détruits. La guérilla avait contraint les hommes du R.I.C. et les troupes britanniques à évacuer toutes les petites garnisons et à concentrer leurs forces dans les grandes casernes où elles étaient néanmoins attaquées. Dans bon nombre de villes, des bureaux du fisc avaient été également réduits en cendres. Dès le 1er mai 1920, un article du *Irish Times* avait dû reconnaître que les forces de la Couronne avaient été acculées à une bataille coûteuse et infructueuse : « Les forces de la Couronne sont ramenées vers leur Q.G. de Dublin par un ennemi qui avance imperturbablement… Le Gouvernement du Roi a virtuellement cessé d'exister au sud de la Boyne et à l'ouest du Shannon. »

Mais la démoralisation de l'adversaire, la défection de corps constitués qui jusque-là avaient loyalement servi Sa Majesté britannique, fournirent à l'I.R.A. des succès au moins aussi importants. Dans beaucoup de districts, des hommes du R.I.C. demandèrent à être désarmés. Le jour vint où les magistrats renoncèrent à exercer leurs fonctions, alors qu'ils avaient toujours été les fidèles soutiens de la loi britannique. Le 22 juillet 1920, les magistrats de Cork City et de Cork Country se réunirent et « à l'unanimité, proclamèrent qu'ils considéraient comme leur devoir de renoncer aux Commissions sanctionnées par la loi britannique ». Le mois suivant, cent quarante-huit magistrats démissionnèrent.

Les magistrats sont gens prudents. S'ils se ralliaient, c'est que l'opinion était passée du côté des rebelles. Dans *The Irish Republic*, Dorothy Macardle montre que ce soutien expliquait les succès remportés par l'I.R.A. Les exploits des Brigades et des *Flying Columns* volaient de bouche en bouche. Et, facteur encore plus décisif, les représailles des Britanniques provoquaient de nouveaux ralliements. Tel qui aurait voulu se tenir à l'écart devenait furieux après le passage brutal des perquisitions à son domicile.

Ne pouvant détruire un ennemi qui se dérobait, voyant fondre les sympathies ou les tolérances, les Britanniques avaient été contraints de lever de nouvelles forces et d'exercer des représailles collectives. L'Angleterre enrôla d'anciens soldats attirés par la solde et le baroud, les rassembla dans un corps appelé « Auxiliaires » et les jeta dans la bataille. D'autres mercenaires pris dans les bataillons de discipline ou chez les droit-commun furent recrutés, et comme on manquait d'uniformes, ils furent vêtus de pièces et de morceaux, partie noir, partie kaki, ce qui leur valut le sobriquet de *Black and Tans*, nom d'une célèbre meute de chiens du comté de Knockland.

Couvre-feu, perquisitions, exactions, tel fut le destin de l'Irlande pendant la dernière année de la rébellion. « Lorsque les citoyens sont au lit, raconte Erskine Childers, les casernes

commencent à vivre. Camions, tanks et automobiles blindées se groupent en masse : on distribue des listes « d'objectifs » et quand le couvre-feu de minuit a vidé les rues… les fantastiques cavalcades sortent pour l'attaque[200]. » Au pied des maisons, les camions déversent leurs troupes. La porte n'est-elle pas aussitôt ouverte qu'on l'enfonce. À tous les étages, baïonnette au canon, les soldats se répandent, fouillent, injurient, saccagent. C'est dans cette période de tumultes qu'un village, Balbriggan, est mis à sac par les *Black and Tans*, que les Britanniques fusillent, après l'avoir torturé, le petit Kevin Barry, âgé de dix-huit ans, qu'une partie de Cork est livrée aux flammes, que le maire de cette ville, Terence Mac Swinney, rend le dernier soupir après soixante-quatorze jours de grève de la faim. Chaque soir, autour de la prison, des cortèges où se mêlaient les vieillards, les femmes, les étudiants, les enfants pieds nus, insensibles à l'inlassable pluie irlandaise, étaient venus réciter des prières, et chanter des hymnes religieux.

À Dublin, le temps n'est plus où les insurgés pouvaient sans risque circuler sous le déguisement d'une soutane. Les prêtres eux-mêmes peuvent être cinq ou six fois fouillés le même jour. Sans cesse des troupes encerclent les immeubles et perquisitionnent. Des soldats font arrêter les tramways et vérifient l'identité des voyageurs. Et le *Murder Gang* traque les chefs de la rébellion. Cette unité spéciale rassemble des détectives irlandais et britanniques. Leur mission : abattre tout officier supérieur de l'I.R.A.

> Les membres du gang, écrit Breen, ne recevaient pas seulement une paye spéciale, on leur garantissait en outre qu'ils ne passeraient jamais en jugement, quelque accusation qu'on pût porter contre eux. De fait, ils réussirent à abattre un bon nombre de nos hommes un peu partout dans le pays… L'organisation du *Murder Gang* avait été tenue absolument secrète[201]…

Comme on le voit, les « barbouzes » ne datent pas d'hier.

Pris en filature par le *Murder Gang*, Breen et Treacy, qui avaient trouvé asile dans une maison amie, durent y soutenir un véritable siège. Tous deux parvinrent miraculeusement à s'en échapper. Breen était le plus mal en point : plusieurs balles l'avaient touché. Il ne tarderait pas à se rétablir. Mais quelques jours plus tard, Treacy sortant, Talbot Street, d'un magasin d'habillement qui servait de lieu de rencontre aux républicains, tomba sur une patrouille. Il saute sur une bicyclette, trébuche, roule à terre. Dans cette chute son destin se joua. Le temps de se relever, d'enfourcher un autre engin et déjà deux hommes en civil se jettent sur lui et le culbutent sur le pavé. Se dégageant du corps à corps qui s'ensuit, le voici debout, revolver au poing. Dans la fusillade deux de ses ennemis sont touchés. Il en tue un troisième à l'instant même où il reçoit une balle en plein front. Prise de panique, la patrouille ouvrait le feu en tous sens, à coups de fusil et de mitrailleuses, tuant ou blessant les Dublinois qui fuyaient, alors que Treacy avait déjà succombé.

Une photo prise quelques instants plus tard livre une image poignante de cette mort. Sur le pavé miroitant – il pleut peut-être – le corps maigre de Sean Treacy repose, jambes écartées, mains jointes, le visage recouvert d'un linge. Autour du cadavre quelques passants, casquettes, chapeaux mous. Une femme incline la tête, une autre semble prier. Au bord du trottoir trois soldats britanniques harnachés passent. Entre leurs jambes on aperçoit quelque chose : le cadavre de l'homme qui est mort à la même seconde que Treacy.

L'Angleterre sortait de quatre ans de guerre, où des masses d'hommes s'affrontaient pour disputer chaque pouce de terrain. Elle était déconcertée par ce combat dans le noir qui s'éternisait, et qui à présent s'était transporté sur son propre sol. En représailles des exactions commises par les *Black and Tans* et les *Auxiliaires*, l'I.R.A., à l'instigation de Cathal Brugha et sous la direction de Barry O'Connor, avait décidé depuis novembre 1920 de porter la lutte sur le sol anglais. Le 28 novembre, quinze entrepôts furent brûlés à Liverpool. Plus tard des fermes furent incendiées, des poteaux télégraphiques détruits, deux *Black and Tans* abattus à Liverpool.

« Le but à atteindre, écrit Brady, était de terroriser[202]. » Dans le même temps, on brûlait aussi en Irlande des maisons qui appartenaient à des partisans de la Couronne, et l'I.R.A. prenait des mesures contre ceux qui entendaient émigrer en Angleterre. Toujours à Liverpool, ses hommes envahissaient des hôtels où les émigrants étaient descendus, et, sous la menace, confisquaient leurs papiers. « Nous ne nous sommes jamais, écrit Brady, arrêtés au côté illégal de notre mission, non plus qu'au problème de la liberté individuelle… La tâche nous était assignée ; nous n'avions pas à en discuter le bien-fondé. Comme l'a écrit Tennyson : « Ils n'avaient pas à raisonner. Ils n'avaient qu'à agir, ou mourir[203]. »

Ainsi la lutte prenait un caractère de plus en plus inexpiable. Cette considération ne fut pas le seul motif qui poussa Lloyd George à chercher une solution négociée. L'opinion internationale remuée par l'habile propagande irlandaise, inclinait de plus en plus en faveur des rebelles. Aux États-Unis, la campagne acharnée que menait de Valera, soutenu par les émigrés irlandais, obtenait un immense succès. Après avoir réussi, le 3 février 1919, de la prison de Lincoln où il était détenu, une sensationnelle évasion, de Valera avait entrepris de mobiliser ses compatriotes émigrés. Les fils lointains de l'Irlande affamée gardaient à l'Angleterre une rancune farouche. Chacun d'eux était un agent de propagande. Valera parcourait les États de l'Union, soulevant partout l'enthousiasme, tenant meeting sur meeting, collectant l'argent pour la cause. Né à New York de père espagnol et de mère irlandaise, ayant échappé de peu à l'exécution après la révolte de 1916, Valera avait entrepris – à défaut d'obtenir la reconnaissance des gouvernements – de conquérir le cœur d'une grande nation. C'est dans cette campagne que se forge l'orateur et le futur homme d'État, que se modèle le caractère complexe de ce grand homme maigre aux manières douces, mais au sourire distant, adulé ou haï, que ses adversaires peignent tantôt comme un dangereux fanatique, tantôt comme le plus cauteleux des politiciens.

Enfermée dans les étroites limites du territoire irlandais, la rébellion n'eût peut-être jamais abouti. Elle trouva aux États-Unis un écho plus vibrant, elle en reçut ses renforts spirituels, tandis que l'Angleterre s'indignait d'être si mal jugée par les cousins d'Amérique, et commençait à craindre de voir la contagion gagner l'Empire[204]. Lloyd George proposa la trêve.

Le Dail accepta les pourparlers. En dépit de ses succès, l'I.R.A. traversait une passe difficile. « C'est une armée redoutable » affirmait Lord French, qui l'évaluait à cent mille hommes. En réalité, les Volontaires ne furent jamais plus de quinze mille, et au moment où la trêve intervint, les arrestations, les emprisonnements, et davantage encore, le manque tragique d'armes et de munitions, avaient fait fondre leurs rangs. Dans les derniers temps, par suite de la pénurie d'explosifs, l'I.R.A. avait de plus en plus recours aux incendies. C'est pour cette raison que la Brigade de Dublin mit le feu aux bâtiments des Douanes, le 25 mai 1921, détruisant tous les registres du gouvernement local. Succès que vinrent contrebalancer les nombreuses arrestations qui la décimèrent.

Entamées dès juin, les négociations traînèrent jusqu'en décembre. La délégation irlandaise à Londres était composée de Griffith, Collins, Duffy, Duggan et Barton. Le problème de l'indépendance complète et celui de l'Ulster étaient au centre des débats. Les Irlandais voulaient maintenir la République qu'ils avaient proclamée, et ils réclamaient le rattachement des six comtés du Nord, dominés par les Ulstériens protestants. Ceux-ci, qui même après la Trêve continuaient à faire la chasse aux catholiques, s'opposaient farouchement à tout projet d'annexion.

Lloyd George décida de brusquer les choses. Il convoqua Collins et lui dit qu'il fallait en finir, accepter en bloc les propositions anglaises : l'Irlande se voyait octroyer un statut de Dominion, assorti d'un engagement de loyalisme à la Couronne. La partition était maintenue. Dans le Nord,

des forces britanniques continueraient à stationner. Une Commission devait en théorie examiner plus tard cette question. En cas de refus, ajouta Lloyd George, la guerre reprendra « immédiate et terrible ». La délégation avait jusqu'à 22 heures dans la soirée du 5 décembre pour accepter.

À l'heure dite, la délégation n'était pas venue. Anxieux, Lloyd George et Churchill décidèrent de prolonger leur attente. L'anxiété n'était pas moins vive à Dublin. Le bruit courait que les négociations avaient échoué, que la délégation était sur le chemin du retour, que la guerre allait reprendre dans l'instant. Dans les rues, les Auxiliaires, nerveux, commençaient à sortir leurs revolvers, et à vérifier l'identité des passants.

Les délégués délibéraient, livrés par le Dail à leurs responsabilités sans directives précises, partagés entre la peur de voir reprendre une guerre cruelle, et celle de rentrer à Dublin avec un traité boiteux. Griffith et Duggan étaient d'avis de signer. Griffith pour sa part n'avait jamais été partisan de l'instauration de la République ni de la lutte armée. Il trouvait insensé d'exposer de nouveau à la mort des jeunes gens dans une lutte sans espoir.

Barton et Duffy inclinaient au refus. Dans ces instants tout dépendait de Collins. L'autorité qu'il avait acquise, le génie qu'il avait déployé dans cette longue bataille, faisaient de lui l'homme-clé de la situation. Contre toute attente, il se prononça pour l'acceptation. Ce consentement frappa de stupeur Barton et Duffy. Ils avaient toujours pensé que Collins n'accepterait jamais un statut de Dominion. Quelles raisons mystérieuses avaient donc pu provoquer son revirement[{205}] ? Ils finirent par se rallier, calculant qu'il reviendrait au Dail d'entériner ou de rejeter le traité.

À une heure du matin, la délégation entra dans la pièce où allait être scellé le destin de l'Irlande. Collins avait dans le regard une lueur mauvaise. Plus tard, à Lord Birkenhead, qui lui disait :

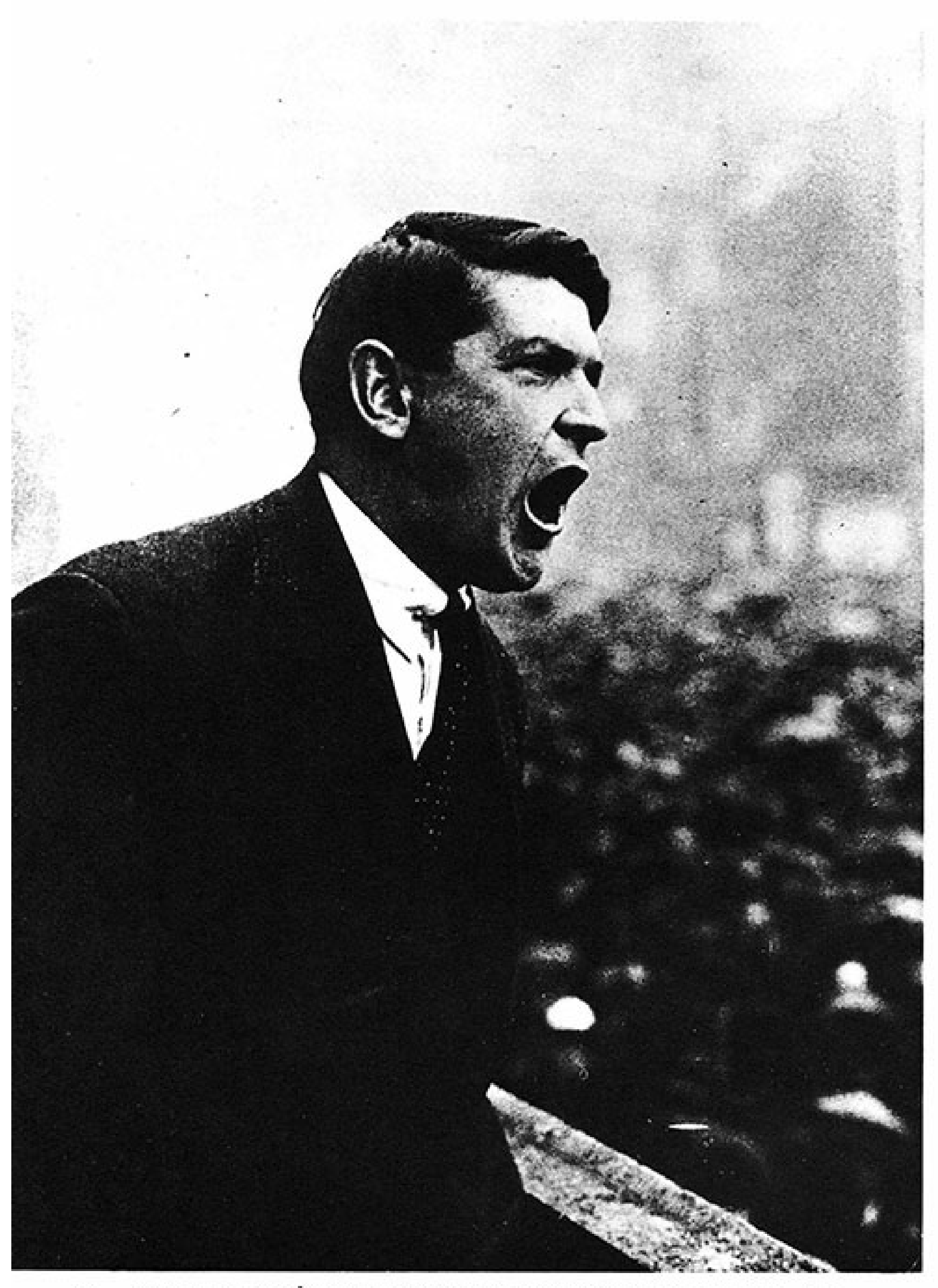
> — C'est sans doute l'arrêt de mort de ma vie politique que je viens de signer.

Il répondit :

> — Et moi, c'est probablement mon arrêt de mort tout court…

Vers 3 heures du matin, après quelques retouches de détail, tout était consommé. Les délégués sortirent. Dans le couloir, ils passèrent devant Childers qui au cours des négociations avait rédigé les contre-propositions irlandaises, mais n'était pas membre de la délégation. Childers immobile, silencieux, offrit à ses compagnons un visage bouleversé par le désespoir. Écrivain connu, né de père anglais, farouchement rallié à la cause irlandaise, il repoussait de tout son être une décision qui sacrifiait la République avec l'Indépendance.

En cette minute même, la guerre d'indépendance prend fin ; la guerre civile commence à sourdre dans les cœurs : amitiés, souvenirs, fraternité forgée dans les combats ou dans les prisons, tout sera balayé. Encore un peu de temps, Childers et Collins seront morts, engagés dans des camps adverses, tombant l'un et l'autre sous des balles irlandaises.



22. - Collins, Chef d'État-Major de l'I.R.A. prenant la parole au cours d'un meeting pour défendre le traité avec l'Angleterre. *Phot. Roger-Viollet.*



23. - Des terroristes palestiniens viennent de faire sauter le grand hôtel King David à Jérusalem, où se tenait le Quartier Général Britannique. *Phot. Keystone.*

Eh bien ! il est juste sept heures et je vais être exécuté à huit heures !

DICK BARRETT.

CHAPITRE III
Irlande
Le serment et la frontière

L'Irlande déchirée : le serment ou la paix ? – Valera contre Griffith. – Victoire électorale des partisans du Free State. *– La Brigade de Dublin occupe les Four Courts. – La guerre civile commence. – Mort de Cathal Brugha et de Collins. – Guérilla et terreur. – Mort de Childers. – Victoire du* Free State. *– Valera fonde le* Fianna Fail. *– Dans l'ombre, l'I.R.A. continue. – Le Plan « S ». – Campagne de bombes en Angleterre. – Les raisons d'un échec. – Coups de main et répression en Irlande. – L'affaire Hayes. – Un peuple partisan et fraternel.*

L'unité du peuple irlandais dans la lutte avait été tardive. Elle restait fragile. L'accord accepté par la délégation la brisa. Aussitôt, les antagonismes apparurent, à l'Exécutif du Dail, au Dail lui-même, au sein de l'I.R.B., à l'intérieur de l'I.R.A., dans chaque ville ou village, déchirant parfois une même famille. En quelques semaines, des rivalités masquées par le combat resurgirent, de vieilles amitiés se tournèrent en haine, la polémique fit rage avant les armes, l'Irlande entière fut pro ou anti-Traité. L'année, écrit Dorothy Macardle, s'acheva dans l'anxiété, « chaque conscience écartelée entre la loyauté et la peur.[206] »

Les adversaires du Traité faisaient valoir que celui-ci violait le serment prêté par le Dail à la République, puisque l'Irlande se voyait octroyer un statut de Dominion et qu'elle s'engageait à servir la Couronne. Et la partition était maintenue. Les partisans de la ratification affirmaient, au contraire, que l'Irlande obtenait une indépendance de fait, moins le nom. Il serait possible, assuraient-ils, d'élargir par la suite cette conquête. Et de toute façon, il n'existait pas d'autre alternative à cette solution qu'une lutte inexpiable et sans espoir. Il fallait choisir entre la paix assurée et une résistance impossible.

Valera, qui présidait l'Exécutif du Dail, adressa une proclamation au peuple irlandais, affirmant qu'il ne pouvait recommander l'acceptation du Traité. « La grande épreuve est venue pour notre peuple… » Il affirmait toutefois que la crise qui divisait le pays devait être réglée par la voie constitutionnelle. Dès le lendemain, Griffith lui répliqua : « Ce que j'ai signé, je m'y tiendrai, parce que je crois que la fin des conflits qui ont duré des siècles est maintenant à notre porte. »

Les partisans de la République commencèrent par perdre du terrain à l'intérieur des structures politiques du pays. Chaque fois, la décision tint à peu de choses. C'était un homme, Collins, qui avait fait pencher la balance au sein de la délégation de Londres. Ce fut seulement par quatre voix contre trois que l'Exécutif accepta de soumettre la Traité à la ratification du Dail, et, là encore, dans la séance qui se tint le 3 janvier 1922, la majorité pro-Traité ne fut que de sept voix.

Mais dans l'opinion s'affirma ce que nous appellerions aujourd'hui « la dynamique de la paix ». Rien ne fut épargné pour représenter à l'imagination populaire le désastre qu'entraînerait le rejet du Traité. La nuit de Noël, les chaires des églises furent surtout des tribunes pacifistes. La

presse arbora des manchettes angoissantes : « Ratification ou Désastre ! » « Rejet = Chaos ». Elle publiait des lettres de lecteurs, des communiqués d'associations, des déclarations de membres de corps constitués qui, tous, prônaient l'acceptation du Traité. La vieille génération qui avait voté pour le parti constitutionnaliste de Redmond, fit bloc derrière les partisans du *Free State* (L'État Libre). Le retour des prisonniers jouait dans le même sens. Ils revenaient au pays affaiblis par les rigueurs de la captivité. Devraient-ils affronter de nouvelles épreuves plus terribles encore ?

En lançant sa proclamation après la délibération de l'Exécutif, le 8 décembre 1921, Valera avait démissionné de la présidence. Griffith le remplaça et l'appareil de l'État provisoire fonctionna au service des partisans du *Free State*. À ces avantages écrasants, les fidèles de la République n'opposaient guère que le respect du serment et les anathèmes contre les parjures. Ce genre d'argument trouve peu d'écho auprès des masses, dès lors que l'autre camp leur fait miroiter les avantages immédiats de la paix. Les élections du 16 juin 1922 envoyèrent au Dail quatre-vingt-douze partisans du Traité, contre trente-six adversaires. Les républicains avaient cherché à les retarder le plus possible, escomptant que les inconvénients du Traité se feraient plus sensibles à mesure que le temps passerait. Calcul hasardeux. Le temps ne faisait que démobiliser les esprits et consolider le pouvoir. Dans le pays, les républicains avaient perdu la partie.

Restait l'armée, l'I.R.A. Le prestige de Collins l'avait, elle aussi, divisée. Selon Dorothy Macardle, 80 % des Volontaires demeuraient toutefois fidèles à la République. Certains de ses chefs avaient été partisans d'agir dès le retour de la délégation, et s'ils avaient une chance de l'emporter, c'était bien dans cette brève période, où le verdict populaire n'avait pas encore eu le temps de se déployer. La bataille politique s'achevant sur une défaite, il ne restait pour les hommes de l'I.R.A. que le recours aux armes. « Ils ne croyaient, écrit Dorothy Macardle, ni à la politique, ni à la propagande pour sauver la République, mais bien à l'efficacité du pistolet[207]. » Mais sans la politique et la propagande, le pistolet était voué à faire long feu.

Tandis, que dès le début de l'année 1922, les troupes républicaines se préparaient à la lutte, le *Free State* commençait à recruter sa propre armée, équipée par les Britanniques. Ici et là des incidents éclataient : rapts d'armes et de munitions, heurts entre les deux groupes. Et comme l'I.R.A. n'avait pas d'argent, certains de ses membres exécutèrent quelques raids sur les P.T.T. ou sur des succursales de la Banque d'Irlande pour se procurer des fonds. Le 23 mai, un de ses chefs, O'Connor, déclara dans une conférence de presse que l'armée répudiait le Dail. Comme un journaliste demandait si l'armée obéirait à Griffith, il répliqua :

— Mais il a violé son serment !…

Le mois suivant, la Brigade de Dublin occupait les Four Courts (Palais de Justice).

De part et d'autre, la peur grandissait, et les menaces. Le gouvernement décida d'en finir. Déjà l'Anglais Sir Henry Wilson avait été abattu par deux républicains, qui affirmaient n'avoir obéi qu'à leur conscience, mais qui exécutaient sans doute les consignes de certains républicains. Churchill, Lloyd George faisaient pression sur le gouvernement du *Free State*, agitaient de nouveau la menace de guerre. Il fallait un prétexte. L'arrestation d'un général du *Free State* par les hommes des Four Courts le fournit. Le 28 juin, les troupes gouvernementales encerclèrent le bâtiment, lancèrent des voitures contre les portes pour les démanteler et donnèrent l'assaut. Pendant huit jours, Dublin fut le théâtre de furieux combats, à l'issue desquels l'I.R.A. dut évacuer la ville. Soixante Irlandais avaient été tués, trois cents blessés ; le côté est de la rue O'Connell était en ruines, comme l'avait été, en 1916, le côté ouest.

Dans cette bataille périt Cathal Brugha. Il avait été au Dail un des plus farouches défenseurs de la République. C'était un petit homme froid et silencieux, qui avait été ministre de la Défense,

poste où il s'était opposé à plusieurs reprises à Collins, qu'il n'aimait pas. Pendant les combats de Dublin, il défendit avec une poignée d'hommes l'hôtel Gresham, puis, comme les munitions s'épuisaient, il donna l'ordre à ses partisans de se rendre.

Il sortit le dernier. On le vit soudain apparaître sur le seuil de la porte, petite silhouette noircie par la fumée, un revolver dans chaque main. Amis, adversaires lui criaient de se rendre, mais il continua d'avancer l'arme au poing et tomba sous les salves.

Quelques semaines plus tard, Collins visitait les postes du sud du comté de Cork : Skibbereen, Rosscarbery, Clonakilty, que les troupes du *Free State* avaient occupés. Au-delà d'une route, près de Beal-nam-Blath, dans une région de collines sauvages, son escorte tomba dans une embuscade. Une fusillade s'engagea, qui dura plus de trois quarts d'heure. Collins était descendu de voiture. Il se tenait sur la route, dirigeant ses hommes. Comme les assaillants allaient se retirer, une balle vint le frapper en pleine tête. Il mourut presque aussitôt[208].

Ces morts d'hommes qui avaient combattu côte à côte, et qui tombaient dans des camps opposés résumaient le drame de l'Irlande. La discorde ravagea les familles. Le beau-frère du général Mulcahy, ministre de la Défense du *Free State*, était en prison. Lors de l'attaque d'un poste tenu par l'I.R.A., le père qui combattait parmi les assaillants du *Free State* fut tué en donnant l'assaut. Parmi les défenseurs se trouvait son propre fils, qui fut abattu en même temps que ses cinq camarades, aussitôt après leur reddition. Un républicain fut détenu pendant deux ans dans une prison gouvernementale dont le médecin était son frère : les deux hommes se croisèrent plus d'une fois sans jamais s'adresser la parole.

Cette guerre sans pardon dura près d'un an. Après la défaite de Dublin, l'I.R.A. mena contre les forces du *Free State* une campagne faite de retraites successives, sa dernière ligne de résistance étant le recours aux actes terroristes ou para-terroristes. Au début de juillet, les hommes de Liam Lynch, chef d'état-major de l'I.R.A., tenaient pratiquement sous leur contrôle tout le Sud de l'Irlande, de la mer à la rivière Shannon, et y occupaient les principales villes. Ils en furent peu à peu chassés par les forces du *Free State*, bien armées, débarquées souvent par mer, et dont le potentiel de combat, grâce à l'Angleterre, allait croissant. Le 11 août, Lynch dut évacuer en même temps que de Valera la dernière ville qu'il tenait encore : Fermoy.

Commença alors une seconde phase : celle de la guérilla. Dès ce moment, Valera pensait que la partie était perdue. Mais les chefs de l'I.R.A. s'accrochaient à un raisonnement simpliste : puisque la guérilla s'était révélée payante contre les Anglais, pourquoi ne serait-elle pas à nouveau victorieuse ?

C'était ne pas tenir compte des facteurs politiques. L'I.R.A. n'avait pu résister à la puissance anglaise qu'avec l'appui de plus en plus massif de la population. Ici, on assista dès le départ au processus inverse : le concours populaire, faible à l'origine, ne cessa de s'amenuiser avec le temps. Il devint de plus en plus difficile aux républicains pourchassés de trouver des refuges où l'on voulût bien les accueillir. Contre eux se dressait la formidable puissance de la hiérarchie catholique. Celle-ci fit prêcher que le gouvernement du *Free State* était légitime, que tout attentat contre un soldat du pouvoir était crime. Le 10 octobre 1922, une lettre pastorale décrivit le combat mené par les républicains comme « un système de meurtres et d'assassinats ». L'I.R.A. espérait que du moins la hiérarchie condamnerait les exactions gouvernementales (internements de suspects, exécutions de prisonniers après leur capture, cours martiales, etc.). De ce côté, elle fut muette. L'Église, cette année-là, fut pour les gros bataillons.

Réfugiés dans les collines et les montagnes d'où elles sortaient pour des raids contre les postes et les convois du *Free State*, les Colonnes Volantes de l'I.R.A. y furent traquées. Elles ne purent maintenir leurs structures. Au cours de l'automne, la troisième phase commença : les

colonnes durent éclater en petits contingents mobiles. Ceux-ci n'étaient plus à même de tenir aucune position importante contre un ennemi bien supérieur. Leur dernière carte, c'était l'organisation du chaos. Ils coupèrent les routes, scièrent les poteaux télégraphiques, firent sauter les ponts, brûlèrent des petites gares, posèrent des mines sur les voies ferrées, et lancèrent parfois sur les voies des locomotives emballées. Selon une directive attribuée aux républicains par le général Mulcahy, qui en donna connaissance au Dail le 28 novembre :

> … des mesures (devaient) être immédiatement prises pour une destruction systématique et continuelle de toutes les voies de communication, routes, chemins de fer, canaux, téléphone et télégraphe[209].

En même temps, les hommes de l'I.R.A. saisissaient les courriers postaux, et remettaient parfois les lettres en circulation avec la mention « ouvert par la censure républicaine ». Aux membres du Dail et aux directeurs de journaux, ils adressaient des menaces[210]. Puis ils en vinrent aux actes de terreur contre les biens privés ou les personnes. On brûla des demeures de membres du gouvernement, du Dail ou de leurs partisans. Et au lendemain de l'inauguration du *Free State*, le 7 décembre 1922, le député Sean Haies fut abattu, le vice-président du Dail, O'Maille, grièvement blessé, alors que tous deux se rendaient à la séance du Parlement.

L'exacerbation de la lutte coïncidait avec l'adoption par le gouvernement des plus extrêmes rigueurs, plus sévères que celles des Anglais, au temps de la guerre d'indépendance. Dès le 27 septembre, Mulcahy avait demandé au Parlement de voter des pouvoirs spéciaux et des cours martiales commencèrent à fonctionner à partir du 15 octobre. Une de leurs victimes fut Erskine Childers. En 1914, avec son yacht il avait débarqué sur la côte une cargaison d'armes destinées aux Volontaires et il n'acceptait qu'une Irlande inconditionnelle. Le 10 novembre, dans le comté de Wicklow, il fut pris les armes à la main. Huit jours plus tard, la Cour martiale le condamnait à mort ; le 24 novembre, il était passé par les armes. Tel fut aussi le sort de quatre leaders républicains, dont Barry O'Connor. Dès le lendemain de l'attentat contre les membres du Dail, ils furent exécutés. Bien d'autres combattants de l'I.R.A. connurent un sort identique.

Les républicains étaient acculés à la défaite. Leurs chefs se rendaient compte qu'ils ne seraient pas en mesure de soutenir une autre campagne d'été. Leurs troupes commençaient à se disloquer. Dans son livre *Easter Lily* (Le Lys de Pâques[211]), O'Callaghan raconte que les hommes de l'I.R.A. qui avaient pour habitude d'emporter avec eux, en se retirant, leurs blessés et leurs morts, abandonnèrent sur le terrain le corps de son cousin Jimmy. Cette nouvelle, se répandant, apparut comme le signe de la défaite imminente, et ce sont de tels signes, en effet, avec le désarroi qu'ils révèlent et propagent qui, mieux que toutes les analyses, condamnent l'espoir.

En avril 1923, le général en chef de l'I.R.A., Liam Lynch, tomba en combattant « au milieu de ses loyales alliées, les collines ». Quelques jours plus tard, Breen était pris dans la cache où il avait trouvé refuge. Plusieurs chefs de l'I.R.A. étaient capturés, alors même qu'ils se rendaient à une réunion pour discuter de la fin des combats. Le 27 avril, de Valera lança l'ordre de cesser le feu.

Le *Free State* avait vaincu. L'I.R.A. n'était pas morte. En 1927, de Valera la quitte. Il juge que l'opposition systématique ne mène à rien, et fonde la *Fianna Fail* (Les Guerriers de la Destinée) où le suivent la plupart des anciens leaders de l'I.R.A. Cinq ans plus tard, la *Fianna Fail* l'emporte aux élections. Et voici de Valera au pouvoir. Il ne tardera guère à se heurter à ses anciens partisans.

Car l'I.R.A. continue. Elle attire à elle les jeunes gens avides de complots, d'aventures et de bagarres, la plupart d'origine très modeste : ouvriers agricoles, mécaniciens, forgerons. Beaucoup sont illettrés. Le jeune O'Callaghan devient un des cadres de l'organisation, simplement parce qu'il poursuit ses études au collège. Trois fois par semaine, il fait le mur pour

suivre les séances d'entraînement militaire. Le dimanche, on se réunit aussi, mais les exercices sont proscrits, car c'est le jour du Seigneur. Mais on peut étudier les cartes d'état-major et écouter les sermons des officiers qui rappellent à leurs hommes qu'ils sont voués au sacrifice et qu'ils doivent *shoot to kill* (tirer pour tuer).

Ces garçons ont beau prêter serment sur un crucifix pendant que les camarades présentent les armes, l'Église proscrit ces rites qui mêlent, comme aux temps du Moyen Âge, Dieu et les armes. En chaire, les curés les décrivent comme des suppôts du diable. Appartenir à l'I.R.A. est un péché, qui peut valoir le refus de l'absolution dans le confessionnal ou des sacrements, à l'instant de la mort. Cela ne va pas sans provoquer des drames chez ces partisans qui pestent contre leurs prêtres, mais n'en restent pas moins profondément religieux.

Qu'est-ce qui maintient ces jeunes gens en alerte ? *The Border* (la Frontière), les six comtés qui forment l'Ulster, le maintien des forces britanniques sur cette partie du territoire. Dans le cœur de tout Irlandais, le Nord, c'est l'Alsace-Lorraine après 1870. Sur les cartes, les hommes de l'I.R.A. ont étudié chaque pouce de cette ligne qui mutile le corps de la patrie, rêvé qu'ils la franchiraient un jour pour quelque raid audacieux.

Pour l'instant, ce qui manque, c'est une grande occasion historique. Entre 1930 et 1939, les activités se limitent à des coups de main pour obtenir des armes, à des bagarres sévères avec les *Blue Shirts* (Chemises Bleues), de tendance fasciste du général O'Duffy, au boycottage des indicateurs, à quelques exécutions de policiers. C'est-à-dire des policiers de Valera qui, au pouvoir, n'apprécie guère les turbulences d'une armée clandestine dont il fut l'idole.

L'occasion, l'I.R.A. crut enfin la saisir en 1939, alors que s'amoncelaient les nuages d'un nouveau conflit mondial. L'aide des cousins d'Amérique se faisait rare avec le temps. Mais en Europe une puissance s'affirmait dans son hostilité à la Grande-Bretagne : l'Allemagne hitlérienne. Est-ce le sentiment qu'une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre était inévitable et qu'il fallait profiter de cette circonstance pour appliquer le vieil adage irlandais : *England's difficulty is Irelands' opportunity ?* Est-ce l'exemple du rattachement des Sudètes et de l'Autriche à l'Allemagne ? Est-ce le fait qu'à la tête de l'I.R.A. venait d'être porté Sean Russel, dont le visage massif au nez bref, aux yeux durs sous l'abri des sourcils broussailleux, révèle une brutale résolution ? Toujours est-il que l'état-major de l'I.R.A. décida de mener la guerre sur le territoire anglais et mit au point un plan pour une *bombing campaign*, connu sous le nom de *Plan S.*

Selon le livre d'Enno Stephan, *Espions allemands en Irlande*, le Plan S aurait été mis au point par Jim O'Donovan, et Russel ne lui aurait apporté que quelques retouches. O'Donovan avait dirigé autrefois le service chimique de l'I.R.A. et avait sacrifié trois doigts à ces activités. Il avait depuis plusieurs années cessé de militer, mais il accepta de préparer le plan de sabotage et d'entraîner les futurs combattants au maniement des explosifs.

Il n'est pas sans intérêt d'exposer ici les grandes lignes du Plan S. On a là l'exemple d'un projet terroriste, ambitieux dans ses objectifs, élaboré à froid par un état-major qui détermine son action, non en fonction de l'effervescence populaire, d'une oppression devenue intolérable, d'une crise qui éclate dans le pays et affecte son équilibre, mais en partant de cette idée que la conjoncture internationale est favorable.

L'idée centrale du Plan S était de provoquer en Grande-Bretagne un état d'insécurité et de panique. Toutefois, les attentats ne devaient porter que sur les installations et éviter toute effusion de sang.

Le Plan S énumère toute une série d'objectifs : forces armées, usines de fabrication d'armement et dépôts de munitions ; services publics, industries-clés, commerces, banques, etc.,

et enfin la presse anglaise.

Il apparaît tout de suite aux auteurs de ce plan que certains objectifs sont inaccessibles faute de moyens : ainsi en est-il des forces armées, des dépôts de munitions, et des usines travaillant pour la Défense nationale, parce que rigoureusement gardés ; les attaques contre les banques ou le commerce risquent d'avoir des incidences politiques ou psychologiques fâcheuses. En fin de compte, ce sont les services publics qui sont retenus en premier, à la fois parce qu'ils sont plus accessibles, et parce que, concentrant les rouages de la machine britannique, ils ont valeur de symbole.

Mais dans ce seul secteur, les difficultés ne sont pas pour autant écartées. Les attentats contre la radio sont considérés comme peu rentables parce que d'autres postes peuvent prendre le relais ; il serait facile de convoquer par téléphone les pompiers d'une ville sur les lieux d'un sinistre imaginaire, mais si un incendie éclate au même moment, sans pouvoir être combattu, la responsabilité en sera rejetée sur l'organisation ; de même, pour des raisons humanitaires, il est difficile de s'attaquer au service des eaux, etc.

Finalement, le Plan retient comme objectifs principaux : les postes – on doit jeter dans les boîtes à lettres ou expédier dans des paquets-poste des éléments incendiaires – ; les centrales électriques, dont la destruction permettrait de plonger dans le noir certaines villes ; les administrations ; les transports électriques…

Pour les industries-clés, on envisage des sabotages contre certaines fabriques qui fournissent des appareils indispensables à l'armée, par exemple des magnétos ou des instruments de précision.

Mais c'est une chose de prévoir sur le papier le déroulement d'une opération, une autre de le réaliser.

La *bombing campaign* débuta le 12 janvier 1939 par un ultimatum adressé au Ministre des Affaires Étrangères britanniques, tandis que des copies en étaient expédiées à divers chefs d'État, notamment à Roosevelt et Hitler. Au distingué Premier Ministre, il n'était laissé qu'un pauvre petit délai de quatre jours pour procéder au retrait de toutes ses forces hors du territoire irlandais (c'est-à-dire de l'Ulster).

Le gouvernement de Sa Majesté traita par le silence cet ultimatum. Le 16 janvier, à 6 heures du matin, une première bombe explosait près d'une centrale électrique située au sud-est de Londres, d'ailleurs sans la détruire. Un peu plus tard dans la matinée d'autres attentats avaient lieu, toujours contre des installations électriques à Birmingham et à Manchester.

La campagne se poursuivit au cours des mois suivants par des vagues d'attentats coupées de répits et dirigées contre diverses installations, soit dans la capitale britannique, soit en province : bombes contre des centrales électriques, des canaux et des ponts, des canalisations de gaz, des lignes téléphoniques, dans des consignes du métro de Londres ou des gares ; grenades lacrymogènes dans des cinémas, engins chimiques dans des bureaux de postes.

Le 24 juillet, dressant le bilan de l'action terroriste, Sir Samuel Hoare, annonçait que depuis le mois de janvier cent vingt-sept attentats avaient été commis, dont cinquante-sept à Londres et soixante-dix en province.

Mais les dégâts matériels étaient insignifiants par rapport au potentiel économique de l'Angleterre. Et il avait été impossible d'organiser la terreur sans effusion de sang. Dès le mois de février, des bombes dans les consignes du métro avaient fait deux blessés graves. En mai, des grenades lacrymogènes dans un cinéma avaient provoqué vingt-cinq hospitalisations. Au mois de juillet, Sir Samuel Hoare pouvait faire état d'un mort et de cinquante-cinq blessés. C'était suffisant pour lui permettre de réclamer et d'obtenir des Communes des pouvoirs exceptionnels

afin de lutter contre l’action subversive.

Déjà d’ailleurs de nombreuses arrestations étaient intervenues, qui contrariaient les plans de l’I.R.A. en désorganisant ses réseaux.

À la déclaration de Samuel Hoare, l’I.R.A. répondit en déposant des valises munies de bombes à retardement dans les consignes des gares londoniennes de King’s Cross et Victoria. Elles firent deux morts et cinq blessés.

L’attentat le plus grave eut lieu le 25 août à Coventry. Une bombe à retardement dissimulée dans le panier d’une bicyclette, abandonnée devant l’entrée d’un grand magasin, explosa en faisant cinq morts et une cinquantaine de blessés.

Ce fut le dernier « plastiquage » important. Aussitôt après, la guerre survint. Les précautions prises rendirent les opérations à peu près impossibles. Deux des hommes de l’I.R.A. jugés pour l’affaire de Coventry avaient été pendus (l’un d’eux protesta toujours de son innocence). Quatre-vingts personnes (hommes et femmes) furent condamnées à des peines de travaux forcés ou de prison. Parmi elles, le jeune Brendam Behan, qui n’avait guère que seize ans, futur écrivain célèbre et à l’époque terroriste « enragé », qui fut « cueilli » dans une pension de famille avec sa valise pleine de bombes.

Le Plan S aboutissait à un échec. L’effet de panique créé en Angleterre avait été largement compensé par l’indignation de l’opinion publique, et par une réprobation qui se manifestait même en Irlande. Le sang versé retombait sur l’I.R.A., qui avait oublié l’énorme rôle du hasard, qu’aucun calcul n’élimine, et sans doute aussi, comme nous le verrons, les pièges de la provocation. Et il était impossible d’amoindrir l’effet, désastreux sur l’opinion, de ces blessés et de ces morts, en invoquant comme autrefois les exactions commises par les *Black and Tans* ou les *Auxiliaires*. Ce terrorisme, qui était apparu alors qu’aucune tension grave n’existait entre l’Angleterre et l’Irlande, alors que les cerveaux n’étaient pas échauffés, ce terrorisme de l’heure H ne pouvait qu’échouer.

Dans son discours, Sir Samuel Hoare avait insinué que des contacts avaient été pris par l’I.R.A. avec des puissances étrangères. Et en effet, l’action des rebelles irlandais ne pouvait qu’intéresser l’Allemagne. Un premier contact eut lieu par l’intermédiaire d’un agent envoyé en Irlande qui rencontra Sean Russel. Puis O’Donovan se rendit plusieurs fois en Allemagne, et l’Abwehr fit parvenir à l’I.R.A. un poste émetteur pour établir des liaisons. Les Allemands fondaient certains espoirs sur le rôle que l’I.R.A. pourrait jouer dans la guerre, notamment dans la période où l’état-major, après la campagne de France, envisagea l’éventualité d’un débarquement. Plusieurs espions furent ainsi parachutés ou débarqués en territoire irlandais. Par ailleurs, Sean Russel, qui d’Amérique avait réussi à gagner l’Allemagne, mourut d’un ulcère à l’estomac à bord du sous-marin qui le transportait vers sa patrie. Son corps fut immergé dans l’Atlantique avec les honneurs militaires, et bien des projets sombrèrent avec lui.

Au reste, l’I.R.A. n’était pas une alliée docile. Les services allemands auraient souhaité qu’elle se réconciliât avec le gouvernement de Valera et concentrât ses efforts sur l’Ulster. Mais les républicains n’étaient pas d’humeur à s’accorder avec un homme qui, jugeaient-ils, avait trahi à son tour leur cause. Ce poste de radio, que les Allemands leur avaient fait parvenir, ne servait pas seulement aux liaisons, mais à des émissions de propagande. Un des aspects les plus intéressants du livre d’Enno Stephan, *Espions allemands en Irlande*, qui retrace minutieusement les tentatives infructueuses des agents de l’Abwehr, est de montrer les rapports entre deux sociétés closes : celle de l’espionnage et celle de l’organisation politique clandestine. Elles ont certes quelques traits communs, et d’abord celui du secret, mais chacune obéit à ses lois, à ses motivations, et poursuit ses propres buts. Elles parlent rarement la même langue.

En lançant son audacieux ultimatum à l'Angleterre, l'I.R.A. avait annoncé qu'elle n'entreprendrait rien contre le gouvernement de Valera. Cependant, le 23 décembre 1939, ses hommes réussissaient un raid sensationnel contre le dépôt de munitions de l'armée à Phœnix Park, emportant dans des camions un million de cartouches. Succès que le poste clandestin de l'I.R.A. s'empressa d'exalter. Mais, cinq jours plus tard, le poste était découvert et le 1er janvier 1940 la police retrouvait miraculeusement 850 000 cartouches volées.

L'Irlande connut de nouveau les arrestations, les emprisonnements, les grèves de la faim. En août 1940, deux des principaux membres de l'I.R.A. surpris par des policiers à Dublin, firent en se défendant deux morts. Arrêtés, ils furent condamnés à la peine capitale. Leur procès provoqua une intense émotion. Les Irlandais sont ainsi. Même s'ils désapprouvent les troubles, la répression les trouve d'instinct au côté des embastillés. Tout le prestige que Breen avait acquis pendant la guerre d'indépendance fut insuffisant pour le faire élire en 1922. Arrêté à la fin de la guerre civile et mis en prison, les Irlandais le choisissent pour député. Pour avoir refusé d'élargir des grévistes de la faim, Valera se fit huer à un meeting. Il est vrai que des hommes étaient morts de cette grève, qui n'avait rien de comparable avec celle du détenu de luxe Ben Bella.

Mais les sympathies que l'I.R.A. était en train de regagner furent perdues soudain par un coup de théâtre dramatique.

Le 8 septembre 1941, dans un faubourg de Dublin, des policiers stupéfaits voyaient se diriger vers eux un homme hagard qui tenait dans ses mains tremblantes un revolver et qui marchait péniblement, les jambes entravées par une chaîne. L'homme sollicita leur protection : « Je suis, dit-il, Stephen Hayes. »

Hayes était le chef d'état-major de l'I.R.A., le second de Sean Russel. L'opinion irlandaise n'allait pas tarder à connaître l'extraordinaire récit de ses mésaventures. À la fin de juin, Hayes avait été enlevé et séquestré par les hommes de son propre adjoint, Sean Mac Caughey. Gardé en différents lieux, enchaîné, il avait été soumis presque sans répit à toutes sortes de sévices, jugé et condamné à mort par un tribunal secret, si bien qu'il avait dû consentir à rédiger et à signer, sous la pression de Mac Caughey, une confession de cent cinquante pages. Dans celle-ci, il reconnaissait que de connivence avec la police et certains membres du gouvernement, il n'avait pas cessé de trahir l'I.R.A. Il avait réussi à s'échapper, parce que l'homme de garde avait quitté soudain la pièce où il était séquestré, en commettant l'imprudence d'y laisser son revolver.

Peu après, Mac Caughey fut arrêté. À son procès, il s'enferma dans un dédaigneux silence. Condamné à mort, sa peine commuée, il se laissera mourir d'une grève de la faim, peu après la fin de la guerre.

Le chef d'état-major de l'I.R.A. était accusé de trahison ; son propre lieutenant, de tortures. Une organisation secrète unie par de solides convictions peut, à la rigueur, tenir contre l'hostilité de l'opinion et les moyens de la police. Aucune ne résiste aux dissentiments publiquement étalés de ses chefs, ni à la suspicion infamante qui s'attache à l'un d'eux, à l'horreur que l'autre inspire. Les démissions survinrent en masse.

Hayes était-il un traître ? La nature de ses aveux n'est connue que par les extraits de sa confession publiés dans un tract que le Conseil de l'I.R.A. fit diffuser le 10 septembre 1941. La plupart des exemplaires de ce document furent saisis par la police[212].

Dans celle « confession », Hâves affirme « de son plein gré » qu'il aurait collaboré à un complot visant à désorganiser et à discréditer l'I.R.A., selon un plan établi de connivence avec le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Éducation nationale, un sénateur et avec son propre beau-frère, le journaliste Lawrence de Lacy. Dès 1935, il serait passé sous le contrôle de la police. Par la suite, ce serait son beau-frère qui l'aurait entraîné à d'autres compromissions.

Ce serait celui-ci qui, à l'instigation du gouvernement, aurait fait adopter le plan de campagne contre l'Angleterre, afin d'obliger celle-ci à négocier avec le gouvernement sur la question du partage. La *bombing campaign* elle-même aurait été sabotée par Hayes, le gouvernement irlandais ne tenant pas à ce qu'elle prît trop d'ampleur, et grâce aux renseignements fournis à Scotland Yard, de nombreuses arrestations et saisies de matériel auraient été opérées. L'attentat particulièrement meurtrier de Coventry aurait été organisé après une conversation avec le ministre de l'Agriculture, afin de discréditer l'I.R.A. De même l'attaque contre le dépôt de Phœnix Park aurait été montée de toutes pièces, afin de permettre au gouvernement irlandais de prendre contre l'I.R.A. des mesures d'exception.

La confession se poursuit, « révélant » de multiples opérations de double jeu. On apprend ainsi que, pour détourner les soupçons sur le rôle joué par Hayes, renseignant la police sur l'emplacement de dépôts d'armes, celle-ci se serait arrangée pour faire croire qu'un officier de l'I.R.A., Devereux, était le coupable, et que Devereux fut abattu par ses camarades abusés.

Quel crédit faut-il accorder à cette extraordinaire série d'aveux ? Il est ici impossible de se prononcer, car il faudrait pouvoir confronter minutieusement les faits et les dates, avec le texte *complet* de cette longue confession.

La séquestration dont Hayes fut l'objet en amoindrit considérablement la portée, et on voit trop d'autre part que cette confession vise à rejeter sur la trahison et la provocation gouvernementale la responsabilité des échecs enregistrés par l'I.R.A. Mais il est possible que *tout* ne soit pas faux. Avouant une collusion réelle avec la police, Hayes séquestré aurait pu accepter de noircir encore son rôle et de permettre ainsi à l'I.R.A. d'accuser le gouvernement d'avoir monté une provocation gigantesque[{213}] .

S'il est impossible de se prononcer sur cette sinistre affaire, elle montre les risques terribles que court toute organisation clandestine. Le principal n'est pas qu'elle puisse être noyautée et manœuvrée de l'intérieur par ses propres ennemis, – ce risque existe implicitement dès sa création –, mais que la suspicion, par ses ravages, mène à l'exécution d'un innocent, ou à ces aveux arrachés dont il est à peu près impossible de déceler quelle dose de vérité ou de mensonge ils recèlent. Ici, nous ne sommes plus très loin des règlements de comptes de l'O.R.I.M. L'arme de la terreur se retourne contre ceux qui l'emploient.

En 1954 pourtant, l'I.R.A. repart. D'autres leaders, plus jeunes, ont surgi et l'irritant problème de la frontière pèse toujours sur la conscience irlandaise. Les raids audacieux, spectaculaires, recommencent : raids d'Armagh, d'Omagh… Il y a toujours des adolescents hardis pour participer à ces équipées.

Mais ce sont, semble-t-il, les derniers soubresauts. En 1962, une déclaration de l'état-major annonce que l'I.R.A. renonce à l'action directe. Pourtant, en 1964, les républicains de l'Ulster manifestent dans les rues, arborent le drapeau de l'Eire, se heurtent en de violentes bagarres à la police. Que les choses s'aggravent, que l'exemple cypriote tourmente un peu trop quelques cerveaux hardis, et qui sait si l'I.R.A. ne repartira pas à l'assaut, mobilisant pour de brèves aventures ou pour une longue guérilla une jeunesse qui a la rébellion dans le sang ?

L'Irlande est un pays déchiré, prompt aux querelles et aux violences, et pourtant étrangement uni. Le combat y fut par moment impitoyable. Mais ceux qui le livrent savent dans les pires extrémités garder pour l'adversaire un sentiment que le monde moderne foule aux pieds avec rage : l'estime. Collins fut pleuré de tous. Dans leur prison, les républicains qu'on va fusiller écrivent à leurs parents ou à leurs amis qu'il faut écarter la vengeance. Devant le corps de Liam Lynch, commandant en chef de l'I.R.A. tué au combat, les troupes du *Free State* présentent les armes. De Valera intervient auprès de Franco pour obtenir la grâce de Ryan, qui, avec d'autres

membres de l'I.R.A. est allé combattre dans les rangs des Brigades Internationales. Il se souvient, qu'adversaire politique, Ryan est avant tout, comme lui, fils de l'Irlande. Ces gestes ne suffisent pas à apaiser les ressentiments qui survivent aux tueries, ni à effacer le sang versé, ni à empêcher les divisions de renaître, mais ils préservent quelque chose de plus fort que toutes les colères partisanes. « La garde, écrit Childers à sa femme avant de mourir, a été relevée à 8 heures : les hommes en s'en allant m'ont tous dit adieu et Dieu vous bénisse, et je leur ai répondu de même… Ainsi, nous autres, enfants de notre mère universelle, nous nous serrons les mains en passant et poursuivons notre chemin au milieu même de l'horreur de cette guerre de frères… »

La révolte récente ne fut pas uniquement suscitée par des sentiments, elle fut guidée par le bon sens et la logique politique. Les sentiments engendrent l'héroïsme ; mais la logique inspire la stratégie et une bonne stratégie assure la victoire.

MENACHEM BEGIN.

CHAPITRE IV
ISRAËL
Stern et « Irgoun »

*Deux points de vue sur la terreur. – Où l'*Irgoun *est une riposte à la terreur arabe. – Mettre fin à la peur. – Colère contre l'Angleterre. – Malgré la guerre, l'ennemi demeure l'Anglais, pour Abraham Stern. – Stern rompt avec l'*Irgoun *et fonde son propre groupe. – Mort de Stern. – Comment le Groupe Stern élabore son organisation clandestine. – Des mesures rigoureuses. – Begin et les difficultés de la vie illégale. – La terreur, arme des sternistes. – Attentat contre Lord Moyne. – Procès des meurtriers. – Les méthodes de combat de l'*Irgoun. *– Analyse de la situation. – « La Voix de Sion au Combat. » – La Force d'Assaut attaque le dispositif anglais. – Raid contre Saint-Jean-d'Acre. – Attentat contre l'hôtel King David. – Ben Gourion contre l'*Irgoun. *– L'Angleterre évacue. – Deux terrorismes.*

Dans *La Révolte d'Israël,* Menachem Begin, qui fut un des chefs de l'*Irgoun*, conteste que cette organisation de combat ait eu un caractère terroriste :

> Des gens qui n'étaient ni nos amis, ni nos ennemis, écrit-il, comme le correspondant du *New York Herald Tribune* se servaient aussi pour nous désigner de ce mot d'origine latine, soit parce qu'ils avaient subi l'influence de la propagande anglaise, soit par habitude. Nos amis, comme l'Irlandais O'Reilly, préféraient, ainsi qu'il l'écrivit dans une lettre, devancer l'Histoire et nous désigner par un mot plus simple, lui aussi d'origine latine : le mot « *patriote*[214] ».

Il va sans dire que Begin préfère cette seconde qualification. Suit un commentaire où il explique que l'essence même de la lutte menée par l'*Irgoun* était de libérer le peuple juif « d'un de ses complexes les plus nocifs : la peur. Historiquement, nous n'étions pas des terroristes. Nous étions à proprement parler des anti-terroristes[215] ».

Plus tard, le F.L.N. entendra lui aussi refuser le même jugement porté sur ses actions :

> Le *terroriste*, dès qu'il accepte une mission, laisse entrer la mort dans son âme. C'est avec la mort qu'il a désormais rendez-vous. Le *fidaï*, lui, a rendez-vous avec la Révolution et avec sa vie propre. Le *fidaï* n'est pas un sacrifié. Certes, il ne recule pas devant la possibilité de perdre sa vie pour l'indépendance de la Patrie, mais à aucun moment il ne choisit la mort[216].

Ni l'une ni l'autre de ces réfutations ne reposent sur des bases sérieuses. Le patriotisme est un sentiment. Le terrorisme est une méthode de lutte. Quoi qu'en pense Begin, il n'est pas incompatible d'être à la fois patriote et terroriste. L'argument selon lequel l'*Irgoun* aurait été historiquement « anti-terroriste » parce qu'elle poursuivait le dessein de libérer le peuple juif de la peur, est lui-même historiquement sans valeur. L'objet des terroristes russes, c'était justement d'arracher par les attentats le peuple russe à l'apathie, à la résignation, et à la peur.

L'argumentation F.L.N. ne tient pas davantage. Il est historiquement faux de prétendre que le terroriste se sacrifie en même temps que sa victime, qu'il se précipite volontairement dans la

mort. Il est seulement exact que *certains* terroristes russes étaient prêts à courir le risque d'accomplir leur mission coûte que coûte, fût-ce en y succombant. Ce qui les distingue plutôt des *fidaï*, c'est qu'ils sélectionnaient leurs victimes et évitaient en général de frapper aveuglément dans la foule. Kaliaev renonce une première fois à l'attentat contre le grand-duc Serge, de peur de tuer ou de blesser ses enfants. Le *fidaï* d*'El Moudjahid* n'y regarde pas de si près.

Cette double réaction n'en est pas moins pleine d'enseignement. Les hommes de la *Narodnaïa Volia*, du parti S.-R., Lénine, les Macédoniens, n'hésitaient pas à se proclamer terroristes, ou à justifier l'emploi de la terreur dans certaines circonstances historiques. Mais, de nos jours, aucune organisation révolutionnaire n'accepte cette étiquette, alors même qu'elle a recours à l'attentat. Le mot était autrefois brandi comme un sombre étendard. Aujourd'hui, il discrédite. Il est devenu le monopole des pouvoirs en lutte contre les organisations subversives, et les pouvoirs s'en servent pour marquer l'adversaire d'infamie. Ainsi des Britanniques pour l'I.R.A., l'*Irgoun* ou le Groupe Stern ; des Allemands pour les organisations de Résistance ; du gouvernement français pour le F.L.N., puis pour l'O.A.S. Les pouvoirs n'entendent pas seulement perdre leurs adversaires aux yeux de l'opinion, ils veulent aussi installer la répression sur des bases juridiques : le terrorisme étant crime, c'est comme criminels que les terroristes doivent être traqués et châtiés. Ils ne forment que des *bandes* en armes, conduites par des *meneurs*. La réaction de ceux qui sont ainsi stigmatisés est d'affirmer au contraire qu'ils constituent une *armée*, que leur association n'est pas conjuration étroite, mais mouvement jailli des profondeurs populaires, que pris sur le fait, ils ont le droit d'être traités comme les combattants de n'importe quelle armée. Ainsi, c'est un des paradoxes de notre temps, que le terrorisme y soit si largement répandu et qu'il soit néanmoins nié comme tel par ceux qui l'emploient. Mais étant donné les moyens énormes de propagande dont disposent les pouvoirs, il est extrêmement douteux qu'aucune organisation secrète – révolutionnaire ou patriotique – ait la témérité d'affronter ce courant.

Ce fut le cas pourtant du frère jumeau de l'*Irgoun*, le Groupe Stern. Cette organisation se voulut essentiellement terroriste ; et il est vrai de dire que les recours à la terreur y furent beaucoup plus systématiques qu'à l'*Irgoun.*

Le Groupe Stern naquit d'une scission à l'intérieur de l'*Irgoun*, qui elle-même était née d'une dissidence par rapport à la *Haganah* – la milice d'autodéfense juive contre les Arabes – ces deux organisations s'opposant avec violence aux conceptions de la majorité du mouvement sioniste.

Pour les leaders du mouvement sioniste, comme Weizmann ou Ben Gourion, la création d'un État juif indépendant, à partir du foyer palestinien institué en 1917 par la Déclaration Balfour, ne pouvait être réalisée que par étapes et à la suite de patientes négociations avec le gouvernement britannique. C'est pour répondre à ce besoin que fut créée l'Agence Juive, institution destinée à coopérer avec les Britanniques, et à régler pacifiquement avec eux les problèmes posés par l'installation des Juifs en Palestine[217] .

Les problèmes, certes, ne manquaient pas. À la veille de la guerre, les plus aigus concernaient les relations entre Juifs et Arabes, ces derniers se dressant avec une violence croissante contre l'installation des colons juifs. Aussi, à l'intérieur du mouvement sioniste, des divergences commencèrent à s'exprimer.

Déjà, en 1920, Jabotinsky avait fondé le mouvement sioniste révisionniste. Jabotinsky voulait obtenir immédiatement la création d'un État juif indépendant sur un territoire correspondant aux frontières historiques de la Palestine. Ce but, il en était convaincu, ne pouvait être atteint que si les Juifs étaient prêts à combattre pour cette indépendance, et à rendre coup pour coup aux raids de terreur que les Arabes dirigeaient contre les colonies juives. C'est pourquoi il fut un des

premiers organisateurs de la *Haganah*.

Mais la *Haganah* entendait se limiter à un rôle d'autodéfense et de protection. Jabotinsky et ses disciples affirmaient qu'il ne suffisait pas de protéger les Kibboutzim ; il fallait porter la guerre chez l'ennemi, et pour chaque attentat exercer des représailles. C'est pourquoi, en 1937, Jabotinsky créa sa propre organisation de combat : l'*Irgoun Zvai Leumi*. (Organisation Militaire Nationale).

L'*Irgoun* fut organisée selon les principes militaires que Jabotinsky avait déjà inculqués aux membres d'un mouvement de jeunesse fondé par lui, le *Betar*.

On y proscrivait sévèrement toute forme de laisser-aller. On ne devait pas s'affaler sur sa chaise, mais s'y tenir droit, les bras croisés, ou les mains posées sur les cuisses ; quand le chef de groupe appelait par son nom un adhérent, celui-ci devait se lever d'un bond et se figer au garde-à-vous jusqu'au commandement « Repos ! ». Si le chef donnait un ordre, l'interpellé devait saluer et répondre : « *Kidvarecka* » (Vous l'avez dit), etc.

Les Juifs libéraux considéraient avec effroi ces méthodes de dressage, et traitaient volontiers Jabotinsky de fasciste. Mais ce fut bien pis quand l'*Irgoun*, passant à l'action, commença à aller jeter des bombes dans les marchés arabes, ou à les déposer dans des cars qui transportaient des voyageurs, en manière de représailles au terrorisme aveugle des Arabes. Chacune de ces opérations était régulièrement suivie d'un communiqué destiné à la justifier. Et elles étaient toujours montées avec un soin minutieux. Dans son livre, *Le Groupe Stern attaque*, Gerold Frank décrit ainsi un raid contre un cordonnier arabe qui avait jeté une bombe sur un marché juif :

> … On aurait dit une partie de basket-ball. Une demi-douzaine de garçons se réunirent près de la boutique. À un signal, l'un d'eux qui portait le revolver, le jeta à un second et s'enfuit ; le second visa, tira et courut dans la direction opposée tout en lançant le revolver à un troisième, qui se sauva par une autre route. Les autres s'éparpillèrent. En un instant on ne vit plus que des gosses qui s'élançaient dans toutes les directions, comme s'ils jouaient, un Arabe blessé qui sortait en chancelant de sa boutique, mais nulle arme, aucun agresseur en vue{218}.

Ce fut en 1939 que l'*Irgoun* lança ses plus graves actions de représailles. Au mois de février, le même jour, en l'espace d'une heure, des bombes furent jetées simultanément sur les marchés d'une demi-douzaine de villes : quantité d'hommes, de femmes ou d'enfants furent tués ou blessés. Les soixante minutes du 27 février, entre 6 h 30 et 7 h 30, furent réellement une heure terrible : bombes, mines, coups de feu dans les quartiers arabes, voitures assaillies, rails arrachés, trains qui déraillent. « Les Arabes, écrit Koestler, eurent pendant cette heure autant de morts et de blessés que les Juifs pendant les trois derniers mois[{219}]. »

Une large partie de l'opinion juive désavoua avec indignation ces meurtres en série. La *Haganah* fit largement répandre un tract qui rappelait la parole de la Bible : « Tu ne tueras point. » L'*Irgoun* riposta aussitôt par une autre citation : « Tu rendras vie pour vie, œil pour œil, dent pour dent, main pour main, brûlure pour brûlure… »

En ce qui concerne la lutte contre les Arabes, il est donc incontestable que l'*Irgoun* eut recours à la terreur, qu'elle commença à s'affirmer par la terreur. Begin justifie cette action en rappelant que les agressions des Arabes duraient depuis près de vingt ans, et que les opérations de l'*Irgoun* firent perdre à ceux-ci l'initiative militaire. Mais à le lire on découvre aussi que le terrorisme de l'*Irgoun* eut une autre conséquence, bien plus importante : *arracher le peuple juif à la peur*.

> Une nouvelle génération grandissait, écrit-il, *qui tournait le dos à la peur*. Elle se mit à combattre au lieu de supplier{220}.

Et, plus loin :

> Un peuple peut « penser », et pourtant ses fils avec leurs pensées et en dépit d'elles peuvent être transformés en

troupeau d'esclaves ou en savon… Nous combattons, donc nous sommes[221] .

Ici, le terrorisme fut réveil, affirmation de soi, arrachement à la résignation millénaire.

Cette violence qui désormais tenait en respect les Arabes n'allait pas tarder, après la publication du Livre Blanc du gouvernement Chamberlain, à se tourner contre les Britanniques. Le gouvernement de Sa Majesté commençait à trouver que la situation devenait de plus en plus incommode dans cette Palestine, troublée par la guérilla permanente des Arabes et des Juifs. Mais ceux-ci n'étaient encore qu'une poignée, alors qu'on comptait des dizaines de millions d'Arabes, dans ce Moyen-Orient où la Grande-Bretagne avait tant d'intérêts à défendre. Au moment de la Déclaration Balfour, on avait pu croire à Londres que seule une infime minorité de Juifs consentirait à venir fertiliser des déserts, mais l'émigration vers la Palestine ne cessait pas. Quatre cent cinquante mille Juifs s'y étaient maintenant établis. L'antisémitisme hitlérien ne pouvait que grossir ce flot, susciter chez les Arabes de nouvelles fureurs, et créer pour les soldats britanniques de nouveaux sujets de difficultés. Le Livre Blanc tirait la conclusion brutale de cette analyse. Pratiquement, il mettait fin à l'émigration.

Dans toute la Palestine juive, la colère fut grande. L'*Irgoun*, pour sa part, ne fut pas moins catégorique dans ses conclusions que le gouvernement Chamberlain ne l'avait été dans les siennes : les Anglais avaient cédé devant le chantage arabe et la preuve était faite que seule la violence payait. À partir de ces constatations, la conduite à tenir était simple : il fallait avoir recours aux mêmes méthodes que les Arabes, mais cette fois contre les forces de la Couronne. Le 17 mai 1939, jour de la publication du Livre Blanc, des manifestations de rues éclatèrent et les stations de la radio en Palestine juive furent bombardées. La riposte des Anglais fut prompte : en quelques heures, ils coffrèrent presque tout l'état-major de l'*Irgoun* et un peu plus tard son chef, David Raziel.

Abraham Stern eut la chance de séjourner à ce moment-là en Pologne, ce qui lui permit d'échapper provisoirement à cette rafle. Jabotinsky (lui-même aux États-Unis) l'avait envoyé en mission dans ce pays pour négocier avec le gouvernement la fourniture d'armes à l'*Irgoun* et l'entraînement militaire par des instructeurs polonais. Effectivement, au printemps 1939, une vingtaine de cadres de l'*Irgoun*, installés dans une ferme, furent initiés par les officiers polonais aux méthodes modernes de la guérilla. Apprenant l'arrestation en masse de ses camarades, Stern revint précipitamment en Palestine, où l'*Irgoun*, quoique décapitée, poursuivait son action (cinémas arabes minés à Jérusalem, raids contre un village, sabotages d'installations anglaises, etc.) Mais dès le 7 août 1939, sur renseignements fournis par un indicateur, Stern se fit prendre à son tour. Armée pour tenir tête aux Arabes, l'*Irgoun*, de toute évidence, ne l'était pas encore pour déjouer les recherches de la police.

Pour Raziel, comme pour Stern, la prison ne fut qu'une étape dans leur bref et tragique destin. Mais la guerre survenant sur ces entrefaites eut pour conséquence de les dresser bientôt l'un contre l'autre et de provoquer l'éclatement de l'*Irgoun*. L'Agence Juive proposa à la Grande-Bretagne de recruter une armée et de combattre à ses côtés. La plupart des chefs de l'*Irgoun* considérèrent aussi que le conflit mondial exigeait que les opérations antibritanniques fussent suspendues jusqu'à la fin de la guerre. Ils ne tardèrent pas à être libérés du camp où ils étaient détenus.

Mais Abraham Stern ne voulait rien changer à sa ligne de conduite. Celui qui allait donner son nom à un petit groupe terroriste – il ne comprit jamais plus de deux cents membres – remarquablement actif, était un homme mince, au beau visage étroit, aux manières affables, à la voix douce. Ces apparences abritaient un caractère inflexible. Partisan comme Jabotinsky de la création immédiate d'un État juif, il allait encore plus loin que le maître dans l'extrémisme. À ses

yeux, l’ennemi c’était la Grande-Bretagne et elle seule.

La guerre mondiale ne changeait rien à cet état de fait. Et, au milieu de l’hostilité générale, il maintint que la lutte antibritannique devait être poursuivie avec la même vigueur. Selon Gerold Frank, il envisagea même d’entrer en contact avec le gouvernement hitlérien, pour lui proposer de déporter les Juifs en Palestine plutôt qu’à Madagascar[222] .

À l’intérieur de tout mouvement clandestin, les conflits sur la ligne politique prennent instantanément un tour aigu. Stern accusa Raziel, libéré avant lui du camp d’internement, d’avoir conclu un pacte secret avec les Britanniques. L’*Irgoun* fut déchirée par ces affrontements. Invité à arbitrer la crise, Jabotinsky qui se trouvait alors aux États-Unis où il devait mourir peu après, donna raison à Raziel et invita Stern à se soumettre. Celui-ci refusa. La scission était consommée.

Seule une faible minorité épousa la cause sterniste. Ces hommes n’avaient pas d’armes, pas d’argent, l’opinion juive les désavouait, et, au mieux, les tenait pour complètement fous. Leur seul véritable atout, c’était leur dévouement fanatique à Abraham Stern.

Les armes, ils se débrouillèrent pour s’en procurer quelques-unes. Un peu d’argent leur vint des cotisations, beaucoup plus des succursales de la Banque Anglo-Palestinienne dûment « expropriées ». Traqués par la police, rejetés par leurs compatriotes, leur existence n’en était pas moins des plus difficiles. La tête de Stern avait été mise à prix, son portrait partout affiché. Il ne sortait que la nuit dans les rues de Tel-Aviv, portant sous le bras une serviette qui contenait une Bible, un dictionnaire hébreu et un livre de prières, et sur le dos un petit lit pliant, car il changeait sans cesse de domicile.

Ce fut dans l’un de ses refuges qu’il fut découvert le 12 février 1942, caché dans un placard, par une patrouille britannique que commandait un certain capitaine Morton. Ce Morton avait été accusé de tortures par les sternistes, et Stern lui-même avait tenté de l’attirer dans un piège en l’informant par une lettre anonyme qu’un appartement de Tel-Aviv était un repaire de clandestins. Morton se méfia. Il dépêcha sur place deux policiers juifs qui, en tentant de forcer la porte, furent tués par l’explosion d’une machine infernale. Ces deux morts juifs ne firent que renforcer l’hostilité dont les sternistes étaient l’objet.

Pour Stern lui-même, aussitôt pris, son sort fut réglé. Les policiers lui passèrent les menottes et ordonnèrent à la propriétaire de l’appartement de descendre dans la rue où déjà la foule était amassée. Puis on entendit trois coups de feu. Un instant plus tard, quelque chose qui était roulé dans une couverture tachée de sang roula devant le perron de la maison, projeté à coups de pieds par les policiers : le corps de Stern. Selon le communiqué officiel, celui-ci avait été abattu alors qu’il tentait de s’enfuir. Nous ne sommes pas obligés d’accorder à cette version un crédit excessif.

Cette mort parut porter le coup de grâce aux sternistes. Leur nombre n’excéda pas, un moment, vingt-cinq hommes. Le naufrage du *Struma* survint pour relancer le mouvement. C’était un vieux cargo, tout délabré, prêt à couler bas sous le poids d’environ huit cents Juifs roumains, entassés à bord dans les pires conditions et qui, par miracle, avait pu atteindre Istanbul le 26 décembre 1941. Ces réfugiés restèrent là pendant huit semaines, huit semaines au cours desquelles l’Agence Juive s’efforça d’obtenir leur entrée en Palestine. Le gouverneur Mac Michael resta inflexible. Ce que voyant, les Turcs renvoyèrent le *Struma* et sa cargaison de désespérés en haute mer, où il se désintégra le 24 février 1942. Sept cent quarante-six personnes furent noyées. Il y eut *un* survivant.

Un mois plus tard, dans les principales villes de Palestine, des jeunes gens placardèrent sur les murs la photographie de Sir Michael avec cette mention : *Recherché pour meurtre*. Et le Groupe

Stern recommença à recruter.

Trois hommes en avaient pris la tête : Yizernitsky, un solide gaillard originaire de Pologne, qui circulait habillé en rabbin, le frêle Israël Sheib, né en Pologne également et spécialiste de la Bible, et Friedman-Yellin, alors détenu dans un camp par les Anglais, ce qui ne l'empêchait pas de correspondre avec ses partisans. À eux trois, ils allaient former le Comité Central du Groupe Stern réorganisé qui prendrait le nom de *Combattants pour la Liberté d'Israël.*

Le Groupe Stern est un exemple remarquable des précautions infinies et de la stricte discipline qui s'imposent à un groupuscule secret environné d'ennemis, opérant dans un milieu hostile, s'il veut garder des chances de survivre. L'*Irgoun* était une organisation de type militaire, formée d'escouades et de détachements, donc de groupes relativement nombreux. Le Groupe Stern, au contraire, se fractionna en cellules de trois membres, soigneusement cloisonnées, afin de mieux dépister les recherches policières. Un de ses militants, Avigad, se mit à rédiger de courtes brochures « pratiques » intitulées *Règles pour ceux qui doivent se cacher*, ou *Comment entrer dans un endroit et en sortir sans attirer l'attention…*

> Ces feuillets, écrit Gerold Frank, indiquaient comment choisir le quartier où se cacher, le type de chambre adéquat, l'entrée particulière requise, le nom à porter… que dire à un propriétaire curieux, comment dissimuler le fait que l'on passait ses journées dans sa chambre et que l'on ne sortait que le soir, – « Ouvrez bruyamment la porte, refermez-la, remettez-vous au lit, restez-y trois heures sans faire le moindre bruit, puis allez silencieusement à votre porte, rouvrez-la bruyamment et refermez-la », – les précautions à prendre, par exemple : détruire les photographies de groupes, arracher les étiquettes aux médicaments et au linge, effacer les noms des livres… Rien n'était laissé au hasard{223}.

D'autres procédés furent mis au point pour dépister les filatures, ou éviter d'attirer l'attention. Les rencontres entre deux membres du groupe devaient avoir lieu autour d'un pâté de maisons, que l'un contournait par la droite et l'autre par la gauche. Ainsi avaient-ils l'air de se rencontrer par hasard. Si le rendez-vous clandestin rassemblait plusieurs personnes, celles-ci devaient y venir un cahier à la main. Comme il s'agissait de très jeunes gens, on pouvait penser qu'ils se rendaient à un cours du soir.

Ces rencontres étaient d'ailleurs limitées au strict minimum. Les clandestins communiquaient en général par des messages, rédigés en lettres minuscules, sur une surface équivalant à celle d'une feuille de papier à cigarettes. Pliés, ils pouvaient être échangés dans une poignée de main. Les mots étaient rédigés en code, qui pouvait être utilisé même pour les conversations. « Livres », par exemple, signifiait « armes » ; « bibliothèque », « dépôt d'armes » ; « argent », « munitions », etc. Chaque date signifiait deux jours plus tôt, et chaque heure, deux heures plus tôt.

Les sternistes n'avaient pas inventé toutes ces recettes. Ils avaient largement puisé dans le fonds commun des organisations clandestines qui les avaient précédés. Avigad avait fouillé les bibliothèques, dépouillant les ouvrages sur l'organisation de la *Main Noire* serbe, sur celle de l'I.R.A. irlandaise, ou de la *Narodnaïa Volia*. Il consulta, en outre, les magazines américains qui relataient les exploits d'Al Capone, ou les procédés des *G. Men* dans leur lutte contre les gangsters, et alla voir les films qui les montraient en action. Il pensait avec raison qu'il récolterait dans ces lectures ou à ces spectacles, une idée, une ruse, une technique qui pourrait être utilisée ou adaptée par son organisation.

Friedman-Yellin pour sa part imposa aux sternistes une consigne d'une extrême rigueur, en contradiction avec les principes généralement admis par les organisations secrètes : il leur ordonna d'être toujours armés et de s'opposer par les armes à toute vérification d'identité. Dans un article intitulé *Liquidons les prisons*, il écrivait :

> À partir de maintenant, nous ne nous laisserons plus arrêter, à quelque prix que ce soit. Nos hommes seront armés de jour et de nuit, pendant leur sommeil comme pendant leur veille. S'il y a une soudaine vérification de civils dans la

rue, une rafle destinée à des interrogatoires et à des examens de papiers, ne vous soumettez pas, résistez ; vendez votre vie le plus cher possible. Tuez ou soyez tués[224] !

Plus tard, à la fin de la guerre, lorsque l'*Irgoun* rompit la trêve et reprit la lutte, ses membres n'adoptèrent jamais des consignes aussi inflexibles. Ils circulaient sans armes, celles-ci étant stockées dans des dépôts secrets d'où elles ne sortaient que pour les besoins d'une opération.

Begin critique la conception des sternistes dont il voit l'origine dans la capture de Stern. Il explique qu'en cas de rencontre dans la rue avec les patrouilles britanniques, celles-ci disposaient de la double supériorité du nombre et de l'armement (mitraillette contre revolver). Les « illégaux » avaient toutes les chances de succomber dans ce duel inégal.

Si, comme nous le verrons plus loin, l'*Irgoun* se distinguait sensiblement du Groupe Stern, quant aux principes et aux moyens d'action, la règle du camouflage illégal était la même : il s'agissait de se perdre dans la foule. La configuration de la Palestine ne laissait d'ailleurs pas le choix. Il n'y avait pas de massifs montagneux ni de vastes forêts qui puissent servir d'abri. « Nous avons, écrit Begin, suivi le principe de la clandestinité “à ciel ouvert[225]”. »

Comprenons que les membres de l'*Irgoun* étaient tout simplement professeurs, étudiants, ouvriers ou ingénieurs, soit qu'ils aient exercé ces métiers, soit qu'ils en aient pris les apparences. Mais, comme Begin le souligne judicieusement, le délicat exercice de la clandestinité suppose autre chose que l'emploi d'un « pseudo » ou l'usage de faux papiers. Il exige avant tout une certaine disposition de l'esprit.

Ce qui est le plus nécessaire, c'est d'avoir le sentiment qui fait le « légal » illégal et l'« illégal » légal et justifié : *Nous avions ce sentiment-là au suprême degré*[226]. Nous étions convaincus de l'absolue légalité de nos actions « illégales ». C'est pourquoi nous ne perdions jamais la tête quand nous nous trouvions devant les patrouilles britanniques et que nous avions à répondre à leurs questions… Nous possédions une tranquillité d'esprit absolue. C'était le résultat d'une libération complète de tout esclavage spirituel[227].

Mais quelle que soit la conviction ou l'habileté des clandestins, l'hostilité ou la sympathie du milieu environnant multiplient ou grèvent lourdement leurs possibilités d'action. Les sternistes se battaient à contre-courant, et la moindre faute pouvait leur être fatale. L'*Irgoun*, qui ne reprit le combat qu'à la fin de 1944, vit au contraire s'accroître avec le temps le soutien populaire. « Nous ne nous cachions pas derrière des arbres. Nous étions gardés par des arbres vivants. La profondeur d'une clandestinité « à ciel ouvert », se mesure à la sympathie du peuple pour la lutte qu'elle mène[228] . »

Est-elle acquise, que la vie illégale pose encore une foule de petits problèmes concrets que seuls l'ingéniosité et le sang-froid permettent de résoudre. C'est ce que montrent les tribulations de Begin lui-même.

Contraint de changer de domicile et de modifier sa physionomie pour égarer les recherches, il décide de laisser pousser sa barbe. Mais quelle explication fournir aux voisins ? Begin invente un deuil familial et explique qu'il respecte la coutume juive selon laquelle on doit laisser pousser pendant trente jours la barbe et les cheveux. Du même coup, il passe pour un homme très religieux, et le voici contraint d'assister régulièrement à des cérémonies et des conférences à la synagogue.

Un domicile, un déguisement ne sont que provisoires quand on est traqué. Begin doit déménager. Il rase sa barbe la nuit qui précède son départ. Nouveau problème : la peau des joues, que le poil dissimulait, est devenue anormalement pâle. Sa nouvelle propriétaire en fait la remarque, mais donne d'elle-même une explication : son locataire doit être tuberculeux. Begin ne la détrompe pas. Et ce diagnostic erroné lui vaut une tranquillité relative : comme on le croit malade, on fait le vide autour de lui.

Revenons aux sternistes. Leur faiblesse détermina leur stratégie. Ils n'étaient pas assez

nombreux pour se livrer à la guérilla. Faute d'armes et de munitions, le sabotage leur était interdit. Il ne leur restait qu'une possibilité : l'attentat contre les personnes. Le dénuement les menait au terrorisme individuel. Discutant après la mort de Stern avec Avigad, Yizernitsky justifia le choix de cette forme d'action par des arguments que la *Narodnaïa Volia* ou les S.-R. avaient déjà employés.

> C'était cela la réponse. Des actes de terreur individuelle contre d'importantes personnalités à la tête de l'administration, au sommet de la pyramide édifiée par la puissance étrangère. De tels actes, dit-il, rendent le gouvernement faible et incapable. De tels actes éveilleront partout de profonds échos. De tels actes prouveront aux autorités qu'elles ne peuvent maintenir la justice et la loi que si elles installent ici des forces considérables qui leur coûteront des milliers de Livres{229}…

Qui frapper ? Les sternistes choisirent d'abord le gouverneur Mac Michaël. Au début de 1944, cinq embuscades échouèrent. À la sixième, en août, les combattants prirent sous leur feu la voiture du haut-commissaire, mais celui-ci ne fut que légèrement atteint. Entre-temps, la situation s'était beaucoup détériorée en Palestine. Plusieurs rencontres avaient opposé dans la rue les forces policières et des sternistes, avec des pertes des deux côtés. La répression britannique croissait en intensité : patrouilles, fouilles de jour et de nuit, couvre-feu, immeubles encerclés, arrestations, tortures, pendaisons…

Mac Michaël avait échappé de justesse. Lord Moyne devait succomber sous les coups des terroristes. Installé au Caire, il était ministre d'État du gouvernement Churchill pour le Proche-Orient. Toute la politique britannique dans cette région du monde dépendait de cet homme.

La mort de Lord Moyne, si nous en croyons Gerold Franck, avait été décidée plusieurs mois auparavant par deux hommes réunis dans une petite pièce de Tel-Aviv, Yizernitsky et Sheib. Ce soir-là, Sheib, qui était le doctrinaire du groupe, exposa les trois raisons pour lesquelles Walter Edward Guinness (la célèbre marque de bière), premier baron Moyne, devait être pris pour cible :

> La première : il paie de sa vie ce qu'il défend et soutient ; il exécute la politique, mais cette politique découle en partie des indications qu'il fournit à Londres ; il est responsable en tant que symbole, mais aussi en tant que personnalité ; la deuxième : l'homme qui lui succédera y regardera à deux fois avant de faire la même chose. La troisième, nous disposerons d'une tribune d'où nous pourrons expliquer nos mobiles au monde{230}.

Le 6 novembre 1944, vers midi et demi, une voiture vint comme d'habitude prendre Lord Moyne à son bureau pour le ramener à sa villa en compagnie de sa secrétaire et de son aide de camp. La voiture franchit la grille de la résidence et pénètre dans l'allée. Devant cette grille, deux jeunes gens, l'un très brun, l'autre blond comme un Britannique, bavardent. Nul ne prête attention à leur présence. Le terrorisme exerce ses ravages en Palestine, non au Caire. Mais à l'instant où le chauffeur descend de la voiture, les deux jeunes gens surgissent dans l'allée, le revolver à la main. Le brun ouvre la porte arrière et tire trois balles sur Lord Moyne, coup sur coup, et comme le chauffeur tente de s'opposer au deuxième, trois autres coups l'abattent.

Le chauffeur mourut sur-le-champ. Lord Moyne expira dans la soirée. Les deux meurtriers qui s'étaient enfuis à bicyclette furent rattrapés par un motocycliste, et, après un échange de coups de feu, capturés. On ne tarda pas à savoir qu'ils s'appelaient, le brun Hakim, le blond Bet Zouri, qu'ils appartenaient au Groupe Stern et qu'ils ne regrettaient rien.

Comme l'avaient espéré les leaders du groupe, la mort de Moyne eut un retentissement universel. Le couvre-feu fut instauré à 6 heures du soir. Aux Communes, Churchill déclara que l'Angleterre pourrait bien reconsidérer sa position, si les efforts en faveur du sionisme devaient aboutir « à produire un nouveau monde de gangsters dignes de l'Allemagne nazie ». Dans le même temps, l'Agence Juive exprimait son horreur devant « ce crime révoltant ». Ces désaveux n'étaient pas de nature à impressionner les sternistes.

Bet Zouri avait vingt-trois ans et Hakim dix-sept. *Le Groupe Stern attaque* retrace semaine

après semaine, et parfois jour par jour, les raisons qui les poussèrent à adhérer à l'*Irgoun*, leur désarroi au moment de la scission, leur ralliement aux sternistes, leur entraînement – ils s'exerçaient à tirer toujours trois balles sur leur cible afin d'être sûrs de ne pas la manquer –, la préparation minutieuse de l'attentat. Il en ressort que celui-ci a été réussi avec une extrême économie de moyens : deux tireurs d'élite armés chacun d'un revolver, utilisant des bicyclettes pour s'enfuir – ce qui entraîna d'ailleurs leur arrestation –, et bénéficiant au Caire de l'appui d'un réseau de soutien qui ne dépassait pas douze personnes. Il est vrai que l'effet de surprise joua un grand rôle dans le succès de l'opération, et que la protection de Lord Moyne était inexistante.

Pour le procès, les avocats voulaient plaider la démence temporaire, ou soutenir du moins que les jeunes meurtriers n'avaient agi que sous la contrainte de leurs chefs. Bet Zouri et Hakim refusèrent ces échappatoires. Lors du procès, ils expliquèrent et justifièrent les mobiles politiques de leur acte. Il est extrêmement douteux qu'ils aient eu connaissance des consignes données par Lénine à ses militants lorsque ceux-ci comparaissaient devant un tribunal[231]. Mais leur attitude, tant à l'égard de leurs défenseurs que des juges, fut d'instinct assez semblable. La Cour (égyptienne) les condamna à mort l'un et l'autre, et ils furent pendus le 22 mars 1945.

La lutte en Palestine avait pris à cette époque une très large extension. Rompant la trêve, l'*Irgoun* avait recommencé ses opérations au début de 1944. Le 29 janvier, elle avait attaqué à la bombe le parc de voitures du gouvernement à Jaffa, puis, en février, les bureaux d'immigration à Jérusalem, Haïfa et Tel-Aviv, et à la fin de ce même mois, dans ces mêmes villes, le quartier général du C.I.P. Les nouvelles concernant l'extermination des Juifs dans les camps de concentration, d'abord accueillies avec une certaine incrédulité, s'étaient maintenant répandues en Palestine, et le refus britannique d'autoriser l'immigration, donc de sauver certaines vies, provoquait une indignation croissante.

Les méthodes de combat de l'*Irgoun* différaient largement de celles du Groupe Stern. Repoussant le principe de l'attentat individuel, elle inventa un style de lutte qui lui appartenait en propre, dirigeant ses coups contre les installations (administrations, prisons, postes de police, camps militaires) de l'occupant, chaque opération ayant un côté spectaculaire qui devait frapper les esprits. Par certains traits, les entreprises de l'*Irgoun*, rappelaient les guérillas de l'I.R.A. Mais l'I.R.A. s'efforçait systématiquement de faire tomber les points d'appui les plus faibles du système britannique, obtenant ainsi une libération très partielle du territoire national. La tactique de l'*Irgoun*, comme l'explique Begin, consista plutôt à utiliser de petites forces pour frapper de grands coups, dont le succès ne pouvait manquer d'attirer l'attention du monde entier.

Cette tactique n'avait pas pour but de battre militairement les forces britanniques – les membres actifs de l'*Irgoun* ne dépassaient guère un millier – ni même de les contraindre à évacuer certains points trop faiblement défendus, ainsi que le fit l'I.R.A. Elle était au service d'une stratégie dont les ressorts étaient essentiellement politiques et psychologiques, stratégie élaborée en fonction d'une triple analyse du système colonial anglais, de la situation internationale, et de la situation de l'Angleterre à la fin de la guerre.

Pour le premier point, les dirigeants de l'*Irgoun* estimèrent que le système colonial britannique reposait plutôt sur le prestige que sur la force. Quand ce prestige était atteint, le gouvernement avait tendance à substituer une domination indirecte à l'occupation pure et simple. Abattre ce prestige par des raids répétés, devait donc mener à la fin de la domination directe. Les attaques contre les installations permettaient d'atteindre ce but, mais les dirigeants de l'*Irgoun* ne s'en tinrent pas là. « L'arrestation d'officiers britanniques, écrit Begin, afin d'obtenir l'annulation des « sentences » de mort, opération qui n'empêcha pas le meurtre de nos camarades captifs, mais obligea les fonctionnaires britanniques à se retirer dans leurs fameux « ghettos » ; la

mise en échec de la loi martiale qui fut la dernière tentative d'une oppression massive ; le fouet infligé en représailles contre le même traitement subi par nos jeunes soldats ; les pendaisons répondant aux pendaisons – tout cela, non seulement secoua le prestige anglais, mais finalement le détruisit en Eretz-Israël[232]… »

Le contexte international n'était pas moins favorable. Les persécutions dont les Juifs avaient été l'objet en Allemagne, les tragédies vécues par les réfugiés à bord de leurs bateaux, leur valaient l'appui de l'opinion mondiale.

> Il est de fait, écrit Begin, qu'aucune lutte de partisans n'avait eu dans le monde autant de publicité que la nôtre… L'intérêt que l'on portait à notre lutte était comme un bouclier pour la population juive. La campagne menée avec vigueur pour éclairer l'opinion par le Comité Hébreu de Libération Nationale aux États-Unis fut à cet égard très importante[233]…

Enfin l'Empire britannique allait sortir victorieux du conflit, mais très affaibli. Il était pris entre des puissances hostiles à l'Est – il ne faut pas oublier qu'à cette époque l'U.R.S.S. avait adopté une politique prosioniste, – et celles de l'Ouest, pas toujours amicales. Toutes ces conditions, jugeaient les dirigeants de l'*Irgoun*, donnaient au combat ses chances de succès.

Pour la réussite de cette stratégie, la propagande joue un rôle aussi important que les actions armées. Elle s'efforce d'en multiplier les effets. À côté de l'outil militaire, formé de petits détachements qui constituaient la *Force d'Assaut*, l'*Irgoun* ne cessa d'accorder ses soins au fonctionnement de la *Force de Propagande.*

Le Groupe Stern n'avait guère à sa disposition que de méchantes feuilles tirées à la ronéo. La *Force de Propagande* possédait non seulement une imprimerie clandestine, d'où sortaient journaux, brochures, affiches, proclamations, mais une station de radiodiffusion. Cette organisation fonctionnait déjà avant le conflit mondial. Dans un dédale de caves situées sous un immeuble de Jérusalem, des membres de l'*Irgoun* imprimaient des tracts, d'autres enregistraient un message pour la radio, d'autres encore s'entraînaient au tir. Dans le tableau qu'en a tracé Koestler, les techniques les plus modernes de l'action subversive et les formes de la discipline militaire s'y rencontrent, avec les survivances du judaïsme orthodoxe.

> Ils traversèrent le vaste hall, vide d'ailleurs, où leurs pas résonnèrent faiblement dans le silence. Le cercle jaune de la torche de Siméon glissait sur le sol comme une flaque de lumière. À l'issue du couloir, ils étaient passés devant une jeune sentinelle en chemise et short kaki. Il en surgit de l'ombre une deuxième au moment où ils atteignaient l'escalier conduisant au sous-sol. Les sentinelles saluaient en claquant les talons et en levant l'avant-bras droit, replié au coude, la paume ouverte face en avant. Ils descendirent et prirent un corridor, éclairé par des lampes à pétrole. Joseph fut content de revoir de la lumière ; l'obscurité du hall et le silence des sentinelles l'avaient désagréablement oppressé. Trois garçons causaient entre eux, debout dans le corridor ; à l'approche des nouveaux venus, ils se mirent à parler au garde-à-vous, saluèrent et restèrent immobiles jusqu'à ce qu'ils fussent passés ; Joseph en inféra que Siméon devait occuper un rang assez élevé dans l'organisation.
>
> De derrière une autre porte gardée par une sentinelle très jeune, leur parvint, tout juste perceptible, une voix de contralto à l'accent séphardi, qui répétait lentement :
>
> « Ici la voix de Sion au combat, la voix de Jérusalem libéré. On massacre vos parents en Europe ; que faites-vous pour l'empêcher ? Ici la voix de Sion au combat. On les renvoie dans des cercueils flottants ; que faites-vous pour l'empêcher ? » Ici la voix…
>
> — C'est un enregistrement, dit Siméon ; l'émetteur est mobile.
>
> On entendait les détonations intermittentes de quelque arme automatique, mais bien que la cible dût être tout près d'eux, le bruit ne leur parvenait qu'assourdi. Siméon devinant les questions que Joseph retenait, sourit du bas de son visage :
>
> — Nous avons un type qui était spécialiste de l'insonorisation dans une usine d'aviation en Allemagne…
>
> … Ils pénétrèrent, au bout du couloir, dans une pièce voûtée ayant servi de cave à vin. Auprès d'une lampe à pétrole posée sur le sol de pierre, un jeune garçon accroupi étudiait dans un livre en remuant les lèvres. Lorsque Bauman et Joseph entrèrent, il rangea soigneusement le livre dans un sac de velours bleu et se leva maladroitement. Il portait une calotte noire et un chapeau de feutre gris par-dessus ; ses longues papillotes en tire-bouchons pendaient parallèlement à ses joues couvertes d'un duvet roussâtre. Ses bas de coton noir retenus au-dessus des genoux par des jarretières en ficelle, formaient des plis d'accordéon autour de ses tibias…
>
> — Quel est le livre que tu lisais ? demanda Bauman.

Le garçon lui tendit en hésitant le sac de velours bleu. L'étoile de David était brodée en fils d'or sur le sac traditionnel, celui dans lequel les orthodoxes mettent leurs livres de prières et leurs châles pour aller à la synagogue. Bauman l'ouvrit et en tira le livre. C'était le *Bref Manuel de Tir*, par D. Ras, le premier manuel militaire hébreu, imprimé clandestinement par l'Organisation. Le pseudonyme de l'auteur était composé des initiales des deux chefs qui l'avaient écrit en collaboration, David Raziel et Abraham Stern. Le livre était une merveille d'ingéniosité linguistique, l'hébreu ne possédant pas de mots pour désigner les armes à feu et moins encore pour spécifier les quelque trois cents pièces d'une arme automatique moderne. Raziel et Stern avaient entrepris leur tâche avec le double enthousiasme d'hébraïsants et de tueurs qualifiés. Le Comité Linguistique de la paisible Université les avait aidés à son insu en donnant ses conseils aux soi-disant auteurs d'un soi-disant dictionnaire technique{234} .

Au début, les émissions-radio ne duraient pas plus de cinq minutes. Par la suite, elles furent portées à quinze et vingt minutes. Selon Begin, les Britanniques avaient été avertis que le poste d'émission était protégé par des forces importantes qui opposeraient une résistance acharnée à toute attaque, et le coût de l'opération aurait fait reculer les adversaires. La propagande eut pour principe de donner toujours des informations exactes, même si les succès annoncés étaient très modestes (par exemple la prise de quatorze fusils). À la longue, cette politique porta ses fruits.

Quant à l'action, elle fut menée d'abord contre les installations civiles, tant que la guerre durait, puis celle-ci ayant pris fin, contre les installations militaires. Elle consista en une série de destructions, vols d'armes, attaques contre les voies ferrées et les pipe-lines, auxquelles s'ajoutèrent bientôt des raids d'une extrême audace. Habillés en soldats anglais, des hommes de l'*Irgoun* pénétrèrent dans des camps militaires, et y saisirent armes et munitions. « L'intérêt de ces opérations, écrit Begin, était double : elles portaient un coup à l'ennemi et étaient une aubaine pour nous{235}. » Ainsi armée, alimentée en fonds par les classiques « expropriations », l'*Irgoun* fut bientôt en mesure, avec ses mille hommes, de se livrer à des entreprises de plus en plus hardies. Son principal chef d'état-major, *Guiddéon*, qui n'avait pas beaucoup plus de vingt ans, mit au point toute une série d'inventions techniques et de ruses tactiques : des mines spéciales pour saboter les voies ferrées, des mécanismes d'horlogerie dont Begin affirme qu'ils pouvaient être réglés pour plusieurs semaines (?), des boîtes à lait dans lesquelles étaient cachés des explosifs, des bidons qui portaient en lettres lumineuses la mention « mines » et qui, disséminés, provoquaient l'alarme, bien qu'ils n'aient pas contenu un seul gramme d'explosifs, etc.

Engagée dans un raid contre une installation importante, la *Force d'Assaut* opérait en général ainsi : un petit groupe muni d'explosifs progressait jusqu'à l'objectif choisi, sous le feu croisé des mitrailleuses. C'est en utilisant cette tactique que l'*Irgoun* mena, le 4 mai 1947, la célèbre attaque contre la forteresse de Saint-Jean-d'Acre, à l'intérieur de laquelle étaient détenus des prisonniers juifs. La forteresse était entourée de camps où stationnaient des forces britanniques, si bien que l'assaut semblait presque impossible. Mais plusieurs petits groupes de la *Force d'Assaut* occupèrent les routes qui menaient à ces camps, afin de bloquer, au moins momentanément, l'arrivée des renforts. Le groupe principal s'attaqua à la forteresse, selon la méthode décrite plus haut, et réussit à creuser dans le rempart une brèche suffisante pour que des prisonniers pussent s'échapper. Toutefois, les hommes de l'*Irgoun* subirent de lourdes pertes au moment de la retraite.

Le retentissement de ce raid fut évidemment considérable. Il en avait déjà été de même lors de l'attentat contre l'hôtel King David, qui servait de Q.G. aux Britanniques à Jérusalem. Mais cette fois, le succès matériel de l'opération avait été annihilé par les effroyables pertes en vies humaines qu'elle entraîna.

Le 1er juillet 1946, des hommes de l'*Irgoun* pénétrèrent dans le sous-sol de l'hôtel en passant par un café, maîtrisèrent les employés (des Arabes) et les enfermèrent dans une pièce voisine. Deux soldats britanniques qui surgirent furent abattus, après un échange de coups de feu, tandis

qu'à l'extérieur un groupe de protection de l'*Irgoun* se heurtait à des patrouilles. Cependant, dans le sous-sol, des bidons de lait remplis d'explosifs et munis d'un mécanisme d'horlogerie, réglé pour un retard de trente minutes, étaient disposés. Puis, Guiddéon, qui dirigeait le commando, et ses hommes, après avoir libéré les employés, se retirèrent sous la protection d'un rideau fumigène.

Il était midi dix. Selon Begin, les autorités de l'hôtel furent alors averties par téléphone que celui-ci allait sauter. De même le consulat de France, installé dans l'immeuble voisin, fut prévenu.

À midi trente-sept, une terrible explosion secoua toute la ville. Une aile entière de l'immeuble s'écroula, comme coupée au couteau. Mais l'hôtel n'avait pas été évacué. Deux cents personnes furent tuées ou blessées.

> Des officiers supérieurs britanniques, écrit Begin, étaient au nombre des victimes. Nous ne portons pas le deuil de ces gens, qui ne s'étaient pas affligés de la mort de milliers de nos frères. Mais nous portons celui des civils étrangers que nous n'avions nulle intention de frapper et de quinze civils juifs, dont quelques bons amis à nous, qui avaient trouvé là une mort tragique. La joie que nous causait le succès de cette grande opération s'accompagna d'une peine amère. Une fois de plus, nous passâmes des nuits à regretter l'effusion de ce sang qui n'eût jamais dû être versé[236].

Ce sang devait diviser une fois de plus la communauté juive. Déjà, après l'attentat contre Lord Moyne, Ben Gourion avait proposé et fait accepter un plan en quatre points pour la répression du terrorisme :

> 1. Expulsion des lieux de travail de tous ceux qui appartenaient au « gang » ou le soutenaient, mesure qui s'appliquait même aux élèves des écoles.
> 2. Refus de tout secours aux terroristes.
> 3. Refus de céder à leurs menaces.
> 4. Collaboration avec les autorités britanniques. (Selon Begin, les noms de plusieurs centaines de membres de l'*Irgoun* leur furent communiqués.)

En dépit de cette répression, les dirigeants de l'*Irgoun* se refusèrent à exercer des représailles contre leurs compatriotes, bien que plus d'une voix dans leurs rangs les eût réclamées. Ils estimaient qu'il ne fallait rien faire qui pût compromettre davantage l'unité juive, que tôt ou tard, les faits montreraient l'impossibilité d'une coopération loyale avec les Britanniques, et qu'après le départ de ceux-ci, tous les Juifs devraient pouvoir se réconcilier pour la bataille contre les Arabes.

Ces pronostics se trouvèrent vérifiés. L'Agence Juive et la *Haganah* fondaient de grands espoirs sur la victoire électorale des travaillistes. Ceux-ci l'emportèrent en effet, mais la politique de la Grande-Bretagne à l'égard des Juifs n'en fut pas modifiée pour autant.

Du même coup, la pression de la *Haganah* sur les terroristes juifs commença à se relâcher. Peu à peu des contacts s'établirent. Et après des tribulations diverses[237], la *Haganah*, l'*Irgoun* et le Groupe Stern se retrouvèrent unis dans un front commun de lutte contre les Anglais. Finalement, ceux-ci annoncèrent, en septembre 1947, que si l'O.N.U. ne trouvait pas de solution au problème de la Palestine, ils évacueraient son territoire et laisseraient Juifs et Arabes face à face. Fin novembre, l'O.N.U. décida le partage, et presque aussitôt la guerre entre Arabes et Juifs commença.

Dans son livre, *Israël années de lutte,* Ben Gourion ne mentionne pas une seule fois ni l'*Irgoun,* ni le Groupe Stern, comme si leur action avait été nulle. Cette façon d'écrire l'Histoire rappelle assez celle de de Gaulle. Il serait certes absurde de nier l'importance du patient et subtil travail accompli par l'Agence Juive et par tous les partisans d'une solution négociée, qu'il s'agisse de Weizmann ou de Ben Gourion. Mais sans l'action terroriste, on peut se demander si l'État d'Israël aurait jamais vu le jour. En tout cas, il est incontestable que les violences hâtèrent le départ des Britanniques. En fin de compte, les calculs stratégiques de Begin et de ses amis se

révélèrent justes. Il convient cependant de souligner que le caractère inexpiable de la lutte entre Arabes et Juifs, l'impossibilité de trouver une solution de nature à satisfaire les deux parties, joua un rôle incontestable dans la décision britannique. Laisser ces ennemis face à face était finalement la solution la moins coûteuse. Il n'est pas certain que la Grande-Bretagne eût cédé aussi vite, si elle n'avait eu qu'à régler le problème classique qui se pose à des forces d'occupation : liquider une minorité armée, elle-même en conflit aigu avec une large partie de sa propre communauté nationale.

Cette minorité fut-elle réellement terroriste ? Pour le Groupe Stern, la réponse ne fait pas de doute, de l'aveu même de ses propres dirigeants. Le cas de l'*Irgoun* est plus complexe. Certaines opérations menées par elle ne se distinguent en rien des raids effectués par les commandos ou groupes de choc d'une armée régulière. D'autres participent de la guérilla. D'autres, comme la pendaison d'officiers britanniques, relèvent de la terreur pure. Ainsi que Begin le souligne lui-même, ces actes n'avaient pas tant pour objet d'obtenir, en contrepartie, la libération des captifs que d'obliger les fonctionnaires britanniques à se claustrer dans des enceintes fortifiées.

Mais en définitive, le critère décisif, c'est l'effet recherché. L'action de l'*Irgoun* n'avait pour objet ni l'occupation du terrain, ni la destruction des forces adverses, mais l'ébranlement du prestige britannique, et l'instauration d'un climat d'insécurité permanente. « Finalement, écrit Begin, le système nerveux des Anglais ressemblait à un vieux piano démoli… Il suffisait d'attaquer un camp pour que tous les autres vécussent dans la crainte, de jour et de nuit[238]. » Par des moyens différents, de l'attentat politique, c'était au fond le même objectif qui était poursuivi. L'attentat contre l'hôtel King David, même s'il n'avait pas fait couler une seule goutte de sang, ne pouvait avoir d'autre sens que de provoquer un état de panique dans tout immeuble officiel où résidaient des représentants de la puissance occupante. Le moindre pot de lait devenait suspect. L'effet psychologique était considérable ; le préjudice matériel à peu près insignifiant : après toute destruction l'occupant installe ailleurs ses pénates et il en faut davantage pour détraquer son appareil administratif et militaire. C'est en cela que certains actes qui se présentent sous l'aspect technique du sabotage, sont en fait terreur pure[239]. En définitive, l'*Irgoun* et le Groupe Stern ne diffèrent que par des modalités.

Il y a une logique de la violence et elle doit être menée jusqu'au bout.

KHIDDER.

CHAPITRE V
ALGÉRIE
La victoire des couteaux

Le F.L.N. frappe ses premiers coups. – Les lenteurs de la riposte. – À l'origine de la rébellion, un « appareil » : l'O.S. – Légalistes et activistes. La répression du Constantinois. – Comme l'O.R.I.M., l'O.S. recrute ses premiers partisans dans les montagnes. – Liquidation des pro-Français, puis des concurrents. – Le F.L.N. assure ses arrières dans la Casbah. – La logique de la violence. – Abane Ramdane : « Il faut que notre combat soit connu. » – Le rôle du P.C.A. – Yacef Saadi et le réseau « bombes ». Structure de la zone autonome d'Alger. – Les débuts de l'offensive. – Les paras entrent dans la ville. – Le rôle des femmes. – Nouvel assaut terroriste. – La fin du réseau « bombes ». – La mort d'Ali la Pointe et la reddition de Saadi. – Terreur en métropole : le F.L.N. engage la bataille contre « les messalistes ». – Liquidation des messalistes. – Raisons du succès F.L.N. – Le contrôle des masses. – Des questionnaires minutieux. – Terreur psychologique. – La terreur est contenue mais de Gaulle cède au F.L.N. – Une déclaration de Broglie éclaire les raisons d'une attitude.

Une théorie veut que les grands mammifères préhistoriques aient disparu de la planète, en raison de la lenteur croissante de leurs réflexes. Les ordres que le cerveau transmettait aux membres étaient reçus par ceux-ci, avec un retard tel que ces monstres devinrent incapables de répondre aux agressions d'adversaires bien plus faibles. Ainsi de l'État français aux prises avec la rébellion F.L.N. : il accumule les parades tardives. Il pourrait ne rien ignorer d'opérations que le C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire d'Unité pour l'Action) va déclencher dans la nuit historique du 31 octobre au 1er novembre 1954. Un rapport du préfet Vaujours avait signalé en effet qu'une action terroriste devait être entreprise sur l'ensemble du territoire algérien, mais plus particulièrement dans la région des Aurès, au cours de la nuit du 1er au 2 novembre. À vingt-quatre heures près, l'essentiel est dit. Mais quand, dans la nuit froide, le sous-préfet de Batna Deleplanque regagne son poste, c'est pour apprendre qu'Arris, dans les Aurès, ne répond plus. Dans une région grande comme plusieurs départements français, on dispose en tout et pour tout de sept gendarmes et, si la sous-préfecture est attaquée, Deleplanque pourra la défendre avec un revolver à barillet modèle 1891.

Dans toute l'Algérie cette nuit-là, il aura suffi de cinq cents hommes (dont trois cents dans les Aurès-Nementchas) pour porter à la souveraineté française le premier coup d'une longue bataille de sept ans. Au 2 novembre, le bilan de ces premières opérations peut paraître mince : sept morts, dont un instituteur français, Monnerot (sympathisant communiste, dit-on), quatorze blessés, un dépôt de liège incendié, des dégâts assez considérables dans une coopérative, une gendarmerie harcelée, une embuscade, deux fermes incendiées en Oranie, quelques pétards à Alger… Allons, on aura tôt fait de mater cette poignée de rebelles. Encore faudrait-il cerner leurs

traits avec précision.

Pendant qu'on disserte sur la nature du mal, celui-ci s'étend, déborde sur le Constantinois et en Kabylie. Aucun doute, cette fois : il faut des renforts, beaucoup de renforts, car maintenant toute l'Algérie brûle : embuscades, coups de mains, raids sur les villes, routes coupées, cars incendiés, poteaux télégraphiques sciés, récoltes détruites, fermes brûlées, Européens et musulmans abattus et souvent mutilés. Pour le seul mois de janvier 1956, soit quinze mois après la nuit de la Toussaint, la rébellion tue cent douze musulmans, incendie quarante-deux écoles, cinquante fermes, quarante-deux habitations ; on dénombre trente-quatre sabotages de voies ferrées, cinquante-trois de ponts, cent soixante-douze de lignes télégraphiques.

Pourtant, les renforts sont sur place. Et le contingent arrive. Mais cette armée souffre paradoxalement d'hypertrophie musculaire et d'anémie graisseuse. La VIIe division mécanique, retirée d'Allemagne, promène sur les grandes routes son formidable matériel de guerre inutile, car elle n'y rencontre pas l'A.L.N. (Armée de Libération Nationale). S'ajoutent les services pléthoriques : un rapport du général Noiret signale que sur les quatre-vingt-dix mille hommes dont il dispose, trente-trois mille seulement sont disponibles pour la contre-guérilla ; les autres sont absorbés par les tâches administratives ou par les nécessités du quadrillage.

À un ennemi inventif et difficilement saisissable, l'armée et l'administration – d'ailleurs souvent en désaccord – opposent leurs lourdes structures. Les parades ne seront trouvées qu'après bien des tâtonnements. Contre le terrorisme, l'armée gagnera la bataille d'Alger. Plus tard, les commandos de Challe traqueront les fellagha dans leurs djebels, tandis que les barrages aux frontières de la Tunisie et du Maroc stoppent peu à peu les renforts d'hommes, d'armes et de munitions. C'est dans ce moment où s'affirment les moyens de la victoire militaire que le pouvoir discute avec les fellagha, décourage les redditions qui s'amorcent, efface les succès de l'armée par ses prises de contact officieuses avec un ennemi mal en point.

Pourtant les hommes qui, sept ans plus tôt, avaient choisi d'engager la lutte avaient eu contre eux, non seulement l'extrême pauvreté de leurs moyens, mais encore le handicap d'être dépourvus de prestige politique. L'initiative d'une insurrection ou d'une révolution est en général le fait des dirigeants d'un parti, qui décident de recourir aux moyens extrêmes pour faire triompher leur cause, ou de leaders d'une fraction de ce parti, las des atermoiements de l'autre fraction. L'originalité des neuf « historiques », c'est qu'à l'exception de Khidder, ils ne sont pas des dirigeants politiques ayant au préalable rassemblé autour d'eux, par la parole ou l'écrit, des partisans. *Ce sont des cadres moyens d'un parti, des hommes* « *d'appareil* », *et d'un appareil très spécialisé : « l'O.S. »*.

L'O.S. (Organisation Spéciale) constitue l'organisme militaire clandestin du M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) qui, sous la houlette de Messali Hadj, a pris le relais du Parti Populaire Algérien après sa dissolution. L'O.S. a été créée en 1946 alors que Messali Hadj était en résidence forcée près d'Alger. On ne sait trop si, dans la pensée de Messali et de ses lieutenants, elle était destinée réellement à préparer une future rébellion, ou simplement à fournir un dérivatif à l'impatience des militants les plus combatifs. Toujours est-il que, tandis que le M.T.L.D., opérant dans la légalité, occupe le devant de la scène, l'O.S. rassemble des hommes, quelques armes, et que pour se procurer des fonds, Ben Bella s'empare de la recette de la poste d'Oran. Arrêté, il s'évadera en 1952. Déjà d'autres militants de l'O.S., traqués par la police, ont pris le maquis en Kabylie : Krim Belkacem, Ouamrane, Ben Tobbal. Khidder et Aït Ahmed ont gagné Le Caire, où Ben Bella saura mieux qu'eux obtenir la confiance des services secrets de Nasser. Ainsi, les cadres de l'O.S. sont, ou bien en fuite sur le territoire algérien, ou bien réfugiés à l'étranger ; de toute façon, très coupés des structures légales du

M.T.L.D.

C'est dans cette période qu'éclate la crise entre Messali Hadj et certains de ses lieutenants. Le pouvoir de Messali est resté longtemps incontesté au sein du M.T.L.D. Et ce prophète barbu n'admet pas de limites à ses prérogatives. Peu à peu, ce despotisme lasse. En 1954, le M.T.L.D. est pratiquement coupé en deux. Les fidèles de Messali Hadj tiennent congrès en Belgique, pendant que les « centralistes » de Lahouel se réunissent à Alger. Les uns et les autres se disputent adhérents et cotisations.

Les hommes de l'O.S. se tiennent à l'écart des querelles. Lahouelistes ou messalistes sont à leurs yeux gens qui s'enlisent dans un « légalisme » stérile, qui disputent au lieu d'agir. Le clivage qui s'accomplit ici sépare les hommes qui se sont accommodés de la légalité ou de la semi-légalité, et ceux qui depuis plusieurs années se sont enfoncés dans le périlleux labyrinthe de la vie clandestine. Le mode de vie de ces derniers les sépare plus radicalement des messalistes et des lahouelistes que les divergences de principe n'opposent ceux-ci entre eux. Les uns parlent de statuts ; les autres se mettent en quête de fusils.

D'où vient qu'ils s'engagent dans la voie de la lutte armée ? Quels qu'aient pu être leurs sentiments à l'égard de la France, – dont l'autorité avait déjà été ébranlée par les luttes intestines en 1943 – c'est la répression exercée dans le Constantinois par le gouvernement de Gaulle en 1945 qui a provoqué en eux le choc décisif. Les ratissages menés par des légionnaires, des tirailleurs sénégalais et des prisonniers italiens sous le commandement du général Duval ; les mitraillages par les avions du communiste Tillon, alors ministre de l'Air ; les entreprises de certains colons ; les « ratonnades » exercées sous la direction de l'ingénieur Durieu, du contrôleur des P.T.T. Schneider, du linotypiste Palomba, tous trois membres du Parti Communiste Algérien, ont laissé dans les esprits de durs souvenirs[240]. L'hostilité des nationalistes pour le P.C.A. date en particulier de cette époque[241].

Par la suite, l'expérience des maquis européens, l'échec de la France en Indochine, fourniront des précédents historiques pour le déclenchement de la guérilla.

Mais le phénomène qui décide le passage à l'action, c'est l'indépendance accordée à la Tunisie et au Maroc. Pour les hommes de l'O.S., l'Algérie ne saurait rester en arrière. Dès la première proclamation, en date du 1er novembre 1954, les dirigeants de la lutte armée écrivaient :

> Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatifs et marquent profondément le processus de la lutte de libération de l'Afrique du Nord. À noter dans ce domaine que nous avons été depuis fort longtemps les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays. Aujourd'hui…, nous, *relégués à l'arrière,* subissons le sort de ceux qui sont dépassés[242].

Il manquait aux hommes de l'O.S. une plate-forme extérieure d'où ils pourraient diriger leur mouvement. L'arrivée au pouvoir de Nasser la leur fournit.

L'action armée ordonnée par le C.R.U.A., fondé en juillet 1954 par les « historiques », ne débuta ni dans les grands centres ni dans les régions (Algérois, Oranie) où l'administration et la force militaire étaient fortement installées, mais dans cette zone sauvage des Aurès-Nementchas. L'action entreprise dans les Aurès rappelle singulièrement les premières tentatives de l'O.R.I.M. en Macédoine, qui recruta ses soldats chez les *Haïdouks*, ces révoltés permanents. De même il existait dans les Aurès un banditisme traditionnel qui trouvait auprès des tribus un accueil comparable à celui dont bénéficiaient autrefois les bandits corses. Il semble bien que, dès 1950, des militants O.S. vinrent chercher refuge dans cette région. Épousant les querelles des tribus, utilisant leur traditionnel esprit de révolte, ils greffèrent sur ces populations, travaillées par leurs instincts belliqueux, leurs structures politiques, puis, en 1954, leurs premiers groupes armés.

L'action dans les Aurès n'aurait été qu'un épisode sanglant, circonscrit et étouffé, si les opérations n'avaient débordé sur le Constantinois et la Kabylie. L'action armée, si elle visait les

troupes ou les installations françaises, concerna bien davantage la population musulmane à laquelle il fallait s'imposer. Guérilla et terreur furent les piliers essentiels de cette lutte.

La terreur consista surtout dans la liquidation systématique des éléments pro-français : gardes champêtres, anciens militaires, agents communaux, présidents de djemââ, percepteurs furent délibérément égorgés. Ils étaient abattus ; on n'arrêtait pas leurs meurtriers : double leçon. Dès janvier 1956, un rapport du sous-préfet de Bougie montre que dans la plupart des douars, les caïds, gardes champêtres, khodjas, ont été assassinés ou n'ont pu assurer leur salut qu'en prenant la fuite. Les écoles disparaissent une à une, la récolte des impôts est rendue impossible, la justice a perdu toute sa clientèle musulmane : quiconque s'adresserait à elle signerait son arrêt de mort. « L'organisation rebelle, conclut le sous-préfet, se substitue à l'administration française[243] … » L'O.P.A. (Organisation Politique et Administrative) s'installe en effet : elle lève les impôts, rend la justice, impose à chaque corporation des services à rendre. Ce processus de liquidation de l'influence et de l'autorité françaises est analogue dans son principe à celui de l'O.R.I.M. contre les Turcs, ou du *Sinn Fein* contre les Britanniques. Mais il est mené ici avec une violence et une cruauté sans égales.

Il est toujours extrêmement difficile pour une minorité rebelle d'entraîner l'ensemble de la population dans la lutte. L'attitude de celle-ci est nécessairement ambiguë. Même si dans sa majorité elle approuve et admire l'action des combattants, elle témoigne simultanément d'une certaine appréhension devant les « ennuis » ou les risques que cette action est à même de lui faire éprouver. Elle ne s'engage pas sans y être quelque peu contrainte. Et la résistance qu'elle oppose par nature aux desseins d'une minorité violente sera renforcée, si elle subit l'influence de formations politiques qui, en principe, poursuivent les mêmes objectifs que les violents mais par d'autres moyens, ou qui, s'engageant à leur tour dans la voie de l'insurrection, seraient susceptibles, le jour de la victoire, de leur en dérober les fruits. Dans cette phase de la lutte, *l'objectif capital des rebelles n'est pas de battre l'ennemi, mais d'éliminer le parti des* « *tièdes* », *ou celui des futurs concurrents.*

Après les pro-Français, la terreur devait tout naturellement se tourner contre les élites de la bourgeoisie musulmane, assez tièdes à l'égard de l'action armée, et contre les nationalistes qui refusaient de se plier à l'obédience du F.L.N. Dès 1955, Abane Ramdane expédie des lettres ornées d'une tête de mort aux députés algériens. Des avertissements, qu'ont précédés déjà des centaines de cadavres, ne sont jamais sans effet, et le Manifeste des 61 à bien dû s'en ressentir. Si l'on ajoute que le F.L.N. a, en un an, acquis une audience internationale et qu'en tenant en échec les troupes françaises, il fait chaque jour la démonstration de sa force, on ne s'étonnera pas des ralliements qu'il a provoqués. C'est par ces moyens que ces obscurs « historiques » s'imposent. Pour cette équipe sans réel prestige politique, il n'y a pas d'autre voie que la terreur.

Si ébranlé qu'il fût, le M.N.A. (qui succédait au M.T.L.D.) n'en constituait pas moins dans les grandes villes, et surtout à Alger, un obstacle. On le vit bien lorsque le F.L.N. décida de lancer la grande offensive terroriste d'Alger. Le préalable à cette opération, c'était la sécurité des arrières. Et quand le champ de bataille c'est la foule, le « nettoyage » de l'arrière-passe par l'élimination des éléments suspects qu'elle abrite.

L'homme qui dirigea sur le plan militaire la bataille terroriste d'Alger, Yacef Saadi, fut aussi celui qui permit de neutraliser au départ le danger messaliste.

Beau garçon à petite moustache, footballeur populaire, Yacef Saadi avait appartenu un certain temps à l'O.S. Il semble qu'il ait eu quelques difficultés avec ses supérieurs clandestins car, de 1949 à 1952, il préféra respirer l'air de la métropole. Rabah Bitat, un des neuf « historiques », installé à Alger, ne le choisit pas moins comme garde du corps, et lorsque Bitat fut arrêté en mars

1955, Yacef chercha refuge en Suisse. Expulsé de ce pays, il fut contraint de prendre un avion qui faisait escale au Bourget. Là, la D.S.T. se saisit de lui.

Renvoyé à Alger, Saadi n'en fut pas moins remis peu après en liberté, mais c'était une liberté très conditionnelle. Il avait en effet accepté de travailler pour la police française. Il est difficile de croire que pendant cette période il n'ait pas « donné » certains membres du F.L.N. Mais il s'appliqua surtout – en accord avec la direction F.L.N. d'Alger – à dénoncer le plus grand nombre possible de messalistes. Ainsi la police française contribuait, sans le savoir, à déblayer le terrain pour faciliter l'installation des structures du F.L.N. encore très fragiles.

Ce « nettoyage » était encore plus nécessaire à partir du moment où le F.L.N. entendait faire d'Alger le champ d'une grande bataille. Celle-ci pouvait être conçue comme une série de raids lancés rapidement à partir d'une base de départ : la Casbah. Avec sa population homogène, ses lacis de ruelles, ses maisons à plusieurs issues où il était facile d'installer des caches, avec ses terrasses communicantes, précieuses pour la fuite, la Casbah offrait à des clandestins un merveilleux repaire, et opposait aux recherches la trame complexe d'un labyrinthe.

Encore fallait-il en être le maître absolu. C'est pourquoi le F.L.N. mit à la raison non seulement les messalistes, mais les hommes du milieu.

Au printemps 1956, l'organisation du F.L.N. tenait la Casbah, et celle-ci échappait entièrement au contrôle de l'administration française. Les indicateurs de la police, repérés par le F.L.N. et passés sous son contrôle, ne donnaient plus que des informations erronées. Puis ils disparurent. Les commissariats, cernés par les observateurs, étaient devenus des postes d'observation aveuglés. Tout musulman qui y pénétrait jouait sa vie. Lorsque le colonel Trinquier voudra entreprendre la chasse aux terroristes, seize commissariats sur dix-huit ne pourront lui fournir aucune information utile.

Les conditions étaient désormais réunies pour lancer dans la ville la grande offensive terroriste.

Cette offensive du F.L.N. se développa avec une progression dans la violence qui fait plus que suggérer l'existence d'un plan préétabli. Dans un premier temps (fin 1955), les groupes de choc commencent par récupérer des armes, abattre des indicateurs, s'attaquer à des dépôts d'essence et à des garages, à des commissariats et des postes de police. Ces actions, pour la plupart, ne concernent encore que les forces armées, les autorités ou leurs agents. La deuxième phase (fin juin) porte déjà la guerre contre la population européenne. Elle est menée avec des armes individuelles (revolvers ou couteaux). À partir du 30 septembre, c'est le recours aux bombes, qui explosent dans les lieux publics.

La logique de la violence devait conduire le F.L.N. à livrer cette bataille terroriste. Un attentat commis dans une grande cité a une répercussion bien plus considérable qu'une embuscade réussie dans un djebel. C'est ainsi en tout cas qu'Abane Ramdane, (l'homme qui montait à l'époque au sein du F.L.N.[244] après le congrès de la Soummam qui avait consacré la prédominance des « intérieurs » sur les « historiques »), concevait l'orientation de la lutte. Dans sa directive n° 9, il écrivait :

> Les Frères savent que notre infériorité numérique et en matériel en face de l'armée colonialiste ne peut nous permettre d'obtenir de grandes et décisives victoires militaires. Est-il préférable pour notre cause de tuer dix ennemis dans un oued de Telergma, ce dont nul ne parlera, ou bien un seul à Alger, ce que notera le lendemain la presse américaine ? *Si nous prenons des risques, il faut que notre combat soit connu*[245]. Nous pourrons tuer des centaines de soldats colonialistes sans que ce soit jamais au communiqué. Réfléchissons aux conséquences de nos actes et veillons à ce qu'ils soient payants, et attirent incontestablement l'attention sur le généreux combat de notre peuple et de son armée[246] . »

Si c'était la logique de la lutte qui poussait le F.L.N. à ouvrir un second front à Alger, ce fut sa logique interne qui lui fit préférer le *terrorisme aveugle au terrorisme sélectif*. N'ayant pas

reculé pour assurer sa puissance en milieu musulman devant les crimes les plus impitoyables et les plus affreux, les tortures et les mutilations, il n'épargnerait pas davantage le milieu européen, *a priori* hostile. Et si ses actes provoquaient en retour des ripostes, soit concertées par une minorité activiste (O.R.A.F.), soit jaillies des masses en colère (ratonnades), le F.L.N. comptait bien que celles-ci nourriraient à leur tour de nouvelles violences, et creuseraient un fossé de sang de plus en plus profond entre les deux communautés[{247}]. *La terreur sélective dirigée contre les troupes ou les autorités urbaines aurait suffi, elle, pour capter l'attention du monde, mais la terreur aveugle avait pour fonction de briser ce qui ne l'était pas encore, de séparer par des haines réciproques Pieds-Noirs et musulmans.*

Mais pour les attentats à la bombe, une autre circonstance incita le F.L.N. à en précipiter l'emploi. Il avait appris que le Parti Communiste Algérien se préparait à s'engager dans cette voie et il redoutait une concurrence qui, en se développant, pouvait lui disputer le contrôle d'Alger.

Le P.C.A. se distinguait des partis nationalistes à la fois par son recrutement mixte (Européens et musulmans) et par sa doctrine : à ses yeux, l'Algérie n'était pas une nation à ressusciter, mais à créer, et qui devait naître du brassage des éléments ethniques (Arabes, Berbères, Français de souche, Espagnols, Italiens, Maltais…) qui vivaient sur son sol. Les événements de novembre avaient trouvé les dirigeants du P.C.A. assez sceptiques, tout d'abord, sur les chances de la lutte armée, et une proclamation du Comité Central commença par mettre en garde les militants contre les « actes individuels[{248}] ». Bénéficiant des avantages de la légalité, il ne tenait pas à les perdre en s'engageant à fond dans ce qu'il tenait alors pour une aventure. L'extension de la rébellion, la dissolution dont il fut l'objet en septembre 1955, le décidèrent à entrer dans la lutte. Une bonne part de ses adhérents européens, recrutés à Bab-el-Oued et à Belcourt, l'abandonnèrent, et nombre d'entre eux devaient plus tard participer au combat de l'O.A.S. Ils cessèrent alors, dans la phraséologie de gauche d'être des prolétaires pour devenir des « Petits Blancs ».

Le P.C.A. tenta de créer ses propres maquis dans la région d'Orléans-ville, avec les armes volées par l'aspirant Maillot. L'échec fut rapide. Maillot y trouva la mort. Dans le même temps, un des dirigeants du P.C.A., le docteur Hadjeres, avait entrepris de constituer à Alger une cellule terroriste. Il recruta, surtout dans le milieu médical, un petit groupe chargé de préparer des explosifs. Dès le 6 mai 1956, une explosion accidentelle se produit à l'hôpital Mustapha, où un externe, Daniel Timsit, expérimente ses ingrédients. Comme le docteur Hadjeres a pu, grâce aux complicités d'Européens progressistes, entrer en contact avec le F.L.N., un accord finit par s'établir entre les deux organisations. Au commando du P.C.A. (Meyer, les frères Timsit, Smadja, Habib Giorgio), le F.L.N. procure une villa dans la banlieue d'Alger qui lui servira de laboratoire. En échange, ces « techniciens » ne refuseront pas de faire bénéficier de leurs conseils « l'atelier » F.L.N. qui commence à s'organiser, et le fulminate procuré par les communistes servira pour les détonateurs des bombes d'Alger.

Le laboratoire F.L.N. était, lui, installé impasse de la Grenade, dans la Casbah, sous la direction d'un étudiant en sciences, Taleb Abderamane qu'on avait fait revenir du maquis. Comme les communistes avaient échoué dans la fabrication de la nitroglycérine, il orienta ses recherches vers un autre produit : la schneiderite. Fin septembre, il avait réussi à en constituer un stock de près de cinq kilos. C'est dans ces conditions que se constitua le réseau « bombes » qui devait jouer un rôle capital dans la bataille d'Alger et dont Saadi décrit ainsi la structure :

> Je pris personnellement la direction du réseau « bombes » qui nécessitait une division du travail et un réseau complexe avec des spécialistes isolés et compartimentés pour chaque fabrication : carcasses en fonte, garnitures d'explosifs, détonateurs de fabrication artisanale, appareils d'horlogerie, soudure de piles, boîtiers en bois servant

d'isolants, et enfin, le réglage final…

Tout cela exige pour l'utilisation un appareil distinct de celui de la fabrication, et également cloisonné avec d'autres spécialistes :

1. Renseignements, choix des objectifs, recherche de complicités sur place, découverte de dépôts à proximité.
2. Service de voitures pour transport.
3. Équipes de régleurs mobiles se rendant à la cachette lorsque le réglage n'a pas été effectué à l'arsenal de la Casbah.
4. Volontaires de la mort, *fidayine* et *fidaiates* (combattants) pour la pose de la bombe piégée{249}.

Le réseau « bombes » n'était lui-même qu'un département de la structure politico-financière, militaire et liaisons, qui constituait la zone autonome d'Alger à l'intérieur de la willaya IV.

La zone autonome était divisée en trois régions : R_1 (Alger-Centre comprenant les deux tiers de la Casbah), R_2 (Alger-Ouest et le reste de la Casbah), R_3 (Alger-Est), chaque région était elle-même divisée en théorie en trois secteurs, et ceux-ci en trois districts. Dans chacune de ces régions fonctionnaient les branches politiques, financières et militaires indiquées ci-dessus.

Pourtant cette structure complexe – nous n'en donnons que les rouages essentiels – rassembla au total très peu d'hommes et de femmes (celles-ci jouant un rôle très important à la pointe du terrorisme). La branche politique de R_1 (la plus active) groupa un peu plus de cinq cents personnes. Dans chaque région, la branche militaire groupa environ trente-cinq hommes, et l'effectif du réseau spécial « bombes » oscilla entre cinquante et cent cinquante personnes. Les vides creusés dans les rangs par les morts ou les arrestations étaient évidemment comblés – difficilement d'ailleurs, vers la fin, car l'arrestation d'un membre d'une cellule de trois obligeait les deux autres à gagner le maquis – mais les effectifs terroristes simultanément disponibles ne dépassèrent sans doute jamais deux cents personnes, et l'ensemble de l'appareil actif de la Z.A.A. en représentait environ quinze cents{250}.

Mais, pendant plus d'un an, deux cents personnes bénéficiant de la complicité directe de treize cents autres, agissant à partir d'un milieu favorable, par conviction ou par nécessité, firent régner la terreur sur une ville de sept cent mille habitants.

L'offensive du réseau « bombes » débuta le 30 septembre 1956. Ce jour-là, un samedi, vers 17 heures, dans des rues commerçantes, envahies par la foule des achats, deux bombes explosèrent, l'une au Mille Bar place de l'Isly, l'autre à la Cafétéria rue Michelet. La première fit un mort et trente blessés ; la seconde deux morts et seize blessés. Dans chaque cas plusieurs personnes, dont des enfants, durent être amputées. Un troisième engin déposé dans le hall de l'aérogare ne fit pas explosion.

Vingt-quatre heures ont suffi pour plonger la ville dans l'alarme. Au fil des jours, elle sera saisie par l'angoisse. Dès le 5 octobre, deux autres engins éclatent dans des cars : dix morts, vingt-quatre blessés. Puis les coups se précipitent : en novembre, le F.L.N. frappe rue Michelet et rue Colonna-d'Ornano. Et les attentats se succèdent : dans un autobus, un Monoprix, une salle d'attente, dans un trolleybus chargé d'écoliers, dans des cafés, etc., faisant de nouvelles victimes.

À Alger la terreur monte sans cesse. Le danger est partout. Après un certain répit, trois bombes explosent dans trois cafés, le dimanche 26 janvier 1957, à la même heure : 17 h 25, faisant cinq tués, et trente-quatre blessés ; quinze jours plus tard deux engins sont déposés dans les tribunes des stades : dix morts, trente-six blessés.

Mais la contre-attaque s'organise. Au début de janvier, le gouvernement a décidé de confier les tâches qui normalement sont du ressort de la police à l'armée. Le 7 janvier 1957, par arrêté préfectoral, le général Massu a été nommé responsable du maintien de l'ordre. Les paras du 1er R.C.P., du 2e et du 3e R.C.P. et du 1er R.E.P. entrent dans la ville.

Les raids terroristes se poursuivaient néanmoins. À la fin de janvier, ils devaient s'accompagner d'une grande offensive politique : la grève de huit jours déclenchée à la veille de

la session de l'O.N.U. Les autorités redoutaient qu'elle ne se transformât en grève insurrectionnelle[251].

Dans ce climat de violence et de peur, aux méthodes de combat impitoyables d'un ennemi qui n'opérait aucun tri parmi ses victimes, devant l'exaspération croissante de la population européenne, munis du blanc-seing du pouvoir civil, les paras eurent recours à des mesures sans merci. Tout suspect fut préventivement interné, tout renseignement fut exploité sans délai, afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps de se ressaisir, de changer de cache, et de réorganiser ses circuits clandestins. Il n'est pas douteux aujourd'hui que dans un grand nombre de cas la rapidité des informations ne fut obtenue que par l'emploi de la torture. C'est ce que devait confirmer le capitaine Estoup. Sans reconnaître à l'époque la réalité de ces sévices, le général Massu dans une polémique avec le général Billotte en donnait, implicitement, la justification suivante : « Chaque bombe désamorcée, c'est autant de vies humaines de sauvées. »

La grève fut brisée au bout de deux jours. Les paras ne purent empêcher de nouvelles explosions au début de février. Mais en deux mois ils portèrent des coups très graves aux réseaux F.L.N. À mesure que les arrestations se succédaient, les structures complexes des différentes branches de l'organisation se dessinaient du haut en bas de l'échelle, avec le rôle qu'y jouait chacun, tout nouveau captif devenant de plus en plus facile à « situer » à sa vraie place. Un an après l'entrée des paras dans la ville, les dirigeants du C.C.E. (Belkacem, Khedda, Ramdane) devaient s'enfuir d'Alger, et par des relais divers gagner le Maroc ou la Tunisie. Ben Mhidi était arrêté et succombait en prison[252].

Les perquisitions et les renseignements permirent en même temps de découvrir l'existence d'un réseau de soutien chez les Européens libéraux. C'est ainsi que furent arrêtés Denise Walbert, les époux Gautron, André Gallice, le professeur Touilleux, l'abbé Barthez, etc. La plupart de ces personnes étaient des chrétiens progressistes. Leur rôle consista en général soit à héberger des F.L.N., soit à remplir des missions de liaison, soit à mettre à la disposition des rebelles des appartements pour leurs contacts.

Les fouilles constantes dans la rue, la multiplication des patrouilles, rendaient les entreprises de l'organisation de plus en plus risquées. Pour mieux dépister les recherches, Yacef Saadi avait eu dès le début l'idée de confier un grand nombre de missions à des femmes. C'est une jeune Européenne, Danielle Mine, qui posa la bombe du Milk Bar, tandis que Sonia Lakdhari agissait à la Cafétéria. Le 26 janvier, toujours à la Cafétéria, c'était Djemila Bouazza qui déposait l'engin. En outre, dans l'entourage immédiat de Yacef Saadi, deux femmes, Djemila Bouired et Zorah Drif, qui lui servait de secrétaire, jouèrent un rôle important.

Dès le mois de mars 1957, l'appareil clandestin du F.L.N. avait été sérieusement démantelé. Yacef Saadi échappait toujours, plusieurs fois de justesse, à ceux qui le traquaient. Des cadres terroristes importants, comme Reda, Ramel, Ali la Pointe, étaient également libres. Sous leur impulsion, le terrorisme réorganisant à la hâte ses réseaux, se préparait à livrer une deuxième bataille.

L'entreprise semblait à peu près impossible. L'organisation était connue, la plupart de ses militants identifiés, ses liaisons précaires. La Casbah était investie. Sur toute la ville, les paras avaient tissé un réseau défensif des plus denses. Il était difficile d'y découvrir une faille.

Ce fut l'œuvre de Reda. Dès le mois de mars, il avait reconstitué une équipe terroriste de neuf hommes solidement cloisonnée. Il eut l'idée d'introduire dans le pied creux des lampadaires d'éclairage, aux arrêts des tramways, des engins réglés pour éclater à une heure d'affluence.

Des complicités étaient nécessaires. Un employé de l'Électricité d'Algérie (sans doute communiste) procura la clé qui permettait d'ouvrir la porte située à la base du lampadaire, et

fournit un uniforme au poseur de bombes.

Le 3 juin, entre onze heures et midi, trois bombes réglées pour sept heures du soir furent placées dans les pieds des lampadaires. Elles firent cinq morts et quatre-vingt-douze blessés. Et le 9, un dimanche, une bombe au Casino de la Corniche explosa en pleine salle de danse, faisant onze morts et trente-cinq blessés.

Ce fut le dernier attentat spectaculaire de la bataille d'Alger[{253}] . Les 18 et 27 juillet, les poseurs de bombes tentent leurs dernières sorties.

Le 18, neuf hommes circulant deux par deux, doivent déposer leurs engins. Zigzaguant entre les patrouilles, ils finissent par les abandonner au hasard, dans des rues, dans des couloirs. Une seule victime : un vieux mendiant.

Le dimanche suivant, par la place du Gouvernement, seule issue pour quitter la Casbah, les neuf, mêlés à la foule, partent pour leur dernière mission, les uns après les autres. Leur bombe a été réglée à moins de soixante minutes.

Quelques dizaines de secondes leur seraient nécessaires pour choisir un « objectif » et se délester de leur redoutable paquet. Mais les voici pris dans la ronde incessante des patrouilles. Pas un pâté de maisons autour duquel elles ne tournent, pas une ruelle vide d'uniformes, pas un moment pour échapper aux surveillances. C'est en vain qu'ils errent à la recherche d'une brèche dans ce bouclage mobile auquel ils viennent sans trêve se cogner. Sur leur montre, l'aiguille tourne, effaçant minute après minute…

À 17 h 30, une première bombe éclate, déchiquetant son porteur. Deux hommes qui tentent de se débarrasser de leur engin mortel sont tués quelques instants plus tard. Les autres réussissent juste à temps à se libérer de leur fardeau. Pratiquement, le terrorisme est fini. Le réseau spécial « bombes » vient de perdre sa dernière bataille.

Les chefs n'échapperont pas. Durant le mois d'avril, les arrestations des responsables se succèdent. Les réseaux sont disloqués. Ramel et Mourad sont assiégés dans une impasse où ils avaient trouvé refuge. Ils ripostent au feu des assaillants, réglant des bombes-minutes, et les descendant dans des paniers le long de la façade, avec l'espoir de faucher leurs adversaires par l'explosion. Tous deux seront abattus. Le 25 septembre, Yacef Saadi et Zorah Drif sont à leur tour assiégés dans la maison qui les abrite. Ils finissent par se rendre. Seul Ali la Pointe défie encore les recherches. Le 7 octobre, sa présence est signalée au 5 de la rue des Abdéranes. Tout le quartier est cerné. Le colonel Godard a obtenu la reddition de Yacef. Mais à toutes les sommations qui lui sont faites, Ali ne répond que par le feu. Une charge de plastic fait sauter la maison. Au milieu des décombres et des victimes nombreuses, le dernier terroriste d'Alger sera identifié grâce à ses tatouages.

Ainsi finit la zone autonome du F.L.N. Par la suite d'autres attentats terroristes auront lieu dans l'Algérois et à Alger même, quand les forces de l'ordre, dans la période qui précède l'autodétermination, retourneront leur dispositif contre les Européens. Mais le F.L.N. ne pourra jamais remettre sur pied un « appareil » comparable à celui de la Z.A.A. dans la période de 1957.

L'entreprise terroriste trouve toutefois un autre champ d'action. En métropole. Porter la guerre sur le territoire métropolitain, frapper l'ennemi au cœur de sa puissance, comme l'avaient tenté les hommes de l'I.R.A., en Angleterre, c'était une perspective que les gens du F.L.N. ne pouvaient manquer d'envisager. Selon Duchemin[{254}] tel était le projet de Lakdar ben Tobbal, ministre de l'Intérieur du G.P.R.A. de 1958 à septembre 1961, et qui coiffait la Fédération de France du F.L.N. Ben Tobbal aurait souhaité rééditer à Paris la bataille d'Alger ; c'est-à-dire faire exploser des bombes dans les couloirs du métro et les cinémas. Ces projets ne furent jamais mis à exécution. Après l'échec subi à Alger, le F.L.N. craignit sans doute de perdre en métropole

une seconde bataille. Mais il est possible aussi qu'il n'ait pas voulu compromettre les tractations secrètes, nouées dès cette époque avec le gouvernement issu du 13 mai[{255}].

Le terrorisme n'en fut pas moins actif, par périodes, contre les autorités métropolitaines, et, d'une façon continue et systématique, contre toute entreprise ou personnalité musulmane qui pouvait contrecarrer les desseins de la Fédération de France.

Dans la première catégorie, on peut ranger des attentats contre des policiers, des agressions isolées contre des gardiens de la paix, des cars ou des postes de police, voire des sentinelles, des sabotages de voies ferrées ou d'installations pétrolières à Mourepiane ou près de Rouen. À l'exception de la lutte contre les policiers qui fut à peu près permanente, ces opérations se déroulèrent surtout dans la période de 1958 à 1961 et eurent un caractère spasmodique. Il semble que ces actes aient eu une valeur d'avertissement, comme si le F.L.N. avait voulu signifier aux autorités : « Voici un échantillon de ce que nous pouvons faire. » Il faut mettre à part l'attentat auquel échappa miraculeusement près de l'Étoile Jacques Soustelle. Prendre pour cible le chef de file de la tendance Algérie française au sein du gouvernement, avait assurément une signification très nette, dans la mesure où il était le seul ministre à bénéficier de ces attentions[{256}].

Le terrorisme antimusulman eut une autre importance. Un certain nombre d'attentats furent commis contre des personnalités musulmanes francophiles, entre autres, de juillet 1958 à mai 1959, contre Ali Chekkal à la sortie du stade de Colombes, contre le sénateur Benhabylès à Vichy, contre Ahmed Djebbour et le député Robert Abdesselam. Mais le principal de la lutte fut dirigé, comme en Algérie, contre le M.N.A. (Mouvement National Algérien), successeur du M.T.L.D.

Dès la fin de 1956, le F.L.N. avait liquidé par la terreur toute concurrence sérieuse en Algérie. Mais à la même époque, Messali gardait encore le contrôle de la majeure partie des travailleurs algériens en métropole, grâce à la solidité des structures syndicales. Ses partisans conservaient aussi des appuis dans les milieux syndicaux ou progressistes français. Et en juin 1957 l'organisation syndicale messaliste, l'U.S.T.A. (Union Syndicale des Travailleurs Algériens) pouvait encore se permettre de tenir un grand congrès.

Cette permanence de l'influence messaliste ne gênait pas seulement le F.L.N. sur le plan politique. Elle constituait une perte sèche en argent. La grande masse cotisait au M.N.A. (Au début de 1957 le F.L.N. ne devait percevoir guère plus de trente mille cotisations.) Le seul moyen de faire rentrer l'argent dans les caisses et de faire passer les travailleurs algériens sous son contrôle, c'était la terreur.

Le F.L.N. frappa d'abord à la tête. À l'automne 1957, les quatre dirigeants principaux de l'U.S.T.A. furent successivement abattus dans la région parisienne. Puis la terreur s'étendit à l'ensemble du territoire – dans le Nord et l'Est en particulier – et prit pour cible quiconque refusait de verser aux percepteurs du F.L.N. Le M.N.A. riposta. À partir de l'automne 1957, deux bandes rivales s'affrontèrent sans merci[{257}].

Le M.N.A. disposait au départ de l'avantage du nombre. Dans cette confrontation implacable, il eut néanmoins très vite le dessous. Les cadres M.N.A. tombent les uns après les autres. (Il est arrivé que sur un militant F.L.N. arrêté on trouvât une liste de messalistes à tuer et qu'un an plus tard ceux-ci fussent tous abattus.) En novembre 1958, le M.N.A. a déjà perdu la partie : les masses échappent à son contrôle et le F.L.N. compte plus de cent mille cotisants. Le M.N.A. conserve encore quelques places fortes, mais il y est confiné : dans le Nord (Valenciennes, Lille, Douai, Longwy ;) à Lyon, à Clermont-Ferrand, à Paris, Saint-Ouen, Colombes, Montreuil, Clichy-sous-Bois… Dans la région parisienne il s'agit en général d'hôtels et de cafés qui vivent en état de siège. Ces quelques bastions continuent à tenir, gardés par des guetteurs permanents et

fréquentés par des hommes qui ne se rendent au travail qu'en groupe, afin de se protéger mutuellement. Tout autour rôdent les commandos F.L.N., prêts à frapper.

Pour donner une idée de la violence de cette lutte, voici un épisode, pris entre des centaines d'autres, à une époque (1961) où le M.N.A. est déjà moribond :

Le 18 août, à Lyon, à 6 heures du matin, le dirigeant local du M.N.A., Moktar, ancien combattant des Brigades Internationales et des F.F.L., est abattu dans la rue. Moktar a déjà échappé à plusieurs attentats ; après l'un d'eux, alors que, blessé, il séjournait à l'hôpital, on mit le feu à son appartement, et sa femme périt, brûlée vive. Un peu plus tard, ce fut à son fils d'être victime du F.L.N.

Le jour même où tombe Moktar, le M.N.A. riposte, et à 12 h 45 mitraille en représailles un café F.L.N. : deux blessés. À 19 heures, c'est au tour d'un commando F.L.N. de mitrailler la façade d'un café M.N.A. Ce n'est pas fini. Le lendemain, dans la rue, le M.N.A. blesse un militant F.L.N., deux autres sont fauchés dans la soirée par une rafale de mitraillette. Le bilan de ces deux jours est d'un mort et cinq blessés graves. Dans cette rencontre, la réaction du M.N.A. de Lyon, perdant son chef, a été particulièrement vive. Mais ce sont les soubresauts de l'agonie.

On peut se demander pourquoi le F.L.N. l'emporta. Les progressistes répondraient que le courant de l'Histoire le portait, et sans doute les succès acquis en Algérie facilitèrent sa tâche. Mais la victoire, dans la lutte armée est d'abord affaire d'organisation. Sur le M.N.A., la Fédération de France possédait l'avantage énorme de la clandestinité. Tous les cadres M.N.A. étaient depuis longtemps identifiés et localisés. Ceux du F.L.N., forgés dans la lutte, grossis par l'afflux des étudiants{258}, l'étaient infiniment moins. Les commandos F.L.N. frappaient des victimes désignées à l'avance. Le M.N.A., au contraire, ripostait le plus souvent à l'aveuglette, en s'attaquant à des cafés connus pour être des repaires F.L.N. Même en admettant que les pertes eussent été égales de part et d'autre, elles étaient qualitativement bien supérieures dans les rangs du M.N.A. Le ralliement rapide des Kabyles à la Fédération de France, le soutien croissant qu'elle obtenait auprès des milieux progressistes français (intellectuels, prêtres de la mission de France, réseaux clandestins comme le réseau Jeanson) achevèrent de faire pencher la balance. Les masses algériennes sentirent bien de quel côté était la force, et « basculèrent ».

Dans ce type d'affrontement, les premières phases sont généralement décisives et provoquent très vite défections et ralliements. La Fédération de France, s'inspirant des méthodes appliquées en Algérie, était prête grâce à l'extension de ses réseaux, à leur complexité, grâce au contrôle étroit qu'ils exerçaient, à maintenir les travailleurs algériens dans un filet aux mailles de plus en plus serrées.

C'est ce que montre l'étude de la paperasserie d'une willaya de l'Est de la France.

Un document de cinq pages dactylographiées constitue un questionnaire minutieux, auquel les chefs de secteur doivent répondre, mois par mois. Ce questionnaire porte sur l'état des effectifs des différentes catégories de cotisants (militants, adhérents, sympathisants), sur l'activité des diverses commissions (commerçants, groupes armés, commissions de justice, femmes, etc.), sur les activités internes (réunions, contrôles), externes (diffusion de presse, meetings, recrutement), sur la discipline, l'exécution des directives, etc. À titre d'exemple, citons ici le seul paragraphe qui concerne *la Répression et les Partis adverses :*

a) *La police*.

1. Rafles – Perquisitions – Interpellations (horaire ; nombre ; moyens employés ; localités) (détaillé et précis).
2. Nombre d'arrestations ; échelon ; lieux ; circonstances ; service ayant fait l'arrestation.
3. Tous renseignements sur la police en général (harkis indicateurs).

b) *Le M.N.A.*

1. Son implantation (adresses).

2. Importance (nombre d'éléments).
3. Activité.
4. Toute information susceptible d'être exploitée.

c) *Renseignements sur les S.A.U.* (Sections Administratives Urbaines) et les organisations de droite françaises{259}.

La comparaison entre ces directives et les rapports établis par les responsables de secteurs montre le mécanisme et les préoccupations de la Fédération de France. Ainsi, une directive du chef de cette willaya recommande :

3. Interdiction totale de faire transmettre et transporter l'argent et les papiers de l'organisation par les sœurs dont les maris sont en prison.
…
7. Le contact avec des policiers algériens.
…
10. Le recensement des facteurs algériens{260}.
…
21. Établir des contacts avec les curés et les instituteurs…

Nouvelle exigence dans une autre directive :

6. Camp de (Tirol), obtenir des contacts avec les frères du camp par des religieuses, afin d'obtenir la liste des détenus.

Une autre fois, on prescrit :

3. Faire des contrôles très sévères des arrivées de l'Algérie et de l'extérieur de la région, et surtout les éléments venant de… sans mutation doivent être refoulés immédiatement{261}.

Et :

5. Signalez-nous les éléments qui font des critiques envers l'organisation-mère et faire des sanctions très sévères.

Autres consignes :

6. Liste des frères libérés des prisons et des camps.
8. Chaque prisonnier libéré doit fournir un rapport détaillé à l'organisation.
9. Vérifier s'il y a des frères travaillant dans les Administrations. Fichier complet très détaillé.
15. Surveillance des éléments louches. Fichier complet.

Entre les directives détaillées et précises du sommet, et les réponses parfois vagues des responsables de base, on constate un décalage sensible. La direction exige des rapports que les cadres moyens ne sont pas en mesure de remplir (à moins qu'ils ne le souhaitent pas). Mais si les rapports financiers ne sont pas d'une extrême précision, les missions de « surveillance » des « frères » semblent remplies avec vigilance. On apprend ainsi que le « frère » M… aurait été dénoncé par X… et on conseille de le faire prévenir par l'intermédiaire de son avocat ; qu'un autre « frère » est recherché pour détournement de fonds. Ailleurs, on peut lire que l'activité militante de la semaine s'est traduite par la « surveillance de la gare pour les éléments venant de province, ou la pénétration des traîtres M.N.A., et des mouchards, prospection et surveillance des quartiers et surveillance des frères qui jouent au P.M.U. ou qui consomment des boissons alcoolisées ».

Bien peu de travailleurs algériens peuvent échapper à des contrôles aussi systématiques, à une organisation qui n'entend rien laisser au hasard, qui cherche à établir des contacts dans les milieux les plus divers, qui brasse les renseignements, recense et surveille les travailleurs, les détenus dans les prisons et les camps, les malades dans les hôpitaux, règle les déplacements des uns et des autres, et naturellement exerce des sanctions qui vont du blâme à l'amende puis à la mort, chaque fois qu'une faute est signalée. Ceci pour la masse. Mais les militants sont eux aussi recensés et classés en fonction d'une série de critères. « Opérer, prescrit une directive, la classification immédiate dans les catégories militants et adhérents, suivant le processus

obligatoire pour chaque élément (ancienneté dans les rangs, exemple de combativité, âge, discussion, maturité politique, régularité de paiement des cotisations, courage, etc.). » Ainsi chacun a sa note, chacun est testé selon les normes de l'organisation, et en fonction de critères préétablis, du moins en théorie.

Hors de tout attentat, la terreur commence ici par le quadrillage impitoyable de l'avant-garde comme de la masse. Cette terreur psychologique accompagne et prolonge la terreur par les armes. Et ce phénomène n'est pas une histoire ancienne. Il persiste dans la France d'aujourd'hui, où le F.L.N. conserve des structures d'autant plus solides qu'il n'a plus guère à redouter les curiosités et les tracasseries policières.

Certes, la machine n'a pas tourné à cent pour cent comme souhaitait la direction. Mais elle a fonctionné avec une efficacité suffisante pour faire de ces travailleurs algériens, la masse de manœuvre du F.L.N., pour créer une société qui obéit à des lois internes.

Une bureaucratie aussi lourde, sécrétant une telle paperasserie, n'était-elle pas précisément une aubaine pour la police quand elle réussissait à mettre la main sur quelque porteur de documents ? Sans nul doute. Et des coups sérieux furent portés à la Fédération de France, dont les organes dirigeants furent plusieurs fois démantelés{262}. Mais l'effet des arrestations varie selon la nature de l'organisation secrète. Lorsqu'il s'agit d'une petite minorité clandestine, sans grand appui populaire, les coups portés sont très difficilement réparables. Il n'en va pas de même lorsque l'organisation repose sur une large base de masse. Des cadres nouveaux surgissent, qui comblent aussitôt les vides. Dans le cas de la Fédération de France, l'arrestation n'eut de conséquences graves que pour les intéressés{263}. L'organisation en souffrit peu. En outre, l'encombrante paperasse jouait un autre rôle. Adressée en général à des hommes peu instruits, elle fournissait un moyen de dressage politique et de contrôle.

Pourtant, réduite à ses seules forces, la terreur pouvait bien contrôler de larges fractions de la population musulmane, tant en métropole qu'en Algérie, cette emprise n'était pas un facteur décisif pour la victoire. Pas davantage le F.L.N. ne pouvait-il envisager le succès sur le terrain militaire. Les forces imposantes qu'il avait rassemblées aux deux extrémités du Maghreb étaient immobilisées par les barrages. À l'intérieur, les guérillas s'asphyxiaient lentement et leur armement diminuait{264}. L'Armée les pourchassait et les réduisait. La victoire la plus importante de la rébellion, c'était l'audience internationale qu'elle avait su acquérir, l'appui que l'étranger fournissait à ses thèses, les soutiens diplomatiques ou matériels qu'elle en retirait. Ceci, qui était loin d'être négligeable, était largement contrebalancé par plus d'un aspect négatif : une lassitude certaine, l'échec qu'infligeaient au F.L.N. les journées du 13 mai ; les luttes de tendances et les rivalités qui n'avaient cessé d'opposer entre eux ses chefs : « intérieurs » contre « historiques », « historiques » jaloux les uns des autres, Arabes se méfiant des Kabyles et réciproquement, chefs de willayas ombrageux et peu enclins à tolérer les tutelles, découragement des uns ou des autres. Le pouvoir aurait pu compléter les armes par les intrigues et la ruse. Il eût encouragé les dissidences qui se présentaient. Et, en effet, elles s'offrirent et jusqu'à l'Élysée.

L'Histoire est faite. Il est vain d'imaginer comment elle eût pu se faire. Il est préférable de rappeler comment elle se fit. Le pouvoir découragea les redditions et les condamna au massacre. Il prit langue avec l'ennemi. Il entoura d'assez de luxe et de publicité un chef captif pour en faire une vedette, et lui conférer l'auréole qui permettrait plus tard à ce détenu de marque de rentrer en vainqueur à Alger. Il se retourna contre les forces qu'il avait su capter après le 13 mai par ses messagers officieux et sans lesquels il n'aurait pu s'établir, les divisa, les isola, brisa leurs réactions tardives et dispersées. Il créa en métropole les conditions propres à stimuler le désir de la paix, quelle qu'elle fût. Il salua avec une satisfaction évidente le réveil des masses

musulmanes lors des journées de décembre 1960, réveil que son délégué général M. Delouvrier avait appelé de ses vœux au moment des barricades, et qui fut peut-être stimulé par quelques émissaires.

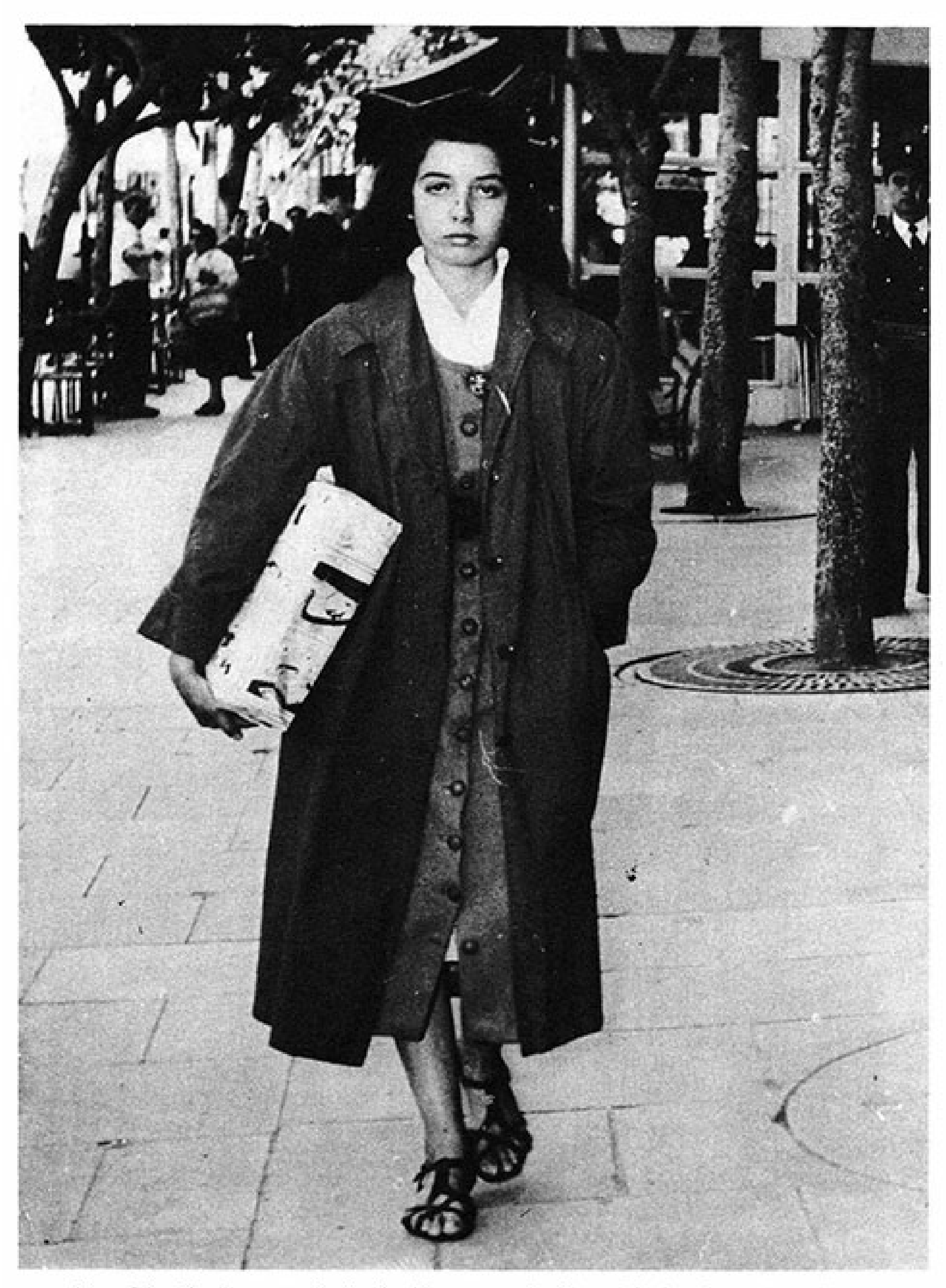
On pourra se demander pourquoi de Gaulle déploya tant de ressources et d'obstination à suivre cette voie. L'aspect sanglant de cette guerre ? Ce n'est pas un sensible. Son prix ? La force de frappe n'est pas gratuite. L'opinion de l'O.N.U. ? Mais c'est un « machin » ! Celle des États-Unis ? Le général montre assez qu'il s'en moque. Quelque rancune à assouvir contre ces Pieds-Noirs qui, en 1943, eurent l'insolence de lui faire grise mine ? (« Il n'y a pas de gaullistes ici », murmurait M. Olivier Guichard en contemplant en 1958 la foule d'Alger[265].) Le général a de l'humeur et la cultive. Mais il ne serait pas ce qu'il est, s'il ne savait la tenir en laisse quand elle risque de contrarier ses desseins.

Peut-être aura-t-on la clé de ce mystère si l'on se reporte à une curieuse déclaration de M. de Broglie, secrétaire d'État aux Affaires algériennes, au cours d'un déjeuner organisé en son honneur par l'Association des Journalistes d'Outre-Mer. Après avoir admis que la diplomatie algérienne s'alignait de plus en plus « sur les positions du monde communiste », M. de Broglie n'en affirma pas moins que l'importance du rôle de l'Algérie dans le Tiers Monde déterminait, pour une bonne part, l'attitude de la France à son égard :

> Certes, déclara-t-il, la France défend certains intérêts… *Mais l'Algérie est aussi et surtout la « porte étroite » par laquelle nous pénétrons dans le « tiers monde ». Une brouille entre la France et un autre État d'Afrique du Nord n'est guère qu'une simple tension bilatérale. Une brouille avec l'Algérie dépasserait les limites des relations franco-algériennes et risquerait de ruiner les efforts de notre diplomatie dans le monde entier*[266].

La parole de M. de Broglie n'est évidemment ici que le reflet d'une pensée qui médite à un échelon plus haut : cette pensée étant de rassembler le Tiers Monde autour de la France face aux géants soviétique et américain.

Dans cette perspective, le maintien de l'Algérie sous la souveraineté française bloquait toute une politique dont les grandes lignes, on peut le supposer, était déjà arrêtées dans l'esprit de de Gaulle. Dès lors, l'intégrité du territoire, la Constitution, le sort des Pieds-Noirs, celui des Harkis, seraient subordonnés à l'ouverture de la « porte étroite » sur le Tiers Monde.



24. - Djemila Bouazza, âgée de 19 ans, avait déposé la bombe qui explosa au café du Coq-Hardi, en plein centre d'Alger. *Phot. Associated Press.*



25. - Arrestation d'une cellule terroriste F.L.N. *Phot. Associated Press.*



26. - La machine infernale du F.L.N. qui devait exploser au troisième étage de la Tour Eiffel, et fut découverte à temps. *Phot. Keystone.*

QUATRIÈME PARTIE

DÉFENSE D'UNE COMMUNAUTÉ : L'O.A.S.

« Je vous ai compris » veut dire : « Je vous laisse tomber. »

GEORGES BIDAULT.

Révolte d'abord d'une certaine collectivité ethnique.

O.A.S. parle
(Avertissement au Lecteur).

CHAPITRE PREMIER
LA FIN ET LES MOYENS

Après l'échec du putsch. – De Gaulle : les Algériens de souche française. – Naissance de l'O.A.S. – Divergences sur la stratégie. – Argoud et Castille veulent agir en métropole. – Le programme de l'O.A.S.-Madrid. – Salan : pas de bases sûres à l'étranger. – L'Algérie théâtre principal des opérations. – L'Algérie française peut-elle encore rallier l'opinion ? – Tactique : coup de force ou bataille d'usure ? – Un partisan : Degueldre. – Les Delta. – Plastiquages et attentats. – Mort du commissaire Gavoury. – Debrosse lance son coup de filet. – Des interrogatoires très « poussés ». – Les « barbouzes » entrent en action. – Raids des Delta. – Succès de l'O.A.S. – La trêve : l'Armée range ses fusils, le F.L.N. sort ses couteaux. – Incertitudes et points faibles de l'O.A.S. – Problème capital : mettre en échec la négociation. – Que fera l'Armée ? – Susini répond : rien à attendre de fonctionnaires en uniforme.

Cette nuit-là, les camions des parachutistes, emportant les généraux vaincus s'ébranlèrent en direction de Zeralda. Les zouaves et les gardes mobiles, retardés dans leur progression par quelques rafales de mitraillettes, reprirent possession de la ville. Aux fenêtres de la Délégation Générale, les lumières disparurent, le bâtiment s'engloutit dans les ténèbres. À la radio, quelques heures plus tôt, une voix de fièvre et d'alarme avait crié : « Trahison ! » Alger sut que tout était fini. En quatre fois vingt-quatre heures, l'espérance était morte. Plus tard, de sa prison, un jeune Pied-Noir évoquerait encore « cette nuit atroce… cette nuit où nous avons vu nos pères, nos mères et nos officiers pleurer. Ce matin où il a fallu annoncer aux enfants qui avaient dormi que tout n'avait été que rêve. Leur pâleur tout d'un coup et leurs sanglots[267] ».

Le pouvoir croit la partie gagnée. De la rébellion éclatée comme une bulle, subsiste cette poignée d'officiers qui se terrent dans une cité abattue. On frappera celle-ci pour trouver ceux-là. Cette hâte va se retourner contre qui l'emploie. Au lieu de se fier aux lentes méthodes du renseignement pour capturer les officiers ou les civils activistes, on traite la population en ennemie. Dans toutes les grandes villes, des quartiers sont isolés par la troupe, les appartements fouillés de jour et de nuit. On explore aussi les bâtiments officiels, l'église Sainte-Marie à Alger, et jusqu'à une prison, car le bruit court que Salan aurait pu pousser la malignité jusqu'à y trouver refuge. Morin, le délégué général, donne dans ce canular et dépêche dare-dare force limiers qui rentrent bredouilles. Faute de trouver Susini, on se rabat sur sa sœur. On la relâche : au bout de huit jours. Quatre cents suspects sont arrêtés, expédiés dans des camps.

Le 6 mai, les autorités lancent un communiqué de victoire : neuf mille perquisitions, trois cent dix arrestations maintenues sur la ville d'Alger.

La population avait été tenue par les généraux à l'écart du putsch. Ses sentiments n'étaient pas douteux. Ses activités furent nulles. Le régime jugea qu'il suffisait que ces gens-là eussent mauvais esprit. Il frappa vite, fort et partout, mais en vain. À ses irruptions brutales et balourdes, les Algérois exaspérés ne tardèrent pas à répondre par le tintamarre énorme des casseroles, par des injures colorées, et par des pots de chambre qui pleuvaient dru sur la piétaille en uniforme. En métropole, une partie de la presse s'esclaffa : des barricades aux casseroles, quelle chute ! Étaient-ils assez grotesques ces Pieds-Noirs avec leur tocsin minable ! Le colonel Godard en jugeait autrement. Écoutant d'un balcon le vacarme des fureurs, il dit : « Tout n'est pas perdu… »

Trois mois plus tard on a cessé de rire. Le 5 août, à 13 heures, la radio officielle, au lieu de diffuser l'habituel bulletin d'information, se trouve soudain muette. Et voici que ses ondes apportent à domicile le *Chant des Africains* et la voix rebelle du général Gardy : « Ni la valise ni le cercueil, la patrie et un fusil ! » Toutes les fenêtres s'ouvrent, tous les postes de radio déversent à pleine puissance la parole insurgée. « Ça y est ! crie une femme, le général Salan est entré dans Alger ! » Elle n'est pas seule à croire à un nouveau putsch. Morin de son côté s'affole. Les blindés prennent position. L'O.A.S. est devenue une menace avec laquelle il va falloir compter.

Organisation Armée Secrète, ces trois mots désignent à l'origine un groupe activiste clandestin, créé au début de 1961, dont Lagaillarde et Susini revendiquent également la paternité, et dont les effectifs à cette époque ne dépassaient pas trois cents membres. Mais les racines de cette organisation datent de 1959. Le travail de structuration des masses, mené à l'intérieur du Front National Français d'Ortiz, par des hommes comme le docteur Perez, Ronda, Susini, Sanne, Me Trape, constitue une phase préparatoire essentielle. C'est à cette époque qu'un certain nombre d'hommes comprennent que le temps des rassemblements à ciel ouvert est révolu. Après l'échec des barricades, quelques groupes animés essentiellement par le docteur Perez et par Zattara commencent à adopter des structures clandestines ou semi-clandestines à l'intérieur du Front de l'Algérie Française, qui leur sert de couverture légale.

L'O.A.S. procède directement ou indirectement de ces expériences.

Au moment du putsch, cette organisation ne se démasque pas. Après l'échec, ses membres s'abritent dans une clandestinité qu'ils n'ont pour ainsi dire pas quittée. Leur sigle sera adopté par les chefs militaires (Godard, Gardy, Gardes) et civils (Susini, Perez) qui, non sans peine, renouent entre eux. Désormais, il désigne une organisation nouvelle qui assemble bien d'autres forces que les premiers compagnons de Lagaillarde. Celle-ci bénéficiera d'un large soutien de masse, fourni par des gens qui n'ont pas d'autre recours contre l'abandon : les Pieds-Noirs.

La colère de ces hommes, très abattus après l'échec du putsch, s'était réveillée sous les perquisitions massives. Le 8 mai, de Gaulle les désigna comme des « Algériens de souche française ». Le F.L.N. guettait ce discours pour y sonder les intentions gouvernementales. Les Pieds-Noirs n'étaient pas moins attentifs. Voici qu'avant l'autodétermination ils étaient réputés étrangers. Ce million d'hommes et de femmes d'outre-Méditerranée se trouva dans une situation étrange : promis à une patrie nouvelle qu'ils refusaient, écartés déjà de celle dont ils s'étaient toujours réclamés et qui, en avril 1962, ne leur accorderait pas le droit de participer au référendum décidant de leur destin. Ils se tournèrent vers ceux qui les appelaient à la révolte.

De là la force et aussi les faiblesses de l'O.A.S. Les hommes qui seront les cadres de la lutte ne sont guère qu'une poignée. De l'action clandestine, ils n'ont pour la plupart qu'une conception théorique. Les officiers ont pu étudier Mao Tsé-Toung (de qui il n'y a d'ailleurs à peu près rien à retenir) et la guerre subversive, ils n'ont pas la pratique de l'illégalité ; sauf ceux

qui, comme Godard ou Degueldre, ont participé à la Résistance. Et en définitive, c'est la Résistance qu'ils prendront pour modèle, c'est elle dont ils invoqueront les principes. Du côté des civils, la phase O.A.S. d'avant le putsch a été trop brève pour être réellement formatrice, et l'expérience des groupes contre-terroristes, comme l'O.R.A.F., plus ou moins appuyés par le 2e Bureau ou la police, trop limitée. Quant aux masses, elles sont médiocrement aptes à ces ténébreux combats. Le tempérament des Pieds-Noirs les porte aux éclats, aux manifestations tumultueuses du type 13 Mai ou Barricades, aux déferlements pavoisés de tricolore et coupés de pause-anisette. On crie, on s'exalte, on avance au coude à coude, tout le quartier est là, ceux de Belcourt, et ceux de Bab-el-Oued, et ceux d'Hus-sein-Dey, et même les beaux quartiers ont délégué quelques quarterons. On reconnaît les amis. Les amis vous ont vu. On parlera longtemps de ces jours-là dans les cafés, dans les ruelles, et sur les plages.

Mais ces rencontres furtives et espacées, ces rendez-vous à bouche cousue, ces expéditions sous le sceau du secret, ces précautions qu'on exige, cette vigilance qu'il faudrait observer à l'égard des gens qu'on connaît le mieux, cette nécessité d'agir sans que les copains et les filles sachent que vous êtes un acteur, comme ces consignes sont donc pénibles ! Et comme elles reflètent bien l'esprit tortueux de tous ces « pathos » ! On les observe un peu, en rechignant, au début, quand l'O.A.S. est faible et qu'on a peur. On les oublie avec les premiers succès, et les cadres eux-mêmes seront gagnés par cette trompeuse confiance. « Beaucoup de combattants, écrit Susini, continuaient à s'asseoir, les jours de chaleur, à la terrasse des cafés ; d'autres s'obstinaient à porter sur eux des listes entières dont ils refusaient d'apprendre les noms et les adresses ; les transports se faisaient au petit bonheur, sans préparation, sans ouverture de routes, sans précautions. Alger et Oran paraissaient nous appartenir et les « clandestins » retournaient au grand air[268] . » Ceci se passe au mois d'août 1961, peu avant une alerte qui menace de décapiter l'organisation.

Les hommes qui furent précipités au soir du 24 avril dans la difficile condition de clandestins, sans avoir eu le temps, pour la plupart, de s'y préparer, se trouvèrent brutalement affrontés à une foule de problèmes qu'ils n'avaient guère le temps de trier, mais qui peuvent se ramener à trois données essentielles :

1. Assurer leur sécurité.
2. Forger un outil de combat.
3. Élaborer une stratégie et une tactique.

Le premier point fut acquis, moins grâce à des réseaux préalablement établis – exception faite pour Salan, qui trouva refuge chez Martel dans la Mitidja – que par la protection spontanée de la masse. Sans elle, on n'aurait pu franchir le premier cap : survivre. Mais les liaisons restaient difficiles : pendant trois mois, Salan fut séquestré pratiquement par Martel, et la « structuration » de l'O.A.S. se fit sans lui.

Ce travail fut pour une large part l'œuvre de Godard. Énergique, homme de sang-froid et d'astuce, formé à l'école du renseignement, connaissant bien Alger et ses secrets, il eut le mérite de comprendre aussitôt que la base de départ de toute action était là, et nulle part ailleurs. Dès le mois de mai, il proposa un organigramme, copié sur celui du F.L.N. et qui, *grosso modo*, restera celui de l'O.A.S. Quatre grandes branches étaient prévues, placées à cette époque sous l'autorité d'une direction collégiale (plus tard sous l'autorité effective de Salan) ; une branche « Organisation des Masses » (O.M.) qui comprenait cinq bureaux (structuration, mobilisation, appui, couverture, finances), auxquels viendra s'adjoindre ultérieurement un bureau musulman ; une branche Action (O.R.O.) divisée en deux bureaux : Bureau d'Action Opérationnelle

(B.A.O.), Bureau Central de Renseignement (B.C.R.) (c’est du B.A.O. que dépendent les équipes Delta de Degueldre) ; la branche du Comité Politique (C.P.) et celle du Comité d’Action Psychologique (C.A.P.). Gardes prendra en mains la branche O.M. ; la branche O.R.O. est placée à l’échelon algérois sous l’autorité du docteur Perez, très populaire à Bab-el-Oued, avec comme adjoint Degueldre, tous deux « coiffés » par Godard. Le général Gardy et Susini s’occupent du Comité Politique. L’action psychologique est encore balbutiante.

Dans l’*Histoire de l’O.A.S.*, Susini exprime deux critiques contre ce schéma d’organisation. Il le juge trop exclusivement algérois, reprochant à Godard d’avoir négligé les autres secteurs, en particulier Oran, où l’action se développe en pleine confusion. Il trouve d’autre part ce schéma trop rigide. Selon lui, il favorise la création d’un réseau de résistance, et non d’un parti révolutionnaire, profondément enraciné dans les masses, et capable, le jour venu, de les entraîner dans l’action{269}. À quoi on peut répondre qu’étant donné les conditions dans lesquelles l’entreprise se formait, il fallait parer au plus pressé.

Absorbé par ces tâches urgentes, alarmé par la crainte de voir de Gaulle conclure sa négociation – le facteur temps sera toujours la hantise de l’O.A.S. – cet état-major de rescapés avait-il les moyens de réfléchir sainement aux principes d’une stratégie ? Celle-ci posait simultanément les problèmes de la direction du mouvement, de la définition des buts de guerre, d’une plate-forme ou d’un programme politique, du choix du théâtre principal des opérations. Ces questions vont faire très vite l’objet d’une âpre controverse entre le groupe d’Alger et celui des émigrés de Madrid, et d’une rivalité pour le contrôle des forces de métropole.

Écarté par Salan (ou par Susini ?) au moment du putsch, Lagaillarde est resté à Madrid en compagnie du docteur Lefèvre. Les colonels Argoud et Lacheroy ne tarderont pas à les rejoindre. Avec un ancien poujadiste, Bouyer, qui anime un réseau en métropole, ils vont pendant un certain temps former une branche dissidente, et leurs conceptions sur l’action à entreprendre diffèrent sensiblement de celles de l’O.A.S.-Algérie.

Ils pensent tout d’abord que la direction du mouvement doit être située en pays étranger. Pour assurer la sécurité de l’état-major, préserver les archives ? Oui, mais surtout pour pouvoir, dans le calme de l’exil, diriger les opérations de haut. Cette conception est particulièrement bien exposée dans une lettre adressée par Castille – un des condamnés de l’affaire du bazooka – à Susini :

> Tu sais mieux que moi, Jean-Jacques, que l’on ne peut juger et jauger sérieusement une situation donnée que dans la mesure où l’on peut l’analyser sans être soi-même soumis à l’influence de celle-ci…

Tirant argument des entreprises de la Résistance, du Viêt-minh, du F.L.N., des anticastristes à Miami, Castille estime que ces mouvements n’ont pu survivre que :

> … parce qu’ils avaient tous les mêmes dénominateurs communs :
> 1. une direction extérieure ;
> 2. des écoles de cadres extérieures, qui alimentent le terrain à conquérir ou à reconquérir ;
> 3. un service central du matériel qui distribue, par l’intermédiaire de ses filières, armement et équipements aux zones qui en sont dépourvues ;
> 4. des zones de maquis en pays occupé qui permettent de regrouper tous les insoumis, les former et qui s’étendent dans le temps en tache d’huile, en fonction de leur esprit offensif{270} …

Le groupe de Madrid redoute aussi que l’action ne « s’enferme » en Algérie. Les expériences précédentes prouvent que celle-ci ne peut être sauvée par des entreprises locales. Où faut-il faire porter le poids de l’effort ? Au centre même du système adverse, c’est-à-dire à Paris, là où le pouvoir est concentré, et dont il faut provoquer la vacance. Il s’ensuit que le théâtre métropolitain aura une importance au moins égale à celui d’Algérie.

> Le 22 avril, écrit le colonel Argoud, a marqué la fin de l’ère où la prise du pouvoir pouvait s’effectuer séparément

> à Alger et à Paris, avec un large décalage.

Et il estime :

> … qu'aucune action d'envergure en Algérie n'a désormais de chances sérieuses de succès si elle n'est pas accompagnée simultanément d'une action en métropole[271] .

Enfin, la seule défense de l'Algérie française n'est plus un thème suffisant pour rallier les énergies, et les concours. L'action doit avoir pour objectif une large refonte de l'État et des institutions. C'est le programme, pensent les « madrilènes » qui fournira le moteur révolutionnaire. Il ne tarde pas à être publié sous forme d'une brochure intitulée *Appel aux Français* et dont l'inspirateur principal doit être le docteur Lefèvre, féru de corporatisme.

L'Algérie n'est pas seulement une partie du territoire national, elle est une phase de la lutte acharnée entre l'Occident et le communisme international. Pour triompher du communisme, il faut lui opposer une doctrine fondée sur l'idéologie chrétienne, abolir le système parlementaire, le jeu stérile des partis, bâtir des institutions nouvelles à partir des communautés naturelles et des corps intermédiaires. Qui fera triompher ce programme ? La Direction extérieure, qui, le moment venu, se transformera en gouvernement provisoire. Ce dernier point révèle les méfiances du groupe de Madrid à l'égard des tentatives de Salan, qui cherche à rallier les formations et les hommes politiques hostiles à de Gaulle. Les émigrés ont conservé le souvenir vivace des suites du 13 Mai. Ils craignent que l'O.A.S. en cas de victoire ne soit une fois de plus « doublée » et qu'elle ne tire les marrons du feu pour les politiciens. Bouyer, dans une lettre à Susini, le 21 août 1961, exprime crûment ces appréhensions : « … nous sortons, ou plus exactement nous voulons sortir du gaullisme ; que ce ne soit pas pour installer le salanisme[272]. »

L'analyse de la situation faite par l'état-major d'Alger traduit des conceptions toutes différentes. Interrogé sur l'éventualité d'une direction extérieure, Godard riposte par une boutade mordante : « L'étranger et la prison sont les deux situations qui donnent l'assurance d'assister au dernier acte, mais l'étranger présente de gros avantages sur la prison. » Salan argumente d'une façon moins polémique : certes, la base extérieure offre de sérieux avantages (sécurité, liaisons, archives à l'abri). *Mais il n'existe pas de bases sûres*. Voilà le point décisif. Affirmation que l'avenir confirmera quand le gouvernement espagnol expédiera ses hôtes aux Canaries[273].

Pour Salan et ses compagnons, il ne fait aucun doute que le théâtre principal des opérations se trouve en Algérie. C'est là qu'existe un large appui de masse. C'est là qu'il faut travailler. La métropole sera tenue pour un front secondaire et de ce fait assez négligée. Les forces activistes y sont minimes, isolées, et trop empêtrées dans leurs rivalités pour offrir des points d'appui efficaces. On ne peut compter sur elles pour une tâche d'envergure. « Notre ultime chance, infime, écrit Susini, mais que nous n'avions pas le droit de négliger, résidait dans un rassemblement de tous les partis antigaullistes, de la S.F.I.O. à l'O.A.S. »

Certes, il est vraisemblable que les hommes de la IVe République attendront la perte de l'Algérie, avant d'entreprendre une action efficace contre le chef de l'État. « Mais si l'échec de ce dernier se révélait manifeste, soit du fait de l'O.A.S., soit par le refus du F.L.N…, il faudrait bien que les hommes de parti aident à la crise du régime[274]. » Le front algérien sera donc celui de la résistance armée, qui, en bloquant la politique de de Gaulle, provoquera en métropole les coalitions politiques, les forces activistes y étant cantonnées dans des entreprises de diversion à leur mesure. C'est ce qui explique la campagne de lettres que Salan adressera aux parlementaires, aux préfets, aux conseils généraux, aux autorités ecclésiastiques, etc. Il prépare le terrain pour une future crise politique. Offensive psychologique, dont le dessein est avant tout de rassurer, de montrer que, contrairement à ce qu'affirme la propagande gouvernementale, l'O.A.S. n'est pas « fasciste ».

Reste le problème du programme, ou de la plate-forme. Officiellement, dans ses brochures, l'O.A.S. s'en tient à la conception de l'Algérie française, à l'intégrité du territoire, au respect de la Constitution. Sur cette plate-forme, doivent pouvoir se rassembler, en principe, des hommes de tous milieux sociaux, de toute obédience politique (communistes et gaullistes exclus), de toutes confessions. La réforme de l'État et des institutions est laissée de côté. Rassemblement donc, le plus large possible, sans exclusive. Mais cette plate-forme, est-elle en 1961 encore *mobilisatrice ?* Il apparaît bien que même aux yeux des gens d'Alger, elle est loin de donner toute satisfaction. Dès le mois d'août 1961, une lettre de Gardy révèle quelques inquiétudes : « Pour la plupart (il s'agit des officiers) – comme d'ailleurs pour l'opinion, même nationale et antigaulliste en métropole – la solution « Algérie française », intégration, est dépassée, périmée, impraticable désormais. Ils refusent l'abandon mais voudraient qu'on leur propose une autre formule qu'ils puissent considérer comme réellement viable{275}… » Vers la même date (10 août), un sondage effectué par le capitaine Le Pivain auprès de la Légion étrangère révèle que « certains (officiers) ne seront acquis à 100 % que lorsqu'une doctrine leur aura été présentée : « … En plus de l'« anti- », ils veulent du constructif englobant la métropole dans une refonte totale de l'État{276}. » L'ouvrage *O.A.S. parle* fait bien état de deux projets de réforme constitutionnelle{277}, mais ce sont des ébauches qui resteront dans les cartons. Salan, pour sa part, s'en tient à sa position « constitutionnaliste ». Indirectement, c'est la confirmation que l'O.A.S. n'est pas un parti révolutionnaire, mais un mouvement de résistance.

Nous voyons se dessiner là une contradiction que l'O.A.S. ne pourra jamais surmonter, n'aura pas le temps de surmonter. S'il est évident que l'état-major d'Alger est réaliste dans sa stratégie par rapport à celle de Madrid (direction sur place faute de mieux, terrain d'action principal sur le front où il est possible de faire l'union sacrée des Européens), elle se heurte vite à une difficulté capitale : trouver des mots d'ordre qui lui permettraient d'élargir son action. Se maintenir sur la plate-forme « Algérie française », c'est proposer une solution que la majorité de la population métropolitaine a rejetée, à laquelle l'Armée, ébranlée par les échecs précédents, décimée par les mutations, ne croit plus. Adopter un programme de réforme de l'État, c'est se condamner à coup sûr à l'audience d'une minorité, voire perdre des éléments acquis à l'idée d'« Algérie française ».

Des divergences entre l'O.A.S.-Alger et l'O.A.S.-Madrid (et d'autres dont nous parlerons plus loin), les adversaires n'ont pas manqué de tirer bruyamment parti : l'O.A.S., c'était donc ça ? Cet étonnement semble ignorer l'histoire : tous les mouvements révolutionnaires ont vécu des conflits identiques : les Macédoniens, le F.L.N., la Résistance française, ont vu s'affronter violemment « intérieurs » et « extérieurs ». Bolcheviks et mencheviks n'ont cessé de se déchirer et l'histoire de leur action sous le régime tsariste est pour une large part celle de leurs orageuses chicanes. Les controverses n'ont pas manqué à l'intérieur de l'I.R.A. et de l'I.R.B. Par quel miracle l'O.A.S., créée dans la précipitation de l'Histoire, aurait-elle pu éviter ces crises ? L'étonnant c'est, qu'en Algérie du moins, elle ait pu surmonter si longtemps les schismes qui menaçaient son unité.

Le théâtre d'action principal choisi par Salan étant l'Algérie, quelle tactique allait-il adopter ? L'idée d'un nouveau coup de force aboutissant à une sécession provisoire fut d'abord retenue. Dans une lettre de Salan à Godard (16 juin 1961), le général envisage une sorte de réédition du 13 Mai :

> Cette action, je la conçois à base foule… Les groupes armés d'action seront employés pour s'emparer, le moment opportun, des points stratégiques{278}.

Aucune date de fixée, mais cette opération doit être tentée assez rapidement « … pour éviter qu'une temporisation excessive n'arrive à brûler nos réseaux… ». Mais la foule est-elle en

mesure de descendre encore dans la rue ? Les perspectives dessinées par Salan sont d'un optimisme que seul peut expliquer l'isolement où il est tenu dans la Mitidja. Aussi, dans son Instruction nº 7 en date du 27 septembre 1961, consacre-t-il tout un paragraphe à la « préparation du terrain », soulignant non seulement la nécessité de démoraliser l'adversaire par une série de harcèlements, mais celle « d'obtenir l'adhésion de la masse et son intégration inconditionnelle dans la guerre[279] ». On discerne là, sans doute, l'influence de Susini : la population doit être structurée, échauffée par l'action psychologique, et engagée peu à peu dans une bataille qu'elle n'affrontera pas spontanément. Est-ce à ce moment que l'idée d'une insurrection est abandonnée ? Salan, dans une lettre un peu antérieure (16 août), écrivait encore : « J'estime que le moment de prendre une décision approche… J'estime que nous ne pouvons laisser passer l'échéance comprise entre le 20 septembre et le 1er octobre[280]. »

Les motifs de recul devant l'insurrection sont encore mal connus, mais il est probable que l'insuffisance des moyens fut la raison déterminante. On verra alors apparaître une conception toute nouvelle qui substitue à l'occupation du terrain la dislocation progressive des forces adverses, par des opérations diluées dans le temps et d'une violence croissante. La bataille d'usure se substitue à la blitzkrieg.

Au reste, le fait que l'O.A.S. ne puisse être réduite, qu'elle augmente au contraire ses effectifs, son emprise sur la population, qu'elle améliore ses structures, qu'elle étende le réseau de ses complicités, qu'elle porte de plus en plus de coups partout et à tout moment, n'est-ce pas là pour le pouvoir autant d'échecs qui ébranlent son prestige et sapent son autorité ? Dans une période d'environ dix mois l'O.A.S. grandit, crée ses commandos d'action, ses réseaux financiers, ses organisations de masse, de renseignement et de propagande. Elle apparaît dès la fin de l'été comme une puissance redoutable que le pouvoir ne pourra pas circonvenir et qu'il devra affronter.

En fait, la lutte a déjà commencé, violente. Elle se déroule sur plusieurs plans. Elle oppose les services de renseignements de chaque bord – qui tentent de sonder les projets de l'adversaire et de déceler ses failles – et les appareils de propagande, les forces de police et les commandos de l'O.A.S. C'est ici que le terrorisme apparaît, avec les commandos Delta.

À la tête de l'O.R.O., comme nous l'avons dit, on trouve deux hommes : Perez et Degueldre. On ne peut dire que l'entente la plus parfaite ait régné entre eux, mais le détail de leur querelle, soumise d'ailleurs à des interprétations suspectes, importe peu.

Pourquoi le docteur Perez, poursuivi après les Barricades, ami de Lagaillarde, un des premiers fondateurs de l'O.A.S., a-t-il été désigné pour diriger l'O.R.O. à Alger ? Parce que ce médecin très populaire amène avec lui Bab-el-Oued (c'est à-dire les éléments les plus actifs d'Alger, et aussi, malheureusement, les plus indisciplinés). Godard le soutient. C'est qu'il est fidèle à son idée : s'enraciner dans la masse, en faire jaillir les hommes les plus combatifs. On ne les trouvera guère que chez les étudiants et chez ceux que la presse appellera *les Petits Blancs*, et que dans l'hexagone elle nomme des prolétaires. Les beaux quartiers, eux, cotisent… à condition qu'on les relance. Les fortunes algéroises (des milliards de bénéfices) versent… cinq cent mille anciens francs.

Degueldre, lui, fait sa guerre, une guerre qui se prolonge sous des formes peu classiques, une guerre qu'il ne voit pas gagnée, mais qu'il lui faut faire. Il a appris à se battre à seize ans dans les rangs des F.T.P. Puis, c'est l'Indochine, Diên-Biên-Phu, qu'il évacue, blessé, avec le dernier avion, l'Algérie. Il est parti caporal, il est lieutenant en 1959. Pas pour longtemps. Il n'est pas de ceux que « déchirent » les obligations contradictoires de la discipline et du serment. Il ne fera pas ses délices de la lecture amère de Vigny. Après l'échec des Barricades, il se tourne vers ses

supérieurs : « Faites attention. Vous avez prêté serment de garder l'Algérie. J'ai prêté ce serment avec vous. Sachez bien qu'en ce qui me concerne, il sera respecté. J'irai jusqu'au bout. » Le 4 avril, vingt jours avant le putsch, il choisit le serment : il déserte. Qu'il se soit révolté avant ses supérieurs, voilà ce qu'on ne pardonne guère dans une armée où l'on s'accommode de la défaite, pourvu que la hiérarchie soit sauve. Godard lui-même le tiendra quelque peu à distance. Quand viendra son procès, on ne verra pas d'étoiles à la barre des témoins. L'accusé est seul, muré dans ce silence qu'il oppose à toute question depuis sa capture.

Homme rude, au long visage taillé dans une dure matière, bosselé par les pommettes et les arcades, homme qu'on imagine sans peine coiffé du heaume et gantelé de fer. Guerrier venu du Nord, dont le tempérament, tout de décision et d'opiniâtreté, s'accommode assez mal des exubérances de ces Sudistes, pour qui il va combattre. « Vous autres, leur dit-il, vous voulez toujours savoir si vous allez gagner. Moi, je n'en sais rien, mais je continue… »

Avec patience, Degueldre monte ses équipes *Delta*. Qu'y trouve-t-on ? D'abord des légionnaires déserteurs, et d'anciens contre-terroristes ; puis viennent des gars de Bab-el-Oued, des étudiants, des aventuriers aussi qu'il faudra peu à peu éliminer, parfois physiquement. La première tâche de Degueldre, c'est d'unifier ces éléments hétéroclites, de leur imposer une discipline et de les lancer dans l'action. Au bout de trois mois, ils ne sont pas plus d'une centaine.

On peut dire qu'à ce moment l'O.A.S. n'existe que par ses *Delta.* Au début, leur action se limite à des plastiquages, qui ont d'ailleurs commencé avant le putsch d'avril. Ces explosions – les *stroungas* comme disent les Pieds-Noirs, – ont avant tout un but psychologique. Quand elles déchirent la nuit, les Algérois reprennent confiance : O.A.S. veille ! Peu nombreuses au début, leur rythme ne cessera de croître (du 26 mars au 15 août 1961, on comptera dans toute l'Algérie quatre cent quatre-vingts plastiquages).

Mais le plastic est aussi un moyen d'intimidation de l'adversaire : militants F.L.N., agents du pouvoir, Européens communistes ou libéraux, dénonciateurs, reçoivent la visite des plastiqueurs. « Les opérations, écrit Susini, étaient menées avec des poids différents, selon qu'il s'agissait d'intimidation ou de représailles. Au bas de chaque fiche, Degueldre prescrivait la quantité de plastic à utiliser{281}. » Le même nous apprend qu'il existait un entrepôt central pour les pains de plastic où se ravitaillaient les commandos du Grand Alger. La distribution se faisait place du Tertre, en plein Bab-el-Oued, sans trop de discrétion, on peut le croire. Ce qui n'est possible que grâce à la complicité de tous.

Les plastiquages servent encore à mettre au pas la fraction de la population qui regimbe, selon des méthodes que les Macédoniens ou le F.L.N. avaient déjà employées mais en recourant, eux, aux meurtres systématiques. Ainsi se vérifie cette loi de toute action subversive importante : *que la terreur est aussi interne,* qu'une des conditions pour engager dans la lutte une collectivité quelconque, c'est d'y décourager les oppositions, les défaillances ou les doutes. À titre d'exemple, un tract distribué fin juillet avertit la population qu'un combattant O.A.S., poursuivi par la police, ayant demandé au fils des Établissements Bernabeu de lui prêter son véhicule, et celui-ci ayant refusé, « le soir même, les sections spéciales de l'O.A.S. procédaient à la destruction des Établissements Bernabeu[282] ».

Très vite, l'action ne se limite pas aux attentats contre les biens, mais s'attaque aux personnes. Le même tract révèle que les frères Djelloub, membres du F.L.N. et convaincus d'attentats criminels, ont été exécutés.

Il est fatal que tôt ou tard les commandos Delta se heurtent aux forces de répression et en premier aux policiers qui ont pour mission de démanteler les réseaux O.A.S., et surtout d'en

capturer les chefs. Un duel acharné s'engage, semblable à celui que menaient les équipes de combat du parti S.R. ou des bolcheviks contre l'Okhrana, ou à celui des hommes de Collins contre les officiers de l'Intelligence Service et le « *Murder Gang* ». Que certains éléments de la sécurité militaire collaborent avec la police dans la chasse aux clandestins, et ils seront l'objet des mêmes représailles.

La police algérienne ne montre guère d'enthousiasme pour ces tâches, et plus d'un de ses membres renseigne abondamment l'O.A.S. La lutte sera donc conduite par des policiers acquis au régime, la plupart venus de métropole. Se défiant de leurs collègues, isolés au sein de la population, ces chasseurs mènent une vie d'hommes traqués, changeant sans cesse de domicile. Parmi eux, la première victime de l'O.A.S. est le commissaire Gavoury, poignardé dans son appartement le 1er juin. Susini affirme que l'attentat avait été décidé par l'état-major de l'O.A.S., mais il paraît à peu près certain que ce fut sans l'assentiment de Salan, alors isolé. Dans l'Armée, les réactions furent nettement défavorables. La presse métropolitaine s'empara de l'affaire. Elle fut plus discrète sur l'exécution au même moment de quatre policiers métropolitains par le F.L.N.

Pendant plusieurs semaines, l'O.A.S. s'abstint de tout attentat contre l'appareil policier. Mais vers le mois d'août, d'autres opérations « ponctuelles » sont ordonnées. C'est de l'une d'elles qu'est victime le commissaire Ouamri, auteur présumé du rapport de synthèse qui servit de base à l'accusation pour le procès des Barricades.

L'entrée en action des équipes dirigées par le colonel Debrosse, qui n'hésitèrent pas à recourir à la torture pour arracher des aveux, donnera à la lutte un caractère de plus en plus âpre. Vers septembre, des indicateurs infiltrés dans les rangs de l'O.A.S. sont bien près de provoquer l'arrestation de l'état-major : la capitaine Luchetti, secrétaire du capitaine Ferrandi, un des familiers de Salan, tombe aux mains des gendarmes mobiles ; les courriers saisis sur un militant entraîneront l'arrestation de Gingembre, qui circule entre Alger et Paris et se tient en liaison étroite avec Argoud. Gardes, Susini, Salan lui-même, échapperont de justesse aux rafles.

Dans ce coup de filet, des femmes sont prises et sévèrement questionnées. L'une d'elles, la femme du professeur Salasc est torturée. La caserne des Tagarins, siège de la gendarmerie mobile, devient le centre de sévices multiples, dont sont victimes en particulier François Falcone, Yan Ziano, Jacques Sintès, Lombardie, Costagliano, Lanciano, Plutino, les policiers Bergé et Tallagrand, le C.R.S. Claude Tur, etc. L'état dans lequel la plupart de ces personnes sont hospitalisées est attesté par des rapports de médecins (professeurs Robert Raynaud, Jean Thiodet, Robert Claude, docteur Viallet, etc.) et résulte de divers sévices : strangulation, pendaison par les poignets et les chevilles, magnéto, bouteille qui sert de pal, coups sur toutes les parties du corps[{283}]. Pourquoi ces tortures ? Sans doute, parce que les policiers sont décidés à tout, dans l'espoir d'aboutir à l'arrestation des dirigeants O.A.S. Ces « interrogatoires » se déroulent dans une période comprise entre le 6 septembre et le 8 octobre 1961, l'ensemble des opérations étant placé sous l'autorité du colonel Debrosse.

Grand, massif, le colonel avait été mis en vedette par la journée des Barricades. Plusieurs de ses hommes y avaient été tués. Déposant au procès, il y fit impression, opposant une résistance opiniâtre aux questions de la défense. Rescapé des journées du putsch, il devait déployer un zèle intense pour arrêter les chefs de l'O.A.S. Une information de *L'Express* (9 novembre 1961) signale qu'il aurait eu des contacts avec un certain commandant P…, républicain (communiste ?) espagnol, sur proposition du général de gendarmerie Cherasse. Le commandant P… et ses hommes auraient été chargés de diriger en Espagne des opérations contre Lagaillarde, Ortiz, Argoud… Mais entre-temps, le gouvernement français aurait fait pression sur Madrid pour faire

éloigner les activistes.

On ne sait quel crédit il convient d'accorder à cette information. Mais on peut noter qu'une lettre du colonel Debrosse fut lue au XVIIIe Congrès de la Fédération des Officiers de Réserve républicains (Lyon, 20-22 avril 1962), organisation annexe du parti communiste[284].

Bien entendu, le colonel ignore tout des sévices qui ont pu être exercés aux « Tagarins ». C'est du moins ce qu'il affirme, sous serment, au procès Vanuxem. Et comme Ziano prétend qu'il a été brutalisé dans son propre bureau, le colonel lui oppose un démenti très ferme. D'ailleurs c'est simple : quand il quitte cette pièce, il prend bien soin de la fermer à clé. Sortie du colonel. Entrée du commissaire Bardoux, que Ziano accuse violemment de tortures. « C'est faux, dit le témoin, Ziano a été interrogé dans des conditions normales. – Où ? demande le président Dechezelles. – Mais dans le bureau du colonel Debrosse. » La défense, la salle s'émeuvent. Moins que le président Dechezelles, qui en perd la voix et ne peut, par conséquent, ordonner une confrontation qui s'imposerait à l'entendement du premier venu.

Les « tagarinades » font aussitôt le tour d'Alger. Elles ne tardent pas à être connues en métropole et, bien qu'elles y trouvent moins d'échos que les sévices exercés autrefois contre les terroristes du F.L.N., ces violences policières suscitent quelques remous. C'est ce qui explique sans doute que les besognes de la répression soient ensuite confiées surtout à des équipes spéciales, recrutées à prix d'or : les fameuses « barbouzes ».

Les « barbouzes », le pouvoir les ignore. Il nie leur existence. Au procès Salan, le délégué général en Algérie, M. Morin, affirme que ces équipes n'ont jamais existé. « J'ai donné un communiqué à la Délégation Générale avec une précision sur ce qu'on appelait alors : la police parallèle. J'ai dit qu'il n'y en avait pas en Algérie. Cela figure dans ce communiqué[285]. »

La veille, le général Ailleret a dit juste le contraire : « J'ai appris l'existence des « barbouzes », comme vous dites, par un certain nombre de leurs activités, mais je n'ai jamais su très exactement ce qu'elles étaient[286]. » Cette fois, la confrontation, réclamée par Mes Tixier-Vignancour et Le Coroller ne sera pas oubliée. Elle sera refusée.

Aujourd'hui, le rôle des « barbouzes » – nié encore par M. Michel Debré[287] – n'est plus contesté par personne. En particulier, un jugement rendu par la Ve Chambre civile du tribunal de la Seine authentifie *a posteriori* leur existence. Les attendus du verdict déboutent, en effet, la famille d'un de ces hommes qui réclamait la prime d'assurance souscrite auprès d'une compagnie[288].

Ces équipes opèrent en Algérie hors de tout contrôle. Elles arrêtent, enlèvent plutôt, qui elles veulent, gardent les captifs dans des villas, les torturent, les exécutent[289]. Elles agissent en coopération tantôt avec les services de la police officielle, tantôt avec un mouvement « libéral » comme le M.P.C. (Mouvement Pour la Coopération), tantôt avec le F.L.N.

C'est à partir de la période septembre-octobre 1961 que les commandos Delta vont mener une lutte impitoyable contre les services de police régulière ou parallèle, ou contre certains officiers qui participent aux recherches. Tombèrent entre autres sous les coups des Delta, le commissaire Goldenberg, l'inspecteur Joubert, le commandant Poste, le colonel Ranson, le capitaine de gendarmerie Boulle. Ces attentats contre les officiers n'iront d'ailleurs pas sans provoquer des réprobations parmi les cadres de l'Armée.

Le cycle des meurtres ira désormais *crescendo.* Repérés parfois même avant leur arrivée en Algérie, les « barbouzes » sont à leur tour traqués. À Alger un premier groupe est pris à partie dans la rue par un commando O.A.S. Les « barbouzes » se terrent dans une villa transformée en redoute, d'où ils ne sortent que pour effectuer des raids. Le 31 décembre, juste avant minuit, un commando Delta l'attaque aux rockets. Tentant une sortie, les « barbouzes » sont pris sous le feu

d'un F.M. : un mort, plusieurs blessés. L'équipe déménage et va s'installer dans un autre domicile puissamment fortifié, sur les hauteurs d'El Biar. Cette fois, c'est une machine infernale, dissimulée dans un colis qui fait explosion, déchiquetant affreusement plusieurs personnes.

L'activité des Delta en cette fin d'année 1961 assure aussi le développement de la propagande. Les commandos font sauter les installations de la R.T.F., ce qui permet aux émissions-pirates de passer sur le canal des ondes. C'est en vain que le gouvernement déploie des forces considérables, dépense des milliards pour faire cesser ces émissions. La Voix de l'Algérie française déjoue toutes les mesures, et le prestige de l'organisation en est considérablement renforcé. C'est en vain que les autorités ancrent dans le port d'Alger, un bateau le *Laïta*, transformé en navire-radio. Un homme-grenouille de l'O.A.S. accroche une mine au flanc du bateau, qui est fortement endommagé.

Ce fut une émission-pirate qui annonça quatre jours de manifestations pour la population européenne : concert de casseroles (23 septembre), floraison de drapeaux tricolores et de fanions noirs frappés du sigle O.A.S. (25 septembre), arrêt de la circulation par des embouteillages (28 septembre), grève générale d'une demi-heure (2 octobre). L'objectif de ces manifestations était d'entraîner peu à peu la masse dans la lutte, de la faire passer du stade de l'approbation et de la complicité à celui de l'action directe, et de mesurer en même temps le degré de sa combativité. Les résultats furent spectaculaires, mais de valeur inégale. Il y eut davantage de drapeaux tricolores que de fanions, la limitation de la grève à une demi-heure montrait d'autre part qu'on redoutait – à juste raison – de voir la population se dérober devant une épreuve plus longue.

Néanmoins, les manifestations montraient l'accord total entre l'organisation et les Pieds-Noirs. Et les actions de l'O.A.S. commençaient à rallier certains musulmans ; Gardes travaillait activement en ce sens. Cette période qui va du mois de septembre à la fin de l'année est celle du zénith de l'O.A.S. : plastiquages, manifestations, affiches sur les murs (O.A.S. veille, portraits de Salan…), marée de tracts et de papillons, vols d'armes, sabotages, raids terroristes contre les « barbouzes », les « libéraux » ou le F.L.N. se succèdent sans trêve. L'administration est largement complice. Les renseignements affluent de toute part. La Délégation Générale, bloquée dans son Rocher Noir, semble une forteresse investie. Au-delà de son enceinte, son pouvoir cesse. À Oran, c'est pire : les commandos circulent en uniforme dans la ville, sillonnent les rues en jeep et en camions, enlèvent des armes en quantité. La ville est en proie à une anarchie complète et chaque jour apporte sa ration sanglante de meurtres dont Musulmans et Européens sont tour à tour les victimes. Tout se passe comme si le pouvoir y était réduit à rien.

Ce sont là pour l'O.A.S. des succès *tactiques* indéniables. En quelques mois, les rescapés du putsch, partant d'une situation désespérée, ont réussi à forger une redoutable machine de guerre, qui inquiète également le pouvoir et le F.L.N. Le temps est passé où l'on pouvait se permettre de traiter l'O.A.S. par la dérision. On ne la brisera que par la force, voilà ce dont on a conscience à Paris comme à Tunis. Vers le 20 septembre, un communiqué du général Ailleret fixe comme objectif à l'Armée la lutte contre l'O.A.S. et la collaboration avec la police :

> Une mission permanente de l'Armée étant la défense de la loi par le maintien de l'ordre public, son devoir est simple et net : mettre hors d'état de nuire des organisations révolutionnaires caractérisées… En conséquence, tout en poursuivant la lutte contre la rébellion fellagha dans laquelle elles sont engagées à plein (!)… nos forces armées doivent par ailleurs :
>
> — apporter leur concours aux forces de police chargées de neutraliser la soi-disant O.A.S[290]….

L'Express confirme que ce général « s'est juré de battre l'O.A.S. »[291]. Le F.L.N. de son côté ne reste pas inactif. Une information publiée par *L'Express* donne à croire que la première directive du F.L.N. est de « détruire l'O.A.S. par tous les moyens, découvrir ses militants et les supprimer[292] … » (Officiellement toutefois le G.P.R.A. ne donnera l'ordre de s'attaquer

ouvertement à l'O.A.S. qu'au début de janvier 1962.)

Dans le même numéro, Claude Krief écrit que « même dans les grandes villes (Alger, Oran), le F.L.N. a déjà prouvé en effectuant certaines exécutions qu'il possédait parfois des renseignements que la police française ne possédait pas ou refusait d'exploiter ». De son côté, le colonel Godard fait dans une note état des renseignements suivants :

> Les fels sont très documentés sur l'O.A.S. et spécialement sur les « clandestins ». Un officier très bien placé m'écrivait le 8 août 1961 : il s'avère de façon certaine que ce sont les documents et interrogatoires fellouzes qui sont les meilleures sources de renseignements sur les « clandestins ». Les organismes de recherche le savent fort bien et jouent ce jeu, dans lequel les fels entrent volontiers… Si Mohammed, tué à Blida l'autre semaine détenait une documentation volumineuse sur l'O.A.S… comprenant la position du général Salan il y a un mois. Ce renseignement pourtant ancien et de valeur douteuse a été porté à la connaissance d'Ailleret, par un officier « qui avait la mort dans l'âme, mais qui estimait ne pas pouvoir agir autrement ». Il en est résulté une réunion immédiate de Morin et d'Ailleret à la Reghaia et une opération effectuée le lendemain dans la région d'Aïn-Boucif{293}.

Les deux branches de la tenaille – forces F.L.N., forces du régime – destinées à briser l'O.A.S. commencent à se dessiner en pointillé. La négociation a sa logique, qui ne prendra son plein effet qu'avec les accords. Dès cette époque, le F.L.N. est en mesure d'engager dans les grandes villes des effectifs en nombre croissant. Dans les quartiers musulmans, le contrôle policier ou militaire est devenu à peu près nul, et depuis les journées de décembre 1960, l'O.P.A. a carte blanche pour se reconstituer.

Mais il y a plus grave : la trêve unilatérale a pour seul résultat de multiplier les exactions. Après trois semaines de trêve (du 21 mai au 8 juin 1961), le nombre moyen des exactions passe de vingt et un à trente-huit. L'Armée range ses fusils au râtelier, le F.L.N. sort de plus en plus ses couteaux du fameux vestiaire. Ses éléments terroristes glissent du bled dégarni vers les zones urbaines. Dans les quartiers européens va reprendre la série des attentats aveugles. À Oran qui, pratiquement, ne les a jamais connus, ils provoquent en riposte des « ratonnades » que l'O.A.S. désavoue en menaçant d'abattre leurs auteurs.

Cette renaissance du terrorisme F.L.N., rendue possible par la trêve et par les préliminaires du dégagement, va peu à peu modifier les conditions de la lutte et sa signification : les conditions, parce que les forces de répression du régime vont recevoir le renfort des fellagha ; la signification, parce que la résistance à l'abandon par le régime de la communauté Pied-Noir *va devenir aussi une résistance à l'offensive F.L.N.*

Quel bilan l'O.A.S. peut-elle dresser en cette fin d'année qui approche ?

Succès des commandos Delta, efficacité de l'action psychologique, renforcement de l'organisation dans ses diverses branches, unité de direction affirmée non sans peine ni secousses, prestige des autorités presque quotidiennement bafoué, démonstrations de puissance à Oran et à Alger, voilà pour le *côté positif*.

Incertitudes : quel est le degré exact d'esprit combatif dans la population européenne ? Elle est sentimentalement d'accord. Il s'en faut qu'elle soit encore prête à se mobiliser comme le voudrait Salan. Susini indique dans son livre que l'O.A.S. n'a jamais compté plus de mille combattants actifs et plus de trois à quatre mille militants. Mais le F.L.N., à Alger du moins, n'a pas engagé d'effectifs sensiblement supérieurs.

Points faibles : l'O.A.S. n'a guère de partisans dans le bled et le Constantinois. L'essor même de l'organisation fait surgir quantité de problèmes : les besoins financiers croissent d'une façon vertigineuse. Le système des collectes horizontales ou verticales sera toujours la source d'aigres contestations, et il arrive plus d'une fois que l'argent se perde en route (phénomènes à peu près inévitables). C'est pourquoi l'O.A.S. en viendra aux méthodes déjà employées par Lénine, l'I.R.A., les Macédoniens, l'*Irgoun,* le Groupe Stern, le F.L.N., c'est-à-dire aux

« expropriations ». La plus célèbre étant celle de la Banque d'Oran (quatre milliards d'anciens francs). Ces « ex- » se dérouleront à peu près sans accroc, les « expropriés » étant eux-mêmes généralement complices.

On manque d'armes. Les vols n'en fournissent qu'en petite quantité ; on en obtient quelques-unes du côté de l'Armée, mais cette source se tarit vite. Les Européens ont presque tous des armes individuelles mais refusent de s'en dessaisir, par crainte de la ruée musulmane. Au plus fort de la bataille d'Alger, des stocks préalablement constitués ne seront pas retrouvés. En revanche, les commandos d'Oran disposeront d'armes et de munitions en quantité.

On manque aussi de cadres et beaucoup ne possèdent pas les qualités requises, faute d'une formation théorique et pratique préalable ; chez les civils on a en général fait appel à des hommes « représentatifs », c'est-à-dire disposant d'une certaine influence sur les groupes activistes du territoire algérien. Leurs querelles, leurs jalousies, leur amour-propre chatouilleux, sont la source de difficultés constantes. C'est pourquoi la direction de l'O.A.S. s'efforce de les « coiffer » par des officiers déserteurs, au fur et à mesure que ceux-ci peuvent être « récupérés ». Étant donné les circonstances, c'est la seule solution. Ce soviet des capitaines manque lui aussi d'expérience politique, et d'un certain doigté (on ne manie pas des pékins volontaires comme des troupiers). Mais les capitaines ont pour eux le sens de la discipline, de l'ordre à exécuter, de la ponctualité. Qu'on les retire, et l'O.A.S. retombe aussitôt dans la grande *tchicaïa* algérienne. *L'O.A.S. c'est une coalition de civils qui ne tient que par son armature militaire.*

Tout bien pesé, l'état-major O.A.S. peut estimer qu'en huit mois il a fait mieux que le F.L.N. N'ayant pas disposé des loisirs de la paix pour préparer la lutte, il démontre la supériorité des Européens dans le domaine de l'organisation.

Mais tous ces résultats ne donnent pas de réponse à la question décisive : comment faire échouer la politique de de Gaulle ?

La situation de l'O.A.S. est ici fondamentalement différente de celle du F.L.N. La stratégie du F.L.N. pouvait se résumer en un mot : tenir. Ne pouvant vaincre sur le terrain, il devait attendre que l'adversaire se lassât. *Mais pour l'O.A.S. le problème capital, c'est d'empêcher la conclusion des accords F.L.N.-gouvernement.* À défaut, de les rendre inapplicables. Les accords signés, elle ne peut douter d'avoir contre elle la coalition de l'A.L.N. et des forces du régime, l'hostilité de l'opinion française et internationale. Elle risque alors d'être enfermée comme dans une nasse. Et du seul point de vue psychologique, l'aboutissement des négociations sera pour de Gaulle un formidable succès, pour l'O.A.S. un grave échec, si elle n'en démontre pas très vite le caractère irréel.

Or, que peut-elle faire pour empêcher les accords ? La réussite d'un coup de force en Algérie les rendrait sans doute impossibles, mais c'est risquer de tout perdre sur un coup hasardeux. Dès lors, les moyens dont elle dispose ne sont qu'indirects. Le désordre qu'elle installe est-il en mesure d'encourager les oppositions en métropole, d'y provoquer des désagrégations (administrations, forces de l'ordre) qui entraîneraient la chute de de Gaulle, ou à défaut son recul ? Sa résistance sera-t-elle assez forte pour faire réfléchir les dirigeants F.L.N. et les faire renoncer à une entente avec de Gaulle, en considérant que celui-ci n'est plus le maître du jeu ?

Ces questions, les chefs de l'O.A.S. se les posent, non sans angoisse, et il est manifeste qu'ils sont hantés par un facteur en effet capital : *le temps.*

Le temps ne joue pour l'O.A.S. que dans la mesure où la négociation bute sur des obstacles. Ces obstacles levés, le temps se retournera contre elle.

Reste un espoir : l'Armée.

On a fait souvent le reproche aux dirigeants de l'O.A.S. de n'avoir eu d'autre pensée politique

que de faire « basculer » l'Armée. On pourrait répondre qu'après tout c'était aussi l'idée de Lénine. L'armée russe ne « bascula » pas en 1905 : ce fut l'échec. Au contraire, le passage dans le camp révolutionnaire d'importantes unités assura en 1917 la victoire des bolcheviks.

Est-il encore raisonnable d'espérer en 1961 un retournement de l'Armée ? Ici, l'on voit bien que les dirigeants de l'O.A.S. éprouvent à ce sujet des impressions contradictoires, qu'ils passent par des phases d'espoir et de découragement, parce que l'Armée elle-même est le théâtre de réactions complexes. La trêve militaire a été sévèrement jugée par l'ensemble des cadres qui sont à même d'en mesurer les effets désastreux. De là, entre les militaires et les « officiers perdus », des contacts, des échanges de vues, diverses collusions, et de la part des premiers, une évidente mauvaise volonté à jouer un rôle de police. Peut-on espérer que l'Armée passera de cette neutralité, voire de cette complicité, à une nouvelle rébellion ?

D'autres phénomènes permettent d'en douter. Les mutations éloignent en métropole les officiers les plus favorables. Ceux-ci sont remplacés par des cadres inconditionnels ou que des promotions stimulent. Il y a plus grave : le rapatriement d'unités entières prive l'Algérie de ses éléments les plus combatifs. Une lettre de Gardy, en date du 11 juillet 1961 montre bien les inquiétudes que provoque ces départs :

> Le départ de la 2e D.I. a été catastrophique. Il concrétise l'intention, avouée d'ailleurs, de ne jamais reprendre d'opérations sérieuses… Mais surtout il réalise ce fait capital que l'armée – et ses meilleurs éléments – a accepté de se réembarquer, sans doute avec désespoir, mais sans protester. Le pouvoir peut en conclure que le reste suivra{294}.

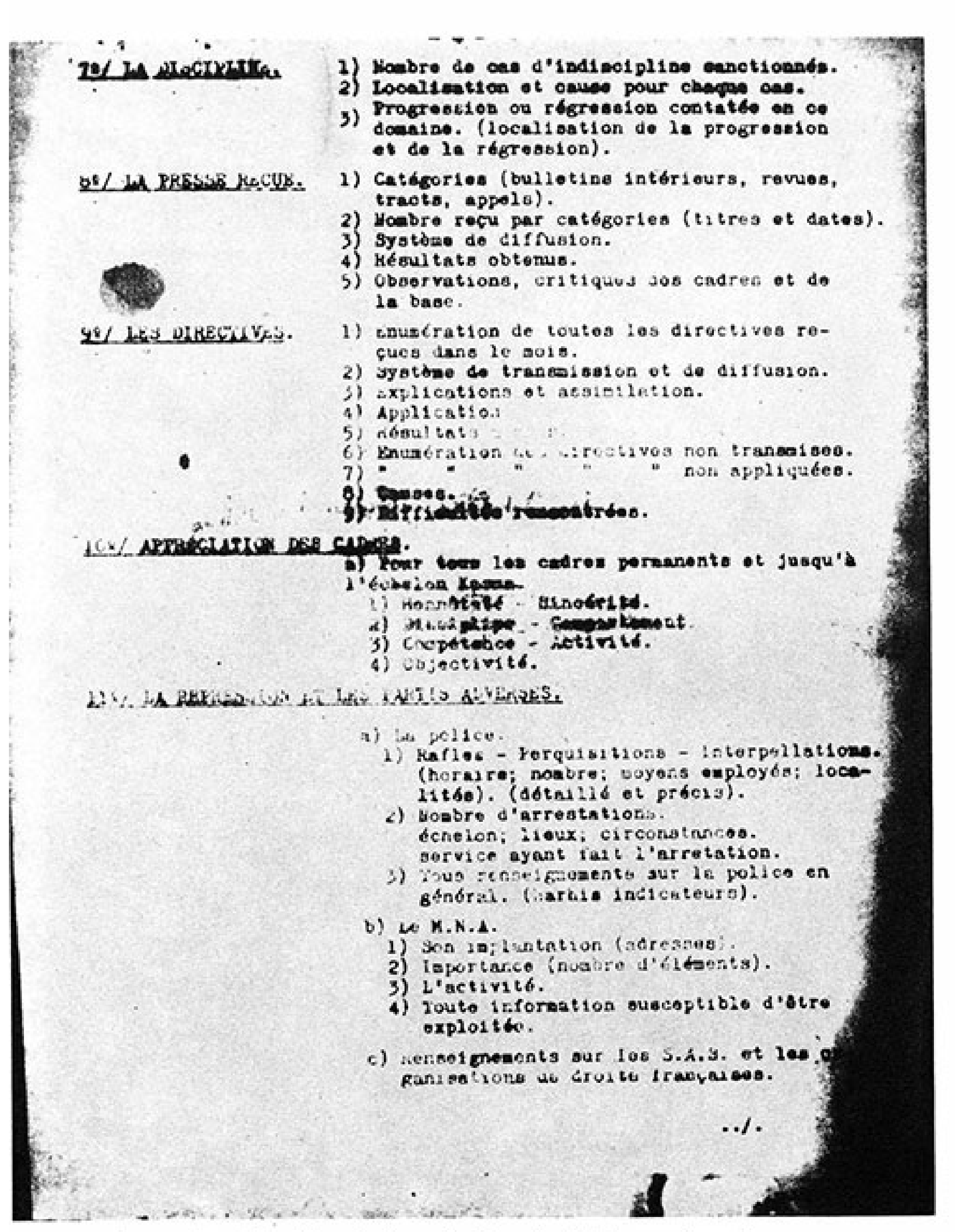
Salan essaie de se consoler avec cette idée que ces unités renforceront le front métropolitain. Ici l'erreur est totale. Arrachées aux violences algériennes, plongées dans un milieu qui vit dans les douceurs de la paix, ces troupes ne peuvent que se démobiliser moralement.

Susini pour sa part ne se fait pas d'illusions :

> Il était certain, écrit-il, que les fonctionnaires porteurs d'uniformes garderaient les yeux obstinément fixés sur la discipline de leur carrière et que rien, ni sang, ni défaite, ni drame national, ne pourrait rompre leur belle fermeté{295}.

Pour redresser ce cours, l'action psychologique reste un moyen très insuffisant. Les tracts, le journal clandestin *Les Centurions*, animé par le colonel Broizat et qui s'adresse aux officiers ne peuvent guère qu'énumérer des thèmes connus : aspects désastreux de la politique gaulliste, reniements, et en contrepartie sentiment de l'honneur et respect du serment. C'est dans le même sens que Château-Jobert écrira plus tard au général Ducourneau. Ces arguments s'adressent à la conscience, et comme tels *ne touchent que des individus, non un corps pris dans sa totalité.* Ils provoqueront un certain nombre de désertions, surtout en métropole. Mais l'appel aux bons sentiments ne peut suffire. Il faudrait que l'Armée se trouvât placée devant une situation telle qu'elle ne pût faire autrement que de jeter ses forces dans la balance.

Cette situation peut-elle se présenter ? À défaut, peut-on la susciter et par quels moyens ? Et si oui, quelles seraient alors les chances de l'O.A.S. ? Ce sont là les questions qu'agitent, incertains et fiévreux, les clandestins, tandis qu'à travers les plastiquages, les meurtres, les tortures, les mouvements de foules, les voix contradictoires qui sur les ondes martèlent les mots, les échanges de notes entre Paris et Tunis, l'Histoire suit son cours.



- 4 -

7°/ LA DISCIPLINE.

1) Nombre de cas d'indiscipline sanctionnés.
2) Localisation et cause pour chaque cas.
3) Progression ou régression contatée en ce domaine. (localisation de la progression et de la régression).

8°/ LA PRESSE REÇUE.

1) Catégories (bulletins intérieurs, revues, tracts, appels).
2) Nombre reçu par catégories (titres et dates).
3) Système de diffusion.
4) Résultats obtenus.
5) Observations, critiques des cadres et de la base.

9°/ LES DIRECTIVES.

1) Enumération de toutes les directives reçues dans le mois.
2) Système de transmission et de diffusion.
3) Explications et assimilation.
4) Application
5) Résultats
6) Enumération des directives non transmises.
7) " " " " " non appliquées.
8) Causes.
9) Difficultés rencontrées.

10°/ APPRÉCIATION DES CADRES.

a) Pour tous les cadres permanents et jusqu'à l'échelon Kasma.
   1) Honnêteté - Sincérité.
   2) Discipline - Comportement.
   3) Compétence - Activité.
   4) Objectivité.

11°/ LA RÉPRESSION ET LES PARTIS ADVERSES.

a) La police.
   1) Rafles - Perquisitions - Interpellations. (horaire; nombre; moyens employés; localités). (détaillé et précis).
   2) Nombre d'arrestations. échelon; lieux; circonstances. service ayant fait l'arretation.
   3) Tous renseignements sur la police en général. (Harkis indicateurs).

b) Le M.N.A.
   1) Son implantation (adresses).
   2) Importance (nombre d'éléments).
   3) L'activité.
   4) Toute information susceptible d'être exploitée.

c) Renseignements sur les S.A.S. et les organisations de droite françaises.

../.

27. - Circulaire de l'organisation du F.L.N. en métropole.



28. - Plastic à Paris. L'O.A.S. a fait sauter une permanence du Parti Communiste, rue du Vieux-Colombier.
Phot. Keystone.

Il est urgent d'unifier tout cela.

Un capitaine para.

CHAPITRE II
LE SECOND FRONT

La différence du niveau de lutte. – La métropole donne carte blanche à de Gaulle. – Émiettement des groupes activistes. – Rivalités entre Canal et Sergent. – Devant la police, Canal se tait. – Création de l'O.R.O. : des objectifs disproportionnés aux moyens. – Offensive contre le P.C. – Raisons d'un échec. – Le réseau Armagnac : sabotages et raids contre les « tribunaux » F.L.N. – Un agent double livre facilement le réseau. – Pas d'appuis en métropole. – Répercussions politiques de l'attentat contre le « souverain ». – Le combat du C.N.R. – Bilan du second front.

Le phénomène capital qui affecte la conduite des opérations sur le théâtre métropolitain, c'est la différence du niveau de lutte.

Par différence du niveau de lutte, nous entendons l'impossibilité de donner au combat les mêmes formes, le même contenu politique, la même intensité et la même ampleur que de l'autre côté de la Méditerranée. Ici, la masse européenne fournit très vite son appui, au moins moral. Ici, cette masse est soumise à un péril angoissant et immédiatement perçu. Ici depuis six ans règne la violence : la contre-violence de l'O.A.S. s'inscrit tout naturellement dans un univers prêt à la recevoir. Ici, l'O.A.S. fait l'union sacrée des Européens.

Mais en métropole ? Les partisans de l'Algérie française affaiblis par des échecs successifs, divisés par les manœuvres du pouvoir, ne sont plus qu'une faible minorité. Une note adressée à André (capitaine Curutchet) prend tardivement conscience de cette situation : « Le référendum du 8 avril (1962) est un sérieux échec sur le plan politique. Quelle que soit la manière dont on manipule les chiffres… il n'en demeure pas moins que 90 % des suffrages exprimés ont approuvé la politique algérienne du gouvernement[296] . » *Grosso modo*, la situation n'était guère différente un an plus tôt. Quoi qu'on ait pu écrire, non sans raison, sur les méthodes employées par le pouvoir pour empêcher les partisans de l'Algérie française de s'exprimer, il restait que la majorité du pays inclinait à la négociation, qu'en disant *oui* elle donnait carte blanche à de Gaulle pour lâcher l'Algérie. L'amputation du territoire national résulta d'un accord tacite entre un homme qui l'avait concertée et un peuple qui l'avait consentie.

Cette guerre, la métropole n'en avait jamais subi les effets directs. Sur son sol les violences avaient été rares, spasmodiques, elles n'avaient guère concerné que des représentants de la force publique ou des travailleurs algériens. L'apparition du plastic troublait cette belle sérénité. Les hommes de l'O.A.S. – ou ceux qui s'en réclamaient – faisaient ainsi figure d'uniques fauteurs de désordres. La violence n'apparaissait plus comme une réponse à celle de l'ennemi, mais comme un défi lancé à des citoyens paisibles.

Même chez les deux millions de fidèles de l'Algérie française, il serait difficile de lever une armée résolue à combattre. Ces deux millions-là, dispersés au milieu de leurs compatriotes, vivaient dans un climat d'acceptation du fait accompli, et au sein d'une société euphorique. Dans leur quartier, dans leurs entreprises, ils ne pouvaient pas ne pas en subir les effets. L'engagement

dans le combat ne pouvait être le fait que d'une poignée.

Encore doit-on considérer que cette mince frange n'était guère unie que par un mot d'ordre : Algérie française. Morcelée en chapelles plus rivales qu'alliées, elle était vouée aux initiatives incohérentes. La faiblesse même de ces activismes les poussait à s'affirmer avec outrance. Les tracts, les libelles ne franchissaient guère les limites d'un petit cercle d'initiés. Il apparut à ces groupuscules que le plastic était encore le meilleur moyen d'échapper à l'obscurité. Puisqu'on plastiquait à Alger, on ferait de même ici, et bien entendu, sous un sigle connu de tous : O.A.S. La plupart de ces explosions intervinrent ainsi, hors du contrôle de la centrale d'Alger, voire de celle de Madrid, et il est vraisemblable que les plastiqués durent être choisis, selon l'humeur de tel ou tel. Le fractionnement des groupes pouvait, un temps, gêner une police qui n'était pas, initialement, des plus zélée, mais la dispersion engendrant des actes accomplis au petit bonheur, facilitait aussi bien des provocations. On vit ainsi des jeunes gens qui n'avaient pas d'intérêts à défendre en Algérie prendre par fidélité à une cause des risques qui tourneraient vite en traquenards et en prison.

Alger et Madrid se disputaient le contrôle de ces turbulences, s'efforçaient de les coiffer, de les ordonner, de les rassembler, sous un front commun, sous une direction unique, sans jamais d'ailleurs parvenir à leurs fins. Alors que les troupes activistes étaient déjà peu nombreuses, beaucoup de temps et d'efforts furent dépensés en querelles incessantes. Il apparut même que les représentants d'Alger ne parvenaient pas à se mettre d'accord entre eux. C'est ce que montre la rivalité de Canal et de Sergent.

Aussitôt après l'échec du putsch, le capitaine Sergent avait préféré regagner en juin la métropole, où il dirigeait pour le compte de Salan la Mission II[{297}]. Il était chargé à la fois de noyauter l'Armée et d'assurer l'unification des réseaux autonomes. L'efficacité de son travail à l'intérieur de l'Armée reste inconnue. La seconde partie de sa mission se solda par un échec et il était presque impossible qu'il en fût autrement.

Le 14 décembre 1961, André Canal, dit « Le Monocle », arrivait à son tour en métropole pour diriger la Mission III, et tenter de réaliser cette unité que Sergent n'avait pu obtenir. L'envoyé de Salan était un industriel qui s'était établi en Algérie en 1940. Victime d'un accident d'automobile, il avait dû subir l'énucléation de l'œil gauche, ce qui le contraignit à porter un monocle noir. D'où son surnom. Devenu l'ami de Godard, il participa aux différentes tentatives des partisans de l'Algérie française, mais, doué pour le secret, fut assez habile pour échapper aux attentions policières. À la fois prudent, obstiné et courageux, ce furent sans doute ces qualités qui dictèrent le choix de Salan, et l'incitèrent à donner à cet homme les pleins pouvoirs. Dans une lettre adressée au secrétaire de l'O.A.S.-métropole (Mission II), Salan justifiait ainsi la création de la Mission III :

> Il faut comprendre que je n'ai jamais eu le moindre papier me faisant le point exact de l'organisation en métropole, sinon quelques vagues commentaires toujours insuffisants. Je n'avais de notions précises que sur les questions militaires. J'ai donc pensé qu'il était nécessaire de créer un chapeau susceptible de coordonner les activités civiles et militaires[{298}].

L'arrivée de Canal n'arrangea rien. Elle créa une rivalité nouvelle avec Sergent, peu enclin à accepter une tutelle, et se regimbant par ailleurs contre l'autorité de Verdun[{299}] . Tout ce que put faire Canal, ce fut de créer un nouveau groupe qui effectua en particulier, sous la direction du jeune Vincent, une série de plastiquages. Entre-temps, le conflit d'autorité avec Sergent s'envenimait, et le 3 mai 1962, Canal qui s'était rendu en compagnie de quelques amis à un rendez-vous avec des représentants de Sergent, fut retenu de force toute une nuit par ceux-ci dans un café. On l'invita à reconnaître l'autorité de Sergent, faute de quoi, lui dit-on, il serait abattu sur place.

Il s'agissait à vrai dire d'une simple tentative d'intimidation, qui échoua. Canal n'était pas quelqu'un qu'on pût intimider et le matin venu, on le libéra. Quand il se fera arrêter quelques semaines plus tard, il ne cédera pas davantage aux sollicitations de la police. C'est un homme dont on ne tire rien, tout comme on ne tirera rien de Degueldre ou de l'aspirant Bernard. Les procès-verbaux de ses interrogatoires le montrent bien :

> J'endosse toute la responsabilité de toutes les actions de la Mission France III commises en métropole entre le 4 décembre 1961, date de la création de la Mission France III et le 5 mai 1962, date de mon arrestation. Après avoir pris toutes mes responsabilités dans toutes les affaires portant le sceau Mission France III, je ne tiens pas à m'expliquer en détails sur celles-ci.

Voilà, pour le premier interrogatoire. Le second n'éclaire pas davantage la police :

> D. — Nous vous présentons les photographies de trois hommes qui ont été saisies sur vous lors de votre arrestation. Qui sont ces trois hommes ?
> R. — Je ne connais pas les personnes dont les photographies ont été prises sur moi.
> D. — Il a été saisi sur vous deux lettres de la main du général Salan. En étiez-vous le destinataire ?
> R. — Non, j'étais chargé de les acheminer par des moyens sur lesquels je ne tiens pas à m'expliquer vers son destinataire Cimeterre, dont j'ignore l'identité réelle.
> D. — La lettre adressée à Cimeterre et signée Salan est datée du 4 mai 1962. Le rédacteur de cette lettre étant incarcéré à la Santé, à la date de la rédaction, comment cette lettre vous est-elle parvenue ?
> R. — Je ne peux pas vous l'indiquer, mais je certifie que ce n'est pas Mme C… qui me l'a donnée et que cette femme ne touche ni de près ni de loin à cette affaire[300]…

Il est fort peu vraisemblable que Canal ait lu l'*Attitude des bolcheviks devant les juges* du bolchevik Tchernomordik, dont nous avons cité les passages essentiels[301]. Mais il observe, une ligne de conduite voisine. Beaucoup « d'interpellés » n'opposeront pas, faute d'expérience, une défense aussi ferme, et se laisseront abuser par les divers stratagèmes qu'emploient toutes les polices du monde. D'autres pouvaient difficilement nier : tout, ou presque est noté sur les papiers qu'on découvre sur eux ou à leur domicile[302].

L'inexpérience, les imprudences, le manque de cloisonnement à l'intérieur des divers réseaux, l'inefficacité de la défense contre les agents provocateurs devaient fatalement aboutir dans des délais assez brefs à leur démantèlement. Ce fut en grande partie avec les rescapés de ces divers réseaux que fut créé l'O.R.O., qui entendait donner à son action d'autres formes que le plastiquage improvisé.

L'O.R.O. (Organisation, Renseignement, Opérations), prise en mains par le capitaine Curutchet sous les ordres de Sergent, constitua dans la branche *Opérations*, la plus importante, l'élément de combat de la Mission II. Curutchet dans le procès-verbal de son interrogatoire expliqua ainsi la création de cet organisme :

> Il avait été jugé indispensable par la Délégation générale en métropole de rassembler toutes ces équipes et de les maintenir dans un organisme d'allure militaire, de façon à garder le maximum de contacts compatible avec les exigences de la clandestinité sur toutes ces équipes et sur leurs chefs. Ceci afin d'éviter soigneusement toute initiative irréfléchie, toute dispersion des moyens et des missions, en un mot de disposer d'un réseau de combattants, analogue à ceux de la Résistance militaire de 1942-1944[303].

Aux plastiquages incohérents et impopulaires, l'O.A.S.-métro a donc l'intention de substituer des opérations du type commando, contre des objectifs soigneusement sélectionnés par un état-major, à des fins politiques ou militaires. Il faut noter à ce sujet deux choses : d'abord cette réorganisation est tardive (elle n'intervient guère qu'en février 1962) ; en second lieu, les opérations doivent être synchronisées avec l'offensive O.A.S. en Algérie, en fonction des moyens de l'O.A.S.-métro. En effet, dans l'Instruction nº 29 de Salan (25 février 1962), un bref passage indique *in fine* le rôle dévolu aux forces de métropole :

> Le Délégué général en métropole s'efforcera d'adapter ses moyens et ses possibilités en métropole dans le même sens qu'en Algérie. Il va de soi que des facteurs supplémentaires interviennent. *Ils sont essentiellement orientés vers la manœuvre politique qui ne manquera pas de se réveiller à la faveur de l'action en Algérie à partir du moment où*

elle apparaîtra clairement[304]… En tout état de cause, tous les secteurs doivent être allumés et l'esprit insurrectionnel généralisé.

Les « manœuvres politiques » reposent évidemment sur l'espoir d'un *réveil* de l'opinion métropolitaine. Il s'agit là d'une illusion. À partir du cessez-le-feu, le temps, comme nous l'avons vu, ne travaille plus pour l'O.A.S. La fin des négociations, loin de provoquer un choc, va précipiter les résignations, et ruiner ainsi des manœuvres qui avaient commencé à s'exprimer, en particulier au Parlement avec le vote de quatre-vingts députés en faveur de ce qu'on a appelé l'« amendement Salan ». Par conséquent, les opérations armées, menées avec des troupes déjà décimées par les arrestations, au lieu d'appuyer une offensive politique d'une ampleur croissante, vont se dérouler, sans le renfort (essentiel) de ces « facteurs supplémentaires ». Le terrorisme, coordonné par un état-major et synchronisé avec celui d'Alger, succède au bout de dix mois au stade du terrorisme épars et anarchique, *mais dans une phase de recul politique*. Les moyens sont réduits, l'entreprise est tardive et isolée. Aussi la traduction pratique de l'Instruction n° 29 par une note de service de l'O.A.S.-métro (mars 1962) connue sous le nom de plan « passodoble »[305] apparaît-elle des plus mythiques. La note fixe trois objectifs pour la « phase finale » :

1. paralysie du pouvoir gaulliste (par exemple, par des sabotages des circuits téléphoniques inter-régionaux, des circuits interdépartementaux civils et militaires, etc.) ;

2. création d'un climat d'insécurité généralisée, par des coups de feu sur des véhicules ou des passants isolés *sans les blesser*, des attentats contre des personnalités communistes ou gaullistes, etc. ;

3. paralysie totale du pays (sabotages de voies ferrées, lignes téléphoniques, lignes à haute tension, écluses, incendie d'avions sur des aérodromes, etc.[306]).

Comment pourrait-on atteindre l'ensemble de ces objectifs, alors que les groupes O.R.O., déjà peu nombreux, ne forment qu'un rassemblement hâtif de « récupérés » ? L'échec du Plan « S » de l'I.R.A., mené pourtant par une organisation qui bénéficiait d'une longue expérience clandestine, montre bien l'irréalisme auquel cèdent souvent les états-majors qui s'agitent dans l'ombre.

Par la force des choses, l'O.R.O. dut se limiter à des entreprises beaucoup plus modestes, ainsi qu'il ressortira de l'interrogatoire de Curutchet :

> Les opérations menées par l'O.R.O. peuvent être classées en trois grandes familles : harcèlement de locaux du parti communiste, destructions mineures effectuées sur les voies de communications (voies ferrées, lignes de haute tension, P.T.T. et canaux), et enfin coups de main contre les pseudo-tribunaux de la Fédération de France du F.L.N. Tandis que les deux premières relèvent du domaine politico-psychologique, la troisième seule présente le caractère de véritable opération de guérilla[307].

En quoi consistent ces opérations politico-psychologiques ? D'une part, elles procèdent d'un esprit de diversion : il s'agit d'immobiliser sur le sol métropolitain, le maximum de forces de l'ordre afin de soulager d'autant le front algérien. Ceci est en effet possible avec des moyens modestes, et demeure conforme à la stratégie générale des entreprises subversives.

Les opérations « anti-P.C. » poursuivent un objectif plus ambitieux, sur lequel Curutchet s'explique ainsi :

> Il s'agissait de provoquer l'éclatement de la coalition des milieux de droite et de gauche avec le pouvoir, coalition permettant à ce dernier de faire appliquer sa politique algérienne. Cette rupture devait être la conséquence de la réaction du pouvoir, ou de son absence de réaction, face au désordre créé par le Parti Communiste Français, à la suite de notre offensive… dans l'une comme dans l'autre de ces deux hypothèses, on pouvait espérer la « remise en selle » de l'Armée en tant qu'élément important de la situation politique en métropole, ainsi que le souhaitait l'Instruction n° 19[308].

Voici un exemple caractéristique d'une de ces opérations, décrite par une note de service en

date du 7 janvier 1962 :

> Objet : Opération Kossuth.
>
> L'opération réussie dans la nuit du 4 au 5 janvier 1962 contre le siège du P.C., carrefour Kossuth, à Paris, est une réussite au triple point de vue :
>
> – *technique :* peu de moyens en jeu (une Dauphine, trois hommes, un pistolet mitrailleur, douze cartouches) ont suffi pour opposer dix mille manifestants communistes et huit mille policiers et C.R.S. ;
>
> – *politique :* le P.C. a été forcé de réagir et de faire descendre ses gens dans la rue, ce qui nous permet de l'évaluer. Le gouvernement, pris entre deux feux, est mis dans une situation embarrassante : interdire la manifestation = se faire accuser de soutenir l'O.A.S., l'autoriser = risque d'action de nos sections spéciales. Les adversaires de l'O.A.S. sont divisés : ainsi, la S.F.I.O. se réjouit, du bon coup porté aux communistes. Aucune réaction syndicale commune n'a été possible : d'où la perspective d'un Front Populaire s'estompe ;
>
> – *psychologique :* de quelque bord qu'il soit, le Français admire l'audace de notre section spéciale, qui a réussi son coup en plein Paris, à quelques mètres d'un car de police{309}.

Nous avons là, en effet, le type d'une action qui correspond à la différence du niveau de lutte : l'objectif n'est pas ici d'agir au nom de l'Algérie française, mais d'exploiter les contradictions de l'adversaire. L'O.A.S.-métro fait porter son offensive à la charnière d'une coalition fragile : forces d'extrême gauche et forces gouvernementales. Avec des moyens militaires insignifiants, elle s'efforce de précipiter des conséquences politiques. Si ce type d'action peut être généralisé, l'O.A.S.-métro escompte soit une coupure profonde entre le P.C. et le gouvernement (et celui-ci, déjà attaqué par l'O.A.S., se trouvera dangereusement isolé), soit des concessions croissantes du gouvernement au P.C., et par suite une vive réaction de l'opinion modérée et de l'Armée, par crainte d'un nouveau Front Populaire. Dans cette seconde hypothèse, l'O.A.S.-métro trouverait vite des concours et des renforts.

Toutefois, ces harcèlements, qui se poursuivirent ici ou là, ne donnent pas les résultats escomptés. Curutchet déclare à ce propos :

> En fait… la réaction du Parti Communiste Français fut moins dure que prévue. Bien que la base ait souvent protesté contre la mollesse des dirigeants du parti… bien qu'elle ait même demandé l'autorisation d'entreprendre des opérations de représailles, avec l'armement dont elle disposait, les seules concessions faites par le Comité Central furent de confier la garde de nuit des permanences de quartier, de l'imprimerie de *L'Humanité* et du siège central du carrefour de Châteaudun, à des groupes de sept à huit militants armés… Finalement, comme je le préconisais, il fut décidé de mettre fin à ce genre d'opérations parce qu'il était désormais prouvé qu'elles étaient sans objet{310}.

L'analyse est ici sommaire et confuse. Ce n'est pas parce que la direction du P.C. est « molle », qu'elle ne réagit pas. C'est parce qu'elle a rapidement compris le sens de la manœuvre O.A.S., et qu'elle évite de tomber dans le piège qu'on lui tend. Le P.C. ne se dérobe pas devant une épreuve de force. Il veille, pour employer le langage des escrimeurs, à ne pas « donner de fer ». Il se contente *pour la forme* de protester et de manifester. Et sa réaction contre l'O.A.S. n'est pas nulle : elle prend seulement des formes clandestines.

Le P.C.F. et le gouvernement sont fondamentalement d'accord sur un même objectif : faire aboutir les négociations avec le F.L.N., le premier faisant sans cesse pression sur le second en ce sens. Ce n'est pas en janvier ni en février 1962, au moment où il est clair, pour tout esprit averti, que les négociations aboutiront coûte que coûte, que la direction communiste va contribuer à des désordres qui ne pourraient que retarder cette échéance. Ce qui ruine le calcul de l'O.A.S.-métro c'est une fois de plus le facteur *temps*. Il serait vain de se demander comment les choses auraient tourné si les harcèlements de l'O.R.O. avaient débuté six mois plus tôt, alors que les négociations se trouvaient dans l'impasse, car trop d'inconnues entreraient en jeu. Mais il était simpliste de croire qu'on pouvait, dans la phase terminale du conflit algérien, semer la panique à l'intérieur de l'« appareil » communiste. Celui-ci avait quarante-deux ans d'expérience derrière lui, sans compter celle que lui avait léguée la section russe. L'erreur de l'O.A.S.-métro est double : elle procède à la fois d'une méconnaissance de la situation politique, et d'une analyse superficielle du comportement bolchevik.

L'O.R.O. n'en poursuivit pas moins son offensive sous forme, soit de sabotages, soit de raids contre les « tribunaux » du F.L.N. Le volumineux dossier du réseau Armagnac nous renseigne à ce sujet de façon très détaillée – sinon toujours très sûre – car il faut considérer que les accusés s'efforcent de dissimuler à la police et aux tribunaux au moins une part de leurs activités.

À la fin de décembre 1961, Armagnac, qui avait milité clandestinement à Bordeaux en liaison avec un groupe activiste, le « maquis Résurrection-Patrie[{311}] », vint à Paris où il finit par rencontrer Curutchet. Il accepta de travailler sous sa direction et à partir de février 1962, seize commandos, numérotés de 101 à 116, furent constitués (mais dont certains n'auraient eu d'existence que sur le papier). Chacun de ces commandos ne comprenait que quelques hommes, dont une partie seulement furent identifiés lors du procès. On peut très approximativement supposer que leur nombre n'excédait pas trente à quarante personnes.

De février à juin 1962 ces commandos réalisèrent une quarantaine d'actes terroristes qui peuvent, conformément à la note attribuée à Curutchet, être répartis en trois groupes :

1. *Harcèlements* de locaux communistes ou de la force publique : par exemple : contre des permanences, rue de Meaux, rue Dareau, à Montreuil-sous-Bois, Neuilly, etc. ; coups de feu tirés contre la façade de la gendarmerie d'Orsay, rafales contre une gendarmerie de Chartres.

2. *Sabotages* de poteaux téléphoniques à Juvisy, de matériel S.N.C.F. à Saint-Nom-la-Bretèche, L'Étang-la-Ville, d'installations S.N.C.F. à Auffargis, d'un pylône E.D.F. près de Sarcelles, etc. Sur ce plan, l'opération la plus retentissante fut la tentative dirigée contre le port de Conflans-Sainte-Honorine. L'objectif visé était d'incendier des dépôts de carburant et des péniches chargées de fuel. Si la tentative avait pleinement réussi, le mazout enflammé se serait répandu jusqu'au confluent, paralysant ainsi le trafic fluvial. Mais le mauvais fonctionnement des matériaux provoqua seulement un début d'incendie vite étouffé. Toutefois, cet essai de sabotage eut un assez gros retentissement.

3. *Attentats contre des tribunaux F.L.N.* installés dans des cafés musulmans. Les précédentes tentatives ne visaient que des destructions de locaux ou de matériel. Cette fois, au contraire, les mitraillages effectués en général à bord de voitures, furent dirigés contre des consommateurs algériens et firent des morts et des blessés. Furent ainsi mitraillés : des cafés à Saint-Ouen, rue de la Croix-Nivert, rue Petit, rue Ponceau, au Bourget, à Issy-les-Moulineaux, etc. Selon l'interrogatoire de Curutchet, les commandos agissaient sur renseignements précis fournis par des éléments de la police[{312}].

Le champ d'opération de ces groupes fut pratiquement limité à la région parisienne. L'inexistence ou l'extrême faiblesse d'équipes similaires en province[{313}] est mise en évidence par le fait suivant : le harcèlement de la gendarmerie de Chartres fut exécuté sur ordre de Curutchet, afin de frapper l'opinion et faire croire que des commandos agissaient aussi en province.

À ces actes, il convient d'ajouter l'exécution d'un agent double abattu le 21 mai 1962.

C'est par les agissements d'un autre indicateur que le réseau Armagnac devait être finalement démantelé. Un certain Aycaguer, présenté à d'Armagnac le 1er juin fut, afin de le mettre à l'épreuve, placé à la tête du commando 115. On le chargea avec deux de ses camarades, de mitrailler un café musulman au Bourget. Dès qu'il eut reçu ces instructions, Aycaguer téléphona au « bureau de liaison » de la police, l'avertissant de l'attentat qui se projetait[{314}].

L'attentat n'en eut pas moins lieu, le 23 juin. Mais dès le 25 juin, grâce aux indications d'Aycaguer, un des membres de l'O.R.O. était appréhendé. Le 28, quatre autres étaient arrêtés et le 30 c'était le tour de d'Armagnac. Dans la serviette de celui-ci, de nombreux documents furent saisis. « Après son arrestation, il (Aycaguer) continua à collaborer avec les services de police.

Aycaguer a d'ailleurs précisé qu'il avait été rétribué par ceux-ci. Il a perçu un total d'environ deux millions d'anciens francs[315]. » Armagnac, qui était l'adjoint direct de Curutchet, recevait pour sa part de celui-ci cent mille anciens francs par mois.

L'arrestation de d'Armagnac porta un coup fatal au réseau et Curutchet n'eut d'autre ressource que de se réfugier en Belgique. Un mois à peine avait suffi à un seul homme pour arriver à ce résultat et quelques jours à la police pour mettre la main sur le principal responsable du groupe. On aboutit à des conclusions à peu près semblables en ce qui concerne les réseaux Canal ou Bastien-Thiry, et sans doute plus d'un autre.

Ainsi se révèle une des faiblesses essentielles de ces groupes, fort actifs par ailleurs, si l'on tient compte de ce qu'ils ne furent jamais bien nombreux[316] ; l'absence d'un strict cloisonnement qui aurait permis de limiter les dégâts provoqués par la délation ou l'arrestation d'un des membres du réseau. Si l'on se reporte au texte du réquisitoire contre le réseau Armagnac, on constate que celui-ci, *adjoint direct de Curutchet,* était en relations personnelles avec une douzaine de chefs de commandos (dont Aycaguer), sans compter d'autres contacts. Structure fragile, à la merci de la première faille.

Les commandos Action bénéficiaient néanmoins de l'appui d'un réseau de soutien, chargé de diverses tâches : hébergement, renseignement ou propagande. Ce réseau, assez faible, semble avoir groupé une douzaine de personnes.

Une brève étude sociologique du réseau Armagnac n'est pas ici inutile. Sur une quarantaine de membres déférés au Parquet, on trouve des gens de toutes classes sociales, en majorité ouvriers, étudiants ou militaires, presque tous en tout cas de condition modeste. Mais il est significatif de constater que la plupart d'entre eux ont été directement touchés par les événements d'Indochine ou d'Algérie. Sur trente-cinq accusés comparaissant devant le tribunal, vingt-neuf, ou bien ont combattu sur ces théâtres d'opérations (parfois sur les deux), ou bien sont nés en Algérie, ou bien y ont accompli un séjour. Un bon nombre ont servi dans des unités d'élite (commandos de chasse ou paras). Leur engagement dans l'action est donc la suite logique d'expériences vécues, qui les ont profondément marqués.

En revanche leurs attaches avec la réalité métropolitaine, leur « implantation » dans la société hexagonale, se réduisent à fort peu de chose, et l'aide qu'ils en reçoivent est à peu près nulle. Cette constatation confirme le divorce existant entre les opinions des deux côtés de la Méditerranée. On peut dire que le réseau Armagnac est un commando « parachuté » dans un milieu étranger, sinon nécessairement hostile, du moins peu réceptif. À terme l'échec est inscrit, tôt ou tard, dans ces constatations, le réseau, isolé, ne pouvant guère recevoir du milieu où il agit, appui, ravitaillement, renseignements, protection. Et il va de soi que le particularisme sociologique de ses membres facilite considérablement le « repérage » policier.

Ceci confirme que les deux millions de sympathisants Algérie française n'ont pas fourni à la lutte leur quote-part. Les résultats du référendum y furent certes pour quelque chose. Et d'autre part l'action de l'O.R.O. est intervenue dans une période (février-juin 1962) où il apparut à l'opinion métropolitaine que la partie était perdue en Algérie.

N'y avait-il pas toutefois une autre voie pour créer, avec des moyens restreints un état de crise grave ? Ici, on ne peut manquer d'évoquer la perspective d'un attentat contre de Gaulle, n° 1 du régime. Pour reprendre la terminologie des hommes de la *Narodnaïa Volia* et des S.R., l'attentat terroriste contre le « centre des centres » était-il pour l'O.A.S. une donnée de la situation ?

Les conséquences politiques d'un attentat contre un chef de l'État varient selon sa personnalité et selon la nature du régime. Dans le cas d'une monarchie héréditaire, le remplacement du souverain pose peu de problèmes. Si le régime monarchique est

traditionnellement admis, l’héritier prend sa place, et nous avons vu que la *Narodnaïa Volia* n’avait rien gagné, au contraire, au change. Le trouble provoqué par la question de la succession dans un régime véritablement démocratique, est également de courte durée. Un exemple récent en a été fourni avec le meurtre de Kennedy. En revanche, quand le souverain domine l’État de tout le poids de sa personnalité, et que la nation est engagée dans une grave épreuve de force, la disparition subite de l’homme « providentiel » crée un vide vertigineux. Dans le cas de de Gaulle, il suffit de rappeler que le problème de sa succession continue à tracasser bien des esprits, alors même que le pays a retrouvé son calme. De Gaulle tombant sous les balles, tout l’échiquier politique français se trouvait bouleversé.

Le général Salan a toujours nié avoir encouragé de tels projets, et aucune preuve n’a jamais été fournie qu’il les ait en sous-main inspirés. En fut-il de même dans son entourage ? Godard aurait écrit dans un message adressé le 3 septembre 1961 à Gardy, Gardes, Perez et Susini : « Au sujet de l’objectif n° 1 (Grande Zohra), il me semble que l’équipe dont m’a entretenu Jeanine (Susini) devrait être récupérée et décuplée au plus tôt en liaison avec Sierra (Sergent)[317]. »

Mais le texte même de Godard suggère que l’initiative du projet fut autonome (l’équipe doit être « récupérée »), et rien n’est venu confirmer qu’aucun projet ou tentative d’attentat ait été conçu sous le patronage de l’état-major O.A.S. d’Alger, ou de certains de ses membres. On se doute pourtant que les hommes qui furent impliqués dans de telles affaires furent soigneusement questionnés.

Chronologiquement, les tentatives d’attentat connues contre de Gaulle furent les suivantes : attentat de Pont-sur-Seine, le 8 septembre 1961 ; différents projets, en particulier des opérations Chamois (tireurs munis de fusils à lunettes), auraient été envisagés dans le courant de juin 1962 par des hommes de Curutchet, mais n’auraient pu être mis au point ; le 22 août 1962, attentat au Petit-Clamart sous la direction du colonel Bastien-Thiry ; enfin, en février 1963, préparatifs d’un attentat à l’École Militaire par un autre groupe de conjurés.

Une chose attire tout de suite l’attention : un seul attentat contre de Gaulle aurait été commis pendant la période où l’O.A.S.-Algérie menait la lutte ; les autres ont été conçus ou réalisés alors que la perte du territoire algérien était consommée ou sur le point de l’être, et que le Comité National de la Résistance, relayant l’O.A.S., assurait la permanence du combat contre le régime gaulliste.

Cette constatation éclaire le véritable caractère des diverses tentatives de régicide. À l’exception peut-être[318] de Pont-sur-Seine, *elles naquirent de la colère provoquée par la perte de l’Algérie, et non de la volonté délibérée de conjurer cette perte par la mise à mort du souverain.*

Nous n’aborderons pas ici les aspects divers de la lutte menée ultérieurement au nom du C.N.R. Postérieure à l’indépendance de l’Algérie, cette lutte tente de prolonger pour une part le combat mené par l’O.A.S. Elle s’en distingue toutefois dans la mesure où elle ne se justifie plus par la volonté d’empêcher la mutilation du territoire national, mais par celle de détruire le régime gaulliste. L’arbitraire de ce régime, ses sympathies neutralistes, son hostilité au pacte atlantique, les obstacles qu’il oppose en permanence à la création d’une Europe unie, constituent les fondements essentiels de cette lutte. Le C.N.R. d’ailleurs n’a eu qu’une existence théorique. Un de ses chefs, Argoud, a été enlevé en Allemagne, son président Bidault n’a pu trouver abri qu’au Brésil. Les arrestations ou les divisions intérieures l’ont pratiquement disloqué. Il semble toutefois que certains réseaux subsistent dans l’ombre, limitant leurs tâches à quelques entreprises de propagande. Le plus actif est sans doute celui que dirige le capitaine Sergent. La nature même du régime explique la persistance de telles entreprises, enveloppées de mystère, qui

n’ont, dans les circonstances actuelles, aucune chance pratique d’aboutir, mais qu’une nouvelle secousse intérieure ou extérieure, pourrait relancer[319].

L’échec du second front est dû à la fois, et à l’éparpillement des forces, et à l’impossibilité de dissocier la coalition des partis qui soutenaient de Gaulle. Il est inutile d’épiloguer longuement sur le premier point.

Si l’unité de direction avait pu être assurée en métropole dans les semaines qui suivirent l’échec du putsch, l’O.A.S.-métro aurait-elle été en mesure de créer un désordre tel que le régime en eût été trop affaibli pour briser l’O.A.S. sur le théâtre algérien ? Il est difficile de donner une réponse à cette question. Sans doute, le régime bénéficiait de l’appui qu’il avait obtenu au référendum, et de cette crainte qui s’exprimait souvent par cette question : « Qui, après de Gaulle ? » Mais tant qu’il ne parvenait pas à régler la question algérienne, il demeurait singulièrement fragile.

On trouve la preuve de cette fragilité dans les moyens auxquels il dut recourir pour annihiler en métropole une menace bien moins redoutable que celle de l’O.A.S.-Algérie. À côté de la police officielle, réorganisée pour les besoins de la lutte avec le concours de policiers souvent progressistes, on vit apparaître des groupes parallèles : Comité de Défense de la République, Républicains français, qui se mirent à menacer ceux qui étaient suspects d’avoir des opinions « Algérie française ». C’étaient là les répliques affaiblies des « barbouzes ». Comme en Algérie, le pouvoir eut recours à des camps d’internement pour y enfermer les suspects. Et comme il ne pouvait compter sur les formes classiques de la Justice pour assurer la répression, il dut créer des juridictions d’exception[320]. Il fallut plusieurs essais avant de mettre au point l’outil qui lui donnerait enfin pleine satisfaction : la Cour de Sûreté de l’État.

L’adoption de telles mesures (faut-il y ajouter certains plastiquages dont les origines restent suspectes ?), les concours occultes que le P.C. sut vraisemblablement fournir[321], montrent que le pouvoir fut contraint de recourir à des méthodes para-légales, pour se maintenir dans cette passe difficile. Mais sa chute, ou à défaut sa paralysie ne pouvait résulter que de la dissociation des forces politiques qui le soutenaient. C’était bien ce que recherchait Salan. Pour atteindre toutefois cet objectif, manquait un appareil politique et militaire possédant des antennes dans tous les milieux, capable d’exploiter les diverses oppositions sociales (paysans, syndicats), les réticences des administrations, les hésitations des notables, capable aussi de coordonner les manifestations à ciel ouvert et les opérations clandestines. De toute façon, sa marge de manœuvre aurait été strictement limitée par la conclusion des accords d’Évian. Ce seuil franchi, de Gaulle était vainqueur. Plus rien ne pouvait s’opposer à ses entreprises.

Nous écoutions les aiguilles des horloges qui couraient à pas bruyants et réguliers. Elles tenaient notre sort enfermé dans leurs cadrans et nous le savions. Elles s'arrêteraient au bout d'une année, en coupant le souffle de la résistance, comme elles avaient limité à quatre jours les chances du soulèvement militaire.

SUSINI.

CHAPITRE III
DERNIERS COMBATS

Mai 1962. – Aléas et péripéties des jours de terreur. – Février 1962 : Salan trace son plan de bataille dans l'Instruction n° 29 : harcèlements dans les villes, maquis dans le bled. – L'O.A.S. perd la bataille de Bab-el-Oued. – Une fusillade tragique. – Étranges propos d'un haut fonctionnaire. – Échec du maquis de l'Ouarsenis. – Un mois de revers. – Les accords d'Évian ont créé l'irréversible. – Assiégée dans les villes, l'O.A.S. a recours à la terreur systématique. – Obus sur la Casbah. – Attentats aveugles. – Ségrégation de fait et contagion de la peur. – À partir du 10 janvier, le G.P.R.A. engage ouvertement la lutte contre l'O.A.S. – Série d'enlèvements. – Deux précédents. – L'Armée cesse d'être une protection. – Broizat et Château-Jobert contre la terreur de masse. – La partition, seule issue ? – La base oranaise. – Susini joue la carte de la négociation préconisée par Broizat. – Les rançons de la défaite. – Brèves remarques sur une bataille perdue.

Le 18 mai 1962 fut en Algérie une journée comme les autres : on continua à tuer. Les journaux annoncèrent le lendemain que les attentats avaient fait quinze morts et onze blessés. Ce n'était pas un des plus lourds bilans. Le 2, un camion piégé avait explosé dans le port d'Alger, fauchant et déchiquetant les corps des dockers musulmans. Sur place, on releva soixante-deux morts. Les jours qui avaient précédé cette boucherie, et les jours qui la suivirent, des Européens, l'arme au poing, avaient fait la chasse à tout musulman qui se risquait dans leur quartier. La ville européenne devait rester interdite à tout suspect. Et on était suspect de par la couleur de sa peau. Les uns tiraient, d'autres tombaient. On alignait les cadavres le long des trottoirs. Et on attendait les ambulances qui survenaient dans le hurlement de leurs sirènes. Alger vivait ainsi depuis un mois : dans le bruit des sirènes, dans le fracas des plastics, dans le tumulte des bouclages, dans le déchirement des rafales, dans la puanteur grandissante des ordures qu'on n'enlevait plus.

La veille, Yazid, porte-parole du G.P.R.A. avait déclaré à Tunis que Si Azzedine avait eu raison. Ce Si Azzedine était le commandant de la willaya IV, celle d'Alger. Le 14, ses commandos descendirent au quartier européen et y firent dix-sept morts et quarante-cinq blessés. C'était un avertissement. Si Azzedine prévint la presse française que les musulmans ne se laisseraient pas impunément affamer et massacrer. On pouvait craindre le pire. Les journaux métropolitains furent d'avis que la situation était grave.

M. Fouchet, qui avait remplacé comme délégué général M. Morin, pensait lui aussi que la situation était grave. Le 11, il avait tenu une conférence de presse et annoncé des mesures fermes : il sévirait même contre ceux qui aideraient l'O.A.S. « par omission ». Les mesures, le préfet d'Oran, Biget, les avait déjà prises. Le 12, il fit savoir qu'il avait fait arrêter et expédier au

Sahara les notables qui n'avaient « rien fait pour combattre la violence » (celle de l'O.A.S., pas celle du F.L.N.). « Il ne s'agit pas, dit-il, pour tous ces gens d'aller prendre des vacances en métropole ou d'aller au festival de Cannes. »

Était-ce le festival de Cannes qui attirait de plus en plus les Pieds-Noirs ? En tout cas, ils partaient. Ils assiégeaient l'aérodrome de la Maison Blanche à Alger. Ils couchaient à même le sol, parfois deux ou trois jours, dans l'attente d'une place. Des places, il n'y en avait pas beaucoup. Sur les soixante-douze que comptait une Caravelle, les deux tiers étaient réservées à des « prioritaires », personnalités officielles ou militaires. Les femmes et les enfants Pieds-Noirs après ! Quand le guichet de l'aérodrome s'ouvrait, c'était la ruée et la mêlée pour arracher un numéro d'appel. Le service d'ordre contemplait, impassible, le déroulement de cette bagarre. Que le plus fort gagne !

En ce mois de mai, dans le bled constantinois, la récolte s'annonçait splendide. Mais les agriculteurs partaient. Les commerçants partaient. Les fonctionnaires voulaient partir. Ces gens étaient gagnés par une fièvre bizarre. Comme on demandait à un colon pourquoi il bouclait ses valises : « Qu'est-ce qui me prouve, dit-il, que les signataires des accords d'Évian seront encore au pouvoir demain ? » Dans le numéro de *France-Observateur* qui enregistrait ces propos pessimistes, on pouvait lire par ailleurs que « la grande peur du Petit Blanc, est profondément, essentiellement irrationnelle, alors que les accords d'Évian relèvent du domaine de la logique et de la raison ».

À Alger, cependant, d'autres représentants de la presse s'agglutinaient autour de Si Azzedine et de Si Taïeb son adjoint. Que disaient les honorables Si Azzedine et Si Taïeb ? Ils répétaient à tue-tête que ça ne pouvait pas continuer comme ça. Qu'est-ce qui ne pouvait pas continuer ? Eh bien ! par exemple, qu'ils aient pris la peine de remettre aux autorités une liste de « cinq mille O.A.S. repérés et fichés » et qu'on n'ait même pas utilisé, disaient-ils, ces renseignements. Pourtant, dès le 2 mai, Algérie-Presse Service s'était donné la peine d'écrire que « *face à l'ennemi commun*, au fascisme de l'O.A.S., il devient urgent d'utiliser les moyens les plus énergiques. La coopération passe par la destruction, l'anéantissement des bandes de l'O.A.S. ». Eh bien ! en ce 18 mai, on ne coopérait pas ou on coopérait mal. Du côté de l'Armée, par exemple, l'épuration n'était pas faite. Si Taïeb voulut bien admettre que les « chasseurs de fellagha impénitents » n'étaient qu'une minorité. Il admit encore qu'il était illusoire d'espérer de ces gens une reconversion immédiate. Mais qu'on les dégageât en métropole !

Ces exigences parurent dans *Libération* du 18 mai. La veille, *Le Monde* annonçait qu'on avait pris une décision importante : certaines unités, les zouaves, notamment, seraient relevées à la Casbah, Climat de France et Bab-el-Oued.

Au nombre des « chasseurs impénitents » dont parlait Si Taïeb se trouvait le commandant du 12e bataillon d'infanterie, cantonné dans le sous-secteur d'El-Biar-La Bouzareah. Cet officier avait cru remarquer que, depuis le mois d'avril, les commandos de Si Azzedine enlevaient systématiquement des Européens. À partir du 8 mai, ce commandant, qui avait signalé la chose, eut une ligne de conduite très simple à tenir : si une disparition lui était signalée, il devait en saisir la commission mixte franco-F.L.N.

Le commandant avait du mépris, sans doute, pour les commissions mixtes. Contrairement aux ordres, il maintint des patrouilles en quartier musulman. Contrairement aux ordres, il empêcha ainsi un certain nombre d'enlèvements. Et désobéissant toujours, il lança trois opérations dans le quartier du Beau-Fraisier :

– villa Hamza, il trouva deux Européens séquestrés, dont l'un avait été « schlagué » tous les jours ;

– villa Ichissi, il découvrit un charnier de neuf corps fraîchement inhumés, torturés d'une façon telle que l'identification directe s'avérait impossible. Et il procéda à l'arrestation de la cellule F.L.N. qui « travaillait » dans cette villa ;

– villa Macoussi, il trouva deux morts enterrés dans le jardin. D'autres cadavres étaient sans doute enfouis, mais la patrouille qui avait dû affronter des éléments de la force locale, et dont un sous-lieutenant avait été tué, fut contrainte au repli.

Le commandant n'eut pas le loisir d'explorer d'autres villas. Après son raid sur la villa Ichissi, il reçut un coup de téléphone d'un fonctionnaire du Rocher Noir. On le prévenait que Farès et Fouchet avaient été « agacés » par l'arrestation de la cellule F.L.N.

Par l'effet de cet « agacement », le 22 mai, le commandant et son bataillon reçurent l'ordre de quitter Alger, en même temps que le 23e R.I.M.A. de Maison-Carrée. C'était « le seul autre corps d'Alger qui ait pris des mesures efficaces pour empêcher les enlèvements, qui ait découvert un charnier (dix-neuf corps), qui ait arrêté une équipe F.L.N.[322] ». Par la suite, le commandant fut consigné dans un camp de la Mitidja. Bien plus tard, dans un mémorandum adressé à la Cour de Sûreté de l'État, il devait estimer que du 19 mai au 3 juin, quatre cent trente-cinq disparitions avaient été signalées à Alger.

Quelques jours avant que le commandant ne fût déplacé, le correspondant du *Monde* avait fait une remarque à Si Azzedine : si on ne pouvait utiliser la force locale pour rétablir l'ordre, c'était peut-être parce que les musulmans qui en faisaient partie la désertaient en grand nombre ? Azzedine ne fut pas pris au dépourvu. Pourquoi les musulmans désertaient-ils ? Parce qu'ils n'avaient pas confiance dans leurs cadres. Il fallait remplacer ceux-ci. Par qui ? Mais par des officiers de gendarmes et de C.R.S. « Nous avons eu l'occasion, dit Azzedine, d'apprécier leur loyauté. »

Tandis que les gendarmes mobiles, loyaux et appréciés, astiquaient leurs bottes, à Paris se déroulait le procès du félon : Salan. Et, en ce 18 mai, Tixier-Vignancour posait quelques questions à Morin, ex-délégué général, sur le repli de l'armée française dans le bled. Morin répondit avec un grand calme qu'il n'y avait pas eu repli, mais « nouvelle implantation des forces ». Mais des postes n'avaient-ils pas été évacués ? Non, dit encore le témoin, « on les a rassemblés »[323].

Du reste, là où les troupes françaises n'étaient plus, l'A.L.N. arrivait. Dès le 9 mai, *Le Monde* avait signalé que « du côté français, on ne semble pas avoir fait d'objections à ce que certaines unités de l'A.L.N. se déplacent… vers des zones où leur présence était jugée nécessaire, ne serait-ce que pour y occuper le terrain, avant que l'O.A.S. ne tente d'y faire des maquis ». Comme ces événements se déroulaient, le Général visita la Corrèze. Le 17, à Figeac, il déclara que l'État devait « achever la grande œuvre qui approche de son terme et qui est l'Algérie »… Il ajouta : « Tout permet d'espérer qu'à la fin des fins les communautés qui habitent cette terre pourront se rejoindre et coopérer, malgré les crimes qui y sont encore commis, en collaboration constante, organique, et, je pense, fraternelle. » Tout permettait à vrai dire de redouter le contraire.

Le lendemain, Farès et Susini eurent une première entrevue tenue secrète. L'O.A.S. se préparait à jouer sa carte.

Jusqu'à la fin de l'année 1961, le prestige et la puissance de l'O.A.S. n'avaient cessé de grandir. Chaque jour semblait démontrer la justesse de son slogan : « L'O.A.S. frappe où elle veut, quand elle veut. » Dans le même temps, le gouvernement piétinait dans ses négociations. Mais quand en février 1962 il apparut que le cessez-le-feu était proche, les dirigeants de l'O.A.S.

se trouvèrent placés devant le problème de la riposte. Jusque-là c'était au pouvoir à trouver une solution. Maintenant l'initiative devait passer aux insurgés.

La riposte élaborée par Salan et ses conseillers, on la trouve définie dans l'Instruction nº 29, en date du 23 février, qui débute par cette phrase : « L'irréversible est sur le point d'être commis[324]… » Elle écarte toute idée de putsch, de coup de force, de résistance statique et localement circonscrite, au bénéfice d'opérations échelonnées dans le temps selon un rythme croissant, et qui doivent peu à peu « casser la manœuvre de l'adversaire ».

> Je ne veux pas, écrit Salan, de coup de force partiel, je ne veux pas que nous nous enfermions localement[325].

En effet, l'adversaire, en abandonnant le bled, va pouvoir concentrer sur les villes des forces importantes. L'affronter aux points où il est le plus fort, en bataille rangée, serait aller à l'écrasement.

Pour déjouer l'asphyxie, le plan Salan prévoit : 1°la création de zones insurrectionnelles dans les campagnes dégarnies (maquis) ; 2°des opérations de harcèlement renforcées dans les grands centres urbains, essentiellement contre les gendarmes mobiles ; 3°l'adversaire affaibli, démoralisé, l'entrée en jeu de la population « pour l'ultime phase ».

Ce plan constitue ainsi une mécanique assez complexe, dont les différentes pièces s'articulent. Pour son application, une large autonomie est laissée aux commandements locaux.

Dans le processus qui doit aboutir à la dislocation du système adverse, l'Armée tient une place importante. Il n'est certes pas question de la faire « basculer », comme au moment du putsch d'avril. Mais, se fondant sur les rapports qui lui sont parvenus, Salan considère que la trêve désastreuse, le champ libre laissé au F.L.N., l'approche du cessez-le-feu ont à nouveau modifié l'esprit de certains cadres dans un sens favorable. « Il n'est pas exclu, écrit Salan, qu'à la faveur du cessez-le-feu, ou toute autre formule qui conduit à l'abandon, certaines unités militaires entraînées par les jeunes cadres se décident à franchir le pas et à entrer dans la lutte. Il est certes difficile, sinon impossible, de faire un pointage précis. J'estime cependant que si dans chacune des régions, une unité se décide à passer le cap, une certaine émulation ne manquera pas de se produire, et que l'exemple pourra sinon se généraliser, du moins faire progressivement tache d'huile, si nous savons exploiter les premiers succès[326]… »

Le passage de ces unités à la dissidence doit jouer un rôle capital. En effet, c'est autour d'elles que se rassembleront les maquis. L'Instruction nº 29 ne laisse aucun doute à ce sujet. On lit en effet :

> Ordre est donc donné aux commandants des régions pour qu'à partir du 1er mars ils envisagent l'entrée en dissidence ouverte des unités militaires qui en ont manifesté l'intention. Il importe pour cela qu'entre le 3 et le 6 mars, *un élément de la valeur d'au moins un bataillon ait exécuté dans chacune des régions*[327]. À partir de ce noyau ainsi créé, les commandants des régions s'efforceront alors de pousser les unités sympathisantes, mais encore hésitantes, à exécuter… Au fur et à mesure de la croissance de telles zones et en fonction de leurs implantations, tout sera mis en œuvre pour entraîner les grands ensembles musulmans hésitants. Ces derniers devront constituer le support de ces zones[328].

L'idée directrice de ce plan est conforme aux principes de la guerre subversive : à un adversaire plus puissant, plus nombreux, mieux armé, on oppose une tactique souple, faite de harcèlements et d'escarmouches[329] ; à des troupes qui se concentrent une dilution dans l'espace.

Il faut maintenant confronter les grandes lignes de ce plan avec son application, c'est-à-dire avec son échec.

Le cessez-le-feu intervint le 19 mars, un peu plus tard que Salan ne le prévoyait. Déjà, pendant le mois de février, le climat s'était considérablement alourdi à Alger, où se succédaient les violences du F.L.N. et celles de l'O.A.S. Dès le matin du 5 mars, entre 4 h 30 et 6 h 30, toutes les deux minutes, un *strounga* (plastic) avait explosé (cent trente-deux au total). Le même jour,

un commando de cinquante hommes attaquait la prison civile d'Oran. La proclamation du cessez-le-feu ne fut marquée que par une grève générale, massivement suivie. Mais dès le 20 mars, un obus de mortier tombait sur la Casbah, faisant vingt-quatre morts et cinquante-neuf blessés. L'O.A.S. cherchait ainsi à provoquer une descente de la population musulmane vers les quartiers européens, afin d'entraîner une riposte de l'Armée et de la mettre en situation de se trouver de son côté. (Nous reviendrons plus loin sur de tels actes que ne prévoyait pas l'Instruction nº 29.) Dans la nuit du 22 au 23 mars, les Delta harcelaient les gendarmes près du tunnel des Facultés, et cette opération fit trois morts.

Mais ce n'était là qu'un lever de rideau avant la bataille principale en zone urbaine, qui allait se jouer dans le secteur de Bab-el-Oued.

Pourquoi, comment l'opération Bab-el-Oued fut-elle déclenchée ? Aujourd'hui encore, bien des points obscurs subsistent sur cette affaire. On en a attribué la responsabilité à Achard, qui aurait rêvé de faire de Bab-el-Oued un nouveau Budapest[{330}]. Un tract, qui aurait été distribué vers le 20 mars, est en général invoqué pour montrer que l'O.A.S. voulait faire étalage de sa force sur un terrain qui lui était particulièrement favorable. Le tract en question constituait un véritable ultimatum adressé aux C.R.S., gendarmes mobiles, soldats du quadrillage. Il leur donnait jusqu'au 22 mars à minuit pour ne plus « s'occuper » de Bab-el-Oued. Passé ce délai, ces troupes seraient traitées en ennemies.

Quel était le but de cet ultimatum ? Il faut se rappeler qu'à cette époque les patrouilles F.L.N. opéraient à peu près librement dans leurs secteurs.

L'O.A.S. exigeait donc une liberté identique. L'heure de la vérité était venue. Si l'Armée ne se décidait pas à appuyer les insurgés, du moins qu'elle restât neutre. Si ce plan réussissait, les gendarmes et les C.R.S. se trouveraient isolés, et l'on pourrait répéter la même opération dans d'autres quartiers.

Tout fut ruiné par un incident sanglant.

Selon une source personnelle, depuis quelques jours déjà des soldats isolés auraient été entourés par la foule et aisément désarmés. Est-ce ce succès qui encouragea certains dirigeants de l'O.A.S. ? Toujours est-il que le 23 mars, à 8 heures du matin, une patrouille entière fut encerclée dans ces conditions et désarmée avec la même facilité apparente.

Cette réussite stimula les hommes de Bab-el-Oued et ils crurent pouvoir franchir un nouvel échelon. Vers 10 heures, ils entourent, l'arme au poing, un camion militaire. Mais l'effet psychologique qu'on peut obtenir en « absorbant » une patrouille dans la foule qui mêle l'exigence et la fraternisation, perd beaucoup de sa force quand il vise des hommes qui se sentent en partie protégés et isolés par le véhicule où ils ont pris place. Le drame qui éclate en cet instant rappelle celui de Dan Breen et des policiers du R.I.C. Un soldat, musulman, dit-on, saisit son fusil. Les hommes de l'O.A.S. tirent aussitôt. Quand les rafales cessent, six soldats ont été tués.

Ces six morts portèrent à l'opération Bab-el-Oued un coup fatal. Quel que fût le malaise des cadres de l'Armée, leurs réticences, leurs doutes, voire leurs sympathies, ils ne pouvaient tolérer qu'on abattît des recrues placées sous leurs ordres. S'ils ne prirent pas – à l'exception des zouaves – une part directe à l'offensive sur Bab-el-Oued, ils la rendirent possible en bouclant le secteur. Sous leur protection, les blindés de la gendarmerie mobile et les C.R.S. investirent le quartier.

Les commandos de l'O.A.S. s'installèrent sur les terrasses et de là, par courtes rafales, harcelèrent les colonnes qui progressaient. Celles-ci avançaient, en dépit des clous et de l'huile répandus par les rues. Elles arrosaient toutes les fenêtres à la mitrailleuse lourde et au canon de 37, tandis que les commandos ripostaient toujours, du haut des toits, et que les cafés étaient

transformés en fortins. Alors les hélicoptères se mirent à tournoyer au-dessus des immeubles, et il en tomba des grenades. Puis, vers 5 heures du soir, des avions de chasse apparurent, rasant les toits. Au second passage, ils lâchèrent des rockets. Des hauteurs voisines, des F.L.N. tiraient aussi sur les combattants des terrasses qu'ils surplombaient.

Dans la nuit, la résistance cessa. La plupart des commandos O.A.S. réussirent à quitter le quartier en dépit du bouclage. Les forces du gouvernement comptaient quinze morts et soixante blessés. Les pertes de l'O.A.S. et de la population demeurent mal connues, beaucoup de blessés ayant été évacués ou soignés sur place secrètement.

Les combats de Bab-el-Oued rappellent ceux de Presnaïa, ce faubourg de Moscou, en 1905 : forces légères contre lourdes colonnes. Mais l'intervention des hélicoptères et de l'aviation, l'emploi des blindés modifiaient à l'avantage des assaillants les conditions de la bataille de rues.

La victoire ou l'échec ne se mesure pas ici par les pertes essuyées de part et d'autre, mais par les conséquences psychologiques. Elles furent pour l'O.A.S. désastreuses. Cette place forte tomba, et l'O.A.S. ne pouvait venir à son secours. Gendarmes et C.R.S. envahirent les habitations, enfonçant les portes, saccageant les appartements. Ils mirent à sac les magasins, répandant sur le sol, piétinant et souillant les marchandises. Cette fureur dura trois jours. Puis deux mille cinq cents suspects prirent dans des camions la route d'un camp d'internement.

Le 26 mars, la population algéroise voulut témoigner sa solidarité à Bab-el-Oued assiégée. La manifestation avait été interdite. Cinq à six mille personnes se mirent néanmoins en route. Rue d'Isly, une colonne de manifestants déborda sans peine un mince barrage. Les hommes qui le formaient étaient en majorité des soldats musulmans, ramenés du bled quarante-huit heures plus tôt, énervés et fatigués par les combats qu'ils avaient dû soutenir. La plupart des manifestants avaient déjà contourné ce frêle obstacle. Soudain les soldats se retournèrent et mitraillèrent la foule.

C'est en vain que le jeune lieutenant qui les commande crie « Halte au feu ! Halte au feu ! » Les hommes tirent, rechargent leurs armes, tirent encore. Ils tirent sur les blessés, sur les hommes et les femmes à terre, ils abattent un médecin qui veut porter secours aux victimes.

> Dans la porte d'une boutique, rapportent les envoyés spéciaux du *Daily Express* du 27 mars, deux hommes se réfugièrent, brandissant un drapeau français. Cela ne les sauva point. Un soldat les tua tous deux, à cinq mètres de distance.

Cette tuerie dura quinze minutes. Et pendant un quart d'heure, les « lignards » du général Ailleret, firent quatre-vingts morts et deux cents blessés.

Les causes immédiates de cette fusillade restent encore enveloppées de mystère. L'enquête ouverte à ce sujet n'a toujours pas, à notre connaissance, reçu de conclusion[331].

Mais quoi qu'il en soit des circonstances immédiates, le 26 mars était inscrit en germe dans la volonté, affirmée depuis longtemps, de briser par la force la résistance des Pieds-Noirs.

Dès septembre 1961, un haut fonctionnaire d'Alger, déclarait à l'envoyé spécial de *L'Express :*

> Les forces de l'ordre tireront, cela ne fait pas de doute, sur les Européens. Ils l'auront cherché. Cela permettra pendant trois mois à la presse de droite de comparer Alger à Budapest.

À ce même journaliste, un « important responsable civil d'Oran » tenait des propos identiques :

> Cette fois, il faut que l'Armée se mouille, qu'elle reçoive l'ordre précis, formel de tirer, l'ordre étant reçu avant l'épreuve de force et non pendant… Il vaut mieux que les forces de l'ordre fassent trente morts demain plutôt que trois mille dans un mois[332].

On a parfois prétendu que la manifestation du 26 mars était une conséquence directe des

consignes de Salan, dans son Instruction nº 29. On cite cette phrase : « La foule sera poussée dans la rue… » Citation tronquée. Salan a écrit exactement ceci :

> Sur ordre des commandements régionaux, enfin, la foule sera poussée dans les rues, *à partir du moment où la situation aura évolué dans un sens suffisamment favorable*[333].

On ne peut soutenir que la situation ait évolué favorablement pour l'O.A.S. après l'échec de Bab-el-Oued[334] .

Le massacre de la rue d'Isly ébranla profondément le moral de la population européenne. C'est à partir de ce moment que commença l'exode vers la métropole et que se créèrent ainsi les conditions de la défaite.

Presque aussitôt, l'O.A.S. subit dans l'Ouarsenis un troisième échec.

Antérieurement déjà, plusieurs tentatives avaient été faites pour créer dans le bled de petits maquis. Elles échouèrent presque toujours. Repérés, les maquisards étaient encerclés par la troupe. Tirer sur elle, c'était entrer en conflit ouvert avec cette armée qu'on ne désespérait pas de voir « basculer ». Il ne restait qu'à se rendre, et procurer ainsi à l'adversaire un communiqué de victoire. C'est pourquoi l'Instruction nº 29 prévoyait que les futures zones insurrectionnelles seraient établies autour d'unités entrées en dissidence.

Conformément à l'Instruction nº 29, la zone insurrectionnelle de l'Ouarsenis devait permettre d'atteindre un double objectif : obliger l'adversaire à desserrer son étreinte ; élargir l'emprise de l'O.A.S. en milieu musulman, en entraînant dans la rébellion des unités de harkis, et de force M.N.A., les unes et les autres menacées par le triomphe du F.L.N. Ce dernier point correspondait aux conceptions du colonel Gardes qui n'avait cessé de prendre des contacts du côté des musulmans.

Pourquoi la zone de l'Ouarsenis avait-elle été choisie ? Par son relief tourmenté, elle offrait un refuge idéal. Située à égale distance d'Alger et d'Oran, elle permettait d'isoler l'une ou l'autre de ces régions, par des raids sur l'axe qui les reliait. Enfin, c'était le fief du bachaga Boualem, vice-président de l'Assemblée Nationale. Il disposait là d'une garde importante de harkis, dont on espérait qu'elle entrerait en dissidence.

Le 28 mars au soir, les futurs maquisards de l'O.A.S., rassemblés dans des fermes amies, quittèrent en camion leurs bases de départ, et occupèrent dans la matinée du 29, sans tirer un coup de feu, plusieurs postes militaires de l'Ouarsenis. Succès rapide, mais éphémère. L'alerte fut donnée par l'équipage d'un hélicoptère qui avait atterri près de l'un de ces postes et qui, on ne sait pourquoi, fut autorisé à repartir. L'aviation apparut, survola la zone insurgée, puis volant en rase-mottes, mitrailla. Il fallut s'éparpiller en petits groupes, bientôt livrés à leurs initiatives, sans préparation, sans ordres. Ces groupes, réfugiés dans les mechtas de la plaine, furent bientôt dénoncés, encerclés et contraints de se rendre. Le 6 avril, un dernier commando que dirigeait le capitaine Montagnon fut pris dans un bouclage. Un autre, la veille, s'était heurté à une katiba de l'A.L.N. Le commandant Bazin trouva la mort dans cette rencontre. Gardes et quelques autres réussirent à échapper au coup de filet.

Cette défaite sonna le glas de l'opération « zones insurrectionnelles ». Tout un pan de la stratégie O.A.S. s'effondrait. Pour cette entreprise, on avait mobilisé les meilleurs éléments et en particulier de nombreux officiers. Or, l'O.A.S. avait toujours souffert du manque de cadres. Cette perte ne pourrait plus être comblée.

En même temps, et pour la première fois, les forces de police frappaient l'O.A.S. à son plus haut échelon. Jouhaud, déjà, avait été arrêté le 25 mars, à Oran. Degueldre fut pris le 7 avril (c'était une conséquence de l'échec de l'Ouarsenis : un des captifs avait parlé). Salan serait arrêté à son tour à Alger le 20 du même mois. Ainsi, entre le 22 mars, date de l'opération Bab-el-Oued,

et le 20 avril, l'O.A.S. avait subi une série de graves revers.

Le ressort du plan Salan, c'était l'exploitation du temps contre l'adversaire. Se commandant l'un l'autre, les succès partiels devaient progressivement user et détraquer le dispositif du pouvoir. C'est du temps que cette tactique devait tirer ses meilleurs atouts, à mesure qu'il apparaîtrait que l'O.A.S., loin d'être réduite, se renforçait, s'étendait, se grossissait de nouveaux apports. La fragilité de ce plan, c'est qu'il suffisait de quelques échecs pour le rendre inapplicable.

C'est ce qui se produisit. À Bab-el-Oued, quelques secondes de folie eurent des conséquences désastreuses. Dans l'Ouarsenis, les causes de l'échec, tiennent à l'impossibilité d'appliquer le schéma prévu : unités entrant en dissidence autour desquelles se constituent des maquis O.A.S., qui rallient à leur tour les musulmans. L'Instruction nº 29 envisageait la dissidence de ces unités pour le début de mars, mais à la date du 28 aucune n'avait franchi le pas. Aucune ne le franchira jamais.

Nous ignorons toujours sur quels éléments précis Salan fondait ses espoirs. Il est douteux que cet homme réfléchi ait été abusé par des rêveries mythomanes. Il crut peut-être que le contenu des accords d'Évian ne ferait qu'accélérer les colères de l'Armée. Là fut son erreur. L'Armée était partagée entre ses sentiments et sa soumission. Celle-ci l'emporta. De Gaulle était parvenu à ses fins. L'état de fait triompha des états d'âme. Du jour où les accords furent signés, l'opposition politique en métropole s'estompa. Tout ce qui était hésitant ou neutre se rallia. L'Algérie française fut définitivement tenue pour une cause perdue.

Très instructive est à cet égard l'opération manquée de l'Ouarsenis. L'O.A.S. fut contrainte de s'engager seule, espérant encore entraîner derrière elle les forces du bachaga et celles des unités militaires sympathisantes. Le bachaga marcherait sans doute, s'il avait la conviction que l'Armée va suivre : à elle de faire les premiers pas. Mais les militaires n'entreront en dissidence que si le bachaga en prend l'initiative, montrant ainsi que le mouvement possède des appuis dans la population musulmane. Dans ses *Notes*, le colonel Broizat jugeait *dès le 16 mars* avec un scepticisme clairvoyant les chances des maquis : « De mon point de vue, c'est un cercle vicieux. Les musulmans attendent l'Armée, l'Armée attend les musulmans. Qui fera le premier pas déclenchera peut-être un mouvement immense, mais qui le fera ? » La réponse fut : personne.

Les causes profondes de l'échec ne tiennent pas ici à telle ou telle erreur, à telle ou telle circonstance, mais à ces dérobades qui interviennent quand les hommes ont conscience que le sort leur est contraire. C'est toujours dans les esprits que la défaite commence, avant d'être consacrée sur le terrain. La conscience de l'irréversible pourrit tout. « Il est trop tard ! » Ce jugement a dû être murmuré par bien des lèvres.

Le colonel Trinquier raconte qu'au soir du 13 Mai deux escadrons de gendarmes se massèrent, mousqueton en main, pour charger la foule et la contraindre à évacuer le Forum{335}. Au moment où elle s'ébranlait, le commandant Vitasse cria aux manifestants : « Couchez-vous. Ils ne pourront rien. » « Aussitôt, écrit Trinquier, comme mue par un puissant ressort, la foule se coucha… Devant cette masse résolue qui les avait attendus sans broncher, les gendarmes déconcertés s'arrêtèrent… ils firent demi-tour, et à la même cadence revinrent à leur point de départ{336}. »

Dans une phase de lutte en plein essor, des hommes inventent spontanément des parades à la contre-offensive adverse, et la masse spontanément les exécute. Et par là, les forces d'un pouvoir profondément miné sont aisément paralysées. Mais dans une phase de recul, on n'évitera même pas les balles en se couchant sur le sol. Et la fusillade du 26 mars, au lieu de provoquer la révolte de l'Armée, ne fera qu'accroître une résignation écœurée. Ce massacre est ressenti davantage

comme défaite que comme crime.

Ce n'est pas un hasard non plus si les arrestations des chefs se succèdent. Les structures clandestines de l'O.A.S. n'avaient jamais été très solides. Elle se maintenait moins par les précautions prises que par les complicités dont elle bénéficiait de toute part. Mais le sentiment que le pouvoir avait gagné détermina un processus inverse. Commentant l'arrestation de Salan, obtenue grâce aux ruses d'un agent double, *France-Observateur* pouvait écrire à ce propos :

> Ce n'est pas la première fois que les policiers utilisent des agents doubles pour lutter contre l'O.A.S. Mais jusqu'ici beaucoup d'entre eux trahissaient leurs premiers maîtres et choisissaient le camp qu'ils croyaient le plus fort, celui de l'O.A.S. Le commandant Poste fut l'une des premières victimes de ces reniements. Aujourd'hui les temps ont changé. Pour les agents doubles, c'est le pouvoir légal qui est maintenant le plus fort, et c'est avec lui qu'ils seront maintenant « réguliers »{337}.

Enfermée dans les villes, acculée à la défensive, l'O.A.S. n'eut plus d'autres recours que la terreur systématique qui se substitua de façon croissante aux attentats sélectifs. Celle-ci s'était à peu près limitée jusqu'en mars aux attentats sélectifs. Ses coups se portèrent contre la masse musulmane, qu'elle frappa aveuglément.

C'est cet aspect de la lutte – qui prit des formes sinistres – qu'il faut tenter ici de replacer dans son cadre, c'est-à-dire sur un terrain largement préparé par les violences conjointes du F.L.N. et des « barbouzes », et par la passivité croissante de l'Armée.

La terreur eut des formes à la fois offensives et défensives. Dans la première catégorie, on trouve les attentats au mortier ou par tout autre engin lourd dirigé sur les quartiers musulmans d'Oran ou d'Alger{338}. L'objet de ces attaques est connu : il s'agissait d'une tentative pour éveiller la colère des foules musulmanes, provoquer leur déferlement et susciter par contrecoup l'intervention de l'Armée.

Il n'est pas possible en l'état actuel des choses de savoir à qui appartint l'initiative de cette entreprise, qui ne figure nulle part dans les directives de Salan.

Les responsables de ces bombardements, qui frappaient les civils cherchaient à précipiter une situation, que seul le temps pouvait faire mûrir. Si l'O.A.S. avait pu faire la démonstration de sa force, selon le schéma tracé par l'Instruction nº 29, s'il était apparu qu'elle ne pouvait être réduite, alors le F.L.N., perdant confiance dans le pouvoir des autorités du Rocher Noir, aurait sans doute modifié sa ligne politique, et ordonné la reprise des hostilités. Du même coup, l'Armée se serait retrouvée en situation d'être aux côtés des partisans de l'Algérie française. Implicitement, et sans peut-être s'en rendre compte, ceux qui ordonnaient les bombardements de la Casbah, témoignaient de leur peu de confiance dans la réussite du plan de combat de l'O.A.S. Ils crurent qu'ils renverseraient le cours du destin par quelques obus{339}.

Les attentats aveugles contre les musulmans qui se risquaient dans les quartiers européens constituaient, eux, autant de réactions de défense. Si atroces qu'ils aient été, on ne peut les comprendre si l'on ne tient compte de la situation qui se développait depuis plusieurs mois en Algérie.

À plusieurs reprises la population européenne avait été tentée de riposter, ou même avait répliqué, à la terreur aveugle du F.L.N. par les « ratonnades ». Des gens qui vivent sous une menace permanente demeurent modérément maîtres de leurs nerfs{340}. De tels actes furent rares, tant que l'Armée réprimait le terrorisme. Vint le moment où cette répression cessa à peu près complètement. Dans une ville comme Oran, qui pendant des années n'avait pratiquement pas connu le terrorisme, les raids du F.L.N. provoquèrent de furieuses réactions. L'O.A.S. les interdit, et les ratonnades effectivement cessèrent. Pourquoi quelques semaines plus tard donnera-t-elle le feu vert à la chasse aux musulmans ?

Pour le comprendre – nous n'écrivons pas pour le justicier – il faut, croyons-nous, remonter

au mois de décembre 1961. C'est à peu près vers cette période que commence à Alger une ségrégation entre Européens et musulmans qu'il y a tout lieu de croire spontanée, mais que le F.L.N. et l'O.A.S. vont bientôt systématiser. Dans *Le Monde* des 7-8 janvier 1962, André Pautard note que les quelques Européens qui habitent encore dans les H.L.M. musulmans, demandent à être évacués. De leur côté, les commerçants musulmans désertent le quartier de Bab-el-Oued. Ici, un mot d'ordre se répand : chacun doit surveiller un musulman : « D'aucuns déclaraient qu'il fallait aller au-delà d'une simple surveillance… » Un mois plus tard, Alain Jacob (du *Monde*) visitant un immeuble en bordure de Climat de France, constate qu'il est cloisonné à chaque étage : Européens et musulmans ont élevé cette barricade qui les sépare et les protège, et, dans la cour, les enfants des deux communautés sont séparés pour leurs jeux par un rouleau de barbelés. De part et d'autre, la peur règne. Au-delà de l'O.A.S., avant l'O.A.S., c'est elle qui commande.

Du côté des Européens, il y a bien des raisons qui expliquent cette peur grandissante. *Le Monde* du 30 décembre annonce que le 3e R.P.I.M.A. a quitté Alger pour le bled. Encore une protection qui disparaît. De Gaulle dans son discours de fin d'année n'a pas fait la moindre allusion au sort des Européens. Qui peut les défendre contre le péril ? L'O.A.S., l'O.A.S. seule. Et le péril se précise. Alors qu'en novembre Yazid parlait encore avec mépris de « l'insignifiante O.A.S. », soudain le ton change. Le G.P.R.A. qui s'est réuni à Mohammedia (Maroc) pour délibérer, publie le 10 janvier un communiqué où il affirme *avant tout* sa résolution de briser l'O.A.S. :

> Le G.P.R.A. dans le cadre du renforcement des moyens de lutte du peuple algérien et de l'A.L.N. *a pris des décisions et arrêté des mesures*{341} en vue de briser l'action des groupes colonialistes qui essaient d'entraîner les Européens d'Algérie dans la voie d'une aventure qui risque de mettre en cause leur avenir en Algérie et leurs intérêts légitimes.

Commentant ce communiqué, André Pautard titre : « Les musulmans ont surtout retenu qu'une action nouvelle allait être engagée contre l'O.A.S.{342} » On apprend, en outre, que le F.L.N. avait déjà publié il y a quelque temps un bilan de ses « opérations de lutte contre l'O.A.S. ». Et le lendemain même du communiqué du G.P.R.A., Algérie-Presse Service diffuse une dépêche où il est dit :

> Les 9 et 10 janvier à Bône, Mascara, Alger, Saint-Arnaud, Mostaganem, Blida, Constantine, Boufarik, Tlemcen, Relizane, Palikao, Médea, Monzoiaville, Kerrata, Dellys, Mers-el-Kébir et Aïn-Turk, cinquante-deux agents fascistes, dont plusieurs responsables, ont été abattus par des fidayins.

Entre la résolution et l'action du G.P.R.A., il n'y a eu pour ainsi dire pas de temps mort. Ce qui suppose évidemment une organisation en place.

Tout de suite, cette action sera dirigée contre l'ensemble des Européens. Dans *Le Monde* du 16 janvier, André Pautard écrit :

> Il semble d'autre part que le F.L.N. cherche à atteindre non seulement des activistes, mais aussi des Européens en tant que tels, contrairement à ce que laissait prévoir le communiqué de Mohammedia.

Et dans les semaines qui vont venir, cette action prendra de plus en plus la forme d'enlèvements.

Les premiers enlèvements, il faut le souligner, ont été le fait des « barbouzes ». Le F.L.N. ne fera guère que copier ces initiatives paragouvernementales. Le mémorandum du commandant du 12e bataillon d'infanterie dont nous avons parlé plus haut signale que les premiers enlèvements datent d'octobre 1961. Entre ce mois et mars 1962, une centaine de personnes auraient ainsi disparu. Dans son seul secteur, le commandant en retrouvera seize, dont quatorze mortes après avoir été torturées. « Je peux, ajoute cet officier, citer deux cas précis de collusion entre le F.L.N.

et les « barbouzes » : une affaire d'enlèvement à Guyotville, des plastiquages de restaurants à Bab-el-Oued ».

Dès le mois de février, quelques jeunes gens et jeunes filles disparaissent à Alger, enlevés cette fois par le F.L.N. Avec l'arrivée d'Azzedine à Alger, en avril, ces enlèvements se systématisent. C'est cette phase que nous avons évoquée au début de ce chapitre{343}.

Dans de telles conditions, la lutte ne peut que s'exacerber. Chaque quartier devient un camp retranché avec ses frontières plus ou moins nettement délimitées. Qui le franchit, qui en approche même, est réputé ennemi. Ne vient-il pas pour tuer, enlever, espionner ? L'O.A.S. sera gagnée par cette fièvre qui s'empare de la population européenne, et se sentira aussi menacée dans ses structures. Certains responsables F.L.N. ne déclaraient-ils pas qu'ils n'avaient aucun mal à repérer et ficher les activistes, car les travailleurs musulmans, les employés dans les administrations, les femmes de ménage, les yaouleds, étaient pour eux autant d'agents de renseignements{344} ? Et nous avons vu que Si Azzedine s'était vanté d'avoir établi cinq mille fiches d'O.A.S.

En 1902, l'O.R.I.M. bulgare fit la chasse aux Grecs dans des conditions que nous avons rappelées. La présence de ces éléments hostiles ou suspects dans une guerre où le front et l'arrière se mêlaient avait été jugée par eux incompatible avec la poursuite de la lutte. En novembre 1936, en Espagne, le général franquiste Mola lança sa fameuse formule sur la Ve Colonne : quatre colonnes, dit-il, progressaient vers Madrid : mais la plus redoutable était la cinquième qui se préparait à intervenir au cœur de la capitale. Les propos du général eurent une conséquence rapide et brutale : le gouvernement ayant abandonné la ville, les jeunes communistes firent une chasse acharnée aux suspects, et en outre presque tous les prisonniers politiques furent exécutés en masse{345}.

L'O.A.S. opère de même. Dans les attentats horribles qui se succèdent à partir du mois d'avril, il serait vain de discerner ce qui fut décidé, d'ordre supérieur, ou commandé par une action autonome, ce qui fut réflexe passionnel, produit de la peur, ou calcul délibéré. Tout cela se mêle. Tout cela s'enchaîne. Qu'il s'y ajoute en outre chez certains esprits fanatisés cette idée qu'en obligeant les musulmans à se confiner dans la Casbah, chaque jour plus affamée, on augmente les chances de voir exploser les colères, cela aussi est peu douteux. De là ces tueries qui accumulent jour après jour des théories de victimes, bien visibles, tandis que les commandos de Si Azzedine « expédient » les leurs, après torture, dans le secret des villas{346}.

Depuis sept ans, l'Algérie était exposée à de tels affrontements, au choc inexpiable des communautés. Qui les évita ? Qui les stoppa quand ils s'amorcèrent ? L'Armée. Mais en 1962, l'Armée, sur ordre, a livré le bled. Elle livre aussi les villes. Elle n'oppose plus de barrages que pour empêcher le heurt des masses, car dans un affrontement général, sombreraient les précieux accords. Mais, à des exceptions près, vite réprimées, il lui est interdit de défendre les personnes de la communauté européenne.

Dans cette lutte impitoyable, où l'ennemi ne se reconnaissait plus à ses actes, mais à son faciès, s'écroulait la cause pour laquelle l'O.A.S. avait voulu lutter. À l'intégration se substituait la ségrégation de fait, à la fraternité avec les musulmans une lutte sauvage entre les communautés. Dans les rangs de l'O.A.S., tous n'approuvèrent pas ce terrorisme, et en premier le colonel Broizat. Son rôle se limitait à collaborer aux *Centurions*, revue clandestine destinée à l'Armée. Témoin plus qu'acteur, il se révèle dans ses *Notes* comme un observateur pessimiste, mais lucide. À la date du 16 mars, il relate en ces termes un entretien avec de jeunes dirigeants de l'O.A.S., dont deux musulmans :

> L'action dans les villes et en particulier à Alger présente de grands dangers. Quelques-uns estiment que la seule solution consiste à durcir encore un terrorisme aveugle et de plus en plus sanglant. Cette violence seule peut aboutir à

> des résultats tels que l'affrontement des communautés et l'obligation pour l'armée de prendre le parti de la résistance, même malgré elle…
>
> … Je leur dis que personnellement je m'opposais toujours au terrorisme aveugle en tant que chrétien et même en tant qu'homme occidental. Nous n'avons absolument pas le droit, même pour une question d'efficacité, d'utiliser des méthodes qui sont la négation des valeurs que nous défendons. C'est la raison pour laquelle nous avons condamné le régime gaulliste, qui utilise les mêmes procédés avec les « barbouzes »…
>
> … Leur point de vue est différent. Il ne s'agit pas d'imposer des idées par la violence, mais seulement de se défendre, de survivre. La violence tyrannique est celle de l'adversaire contre laquelle il faut s'opposer efficacement. Contre un tel ennemi seule l'efficacité a valeur. Cette violence qu'ils préféreraient ne pas utiliser s'impose donc comme le seul moyen. Elle n'est pas plus inhumaine, ni plus immorale que les bombardements aveugles des villes allemandes pendant la guerre, parce que Churchill estimait que « le moral de l'Allemagne était un objectif militaire ». Et que dire de Hiroshima et Nagasaki, dont les conséquences se prolongent encore{347} !

Ce que ces jeunes gens ignorent sans doute c'est que leur raisonnement est le même que celui de Yacef Saadi, justifiant le terrorisme aveugle, car, disait-il, l'A.L.N. ne possédait pas de bombardiers. Des ennemis, placés dans des situations identiques, tendent très vite à raisonner de la même façon, et à adopter les mêmes méthodes.

Le colonel Château-Jobert, qui dirigeait l'O.A.S. dans le Constantinois, devait lui aussi critiquer le terrorisme aveugle et en montrer cette fois les conséquences politiques :

> Ici, partout, dans le bled comme dans les villes, mes musulmans « qui recherchent cependant des contacts » nous font dire : « Vers quoi maintenant peuvent se retourner ceux qui ne veulent pas du F.L.N., puisque l'O.A.S., systématiquement, s'attaque à nous, musulmans, qui ne lui avons rien fait ! » Il est évident que la persistance d'une telle « orientation » de notre action est une contradiction incroyable dans le même temps où l'on essaie un rapprochement « utilitaire » avec le M.N.A.{348}.

Ce divorce sanglant entre la théorie et la pratique ne pouvait mener qu'à la défaite. Il était le signe d'une position désespérée. On assistait en même temps à ce que l'on pouvait appeler une dégradation de l'action terroriste. Gilles Mermoz écrit justement à ce sujet :

> De semaine en semaine, le bilan des « actions » montait quantitativement et diminuait qualitativement. Les motifs de ces attentats devenaient obscurs. Leur hermétisme résistait fréquemment aux raisonnements comme aux investigations. On en arrivait progressivement aux règlements de comptes de quartier{349}.

Y avait-il pour l'O.A.S. un moyen d'échapper à ce dilemme ? Elle était l'ultime tentative, le dernier recours après trois échecs successifs : les barricades, les journées de décembre 1960, le putsch d'avril. Le temps jouait contre elle. Son essor dans les quelque dix mois qui vont du cessez-le-feu témoigne, en dépit des erreurs commises – mais il est toujours commode de critiquer quand on n'est pas plongé au cœur de la mêlée – d'un effort prodigieux. Mais ses victoires étaient d'ordre tactique, et non stratégique. La signature du cessez-le-feu l'avait vouée à l'isolement, non seulement en France, mais dans le monde entier. Les Israéliens, les Irlandais, le F.L.N. purent vaincre, en partie en raison des concours et des sympathies qu'ils reçurent de l'étranger. L'O.A.S. était une troupe politiquement et géographiquement assiégée. Et elle ne pouvait plus compter en 1962 sur aucune colonne de secours. On pouvait lui appliquer ce jugement que Vera Zassoulitch avait porté sur les entreprises de la *Narodnaïa Volia :* « De hautes vagues dans un espace enfermé. »

Avec le recul, sa seule chance, mince à vrai dire, apparaît peut-être dans le sacrifice de ce qui fondait son action : savoir l'Algérie française. Cette cause avait perdu la puissance mobilisatrice qu'elle possédait en mai 1958, et les désastres accumulés en quatre ans avaient été trop grands pour pouvoir être réparés. À relire la correspondance des chefs de l'O.A.S., on se rend compte qu'ils éprouvaient à ce sujet au moins des inquiétudes.

À quoi pouvaient se limiter les ambitions de l'O.A.S. ? À préserver la vie et l'avenir des Pieds-Noirs sur cette terre, la vie et l'avenir de tous les musulmans qui redoutaient la dictature et la terreur F.L.N. c'est-à-dire à se résigner à une solution de rechange qui aboutirait, quelque nom qu'on lui donnât, à la partition.

En se repliant sur l'Oranie, en ne laissant derrière elle que des noyaux de diversion, l'O.A.S. eût trouvé la base la plus solide pour étayer son action. Le milieu européen y était homogène (d'origine espagnole ou juive), solidement armé, composé de troupes fraîches. Entré tard dans la lutte, Oran y apportait une volonté neuve et un esprit combatif, alors qu'Alger était lasse de sept ans de guerre. La population européenne de l'Oranie y équilibrait à peu près la population musulmane, et stratégiquement, Oran était beaucoup plus facile à défendre qu'Alger. L'O.A.S. aurait pu y installer sa base principale, y défendre les droits de la minorité européenne, y offrir une zone d'accueil à ses amis musulmans.

À partir de ces principes, il aurait sans doute été plus facile d'obtenir le concours de certaines unités, plus facile de contrecarrer les desseins du F.L.N. sans recourir au terrorisme de masse, plus difficile pour le gouvernement d'entreprendre une reconquête, contre un regroupement qu'il avait semblé – par ruse assurément – envisager un moment, plus difficile pour l'opinion internationale de condamner des hommes qui voulaient garder le droit de vivre sur une partie du territoire qu'ils avaient civilisé depuis cent trente ans.

Minoritaire en fait, l'O.A.S. ne pouvait avoir qu'une stratégie de minorité et fonder sur elle son action.

Cette révision douloureuse, cette transformation des bases de la lutte sous l'empire de la nécessité, ce raccourcissement d'un front trop vaste – à la fois politiquement et géographiquement – pour être tenu avaient-ils des chances de succès ? Pour en décider définitivement, il faudrait avoir une connaissance précise des forces et des moyens de l'O.A.S., des atouts et des alliances dont elle pouvait disposer. Et trop de secrets demeurent pour qu'un jugement sûr puisse être porté. Mais on peut du moins discerner à quelles difficultés se heurtait ce changement de front. Les progrès mêmes de l'O.A.S. à la fin de 1961 – où le problème de la partition fut posé[{350}] – risquaient de faire apparaître celle-ci comme une dérobade. L'absence d'un véritable appareil politique ne permettait guère d'expliquer ce retournement à la masse de la population. Enfin il eût été indispensable que la partition ralliât l'unanimité de l'état-major. Cette unité fut impossible à obtenir. Dès lors, toute entreprise en ce sens ne pouvait être qu'une cause supplémentaire de dissension.

L'idée de créer une base territoriale en Oranie aurait été envisagée par Godard vers la fin de 1961[{351}]. Elle sera exposée par le général Gardy après la capture de Salan, dans une directive intitulée « Axelle » en date du 22 avril. Faisant le bilan des illusions évanouies, elle préconise la création d'entités territoriales, en particulier dans la région d'Oran, où Gardy compte encore sur la Légion.

Mais pour aboutir, une opération semblable aurait dû être entreprise avant la conclusion du cessez-le-feu, afin de bloquer la négociation. En avril, il était trop tard. Déjà la cassure de l'O.A.S. se dessinait. L'heure de Susini était venue.

C'était aussi celle de la fin. L'exode précipité des Européens allait priver l'O.A.S. de sa base de manœuvre. Les arrestations s'accéléraient, les munitions s'épuisaient au moment même où des armes en quantité importante entraient pour équiper les commandos de Si Azzedine. Partant de ces constatations, Susini, qui pour sa part n'avait jamais cru que l'Armée « basculerait », entreprit de négocier avec l'ennemi.

Personnage dont le caractère et les démarches ont provoqué les plus violentes critiques, Susini avait été révélé par le procès des Barricades. Quand vint son tour de parole, ce jeune homme trancha nettement sur ses co-inculpés par son ton à la fois passionné et glacé. Par la suite il sut s'attacher à Salan, capter sa confiance, non sans s'attirer le reproche de n'agir que par cautèle et ambition cynique, et d'être avant tout « susiniste ». La négociation menée par lui devait attiser

les inimitiés qu'il s'était faites et changer le ressentiment en colère.

Il faut laisser au temps le soin de trier ce qu'il peut y avoir d'exact parmi les accusations forgées dans le feu des scissions, dans ces heures où des hommes qui combattirent côte à côte se trouvent du jour au lendemain ennemis. Quelque appréciation que l'on porte sur le caractère de Susini, il s'affirma comme le seul leader politiquement efficace, que la communauté Pied-Noir ait produit en sept ans de crise, le seul qui ait eu l'intelligence des situations et le sens du possible.

La négociation, selon Susini, était la dernière carte à jouer. Elle s'appuyait sur la terreur : la destruction à coups de plastic des bâtiments administratifs, la menace de faire de l'Algérie une terre brûlée, jouait le rôle de « déterrent ». Elle devait, selon lui, amener le G.P.R.A. à accorder certaines concessions.

Dans l'hypothèse optima, il serait peut-être possible d'aboutir à un accord révolutionnaire avec la fraction la plus modérée du G.P.R.A., inquiète du prestige grandissant de Ben Bella. Dans l'hypothèse minima, la conclusion d'un accord procurerait un répit et permettrait aux Européens et aux commandos O.A.S. d'évacuer le territoire algérien.

L'idée de dissocier le G.P.R.A. n'est pas originellement une conception susiniste. On la trouve exposée dans les notes du colonel Broizat à la date du 3 avril. Broizat analysait avec une lucidité remarquable ce que serait la politique future de Ben Bella, montrait comment sa conception de l'indépendance était proche de celle des communistes, affirmait qu'en conséquence les accords d'Évian ne constitueraient pour lui qu'une étape dialectique. Il en tirait cette conclusion :

> Il y a une partie à jouer qui n'est pas encore irrémédiablement perdue. *Il faut jouer la tendance occidentale du G.P.R.A. contre l'autre. J'en ai parlé à plusieurs reprises au général Salan et à Jean-Jacques Susini. Seul ce dernier a compris, mais sans pouvoir réaliser quoi que ce soit à ce jour*{352} .

Seule l'hypothèse minima (assurer le repli) fut partiellement vérifiée. Les perspectives d'entente avec la tendance du G.P.R.A. crevèrent comme des bulles, en même temps que s'écroulaient les ultimes espoirs de résistance de l'O.A.S. à Oran.

De cette O.A.S. qui avait fait malgré tout trembler un moment le pouvoir, il subsisterait seulement ce que la presse officielle appellerait des « débris ». C'est là la suite normale des grandes défaites. Les hommes sont dispersés, dans des prisons, dans des cachettes en exil ; les liaisons sont rompues ou incertaines, les esprits et les cœurs divisés. C'est le temps de l'amertume, des souvenirs ressassés, des rancunes tenaces, des projets avortés, des émiettements et des querelles, des disputes obligatoirement « sordides » autour de l'argent, car celui-ci reste le nerf des entreprises futures, et cela vaut pour les odieux révolutionnaires comme pour les honnêtes banquiers, aussi bien aujourd'hui pour Sergent, Perez ou Susini, qu'hier pour Lénine et Plekhanov. C'est le temps où l'avenir semble bouché, et où les clandestins doivent apprendre à se défier de deux ennemis : la police et l'utopie. Et le second est peut-être pire que le premier.

L'O.A.S. sortait brisée d'une épreuve de quatorze mois, vaincue davantage par le rapport terriblement inégal des forces, que par les erreurs de ses chefs. Elle s'était efforcée de maintenir une présence et un serment, de défendre des hommes, des principes et un drapeau, en dépit de tout et de tous. Elle succomba à cette tâche impossible.

Son combat fut la dernière des batailles menées pour sauvegarder ce qui restait de la France d'Outre-Mer. Ce sursaut ne pouvait aboutir sur le plan national. Il survenait trop tard. Peut-être trop tôt, à l'échelle internationale. De l'extérieur il n'avait à peu près rien à espérer. Par-là, la situation de l'O.A.S. différait profondément de celle de l'I.R.A., de l'*Irgoun,* du F.L.N. et même de l'O.R.I.M. dans la période d'avant-guerre.

Dans la mesure où l'O.A.S. fut une tentative pour maintenir la souveraineté française en

Algérie, les conséquences de sa défaite sont irréversibles. Il est vain d'imaginer que le drapeau tricolore puisse de nouveau flotter sur Alger, du moins dans la période qui intéresse notre génération.

Mais, sur un autre plan, on peut considérer que le combat de l'O.A.S. fut en même temps une phase dans un conflit qui oppose l'Occident au monde communiste et à ses alliés. De ce point de vue, les combats d'Alger et d'Oran rejoignent ceux de Diên-Biên-Phu, de Budapest, de Poznan, de Berlin-Est. Ils furent tantôt des combats d'avant-garde (Budapest, Poznan, Berlin-Est) ou d'arrière-garde (Diên-Biên-Phu, Alger, Oran) menés par des détachements peu nombreux et bientôt isolés. Cet affrontement se poursuit aujourd'hui sous des formes multiples.

Il est trop tôt pour savoir dans quelle mesure la phase O.A.S. exercera une influence sur le cours des événements à venir, soit en France, soit à l'étranger. La seule chose sûre, c'est que quelques milliers d'hommes ont commencé à se battre comme se battent les communistes, comme se battent les partisans des mouvements subversifs au Viêt-nam ou au Venezuela. Comme telle, cette expérience, au-delà des controverses stériles, offre une ample matière à l'analyse, à la critique et à l'autocritique. Mais de même que les leçons de la Commune de Paris furent dégagées par les bolcheviks et non par les socialistes français, de même que le Groupe Stern utilisa l'expérience de la *Narodnaïa Volia* ou des Macédoniens, rien ne permet de dire si c'est en France ou ailleurs que seront tirés les enseignements de cette bataille perdue.



29. - Après l'attentat contre l'hôtel Radja occupé par les " barbouzes " (Policiers parallèles). *Phot. Associated Press.*



30. - Les slogans sur les murs. *Phot. Associated Press.*



31. - Le colonel Argoud, un des responsables de l'O.A.S. - Madrid. *Phot. Reporters Associés.*



32. - Susini, un des chefs de l'O.A.S. en Algérie.

CONCLUSIONS

Dans le terrorisme, la fin poursuivie n'est pas de tuer des hommes ni de détruire des biens, mais de frapper les esprits. On abat un ministre : avis à son successeur ; on tue un policier : dix autres trembleront ; on sabote des lignes à haute tension : tout le pays en parlera. Voilà le calcul. L'acte terroriste recherche avant toute chose le retentissement : chez l'ennemi, dans l'opinion, à l'étranger.

Ce principe apparaît dès les origines. Du régicide, la *Narodnaïa Volia* attend un double effet : qu'il sème l'effroi dans les rangs de l'autocratie, qu'il propage la révolte dans le peuple. Double spéculation aussitôt déçue.

Pourquoi des hommes ont-ils recours à ces moyens extrêmes ? C'est que les autres leur apparaissent voués à l'échec, et aussi qu'un certain seuil passionnel est franchi : les jeunes gens qui se réunissent au Congrès de Voronej ne croient plus aux possibilités de la propagande. Mais ils sont aussi exaspérés par la répression. C'est cette colère que Vera Zassoulitch, spontanément, traduit par son coup de pistolet sur Trepov. Ainsi, la forme de lutte est-elle dictée à la fois par une certaine analyse de la situation et par l'appétit de vengeance. C'est qu'il est difficile de devenir meurtrier de sang-froid. Il faut encore que les choses soient telles qu'elles semblent intolérables et appellent le sang.

On pourrait retrouver des démarches identiques à l'origine de la plupart des mouvements terroristes. En Irlande, l'échec de la voie constitutionnelle mène à la lutte armée ; l'échec des barricades de Pâques à la terreur et à la guérilla ; le souvenir des martyrs à la résolution de les venger. En Allemagne, Von Salomon et ses amis s'engagent dans les attentats après le fiasco du putsch de Berlin. Comme ils n'attendent rien du bulletin de vote, restent le pistolet et le poignard. Les Arabes tuent les Juifs : rien ne sert de leur expliquer qu'ils ont tort. Ils ne comprendront que les arguments de la violence. Et de même les Anglais qui empêchent les émigrants de débarquer. L'O.S. de Ben Bella et de Khidder ne croit plus aux méthodes légales du M.T.L.D., et le souvenir du Constantinois pèse toujours sur certaines mémoires. L'O.A.S. se développe quand il ne reste plus d'autre espoir d'empêcher l'abandon, et que de Gaulle démasque ouvertement son jeu.

Il s'ensuit qu'il y a quelque chose de parfaitement ambigu dans cette forme d'action. Accomplir des meurtres, ou même se contenter de détruire certaines installations, voilà des entreprises qui ne peuvent guère être décidées à froid. Il faut qu'un certain degré de colère ait été atteint, que celle-ci fournisse en quelque sorte le carburant de l'entreprise. Ne va-t-elle pas fausser le jugement, tromper les terroristes sur leurs chances de vaincre, les égarer sur une voie sans issue ? Et ripostant aux violences de la répression avec des moyens bien plus faibles que ceux du pouvoir, vont-ils créer chez les agents de celui-ci la panique, ou faire lever une fureur semblable, qui entraînera des contre-violences, une répression accrue, et l'écroulement final du groupe terroriste ? De la bombe ou de la potence, qui triomphera ? La réponse fut donnée en Russie tsariste. En dépit d'un énorme courage, ni la *Narodnaïa Volia*, ni les S.R., ni les Maximalistes, ne parvinrent à désorganiser l'Empire, ni à briser sa garde, l'Okhrana, ni à échapper au destin de phalange isolée et sacrifiée. Le tsarisme ne croulera pas sous les bombes, mais sous l'énorme poids de la guerre.

Lénine se gaussait des illusions romantiques du terrorisme : comme le journal *Svoboda*, organe d'un petit groupe socialiste-révolutionnaire[353], constatant que la terreur avait échoué comme moyen d'intimidation, estimait cependant qu'elle pouvait servir à réveiller les masses, il répliquait dans *Que Faire ?*

> Il serait difficile d'imaginer argumentation se réfutant elle-même avec plus d'évidence. Y a-t-il si peu d'abus criants en Russie qu'il soit nécessaire d'inventer des « excitants » spéciaux ? D'autre part, il est clair que ceux qui ne sont pas excités et ne sont pas excitables à la vue de l'arbitraire régnant en Russie, verront également en se tournant les pouces le duel d'une poignée de terroristes et du gouvernement[354].

Lénine a-t-il eu entièrement raison ? La reprise des attentats terroristes, sous la direction des S.R. coïncide avec les révoltes paysannes et précède de peu la grande vague de 1905. Il n'est pas absolument prouvé que la terreur fut sans effet sur ce réveil des masses ? Quoi qu'il en soit à ce sujet, ni les groupes de combat S.R., ni les équipes bolcheviks ne furent en mesure par la suite d'exploiter victorieusement les désordres qui s'étaient installés dans l'Empire.

La jonction entre des détachements révolutionnaires prêts à la violence, et les masses en effervescence suffit-elle d'ailleurs au succès ? On peut en douter. Si favorable que soit une population, sa capacité de combat est incertaine, sa volonté fragile, ses facultés de résistance soumises à la pression constante du pouvoir. Pour que le terrorisme soit vainqueur, il faut qu'il impose sa loi, *non pas d'abord à l'ennemi, mais bien à la population qu'il veut entraîner à l'assaut.* Il faut qu'il installe sur elle un pouvoir qui constitue un défi permanent au pouvoir établi.

« J'ai craint la terreur plus que la loi », telle fut l'excuse invoquée par un paysan comparaissant devant le tribunal autrichien qui lui reprochait d'avoir prêté assistance aux conjurés de Sarajevo. D'autres diraient peut-être, en d'autres circonstances : « J'ai choisi la terreur contre *votre* loi. » À partir du moment où des millions de citoyens se donnent à eux-mêmes, silencieusement ou ouvertement, l'une ou l'autre de ces réponses, le terrorisme est tout près de gagner la partie. C'est à ce stade, et à ce stade seulement, que les forces du régime (polices, administrations, corps constitués, armée même) commencent à se décomposer. Leur inquiétude devant les tentatives de quelques dizaines d'individus, équipés de leur seule audace et d'un maigre stock d'armes et de munitions, est de brève durée. Il n'est pas sûr que le remplaçant du ministre abattu soit pris de tremblement : on a doublé ou triplé sa garde ; il n'est pas certain que les collègues du policier exécuté renâclent à la besogne : ils comptent dans leurs rangs une victime, mais grâce à un seul indicateur, ils ont arrêté une douzaine de conjurés. La conscience de leur force encouragerait plutôt leur zèle. Mais que les ordres du ministre s'émoussent dans la malveillance ou l'inertie, que les enquêtes policières bronchent sur le silence – né de la haine ou de la peur – des populations, et voici que la situation se retourne : ce n'est plus la terreur qui est isolée, mais le pouvoir.

Telle est la leçon qu'on entrevoit déjà avec l'expérience des Macédoniens, et dès l'époque où Lénine réfute le terrorisme. Sans doute, l'O.R.I.M. a recours à une autre méthode de lutte, qui est la guérilla. Les attentats terroristes sont le fait d'un petit groupe semi-autonome, à Salonique, et l'O.R.I.M. ne les utilisera plus tard que faute de mieux, parce que la guérilla est de plus en plus difficile. Mais elle ne cessera pas de faire appel à une autre forme de terreur, qui est le contrôle des populations. Celles-ci, quelle que soit leur haine du régime ottoman, n'acceptent pas de s'engager dans le combat et d'y persévérer sans une certaine contrainte. La collecte des « impôts », les « tribunaux » de l'organisation qui se substituent à ceux de l'occupant, la surveillance et le châtiment des éléments suspects (grecs en majorité) constituent autant de mécanismes qui servent à mobiliser les masses et à les tenir en alerte. La terreur est aussi police.

Les terroristes russes et les sociaux-démocrates exerçaient bien cette police. Mais ils en

limitaient l'emploi à leurs propres rangs : qui trahissait était abattu. C'est qu'ils ne réussirent jamais, dans la période qui précéda la guerre, à s'insérer solidement dans la population. La direction du parti S.R. est hésitante devant ces révoltes agraires qui éclatent spontanément. Quant aux sociaux-démocrates, ils comptent sur le prolétariat, sans parvenir à mordre sur lui de façon durable.

Tout mouvement en armes qui s'enracine dans les masses est plus ou moins amené à étendre aux masses elles-mêmes, sous des formes graves ou mineures, cette violence qu'il tourne vers l'ennemi. Le F.L.N. fit froidement égorger tous ceux qui à un titre ou à un autre lui résistaient, à commencer par les musulmans francophiles, afin de couper le pouvoir de ses appuis, en continuant par tous ceux qui entendaient échapper à sa loi. L'I.R.A. prit des mesures contre les Irlandais qui entendaient émigrer en Angleterre et brûla quelques fermes de partisans de la Couronne. L'O.A.S. interdit les départs en vacances – sans grand succès d'ailleurs – et plastiqua les « libéraux ».

Le cas de l'I.R.A. mérite ici de retenir l'attention. Nous avons là en effet l'exemple – rare – d'une organisation armée qui peut prétendre fonder sa lutte sur l'exercice de la démocratie. Lorsque le *Sinn Fein* se constitue en gouvernement, diffuse des ordres, lève des impôts, crée ses propres institutions, il peut à bon droit soutenir qu'il ne fait qu'exprimer les vœux de la nation : celle-ci l'a mandaté. Et la lutte armée est la suite logique de cette démarche : le fusil prolonge le bulletin de vote, comme moyen de faire respecter celui-ci. Pourtant, l'Exécutif du Dail et l'état-major de l'I.R.A. hésiteront longtemps avant de se lancer dans cette entreprise. Non seulement parce qu'ils redoutaient l'échec, mais parce qu'ils ne pouvaient ignorer que ce combat serait en partie un combat fratricide (et de fait, ce sont des Irlandais que tuent d'abord Dan Breen et Sean Treacy). C'est que *la population est prête à voter le départ des Anglais mais non à chasser les Anglais*, qu'elle n'accédera à la conscience et à la volonté de la lutte que sous le double effet de la répression britannique et de la vigilance de l'I.R.A. Processus qui ne fait du reste que copier celui que suivent les États belligérants quand ils décrètent cette mesure de contrainte : la mobilisation.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que l'emprise d'une organisation clandestine armée soit plus nette quand il s'agit de lutter contre une domination extérieure. Le facteur national, ou les réactions d'une minorité ethnique sont des atouts déterminants. Ici encore, l'exemple de l'O.R.I.M. doit être évoqué. À l'orée du XXe siècle, alors que les sociaux-démocrates russes et les S.R. ne sont que de petites sectes, elle a atteint à un stade de développement complexe, elle est une organisation politique et militaire solidement ramifiée. Pourtant la question agraire se pose dans l'Empire tsariste comme dans l'Empire ottoman. Mais chez les Macédoniens, la haine pour un régime d'exploitation est multipliée par ce double ferment : le sentiment national et le sentiment religieux. Et ce n'est pas un hasard si, dans la période de 1905-1907, les foyers les plus virulents se développent parmi les populations allogènes que l'Empire tsariste maintient sous sa coupe : Polonais, Lettons, populations du Caucase. On peut de même comparer le succès relatif qu'obtient l'I.R.A. dans la guerre d'indépendance – elle oblige l'Angleterre à négocier – et son échec quand elle se transforme en instrument de guerre civile. Et l'audience de l'O.A.S., organe d'autodéfense d'une minorité ethnique exposée à un grave péril, doit être mis en balance avec sa faible implantation en métropole, où ce péril n'existe pas. En fait, une lutte armée qui s'appuie sur la conscience nationale, ou sur les droits d'une minorité ethnique, trouve plus facilement et plus longtemps des appuis, qu'une entreprise qui se donne pour but de changer la forme politique ou la structure sociale d'un régime, à moins que ce régime ne soit complètement discrédité.

Si nous comparons maintenant ce que les dirigeants de la *Narodnaïa Volia* attendaient du

terrorisme, et le rôle que celui-ci joue dans le monde moderne, nous pouvons voir à quel point les choses ont évolué. Sous des formes multiples (attentats contre des personnalités politiques, contre des policiers, contre des « traîtres », sabotages divers, vols d'armes et de munitions, enlèvements, raids spectaculaires contre certaines installations, « expropriations » à main armée), le terrorisme a largement essaimé dans le monde entier. Mais aucun mouvement subversif ne croit plus qu'il suffise de quelques coups de revolver, de quelques kilos de dynamite ou de plastic, pour renverser un régime ou même pour l'amener à composition. Et avec le temps, l'action terroriste est apparue, plutôt comme une certaine phase tactique dans un long processus de lutte, que comme une stratégie capable d'arracher à elle seule la décision.

Ainsi, le terrorisme peut surgir brusquement comme moyen d'obliger l'opinion nationale ou internationale à prendre conscience de la gravité d'un problème. Il est alors à la fois un signal d'alarme et un appel. C'est ce qui se passe actuellement au Canada. Cette phase ouvre la voie ou bien à une lutte légale qu'elle aura seulement servi à déclencher, ou bien à une lutte armée menée avec des effectifs beaucoup plus importants.

Au lieu de s'affirmer initialement, le terrorisme peut apparaître à un certain stade de la lutte armée, soit comme moyen auxiliaire, soit comme marquant l'ouverture d'un nouveau front de combat. En Irlande, le terrorisme fut mené concurremment avec la guérilla, avec des objectifs précis : effet spectaculaire (attentat contre Lord French), liquidation de policiers particulièrement dangereux (le Dimanche sanglant), riposte à la répression (raids en Angleterre). Pour le F.L.N., la bataille d'Alger fut l'occasion à la fois d'étendre la lutte aux zones urbaines, et de produire un effet de choc sur l'opinion internationale, effet que la guérilla n'obtenait qu'imparfaitement.

Mais en d'autres circonstances, le terrorisme n'est employé que faute de mieux, parce que l'état des forces ne laisse pas le choix. Il en fut ainsi pour l'O.R.I.M. après l'échec de l'insurrection d'Inlinden. Ce fut le cas également pour les groupes S.R. (de droite) ou S.R. de gauche à l'avènement du régime bolchevik, pour le Groupe Stern en Israël, pour les terroristes de l'Organisation Consul en Allemagne. Ce le fut encore pour l'O.A.S. à coup sûr en métropole, partiellement en Algérie, où pourtant l'organisation réussit à mettre sur pied des commandos qui par leurs effectifs et leur armement dépassaient déjà le stade du terrorisme pur (cf. Bab-el-Oued et Oran).

Dans le premier et dans le dernier cas, ce terrorisme apparaît comme un signe de faiblesse : il est l'arme d'une petite minorité, réduite à de pauvres moyens, et qui mène en effet une guerre de pauvres. En dépit de leurs « exploits », et quels que soient le courage et l'ingéniosité de leurs membres, il y a de fortes chances que ces groupes terroristes soient finalement réduits, à moins que les circonstances politiques, économiques ou diplomatiques ne leur permettent d'élargir leur audience et de passer à d'autres formes de combat.

On peut comparer sur ce plan l'efficacité respective de la guérilla dans les campagnes et du terrorisme urbain. Incontestablement, le premier semble plus redoutable. Dans les campagnes, le système adverse administratif et militaire est plus dilué, et il est également plus facile de rassembler davantage d'hommes contre un des points faibles de ce système que dans les villes ; de même qu'il est plus difficile pour la répression de détruire complètement la guérilla. L'O.R.I.M. dut sa puissance à ses *tchétas*, le Viêt-minh, les castristes et l'I.R.A. à leurs guérilleros, le F.L.N. à ses Katibas. La bataille d'Alger, si longue qu'elle fût, s'acheva néanmoins par la destruction complète de l'organisation terroriste, tandis que les bandes du bled, affaiblies et dispersées, ne purent être entièrement réduites. De même, au Venezuela, les groupes terroristes de Caracas ont été plus durement touchés que les partisans dans les campagnes. Il est vrai que parfois les cellules urbaines réussissent à force d'ingéniosité, ou si elles disposent de

complicités multiples, à défier longtemps l'adversaire (les S.R., l'*Irgoun*, l'O.A.S.). Leur situation n'en est pas moins souvent plus précaire. Il est bien certain, d'autre part, que les conditions de la guérilla permettent de créer les détachements d'une véritable armée, de les former politiquement et de faire surgir des hommes d'une endurance exceptionnelle, – car ils ont dû vivre dans des conditions d'inconfort exceptionnel, – tandis que le terroriste urbain n'est requis que pour des opérations, souvent très dangereuses, mais brèves, tout en continuant à mener la vie de tous les jours.

Mais l'exercice de la guérilla suppose tout un ensemble de conditions géographiques, politiques et sociales qui ne peuvent être partout réunies : un relief tourmenté, des zones semi-désertiques ou sous-administrées favorisent son essor (montagnes de Macédoine, de Cuba, d'Algérie et du Venezuela, jungle du Viêt-nam, brousses du Congo, de l'Angola et du Cameroun). La configuration géographique n'est pas une condition *sine qua non* (la Résistance en France), mais il faut alors que la population des campagnes supplée largement à l'insuffisance des caches naturelles. De toute façon, son appui est nécessaire, car c'est d'elle que dépendent le ravitaillement et le renseignement. Privé de ce soutien, le maquis risque bientôt d'être circonscrit, encerclé et anéanti. Ce fut le cas des maquis O.A.S.[355].

Dans *La Guerre de Guérilla*, Che Guevara, second de Castro et principal spécialiste de cette forme de combat en Amérique latine, assigne une mission secondaire à ce qu'il appelle les guérillas urbaines, dont il limite le rôle à des entreprises de sabotage. Quant aux attentats terroristes, il n'en est guère partisan[356]. Nous voyons au contraire les F.A.L.N. (Forces Armées de Libération Nationale) communistes du Venezuela combiner les deux formes d'action. Des guérillas opèrent dans les montagnes tandis que des groupes terroristes agissent dans les villes, en particulier à Caracas (attaques contre des entreprises industrielles, généralement américaines, capture de militaires américains, séquestrations publicitaires – celle de Di Stefano par exemple – vols d'armes, attentats contre la police et l'armée, etc.). La structure de ces U.T.C. (Unités Tactiques de Combat) est la même pour la campagne et la ville (quatre à six hommes). En principe ces deux fronts se développent parallèlement, et la question de savoir lequel devrait avoir le pas sur l'autre a certainement fait l'objet d'âpres discussions. Dans la pratique, la lutte urbaine a paru plus importante dans une première phase. Actuellement, la tendance s'est renversée : les F.A.L.N. urbaines ont subi de lourdes pertes et un grave échec politique en se montrant incapables d'empêcher le déroulement des élections. En revanche, le gouvernement n'a pas encore réussi à anéantir la guérilla qui offre un refuge aux combattants traqués des villes.

Entre la guérilla et le terrorisme, il existe toutefois un certain nombre de points communs. Tous deux opposent à la puissance, parfois considérable, du pouvoir des moyens infimes : aux gros bataillons le petit détachement, à la concentration la dispersion, aux armes lourdes les armes légères, au statisme la mobilité et la surprise. Il suffit d'un revolver pour commettre un attentat, de cocktails Molotov pour provoquer des incendies, de plastic pour obtenir des destructions, parfois importantes, à coup sûr spectaculaires. La guérilla utilise même des armes encore plus primitives : un morceau de bambou aiguisé et planté en terre, des flèches qui permettent d'incendier les toitures des postes de garde, et même une cigarette allumée et fixée à une boîte d'allumettes, qui, abandonnée dans une corbeille à papier, amènera un incendie à retardement[357].

Guerre à l'économie, qui est souvent aujourd'hui une guerre de primitifs, encadrés par quelques techniciens que des écoles spécialisées ont formés aux méthodes de la subversion.

Guérilla ou terrorisme ne se donnent pas pour but – on l'a souvent souligné – d'occuper un territoire ou d'anéantir les forces adverses, *mais d'atteindre des objectifs politiques*, qu'il

s'agisse de s'assurer le contrôle d'une population ou de semer le désarroi et la division chez l'ennemi. Pour l'essentiel, ces objectifs ne diffèrent pas de ceux que s'assignait le terrorisme originel. Mais les moyens pour y parvenir sont plus complexes, plus diversifiés, plus échelonnés. Commentant la lutte menée par Castro, Robert Taber montre que les objectifs recherchés par le Barbudo étaient d'ordre essentiellement psychologique ou politique. « Ce sont les objectifs qui décident de tout, écrit-il. Les fidélistes ont été victorieux à Cuba, non parce que Fidel était un maître dans l'art de la guérilla, ce qui n'était pas le cas, mais parce qu'il avait compris quel était le chemin à suivre. Dans les premiers temps de son action lorsque j'eus l'occasion d'en discuter avec lui, son but était de créer dans la capitale une atmosphère de crise, dans laquelle le régime de Battista s'effondrerait de lui-même sous le poids de ses propres erreurs… Ce plan demandait tout d'abord de rendre manifeste aux yeux du monde l'existence d'une force rebelle active, qui échappait au contrôle de l'armée de Battista. Ce simple fait signifiait déjà la destruction du mythe de la force révolutionnaire du régime, son principal point d'appui… C'était d'autre part un moyen d'affaiblir l'économie urbaine et de répandre la discorde parmi les propriétaires et hommes d'affaires cubains, ce qui obligerait les bailleurs de fonds étrangers à se demander si l'on ne pouvait pas envisager une alternative au régime de Battista.

« Une fois ce processus mis en marche, une fois le doute créé, la désagrégation du régime de Battista était certaine… Au fur et à mesure que les opérations financières et les crédits bancaires se restreignaient, tandis que montait l'impopularité du régime, les hommes d'affaires et les haut gradés de l'armée commençaient à s'interroger sur les alternatives possibles à donner au régime, ou bien à préparer leur plan de retraite »[358].

Entre cet objectif et celui des terroristes de Salonique, il n'y a pas de différence fondamentale. Mais les moyens d'action diffèrent : les jeunes gens de Salonique épuisent en quelques jours leur stock de bombes ; les castristes utilisent au contraire le temps comme facteur de désagrégation d'un régime.

Et c'est au fond le même calcul que l'on retrouve chez les combattants du Viêt-minh et chez ceux du F.L.N. et du Venezuela. Les uns et les autres mettent en route la même stratégie : le désordre est créé, défi lancé à l'ennemi ; le désordre ne peut être éliminé ; au bout d'un laps de temps plus ou moins long, la coalition des forces adverses commence à se désagréger, soit que les soldats désertent, soit qu'une partie de la bourgeoisie cherche des solutions de rechange, soit que, le régime s'appuyant sur des capitaux étrangers, ces capitaux effrayés aillent s'investir ailleurs, soit que ces phénomènes cumulent leurs effets[359].

Il est incontestable que les pays sous-développés offrent un milieu particulièrement favorable à l'essor de ce type de lutte. Des populations primitives, habituées à des conditions de vie précaires, fournissent aisément des recrues pour la guérilla[360] . (Il arrivera même que les recrues soient mieux nourries que les non-belligérants.) Sans doute, livrées à elles-mêmes, ces révoltes seraient sans perspective, sans plan d'action, et finiraient par être écrasées, comme le furent autrefois les révoltes tribales. Mais leur puissance de combat est singulièrement accrue, si elles peuvent être prises en mains par des « techniciens », certains formés sur place, d'autres à l'étranger. Nous retrouvons là la situation qui fut celle des Macédoniens, bénéficiant de la base bulgare, et encadrés par la mince couche des intellectuels. Mais ces bases ont pris de nos jours une extension et une importance considérables, et, sécrétant les « techniciens », permettent une propagation sans cesse plus étendue de la subversion. La base soviétique a permis de former les cadres révolutionnaires de la Chine. Celle-ci à son tour appuiera le Viêt-minh, et le régime de Hanoï fournira les appuis, les conseils et les secours pour les partisans du Sud. C'est du Caire que partira le signal de la lutte en Algérie, et les jeunes cadres de l'A.L.N. iront suivre des stages

dans les démocraties populaires ou en Chine. Aujourd'hui même, l'Algérie devient une base de soutien pour les bandes de l'Angola et du Congo. Seule l'équipée castriste fait relativement exception, encore que Guevara ait eu une formation marxiste et transpose à Cuba des leçons apprises ailleurs. Mais Cuba ambitionne d'être la centrale des soulèvements en Amérique du Sud. La jonction entre des troupes levées à même la masse en colère, et la petite minorité « activiste » peut donc être préparée ou réalisée sur divers points de l'univers, simultanément ou successivement, avec l'appui moral, financier, matériel, publicitaire d'une puissance étrangère, ou d'un groupe de puissances, et des complicités dont ce groupe dispose dans quantité de pays.

Ce renfort est d'une importance capitale. Il constitue ce que le général Beaufre appelle *la manœuvre extérieure*[361] . Celle-ci se situe hors du théâtre proprement dit des opérations. Elle consiste à faire pression sur l'adversaire, par différents moyens politiques, économiques ou militaires. Dans le cas de la guerre d'Algérie, par exemple, cette manœuvre s'est développée sur une vaste échelle : démoralisation (guerre injuste), mobilisation d'une partie de l'opinion en France contre cette guerre, appel à l'O.N.U., menaces d'extension possible de ce conflit localisé, etc. (c'est ce qui explique, en partie, l'échec de l'O.A.S. dont les possibilités de manœuvre extérieure étaient à peu près nulles).

Qu'on compare cette situation avec celle des exilés Lénine, Plekhanov ou Savinkov, et on aura toute la distance qui sépare la grosse entreprise de l'artisanat.

Il semble *a priori* que les possibilités du terrorisme et de la guérilla soient sensiblement plus grandes dans les pays sous-développés que dans ceux qui ont atteint un haut niveau de vie comme les pays européens ou les États-Unis d'Amérique. Cependant, il n'est pas certain qu'il en soit ainsi. Un exemple récent montre que l'action de l'O.A.S. a eu ses répercussions en métropole, où elles ont provoqué au moins un certain trouble. L'insécurité qui régnait dans les villes d'Algérie, aux confins des quartiers musulmans et européens, est en train de s'installer aux États-Unis dans certaines villes entre les communautés noires et blanches. Un quartier comme Harlem, par exemple, n'est pas loin de rappeler le repliement hargneux qui caractérisait la Casbah : épisodiquement des bombes éclatent, des meurtres sont commis, des raids sont effectués par des partisans de l'une ou l'autre communauté. Ces phénomènes sont certes très limités, mais les revendications croissantes des Noirs, les réactions qu'elles provoquent en contrepartie, offrent matière à bien des exploitations politiques. La situation reste de même critique au Canada, où les aspirations séparatistes ont fait des progrès sensibles.

En Europe occidentale il existe à présent deux foyers d'agitation à base ethnique : celui du Haut-Adige, et celui de la Suisse Romande, mais il n'est pas exclu que d'autres foyers s'allument ailleurs : les revendications sur l'Ulster n'ont pas cessé ; entre Flamands et Wallons la tension est vive ; la vieille tradition séparatiste chez les Catalans et les Basques espagnols n'est pas morte.

La France pourrait-elle connaître des agitations séparatistes qui déboucheraient sur un terrorisme, fût-ce symbolique ? Le risque, à vrai dire, peut sembler mince. Une unité qui s'est affirmée au cours des siècles (mais qui tout de même vient d'être rompue par le principe de l'autodétermination), l'attachement au maintien de la paix sociale ou politique, le confort des Français – si on le compare à celui de peuples moins riches – paraissent opposer à ces dangers des barrières solides. L'autonomisme politique en Alsace a perdu de sa virulence, par rapport à l'avant-guerre, et les démonstrations auxquelles s'étaient livrés les autonomistes bretons au cours de la même période, ne se sont pas renouvelées. Il est vrai que dans *Paris-Presse*[362], M. Henri Gault avait pu recueillir de la bouche d'un dirigeant breton des déclarations assez explosives qui annonçaient d'imminentes entreprises armées[363]. Quel que soit le mécontentement réel et souvent justifié des populations bretonnes, rien n'est venu vérifier ces pronostics.

On ne peut guère noter que de faibles symptômes qui révèlent le recours épisodique à des formes de violences anarchiques. Des agriculteurs mécontents ont saboté des lignes téléphoniques en Bretagne, des viticulteurs ont scié des poteaux dans l'Hérault, un sabotage sur une voie ferrée qui, aux dires des experts, serait l'œuvre de spécialistes, a été effectué en Corse. Gestes d'énervement accomplis par des isolés ? Certainement. Mais ces gestes indiquent tout de même que leurs auteurs ont cessé de croire à l'efficacité des moyens classiques pour faire entendre leur voix : campagnes de presse, pétitions, meetings, délégations, interventions de parlementaires, grèves elles-mêmes dont l'efficacité s'est peut-être émoussée.

À la vérité, ce que ces violences mineures et passagères contestent, ce sont les contraintes du centralisme, et le cas n'est certainement pas particulier à la France : la concentration des moyens de gouverner, l'*imperium* technocratique, l'énorme pression des moyens de propagande (télévision, radio, grands organes de presse) détenus par quelques puissants de l'argent ou de la politique, amènent les minorités à prendre conscience qu'elles sont de plus en plus désarmées. Les séparatistes canadiens en publiant des feuilles à faible diffusion ou de modestes brochures, lues par quelques centaines d'adeptes (toujours les mêmes), étaient voués à l'étouffement et à une totale indifférence. Avec quelques raids sur des banques ou des dépôts d'armes, ils ont attiré sur leur cause l'attention du monde entier, et de gros pétards ont fait de même pour les séparatistes jurassiens. Voici du même coup des problèmes posés avec force, évoqués et discutés avec passion. C'est ici que les critiques adressées par Lénine aux terroristes russes perdent de leur valeur. À notre époque, de tels actes, diffusés aux quatre coins du monde par les postes de télévision, les stations de radio, repris et commentés par la presse, faisant l'objet d'enquêtes à sensation et d'interviews « exclusives », acquièrent aussitôt une puissance de choc. L'enlèvement de Fangio a étonnamment servi la publicité de Fidel : une vedette a permis le lancement d'une autre vedette. L'expression de *propagande par le fait*, inventée par les anarchistes, prend ici tout son sens. Et, par un singulier retour des choses, le puissant appareil d'information conformiste qui étouffe la diffusion des idées jugées subversives, contribue au contraire à multiplier l'importance et la portée des *actes*[{364}].

On peut, à bon droit, déplorer cette extension et cet éparpillement de la violence qui, même lorsqu'elle ne prévoit pas l'effusion de sang, en court le risque et qui substitue à la négociation un langage fondé sur la force ou sur les apparences de la force. Mais il est fort peu vraisemblable que ces pressions diminuent dans les années qui viennent. Elles expriment les contradictions du monde moderne et prennent place dans l'arsenal de la guerre froide. Dans le passé, nous avons connu des phases de guerre classique entre les États, suivies de périodes de paix entre les peuples ; ou bien, à l'intérieur des États, des crises révolutionnaires et des insurrections qui venaient bouleverser la paix sociale. Nous vivons aujourd'hui le temps de la guerre froide, qui mêle les pressions politiques, diplomatiques, économiques, les attentats, les sabotages, la guérilla, les coups d'État et les putschs.

Des groupes de puissances (U.R.S.S., Chine, démocraties populaires, nations arabes) s'efforcent de créer des foyers de subversion, ou de les contrôler quand ces foyers se sont allumés sans elles. Il est parfaitement absurde de croire que les responsables de ces entreprises peuvent être amadoués. Leur action sera combattue à l'aide de toute une gamme de moyens, dont la violence ne peut être exclue. Et, en certaines circonstances, à des détachements de partisans armés et encadrés par la subversion, il sera inévitable que des contre-détachements de volontaires s'opposent et organisent l'autodéfense des populations, comme cela s'est produit déjà en Israël ou en Algérie.

Nous voici assez loin de l'aventure engagée il y a quatre-vingt-cinq ans par les jeunes gens de

Voronej, le jour où, contre l’avis de Plekhanov, ils décidèrent de prendre la voie de la terreur. Période toute romantique, où l’action reposait avant tout sur le courage, le sacrifice individuel, la foi dans la vertu de l’exemple. C’était insuffisant pour vaincre. Ce qui sépare ces hommes des terroristes et des guérilleros d’aujourd’hui, ce n’est pas la substitution du plastic à la dynamite, mais toute la distance entre le XIXe siècle idéaliste et notre époque, marquée par un souci inhumain de l’efficace. En moins d’un siècle, toutes sortes de techniques subversives ont été expérimentées sur divers points du globe, en Macédoine, en Irlande, pendant la guerre civile en Russie, dans les maquis européens, en Chine, au Viêt-nam, en Algérie… Ces expériences ont été analysées, elles ont fait l’objet de quantité d’études, qui mettent en évidence leurs possibilités ou leurs insuffisances, leurs succès ou leurs échecs. Le terrorisme moderne procède de ces tentatives et de ces leçons, qui laissent peu de place au geste individuel et à l’exaltation que connurent les Jeliabov, les Kaliaev, et les Sazonov. En vérité, à l’heure où il est difficile de mobiliser de grandes masses d’hommes sans provoquer un conflit planétaire aux conséquences irrémédiables, le terrorisme tend de plus en plus à se substituer à la guerre.

BIBLIOGRAPHIE

Ancel Jacques, *La Macédoine, son évolution contemporaine*. Paris, 1930.
Bailey Geoffrey, *La Guerre des services secrets soviétiques*. Paris, 1960.
Bajdaroff, *La Question macédonienne dans le passé et le présent*. Sofia, 1926.
Barker Elizabeth, *Macedonia, its place in Balkan Powers' Politics*. London, 1950.
Barre André, *L'Esclavage blanc*. Paris, 1907.
Barry Tom (Général), *Guerilla days in Ireland*. New York, 1956.
Beaufre (Général), *Introduction à la Stratégie*. Paris, 1963.
— *Dissuasion et Stratégie*. Paris, 1964.
Begin Menachem, *La Révolte d'Israël*. Paris, 1953.
Behan Brendan, *Un peuple partisan*. Paris, 1960.
Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée allemande*, t. I et II. Paris, 1964.
Bérard Victor, *Pro Macedonia*. Paris, 1904.
Berdiaev Nicolas, *Les Sources et le sens du communisme russe*, Paris, 1963.
Bernstein L., *L'Affaire Azeff*. Paris, 1909.
— *Le Terrorisme en Russie*. Paris, 1910.
Bienstock J. W., *Histoire du Mouvement révolutionnaire en Russie (1790-1894)*. Paris, 1920.
Bobrouskaïa, *Quelques masques de provocateurs*, Paris, 1932.
Bouchié de Belle Edmond, *La Macédoine et les Macédoniens*. Paris, 1922.
Bourniquel Camille, *Irlande*. Paris, 1955.
Brady, *Le Secret service irlandais en Angleterre (1919-1921)*. Paris, 1933.
Breen Dan, *Mon combat pour l'Irlande*, Rennes, 1939.
Brehm Bruno, *C'est ainsi que cela commença*. Paris, 1936.
Le Brigandage en Macédoine (un rapport confidentiel du Gouvernement Bulgare). Berlin, 1908.
Broizat (Colonel), *Notes d'un témoin*, in *L'Esprit public* (novembre 1962).
Bromberger Serge, *Les Rebelles algériens*. Paris, 1958.
Buchard Robert, *Organisation Armée Secrète*, t. I et II. Paris, 1963.
Callaghan Sean O', *The Easter Lily. The Story of the I. R. A.* London, 1956.
Camus Albert, *L'Homme révolté*. Paris, 1951.
Cannac René, *Aux sources de la révolution russe : Netchaïev. Du nihilisme au terrorisme*. Paris, 1961.

Catéchisme révolutionnaire, in *Le Contrat social*.
Christowe Stoyan, *Heroes and Assassins*. New York, 1935.
Churchill Winston, *Les Grands Contemporains*. Paris, 1939.
Cottaz Maurice, *Le Procès du putsch d'Alger et du complot de Paris*. Paris, 1962.
Davezies Robert, *Le Front*. Paris, 1959.
Den Doolaard A., *Quatre mois chez les Comitadjis, meurtriers patentés*. Paris, 1932.
Déon Michel, *L'Armée d'Algérie et la pacification*. Paris, 1959.
Duchemin Jacques, *Histoire du F. L. N.* Paris, 1962.
Egretaud Marcel, *Réalité de la Nation algérienne*. Paris, 1957.
Fauvet Jacques et Planchais Jean, *La Fronde des généraux*. Paris, 1961.
Favrod Charles-Henri, *La Révolution algérienne*. Paris, 1959.
Faye J. de la, *O'Connell, ses alliés et ses adversaires*. Paris, 1896.
Fervacque et Tugal, *Le Secret d'Azeff*. Paris, 1930.
Feuillade et Lazarevitch, *Tu peux tuer cet homme*. Paris, 1950.
Figner Vera, *Mémoires d'une révolutionnaire*. Paris, 1930.
Frank Gerold, *Le Groupe Stern attaque*. Paris, 1963.
Frederix Pierre, *Irlande, Extrême-Occident*. Paris, 1931.
Gafenco, *Préliminaires à l'Est*. Paris, 1947.
Gandolphe Maurice, *La Crise macédonienne. Enquête dans les vilayets insurgés*. Paris, 1904.
Garnier Ch.-M., *Eire. Histoire d'Irlande*. Paris, 1939.
Gauvin Jean, *Le Procès Vanuxem*. Paris, 1963.
Goodspeed D. J., *Six coups d'État*. Paris, 1963.
Gorce Paul-Marie de la, *Histoire de l'O. A. S. en Algérie*, in *La Nef* (octobre 1962-janvier 1963).
Got Ambroise, *L'Allemagne à nu*. Paris, 1923.
Goul Roman, *Azef*. Paris, 1930.
— *Les Maîtres de la Tchéka*. Paris, 1938.
Gourion Ben, *Israël, années de lutte*. Paris, 1964.
Guerassimov (Général) *Tsarisme et Terrorisme*. Paris, 1934.
Guevara Che, *La Guerre de guérilla*. Paris, 1962.
Guilbert Yves, *Castro l'Infidèle*. Paris, 1961.
Gumbel, *Les Crimes politiques en Allemagne (1919-1929)*. Paris, 1931.
Gwynn Denis, *Roger Casement*. Paris, 1932.
Harmel Claude, *Histoire de l'Anarchie*, t. II (à paraître, chapitre gracieusement communiqué par l'auteur).
Hill George (Capitaine), *Ma vie d'espion*. Paris, 1933.
Illine Genevski A. F., *Entre deux révolutions*, Paris, 1931.
Jaffré (Me Yves-Frédéric), *Les Tribunaux d'Exception*. Paris, 1962.
Kachowskaia, *Souvenirs d'une révolutionnaire*. Paris, 1926.
Kedrov S., *Une imprimerie clandestine*. Paris, 1932.
Kehler H., *Chroniques russes : Les premiers temps du bolchevisme*. Paris, 1928.
Kessel Joseph, *Le Temps de l'Espérance*. Paris, 1946.
Koestler Arthur, *La Tour d'Ezra*. Paris, 1947.
Kolisevski Lazar, *La Question nationale macédonienne*. Belgrade, 1959.
Krainikowski, *La Question de Macédoine et la diplomatie européenne*. Paris, 1938.
Krassine Lioubov, *Krassine. Sa vie et son œuvre*. Paris, 1932.

Kroupskaia N., *Souvenirs sur Lénine*. Paris, 1930.
Lagaillarde Pierre, *On a triché avec l'honneur*. Paris, 1961.
Laporte Maurice, *Histoire de l'Okhrana* (Préface de Bourtzev). Paris, 1935.
Leitch David, *Age of Austerity*. London, 1963.
Lénine, *Œuvres complètes*, t. IV, VII, VIII et X. Paris.
— *La Révolution de 1905* (Préfaces de Jacques Duclos). Paris, 1931.
Lentin Albert-Paul, *Le Dernier Quart d'heure*. Paris, 1963.
Lentzner N., *La Révolution de 1905*, Paris, 1925.
Le Roux Louis-N., *La Vie de Patrice Pearse*. Rennes, 1932.
Livre Blanc. Alger, 26 mars 1962. Paris, 1962.
Lœsch Anne, *La Valise et le Cercueil*. Paris, 1963.
Londres Albert, *Les Comitadjis*. Paris, 1933.
Maitron Jean, *Histoire du Mouvement anarchiste en France (1880-1914)*. Paris, 1951.
Mandouze André, *La Révolution algérienne par les textes*. Paris, 1961.
Manevy Raymond et Diolé Philippe, *Sous les plis du drapeau noir*. Paris, 1949.
Mao-Tsé-Toung, *La Stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine*. Paris, 1950.
Marabini Jean, *L'Étincelle. Lénine, organisateur de la révolution russe*. Paris, 1962.
Marchand René, *Les Agissements des Alliés contre la révolution russe*. (s.l.n.d.).
Merens Louis, *La Paix des braves*. Paris (s. d.).
Mermoz Gilles, *Connaissance de l'O. A. S.*, I., in *Écrits de Paris* (octobre 1962); II, *idem* (novembre 1962).
— *Les Erreurs de l'O. A. S.*, in *Écrits de Paris* (mars 1963).
Mikhaïlov A. D., *Vozpomnania. Les Mémoires de A. D. Mihaïloff*. Genève, 1903.
Monnerot Jules, *La Guerre en question*. Paris, 1951.
Morice André, *Les Fellagha dans la cité*. Nantes (s. d.).
Morland, Barangé, Martinez, *Histoire de l'Organisation de l'Armée Secrète*. Paris, 1964.
Mousset Albert, *Un drame historique : l'attentat de Sarajevo*. Paris, 1930.
Neuberg A., *L'Insurrection armée*. Paris (s. d.).
Nicol Axel, *La Bataille de l'O. A. S*. Paris, 1962.
Niessel (Général), *Le Triomphe des Bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk*. Paris, 1939.
Noulens Joseph, *Mon ambassade en Russie soviétique*. Paris, 1933.
O. A. S. parle, Paris, 1964.
Paillat Claude, *Dossier secret de l'Algérie (13 mai 1958-28 avril 1961)*. Paris, 1962.
— *Deuxième Dossier secret de l'Algérie (1954-1958)*. Paris, 1962.
Pernot Maurice, *Balkans nouveaux*. Paris, 1929.
Perrigault Jean, *Bandits d'Orient ou les Comitadjis bulgares*. Paris, 1931.
Pilsudski Joseph, *Du révolutionnaire au chef d'État (1893-1935)*. Paris, 1935.
Plantagenet Édouard, *La Bande terroriste Pavelitch-Pertchevitch à la solde du révisionisme*. Paris (s. d.).
Procès (Le) de Raoul Salan. Compte rendu sténographique. Paris, 1962.
Procès (Le) d'Edmond Jouhaud. Compte rendu sténographique. Paris, 1962.
Procès (Le) du Petit-Clamart. Compte rendu sténographique. Paris, 1963.

Procès verbal de l'interrogatoire d'André Canal.
Question (La) Macédonienne et le Haut-Comité macédo-andrinopolitain. Sofia, 1902.
Réseau Armagnac (Réquisitoire définitif).
RISAL P., *La Ville convoitée : Salonique.* Paris, 1917.
ROTHSCHILD Joseph, *The Communist Party of Bulgaria* (1883-1936). New-York, 1939.
ROUTIER Gaston, *La Macédoine et les Puissances* (l'Enquête du *Petit Parisien*). Paris, 1904.
RYAN Desmond, *Sean Treacy and the Third Tipperary Brigade I. R. A.* Tralee 1945.
SADOUL Jacques, *Notes sur la révolution bolchevique.* Paris, 1919.
SALOMON Ernst von, *Les Réprouvés.* Paris, 1931.
— *Le Questionnaire.* Paris, 1953.
SAVINKOV Boris, *Souvenirs d'un terroriste*, Paris, 1931.
SAYERS et KAHN, *La Grande Conspiration contre la Russie.* Paris, 1947.
SEDOV Léon, *Le Livre Rouge sur les procès de Moscou.* Paris (s. d.).
SERGE Victor, *L'An I de la Révolution russe.* Paris, 1930.
— *Le Problème de l'illégalité : simples conseils au militant.* Paris, 1934.
— *Les Coulisses d'une Sûreté Générale. Ce que tout révolutionnaire devrait savoir sur la répression.* Paris, 1925.
— *Mémoires d'un révolutionnaire.* Paris, 1951.
— *Vie des révolutionnaires.* Paris (s. d.).
SERGENT Alain, *Les Anarchistes.* Paris, 1951.
SERGENT Alain et HARMEL Claude, *Histoire de l'Anarchie*, t. I. Paris, 1949.
SCHAPIRO Léonard, *Les Bolcheviks et l'Opposition.* Paris, 1957.
SLONIM Marc, *De Pierre le Grand à Lénine.* Paris, 1933.
SOUSTELLE Jacques, *L'Espérance trahie.* Paris, 1962.
— *Sur une route nouvelle.* Paris, 1964.
SOUVARINE Boris, *Staline. Aperçu historique du bolchevisme.* Paris, 1935.
SPIRIDOVITCH (Général), *Histoire du Terrorisme russe (1886-1917).* Paris, 1930.
— *Les Dernières Années de la Cour de Tsarkoïe-Selo.*
STEPHAN Enno, *Espions allemands en Irlande (1939-1945).* Paris, 1964.
STEPNIAK (pseudonyme de KRAVTCHINSKI), *La Russie souterraine.* Paris, 1885.
— *Le Tsarisme et la révolution.* Paris, 1886.
STREZOFF Georges, *Les luttes politiques des Bulgares macédoniens.* Genève, 1918.
SUSINI Jean-Jacques, *Histoire de l'O. A. S.* Paris, 1963.
— *Interview*, in *L'Esprit public* (juillet 1963).
TABER Robert, *Les Techniques de la guérilla*, in *Revolution.* (Février 1964.)
TAYLOR Rex, *Michael Collins.* London, 1958.
TCHÉ-KA (matériaux et documents sur la terreur bolcheviste, recueillis par le bureau central du parti socialiste-révolutionnaire russe). Préface de Victor TCHERNOV. Paris (s. d.).
TCHERNOMORDIK, *L'attitude des bolcheviks devant les juges.* Paris, 1932.
TCHERNOV Victor, *Mes tribulations en Russie soviétique.* Paris (s. d.).
TÉRY Simone, *En Irlande. De la guerre d'indépendance à la guerre civile (1914-1923).* Paris, 1923.
TIRARD Paul, *La France sur le Rhin.* Paris, 1930.
THARAUD Jérôme et Jean, *L'Envoyé de l'Archange.* Paris, 1939.

Thomas Hugh, *La Guerre d'Espagne*. Paris, 1961.
Thomoff et Bajdaroff, *Le Mouvement révolutionnaire en Macédoine*. Sofia, 1918.
Todoroff Kosta, *La Vérité sur l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne*. Paris, 1927.
Trinquier Roger (Colonel), *La Guerre moderne*. Paris, 1961.
— *Le Coup d'État du 13 Mai*. Paris, 1962.
Trotzki Léon, *1905*. Paris, 1923.
— *Le Terrorisme*. Paris, 1920.
— *Terrorisme et Communisme*. Paris, 1963.
— *Les Problèmes de la guerre civile*. Paris, 1926.
Varennes Henri, *De Ravachol à Caserio* (notes d'audience). Paris (s. d.).
Vassilieff A. F., *Police russe et Révolution*. Paris, 1936.
Vasiliev, *De l'expérience de l'illégalité bolchevik*. Paris, 1934.
Verdine Georges, *La Vérité sur la question macédonienne* (reproduction de documents émanant du cabinet du Grand Vizir). Paris, 1905.
Vermeil Edmond, *L'Allemagne contemporaine (1919-1924)*. Paris, 1924.
Voline, *La Révolution inconnue (1917-1921)*. Paris, 1947.
Volsky S., *Dans le royaume de la famine et de la haine*. Paris, 1920.
Welter G., *Guerre civile en Russie*. Paris, 1936.
Wolfe Bertram D., *La Jeunesse de Lénine*. Paris, 1951.
— *Lénine et Trotzky*. Paris, 1951.
— *Lénine, Trotzky, Staline*. Paris, 1951.
Xydias J., *L'Intervention française en Russie*. Paris, 1927.
Yacef Saadi, *Souvenirs de la bataille d'Alger*. Paris, 1962.
Yaroslavski, *Le travail des bolcheviks dans l'armée avant la Révolution d'Octobre*. Paris, 1929.
— *Histoire du parti communiste de l'U. R. S. S.* Paris, 1931.
Zavarzine (Général), *Souvenirs d'un chef de l'Okhrana (1900-1917)*. Paris, 1930.
Zinoviev G., *Histoire du parti communiste russe*. Paris, 1926.

PÉRIODIQUES

Candide (janvier-juillet 1962).
Le Contrat social.
L'Esprit public (1962-1963).
Est et Ouest (16-31 mai 1962).
L'Express (juillet 1961-juin 1962).
France-Observateur (juillet 1961-juin 1962).
France-Presse Action, bulletin clandestin du C. N. R. (plusieurs numéros en 1962 et 1963).
L'Humanité (juillet 1961-juin 1962).
L'Illustration (années 1903 et 1914).
Le Journal de la Révolution Russe édité par la Société des Amis du Peuple russe (années 1907, 1908 et 1909).
Libération (janvier-juin 1962).
Le Monde (juillet 1961-juin 1962).

La Nef. — *La Police en France* (numéro spécial, juin-septembre 1963).
La Nef. — *L'Armée française* (numéro spécial, juillet-septembre 1961).
La Nef. — *Histoire de la Guerre d'Algérie*, suivie d'une *Histoire de l' O. A. S.* (numéro spécial, octobre 1962-janvier 1963).
Révolution (février 1964).
Revue française de Sociologie. — *Guerre, Armée, Société* (numéro spécial, avril-juin 1961).

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 9 SEPTEMBRE 1965
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH
À MAYENNE (FRANCE)
(6466)
NUMÉRO D'ÉDITION :3693
DÉPÔT LÉGAL : 3e TRIMESTRE 1965

{1} Kouznetzov, comme Ivanov, Ouspensky et Nicolaïev, étaient des étudiants de Moscou qui appartenaient à l'entourage immédiat de Netchaïev. Arrêtés après le meurtre d'Ivanov, ils seront condamnés aux travaux forcés en juillet 1871. Ouspensky devait pour sa part connaître un sort particulièrement tragique. Soupçonné de mouchardage, il devait être pendu, en 1881, par des codétenus, au bagne de Kara. Il serait réhabilité un peu plus tard par un tribunal constitué par les prisonniers.

{2} *Le Catéchisme révolutionnaire*, publié par la revue *Le Contrat Social.*

{3} *Le Catéchisme* précise « qu'en dressant les registres… il ne faut en aucun cas se laisser guider par la perversité d'un homme, ni même par la haine qu'il inspire aux membres de l'organisation ou au peuple ». Au contraire « cette perversité et cette haine peuvent même être utiles d'une certaine façon en excitant à la révolte populaire ».

{4} Cité par Bienstock, *Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie.*

{5} Cf. *La Russie souterraine* (Édition de Londres, 1893).

{6} Cité par Bernstein, *Histoire du terrorisme russe*, p. 9.

{7} Vera Figner, *Mémoires d'une révolutionnaire*, p. 102.

{8} Chose curieuse, Trepov et Mezentzev étaient les deux premiers noms qui figuraient sur la liste des hommes à abattre dressée par Netchaïev.

{9} Cité par Bernstein, *Le Terrorisme en Russie*, pp. 4 et 5.

{10} Cette citation est extraite des nos 2 et 3 des feuilles de *Terre et Liberté.* Ce texte est donc antérieur à la constitution de la N.V., mais en annonce le programme. Cf. Bienstock, *Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie*, p. 215.

{11} Cité par Slonim, *De Pierre le Grand à Lénine*, pp. 163 et 164.

{12} A.D. Mikhaïlov, *Mémoires*, p. 7.

{13} *Idem*, p. 9.

{14} *Idem*, p. 17.

{15} A.D. Mikhaïlov, *o. c.*, p. 53.

{16} Cf. plus loin, chap. II.

{17} Un des moyens de contrôle des partis communistes est la biographie dite « bio ». Il s'agit d'un questionnaire très détaillé (une quarantaine de questions) que doivent remplir les permanents du parti et qui porte sur leurs activités antérieures, leurs professions, relations, liens de parenté, etc.

{18} Stepniak, *o. c.*, p. 183.

{19} *O. c.*, p. 182.

{20} Vera Figner, *o. c.*, pp. 159, 160.

{21} Vera Figner, *o. c.*, p. 177.

{22} Pour ce chapitre, ainsi que pour les trois suivants, les dates sont établies selon le calendrier julien en vigueur en Russie jusqu'au 14 février 1918, où le calendrier grégorien (le nôtre) fut adopté. Le décalage est de treize jours. Pour quelques événements importants, la date du calendrier grégorien est indiquée également, en second.

Dans le chapitre, *Le retour de Boris Savinkov* (Deuxième partie), les dates sont celles du calendrier grégorien.

{23} Principal théoricien du parti socialiste-révolutionnaire. Fut, en 1917, membre du gouvernement Kerenski. Présida en 1918 l'unique séance de l'Assemblée Constituante, dissoute par les bolcheviks.

{24} La diffusion des ouvrages qui traitaient de questions économiques était assez bien tolérée par le tsarisme. L'activité policière était surtout braquée contre les éventuelles entreprises terroristes.

{25} Cité par Spiridovitch, *Histoire du terrorisme russe*, pp. 154 à 156. Les passages soulignés l'ont été par nous.

{26} Spiridovitch, *o. c.*, p. 149.

{27} Cf. Victor Serge, *Les Coulisses d'une Sûreté Générale*, pp. 49 et 50.

{28} Selon la même source, on comptait mille détectives pour toute la Russie (*Police russe et Résolution*, p. 16.)

{29} Vassiliev, *o. c.*

{30} Par « juges », il faut entendre les policiers et l'appareil judiciaire proprement dit.

{31} L'Okhrana pouvait garder à sa disposition les suspects pendant quinze jours. Rappelons que le délai de garde à vue en France est actuellement de dix. Sur ce point, la police française est donc aux deux tiers « okhranisée ».

{32} Tchernomordik, *o. c.*, p. 11.

{33} Tchernomordik affirme qu'après 1905 les dépositions se feront de plus en plus rares. L'Okhrana eut alors recours aux voies de fait : coups, suspension par les doigts, torsion des bras et des jambes, etc.

{34} Tchernomordik, *o. c.*, p. 12.

{35} Tchernomordik, *o. c.*, p. 14.

{36} Zavarzine, *o. c.*, pp. 55 et 56.

{37} Dans une brochure dactylographiée de vingt-sept pages figuraient les instructions secrètes de l'Okhrana concernant ses informateurs. Étaient tenus comme prédisposés à prendre du service :

« … les révolutionnaires d'un caractère faible, déçus ou blessés par le parti, vivant dans la misère, évadés de lieux de déportation ou désignés pour la déportation ».

Les instructions recommandent aussi : « d'interroger la personne en tête à tête. Tirer parti pour la convaincre des querelles de groupes, des fautes des militants, des *blessures d'amour-propre* ». On doit « … ne les arrêter et ne les libérer (les informateurs) que lorsque d'autres membres d'égale importance appartenant aux mêmes organisations révolutionnaires peuvent être arrêtés et libérés ». (Cité par Victor Serge, *o. c.*, pp. 17 et 18.)

{38} Zavarzine, *o. c.* pp. 27 et 28.

{39} Dans *Les Coulisses d'une Sûreté Générale*, Victor Serge fait état (p. 21) d'un rapport d'un haut fonctionnaire de l'Okhrana, Vissarionov, qui dénombrait comme suit les indicateurs en activité à Moscou, en avril 1912 :

chez les socialistes-révolutionnaires	17
chez les sociaux-démocrates	20
chez les anarchistes	3
chez les étudiants	11
dans les instituts philanthropiques	2
dans les sociétés scientifiques	1
dans les Zemstvos	1

{40} Churchill, *Les Grands Contemporains*, p. 103.

{41} Savinkov, Mémoires, dans *Byloie*, no 7, 1908.

{42} Savinkov, Mémoires, dans *Byloie*, août 1917.

{43} « Ce qui peut se traduire, précise la Résolution, par des agressions isolées ou en groupe contre les représentants secondaires du pouvoir gouvernemental, tels qu'agents de police, gendarmes, espions, administrateurs. De semblables attaques contribueraient à la formation des forces combattantes, mais se passeraient en dehors du contrôle des organisations du parti. » (Spiridovitch, *Histoire du terrorisme russe*, p. 309.)

{44} Spiridovitch, *o. c.*, pp. 319 et 320.

{45} Tout autre est le point de vue de Lénine. Constatant qu'en automne 1905 les paysans ont brûlé environ 2 000 résidences de propriétaires fonciers, il écrit : « Les paysans ne détruisent malheureusement qu'un quinzième des résidences des nobles, un quinzième de ce qu'ils eussent dû détruire pour extirper entièrement de la terre russe la grande propriété foncière, cette iniquité… » (*La Rév. russe de 1905*, pp. 75-76. Petite Bibliothèque Lénine.)

{46} Spiridovitch, *o. c.*, p. 224.

{47} Zavarzine, *o. c.*, p. 213.

{48} Ce noyautage avait déjà commencé avant 1905 et provoqua la célèbre mutinerie du cuirassé *Potemkine*. Dans une période antérieure, les *Narodniki* s'étaient attelés à la même tache après l'attentat contre Alexandre II, mais leurs efforts portaient essentiellement sur le corps des officiers.

{49} Guerassimov, *Tsarisme et Terrorisme*, p. 230.

{50} Id., *o. c.*, p. 112.

{51} Le pope Gapone avait dirigé la célèbre manifestation ouvrière du 9 (22) janvier 1905, qui se solda par un massacre connu sous le nom de « Dimanche Rouge ». Il s'enfuit à l'étranger, où il bénéficia d'abord d'une popularité énorme auprès des émigrés. Grisé par ses succès, menant une vie de luxe, gaspillant des sommes considérables, Gapone ne tarda pas à perdre tout crédit. Il finit par rentrer en Russie et accepta de devenir un simple agent au service de l'Okhrana. Il tenta alors d'entraîner dans cette voie le S.R. Rutenberg, qui avait contribué à lui sauver la vie lors de la manifestation du Dimanche Rouge. Rutenberg avertit le Comité Central, et celui-ci décida que le traître devait être exécuté. Azev pour sa part incita Rutenberg à obtenir un rendez-vous avec Ratchkovsky et à en profiter pour l'abattre en même temps que le pope. Mais Ratchkovsky se déroba. Finalement seul Gapone fut pendu, dans une villa inhabitée où il avait rendez-vous avec Rutenberg.

{52} Guerassimov, *o. c.*, p. 154.

{53} En raison des critiques qu'il avait exprimées sur l'organisation de la répression.

{54} « Mon Cher, merci de ta lettre. Elle exhale la chaleur et l'amour… Je suis certain que les camarades iront jusqu'au bout dans la défense de l'honneur d'un camarade, et c'est pourquoi je suis prêt à faire taire mon opinion et à renoncer au jugement. »

{55} Nous avons déjà vu que la *Narodnaïa Volia* possédait un agent à elle dans les services de l'Okhrana. De même, le maximaliste Salomon Ryss, dit « Mortimer », arrêté par la police, accepta d'entrer à son service sous le contrôle du parti. Démasqué, il fut exécuté. Un autre S.R., Petrov, voulut agir de sa propre initiative. Il finit par être manœuvré par le général Guerassimov. Il avoua alors sa « faute » à ses camarades, qui lui donnèrent pour mission d'exécuter le dirigeant d'une Okhrana locale sous les ordres duquel il travaillait. Petrov lui donna rendez-vous dans l'appartement qu'il habitait et le tua au moyen d'une machine infernale qu'il y avait disposée. Arrêté peu après, il fut exécuté. Cf. à ce sujet Feuillade et Lazarevitch, *Tu peux tuer cet homme*, et Guerassimov.

{56} L'Okhrana mit un certain temps à se convaincre qu'Azev était un agent double. Avant de disparaître, il avait réussi à obtenir encore deux mille roubles à titre de viatique. Quant à Lopoukhine, il fut inculpé pour ses révélations, et condamné à cinq ans de travaux forcés. Nicolas II le gracia en 1912.

{57} Cf. Spiridovitch, *o. c.*, p. 589.

{58} Cf. Spiridovitch, *o. c.*, pp. 568 et 569.

{59} Le bolchevik A.F. Illine Genevski constate que même pendant la Révolution de Février les hommes de l'Okhrana se battent jusqu'au bout. « Maintenant que des années ont passé et que les passions se sont calmées, on peut dire tranquillement et impartialement que les agents de police de Petrograd ont fait preuve en ces journées d'un héroïsme rare et insensé. Enfermés dans des greniers, ils ne quittaient pas leurs postes tant qu'on ne les en éloignait pas par la force… Ils tiraient sans autre résultat que de faire connaître leur propre refuge. » (*Entre deux révolutions*, p. 15.)

{60} L'idée de grouper les travailleurs dans des syndicats qui échapperaient à l'influence des partis d'opposition avait été lancée par le policier Zoubatov. Il pensait ainsi dériver sur les employeurs le mécontentement du prolétariat. Le pope Gapone, brillant orateur, devint le leader de ces syndicats. Il agissait au début plus ou moins en accord avec le ministère de l'Intérieur mais il ne tarda pas – Zoubatov ayant été limogé – à subir l'influence de ceux qu'il voulait contrôler et ce fut lui qui organisa le

Dimanche Rouge. Nous avons dit qu'après divers déboires chez les émigrés il était devenu un indicateur de l'Okhrana.

{61} Voline, *La Révolution inconnue*, pp. 72 et 73.

{62} Cette citation et la précédente datent selon Bertram Wolfe de septembre 1905 (Cf. *Lénine et Trotski*, pp. 330-331). Toutefois dans les *Œuvres complètes* de Lénine, elles sont datées d'octobre (t. VIII, pp. 402 et 403).

{63} Bertram Wolfe, *La Jeunesse de Lénine*, p. 194.

{64} Ruses plutôt sommaires, qui n'auraient pu échapper à un contrôle un peu vigilant. Mais le régime des détenus politiques du tsarisme était assez large. À Saint-Pétersbourg, puis, plus tard, en Sibérie, Lénine reçut en quantité, livres, colis, vêtements, visites. C'est dans cette période qu'il écrivit son gros ouvrage théorique *Le Développement du Capitalisme en Russie.* Bertram Wolfe, dans *La Jeunesse de Lénine*, note que ce livre fait état comme sources de 299 ouvrages russes et de 38 études étrangères. La censure ne s'opposa pas à sa publication, alors que Lénine était encore détenu.

Le régime était incontestablement plus dur pour tous ceux qui avaient été condamnés pour meurtre. Mélangés aux « droit commun », ils étaient parfois l'objet de dures brimades, et dans certains cas punis de verges. Dans certains camps, ils durent engager une lutte sévère contre les « Ivan » (voleurs) qui entendaient faire la loi. On trouve les échos de cette lutte dans les souvenirs d'un détenu, Michel Kadomtzev, enfermé de 1906 à 1909 à la maison centrale de Tobolsk. Là, les Géorgiens « politiques » se feront respecter des « Ivan » à coups de couteau. « Un homme fut tué sur place, écrit Kadomtzev, et deux autres moururent peu après. C'est ainsi qu'à la prison centrale de Tobolsk s'effondra en quelques minutes la vieille aristocratie des prisons. »

Il semble d'ailleurs que le régime des détenus ait dépendu beaucoup de l'attitude des directeurs de prison. Certains appliquèrent un régime sévère. Mais beaucoup étaient des libéraux. De toute façon, jamais le régime tsariste ne fut systématiquement exterminateur, comme les régimes nazi et stalinien. Il était despotique par rapport à l'Europe libérale de l'époque. Il serait plutôt tolérant, si on le compare à bien des régimes d'aujourd'hui.

{65} Article paru dans la revue autrichienne *Der Kampf*, en 1911 et cité par Léon Sedov, fils de Trotski, dans *Le Livre Rouge*, pp. 69 et 70.

{66} *Iskra* (mai 1901). Passages soulignés par nous.

{67} Bertram Wolfe, *Lénine et Trotski*, pp. 331 et 332.

{68} Trotski, dans *1905*, indique que pour détecter les suspects, les combattants appliquaient la méthode abrupte du « Haut-les-mains ! » Qui n'obéissait pas, était aussitôt abattu.

{69} Cité par N. Lentzner, *La Révolution de 1905*, Paris, Librairie de l'Humanité (1925). Les passages soulignés l'ont été par nous.

{70} *Proletarii* (Le Prolétaire), nº 2 (29 août-11 septembre) *Œuvres Complètes*, t. X, pp. 75 à 84.

{71} Idem *Proletarii*, nº 2. Passage souligné par nous.

{72} *Proletarii*, nº 5 (30 septembre-13 octobre 1906) ; *Œuvres complètes*, t. X, pp. 126 à 137.

{73} Formation antisémite qui organisa plusieurs pogromes.

{74} B. Souvarine, *Staline*, p. 92.

{75} On estime qu'en 1905, les mencheviks étaient environ 15 000, les bolcheviks 12 000 (et probablement moins).

{76} Bertram Wolfe, *Lénine et Trotski*, p. 155.

{77} Lénine, *Proletarii*, nº 5, *Œuvres complètes*, t. X, p. 131.

{78} Bertram Wolfe, *Lénine et Trotski*, p. 334.

{79} Makharadzé, *Vingt-cinq ans de lutte pour le Socialisme*, Tiflis (1923). Cité par Souvarine, *o. c.* p. 89.

{80} B. Souvarine, *o. c.*, p. 92.

{81} B. Souvarine, *o. c.*, p. 98.

{82} B. Souvarine, *o. c.*, p. 111.

{83} Kroupskaïa, *Souvenirs sur Lénine.*

{84} Cf. Bertram Wolfe, *o. c.*, pp. 343 et 344.

{85} Cf. Bertram Wolfe, *o. c.*, pp. 353 et 354.

{86} Kamo, que nous avons laissé à Berlin aux mains de la police allemande, devait affronter une série de dures épreuves. Sur le conseil de Krassine, qui lui avait fait parvenir un mot par l'intermédiaire de son avocat, il simula la folie, et cela pendant quatre ans, triomphant des divers tests auxquels il était soumis, et dont l'un consistait à lui enfoncer des épingles sous les ongles. Il n'en fut pas moins livré en 1909 à la Russie, où il continua à jouer le fou, sortant de sa blouse, pendant la séance du Conseil de Guerre de Tiflis un oiseau apprivoisé. En 1911, il réussit une évasion miraculeuse (la corde qui lui servait à s'échapper se rompit), manqua périr, gagna Batoum, et vint retrouver Lénine à Paris. Après diverses aventures à Constantinople et en Bulgarie où il s'occupa de rassembler des armes, il fut à la suite de l'échec du Caucase condamné à mort. Il était perdu. Mais le procureur se prit de sympathie pour lui et fit traîner son dossier jusqu'au moment où, bénéficiant d'une grâce, sa peine fut commuée en vingt ans de bagne. Il mourra après la Révolution de 1917, d'un banal accident.

{87} Déclaration politique du groupe social-démocrate sur l'adresse du Premier Ministre. Le groupe comptait sept mencheviks et six bolcheviks à la quatrième Douma. Malinovski en était le vice-président.

{88} Boukharine devait devenir un des plus importants dirigeants bolcheviks. Leader des « Droitiers » après la mort de Lénine, il sera finalement liquidé par Staline, après un procès célèbre, en 1938.

{89} En revanche, Bourtzev ne soupçonna pas Malinovski, qu'il tenait seulement pour un « sale type ».

{90} Cité par B. Wolfe, *Lénine, Trotski, Staline*, p. 246.

{91} Savinkov, *Mémoires d'un terroriste*, p. 68.

{92} Lénine, *Œuvres complètes*, t. VIII, pp. 289 à 291.

{93} Lénine, *Proletarii*, nº 18 (13-26 septembre 1905). *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 290.

{94} Lénine. *V période* (En avant), no 7 (8-21 février 1905), *Œuvres complètes*, t. VII, pp. 150 à 152.

{95} Les différences de conceptions entre Lénine et Savinkov apparaissent dès l'époque de *Que Faire ?* Savinkov, alors tout jeune, appartenait à un cercle social-démocrate. Tout en le critiquant, Lénine cite avec une certaine considération un article de B… V… (Savinkov) : « C'est pourquoi B… V… a tort de dire que l'ouvrier passant onze heures et demie à l'usine, les fonctions révolutionnaires, sauf d'agitation, incombent fatalement à un nombre infime d'intellectuels. » Lénine pense qu'il ne s'agit pas d'une fatalité, mais d'un état de fait passager. (Cf. *Œuvres*, t. IV, p. 529.) On voit que l'un ne croit déjà qu'à l'action des minorités, tandis que l'autre ne cessera de rechercher le contact avec les masses.

{96} Feuillade et Lazarevitch, *Tu peux tuer cet homme*, pp. 261 et 262.

{97} Berzine dirigea pour le compte du Kremlin, un réseau d'espionnage, et fut un des principaux conseillers soviétiques pendant la guerre civile espagnole, avant d'être liquidé par Staline au moment de la Grande Purge.

{98} Valentinov, *Mes rencontres avec Lénine*, p. 62.

{99} Pour la seule année 1892, des lettres semblables emplissent trois cartons d'archives (2 967 pièces). Cf. Jean Maitron, *Histoire du Mouvement anarchiste en France,* p. 210.

{100} 25 décembre 1880.

{101} 27 juillet 1884.

{102} 2 octobre 1886.

{103} Sur ces procès le livre d'un chroniqueur judiciaire de l'époque, M. Varennes, *De Ravachol à Caserio*, constitue un témoignage très impartial.

{104} Andrieux, *Souvenirs d'un préfet de Police*, p. 349. – Dans ces souvenirs, on lit encore : « Donner un journal aux anarchistes, c'était d'ailleurs placer un téléphone entre la salle de conspiration et le cabinet du préfet de police », p. 339.

{105} *o. c.*, p. 339.

{106} Cf. J. Maitron, *o. c.*, pp. 218-219. Passage souligné par nous.

{107} B. Savinkov, *Souvenirs d'un terroriste*, pp. 48-49.

{108} Paul Mousset, *Le procès de Sarajevo,* pp. 73 et 74.

{109} Cité par Geoffrey Bailey, *La Guerre des Services Secrets soviétiques*, pp. 34 et 35.

{110} Quand les bolcheviks prirent le pouvoir il y avait deux millions de déserteurs.

{111} Elles donnèrent les résultats suivants :

Socialistes-révolutionnaires	20 900 000 voix	= 58 %
Constitutionnels-démocrates	4 600 000 –	= 13 %
Mencheviks	1 700 000 –	= 4 %
Bolcheviks	9 800 000 –	= 25 %

D'une façon générale, les campagnes votèrent en masse pour les S.R. Les villes donnèrent plutôt la majorité aux bolcheviks. À Moscou et à Petrograd, le total des votes donna 837 000 voix aux bolcheviks, 515 000 aux K.D., et 318 000 aux S.R.

{112} Victor Serge, *L'An I de la Révolution russe,* p. 145.

{113} Victor Serge, *o. c.*, p. 144.

{114} Victor Serge, *o. c.*, p. 151.

{115} Une légion tchèque avait été constituée en Russie avec les prisonniers faits parmi l'armée autrichienne. Vers la fin de 1917, elle comptait environ 45 000 hommes, placés sous commandement français. Elle cherchait à atteindre Vladivostok pour regagner la France quand les bolcheviks lui donnèrent l'ordre de déposer les armes. Les Tchèques refusèrent, et occupèrent Tcheliabinsk, en mai, puis Omsk et Samara sur la Volga, tandis que les volontaires russes de Denikine s'organisaient dans le Sud.

{116} Grâce à la dénonciation faite par une infirmière qui était la maîtresse d'un des conjurés. Cf. Roman Goul, *Les Maîtres de la Tchéka*.

{117} Cité par Schapiro, *Les Bolcheviks et l'Opposition*, p. 112.

{118} Parmi les délégués, on comptait 673 bolcheviks, 269 S.R. de gauche, 30 maximalistes et une centaine de représentants de divers partis ou non-inscrits.

{119} Jacques Sadoul, *Notes sur la Révolution bolchevik*, p. 393.

{120} Blumkine, quelques mois plus tard, se ralliera aux bolcheviks, servira de garde du corps à Trotski et accomplira diverses missions secrètes. Exécuté par les bolcheviks pour avoir eu des contacts avec Trotski en exil. Quant à Andréiev, il rejoindra les bandes de l'anarchiste Makhno.

{121} Souligné dans le texte. (Kachowskaia, *Souvenirs d'une révolutionnaire,* pp. 61-62.)

{122} Kachowskaia, *o. c.*, pp. 134 et 135.

{123} *Krasneia Gazetta* (Petrograd), du 31 août 1918.

{124} Cité par Victor Serge, *Vie des Révolutionnaires*, pp. 25 et 26.

{125} Trotski, *Le terrorisme*, p. 14.

{126} Trotski, *o. c.* pp. 14 et 15.

{127} *Krasnyi Terror* (La Terreur rouge), 1er novembre 1918. Cité dans la préface de Victor Tchernov du livre *Tchéka* publié par le Bureau central du parti socialiste-révolutionnaire.

{128} *L'An I de la Révolution soviétique*, p. 376.

{129} La moyenne mensuelle des exécutions s'établirait comme suit :

Contre-révolutionnaires	380

Fonctionnaires prévaricateurs	14
Spéculateurs	3

{130} Il semble bien qu'O'Reilly fut attiré dans un piège par les colonels lettons, qui jouèrent le rôle d'agents provocateurs. Dans son ouvrage, *La Révolution russe*, W.H. Chamberlain fait état d'une interview publiée dans la *Pravda* du 5 septembre 1918, dans laquelle Peters, un des adjoints de Dzerjinski, fait allusion à un « complot imaginaire » monté par la Tchéka. Victor Serge par ailleurs déclare que l'Anglais Lockhart (représentant diplomatique à Moscou, en liaison étroite avec O'Reilly) présenta un officier letton à O'Reilly et au consul français Guinard, sans se douter qu'il s'agissait d'un agent du contre-espionnage rouge.

{131} Notamment avec Krassine, qui dirigeait la délégation commerciale soviétique en Angleterre.

{132} Cf. Geoffrey Bailey, *La Guerre des Services Secrets soviétiques*, p. 40.

{133} Cité par Geoffroy Bailey, *o. c.*, p. 44.

{134} Il avait été condamné à mort, mais la peine avait été commuée en dix ans de prison.

{135} William Reswick, *I dreamt Revolution*, pp. 8-11, cité par Geoffroy Bailey in *La Guerre des Services Secrets soviétiques*, p. 48.

{136} Louis de Brouckère, *La Contre-Révolution en Allemagne*, p. 23.

{137} Cité par Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée Allemande*, t. II, pp. 107 et 108.

{138} Benoist-Méchin, *o. c.*, t. I, p. 183.

{139} Benoist-Méchin, *o. c.*, t. I, pp. 305 et 306.

{140} Benoist-Méchin, *o. c.*, t. II, pp. 18 et 19.

{141} Obligation qu'ils n'observeront pas.

{142} Ernst von Salomon, *Les Réprouvés*, p. 103.

{143} Benoist-Méchin, *o. c.*, t. II, p. 145.

{144} Ernst von Salomon, *o. c.*, pp. 265. Et 266.

{145} Cité par Gumbel, dans *Les Crimes politiques en Allemagne* (1919-1929), p. 179.

{146} Von Salomon, *Le questionnaire*, p. 107.

{147} Von Salomon, *o. c.*, p. 107.

{148} Von Salomon, *o. c.*, p. 107.

{149} Ernst von Salomon, *o. c.*, p. 108.

{150} Krassine fut un moment employé par l'A.E.G., Azev également.

{151} Cité par Benoist-Méchin, in *Histoire de l'Armée allemande*, t. II, pp. 208 et 209.

{152} Ernst von Salomon, *Les Réprouvés*, p. 286.

{153} Ernst von Salomon, *Les Réprouvés*, p. 301.

{154} Les nationaux-socialistes invoquèrent le précédent de cette loi pour justifier la Lex Lubbe, en vertu de laquelle ils organisèrent la répression après l'incendie du Reichstag.

{155} Salomon devait être jugé ultérieurement, pour la tentative de meurtre contre Weigelt, et condamné pour ce fait à trois ans de prison.

{156} Von Salomon, *o. c.*, p. 321.

{157} Von Salomon, *o. c.*, p. 322.

{158} Von Salomon, *o. c.*, pp. 316 et 317. Passage souligné par nous.

{159} Cité par Benoist-Méchin, *o. c.*, t. II, pp. 252 et 253. Passage souligné par nous.

{160} Canaris avait fait partie du tribunal militaire présidé par Ehrardt et chargé de juger les soldats qui avaient abattu Rosa Luxembourg et Liebknecht. Il fut accusé par un député d'avoir favorisé la fuite d'un des inculpés, le lieutenant Vogel. Le ministre de la Reichswehr d'alors, Gessler, tint à disculper Canaris de toute complicité. Quoi qu'il en ait été, Canaris était lié étroitement à Ehrardt en sa qualité d'officier de marine. Et l'attitude qu'adopta l'Abwehr sous sa direction, pendant la guerre, ressuscite pour une part de vieilles querelles entre les activistes allemands et les nazis.

{161} Le terrorisme renaîtra toutefois sous une forme très atténuée avec le mouvement d'agitation paysanne. On y retrouve d'ailleurs von Salomon et un de ses frères. Mais, cette fois, les engins explosifs ne sont utilisés que contre les édifices publics. Forme d'action que l'O.A.S. imitera – certainement sans le savoir – avec les attentats au plastic. Ici et là, le but est le même : éveiller l'attention.

{162} Paul Tirard, *La France sur le Rhin*, p. 353.

{163} Von Salomon, *Les Réprouvés*, p. 344.

{164} J. et J. Tharaud, *L'Envoyé de l'Archange*, p. 163.

{165} J. et J. Tharaud, *o. c.*, p. 89.

{166} Carol et sa maîtresse Mme Lupescu, détestaient Duca qui, en juin 1930, s'était prononcé contre la restauration.

{167} Ce livre existait à l'époque en manuscrit. À notre connaissance, il n'a jamais été publié.

{168} Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, p. 146.

{169} *Ma vie d'espion*, p. 186. Les passages soulignés l'ont été par nous.

{170} Interrogé le 10 janvier 1913 par le commissaire Achiary, l'abbé Cordier reconnut qu'il avait bien reçu cette confession. « Je dois vous dire, ajouta-t-il, que je ne me suis pas affligé outre mesure du meurtre de l'Amiral, parce que je pensais que, lui parti, il serait plus facile de reprendre les armes contre les Allemands… »

D'autre part, dans une déposition faite au commissaire Garidacci – déposition dont le tribunal militaire appelé à juger le jeune meurtrier n'a pas eu connaissance – Bonnier déclara qu'il avait tiré sur Darlan… « après en avoir référé à l'abbé Cordier *sous forme de confession.* C'est M. Cordier qui m'a remis les plans des bureaux du Haut-Commissariat et du Cabinet de l'Amiral et

c'est par lui que j'ai pu me procurer ce pistolet et ces cartouches qui m'ont servi à exécuter la mission qui m'était assignée… » Cf. à ce sujet Yves-Frédéric Jaffré, *les Tribunaux d'exception*, pp. 70 à 74.

{171} Le rôle joué par les Macédoniens en Bulgarie est souligné par Georges Strezov dans *La Lutte politique des Bulgares macédoniens* (Genève, 1948) : « Dans chaque ministère bulgare, il y a toujours eu un ou deux membres macédoniens influents… L'armée bulgare était macédonienne pour le quart de ses officiers… Bientôt, les Macédoniens émigrés formèrent en Bulgarie une masse organisée, avec laquelle tout gouvernement devait compter » (p. 81).

En 1905, on comptera plus de 200 000 Macédoniens en Bulgarie ; 20 000 d'entre eux sont installés à Sofia, dont la population ne dépasse pas 70 000 habitants.

{172} À partir de 1870, les Bulgares, grâce à l'appui russe, obtinrent de la Porte la création d'une Église autocéphale : l'Exarchat bulgare. L'Exarchat, très inféodé à la Cour de Sofia, devint ainsi le lien étroit entre la population de la principauté de Bulgarie et celle qui vivait encore sous l'oppression. À partir de 1885, l'Église exercera sur ces populations une propagande intense par l'intermédiaire des écoles qu'elle créait. Ceci sera la source d'un violent antagonisme entre les Bulgares et les Grecs de Macédoine. En effet, le clergé grec s'était efforcé d'unifier par la religion des populations chrétiennes divisées. La création de l'Exarchat contrariait ces projets. D'où une rivalité violente entre les deux Églises, qui entraînera des conflits sanglants dans la période de la lutte armée contre les Turcs.

{173} Deltchev, avant de revenir en Macédoine comme maître d'école, avait été élève à l'école militaire de Sofia. Grouev après des études à Bitolin et à Salonique suivit en 1889-1890 les cours de la faculté des lettres de Sofia. Dans un cercle d'étudiants macédoniens, il s'intéressa à la vie et aux idées des organisateurs de l'insurrection bulgare de 1876, et décida de suivre cet exemple en Macédoine. Un autre chef important, Garvanov, avait également terminé ses études à la Faculté des Sciences de Sofia et travaillé ensuite comme physicien dans un laboratoire de Vienne.

{174} À Genève, le mouvement publie une feuille en français : *L'Effort*, qui paraîtra ensuite à Paris, en 1902, sous le titre : *Le Mouvement macédonien*.

{175} Pp. 21 et 22 de l'édition française publiée à Sofia en 1918. Passage souligné par nous.

{176} À titre d'exemple, selon Thomov et Bajdarov, une *tchéta* cernée en mars 1903 près d'Arbino, réussit à se dégager grâce à la milice de village : 38 soldats furent tués et blessés. En représailles, les Turcs s'attaquèrent à 15 villages voisins. 318 paysans furent torturés, 147 jetés en prison, 195 chassés de leurs foyers. Ces chiffres sont sans doute sujets à caution, mais l'essentiel de ces « péripéties » est assez vraisemblable.

{177} Ce Comité fut fondé en 1894, un an après l'O.R.I.M. En 1901, Sarafov y provoqua une scission et se rapprocha de l'O.R.I.M. L'année suivante, le Comité Suprême de Tzontchev tenta de déclencher dans le Nord de la Macédoine une insurrection qui fut rapidement jugulée. L'O.R.I.M., qui se défiait des initiatives élaborées à partir du territoire bulgare n'appuya pas ce mouvement.

{178} Un cinquième, venu de Salonique, Shatev, viendra les renforcer par la suite.

{179} Telle est du moins la version donnée par Christow dans *Heroes and Assassins.* Thomov et Bajdarov, dans leur brochure ne font aucune allusion à ces influences étrangères, mais donnent aux attentats de Salonique la même signification. « Il exista toujours, écrivent-ils, un fort courant, surtout parmi les membres de gauche, qui attachaient dans ce cas la plus grande importance aux attentats. Ceux-ci devaient servir non pas tant à léser les intérêts et diminuer le prestige de l'État turc qu'à toucher directement aux intérêts économiques en Turquie des puissances européennes mêmes. De cette façon, la diplomatie étrangère, froide spectatrice du drame sanglant de la Macédoine, serait touchée au point le plus sensible et forcée de s'y mêler. Elle imposerait alors à la Turquie de vraies réformes qui garantiraient une existence et un développement tranquilles à la population dans les provinces insurgées. Les attentats de Salonique furent organisés et exécutés par les membres qui envisageaient ainsi les choses » (*o. c.*, p. 46).

{180} Les insurgés engagèrent 14 000 hommes dans le vilayet de Bitolin, environ 2 000 dans celui d'Andrinople, 3 500 dans ceux de Skopje, Serres et Salonique. Les forces turques étaient de beaucoup supérieures et beaucoup mieux armées.

{181} *Enquête dans les vilayets insurgés*.

{182} La minorité grecque en fut dans cette période la principale victime. Elle reflétait les ambitions du Gouvernement grec qui convoitait une partie de la péninsule occupée, et que le mouvement macédonien inquiétait en raison de ses sympathies bulgares. De nombreux Grecs furent impitoyablement liquidés comme mouchards. Victor Bérard, adepte enthousiaste de la cause macédonienne, épouse sur ce sujet la version de l'O.R.I.M. « Les Comités, écrit-il, protestent que les querelles ou rivalités nationales n'avaient que faire en tout ceci : Pour nous défendre, disent-ils, nous devons être impitoyables envers les espions, mouchards et agents de la police turque ; nous avons donc exécuté sans distinction de race tous les dénonciateurs. Il s'est trouvé qu'en majorité ils étaient des Grecs. C'est que les Grecs, aveuglés par leur politique nationale, se sont faits les auxiliaires des Turcs… » (Victor Bérard, *Pro Macédonia*, p. 50.)

Dans une période aussi tendue, on peut toutefois penser que les Comités en vinrent assez vite à tenir tout Grec pour espion.

{183} Thomov et Bajdarov, *o. c.*, p. 137.

{184} Selon un ouvrage très serbophile de Jean Perrigault, cent neuf attentats ont été commis par l'O.R.I.M., en Yougoslavie, de 1919 à avril 1931.

{185} L'origine de ces règlements de comptes remonte à la publication, en 1924, d'un manifeste signé par deux dirigeants de l'O.R.I.M., Alexandrov et Protoguerov. Ce manifeste affirmait que le but de l'O.R.I.M. était d'aboutir à la création d'une Fédération balkanique avec l'aide soviétique. L'annonce de cette alliance avec l'U.R.S.S. (seule puissance révisionniste, à l'époque) souleva un tel scandale à Sofia qu'Alexandrov et Protoguerov prétendirent que leur signature avait été imitée. Peu après, Alexandrov fut abattu. Quatre ans plus tard, son lieutenant, Mikhaïlov, fit « liquider » Protoguerov, sous prétexte que celui-ci aurait été responsable de la mort de son cosignataire. Entre-temps bien d'autres meurtres avaient eu lieu. Selon les révélations des autorités bulgares, l'O.R.I.M. de 1924 à 1934, aurait abattu 624 fédéralistes et communistes, et

220 protoguerovistes. En représailles, une quarantaine de mikhaïlovistes auraient trouvé la mort.

{186} Tom Barry, *Guerilla Days in Ireland,* p. 1.

{187} Louis N. Le Roux, *La vie de Patrice Pearse*, p. 246

{188} Dan Breen, *Mon Combat pour l'Irlande,* p. 57.

{189} Dan Breen, qui avait appartenu à l'I.R.B., avait rompu avec cette organisation dans les circonstances suivantes : son ami Sean Treacy, en prison à cette époque, faisait la grève de la faim. Comme on craignait pour sa vie, Breen proposa de capturer un policier irlandais et de le contraindre à jeûner, en représailles. Le projet fut désavoué par les dirigeants de l'I.R.B., et Breen décida de se séparer d'elle.

{190} Breen, *o. c.*, p. 145.

{191} *Idem,* p. 146.

{192} Dan Breen, *o. c.*, p. 157.

{193} Breen, *o. c.*, p. 173.

{194} Rex Taylor, *Michael Collins*, p. 12.

{195} Rex Taylor, *o. c.*, p. 81.

{196} Rex Taylor, *o. c.*, p. 81.

{197} Souligné par nous.

{198} Cité par Dorothy Macardle, *The Irish Republic,* pp. 306-307. Passage souligné par nous.

{199} *Noir et Feu*, surnom donné par les Irlandais à un corps mercenaire recruté par les Anglais.

{200} Cité par Simone Téry, *En Irlande*, p. 269.

{201} Dan Breen, *o. c.*, p. 239.

{202} Brady, *Le secret service irlandais en Angleterre*, p. 105.

{203} Brady, *o. c.*, p. 93.

{204} Dans *Témoin parmi les hommes* Joseph Kessel décrit une réunion tenue à Londres par des Irlandais, à laquelle participent des Égyptiens et des Indiens, pp. 117 à 122.

{205} Selon O'Callaghan (Easter Lily), Collins espérait recevoir des armes d'Allemagne. Apprenant que celles-ci ne pourraient être livrées, il se serait résigné à accepter les propositions de Lloyd George, conscient que l'I.R.A. n'avait pas les moyens matériels de soutenir une nouvelle campagne.

Si le fait est exact, il est douteux que cette seule considération ait déterminé son attitude. Il dut penser que l'Irlande démobilisée par la trêve n'était ni moralement, ni matériellement en mesure de reprendre une lutte inégale.

Dans des notes échangées avec Griffith, Collins fait d'ailleurs ressortir que « le statut de Dominion offre l'avantage inestimable d'être une étape vers l'indépendance totale », et l'on voit chez lui le combattant céder le pas au politique (cf. Rex Taylor, *o. c.*, p. 143).

{206} Dorothy Macardle, *o. c.*, p. 625.

{207} Dorothy Macardle, *o. c.*, p. 672.

{208} Les circonstances de la mort de Collins n'ont jamais été entièrement éclaircies. Selon Rex Taylor, quatre versions différentes en ont été données par les témoins (cf. *o. c.*, p. 197).

{209} Cité par Simone Téry, *En Irlande*, p. 235.

{210} À titre d'exemple, l'I.R.A. adressa au propriétaire du *Freeman's Journal,* cette mise en demeure :

« 6 décembre 1922.

« En dépit d'avertissements répétés, vous avez refusé d'obéir aux ordres que vous a donnés le Commandement de l'Armée Républicaine. On vous a déjà demandé : ou bien *a)* de remettre votre journal au Gouvernement Provisoire du *Free State*, qui l'administrera comme un organe du *Free State* ou bien *b)* d'être un journal libre. Vous avez refusé de choisir entre ces deux ordres, et au lieu d'obéir, vous avez persisté dans votre campagne contre l'Armée Républicaine, en dénaturant les faits. Il vous est enjoint en conséquence de quitter l'Irlande avant le 8 décembre 1922 à midi. Le refus d'obéir à cet ordre ou le fait d'être trouvé en Irlande après le 8 décembre à midi, sera puni de mort.

« *Signé :* G. Fr., Officier Commandant la Brigade de Dublin. »

Cité par S. Téry, *o. c.*, p. 239.

{211} Sean O'Callaghan, *Easter Lily*, p. 81.

{212} On trouvera ces extraits dans l'ouvrage d'Enno Stephan, *Espions allemands en Irlande*, pp. 220-240.

{213} Contre Hayes, on peut retenir qu'il échappa à une rafle de la police dans des conditions très suspectes, le 9 septembre 1939. Un des agents de l'Allemagne, le capitaine Görtz, qui vivait clandestinement en Irlande et qui entretenait des contacts étroits avec l'I.R.A., pensait que Hayes était contrôlé par la police.

{214} *La Révolte d'Israël*, p. 56.

{215} *La Révolte d'Israël*, p. 58.

{216} *El Moudjahid*, n° 9, 20 août 1957.

{217} L'immigration juive en Palestine débuta en 1881, à la suite des pogroms qui suivirent en Russie le meurtre du tsar. De nouvelles vagues arrivèrent ensuite, principalement en 1904, 1925, 1930 et 1935. Les mesures antisémites prises par le régime hitlérien provoquèrent avant-guerre de nouveaux départs.

{218} *Le Groupe Stern attaque,* p. 71.

{219} A. Koestler, *La Tour d'Ezra*, p. 286.

{220} Begin, *o. c.*, p. 39. Passage souligné par nous.

{221} Begin, *o. c.*, pp. 43-44.

{222} Au début de la guerre, les dirigeants nazis envisagèrent un moment la déportation des Juifs à Madagascar. Il est

vraisemblable que Stern n'eut pas connaissance, sinon de l'existence des camps, du moins des mesures d'extermination qui y furent appliquées.

{223} Gerold Frank, *o. c.*, pp. 158-159.

{224} Gerold Frank, *o. c.*, p. 159.

{225} Begin, *o. c.*, p. 103.

{226} Souligné par nous.

{227} Begin, *o. c.*, p. 104.

{228} Begin, *o. c.*, p. 105.

{229} Gerold Frank, *o. c.*, p. 154.

{230} Gerold Frank, *o. c.*, pp. 25 et 26.

{231} Cf. les passages de la brochure de Tchernomordik, *L'attitude des bolcheviks devant les juges,* première partie, chap. II. Dans la même brochure, Tchernomordik cite les consignes de Lénine sur la conduite que les accusés doivent observer vis-à-vis de leurs avocats : « … Les avocats doivent être inflexiblement tenus en mains, placés sous les rigueurs de l'état de siège, car cette canaille d'intellectuels joue souvent de mauvais tours. Leur déclarer à l'avance : « Si tu te permets, vieux salaud, la moindre inconvenance ou de verser dans l'opportunisme politique (parler de l'inculture, de l'erreur du socialisme, des entraînements, de la répudiation de la violence par les social-démocrates, du caractère pacifique de leur enseignement et du mouvement, etc., ou quelque chose de ce genre), je t'interromprai tout de suite, moi, l'accusé, je te traiterai de misérable, je déclarerai repousser ta défense, etc. » (Lettre de Lénine à Hélène Stassova).

{232} Begin, *o. c.*, pp. 49 et 50.

{233} Begin, *o. c.*, p. 52.

{234} Arthur Koestler, *La Tour d'Ezra*, pp. 335-339.

{235} Begin, *o. c.*, p. 67.

{236} Begin, *o. c.*, p. 202.

{237} Selon Begin, la *Haganah* aurait officieusement approuvé l'attentat contre l'Hôtel King David mais, après le massacre qui en résulta, désavoua les terroristes (cf. *o. c.,* p. 206).

{238} Begin, *o. c.*, p. 90.

{239} Les Macédoniens définissaient avec raison les attentats de Salonique comme « terreur », bien que les objectifs choisis fussent essentiellement matériels. En revanche, pour l'insurrection d'Inlinden, l'O.R.I.M. eut recours à des destructions de voies ferrées, ponts, ouvrages d'art, etc., dans le dessein d'empêcher ou de retarder l'arrivée des renforts turcs. Cette fois, il s'agissait en effet de sabotages, le but de ces opérations étant bien d'affaiblir la capacité militaire de l'ennemi.

{240} Le chiffre officiel des victimes chez les musulmans est de 1 500 (105 chez les Européens). Une commission dirigée par le général progressiste Tubert avança celui de 15 000. Les nationalistes, eux, parlent de 45 000 victimes, ce qui semble très exagéré.

{241} Le P.C.F. et le P.C.A. étaient à l'époque violemment hostiles à l'indépendance de l'Algérie. Le 18 mai 1945, le P.C.A. avait publié un communiqué de style très « colonialiste » : « Les émeutiers et les assassins doivent être châtiés conformément aux lois en vigueur. » Un mois plus tard, son secrétaire général, Caballero, affirmait : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. » (*L'Humanité,* 30 juin 1945.)

{242} André Mandouze, *La Révolution algérienne par les textes,* p. 158. Passage souligné par nous.

{243} Claude Paillat, *Deuxième Dossier secret de l'Algérie,* pp. 208-209.

{244} Il sera par la suite liquidé par ses compagnons au Maroc.

{245} Souligné par nous.

{246} Cité par Duchemin, *Histoire du F.L.N.,* pp. 263-264.

{247} Pour ce terrorisme aveugle, il était facile de recruter des exécutants car celui-ci trouvait son aliment dans les passions raciales. Ce n'est pas un hasard si les Arabes avaient déjà eu recours à cette forme de terrorisme contre les Juifs de Palestine (cf. chapitre précédent).

{248} Par « actes individuels », le P.C.A. désigne évidemment les opérations terroristes auxquelles les communistes sont en théorie opposés. Toutefois, l'opposition communiste ne porte pas sur la *nature des actes,* mais sur leur caractère *inopportun.* Quand un parti communiste désavoue des actes individuels, cela signifie que la direction estime que la situation n'est pas mûre, et que les actes sont accomplis par une minorité sans lien avec les masses. Si la situation évolue, le parti n'hésitera pas à modifier sa position et à entrer à son tour dans la voie terroriste. C'est ce qui s'amorce déjà dès la réunion du Comité Central du P.C.A. les 5 et 6 février 1955. Le P.C.A. définit alors en ces termes sa position. « Lénine enseigne que les marxistes, *qui admettent toutes les formes de lutte,* doivent envisager la question de la forme de lutte sous son aspect historique, c'est-à-dire en étudiant les conditions générales du moment, l'état des masses, le rapport des forces… » Autrement dit : « Nous aurons recours au terrorisme si nous estimons que la situation historique l'exige. »

{249} Yacef Saadi, *Souvenirs sur la bataille d'Alger,* pp. 19-20.

{250} Nous citons ces chiffres d'après Bromberger, *Les Rebelles algériens,* pp. 156 et 157.

{251} Yacef Saadi conteste cette version : il affirme qu'il s'agissait d'une simple répétition pour une future grève insurrectionnelle.

{252} Très probablement à la suite de sévices. On dit que Bigeard lui fît rendre les honneurs, en raison de son courage.

{253} Il suivait de peu le massacre de Melouza (village messaliste) qui fit trois cents morts. À la même époque trente-sept ouvriers agricoles musulmans étaient abattus dans la région de Saïda.

{254} Duchemin, *o. c.*, pp. 295-298.

{255} Sur ces contacts, cf. Albert-Paul Lentin, *Le Dernier Quart d'Heure,* pp. 200 à 250.

{256} Rappelons que les auteurs de l'attentat faisaient partie d'un commando spécial formé en Afrique du Nord et qui gagna le territoire de la métropole par la frontière d'Espagne. Ces hommes trouvèrent appui auprès de l'abbé Davezies.

{257} Voici la fréquence des attentats par années. Sur cette liste ne figure pas la qualité des victimes (policiers, musulmans, Européens, hommes politiques, etc.)

1956	78 tués	586 blessés
1957	837	3 272
1958	959	1 980
1959	715	931

{258} En provenance de l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Étudiants Musulmans d'Afrique du Nord).

{259} Souligné par nous.

{260} Ce qui permettra de contrôler la distribution du courrier et des mandats…

{261} Autrement dit, les déplacements des travailleurs algériens ne doivent se faire qu'avec l'accord de la Fédération…

{262} Les chefs de la Fédération furent vite contraints de s'installer en Allemagne.

{263} Graves mais brèves, grâce à la mansuétude gouvernementale.

{264} Cf. *la Nef* (oct. 1962-janv. 1963). Le nombre des armes du F.L.N. entre les deux barrages passe de 21 000 en 1958 à moins de 8 000, en mai 1961, date de l'arrêt des opérations offensives. La courbe des exactions suit une évolution à peu près parallèle.

{265} Cf. *Procès Salan*, p. 344.

{266} *Le Monde*, 7 novembre 1964. Passages soulignés par nous.

{267} Lettre d'un jeune Pied-Noir en prison, in *L'Esprit public*, janvier 1963.

{268} Susini, *Histoire de l'O.A.S.*, p. 246.

{269} « … La structuration n'étant pas considérée comme l'aboutissement et la clé de voûte, mais comme le support nécessaire d'une simple résistance. » (Susini, *o. c.*, p. 81.)

{270} Susini, *o. c.*, pp. 301 à 304. Cette lettre de Castille a dû être adressée dans le courant de juillet 1961. Elle critique en même temps l'usage prolongé du terrorisme urbain « phase nécessaire, mais non suffisante… parce qu'il se dilue dans le temps : les gens s'habituent au plastic »… et préconise des actions en métropole, afin de décongestionner l'Algérie en effectifs policiers. « Notre action ne sera valable que si elle se répartit sur les deux territoires. » (Cf. aussi le procès-verbal de l'interrogatoire de Gingembre, in *O.A.S. parle*, pp. 79 à 91.)

{271} Morland, Barangé, Martinez, *Histoire de l'O.A.S.*, p. 265.

{272} *O.A.S. parle*, p. 66.

{273} Épisode dont les origines restent obscures. Selon certaines rumeurs, Salan aurait joué un rôle dans la décision du gouvernement espagnol, qui éliminait un concurrent. Quoi qu'il en soit, les membres du C.N.R. ne réussiront pas, par la suite, à assurer leur sécurité en exil ; et Georges Bidault sera contraint de se réfugier au Brésil.

{274} Susini, *o. c.*, p. 315.

{275} *O.A.S. parle*, p. 141.

{276} *O.A.S. parle*, p. 140.

{277} *O.A.S. parle*, pp. 143 à 157.

{278} *O.A.S. parle*, p. 33.

{279} *O.A.S. parle*, p. 98.

{280} *O.A.S. parle*, p. 353.

{281} Susini, *o. c.*, p. 379.

{282} *O.A.S. parle*, p. 59.

{283} Ces rapports médicaux et la description détaillée des sévices subis figurent dans le livre de Jean Gauvin, *Le Procès Vanuxem*, pp. 253 à 274. D'autre part, le capitaine Servolles, interrogé par l'équipe du commissaire Bardoux, du 1er au 16 septembre, a subi durant cette période le traitement suivant : coups répétés, supplice de la baignoire, de la magnéto et de la bouteille. Les détenus Lombardie, Lanciano, Plutino, Cordy, Truplio, ont dû signer le 6 octobre 1961 la déclaration suivante : « Je n'ai fait l'objet d'aucun sévice et j'ai été traité humainement. » Or, dans leur dossier, aux cotes D. 98, D. 99, D. 55 et D. 61 figurent des certificats médicaux édifiants du docteur Cohen.

Le 11 septembre 1963, au procès de Ziano, le professeur Claude déclarera : « M. Ziano souffrait d'un tassement des vertèbres dorsales et lombaires. Le cas était fréquent à l'époque chez les malades qui avaient passé à la caserne des Tagarins, si bien que j'étais arrivé à nommer la fracture du rachis le "syndrome des Tagarins". »

{284} Cf. à ce sujet *Est et Ouest*, 16-31 mai 1962.

{285} *Procès Salan*, pp. 137 et 138.

{286} *Procès Salan*, p. 119.

{287} *Procès Salan*, p. 299.

{288} Le tribunal déboute les demandeurs attendu qu'il est « incontestable qu'il y a eu tromperie et que Lecerf appartenait à une police parallèle » (*France-Observateur*, 7 novembre 1963).

{289} Et, en outre, se livrent à de nombreux plastiquages, contre les commerces qui sont soupçonnés servir de lieu de rendez-vous à l'O.A.S.

{290} Cité par Susini, *o. c.*, p. 241.

{291} 5 octobre 1961.

{292} 28 septembre 1961.

{293} Susini, *o. c.*, pp. 243-244.

{294} *O.A.S. parle*, p. 43.

{295} Susini, *o. c.*, p. 45. Un sondage du capitaine Le Pivain effectué pourtant à l'intérieur d'un corps d'élite, la Légion, confirme ce jugement : « Adjudants et adjudants-chefs en majorité n'ont plus qu'une seule pensée : la retraite. » (*O.A.S. parle*, p. 140.)

{296} O.*A.S. parle*, p. 249.

{297} La Mission I avait fonctionné, déjà sous la direction de Sergent, dans la période qui précéda le putsch d'avril.

{298} Cité par Morland, Barangé, Martinez, *Histoire de l'O.A.S.*, p. 331.

{299} *Verdun* était le pseudonyme du mystérieux général chargé par Salan de prendre la direction militaire des opérations en métropole. La police crut identifier ce personnage en arrêtant le général Vanuxem. On sait que celui-ci, après deux ans de détention, fut finalement acquitté par la Cour de Sûreté de l'État.

{300} Procès-verbal de l'interrogatoire de Canal

{301} Voir première partie, chapitre II.

{302} Le problème des archives d'une organisation clandestine est toujours des plus délicats. Nous avons vu que le F.L.N. en métropole multipliait les rapports, consignes, directives. Mais les réseaux du F.L.N. étaient recrutés sur une large base de masse ; les vides résultant des arrestations étaient vite comblés. Il n'en était pas de même des diverses organisations qui se réclamaient du sigle O.A.S. Démantelées, elles étaient très difficiles à reconstituer.

{303} *O.A.S. parle*, p. 216. On trouve confirmation de cette réorganisation dans deux notes de service de Sergent, en date des 16 et 20 janvier 1962, ainsi que dans une note précédente du 7 janvier 1962, qui annonçait : « L'ère du plastic est close. Ceux qui voudront continuer à faire la guerre aux concierges ne doivent pas compter sur nous pour authentifier leurs actions. » (Cf. Morland, Barangé, Martinez, *o. c.*, pp. 579 à 581.)

{304} Souligné ici par nous.

{305} *O.A.S. parle*, pp. 225-226.

{306} Cf. Morland, Barangé, Martinez, *o. c.*, pp. 594-595.

{307} *O.A.S. parle*, p. 217.

{308} *O.A.S. parle*, p. 218.

{309} *O.A.S. parle*, pp. 222-223.

{310} O.*A.S. parle*, pp. 218-219.

{311} Dirigé par l'ancien poujadiste Bouyer, lui-même, en liaison étroite avec le groupe de Madrid.

{312} « Des contacts furent pris au plus haut échelon et le B.C.R. alimenté ainsi en « fiches objectifs ». « On nous demandait seulement de prévenir du jour et de l'heure du coup de main, de façon que le vide fût fait devant nous. Nous étions assurés en retour que l'intervention des forces de police se ferait chaque fois avec suffisamment de retard pour que nos voitures opérationnelles pussent prendre le large. » (O.*A.S. parle*, p. 221.)

{313} Nous entendons par là des groupes O.R.O. Opérèrent en province plusieurs réseaux de plastiquage, mais en général, de façon autonome, et dans une phase antérieure.

{314} Ce bureau de liaison était chargé de coordonner les opérations anti-O.A.S. Il comprenait des policiers de la Sûreté nationale, de la Police judiciaire et de la Défense de la Sécurité du Territoire, qui échangeaient leurs informations et agissaient en commun. Sur le plan de la lutte contre le F.L.N., la coopération entre les différentes polices s'était limitée à un échange d'informations.

{315} Procès du réseau Armagnac. Réquisitoire définitif.

{316} D'après un document saisi sur Castille au moment de son arrestation, et comportant les prévisions de budget de la Mission III (Canal) pour 1962, les groupes Alpha 1, 2, 3, 4, 5 de cette Mission rassemblaient un peu plus de quarante hommes.

{317} Morland, Barangé, Martinez, *o. c.*, p. 291.

{318} Si nous écrivons « peut-être » à propos de l'attentat de Pont-sur-Seine, c'est que subsiste un certain mystère, sur les origines d'une opération dont les auteurs auraient pu, selon certaines rumeurs, être « téléguidés » par quelque service parallèle. La réfutation de cette thèse par Morland, Barangé, Martinez (*o. c.*, pp. 301-303) est loin d'emporter la conviction. Mais il est juste de dire que les preuves en faveur de la thèse inverse font jusqu'à présent défaut.

En revanche, dans l'affaire de l'École Militaire, le rôle de la provocation apparaît nettement, et rappelle fort curieusement un stratagème ourdi par l'Okhrana pour désamorcer un projet de régicide conçu, en 1907, par le groupe terroriste de Nikitenko (Cf. à ce sujet Guerassimov, *o. c.*, pp. 165 à 175).

{319} Depuis le moment où ces lignes ont été écrites, on a pu apprendre qu'un « réseau de l'Ouest » – placé, dit-on, sous l'autorité du capitaine Sergent, et dont les activités se limitaient à des entreprises de renseignement et de propagande – avait été démantelé.

D'autres clandestins, dont Gill Buscia, évadé de la Santé, ont été également appréhendés.

Ces derniers sont accusés d'avoir, sur les directives de Susini, préparé, en 1964, au Mont-Faron, un attentat contre de Gaulle, à l'aide d'une jarre piégée. À ces accusations, Susini, réfugié à Rome a opposé un démenti formel (cf. *Minute*, 28 mai 1965). Le démenti de Susini mis à part, les seuls éléments dont on dispose sur ces deux affaires, d'ailleurs distinctes, proviennent directement ou indirectement des services de M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur. Il convient donc d'accueillir avec prudence des informations émanant d'une source unique et diffusées dans une période préélectorale.

{320} Cf. sur ce sujet l'ouvrage de Me Yves-Frédéric Jaffré, *Les Tribunaux d'Exception*.

{321} Dans *L'Express* du 1er février 1962, Jean Cau interviewe de jeunes lycéens et étudiants antifascistes décidés à lutter

contre l'O.A.S. par tous les moyens : « Pour terminer, déclare l'un d'eux, je voudrais tenir un langage dit "bolchevique". Je pense que la tactique actuelle envers ceux qui sont, soit sympathisants, soit qui distribuent de la propagande O.A.S., c'est de les isoler. Il ne faut pas hésiter à leur casser la figure, à *leur prendre leurs papiers d'identité et à les dénoncer… On les a fichés, on les connaît.* »

{322} Mémorandum déposé par le commandant du 12e bataillon d'infanterie près de la Cour de Sûreté de l'État qui jugeait le lieutenant Murat. (Cf. *O.A.S. parle,* pp. 260-261.)

{323} *Le procès de Raoul Salan,* p. 135.

{324} Le cessez-le-feu interviendra le 19 mars.

{325} *O.A.S. parle*, p. 172.

{326} *O.A.S. parte*, p. 171.

{327} Souligné par nous.

{328} *O.A.S. parle*, pp. 173 et 174.

{329} Une note du colonel Vaudrey en date du 1er février décrit cette action en détail : agitation quotidienne, grèves tournantes, vols d'armes, munitions, matériel radio, « ponctuelles » et sabotages, etc. L'action vise à paralyser la machine administrative « tout en créant un véritable climat de terreur pour les autorités civiles et militaires ». (*O.A.S. parle*, pp. 179 à 182.)

{330} Selon Buchard (*Histoire de l'O.A.S.*) et Anne Lœsch (*La* V*alise et le Cercueil*), Achard aurait joué un rôle essentiel dans l'opération Bab-el-Oued. En revanche, si l'on se réfère à Axel Nicol (*La Bataille de l'O.A.S.*), il n'aurait fait que se plier à des ordres venus de plus haut.

{331} Des versions contradictoires ont été fournies. Au procès du Petit-Clamart, le lieutenant de Saint-Gall-de-Pons, affirma que le premier coup de feu avait été tiré d'une fenêtre en direction de la foule. C'est à ce moment que la troupe affolée aurait ouvert le feu. Après la fusillade, le lieutenant se dirigea vers l'immeuble d'où le coup de feu était parti, et vit des gardes mobiles en faire sortir une civière sur laquelle était allongé le corps d'un homme recouvert d'un drap. Un des hommes du lieutenant aurait pu toutefois apercevoir le visage de cet homme et rapporté qu'il s'agissait d'un « jaune ». La défense, par la voix de Tixier-Vignancour, en tira argument pour affirmer qu'il s'agissait d'un « barbouze » viet.

En revanche, le lendemain, le colonel Goubard, qui commandait à l'époque le 4e régiment de tirailleurs mais qui n'était pas sur les lieux, fit état de l'enquête qu'il avait menée sur les circonstances de la fusillade. Il affirma que celle-ci lui avait permis de retrouver l'emplacement de « 14 armes automatiques adverses ». On peut déduire du récit du colonel que ce sont ces armes qui auraient fait le maximum de victimes, la majorité des coups du service d'ordre étant dirigés « vers le haut des immeubles ». À notre connaissance, les correspondants de presse étrangers n'ont jamais fait état de ces coups de feu « provocateurs », et il est pour le moins curieux que *pas un seul* des quatorze servants de ces armes n'ait été jusqu'ici identifié. Signalons que l'ouvrage de Morland, Barangé, Martinez qui, utilisant les archives du ministère de l'Intérieur, en reflète exemplairement l'esprit, affirme au contraire que le premier coup de feu est parti « c'est certain, du côté des militaires » (p. 405).

Enfin les témoignages recueillis par le *Livre Blanc* (publié par les éditions de l'Esprit Nouveau) affirment tous que les tirailleurs ont ouvert le feu. Cet ouvrage a été saisi par le pouvoir.

{332} *L'Express,* 5 octobre 1961. Rappelons à ce propos que la consigne de s'opposer, si nécessaire, par le feu aux manifestants le 26 mars, fut donnée avant la manifestation.

{333} Souligné par nous. (*O.A.S. parle,* p. 175.)

{334} Une allusion dans une note adressée par Salan à Gardes, Godard, Vaudrey, semble dégager la responsabilité du général dans l'organisation de la manifestation du 26 mars.

{335} *O.A.S. parle*, p. 264. L'O.A.S. enregistrera plus tard le même échec auprès de l'armée en Oranie, en cherchant à entraîner la Légion Étrangère. Cf. à ce sujet *La Bataille de l'O.A.S.*, d'Axel Nicol pp. 174-177.

{336} Roger Trinquier, *Le Coup d'État du 13 mai*, p. 111.

{337} *France-Observateur,* 26 avril 1962.

{338} Il semble que le premier obus de mortier ait été tiré dans le courant de février. À Alain Jacob envoyé spécial du *Monde*, on montra, à Climat de France, la trace d'un obus, tiré la semaine précédente. (*Le Monde,* 28 février 1962.)

{339} Gilles Mermoz dans *Écrits de Paris* (mars 1963) estime que la ruée escomptée des musulmans était de toute façon impossible. « Pour atteindre la ville européenne, les musulmans désarmés, rendus furieux par les tirs de mortier, auraient dû franchir deux barrages : celui… des commandos armés du F.L.N., celui mis en place par les gendarmes mobiles et les soldats du contingent. »

{340} La population métropolitaine a jugé ces actes avec sévérité. Rappelons-lui toutefois qu'en mai 1962, un travailleur algérien, devenu subitement fou, dit-on, se jeta boulevard de la Chapelle sur une petite fille de trois ans et lui fracassa le crâne contre le trottoir. La réaction des métropolitains fut immédiate, ils lynchèrent l'assassin.

{341} Souligné par nous.

{342} *Le Monde*, 12 janvier 1962.

{343} Le mémorandum du commandant signale que la clinique du Beau-Fraisier, qui fut l'objet du raid terroriste de l'O.A.S., était un des lieux de refuge de Si Azzedine. C'est pour tenter de l'abattre que l'opération fût déclenchée. « Je connaissais bien cette clinique, écrit le commandant. En août 1961, lorsque j'avais pris le commandement de mon bataillon, c'était une des premières choses que m'avait montrées mon prédécesseur ; il m'avait signalé que la clinique recevait ouvertement des rebelles du bled, blessés ou malades, qu'il s'y faisait un important trafic de médicaments, que le directeur européen devait jouir de hautes protections, car il était impossible d'obtenir un mandat de perquisition pour s'y rendre. J'avais par la suite pu vérifier la vérité des dires de mes camarades. En février 1962, le F.L.N. oblige toutes les familles européennes demeurant autour de la clinique à déménager ; ce quartier de villas, de grands jardins et vergers, devient une base F.L. N… Aussi je ne suis pas étonné par la suite

de constater que les musulmans tués par le commando de Murat (l'officier O.A.S.) à la clinique ont tous une fiche au 2e Bureau, que villas et jardins servent de prison, salles de tortures et cimetières. » (*O.A.S. parle,* p. 263.)

{344} P.-M. de La Gorce décrit ainsi la situation dans une petite ville du bled à cent vingt kilomètres d'Alger : « … l'appareil clandestin du F.L.N. a entrepris de surveiller directement les milieux européens. Les servantes, les garçons de course, les colporteurs ont servi d'agents de renseignement… » (*France-Observateur,* 22 mars 1962.)

{345} Cf. Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne*, p. 327.

{346} En outre, l'opération Ouarsenis contribua à précipiter le cours du terrorisme aveugle. La plupart des cadres militaires furent mobilisés pour cette opération. Or, ils formaient l'échelon intermédiaire entre l'état-major et la base. Après leur départ, le pouvoir de fait passa entre les mains des chefs de quartier qui ont déjà commencé à s'affirmer. « La vérité, écrit P.-M. de La Gorce, est qu'à Alger comme à Oran montent à la surface des éléments plus ou moins indépendants des hiérarchies politiques même clandestines. C'est pourquoi on éprouve un sentiment d'insécurité complètement nouveau. » (*France-Observateur*, 8 mars 1962.)

{347} *L'Esprit public,* novembre 1962.

{348} Lettre de 665 (Château-Jobert) à 105 (Salan) en date du 18 avril 1962. Il semble que Salan ait de son côté désapprouvé le terrorisme aveugle, sans être à même de l'empêcher. Dans une lettre adressée à 466 (Godard), le 13 avril, il écrivait : « *c)* éviter les actions systématiques sur les musulmans et rechercher une meilleure sélectivité. Lorsque je dis éviter, j'entends : interdire formellement les actions ponctuelles aveugles qui ne sont pas payantes et vont à l'encontre de nos buts » (cf. *Minute,* nos du 3 Août et du 13 juillet 1962).

{349} Les Erreurs de l'O.A.S., in *Écrits de Paris*, mars 1963.

{350} La thèse de la partition fut défendue à l'intérieur de l'O.A.S. par quelques éléments dont les plus connus étaient l'étudiant Jean Sarradet, ainsi que Michel Leroy et René Villars, dirigeants du Front Nationaliste, réseau intégré à l'O.A.S. Leur thèse ayant été rejetée et condamnée, Sarradet chercha à la faire aboutir en prenant contact avec certains milieux gouvernementaux. À cette époque, en effet, la solution de la partition avait été exposée par divers hommes politiques, en particulier par Peyrefitte. Mais les contacts, menés sans mandat, par une fraction, ne pouvaient avoir d'autre effet que d'ouvrir une brèche à l'intérieur de l'O.A.S., et offrir ainsi au pouvoir une occasion de diviser l'adversaire. Si l'on en croit le témoignage d'Anne Lœsch *(La Valise et le Cercueil),* les contacts furent pris par l'intermédiaire d'un prêtre et d'un certain M. Mesmet, et aboutirent à une entrevue entre Sarradet et M. Petitbon, haut-commissaire à la Jeunesse algérienne, à la fin de décembre 1961. Celui-ci avait sous ses ordres, au service de la formation de la jeunesse algérienne, des cadres militaires communistes ou communisants (cf. à ce sujet une note du colonel Godard, in *Histoire de l'O.A.S.*, de Susini, p. 114). On peut noter qu'en effet, au début de janvier 1962, M. Petitbon prononça sur France V une allocution sur le thème : L'Algérie française, personne n'y croit, à la rigueur la partition serait peut-être acceptable. Après quoi, les ouvertures faites par Sarradet et ses amis furent rejetées sous prétexte qu'on ne négocie pas avec des factieux.

À la suite de ces contacts, Villars et Leroy furent abattus sur ordre de la direction de l'O.A.S. Sarradet échappa à l'exécution, et rentra provisoirement dans le rang. Il devait mourir plus tard accidentellement (?) en métropole. La négociation fut engagée du côté de Sarradet et de ses amis avec une extrême légèreté, que seule la jeunesse des intéressés peut excuser. Tout contact non mandaté avec l'adversaire ne peut qu'inciter celui-ci à des manœuvres de division et de noyautage. Sur les intentions gouvernementales aucun doute n'est possible, quand on connaît, au-delà de M. Petitbon, l'homme qui avait la haute main sur les négociations engagées. « La personnalité du représentant du gouvernement, écrit Paul-Marie de La Gorce, met déjà sur la voie : M. Melnik était chargé des rapports avec la Sûreté Nationale au cabinet du Premier Ministre. Le côté « policier » de l'opération en ressort assez nettement… Aujourd'hui l'affaire semble à peu près éclaircie. Il est évident que l'idée de partage a servi d'appât auquel sont venus mordre un certain nombre de dirigeants O.A.S. Il est évident que la manœuvre avait pour but de diviser l'organisation secrète et d'accentuer les désaccords entre ses responsables… Au total une manœuvre politique avait servi à « habiller une manœuvre policière. » (*La. Nef*, octobre 1962-janvier 1963, pp. 177-178.)

{351} Cf à ce sujet, Buchard, *Organisation Armée Secrète*, t. II, pp. 82 à 85.

{352} Colonel Broizat, *Notes d'un témoin* (*L'Esprit public,* novembre 1962). Sur les dessous de la négociation, cf. Louis Merens, *La Paix des Braves* (pp. 65 à 77), et Axel Nicol (*La bataille de l'O.A.S.,* pp. 186 à 190), dont la version recoupe à peu près celle de Merens. Susini lui-même a expliqué, dans *L'Esprit public* (juillet 1963), les espoirs fondés sur la négociation et les désillusions qui l'avaient suivie. Il confirme qu'il comptait s'appuyer sur une tendance pro-occidentale contre Ben Bella et l'A.L.N. de l'extérieur. Mais « nous nous sommes très vite rendu compte que le G.P.R.A. n'avait aucune autorité, non seulement sur l'A.L.N. de l'extérieur mais sur les willayas de l'intérieur… Il nous est apparu rapidement que l'indépendance algérienne n'avait pas été faite par le F.L.N., mais entièrement par le gouvernement français… À partir du 15 juillet, il était évident que la seule force organisée qui demeurait en Algérie était l'A.L.N. de l'extérieur »…

{353} Fondé en mai 1901, ce groupe devait disparaître en 1903.

{354} Lénine, *Œuvres complètes,* t. IV, pp. 480-481.

{355} … qui disposaient d'un certain soutien de la part des Européens du bled, mais eux-mêmes isolés en milieu musulman. D'où une mobilité très amoindrie.

{356} Guevara, *La Guerre de guérilla,* p. 33. Cette défiance s'explique peut-être parce que le terrorisme urbain était surtout le fait d'adversaires non castristes de Battista. Cf. à ce sujet, Y. Guilbert, *Castro l'Infidèle*.

{357} Cf. Robert Taber, Les Techniques de la Guérilla, in *Révolution*, février 1964.

{358} Robert Taber, *o. c.*

{359} Taber écrit encore : « Les intérêts de la bourgeoisie nationale la forcent à rallier la cause révolutionnaire triomphante. C'est seulement plus tard qu'elle changera d'avis, mais alors il sera trop tard : elle aura rempli son rôle. » *(Sic.)* C'est ce qui s'est passé en Algérie. C'est ce qui peut se produire au Viêt-nam ou au Venezuela.

[360] Davantage que pour le terrorisme urbain, qui réclame des combattants déjà politiquement formés, et une technique de combat complexe.

[361] Cf. Général Beaufre, *Introduction à la Stratégie*, pp. 98 à 101.

[362] 30 octobre 1962.

[363] Exemple : « Enfin, pour l'action directe et violente, il y a les commandos très organisés, armés, sûrs de l'appui de la population. » Ou encore : « L'aide considérable que l'État accorde à nos anciens territoires d'outre-mer donne par ailleurs une idée des avantages que les Bretons tireraient de l'indépendance… L'abandon de l'Algérie a évidemment renforcé cette opinion.

[364] En réalité, les rapports sont sensiblement plus complexes : l'appareil d'information contribue à la publicité des actes terroristes ou para-terroristes, mais il peut aussi servir à les discréditer.